



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu des séances publiques n° 06 | Session ordinaire 2020-2021

LUXEOSys : réévaluation des dépenses
Chiffrement des messages électroniques

p. 164
p. 158

Sommaire de la séance publique n° 13
Sommaire des questions parlementaires

p. 177
p. Q150

13^e séance

Jeudi 19 novembre 2020

L'Ombudsman fortement sollicité en temps de crise

Dans son rapport annuel 2020, Mme Claudia Monti dresse le bilan d'une année particulièrement marquée par la pandémie.

« Dans une situation de crise, le principe de l'état de droit doit prévaloir ». Tel fut l'appel de l'Ombudsman, Mme Claudia Monti, lors de la présentation de son rapport annuel 2020 aux députés, réunis en présentiel au Cercle municipal le 5 juillet 2021.

Quelques mois après avoir présenté son rapport annuel 2019, dont la publication avait pris du retard en raison de la crise sanitaire, Mme Claudia Monti est revenue sur les principaux faits de l'année dernière. Sans surprise, celle-ci a été fortement marquée par les effets néfastes de la pandémie de Covid-19, et la Médiatrice a pu constater que les citoyens se sont tournés vers les administrations à la recherche d'un soutien. Ce constat, qui est également partagé par ses collègues européens, va de pair avec des sollicitations des services de l'Ombudsman par des citoyens parfois désespérés et à la quête d'informations qu'ils n'obtiennent pas ou difficilement de la part d'administrations souvent inaccessibles.

Le nombre de réclamations introduites en 2020 a connu une légère baisse par rapport à l'année 2019 (914 en 2020 par rapport à 975 l'année d'avant).

La digitalisation des démarches administratives renferme des obstacles

Mme Claudia Monti a ainsi pu constater que beaucoup de démarches administratives ont nécessairement dû être réalisées à distance, surtout pendant les premiers mois de la crise où la plupart des administrations n'étaient pas ouvertes au public. Ceci pose problème, selon la Médiatrice, dans la mesure où beaucoup de personnes ne disposent pas des outils ou compétences nécessaires pour effectuer des démarches administratives à distance.

À son avis, certaines de ces procédures sont très compliquées, voire impossibles à réaliser autrement qu'en présence d'un agent administratif.

Par ailleurs, Mme Claudia Monti a pu constater que la situation des personnes se trouvant dans une situation précaire s'est empirée à cause de ces obstacles. D'où son appel aux administrations d'accorder une importance au contact direct et en présentiel avec le citoyen.

Des entraves supplémentaires en raison de la pandémie

L'Ombudsman a mis en évidence les difficultés que rencontrent les citoyens dans certains aspects de la vie quotidienne, notamment pendant les mois de « lockdown ». Les sujets tels que le logement, la fiscalité ou la sécurité sociale sont les plus visés, comme à l'accoutumée, notent les services de la Médiatrice. Pandémie oblige, d'autres obstacles sont venus s'ajouter aux doléances des citoyens, telle que la rigidité de diverses administrations dans l'application des dispositions législatives dans certaines situations, jugée parfois trop stricte par Mme Claudia Monti. Les services de l'Ombudsman ont ainsi pu relever un certain manque de flexibilité dans le cadre de l'octroi des aides spécifiques aux entrepreneurs et entreprises pendant la crise alors que ceux-ci en avaient besoin plus que jamais. Malgré ses interventions, certaines réclamations n'ont pas trouvé de solution satisfaisante, a déploré la Médiatrice.

Une accessibilité des services publics pour tous

Les députés ont notamment souhaité savoir dans quelle mesure les administrations ont su s'adapter à la crise, face aux problèmes d'accessibilité rapportés par l'Ombudsman. Si, d'un côté, Mme Claudia Monti admet que les administrations ont redoublé d'efforts afin de rester accessibles au public, elle craint, de l'autre, que celles-ci tendent à généraliser la digitalisation des démarches administratives, ce qui peut poser problème pour certaines catégories sociales. À son avis, il est impor-



Mme Claudia Monti a présenté son rapport 2020 aux députés.

tant que tous les citoyens soient mis sur un pied d'égalité et que l'outil informatique ne soit pas un moyen d'exclusion. En ce sens, l'Ombudsman, en tant que « veilleur des droits fondamentaux », appelle les administrations à mettre tout en place pour rester accessibles sans exclure personne et à s'adapter aux besoins de leurs usagers pour remplir leur mission de service public.

Un député s'est intéressé à l'interaction entre la Médiatrice et les différentes administrations en cas de litige. Il a demandé s'il était prévu d'étendre le principe de « personne de référence » pour les services de l'Ombudsman à l'ensemble des ministères et administrations publiques. Mme Claudia Monti a expliqué que ses services ont développé au fil des années des liens avec les instances publiques avec

lesquelles ils sont le plus souvent en contact, qu'il s'agisse d'un ministère ou d'une administration.

Les députés font le suivi au cours de l'année 2021

Dans les semaines suivant la présentation du rapport, les députés se pencheront en détail sur les différentes doléances évoquées. Par la suite, les commissions parlementaires compétentes élaboreront une prise de position. Un débat en séance publique concernant le suivi des députés aura lieu au cours de l'année 2021.

Pour le rapport 2019, les préparations du débat sont en cours. En tant que rapporteur de la Commission des Pétitions, M. Paul Galles chapeaute ces travaux.

Entrevue avec M. Patrick Schnieder, Président du groupe d'amitié du Parlement allemand

La Grande Région a réussi son « stress test »



(de gauche à droite) M. Laurent Scheeck, M. Ullrich Klöckner, M. Fernand Etgen, M. Patrick Schnieder et M. Mars Di Bartolomeo

Les leçons de la crise sanitaire des derniers mois pour la Grande Région ont dominé les discussions lors d'une première rencontre depuis le début de la pandémie avec le Président du groupe d'amitié Benelux du Parlement allemand, M. Patrick Schnieder. Ce député du Bundestag ainsi que l'Ambassadeur allemand au Grand-Duché, M. Ullrich Klöckner, ont été reçus le 8 juillet 2021 à Luxembourg pour une visite de travail. Ils ont été accueillis par le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, et le Vice-Président, M. Mars Di Bartolomeo.

Alors que le début de la crise sanitaire avait été marqué par une fermeture des frontières par Berlin, véritable handicap au bon fonctionnement au sein de la Grande Région, celle-ci a fini par réussir son « stress test ». Suite à ce début de crise qui a mis à l'épreuve les relations entre les pays voisins, des solutions pragmatiques ont été trouvées pour ne pas bloquer le quotidien des citoyens de part et d'autre des frontières. Tel était un des constats partagés lors de ces discussions parlementaires germano-luxembourgeoises. Un des défis des mois à venir concerne le télétravail, notamment pour les travailleurs frontaliers, ont encore souligné les hommes politiques des deux pays.

L'engagement commun pour le respect des droits individuels et démocratiques en Europe figurait également parmi les sujets de ces discussions interparlementaires, qui illustrent la relation amicale liant la Chambre des Députés et le Bundestag allemand.



Visite de Mme Winnie Byanyima, Directrice exécutive de l'ONUSIDA

La situation du VIH dans le monde



Mme Winnie Byanyima (3^e de gauche) et sa délégation reçues par Mme Djuna Bernard (2^e de gauche), Vice-Présidente de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo (au milieu), Président de la Commission de la Santé et des Sports, en présence de M. Marc Angel (3^e de droite), Ambassadeur spécial 90-90-90 de l'ONUSIDA

Les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile et de la Commission de la

Santé et des Sports ont reçu la Directrice exécutive de l'ONUSIDA (UNAIDS), Mme Winnie Byanyima, dans le cadre d'une visite de travail le 6 juillet 2021.

« L'épidémie de sida reste un fléau mondial, surtout dans les pays en voie de développement, principalement en raison d'un accès inégal aux soins de santé », constate la Directrice exécutive. 77,5 millions de personnes ont été infectées par le VIH depuis le début de l'épidémie, parmi lesquelles 34,7 millions sont décédées de maladies liées au sida. En Afrique subsaharienne, six nouvelles infections au VIH sur sept chez les adolescents âgés de 15 à 19 ans concernent des filles. Les jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans sont deux fois plus susceptibles de vivre avec le VIH que les hommes. « Il reste encore du progrès à faire, notamment en matière d'éducation sexuelle », a noté Mme Winnie Byanyima. Si l'objectif global que s'étaient fixé les Nations Unies à l'horizon 2020 n'a pas pu être atteint, la représentante de l'ONUSIDA a tout de même remarqué que certains pays, notamment des pays pauvres, ont réussi à freiner l'épidémie de sida.

Une nouvelle stratégie globale pour le combat du VIH

Lors de sa 37^e réunion, le Conseil de coordination du programme de l'ONUSIDA a adopté une nouvelle stratégie pour mettre fin à l'épidémie de sida en tant que menace de la santé publique d'ici à 2030. Mme Byanyima a souligné avec beaucoup de satisfaction que le Luxembourg est un allié pré-

cieux dans la mise en œuvre de cette stratégie. En effet, l'ONUSIDA peut non seulement compter sur le soutien politique du Luxembourg, mais aussi sur son appui financier, puisque le Grand-Duché est le plus gros donateur par habitant au monde. M. Marc Angel, député européen et Ambassadeur spécial 90-90-90 de l'ONUSIDA présent lors de cette visite de travail, s'est également réjoui de l'importance accordée par le Luxembourg au combat de l'épidémie de sida.

La stigmatisation pose encore problème

Une des causes ardemment défendues par Mme Winnie Byanyima est l'égalité des sexes. La Directrice exécutive de l'ONUSIDA a relevé que la stigmatisation de certaines catégories de la population pose encore problème dans les pays d'Afrique, notamment dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de sida. En effet, trop souvent les personnes qui sont diagnostiquées avec le VIH se retrouvent exclues de la société et des soins de santé. « Ce phénomène s'est accentué avec la pandémie de Covid-19 », a déploré la Directrice exécutive. « Les personnes les plus vulnérables sont les LGBTQ, qui peuvent être victimes de lois allant à l'encontre des droits fondamentaux de l'homme. La lutte contre le fléau du VIH doit donc aller de pair avec un changement des mentalités et des normes sociales », a conclu Mme Winnie Byanyima.

Deuxième Conférence interparlementaire sur la migration et l'asile

L'UE mise sur la migration légale

La deuxième Conférence interparlementaire de haut niveau sur la migration et l'asile a été organisée par le Parlement européen, le 14 juin 2021, par visioconférence. M. Margaritis Schinás, Vice-Président de la Commission européenne, a présenté la stratégie de l'Union européenne dans ce domaine.

L'afflux de réfugiés notamment de la Syrie en 2015 et 2016 a démontré qu'aucun État membre de l'Union européenne ne peut résoudre seul le problème et qu'une réponse commune européenne est nécessaire. Selon le Vice-Président de la Commission européenne, l'instauration d'un nouveau pacte sur la migration et l'asile est le seul moyen apte à répondre à cette situation. Or, pour le rendre efficace, il faut de la solidarité de la part de chaque État membre.

Le pacte prévoit de conclure des partenariats équilibrés avec les pays voisins et d'améliorer la vie de leurs citoyens. Un soutien renforcé à la sécurisation des frontières extérieures et l'élimination des causes de la migration irrégulière sont d'autres éléments de cette stratégie. Par ailleurs, l'Union européenne mise sur la migration légale en promouvant des visas et bourses pour étudiants ainsi que l'intégration des travailleurs réguliers.

Les efforts faits depuis 2015 sont multiples. L'Union européenne met à disposition d'importants moyens financiers pour les pays d'origine et les pays de transit des migrants, ceci en rendant prioritaires des solutions durables. De nouveaux outils innovants sont instaurés, dont une nouvelle agence liée au bureau EASO, des mesures concrètes pour

renforcer la coopération par le biais du code des visas, ainsi que des arrangements juridiques pour renforcer les projets pilotes concernant les systèmes de migration légale. Selon le Vice-Président de la Commission européenne, l'UE a les moyens de mettre en place avec les pays partenaires un système de migration légale qui fonctionne.

Le Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), M. António Vitorino, a fait le point sur l'impact de la pandémie de Covid-19 dans ce contexte. Pour la première fois, le transport international était coupé et un coup socio-économique inouï a frappé les populations à l'échelle mondiale. Beaucoup plus de gens qu'avant la crise sanitaire ont eu besoin d'aide humanitaire. La fermeture des frontières avait comme effet que des migrants étaient bloqués et que des travailleurs saisonniers ont perdu leur emploi. Les inégalités et la pauvreté sont en croissance. Les effets socio-économiques risquent de durer encore longtemps.

À l'avis de M. Vitorino, il serait essentiel de déployer la vaccination contre le Covid-19 à l'échelle mondiale, car la relance économique est liée aux effets de la vaccination. L'OIM et COVAX assument la tâche de distribuer des vaccins aux pays les moins développés. Selon le Directeur général de l'OIM, la stabilisation de la situation sanitaire est une condition préalable à la migration légale.

De la part de la Chambre des Députés, Mme Viviane Reding et M. Claude Wiseler ont participé à cette Conférence de haut niveau.

Visitt vum neie Stadion



Op Invitatoun vun der Deputéierter a Stater Buergermeeschtesch Lydie Polfer waren d'Membere vun der parlamentarescher Sportskommission den 9. Juli 2021 den neie Stadion kucken. Mat derbäi waren de Chamberspresident Fernand Etgen, de Sportsminister Dan Kersch, d'Membere vum Gemengeroat a vun der Sportskommission vun der Stad Lëtzebuerg souwéi d'Press.

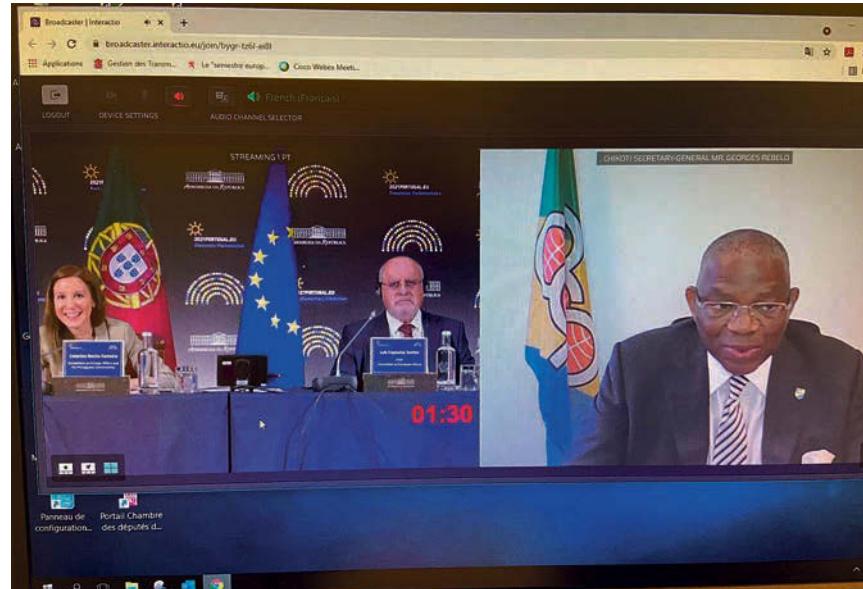
No enger Konstruktionsdauer vu véier Joer konnt déi visuell Identitéit vum neie Stadion präsentéiert ginn. Ganz opfälleg ass d'Faarwekonzept:

D'Setzer sinn an de Faarwe vum Lëtzebuerger Fändel (rout, wäiss a blo), déi een och an der visueller Identitéit erëmfennt. De Käschtepunkt vum Stade de Luxembourg, deen net nième fir Fussballmatcher, mee och fir de Rugby benutzt soll ginn, läit bei ronn 76 Milliouen Euro.

Den éischten offiziellen UEFA-Qualifikationsmatch téscht der Lëtzebuerger Nationalekippe an dem Aserbaïdjana ass den 1. September 2021. Déi offiziell Aweiung, esou d'Lydie Polfer, ass fir Enn September geplant.

Visioconférence sur le rôle des parlements dans l'approfondissement des relations entre l'UE et l'Afrique

Une nouvelle stratégie UE-Afrique basée sur le partenariat



Le Secrétaire général de l'ACP, M. Georges Rebelo Pinto Chikoti (à droite)

Dans le cadre de la dimension parlementaire de la présidence portugaise du Conseil de l'Union européenne a eu lieu, le 21 juin 2021, une visioconférence sur le rôle des parlements dans l'approfondissement des relations entre l'UE et l'Afrique.

Le Secrétaire général du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), M. Georges Rebelo Pinto Chikoti, a évoqué le rôle de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE, composée de représentants de 106 pays. Cet organisme œuvre dans l'intérêt du peuple, se focalisant notamment sur le processus démocratique et la bonne gouvernance. En soulignant la position privilégiée entre les parlements, le peuple et les institutions, le Secrétaire général de l'ACP a fait le point sur la crise sanitaire du Covid-19 qui nécessite la solidarité de tous les partenaires et une coopération parlementaire accrue.

M. Carlos Zorrinho, Président de la délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE du Parlement européen, a présenté les assemblées conjointes régionales, à savoir les assemblées UE-Afrique, UE-Caraïbes et UE-Pacifique.

Les relations entre l'UE et l'Afrique sont régies en premier lieu par l'Accord de Cotonou, signé en 2000, qui a remplacé la Convention de Lomé de 1975. L'Accord de

Cotonou aurait dû expirer en février 2020 et a été prolongé jusqu'au 30 novembre 2021. Un accord politique a été conclu en décembre 2020 entre l'UE et l'OEACP, organisation internationale des États ACP. L'Accord post-Cotonou a été conclu le 15 avril 2021. Il s'agit d'un nouveau cadre légal avec les 79 pays de l'OEACP touchant entre autres les domaines de la démocratie, la bonne gouvernance, les droits humains, le développement durable, le changement climatique, la paix, la sécurité, les migrations et la mobilité.

La nouvelle stratégie de l'UE, présentée en mars 2020 par la Commission européenne, se base sur cinq axes principaux :

- un partenariat pour une transition verte et l'accès à l'énergie;
 - un partenariat pour la transformation numérique;
 - un partenariat pour une croissance et des emplois durables;
 - un partenariat pour la paix et la gouvernance et
 - un partenariat en matière de migration et de mobilité.
- La Chambre des Députés était représentée à la visioconférence par Mme Lydia Mutsch et M. Paul Galles.



Troisième partie de la session ordinaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Liberté des médias, droits de l'homme, impact de la crise Covid-19

La troisième partie de la session ordinaire de l'APCE 2021 s'est tenue du 21 au 24 juin 2021 à Strasbourg, sous forme hybride. Parmi les recommandations et résolutions adoptées figurent notamment des sujets comme la liberté des médias, la poursuite des responsables politiques pour les déclarations faites dans l'exercice de leur mandat, la participation des femmes issues de groupes sous-représentés dans la prise de décision politique et publique, la lutte contre l'afrophobie et les violations des droits humains commises à l'encontre des Tatars de Crimée en Crimée.

Risque d'inégalités avec l'extension du passe sanitaire

Les répercussions de la crise de la Covid-19 faisaient l'objet de plusieurs débats. L'impact négatif sur les enfants, l'intensification des clivages socio-économiques et les conséquences particulièrement négatives pour les groupes de population et les régions économiques d'Europe vulnérables ont été constatés. Par ailleurs, l'Assemblée met en garde devant les dangers et inégalités liés à l'instauration du passe Covid. Il est souligné qu'il importe que les autorités nationales distinguent soigneusement les différents cas d'utilisation des passes sanitaires sur la base des droits et libertés auxquels il est porté atteinte et de la durée de la dérogation aux restrictions que permet ce passe.

Améliorer les perspectives professionnelles des jeunes

Quant aux programmes d'aides socio-économiques suite à la crise de la Covid-19, l'Assemblée

recommande d'intégrer l'égalité dans toutes les mesures prises et d'étendre les programmes publics d'investissement visant à améliorer la qualité et l'accèsibilité, de stimuler l'emploi et la création d'emplois de haute qualité, d'améliorer les perspectives éducatives et professionnelles des jeunes, de garantir un niveau de revenu minimum et de protection sociale suffisant ainsi qu'un logement convenable, de renforcer les bases de l'économie numérique et de sa gouvernance dans le cadre d'une organisation du travail humain économique en ressources, et de développer d'urgence la capacité de production à l'échelle mondiale des vaccins et des médicaments contre la Covid-19 grâce à un transfert de savoir-faire et de technologie par le biais d'accords de licence obligatoire ainsi que, le cas échéant, par une levée temporaire des brevets.

Transparence et réglementation des dons aux partis politiques

Le Président de la délégation du Luxembourg, M. Gusty Graas, a pris la parole au sujet de la transparence et de la réglementation des dons de sources étrangères en faveur de partis politiques et de campagnes électorales.

Dans son discours, il a souligné que les partis politiques se trouvent à la base du processus démocratique. Un contrôle serait nécessaire pour favoriser l'égalité.

Selon M. Graas, il en ressort une obligation de tenir une comptabilité convenable. L'orateur a en outre proposé des dotations de l'État pour couvrir une partie des frais pour les campagnes électo-



(de gauche à droite) Mme Josée Lorsché, M. Rik Daems, Président de l'APCE, M. Gusty Graas

rales et d'autres frais. Quant aux dons effectués de sources étrangères, une limitation stricte à des personnes physiques sera mise en place.

Deux débats d'actualité se sont par ailleurs ajoutés à l'ordre du jour de la troisième partie de la session ordinaire de l'APCE 2021, dont l'un portait sur la pression migratoire et l'autre sur le Belarus.

Les rapports, recommandations et résolutions peuvent être consultés sur le site Internet de l'Assemblée (<https://pace.coe.int>).

La Chambre des Députés était représentée à Strasbourg par M. Gusty Graas, Président de la délégation, et Mme Josée Lorsché, membre effectif.

Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE

Les discriminations au Belarus et en Crimée au centre du débat



M. Gusty Graas

Pour la première fois depuis la session annuelle 2019 à Luxembourg, les membres de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) se sont réunis pour une session annuelle sous forme hybride. Seuls les présidents et secrétaires des délégations, les membres du Bureau et les représentants spéciaux étaient présents, début juillet 2021, à la Hofburg à Vienne, siège du Conseil permanent de l'OSCE. Les autres membres ont suivi les travaux par vidéo. Précédée des réunions sous forme de visioconférence des trois commissions générales et d'une réunion du Comité permanent en présentiel à Vienne, la séance plénière était dominée par trois sujets : la situation au Belarus, l'occupation illégale de la Crimée et le discours de la haine et de l'intolérance dans l'espace de l'OSCE.

Dans les résolutions respectives, l'OSCE revendique que les États membres de l'OSCE adoptent un plan d'action contre la discrimination, pour l'égalité et l'inclusion.

L'Assemblée parlementaire regrette la situation actuelle au Belarus et l'oppression des dissidents dans ce pays. Elle appelle les parlementaires et les autorités du Belarus à reconstruire les restrictions concernant les manifestations et la liberté de la presse, de libérer tous les prisonniers politiques et de permettre la tenue d'élections libres et équitables sous l'observation de l'OSCE.

L'Assemblée lance un appel fort aux autorités russes de cesser l'occupation illégale de la Crimée, de retirer les troupes, armes et équipements militaires déployés sans autorisation des autorités

ukrainiennes sur leur territoire, et de lever toutes les restrictions à la liberté de naviguer dans les eaux de la Mer Noire et de la Mer d'Azov.

L'élection d'un nouveau président, de huit vice-présidents et d'autres membres du Bureau et des bureaux des trois commissions générales s'est déroulée pour la première fois de façon électronique. L'ancienne Vice-Présidente, Mme Margareta Cederfelt (Suède), a été élue nouvelle Présidente de l'Assemblée.

La Chambre des Députés était représentée par le Président de la délégation, M. Gusty Graas, qui s'était déplacé à Vienne, ainsi que par les membres de la délégation, Mme Josée Losché, M. Dan Biancalana, M. Claude Haagen, M. Jean-Marie Halsdorf et M. Gilles Baum (suppléant).

NOUVELLES LOIS

Programme « LUXEOSys » : réévaluation des dépenses

7542 - Projet de loi portant modification de la loi du 14 août 2018 autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre

Le programme « Luxembourg Earth Observation System » (« LUXEOSys ») a comme objectif de mettre en place et d'opérer un système d'observation de la Terre. Ce dispositif répond aux besoins croissants en capacités d'observation, de communication et de transmission des données identifiées dans le domaine de la défense. Par ce programme, le Grand-Duché de Luxembourg pourra satisfaire à ses besoins et à ses obligations en matière de défense en contribuant activement aux efforts de défense de l'OTAN et de l'UE dans le domaine de l'observation, ISR (« Intelligence, Surveillance and Reconnaissance »).

La loi du 14 août 2018 autorise le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite dans le cadre du programme LUXEOSys pour un montant de 170 millions d'euros (hors TVA) sur une période de 14 ans, ce montant ayant été prévu pour l'acquisition ainsi que le déploiement du système (4 ans) et sa gestion (10 ans). Or, une revue du programme a démontré que ce budget, qui a été établi sur base d'une prospection sommaire effectuée de juin à décembre 2017, ne permet pas de couvrir l'ensemble des coûts nécessaires à l'exploitation du programme LUXEOSys sur les dix années d'opération après lancement du satellite. Il s'avère donc nécessaire d'adapter le budget afin de tenir compte des besoins non identifiés ou sous-évalués dans le projet de loi initial.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 27.03.2020
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense (Présidente : Mme Stéphanie Empain) :
11.06.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'Etat

26.06.2020	Examen du projet de loi (volet technique)
13.07.2020	Examen du projet de loi (volet financier)
13.10.2020	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat
10.11.2020	Continuation des travaux
13.11.2020	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Présidente : Mme Diane Adehm) :
26.06.2020 Examen du projet de loi (volet technique)
13.07.2020 Examen du projet de loi (volet financier)

Vote en séance publique : 19.11.2020
Loi du 4 décembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 971, page 1

Prolongation du congé pour soutien familial

7698 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

La mesure du congé pour soutien familial a été instaurée pour venir en aide à des salariés et travailleurs indépendants et agents publics qui sont forcés d'arrêter de travailler pour soutenir une personne majeure en situation de handicap ou une personne âgée faisant l'objet d'une perte d'autonomie d'une particulière gravité, le temps de la non-disponibilité d'une place dans un service agréé en raison de la crise du Covid-19.

Les services agrés visés par la présente loi sont, d'une part, les services agrés au Luxembourg, à savoir les services de formation, d'emploi, d'activités de jour ainsi que les Centres psycho-gériatriques. D'autre part, il s'agit des services agrés en dehors du Luxembourg, comparables, au niveau de leurs missions, aux services agrés au Luxembourg.

La loi du 20 juin 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Covid-19 prévoit

l'octroi du congé jusqu'au 24 novembre 2020. Depuis son instauration en avril 2020, quelque 57 personnes ont bénéficié du congé pour soutien familial.

Si la plupart des services agrés situés au Luxembourg ont déjà repris leurs activités depuis le 25 mai 2020, il existe néanmoins encore certains services agrés qui font toujours face au manque de places en raison de la crise du Covid-19.

Ceci, d'une part, en raison de locaux trop petits pour pouvoir accueillir le même nombre d'usagers qu'avant la crise tout en respectant les mesures sanitaires recommandées pour éviter la propagation du Covid-19 et, d'autre part, en raison de la particulière vulnérabilité et de l'incapacité de certains usagers de respecter les gestes barrières, en raison de leur handicap et de leur âge.

En effet, certaines personnes se sont d'ores et déjà adressées au Ministère de la Famille et de l'Intégration pour demander la continuation du congé pour soutien familial après le 24 novembre 2020.

Avec en toile de fond la forte hausse des infections ces derniers temps et pour venir en aide à ces personnes pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que de s'occuper de leurs proches à leur domicile, le présent projet de loi prévoit donc de prolonger le délai de l'octroi du congé de six mois.

Dépôt par Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 10.11.2020
Rapporteur : M. Max Hahn

Travaux de la Commission de la Famille et de l'Intégration (Président : M. Max Hahn) :

18.11.2020	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi Examen de l'avis du Conseil d'Etat Présentation et adoption d'un projet de rapport
------------	---

Vote en séance publique : 19.11.2020
Loi du 23 novembre 2020
Mémorial A : 2020, n° 922, page 1

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

2. Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement

- Exposé : M. Sven Clement

3. Dépôt d'une motion par M. Marc Baum

- Exposé : M. Marc Baum

4. Heure d'actualité de la sensibilité Piraten sur le projet de résolution du Conseil européen « Sécurité grâce au chiffrement, la sécurité malgré le chiffrement » et sur la position du Gouvernement quant au droit au chiffrement

- Exposé : M. Sven Clement (dépôt de la motion 1)

- Débat : M. Laurent Mosar - M. Guy Arendt - Mme Francine Closener - M. Marc Hansen - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure (intervention de M. Sven Clement) - M. Sven Clement (parole après ministre) (dépôt de la motion 2)

- Motions : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - M. Laurent Mosar - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser - M. Laurent Mosar - M. David Wagner

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

- Vote sur la motion 2 (rejetée)

5. Question élargie n° 55 de M. Marc Spautz relative à la promotion de la presse écrite

- M. Marc Spautz - M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias - M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

6. Question élargie n° 56 de M. Dan Biancalana relative à la justice dite « restaurative »

- M. Dan Biancalana - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

7. 7542 - Projet de loi portant modification de la loi du 14 août 2018 autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre (suite)

- Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain (dépôt de la résolution 1)

- Discussion générale : Mme Diane Adehm (dépôt de la résolution 2) - M. André Bauler - M. Dan Biancalana - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Défense (interventions de M. Sven Clement, M. Fernand Kartheiser, M. Gilles Roth, M. Jean-Marie Halsdorf, M. Mars Di Bartolomeo, M. Sven Clement et M. Marc Goergen) - M. Marc Baum (parole après ministre) - M. le Ministre François Bausch

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- M. Gilles Roth - M. Léon Gloden

8. Dépôt d'une résolution par M. Léon Gloden

- Exposé : M. Léon Gloden

9. 7542 - Projet de loi portant modification de la loi du 14 août 2018 autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre (suite)

- Résolution 1 : M. David Wagner (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et Mme Octavie Modert) - M. Sven Clement - Mme Diane Adehm (intervention de M. le Ministre François Bausch) - M. le Ministre François Bausch (interventions de M. Marc Goergen, M. Sven Clement et M. Marc Spautz) - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - M. Sven Clement (parole après ministre) (interventions de M. Claude Haagen) - M. Gilles Roth - M. le Ministre François Bausch (intervention de M. Sven Clement) - M. Gilles Roth - M. David Wagner - Mme Josée Lorsché - M. Georges Engel (intervention de M. Sven Clement) - M. Sven Clement - M. Gilles Roth

- Vote sur la résolution 1 modifiée (adoptée)

10. Question urgente n° 3169 de Mme Diane Adehm concernant le blocage par POST Luxembourg de SMS envoyés par un laboratoire dans le cadre du large scale testing

- Mme Diane Adehm - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

11. 7698 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

- Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration : M. Max Hahn

- Discussion générale : M. Marc Spautz - Mme Simone Asselborn-Bintz - Mme Chantal Gary - M. Fred Keup - M. Marc Baum - M. Marc Goergen

- Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

12. Résolution de M. Sven Clement relative à la mise à l'ordre du jour simultanée des projets de loi n° 7694 et n° 7703

- Discussion générale : M. Claude Wiseler - M. Mars Di Bartolomeo

- Vote sur la résolution (rejetée)

13. Motion de M. Marc Baum relative à la présentation de la stratégie d'acquisition, d'utilisation et de distribution des vaccins contre la Covid-19

- Discussion générale : M. Mars Di Bartolomeo - M. Marc Baum

- Vote sur la motion modifiée (adoptée)

14. Résolution de M. Léon Gloden relative à la décision de rendre les réunions des commissions publiques

- Discussion générale : M. Georges Engel - M. Léon Gloden - M. Fernand Kartheiser - Mme Josée Lorsché - M. Marc Baum - M. Claude Wiseler - M. Sven Clement - M. Léon Gloden - Mme Josée Lorsché

- Vote sur la résolution (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch et M. Dan Kersch, Vice-Premiers Ministres ; Mme Corinne Cahen, Mme Sam Tanson, M. Henri Kox et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

Résolution

D'Députéiertechamber stellt fest, datt

- d'Land vun enger Pandemie heemgesicht gëtt, déi e groussen Impakt op d'Gesondheet an d'Wirtschaft huet;

- d'Chamber mat de Projets de loi 7694 (Mesures Covid-19) a 7703 (Hëllefe fir Betriben) saisiert ass;

- de Projet de loi 7694 virgesäit, eng ganz Rei vu Betriben mindestens bis de 15. Dezember zouzemachen;

- de Projet de loi 7703 Hëllefe fir net gedeckte Käschten aféiert, déi bis zu 90 % vun dëse Käschte kënne bedroen;

- dës Hëllefe wichtig fir d'Iwwerliewe vun de Betriben sinn, déi wéinst der Pandemie zougemaach ginn.

Aus dëse Grënn decidéiert d'Députéiertechamber,

- de Projet de loi 7694 réischt op den Ordre du jour ze huelen, wann de 7703 och um Ordre du jour steeet.

(s.) Sven Clement.

■ M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmools, Här Clement.

3. Dépôt d'une motion par M. Marc Baum

An da géif ech d'Wuert un den honorabelen Här Marc Baum gi fir den Depot vun enger Motioun. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

■ M. Marc Baum (déri Lénk).- Merci, Här President. D'Coronakris huet am Moment déi effentlech Debatt am Gréff a virun allem och d'Leit alleguer an dat, wat d'Leit diskutéieren, dat, wat de Leit hir Haaptprechung sinn.

A senger Ried zur Lag vun der Natioun hat de Premier an Aussicht gestallt, datt eventuell am Dezember këint déi éischt Vaccinen do sinn. Iwwert de genauen Datum wësste mer nach net Bescheid - et kann eventuell och Januar ginn -, mee et ass op jidde Fall eminent, datt déi Vaccine sollen do sinn an datt d'Population d'Méiglechkeet ka kréien, sech dergéint ze schützen.

Natierech brauch dat eng Strategie, wéi virgaange gëtt mat däi Vaccinatioun. Déi Vaccinatioun, déi bis elo nach émmer schéngt, deen eenzeige Moyen ze sinn, wéi mer eis mëttelfristeg kënnne vun deem Virus befreien. Et ass, mengen ech, immens wichtig, datt virun der Vaccinatioun e grësstméigleche politesche Konsens driwwer bestoe muss, wéi déi Vaccinatioun vonstatte geet, wéi d'Leit, a wéi enger Reiefolleg wéi eng Gruppe vu Leit drukommen.

Duerfir deposéiere mer eng Motioun, déi d'Regierung opfuerert, hir Vaccinestrategie ze presentéieren, awer och d'Acquisitioun vun de Vaccinen, d'Utilisatioun an d'Distribution vun de Vaccinen ze presentéieren an dëst der Chamber zur Debatt ze stellen, well ech mengen, datt et wichtig ass.

Et ass eng iwwerliewenswichteg Fro fir eis Gesellschaft. An ech mengen, datt mir als Chamber missen dorriwwer diskutéiere kënnen. Ech mengen, mer

müssen driwwer diskutéieren, well et geet eebeen drëm, e grësstméigleche politesche Konsens op däi doter Fro ze fannen. Well mer wëssem alleguer: Eréischt wann iwwert d'Hallschen vun de Leit immun géint dee Virus ass, hu mer esou eppes wéi eng Herdenimmunitéit. An duerfir ass et wichtig, datt mer driwwer diskutéieren. Duerfir deposéiere mer dës Motioun.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- vu l'acquisition par le Gouvernement de 420.000 doses de vaccins anti-Covid-19 en tant que bénéficiaire de la commande groupée de la Commission européenne ;

- considérant la nécessité d'élaboration d'une stratégie nationale d'utilisation de ces vaccins ;

- considérant l'enjeu d'une réglementation démocratique d'acquisition, d'achat et de distribution des vaccins anti-Covid-19 permettant un accès juste et équitable au vaccin des populations aux échelles nationales et internationales ;

- considérant que l'efficacité du vaccin anti-Covid-19 dépend d'une participation suffisamment large de la population à la campagne de vaccination ;

- considérant la nécessité en amont d'une campagne de vaccination, d'une campagne de sensibilisation de la population propre à susciter sa confiance et favoriser son consentement ;

- considérant l'enjeu du recours libre et non imposé par les personnes individuelles au vaccin en question, invite le Gouvernement

- à présenter sa stratégie d'acquisition, d'utilisation et de distribution des vaccins contre le Covid-19 et de la soumettre à un débat à la Chambre des Députés.

(s.) Marc Baum.

■ M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmools, Här Baum.

4. Heure d'actualité de la sensibilité Piraten sur le projet de résolution du Conseil européen « Sécurité grâce au chiffrement, la sécurité malgré le chiffrement » et sur la position du Gouvernement quant au droit au chiffrement

D'Chamber féiert haut de Métteg eng Aktualitéitsstonn iwwer eng Resolutioun vum EU-Ministerrot iwwert d'Verschlüsselung, déi d'politesch Sensibilitéit vun de Piraten ugefrot huet. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Guy Arendt, d'Madamm Lydia Mutsch, den Här Marc Hansen, den Här Roy Reding an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Sven Clement vun der Sensibilitéit vun de Piraten, déi dës Aktualitéitsstonn ugefrot huet. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

■ M. Sven Clement (Piraten).- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, de 6. November huet

den EU-Ministerrot en Entwurf fir eng Resolutioun virgeluecht, déi Plattformbedreiver wéi WhatsApp, Signal a Co zwéngé soll, Generalschlësselen unzelleen, fir et den nationalen Autoritéiten ze erlaben, Enn-zu-Enn-verschlüsselt Messagen zu all Moment entschlësselen ze kënnen.

Bis elo ass et esou, datt digital Messagen, zum Beispiel vu WhatsApp, verschlüsselt verschéckt gi fir ze verhënneren, datt Personen, déi e Message géifen offänken, en einfach liese kënten.

Anescht wéi e Bréif, deen ee mat der Post verschéckt, huet en digitale Message am Internet, wann en net verschlüsselt ass, nämlech keng Envelope a keng Bréifboîte mat engem Schlüssel, déi e viru frieme Blécker géif schützen. Elo huet den EU-Ministerrot awer en Dokument virgeluecht, wat proposéiert, geneet dës Protektioun vun eise private Messagen ze énnergruewen, andeems d'Plattformbedreiver solle gezwunge ginn, en Zougréff op Messagen ze erméiglechen am Kader vun Erméitlunge vusäite vun der Police an de Geheimdéngschter.

An ech verstinn, datt dat sech fir d'Leit, déi sech net mat der digitaler Kommunikatioun auskennen, als Éischt emol no enger gudder Iiddi këint kléng. Esou wéi d'Autoritéite sech mat engem riichterleche Beschloss Zougang zu engem Haus verschafe kënnen, solle se elo och Accès op Message kënnen ufroen. Esou einfach, esou gutt.

Hei gëtt et just zwee Problemer.

Éischtens wunnt jidderee vun eis normalerweis just an engem Haus, vläicht heiandsdo och nach op zwou oder dräi Plazzen, mee an der Reegel net méi. A mat wéi ville Leit hutt Dir en Chatverlaf op ärem Handy? Warscheinlech hutt Der fir all eenzelne vun Äre Kontakter en eenzelnen Chatverlaf. An dann och nach divers Gruppenchatten.

Dat sinn dann awer scho ganz vill Haiser. An elo gehiéieren dës Haiser och nach allegueren e puer verschidde Proprietären. WhatsApp wär, wann de Projet vum Ministerrot géif zu engem Gesetz ginn, verflicht, zu all Moment zu all Chatverlaf vu senge Clienten en Accès kënnen ze hunn. Wann Dir Milliounen oder souguer Milliarden Haiser géift besézten an zu all Moment ee misst kënnen eralossen, hätt Dir dann eng Milliard verschidde Schlësselen? Wuel kaum. Dir hätt ee Passepartout!

A falls Der elo driwwer nodenkt, wéi ee vläicht awer eng Milliard Schlësselen dank der Digitaliséierung sénnvoll sortiérere këint, denkt drun, datt Firme wéi WhatsApp a Co déi bëllégste Weeër sichen an net beschten.

Dat heesch, et gëtt herno ee Schlëssel, fir Saachen ze entschlüsselen. An dat ass e Code, mat deem een op ee Coup Zougréff op eis ganz privat digital Kommunikatioun kréien.

Mengt Der wierklich, dee Code géif laang geheim bleiben? Soubal et ee Generalschlëssel wäert ginn, wäerten Hacker op der ganzer Welt probéieren, en an d'Hänn ze kréien. Mir hunn dat gesi mat de Schlässer op Äre Wallissen. Jiddwereen huet esou en TSA-konform Schlüssel drop. Et gouf émmer gesot, déi Schlëssele si geheim. Majo, mëttlerweil kritt een déi Schlësselen iwwerall am Internet ze

Ech soen lech Merci.



kafe fir e puer Euro, soudatt, wann een eng Walliss fénnt, een déi ouni Problem kann opspären, egal wat Äre Code ass.

Dat ass Sécherheet ännergruewen! Dat si Generalschlëssele fir Schlässer, ouni datt et e Gain de sécurité gëtt.

An ech weess, da kënnt och nach gären d'Argument: „Wie sech näischt zu Scholde komme léisst, huet jo och näischt ze verstoppfen.“ Mee mir schwätzzen hei vun engem Zugang op eis gesamt Onlinekommunikatioun. Keen - kriminell oder net - wéllt, datt Foto vu senge Kanner, déi en un d'Bomi an de Bopi schéckt, an e puer Deeg am Darknet ze fanne wären. Kee vun eis wéllt, datt d'Police einfach esou eng Dier kann opmaachen, ouni demokratesche Contrôle.

Wa mer der Police wéilten Accès zu verschlüsselter Onlinekommunikatioun ginn, bedeut dat nämlech, datt mer der Police eng Dier opmaachen. An eng Dier, wa se bis emmol opsteet, kann ee grad am Digitalen net méi esou einfach zouraachen. An da kann een och net garantéieren, datt net vläicht nefaste Leit och duerch déi Dier erakommen. Dat heesch, mir maachen domadder och der Cyberkriminalitéit d'Dieren op.

Dat wär et da mat der Privatsphär, well wie verspricht eis, datt déi Bréifboîttebedreiwer oder déi Provideren online net dee Schlüssel vläicht abuséieren? Vläicht net selwer an net strukturell, mee vläicht eenzel Mataarbechter. Gedriwwen vun engem Profitdenke kíent et da sinn, da schreift ee senger Fra, datt d'Meedche sech fir Chrëschtdag en neie Vélo wünscht, an da gëtt ee wochelaang mat Reklamme fir Véloen am Internet zougespamt. An dat wär nach dee beschte Fall. Säit dem Skandal ém Cambridge Analytica wësse mer, wat mat eisen Date ka geschéien a wéi se kënne mëssbraucht ginn.

Domat awer och net genuch. Obwuel ech denken, datt dat Gesote scho misst duergoe fir ze ännermaueren, firwat Lëtzebuerg géint dës Resolutioun misst stëmmen, gëtt et awer nach weider Problemer. D'Resolutioun gesäßt schlüsslech vir, datt d'Plattformopérateuren den Autoritéité sollen Zougräff ginn. Wien dës Autoritéité sinn, gëtt net gesot. Wéi eng Konditiounen müssen erfëlt ginn, fir Zougräff ze kréien, gëtt net gesot. Esou kann net ausgeschloss ginn, datt d'Geheimdéngschter ouni riichterlech Kontroll Accès op egal wéi eng Chats ufroen an d'Regierungen d'Kommunikatioun vun hire Bierger iwverwaache kíenten.

Ech hoffen, datt mer eis eens sinn, datt mer esou eng Situatioun an der Europäischer Unioun net wëllen. Scho guer net an Zäiten, an deene Staate wéi Ungarn oder Polen d'Rechter vun hire Bierger elo scho Schrëtt fir Schrëtt ännergruewen.

Léif Kolleginnen a Kolleegen, Här Minister, wa mer dorriwwer schwätzten, Hannerdiere fir verschlüsselt Chats unzelleen, da schwätzte mer vun engem Verstooss géint eis fundamental Rechter op Privatsphär an Datenschutz. Da schwätzte mer dervun, Geheimdéngschter, Regierungen a groussen Entreprise wéi Facebook e Schlüssel ze ginn, mat deem si d'Totalitéit vun eiser Kommunikatioun am Internet matliese kënnten, an Hannerdieren opzemaachen, déi eis Sécherheet am Internet gefäerdern.

A mat wat fir engem Zil? Mat der Wonschvirstellung, esou géint d'Kriminalitéit kënne virzegoen, well een deem organiséierte Verbriechen an dem Terrorismus émmer e Schrëtt viraus kíent sinn, well een hir Kommunikatioun verfollege kíent. Kee wäert nach iwverwaacht ginn, wann der EU hir Pläng bis émgesat sinn.

Déi Leit, déi eppes ze verstoppfen hunn, wäerte sech aner Weeër siche fir ze kommunizéieren. Zur Nout setze si hir egee Plattform op oder fueren iwver en Operateur, dee kee Sëtz an der EU huet. Wat kíent d'EU scho maachen, wann eng russesch oder eng chineesesch Plattform fir Onlinekommunikatioun einfach refuséiere géif, den Europäer fir Entschlüsselungscoden ze ginn?

Déi Leit, ém déi et hei bei deem ganze Projet geet, wäerte sech der Saach entzéien. Wat bleibt, si Millioune vu Leit, déi sech näischt zuscholde komme loosseen an einfach mat hire Frénn an hirer Famill a Kontakt wéll bleiwen. Et sinn déi Leit, déi duerno wäerten iwverwaacht ginn, net d'Terroristen! Déi wäerten da scho laang enzwousch anescht am Internet ännerwee sinn.

An dee Problem ass och net nei. Schonn de Premier huet 2010, deemools war en nach Deputéierten, am Kader vun enger Upassung vum Gesetz iwwert d'Vorratsdatespeicherung beim Depot vun enger Motioun, déi duerno och deene Gréngens hir Énnerstëtzung fonn huet, gewarnt, mir géife jo net mengen, datt, wann een esou Texter géif stëmmen, déi Leit, déi wierklech spezialiséiert wieren, dann nach op déi Matière géifen zréckgräffen. Déi géife scho Saache fannen, fir dat kënnten ze émgoen. An den Utilisateur doheem, deen net wéisst, wat kontrolléiert géif ginn a wéi kontrolléiert géif ginn, wär dat, wat géif bleifen. Deemoos sot den Här Bettel, esou eppes wär inakzeptabel fir d'Fraktioun

vun der Demokratescher Partei. Ech hoffen, datt dat haut nach émmer esou ass.

Mee natierlech kann een net ausschleissen, datt net awer iergendwann emol ee géif e Feeler maachen an aus Gewunnecht nach emol iwver seng al Chatkanäl kommunizéiere géif, fir e Verbriechen ze plangen.

Dofir huele mer emol ee Moment un, dass dése Projet genausou funktionéiere géif, wéi de Ministerrot sech dat virstellt: Déi Kriminell géifen chaten an d'Police kíent matliesen. Selbstverständliche kann d'Police net permanent all Chat matliesen, soss misste mer sou vill Poliziste wéi Krimineller hunn. Et gëtt also decidéiert: Wien ass verdächteg? An et gëtt decidéiert: Wien iwverwaache mer?

Ma wat ass dat? Dat ass klassesch Ermëttlungsaarbecht! Dat bedeut, datt mer gutt ausgebilte Poliziste brauchen, déi kënnten Ermëttlungsaarbecht maachen. Ermëttler um Terrain, déi kënnten erausfannen: Wien ass verdächteg?, an net einfach némme méi iwverwaachen.

An engem iwverlaaschte System, an deem een d'Nol net fénnt, well de Koup Hee ze grouss ass, helleft et näischt, nach méi Hee op de Koup ze puchen, wa mer dee Koup sollen duerchsichen.

Här President, léif Kolleginnen a Kolleegen, Här Minister, ech hoffen, et ass mer gelongen, lech hei an deene puer Minuten duerzestellen, firwat de Plang vum EU-Ministerrot geféierlech, naiv an absolut net zilférerend ass.

D'Piraten hunn dës Heure d'actualité ugefrot fir ze verhënneren, datt Lëtzebuerg an der kommender COREPER-Sëtzung fir dës Resolutioun stëmmt.

Et géif mech awer och vum Minister interesséieren, wéi da Lëtzebuerg sech de Moien an der COSI-Sëtzung dozou positionéiert huet. Well, datt mer haut hei dorriwwer diskutéiere kënnten, ass némme engem Leak ze verdanken, well déi Dokumenter, iwwert déi d'EU hei diskutéiert, net public sinn. Se si limitéiert.

Ech fannen, datt et sech u sech gehéiert hätt, bei esou engem déifgräifende Projet déi zoustänneg Kommissioun en amont ze informéieren an en Debat, mengetweenge à huis clos, wann et esou geheim muss sinn, ofzehalen, fir datt d'Partieie sech hätte kenne positionéieren, fir datt mer hätte kenne iwwert dat Theema schwätzten an net op e Leak ugewise wären, fir hei am héijen Haus driwwer ze schwätzten.

Dofir hu mir haut déi éffentlech Diskussioun ugefrot an hoffen, datt mer zu engem breede Konsens komme kíenten an eis eens ginn, datt Lëtzebuerg engem Verstooss géint d'Recht op Privatsphär an Datenschutz zugoschte vu grousse Konzerner a Geheimdéngschter net zoustëmme kann. Lëtzebuerg muss sech op europäesch Niveau fir d'Erhale vun enger sécherer digitaler Kommunikatioun assetzen.

Mir reechen dofir haut och dës Motioun an, mat däi mer d'Regierung invitéiere wëllen, géint den Entwurf vun der Resolutioun ze stëmmen a sech dorriwwer eraus och an Zukunft géint all Projet ze stellen, deen envisagéiert, d'Rechter op Privatsphär an Datenschutz opzeweeken duerch e Verbuet oder eng Aschränkung vu verschlüsselter Onlinekommunikatioun. Et wär e wichtige Schrëtt, wa mer dës Motioun haut gemeinsam stëmme kíenten.

Wéi de Minister Asselborn d'lescht Woch richteg sot, dierfe mir vis-à-vis vun Extremismus an Islamismus eis fundamental Rechter net a Fro stellen.

Ech soen lech Merci.

Motion 1

D'Députéiertechamber stellt fest,

- dass d'Charta vun de Grondrechter vun der Europäischer Unioun de Respekt vum Privat- a Familljewelan an de Schutz vu persounbezunnen Date mat den Article 7 an 8 festgeschreift;

- dass d'Recht op Privatsphär zu Lëtzebuerg am Gesetz vum 11. August 1982 concernant la protection de la vie privée verankert ass;

- dass Letzebuerg mat enger ganzer Rei Texter d'Recht op Datenschutz festgehalen huet, dorënner d'Gesetz vum 1. August 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données, d'Gesetz vum 1. August 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale, d'Gesetz vum 1. August 2018 relative au traitement des données des dossiers passagers an d'Gesetz 30. Mee 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques;

- dass den EU-Ministerrot den 9. November en Entwurf fir eng Resolutioun ausgeschafft huet, déi e Verschlüsselungsverbuet fir Enn-zu-Enn-verschlüsselt Messengerdéngschter virgesäßt;

- dass eng Émsetzung vun der genannter Resolutioun engem Énnergruewe vun de Grondrechter op Privatsphär an Datenschutz entsprieche géif;

- dass eng Émsetzung vun der genannter Resolutioun mat erhiefleche Risike fir d'Sécherheet vun eiser gesamter verschlüsselter Onlinekommunikatioun verbonnen ass.

Aus dése Grénn invitéiert d'Députéiertechamber d'Regierung:

1. dem Entwurf vun der Resolutioun mam Titel „Security through encryption and security despite encryption“ op europäesch Niveau net zouzestëmmen;

2. sech op europäesch Niveau fir de Respekt vun de Rechter op Privatsphär an Datenschutz staarkzaamachen an

3. sech och an Zukunft géint all Projet ze stellen, deen envisagéiert, d'Rechter op Privatsphär an Datenschutz opzeweeken duerch e Verbuet oder eng Aschränkung vu verschlüsselter Onlinekommunikatioun.

(s.) Sven Clement.

■ M. Marc Goergen (Piraten).- Ganz gutt!

■ M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmoos, Här Clement. Als eischt Riedner ass den honorablen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Débat

■ M. Laurent Mosar (CSV).- Här President, léif Kolleginnen a Kolleegen, Här Minister, fir d'éischt wéll ech de Piraten Merci soe fir hir Initiativ, dése Punkt op den Ordre du jour gesat ze hunn. Ech mengen, et ass eng ganz wichteg, sensibel Thematik, bei däi et gutt ass, datt d'Chamber sech och eng Kéier hei driwwer ausdréckt.

Virun e puer Deeg sinn déi Propositiounen vun der EU-Kommissioun (veuillez lire: vum EU-Ministerrot) op den Dësch komm, déi a sech hei eng Opwechung vun der Verschlüsselung op den Instanzeewé wölle bréngen.

Bis elo ass et eigentlech esou gewiescht, datt déi Pläng scho bestanen hunn. Déi louche just bis elo am Tirang. Ech mengen, et war och énnert der däitscher EU-Presidentschaft, wou se ausgeschafft gi sinn. A wéi sou oft gëtt jo dann op déi richteg Geleeënheit gewaart, fir déi Pläng aus dem Tirang ze huelen. An déi ganz traurig Attentater a Frankräich an zu Wien sinn dann déi Geleeënheit, fir se dee Moment aus dem Schaf ze huelen.

Ech wéll awer fir d'éischt hei kloer an däitlech och am Numm vu menger Fraktioun soen, datt de Kampf géint den Terrorismus fir eins eng absolut Prioritéit muss hunn, an Europa, awer och hei zu Lëtzebuerg. Mir dofir d'lescht Woch eng Motioun hei deposéiert, vu mengem honorabile Kolleg Claude Wiseler, wou mer och d'Regierung gefrot hunn - an déi Motioun ass jo iwwregens och ugeholl ginn -, datt mer eis sollten däi Initiativ Merkel/Macron/Kurz uschlëissen, well mer mengen, datt et wichteg ass, datt eng koordinéiert Ántwert géint den Terrorismus och an Europa wäert kommen.

Ech wéll och soen, datt et do e Rapport gëtt vum Beroder vun der Europäischer Unioun, dem Här De Kerchove, dee kloer seet, datt am Moment den Terrorismus an Europa a weltwäit extreem an d'Luuch geet, datt et haaptsächlich zwou Zorte vun Terrorismus sinn: Dat eent ass dee rietsextrême an dat anert assdeen islamisteschen. Do soll een also net d'Aen zouraache virun der Realitéit. Mir wäerten an deenen nächste Méint a Joren nach ganz intensiv mat deem Problem do beschäftegt sinn.

Allerdéngs, an, ech mengen, dat ass eppes Wichtiges: Et soll ee sech virun allem mat den Ursachen vum Terrorismus auserneesetzen an net onbedéngt émmer némme d'Symptome bekämpfen. Ech wéll elo hei net laang op d'Ursaachen agoen. Eng vun den Ursachen vum islamisteschen Terror ass awer doudsécher d'Attitud vum Här Erdogan, deen net midd gëtt, hei an Europa wëllen den Islamismus no vir ze bréngen an deen och u gewëssen Attentater zumindes indirekt net ganz onschilleger ass.

Wéi sou oft gëtt dann awer, wéi gesot, dat typescht Muster erém aus dem Tirang geholl an et gëtt e Generalugrëff op d'Grondrechter virgeholl. Mir hätten dann erém gär de gliesene Bierger, dee muss à tout moment kenne iwwerall kontrolléiert a surveilléiert ginn. Dat ass natierlech eppes, woumat och d'CSV-Fraktioun absolut net kann d'accord sinn. Duerfir si mir och net d'accord, datt et zu engem Generalverbuet vun der Verschlüsselung kënnt. Dat wär dee falsche Wee. Dat wär och eng Gefor fir de fräien, oppenen a sécheren Internet.

An iwwregens, léif Kolleginnen a Kolleegen, ass eigentlech d'Europäesch Unioun hei a Kontradiktioon mat sech selwer. Si huet elo iwwer Joren der plädéiert, datt mer justement sollen e sécheren Internet kréien. Elo hu mer duerch déi Enn-zu-Enn-Verschlüsselungsverbuet fir Enn-zu-Enn-verschlüsselt Messengerdéngschter virgesäßt;

schlësselung e sécheren Internet fir d'Wirtschaft, fir d'Privatleit, fir d'Politik a lo gi mer deen erém a Fro stellen, andeem mer esou eng Verschlüsselung wélen hunn!

Ech wéll elo net méi am Detail op all déi Konsequenzen dovun agoen. Ech fannen, datt de Sven Clement dat exzellent gemaach huet. Ech wéll awer nach eng Kéier ganz klipp a kloer soen, datt et fir eis wichteg ass, datt een déi Hannerdier do net opmècht.

An ech wéll just nach eng Kéier dat Beispill soen - de Sven Clement huet et och schonn e bësse beschriwwen :- Esou e Generalschlëssel géif jo derzou feieren, datt een eigentlech e Passepartout fir en Haus hätt. Dat heesch, do kann een à tout moment iwwerall op all Computer, op all Handy en Accès kréien. An dat ass fir eis eppes, wat total inakzeptabel ass! Mir kënnten duerfir och dozou net eis Zouzëmmung ginn.

Ganz schnell zum Schluss nach, Här President, och zwou méi perséinlich Observatiounen.

Éischtens muss ech soen, ech kann och net am Numm vu menger Fraktioun akzeptéieren, datt muer de Bierger, awer och de Politiker, dee mir allequerte sinn, à tout moment zum Beispill kíent vun engem SREL surveilléiert ginn. Dat ass eppes, wat mir net kënnten akzeptéieren! An och dowéinst ass esou e Generalschlëssel fir eis net ze akzeptéieren.

An dann zweetens, an domadder halen ech op, datt ass vläicht fir mech dat allerwichtegst Argument: Mir lieuen hei an engem fräien, oppenen an demokrateschen Europa. A mir wéll virun an esou engem Europa lieuen. Déi Terroristen, déi wéll just dat doten net! Déi wéllen en autoritäre Europa! En ondemokratesch Europa! Andeem mir elo op dee Wee ginn, fir de gliesene Bierger, fir eng Generalsurveillance ze maachen, maache mer genau dat, wat déi dote Leit wéllen. Duerfir kann et fir eis net dee richtige Wee sinn. An duerfir si mir ganz skeptesch a reservéiert par rapport zu däi Initiativ vun der Europäischer Kommissioun (veuillez lire: vum Europäische Rot).

Ech soen lech Merci.

■ M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmoos, Här Mosar. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Guy Arendt (DP).- Jo. Merci, Här President. Duerch d'Bänk kann ech natierlech mat menge Virriedner d'accord sinn, obschonns ech vläicht net grad esou e Pessimist si wéi den Här Clement.

Mee mir wëssen et: D'Welt an alles ronderém eins gëtt émmer méi digital. Och eis Kommunikatiounswéer verlafe mettlerweil ganz vill digital, souwuel am éffentleche wéi och am private Liewen. D'Verschlüsselung vun déise Kommunikatioun spilt deenno e grousse Rôle am Schutz vun eise fundamentale Rechter op Privatsphär, Confidentialitéit an de Schutz vun eise perséinlechen Daten.

D'Welt ännert sech, mee och d'Kriminalitéit huet iwwert déi lescht Joerzéngte geännergert. D'Kriminalitéit erlieft och en digitale Wandel a weess, sech deenen neie Moyene fir seng eegen Zwecker ze bedéngen. Ee Beispill ass eeben, datt gëtt och an der Resolutioun vum Conseil vun der EU, déi hei virläit, als Beispill uginn, dass verschidde Plattformen a Messagerie vun kriminelle Gruppementen benutzt ginn, fir eng verschlüsselt Kommunikatioun énnereen neen ze organiséieren.



Wat bedeut et, wann némme prezis Incidente kontrolléiert ginn?

Wéini soll et de responsabelen Autoritéiten erméiglecht ginn, dës Schrëtt anzeelen?

Wie sinn déi autoriséiert Instanzen a wien huet Acces op dës Informatiouen?

Wéi soll d'Zesummenaarbecht op dësem Sujet an Europa funktionéieren?

A wie sinn déi Kontrollinstanzen?

Dir gesitt, eng ganz Partie Froen, déi engem wierklich e bëssen Angscht maachen a wou ee wierklich muss virsiichteg sinn, wat fir eng Moosnamen dass een tréfft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat heiten ass ganz sécherlech e sensible Sujet, deen eis och alleguerete betrëfft. An awer och net. D'Resolutionen schwätzt vu prezise Fäll, wou en Dechiffrement kéint erméiglecht ginn. Net bei jiddwerengem an net ouni plausibele Grond. Et gëllt elo, dës Demarche ganz kloer ze definéieren an e kloren a festen Kader ze setzen, a Fräimaache wierklich némmen als lescht, als allerlescht Léisung.

Ganz sécher ass den Dechiffrement keng Wonnerwaff - an dat ouni Wuertspill -, déi an Zukunft all kriminellen Akt wäert kënnne verhënneren, mee et ass eng Réalitéit, dass och dës Weeér genotzt ginn, fir Kriminalitéit ze plangen. An dës Resolutionen mécht en Ufank, fir Weeér opzeweisen, wéi een dës selwecht Moyenen, wéi se och fir kriminell Aktivitéiten exploitéiert ginn, an Zukunft an an engem legale Kader kéint zum Schutz vun de Bierger gebrauchen.

Sécherlech stinn de Moment nach vill Froen op, mee et muss alles gemaach ginn, fir dass duerch eng gutt Zesummenaarbecht Weeér fonnt ginn, fir béides - de Mënschen hir Privatsphär an awer och hir Sécherheet - weiderhi kënnen ze garantéieren.

Ech soen lech Merci.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Arendt. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Francine Closener (LSAP).**- Merci, Här President. Ech wëll virausschécken, datt d'Madamm Muttsch haut net kann hei sinn an datt ech dës Interventioun an hirer Platz maachen.

Här President, léif Kolleginnen a Kolleegen, et ass net fir d'éisch, datt sech op europäeschem Niveau mam Theema vun engem cibléierter Iwwerwaachung oder Beschränkung vun de sougenannte Messengerservicer wéi WhatsApp, iMessage oder Signal befaasst gëtt. 2015 goufen et zu Bréissel scho ganz änlech Diskussioune wéi déi heiten. Deemoobs hat änner anerem Europol argumenéiert, datt déi verschlüsselt Servicer eent vun den Haaptinstrumenter vun Terroristen a Kriminelle wieren an datt een dowéinst misst agéieren.

Et irritiéert duerfir schonn e wéineg, datt och den aktuelle Resolutionsentworf vum EU-Conseil fir eng deelweis Opweechung vum Recht op Verschlüsselung mat däer recenter Terrorattack zu Wien erkläert a justifiéiert gëtt. Dobäi schéngt et awer mëttlerweil déi gängeg Meenung ze sinn, datt dat Attentat virun allem wéinst dem Versoe vu verschiddenen Administratiounen an Erméttlungsfeeler net konnt verhennert ginn, an net wéinst verschlüsselte Messageen op WhatsApp oder anere Messengerdéngschter.

Duerfir stelle mir als LSAP d'Fro an de Raum, ob et sech hei net éischter ém en Alibiargument handelt, fir en Ophiewe vun der securiséierter Verschlüsselung duerchzesetzen. An duerfir schéngt et eis och ubreucht, mat engem kritescher Grondhaltung un déi Diskussiouen erunzegoen.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **Mme Francine Closener (LSAP).**- Prinzipiell geet et bei dësem Debat ém en albekanntent Theema, wou sech déi bal scho klassesch Froe géintiwwer sti vun der kollektiver Sécherheet engersäits a vum Schutz vun der individueller Fräiheit an de Perséinlechkeetsrechter anerersäits. Wat dierf de Staat? Wat muss de Staat dierfen, fir seng Bierger ze schützen? Wou fänken déi individuell Fräiheeten, déi perséinlech Rechter un a wou hale se op?

Déi Fro, déi mer eis stellen ass: Wëlle mer d'Aférien oder d'Bereetstelle vun engem sougenannte Generalschlüssel fir d'Autoritéiten, also notamment d'Geheimdéngscher oder d'Police? A wat bedeut dat fir den normale Bierger? Wann een eng Antwort op déi dote Fro huet, dann huet een eigentlech och eng Antwort op d'Fro, ob ee fir oder géint vun Verschlüsselungsverbuet ass oder muss sinn.

Vlächt wonnert sech deen een oder aneren, datt mer hei vu Verschlüsselungsverbuet schwätzen an net den administrative Language vum Aférien vun engem Generalschlüssel benotzen. Mir maachen dat bewosst, well mer eeben der Meenung sinn, datt d'Méiglechkeet, fir sech Asiicht a privat verschlüsselt Messageen ze verschaffen, an der Praxis engem Verschlüsselungsverbuet gläichkënnnt.

Déi meescht vun eis heibanne si keng Experten en la matière, mee wann ee sech propper informéiert an dokumentéiert, da gëtt et mam aktuelle Wéssensstand méi Argumenter géint en Opweeche vun der Verschlüsselung wéi derfir.

Als LSAP hu mir réckbléckend op déi recent Tracingapp-Diskussiouen och hei e klengen Déjàvu. De Mot-clé ass nämlech och hei d'Verlätnisméissage. An Experten aus énnerschiddlechste Richtunge schéngt sech eens ze sinn, datt en Ophiewe vun der Verschlüsselung eklatant onverhältnisméissage an e Verstouss géint d'Grond- an d'Mënscherechter wier.

Als LSAP deelee mer déi Aschätzung. D'Verschlüsselung ofschafe géif nämlech virun allem déi normal Bierger treffen. D'Krimineller an d'Terroristen, soen Experten, hätten nawell keng Problemer, fir mat wéineg Méi an Opwand a verschlüsselter Form weiderzekommunizéieren.

Här President, léif Kolleginnen a Kolleegen, de Virstouss vum EU-Ministerrot géif an eisen Ae risquéieren, net némmen de Bierger hir informativ Selbstbestémmung a Gefor ze bréngen, mee och de Schutz vu Firmen a Geschäftsgeheimnisser. Eng sécher, spréch eng verschlüsselt Kommunikatioun ass nämlech och fir eng modern Wirtschaft een zentral wichtige Punkt. Gëtt dësen éinnergruewen, da kéint dat souguer derzou féieren, datt dee ganzen Digitalisierungsprozess an Europa an domat déi wirtschaftlech Entwicklung gebremst ginn, fäerten Ekonomisten.

A last but not least, an net gradesou demokratesche Länner kéint esou e Schrott och dramatesch Auswirkungen op Oppositiounspolitiker hunn, déi mat Hélfel vun dëser Technologie d'Chance hunn, fir op eng geschützte Manéier mateneen ze kommunizéieren an esou hir Meenung ze verbreeden.

Ech mengen, et ass kloer ginn: Als LSAP sti mer engem Verschlüsselungsverbuet prinzipiell kritesch géintiwwer. "Prinzipiell" soen ech, well wéi genee esou an Agréff an d'Verschlüsselung soll ausgesinn, wësse mer am Moment nach net. Den Text, dee mer aus de Medien hunn, ass vag formuléiert a geet net am Detail drop an, wéi d'Sécherheitsdéngscher déi Messagé sollen dechiffréiere kënnen.

Et ass och net kloer, wéi d'Administratioun mat den Ubidder vu verschlüsselte Messengerdéngschter géifen émgoen, déi eng Zesummenaarbecht mat de staatlechen Instanze refuséieren. Mee vlächt kann eis de Premier- a Medieminister heizou Detailier ginn, wann en eis driwwer informéiert, éischteins, wéi et zu däer Resolutionen koum, zweetens, wat d'Argumenter fir esou e Generalschlüssel vusäite vum EU-Ministerrot sinn, drëttens, wéi et elo weidergeet a virun allem, véiertens, wéi d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung an dësem Dossier ass.

Villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Closener. Nächste Riedner ass den honorablen Här Marc Hansen. Här Hansen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Hansen (dái gréng).**- Här President, léif Kolleginnen a Kolleegen, virun zwou an engen hallwe Wochen war och mäi Meedchen, dat zu Wien studiéiert, am Zentrum vu Wien énnereewee. Hatt war net matzendran, awer ganz no drun un den Attentat vu Wien. Deen emotionale Stress, dee mäi Meedchen a mir als Eltere matgemaach hunn, bis hatt erëm sécher doheem war, wënschen ech kengem.

Duerfir verstinn ech gutt, datt een als Éischt emol emotional reagéiert a reflexaarteg méi streng Mesuré fuerdert. Ech wëll awer direkt kloerstellen, datt d'Politik ebee grad net reflexaarteg däerf reagéieren. Jo, evidenterweis müssen et Méiglechkeete fir de Rechtsstaat an d'Sécherheitsautoritéité ginn, fir effikass a geziilt géint presuméiert Attentäter a Grousskrimineller kënnne virzegoen. D'Politik muss awer sachlech a reflektéiert Decisiounen huelen, déi noutwendeg, passend a verhältnisméissig musse sinn.

Här President, sinn obligatoresch Hannerdiere fir staatlech Servicer bei Messengerplattformen, fir och end-to-end-kryptéiert Messagé kënnen onkompliziéiert matzeliesen an esou eventuell weider Terrorakten ze verhënneren, sénnvoll a respektéiere se déi dräi grad genannte Prinzipien? Mir mengen: Nee! Et ass weeder demokratesch nach technesch sénnvoll an d'Kollateralschied fir de Fonctionnement vun eiser émmer méi digitaler Gesellschaft wären ze héich.

Huet duerch d'Feele vu Cryptagehannerdieren d'Attentat zu Wien net konnte verhennert ginn? D'Antwort op dës Fro ass och kloer: Nee. Well all déi noutwendeg Informationen och ouni Hannerdier virloungen. Mee: Si sinn net do ukomm, wou d'Decisiounen hätte kënnne geholl ginn, fir den Attentäter proaktiv aus dem Verkéier ze zéien. Dëst misst eigentlech zu engem Audit féiere fir ze analyséieren, wou d'Feeler geschitt sinn, fir dës an Zukunft ze vermeiden, an net zu zusätzleche Mesuren, an dat och nach op EU-Niveau.

Da stellt sech d'Fro, ob weider Attentater oder soss schweifer kriminell Aktiounen mat enger Cryptage-hannerdier kënnen evitéiert ginn. Ech kann dat net definitiv beurteelen. Wat ech awer ka beurteelen, ass, datt domat, éischteins, massiv oncibléiert Informatiounen kënnen ugesammelt ginn, zousätzlech zu deenen, déi d'Geheimdéngscher schonn hunn an déi se, wéi et ausgesäit, schonn net geréiert kréien.

Zweetens kann ee realistescherweis dervun ausgehen, datt d'Terroristen oder d'organiséiert Kriminalitéit wäerten aner kryptéiert Kommunikatiounsméiglechkeete sichen an och wäerte fannen. Dat, wat bleift, sinn Hannerdieren, mat deenen da just nach d'Messagé vun normale Bierger a Klengkriminelle kënnen ofgelauscht ginn. Ass et dat, wat mer wëllen? Ech mengen net!

An drëttens géif domadder d'Dier fir all méiglech Abuse vun dëser Hannerdier grouss opgemaach ginn. Mir sinn awer der Meenung, datt eis digital Gesellschaft op sécher Kommunikatiounswéeer ugewissem ass.

Eng bësse sécher kryptéiert Kommunikatioun mat Hannerdier gëtt et einfach net. D'Schafe vu ganz ofiziellen Hannerdieren am Cryptage géif all betraffe Kommunikatiounswéiss per se oncécher maachen an all Hacker invitíieren, dës Hannerdieren ze knacken, Informatiounen ze sammelen a selwer ze notzen, ze erpressen oder weiderzeverkafen. D'Virstellung vun engem exklusiven Zugang fir Police a Justiz ass illosuresch.

Autoritär oder manner autoritär Staate ginn domat och invitíieren, dës Hannerdiere geziilt ze méssbrauchen. Ech mengen net, datt mer wëllen eng Situationschafe wéi déi vun der NSA, wou mer bei den Enthüllunge vum Edward Snowden zudéist schockéiert waren. Ech mengen och net, datt et sénnvoll a kredibel ass, fir als EU elo eppes ze fuerden, wat Europa gläichzäiteg de Chineesen a puncto Huawei-5G-Ekipementer virwerft.

Hei musse mer och den EU-Kontext kucken. Wann ech gesinn, wéi an Ungarn an a Polen d'Justiz émmer méi vun der Politik kontrolléiert gëtt, stellen ech mer d'Fro, ob an deene Länner d'Ofhéierstandarde kompatibel zu der Rechtsstaatlichkeit sinn an ob et an engem digitalen EU-Netz dann net och zu engem Impakt op d'Rechter vun der EU-Bevölkerung kënnt.

Léif Kolleginnen a Kolleegen, de Kampf géint den Terrorismus däerf net émmer némmen a Richtung méi Kontroll a méi Aschnëtter an d'perséinlech Fräiheit goen, mam Argument, grad dës Fräiheit wëllen ze verteidegen. Esou wéi meng Fraktionskollegin Stéphanie Empain dat schonn de leschten Donneschdeg bei der Motioun iwwert d'Mesuré géint d'Menace vun Terroriste gesot huet, si mir der Meenung, datt eng proaktiv Politik géint Terrorismus eng seriö Ursachefuerschung a Léisung zu dësem Ursache beinhalt.

déi gréng si kloer derfir, aktiv géint den Terrorismus virzegoen, an dat am beschten an engem europäesche Kader, well mir eleng net déi néideg Moyenen hunn. Mee - ech betoune mat engem grousse "mee" - d'Moosnamen, déi geholl ginn, müssen, wéi scho gesot, noutwendeg, passend a verhältnisméissig sinn. An dat ass am Fall vun deene propoiséierten Hannerdiere fir kryptéiert Kommunikatioun net de Fall.

Wat heescht dat fir eis? Mir sinn der Meenung, datt bei kloren Hiweiser op Terrorakten och muss kënnne geziilt, an engem definéierten Zäitraum énnere riichterlecher Unuerdrung, Date vun de Messageplattformé gesammelt an ausgewäert ginn. Dëst däerf awer net iwwer permanent Hannerdiere geschéien. De Verschlüsselungsprinzip, an domat d'Datesécherheit, däerf net a Fro gestallt ginn.

An engem vernetzter Welt ass d'Kryptografie e wiersaamt Méttel, fir Daten ze schützen, souwuel am private Beräich fir den Austausch mat Frénn wéi fir de Staat fir den Austausch vu vertraulechen Donnéeën an och fir d'Betriber, déi sensibel Date wëlle sécher iwwermëttelen oder ofspäicher, oder Beruffer wéi Journalisten oder Affekoten, déi hir Sourcë musse schützen. Duerfir si mir géint d'Schwäche vun de Cryptagemethoden.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Hansen. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorablen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt just den Här Reding entschläggen, hien ass am Ableck verhennert. Ech probéieren also hei, mat e puer Wuert ze resuméieren, wat hien lech eigentlech wollt soen. Dat wäert mer allerdéngs net esou geléng, wéi hien et hei hätt kënnne presentéieren.

Fir d'ADR ass op jidde Fall mol ganz kloer, datt der Kampf géint den Terrorismus eng ganz engagéiert Demarche muss sinn. Net némme géint den Terrorismus, och géint d'Kriminalitéit, déi sech och émmer moderniséiert, och zum Deel sech émmer méi

radikalisiert an hire Methoden. Mee de Kampf géint den Terrorismus, deen huet eng ganz Rei Aspekte. A mir mussen, ier mer ufänken, iwwert d'Ophiewe vun allgemenge Schutzmoosnamen ze schwätzen, wéi och eng Verschlüsselung et ka sinn, am Detail mol préiwen, wat mer kënnne maachen am aktuelle Kader vun eisem Rechtsstaat, fir de Kampf géint den Terrorismus an déi organiséiert Kriminalitéit ze stärken.

Do ass nach ganz vill méiglech. Do ass vill méiglech am Beräich vun der Police. Et ass vill méiglech am Beräich vum Geheimdéngscht, wou mer kënnne cibleéiert Moosnamen, rechtech Dispositiounen elo schonn huelen, ouni mussen un d'Grondrechter vun de Leit erunzegoen. Dat ass déi éischt Prioritéit. Mir sollten also dat hei vlächt och als en Appell fir eis huelen, fir mol zesumme mat der Police, zesumme mam Geheimdéngscht an deenen néidege Kommissiouen ze préiwen: Wat kënnne mer maachen, fir de Kampf ze verbesseren?

Mir hunn elo d'nächst Woch, ech mengen op Initiativ vun de Kollegee vun der CSV, eng Diskussiouen iwwert den Islamismus an den Terrorismus aus deem Beräich. Och dat ass eng Méiglechkeet, fir eis eventuell mat dësen Aspekte dann ze beschäftigen.

Wann ech soen „am Beräich vun deenen existeierende Méiglechkeeten“, dann hu mer eng Rei Saachen, international an national, elo schonn. Mir hunn zum Beispill e gewëssenen Zougréff op Passagierdonnéeën. Mee émmer wa mer esou Saachen diskutéieren, dann ass och direkt gesot ginn: „Och bei Passagierdonnéeën“ - wat jo am Vergrach heizou nach harmlos ass - „däerfe mer net alles kommunikéieren!“ Mee da musse mer eis kohärent sinn. D'Regierungskoalitioun, déi ass jo och zum Beispill bei der administrativer Police extreem virsiichteg. Méi virsiichteg, wéi mir et wären, wou mer soen: „D'Police huet net genuch Kompetenzen!“ Jo, wann ee schonn esou virsiichteg ass bei der administrativer Police, da muss een et natierlech och sinn hei bei Verschlüsselungstechniken.

Fir eis als ADR ass den éischte Prinzip: Mir musse géint Terrorismus a Kriminalitéit engagéiert virgouen an eis déi néideg Métteln dozou ginn! An e zweete Prinzip ass selbstverständliche, datt d'Privatsphär vun de Leit muss geschützt ginn. Si muss geschützt gi virum Staat. An déi Kolleggen, déi virun eis elo hei geschwät hunn an déi insistéiert hinn op déi Risiken, déi dermat verbonne sinn, wann een esou allgemeng entweider e Verschlüsselungsverbuet oder technesch Méiglechkeete gëtt, fir d'Kommunikatiounen vun der Leit ze entschlüsselen, déi hinn am Prinzip Recht. D'Méssbrauchsméiglechkeete sinn enorm. Och d'Riske fir eis Economie sinn net ze énnerschätzen. Mir müssen als Staat oder als Europäesch Unioun och d'Rechter vun de Bierger schützen an och eis Economie effikass protegéieren.

Do komme mer awer dann zu engem nächste Problem. Wéi ass et dann, wann ee wëllt an d'Ausland reessen? Elo hu mer schonn eng Rei Staaten, déi soen: „Wann Der wëllt bei eis kommen, an Der wëllt e Visum kréien, da musst Der och Ä Kommunikatiounsméiglechkeeten eise Sécherheitsdéngscher opmaachen!“ Dat ass och e Risiko. Et hänkt zesumme mat der Reesfräiheit. Wéi ass do eigentlech dat Spanningsverhältnis, wou mer d'EU-Bierger och sollte protégéieren géintiwwer den Exigenze vun anere Staaten, déi soen: „Wann Der



sech virstellt, mer wieren nach an den 80er oder 90er Joren - déi meesch vun eis, déi allermeesch vun eis, sougouer ech, kenne sech nach e bëssen drun erënneren - an deemoles hätt dann en EU-Ministerrot diskutéiert iwwert d'Méiglechkeet, fir vun all Bréif, an deemoles gouf nach iwwer Bréiwer kommunizéiert, eng Fotokopie ze maachen an déi Fotokopie de Geheimdéngscherter ze iwwerreechen. Ech mengen, do wier kee Mënsch domadder, hoffentlech, averstane gewiescht. An elo si mer an enger Situatioun, wou et a Wierklechkeet an déi selwecht Richtung kéint goen. Ech héieren dat eraus aus de Positiounen vun all de Kollegee vir-drén, quitté datt ech mierken, datt et e bësser méi kompliziéiert ze si schéngt an der Koalitioun, fir déi Resolutioun unzehuelen.

(Brouaha)

Mee Dir diskutéiert, wat Der wëllt.

(Brouaha)

Dir maacht, wat Der wëllt. Dir musst net no-lauschteren! Mee ...

■ Une voix.- Ech lauschteren no!

■ **M. David Wagner (déri Lénk).**- Mee mir sinn awer weiderhin der Meenung, also et gesäit jo derno aus, datt et awer e breede Konsensus gëtt, fir immens kritesch, fir net ze soen hostile, ze si par rapport zu där Resolutioun, déi an Ausaarbechtung ass.

Et gläicht wierklech tatsächlech e bëssen dem politeschen Aktivismus vu gewëssene Regierungen op EU-Niveau, déi och gedriwwen ginn u sech vun de sougenannte „Five Eyes“. Dat heesch, dat sinn d'Déngscherter vun den angelsächsige Länner, haapsächlech d'USA, England, Australien, Kanada an Neiséiland, zesummen och nach mat Indien a Japan, déi do Drock maachen, fir déi Verschlüsselung, fir dee Verbuet duerchzeseten.

Wie wäert dorënner leiden? Et ass scho gesot ginn, warscheinlech wäerten d'Terroristen net dorënner leiden. An et kann een dervunner ausgoen, datt d'Terroriste sougouer gestäerkert aus déser Saach kéimen. Wie wäert dorënner leiden? D'Zivilgesellschaft kann dorënner leiden. An et ass och scho virdru gesot ginn: Gewëssse Regierungen, och innerhalb vun der EU, déi zum Beispill Organisatiounen, déi sech ém Migrante bekémmeren, als quasi terroristesch ugesinn, déi kéint dat zum Beispill benotzen, fir déi ze iwwerwaachen. A gewëssene Länner ginn och Déiereschutzorganisatiounen quasi als terroristesch ugesinn. Investigativ Journalisten a Whistleblower wäerte sech dräimol méi iwwerleeën, ob se iwwerhaapt hir Informatiounen engem Journalist weiderleeden. Et gëtt natierlech émmer aner Mëtteli fir ze kommunizéieren, och analoger. Mee dat mécht d'Saach natierlech net vill méi einfach. Géifen also déi Pläng duerchgesat ginn, hätte mer just eng eenzeg Saach färdegekrit, dat ass, deen Dram ze realiséiere vun deene Leit, déi der Meenung sinn, datt een d'Pressefräheit, d'Meenungsfräheit misstéridden. Dann hätte mer dat realiséiert.

Et gëtt vill Mëttelen, verschidde Mëttelen, fir zum Beispill den islameschen Terrorismus ze bekämpfen. Et géif schonn domadder ufänken, dat hate mer och d'lescht Woch gesot, datt een déi verschidde Finanzierungsquelle géif dréchleeeën, andems ee mat gewëssene Länner ekonomesch net zesummeschafft a si net weiderhi finanzier. Dat ass eng Aart a Weis, fir dat ze maachen.

An natierlech, an dat ass och schonn e puermol gesot ginn: Et ass jo wierklech naiv an un Naivitéit net méi ze iwwertreffen, ze mengen, datt déi Leit wierklech iwwert déi verschidde Messenger-déngscherter géife fueren, fir mateneen ze kommunizéieren. Do gëtt et vill aner Methoden, deemo wéi, mengen ech, sougouer iwwer ganz einfach Diskussiounsforen, wou een do kann diskutéieren. Also déi Leit, sou dreckeg déi sinn a sou dreckeg hi Pläng sinn, si leider, leider keng Idioten. A si wëssen, wéi ee matenee kommunizéiert. Sougouer analog Kommunikatioun ass nach émmer, mengen ech, ugesot.

Wéi oft gesot gëtt: „If privacy is outlawed, only outlaws will have privacy.“ Well den Normalstierflechen, deen net onbedéngt ganz bewandert ass an de Kommunikatiounstechniken, dee wäert dorënner leiden. Déi Persounen, déi sech engagéiere fir anerer, ONGen, Journalisten, déi wäerten dorënner leiden. Mee richteg professionell Krimineller an Terroriste wäerte scho wëssen, wéi een dat Ganzt émgeet. Si wëssen dat elo schonn a si wäerte just nach e Vir-sprong hinn.

Et ass net némme keng Wonnerwaff, dat, wat an der Diskussioun ass, et ass de Géigendeel, et ass éischter eng Wonnerwaff vun de Feinde vun der Fräiheit! Dofir freeé mir eis natierlech och iwwert déi Diskussioun. Mir freeén eis trotzeem och iwwert déi Interventiounen, déi gemaach gi sinn, déi awer all éischter an déi Richtung ginn, datt se kritesch sinn. Mir ginn dervunner aus, datt eis Régierung, mir hoffen dat op jidde Fall, och eng kloer Sprooch wäert schwätzen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Här Wagner. D'Regierung huet d'Wuert, de Minister fir bannenzeg Sécherheet, den Här Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

■ **M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, et ass natierlech wichtig, dass iwwert d'Sécherheet vun der Verschlüsselung hei an der Chamber diskutéiert gëtt. Ech mengen, an der Vergaangenheit ass och schonn e puermol driwwer diskutéiert ginn a mir waren eis am Prinzip émmer eens, dass mer dat net wéilten.

Firwat stinn ech elo haut hei? Effektiv war et de leschte Freideg am JAI-Conseil, an ech als Responsable vun der bannenzeger Sécherheet war do an deem Conseil derbäi, fir d'Positioun vu Lëtzebuerg de Moment ze vertrieben.

Ech wëll op véier Punkte vläicht agoen: éischters, de Prinzip vun der Verschlüsselung; zweitens, vläicht d'Verschlüsselung am Zesummenhang mat der Policearbecht; en drëttens Domän ass d'Positioun vu Lëtzebuerg, déi ech de leschte Freideg vertrueden hunn, an awer och nach en Ausbleck aus mengem Ressort, nämliech d'Policezesummenarbecht, well dat ass och e bëssen ugeklunge mat all deem, wat gelaf ass, do wëll ech dann och nach eng Kéier Stellung huelen.

Et muss ee vläicht awer och soen, wat virdru gesot ginn ass: De COSI wäert zesummekommen. Dat ass eppes op Beamtniveau, wat d'Preparatiounen ugeet. Déi hunn awer Richtlinnen. An déi hale sech och natierlech dorunner, wat de Minister an deene Konferenze virdru gesot huet. An dofir ass dat e Prozess, deen dauernd iwwerschafft gëtt. An déi Resolutioun, déi eng Kéier erauskomm ass, dat war déi vum 6. November. Mëttlerweil si mer beim 16. November ukomm. An déi gëtt ständeg iwwerschafft an der Hoffnung, dass, ...

■ Une voix.- Am Geheimen!

■ **M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure.**- ... déi Positioun, déi mir vertrieben, och erreecht gëtt.

Zum Prinzip vläicht: D'Verschlüsselung, jo, si ass omnipresent. Si ass iwwerall. D'Firme gebrauchsé, de Secteur public, a mir als Privatpersoune sinn natierlech och vrou, wa mer kommunizéieren, datt dat och verschlüsselt ass. Dat ass e Prinzip vun der Confidentialitéit, Intégritéit an och Authentiziétéit. Dat heesch, dat do ass gläichbedeutend mat dem Datenschutz am Allgemengen.

Eng staark Verschlüsselung ass och e grousse Prinzip vun de Firmen, fir dass Donnéeën, déi sécher an enger Firma opgebaut gi sinn, virun dem Klaue geschützt ginn. Och téschent de Privatheit ass et natierlech ganz kloer, dass dat e Schutz ass fir d'Privatsphär, fir seng eugee Privatsphär ze schützen. Mir sinn an engem digitalen Záitalter, an et ass scho virdru vun de Riedner gesot ginn, dass et ganz wichteg ass, dass mer esou wäit wéi méiglech dat och schützen.

Dofir kommen ech dann zum zweete Punkt, aus der Policesiicht. Natierlech hunn ech hei geschwatt vun allegueren deenen, déi sécher wëllen am gudde Senn d'Verschlüsselung benotzen. Leider gëtt et awer och Krimineller, déi sech mat deem ausenaneersetzen, déi dat och ganz gutt können.

Dofir, d'Police huet ganz vill Aarbecht domadder, fir eng Verschlüsselung opzemaachen, fir schlussendlech da bei de Strofdote kënnen aktiv ze ginn an och de gesichte Kriminellen ze kréien.

Et gëtt zwou Positiounen, déi an der Vergaangenheit an och haut erém an der Diskussioun sinn: Wéi kenne mer ... Duerch d'Verschlüsselung kenne mer op de Contenu zougärfien, fir en terroristesch Attentat ze verhënneren. An dofir steet eis Positioun, an ech komme méi spéit nach eng Kéier drop zréck, dass et émmer schwierig ass, téschent enger krimineller Aktioun an enger legitimmer Aktioun ze énnerscheeden, wann et en Automatissem ass, fir eng Verschlüsselung ze émgoen.

Dofir ass et éischter esou, wa mer dat géife maachen, da kann natierlech och déi Verschlüsselung ..., an et ass virdru geschwatt gi vu Verschlüsselungsaktiounen, déi an aner Beräicher sinn, wann dee Schlüssel eng Kéier bis fräi ass, kann dat natierlech och vu Krimineller erém genotzt ginn.

An déi zweet Méiglechkeet ass éischter déi, déi de Moment och virgesinn ass, dat ass, dass némme énner autoritarer ..., also Autoritéit ...

(Brouaha)

Pardon! Pardon!

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Et ass e Freudsche Verspriecher!

(Interruption et hilarité)

■ **M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure.**- ... énnert der Autoritéit vun der Gerichtsbarkeit och eng Méiglechkeet besteet, op déi Daten zouzegräffen. Eng cibléiert, motivéiert Méiglechkeet, fir och insbesondere bei Terrorismus kënnen aktiv ze ginn.

Wat war d'Lëtzebuerger Positioun elo? National wéi international ware mer an der Vergaangenheit émmer fir eng Balance téschent dem legitimen Interêt vun den Autoritéiten, also dem Staat, wat mer allegueren duerstellen, an de fundamentale Rechte natierlech vum eenzelne Bierger, fir déi richteg Balance ze fannen. A mir hunn dat des Étate scho gemaach, de Félix Braz, fir deen hei eng Kéier ze nennen, huet 2016 an 2017 émmer op deenen zoustännege JAI-Conseilen dat och nach eng Kéier plädéiert. An dofir wëll ech och hei Transparency spiller.

De leschte Freideg hunn ech, énnert der däitscher Presidency, och follgende Wuertlaut gesot. Ech zitiéieren en hei op Däitsch, well et ass jo eng däitsch Presidency de Moment, an do hunn ech dat dann och op Däitsch virgedro: „Hier besteht die große Herausforderung darin, einen Weg auszuarbeiten, der uns erlaubt, diese Technologien nutzbar zu machen, ohne unsere Grundrechte und Werte über Bord zu werfen.“ An nach dozou: „Was die Frage der Verschlüsselung angeht, ist es dringend angebracht, sicherzustellen, dass etwaige Lösungen das Prinzip der Verschlüsselung an sich und damit die Datensicherheit unserer digitalen Gesellschaft keineswegs in Frage stellen.“

Dat ass eng Positioun, déi mer queesch duerch d'Regierung och émmer vertratt hunn. Et ass jo net némme mäi Ressort eleng hei - et ass éischter d'Exekutioun, d'Police ass éischter d'Exekutioun hei -, deen ech émmer vertratt hunn an der Vergaangenheit an och nach eng Kéier hei direkt de leschte Freideg.

E leschte Punkt, deen ech awer wollt nach erwänen: Et sinn net némmen déi digital Méiglechkeiten, déi bestinn. Wann een déi schrecklech Terrorattacken iwwert déi lescht Joren oder rezent och kuckt, ass oft d'Policezesummenarbecht ee vun deene wichtegste Schlësselflementer och an deem Punkt. Dofir gëtt et eng ganz Rei europäesch Initiativen. Eng ass déi sougenannten EC3, dat ass de European Cyber-crime Centre, fir do déi richteg Koordinatiounen sicherzestellen, och déi néideg Informationen auszetauschen, fir énnert de Memberländer dat wichtegst kënnen erauszehuelen, fir dann och matzäiten ze anticipéieren, well dat ass et jo meeschent, wat vergiss gëtt bei all deene schrecklechen Attentater, déi do waren. Et sinn der awer och eng ganz Rei Scho verhënnert ginn. Dat entschëllegt násicht, wann et zu engem Attentat kënn, mee et as awer esou, dass duerch déi Zesummenarbecht op ville Plazen dat awer scho verhënnert ginn ass.

Also et bleift émmer déi Balance, wéi ech virdru gesot hunn, téschent dem Schutz vun dem perséineichen Interêt, also dem Schutz vun der Privatsphär, fir déi ze behalen, an téschent dem allgemeinen Gut, also staatlech dem Schutz vum Ordre public, dee ganz kloer awer och verbonnen ass mat de schrecklechen Doten, déi do passéiert sinn.

Dofir, ofschléissend nach eng Kéier eis Positioun, dat ass ganz kloer: Mir wëllen de Verschlüsselungsschutz baibehalen. Ganz kloer! Et ass déi Plädoyer, dee mer och émmer gefouert hunn op all den Eebenen, wou mer énnerwee sinn, natierlech am Interêt vun där Balance, wéi mer virdru gesot hunn, téschent dem Schutz vun de perséineiche Fräiheit an awer vun engem cibléierten a koordinéiertem Asaz, fir déi dann awer ze kréien, déi dee schreckleche Misérar iwwer eis bréngen. An et ass virdrun an der Debatt gesot ginn: Et kann net sinn, dass mer eppes afferen, an dann hätte just grad déi och nach eng Kéier gewonnen, wa mer ze vill perséinech Fräiheit missten afferen. An dofir mengen ech, dass déi Balance wichteg ass. An et ass dat, wat och op allen Eebene vun eis vertruedet gëtt.

Merci.

■ Une voix.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet Henri Kox. Den Här Clement freet nach d'Wuert fir Parole après ministre.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Jo. Merci, Här President. Ech war mer elo net sécher, ob et just den Henri Kox wär, dee géif schwätzten, dofir wollt ech just op Nummer sécher goen, well elo weess ech nach émmer net, wéi d'Regierung déi Resolutioun géif stëmmen, wa se da géif virgeluecht ginn.

Et huet mech awer eppes anescht interpelléiert. An dat ass: Den Henri Kox huet gesot, datt et mëttlerweil nei Versiounen vun deem Text gëtt.

An dofir, Här President, géif ech lech dann hei eng Motioun iwwerreechen, déi fuerdert, datt d'Regierung der Chamber virun engem Vott op europäesch Plang déi Texter vun där Resolutioun zougänglich mécht, se presentéiert, an awer och gläichzäiteg déi Recommandatioun, déi derzougehéiert, wéi déi Resolutioun soll émgesat ginn. Well och déi stoung de Moien um Ordre du jour vum COSI an och déi ass geheim.

An ech mengen, datt et irresponsabel ass fir eis als Chamber, fir sollen Diskussiounen ze féieren iwwer

esou aschneidend Agréffer an eis Grondrechter, ouri datt de Minister och némmen de Courage hätt, fir en amont hei an d'Kommissioune kommen. An dofir wär ech ganz frou, wa mer dann och déi Texter als Chamber kéinte kréien.

■ Une voix.- Très bien!

Motion 2

D'Chamber stellt fest, datt se keen Zugang zum aktuellen Text vun der Verschlüsselungsresolution huet.

D'Chamber invitéeert d'Regierung, fir all d'Texter a Versiounen vun der Resolution „Security through encryption and security despite encryption“ souwéi d'Recommandatioun, déi derzougehéiert, ze présenter. Dëst virun engem Vott op EU-Niveau.

(s.) Sven Clement.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Clement. Déi hei Motioun, bleibt déi dann opech-erhalen?

■ Une voix.- Jo.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Jo.

(Brouaha)

Motions

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Här President.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Premier-a Staatsminister Xavier Bettel.

■ **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Här President, ech mengen, d'Lëtzebuerger Regierung wor émmer an deem doten Dossier ee vun deenen, vun deenen ee seet, dee moderéiert ass, dat heesch, een dee weess, dass d'Sphère privée eppes ass, wat fir eis ganz groussgeschriwwé gëtt an déi mer net wëllen oppinn. An Dir hutt jo déi eng, déi duerch d'Protection des données soen: Et dierf iwwerhaapt násicht geschéien, wou d'Law enforcement, also d'Law-Autoritéiten am Fong kënnten iwwerhaapt schaffen. An Dir hutt op däri anerer Säit verschidde Leit, déi esou Fanatiker si vun de Law enforcements, déi d'Privatsphär an all déi Punkten, déi am Fong d'Protection des données garantéieren, iwwer Bord geheien.

Ech mengen, dass mer hei émmer dee gesonde Wee haten, émmer dee gesonde Wee, pragmatesch, an émmer den Equilibre téschent deem engen an deem aneren. Et ass irresponsabel, an et si Faite ginn, wou mer wëssen, dass, wann een alles einfach refuséiert, alles einfache verneint, verschidde Leit haut net viru Gerichter stéingen no Akten, déi am Ausland stattfonnt hinn.

Dowéinst, Här President, sinn ech wierklech der Meenung, dass een net soll soen, dass een automatesch alles refuséiert, esou wéi dat hei an deem Text steet, wou drasteet, et soll



(Interruption)

Jo, ech soe just, wéi dat am Moment duergestallt gëtt. Dat ass also fir mech e reelle Problem, eleng schonn déi Notiou.

Da wollt ech awer op eppes opmiersksam maachen, Här Minister, wou Der net ganz vill driwwer gesot hutt, wat iwwerhaapt e bëssen an den Diskussiounen énnergaangen ass, well mer och vläicht net déi Zäit haten, fir dat auszeféieren. Dat ass, datt mer jo am Moment hei zu Lëtzebuerg eng Prozedur hunn, déi et iwwregens och an anere Länner gëtt, déi vum sougenannte Staatstrojaner. Wat ass dat? Dat ass en informatesche System, deen et erlaabt, gewëssen Inhalter vun Netzer ofzezapen. Dat ass eng Prozedur, déi muss eng Rei vu Konditounen erfëllen. An déi Konditounen wëll ech elo nach eng Kéier hei widderhuelen. Dat eent ass: Si mussen e legitimmen Zweck erfëllen. Zweetens musse se verhältnisméisseg sinn. An drëttens, an d'Madamm Justizministesch sëtzt hei, musse se énnert dem Contrôle an der Autoritéit vun de Justizautoritéiten duerchgezu ginn.

Dat sinn also ganz kloer Prozeduren. Duerf kommt, mir maachen och net, wéi wann et net schonn esou Méiglechkeete géif ginn, op déi ee kann zréckgräifen! Et ass also net esou, wéi et fälschlecherweis och émmer erëm duergestallt gëtt, datt am Moment d'Autoritéiten, déi verschidde Geheimdéngschter guer keng esou Prozeduren hätten. Dach, si hu se! An déi si kloer definéiert! An déi si kloer énnert dem Contrôle an der Surveillance ...

(Interruption)

... vun der Justiz.

An ech mengen duerfir och, datt esou e Generalschlüssel oder e Verbuet vun der Verschlüsselung, egal wéi mer dat och elo nennen, iwwerhaapt emol net onbedéngt noutwendeg ass. Wat vill méi wichteg ass, Dir Häre Ministeren, an ech hoffen, datt mer dat an d'r Diskussioun, déi mer d'nächst Woch wäerte féieren, uschwätzen, dat ass d'Kooperatioun téschent deene verschiddenen Autoritéiten. An et ass virdrun zu Recht vun deem engen oder anere Riedner och nach eng Kéier ugeschwat ginn: Wat ass zu Wien falschgelaf? Zu Wien ass falschgelaf, datt do gewëssen Donnéeën net kommunikiert gi sinn. Dat heesch, souguer mat engem Generalschlüssel oder mat engem Verbuet vun der Verschlüsselung hätte mer hei dat Attentat iwwerhaapt net empêchéiert. Ech wollt lech dat trotzdem nach eng Kéier mat op de Wee ginn.

Wann Der mer vläicht nach eng Kéier dorobber wëllt äntwerfen, well dat ass elo net thematiséiert ginn. Mir hunn a sech e System, deen en Zougrëff erméiglecht.

Merci.

■ M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmools, Här Mosar. An da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun.

■ M. Sven Clement (Piraten).- Jo, merci, Här President. Ech huelen zur Kenntnis, datt den Här Bettel sech grondsätzlech wéilt fir Dateschutz aseten, wéi och d'Kolleegen aus der Majoritéit dat heibannen duergestallt hunn, datt e sech awer um drëttens Invite stéiert, den Invite, fir och an Zukunft méi kohärent sech do couragéiert géint all déi Projeten ze stellen.

Ma, mir läit et hei un der Saach. Mir läit et hei un der Saach vun dësem Projet haut ganz konkreet!

An dofir kann ech ...

(Interruption)

... just soen: Ech si bereet, den drëttens Invite falen ze loossen, wann dat derzou féiert, datt mer déi Motioun haut kënnen unhuellen. Wann dat net de Fall ass, géif ech en natierlech oprechterhalen.

An als kleng Anekdot: Den Här Bettel, ech weess, en hat virdrun e wichtegen internationale Rendez-vous. Ech erënneren e just u seng Wieder vun 2010, wéi en nach Députéierte war an en am Kader vun den Upassunge vum Gesetz iwwert d'Vorrats-datespeicherung beim Depot vun engem Motioun gesot huet, mir géif net mengen, datt, wann en esou Texter géif stëmmen, déi Leit, déi wierklich spezialiséiert wieren, dann nach op déi Matière géif zréckgräifen. Déi géife scho Saache fannen, fir dat kënnen ze émgoen. An den Utilisateur doheem, deen net wéisst, wat kontrolléiert géif ginn a wéi kontrolléiert géif ginn, wär dat, géif bleifen! Deemools sot den Här Bettel dann och nach, esou eppes wär inakzeptabel fir d'Fraktiou vun der Demokratescher Partei.

Ech hoffen, datt sech an deene leschten zéng Joren näisch u senger Meenung geännert huet. An deementspreichend wär ech bereet, den drëttens Invite ze sträichen, wann dat d'Zoustëmmung vun der Majoritéit fénnt.

■ M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmools, Här Clement. Dann huet den Här Kartheiser nach d'Wuert gefrot.

■ M. Fernand Kartheiser (ADR).- Jo. Villmools merci, Här President. Also ech mengen, dat heiten ass ganz opportun, datt mer hei eng Positioun bezéien als Lëtzebuerger Chamber, déi sech kloer fir die Schutz vun der Privatsphär ausschwätzt. Dofir wäre mir éischt der Meenung, datt mer dat hei sollte matdroen. Mir kéinten derfir stëmmen, wann den Här Clement effektiv deen drëttens Invite géif ganz ewechhuelen, well mir kenne jo net einfach all Verhandlungslösung fir all Zäiten ausschleissen. Dat heesch, déi Radikalitéit vun der Formuléierung, déi gefält eis net. Mee wann den Här Clement - en huet et jo schonn offréiert - deen drëttens Invite eraushélt, da géife mer derfir stëmmen. Soss géife mer eis enthalten. Mee op jidde Fall, mengen ech, ass d'Initiativ déi richteg, datt mer bei allem Sécherheetsbedierfnes vun eiser Geellschaft awer net op eemol ufänken, d'Privatsphär vun de Leit net méi ze respektéieren.

Ech soen lech Merci.

■ M. Fernand Etgen, Président.- Merci, Här Kartheiser. An dann hat den Här Mosar nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

■ M. Laurent Mosar (CSV).- Jo. Och vläicht zu deenen zwou Motiounen, well den Här Clement huet jo elo nach eng zweet deposéiert. Déi zweet - ech wëll vläicht mat där ufänken, well déi méi einfach ass -, déi wäerte mir matstëmmen, well ech fannen et effektiv wichteg, datt d'Chamber virun all Decisioun, déi geholl gëtt, soll informéiert ginn an datt mer och do permanent au courant gehale ginn. Dat schéngt mer eigentlech gudde parlamentare sche Stil ze sinn. Duerfir wäerte mer déi Motioun op jidde Fall matdroen.

Wat elo déi éischt Motioun ubelaangt, hu mir princiell och kee gréissere Problem dermat. Ech hunn nach eng Kéier selwer deen drëttens Alinea do gelies. Ech gesinn dat elo manner dramatesch wéi vläicht aner Kolleegen, well an der Motioun jo awer kloer gesot gëtt, géint wat fir eng Projeten datt mer eis stellen, an hei gëtt gesot: „e Verbuet oder eng Aschränkung vu verschlüsselter Onlinekommunikatioun“. Ech mengen, wann ech d'Positioun vun der Regierung richteg verstanem hunn, a si wär le cas échéant bereet, do eng kleng Ouvertür ze maachen, da wär dat just e ganz, ganz limitiéerten Accès, énnier alle méigleche Contrôlé vu Justizautoritéiten. An dat schéngt mer manifestement net esou wäitze goe wéi dat, wat hei drasteet. Also mir wäerten op jidde Fall déi Motioun hei matstëmme.

■ M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmools, Här Mosar. An dann huet den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

■ M. David Wagner (déri Lénk).- Merci, Här President. Bon, mir wäerten, wéi ech dat och schonn ugedeut hunn, d'Motioun vun de Piraten natierlech matunhuelen, mat oder ouni Strächung vum drëttens Invite, wéi den Här Clement et virschléit. Ech muss awer soen, datt et relativ erschreckend ass, datt d'Regierung sech awer um drëttens Invite stéisst, well den drëttens Invite seet awer soss náisch, wéi datt sech d'Regierung soll an Zukunft géint all Projet stellen, deen envisagéiert, d'Rechter vu Privatsphär an Dateschutz opzeweeken. An ech verstinn net, wéi et ka sinn, datt eng liberal gefouert Regierung sech un esou engem Invite stéiert.

Wat heesch dat da fir d'Zukunft? Datt mer eis vläicht net wäerte wiere géint d'Opweechung vun der Privatsphär a vum Dateschutz? Ech hätt elo net domadder gerechent. Ech ginn zou, dass ech e bëssen erschreckt sinn. Mee bon. D'Regierung mécht, wat se wëll. Mee op jidde Fall wäerte mir déi heite Motioun an den zwou Varianten unhuelen.

■ M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmools, Här Wagner. Ass nach een, deen d'Wuert zu déisen zwou Motiounen wëllt zréckgräifen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da kenne mer zum Vott komme vun deenen zwou Motiounen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi freeet, fir dem Entworf vun der Resolutioun um europäesche Plang net zouzestëmmen. De Vote électronique fir d'éischt fir déi perséinlech Stëmme.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmme ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Léon Gloden), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler);

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydia Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. François Benoy), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché).

Vote sur la motion 2

Da komme mer zum Vott vun der Motioun Numero 2. Dat ass déi, déi op deem trapezzférmege mofe Pabeier ofgi ginn ass. Fir d'éischt de Vote électro-nique fir déi perséinlech Stëmme.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Stëmme ofverworze.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Léon Gloden), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Claude Wiseler) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydia Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. François Benoy), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue (par Mme Josée Lorsché).

5. Question élargie n° 55 de M. Marc Spautz relative à la promotion de la presse écrite

Deen zweete Punkt vum Ordre du jour vun haut ass déi erweidert Fro Nummer 55 vum Här Marc Spautz iwwert d'Förderung vun der Press. Dem Auteur vun der Fro sti fénnef Minuten zou, fir seng Haaptfro an no der Antwort vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen. An d'Regierung huet zéng Minuten. Här Marc Spautz, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Marc Spautz (CSV).- Merci, Här President. Här Minister, l'éif Kolleginnen a Kolleegen, d'Zeitung, déi geschriwwen Press ass a Schwierigkeit. Hei zu Lëtzebuerg wësse mer, dass den 31. Dezember de „Lëtzebuerger Journal“ ophält, als Zeitung erauszekommen, da geet en an déi elektronesch Versioun iwwer. D'„Lëtzebuerger Wort“ huet ufangs dëses Joers den Aktionär gewiesselt. An Enn déses Joers ..., oder virun zwee Méint ass matgedeelt ginn, si géif 71 Plazen ofbauern. Wéi ass d'Zukunft vun der geschriwwener Press hei zu Lëtzebuerg? Well eng staark onofhängeg Press ass wichteg fir eng Demokratie.

An do stelle sech Froen: Wéi ass et mat der Pressehëlf? Brauch d'Press méi Hëlf? Well ech hunn elo vun deenen do zwee geschwat, mee mir wéissen, dass schonn aner geschriwwen Medien agestallt gi sinn déi lescht Joren. A mir wéissen, dass och nach anerer wéi déi zwee, déi sech geout henn, Schwierigkeit huelen, fir kenneen um Marché ze bestoen. Wat sinn do d'Pläng vun der Regierung a puncto Pressehëlf?

Wat sinn d'Pläng vun der Regierung bei deenen 71 Entloossunge beim „Lëtzebuerger Wort“? Do war e Kollektivvertrag, dee virgesait, dass bis 2021 keng Aarbechtsplazen därfen ofgebaut ginn. Wéi steet

d'Regierung dozou? A wat bedeut dat, e Kollektivvertrag, dee jo och hannerhuecht ginn ass op der Gewerbeinspektion? Firwat ass an engem Betrib wéi dem „Lëtzebuerger Wort“ kee Sozialplang ausgehandelt ginn? Et ass zu enger Verhandlung komm, mee déi ass gescheiterert.

Et ass eng vun deene rare Kéieren, an den Här Minister weess et besser wéi ech, well hien huet d'Detailier, dass zu Lëtzebuerg e Sozialplang scheitert. An dass et grad an engem Betrib ass, dee schonn esou laang hei zu Lëtzebuerg verwuerzelt ass, ass och e schlechte Message fir aner Betrib, déi amgaang sinn, Sozialpläne ze verhandelen, well wann déi kenneen ophalen an et scheiteren doen, da mécht dat vläicht Appetit bei aner Betrib, fir Sozialpläne scheiteren ze loessen. Well eng Preratraite, eng Émschoulung a verschidde Finanzhëllefe sinn do, wou e Kollektivvertrag ass, un e Plan de maintien dans l'emploi oder un e Plan social gebounnen. Dofir, wat bedeut dat elo fir dee Betrib a fir dat Personal, dass do ouni Sozialplang déi Plazen ofgebaut ginn?

Mir hunn déi lescht Wochen heibannen iwwert d'Luxair geschwat, mir hunn net méi spéit wéi virgéschter heibannen iwwer ArcelorMittal geschwat, wou och d'Regierung Engagemerter geholl huet a gehollef huet, dass déi Betrib kenneen heibleiben. Dofir meng Fro: Hunn och Diskussioun stattfonnt mat dem „Lëtzebuerger Journal“? Hunn och Diskussioun stattfonnt mat dem „Lëtzebuerger Wort“, fir Moyen zur Verfügung ze stellen, dass si nach kenneen an däi aler Form fonctionéieren? Well wa mer elo schwätz vun 71 Plazen, déi ofgebaut ginn, esou stelle sech jo awer och aner Leit an deem Secteur d'Fro, wéi laang hir Aarbechtsplazen nach sécher sinn.

Ech hunn e Bréif kritt - ech hat mech do agemësch - vu Mediahuis, dat ass deen neien Aktionär vum „Lëtzebuerger Wort“. Déi soen, si hätten ni eng Invitatioun kritt vum Aarbechtsminister, fir bei se ze kommen. Ech hunn op anere Plazen héieren, dass Gesprächer stattfonnt hunn, wou en eidele Stull war, also en eidele Stull, well se net komm sinn, soe mer esou. Dofir ass dat och alles e bësse konfus an d'Uerjerne. An dofir géif et mech och do interesséieren, wéi d'Regierung dat gesäßt, well dat ass och e Message un d'Press an dat ass och e Message un all déi aner Haisier.

An dann nach en anere Punkt: Do ass och e Buergermeeschter derbäi, dee 40 Stonne Congé politique huet! 40 Stonnen ...

(Interruption)

Här Graas, wann Dir sot: „E gudde Buergermeeschter“, Dir schwätz aus éischt der Hand.

(Interruption)

Ech wëll do soen: Wat ass dat fir e Message?

■ Une voix.- En huet e gudde Schäffen!

■ M. Marc Spautz (CSV).- 40 Stonne



kennen anzegoen. Ech wäert méi generell op d'Press agoen an de Vizepremier an Aarbechtsminister Dan Kersch wäert dann eeben op déi Situations mat der Imprimerie Saint-Paul méi agoen.

Mir sinn eis all bewosst, dass de Pluralismus an der Press eng existentiell Wichtegkeet huet. Eng existentiell Wichtegkeet an enger Demokratie ass, dass een do eebe Saachen hannerfreet, dass een d'Leit och informéiert. An et stellt een awer och fest, dass et weltwält eng Kris am Moment an déser Branche gëtt. Dat ass eng Situation, déi ass beonrougegeng. Déi ass esou beonrougegeng fir d'Leit, mee déi ass och beonrougegeng fir eis Gesellschaft. Dat muss een och wëssen.

Zu Lëtzebuerg hu mer ongefier 200 Journalisten am Moment schaffen. An all Eenzelne vun deenen ass wichteg, Här President. An d'Covidkris huet wierklech nach eng Kéier bewisen, wéi wichteg de professionelle Journalismus ass. Well professionelle Journalismus ass eeben den Ënnerscheid téschent enger Campagne de désinformation, d'in-tox, déi leeft vis-à-vis vu Qualitéitsjournalismus, deen eis d'Wourecht awer éinnerbreet. An dat hu mer och gesinn. A fir eis war et ganz wichteg, an der Covidzäit - well mer woussten och, dass do Coupe-budgetairé géife komme vun anere Säiten - de Medienhaiser direkt ze hëllefien. An 18 Editeure kruten och direkt méi wéi 1,2 Milliounen op eng zimmlech rapid Aart a Weis iwwerwisen.

Déi Hëllef fir d'Press zu Lëtzebuerg datiert jo von 1976, wou mer eng strukturell Hëllef fir déi geschriwwi Press haten, déi wor basiert op der Zuel vu Pabeieren. Do ass den Ënnerscheid mat haut. Den Ënnerscheid ass, dass se op d'Journalisten, op d'Qualitéit vun der Aarbecht eeebaséiert gëtt. A mir hunn haut, a mir sinn och houfreg driwwer, awer nach émmer fénnef Dageszeitungen a mir hu véier Wochenzeitungen. An d'Pressehëllef 2019 louch hei zu Lëtzebuerg fir d'gedréckte Press bei 6,6 Milliounen Euro.

Et muss een awer wëssen, dass 1976 an elo 2020 d'Gewunnechte vum Lecteur net méi déi selwecht sinn. Do, wou een an der Zäit eng Zeitung gelies huet, huet een haut ganz oft den iPad, en Telefon, e Computer. An et dréit een d'Säit net méi, mee et kuckt ee mam Curseur, fir déi nächst Säit ze kréien. Dofir wor et eis och wichteg, 2017 eng speziell Hëllef fir d'Onlinemedien anzefféieren. An do sinn zwielef Onlinemedien - zwielef Stéck!, déi hei zu Lëtzebuerg eng Hëllef vun 1,2 Milliounen Euro d'Joer kritt hunn.

Mir hu jo hei den Text deposéiert iwwert déi sougnante Pressehëllef, wou mer och schonn Diskussionsounen haten an der Kommissioun, dee keen Ënnerscheid méi mécht am Fong téschent dem Gedréckten an dem Online a wat am Fong erlaabt, dass eeben eng gewësse Previsibilitéit fir d'Editeur da ka garantéiert ginn. De But ass wierklech, amplaz de Pabeier ze éinnerstétzten, wéi ech virdru gesot hunn, op d'Qualitéit wëllen ze setzen. An de Montant vun der Hëllef soll och integral an d'Publikatioun goen.

Mir hunn ausserdeem, Här President, eng Hëllef fir Startuppe virgesinn. An Hëllefe fir Startuppen hëllefien nees eng Kéier, de Pluralismus an der Press kennen staerken.

Laut de Berechnunge geet d'Hëllef fir bal all Editeur an d'Lucht. Mir sinn eis awer bewosst, an ech wéll dat och direkt transparent soen, dass zwee vu 16 Editeure (veuillez lire: dass dräi vu 14 Publikatiounen) mat deem Calcul, dee gemaach ginn ass, awer géife manner kréien. An dofir ass elo och eng Phase de transition vu fénnef Joer virgesinn, wou se náisch solle verléieren an am Fong dee Montant vun 2019 solle weider kréien.

2019 louch déi direkt Pressehëllef am Ganze bei ronn 8 Milliounen Euro. Mam neie System komme mer op méi wéi 10 Milliounen Euro d'Joer. Zousätzlech zu der direkter Pressehëllef muss een och soen, dass et nach eng indirekt Pressehëllef gëtt. Dat ass eeben déi vun der Aide à la distribution, déi eleng 11 Milliounen Euro d'Joer ausméischt.

Nieft den Editeuren éinnerstétz mer och de Presserot mat 110.000 Euro an d'ALJP, mat 6.700 Euro, fir dass si eeben och hir Missiounen kennen erfëllen.

Op d'Situatioun am Medienhaus Saint-Paul wäert den Aarbechtsminister a Vizepremier agoen.

Mee wéi gesot, Här President, fir eis muss alles drugesat ginn, fir eng pluralistesche Presselandschaft hei zu Lëtzebuerg kennen ze garantéieren. Staatech Hëllefe sinn noutwendeg. Et geet net ouni. Et soll een net mengen, dass iergendeen hei zu Lëtzebuerg kíent fénnef Dageszeitungen hunn, ouni dass de Staat géif hëllefien. An ech als Medieminister wäert och alles maachen, fir dass dat och laangfristeg esou ass, fir dass eeben och eng Previsibilitéit do ass, dass een och Leit kann engagéieren an dass een e Projet och kann hunn, deen net némmen à durée très limitée soll sinn.

Wéi gesot, mat deem neie Pressegesetz soll am Fong d'Hëllef fir d'geschriwwi Press ém méi wéi

27 % an d'Lucht goen. Ech kann lech just soen: An deenen Zäiten, wou an deene meeschte Länner Krisenzaïte sinn a gekuckt gëtt, wou gespüert ka ginn, si mir der Meenung, dass en Invest an d'Lëtzebuerg Press, esou wéi ech virdru gesot hunn, dee richtegen Invest ass. A virun allem an déisen Zäiten! An ech weess, dass Der duerno och wäert iwwert d'Vaccinatioun schwätzen, an an an an. An deene Covidzäiten ass professionelle Qualitéitsjournalismus dat Wichtegst an enger Demokratie, well Desinformatioun an Intox dierfen net d'Iwwerhand kréien. Soss kréie mer als Gesellschaft och e Problem!

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos dem Premier, Medien- a Kommunikatioun minister Xavier Bettel. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo den Aarbechtsminister, den Här Dan Kersch.

■ **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Merci, Här President. Merci och dem Här Spautz fir dës Question élargie. Ech mengen, de Premier huet elo schonns eng Rei Informatioun ginn, wéi d'Regierung zur politescher Meenungsvillfalt an de Lëtzebuerg Medie steet. An ech brauch dorobber net nach eng Kéier anzegoen.

Ech wéll soen, dass ech méi wéi enttäuscht war iwwert d'Virgoe vun der Direktioun vu Saint-Paul. A wann ech elo deen Ausrock enttäuscht gewielt hunn, dann ass dat deen am mannstens offensiven an deen am meeschten diplomateschen, deen ech konnt fannen, fir dat auszedrécken, wat ech wierklech denken.

Ech perséinlech hat d'Personaldelegatioun vu Saint-Paul de 5. Oktober a mengem Ministère getraff. An däi Aarbechtsreunioun sollten u sech och Vertrieder vun der Direktioun vu Saint-Paul derbäi sinn. Si ware jiddefalls vun der Gewerkschaft dozou invitéeiert ginn. Mee si haten ofgewonk an hu gesot, si hätte keen Interêt un enger Reunioun mam Minister. D'Personalvertrieder vum LCGB hu bei däi Geleeënheit och éinnerstrach, dass si ganz kloer deen Interêt hätten.

D'Direktioun hat och schonn eng gewëssen Erfahrung am Ofbau vu Personal. Ech ka mech erënneren, dass mer mol an enger Situation waren, wou bei Saint-Paul bal ronn 1.000 Leit geschafft hunn, haut si mer nach bei ronn 250. An déi Plazen, déi do ofgebaut gi sinn, sinn traditionell iwwer Plans de maintien dans l'emploi gelaf respektiv iwwer Plan-socialien, soudass also hei genee gewosst war, wéi eng Instrumenter zur Verfügung géife stoen, fir eng eventuell Restrukturatioun vum Betrib op eng sozial verträglech Aart a Weis kennen ofzeweckelen.

Mee et war offensichtlech keen Interêt do. An dat huet sech och bestätegt, nodeems ech den Dag drop, wéi ech d'Personaldelegatioun gesinn hunn, d'Initiativ geholl hunn a Saint-Paul mat engem Bréif quasi invitéeiert hunn, op déi Instrumenter vun engem Plan de maintien dans l'emploi zréckzegräifen, well dat eng ganz Rei vu Virdeeler géif bréinge fir déi Leit, vun deene se sech wéilten trennen.

Dat Instrument hat ech iwwregens och eng Kéier ugewannt an der Diskussioun ém e Sozialplang zu Diddeleng bei eiser grousser Glasfirma vu Luxguard notamment, fir se ze nennen. Dat huet deemools gewierkt gehatt, well opgrond vun deem Bréif huet d'Direktioun vu Luxguard d'Strategie geännergert an huet sech zumindest an d'Direktioun vun engem Plan de maintien dans l'emploi beweegt, och wann herno uschléissend nach e Sozialplang komm ass.

Mee hei bei Saint-Paul war et vun Ufank un e kategorieschen Nee. An dat hu se mer och matgedeelt an enger Antwort, déi ech de 16. Oktober kritt hunn. D'Antwort huet geheesch: « Je voudrais vous assurer que tous les éléments d'un plan de maintien dans l'emploi seront inclus dans les négociations du plan social avec les délégations et le représentant syndical, et vous informe que grâce à plusieurs départs volontaires du transfert de notre activité de reliure à une autre entreprise, le nombre d'emplois touchés par le plan social a pu être réduit de 80 à 74. »

Am Kloertext: Also ganz kloer keen Interêt un engem Plan de maintien dans l'emploi a ganz vun Ufank u viséiert op e Plan social, deen dann duerno awer och net zu engem Erfolleg ginn ass, well d'Gewerkschaft sech aus erklärbare Grénn geweigert hunn, dee Plan social, dee virbereet ginn ass, ze énnerschreiwen.

Mir sinn also hei an enger Situations, wou mer kee Plan social hunn, wou also den Droit commun wäert spilleen. An dat heesch natierlech fir déi Leit, déi dovunner betraff sinn, náisch Guddes.

Ech bedaueren, wéi gesot, dat Virgoe vu Saint-Paul. En Haus, wat, wéi den Här Spautz richteg gesot huet, jo awer eng gewësse Reputatioun hei zu Lëtzebuerg huet an och eng gewësse Strategie bis elo un den Dag geluecht huet, déi net méi deem entsprécht, wat mer haut hei gesinn hunn.

Ech bedaueren och, dass, nodeems de Bistum Saint-Paul u Mediahuis verkäuft hat, elo wierklech probéiert gëtt, mat äiskale Praktiken hei praktesch e Präzedenzfall ze schafen, dee mer hei zu Lëtzebuerg esou nach net kannt hunn.

Et kann een och bedaueren, dass dee viregen Aktionär seng Leit net, zumindest mëttelfristeg, ofgeschéert huet.

Ech wäert elo probéieren, d'Schierbeléen esou gutt wéi méiglech erém zesummenzekiere mat deenen Instrumenter, déi mer op der ADEM hunn, fir déi Leit, déi heivunner betraff sinn, esou séier wéi méiglech erém an d'Aarbecht eranzebréngen.

Dir hutt mech gefrot: Wéi stéet d'Regierung zu deem Passus am Kollektivvertrag, dee seet, dass u sech eng Aarbechtsplatzgarantie do wär bis zum Oflafe vun deem Kollektivvertrag, dee jo awer heiduerch net ausser Krafft gesat ass? D'Antwort dorobber ass héchstens eng perséinlech Antwort, déi ech lech ka ginn, well et u sech ganz onwichteg ass, wéi d'Regierung dozou stéet, well ech ginn dovunner aus, dass dat dote muss um Aarbechtsgericht gekläert ginn. Well den LCGB huet, bei mir zumindest, ugekénegt, dass se dat dote wéilte juristesche kläre loassen. An ech ka se an däi doter Demarche och némmen éinnerstétzten.

Et ass och interessant ze kucken, ob eng ekonomesch Entloossung vun engem Mataarbechter - eng ekonomesch Entloossung, déi et jo an eisem Aarbechtsgesetz mat deem Term net gëtt, mee et gëtt mat deem Term „non inhérent à la personne“ eng ekonomesch Entloossung fir e Mataarbechter, deem seng Pai integral rembourséiert gëtt, eeben doduerch, dass mer de Congé politique hunn -, ob déi virun engem Aarbechtsgericht Bestand huet. Och dat, mengen ech, wär eng ganz interessant Jurisprudenz, fir déi ze kréien. An ech hunn och dem Syvicol ganz gutt nogelauschert, deen, mengen ech, och dorunner e groussen Interêt hätt. An ech kann deen Interêt némme mat de Gemengevertrieder deelen.

Den Här Spautz huet sech virdru ganz diplomatesch ausgedréckt, wéi e sech iwwert déi dote Fäll ausgedréckt huet. Ech halen dat, an ech soen dat och hei, fir eng Provokatioun vis-à-vis vum gesamte Gemengesektor, eng Provokatioun vis-à-vis vun alle Leit, déi sech hierginn, fir sech an de Lëtzebuerg Gemengopolitik ze engagéieren! An ech wäert alles maachen, fir déi Jurisprudenz mat ze éinnerstétzten.

An am Fall, wou d'Geriichter dat géifen als legal erklären, sinn ech perséinlech der Meenung, dass mer da musse legal nobesseren an déi Leit besser schützen, déi bereet sinn, sech am Déngsch vun der Allgemengheet an der Politik anzesetzen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos dem Här Aarbechtsminister Dan Kersch.

6. Question élargie n° 56 de M. Dan Biancalana relative à la justice dite « restaurative »

Den nächste Punkt vum Ordre du jour ass déi erwidert Fro Nummer 56 vum Här Dan Biancalana iwwert déi sougnante restaurativ Justiz. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Dan Biancalana (LSAP).**- Merci, Här President. Här President, leíf Kolleginnen a Kollegen, 2017, am Kader vun der Émsetzung vun engem europäescher Direktiv vun 2012, huet d'Notioun vun der „justice restaurative“ de Wee an eis national Gesetzgebung fonnt. De Cours de procédure pénale gesäßt vir, dass bei all Stadie vun der Gerichtsprozedur wéi och bei der Exécution des peines, dat heesch am Strofvollzuch wéi och bei Bewährungsstrofen, d'Affer wéi och den Auteur vun engem Strofot op Demande op d'Justice restaurative zréckgräifen kënnen.

Bei der Justice restaurative geet et jo doréms, dass bëid Parteien zesummekommen a vun enger dréitter an neutraler Instanz, engem Facilitateur, an engem kloer definéierte Kader begleit ginn, fir dass engersäits d'Affer, dat physisch a moralesch a senger Intégritéit verletzt gouf, dat en traumasches Erlebnis hat, en Agréff a sái Liewen hat an och dorénnner leit, verstoe kann, firwat dass grad hatt Affer gouf vun engem Strofot, fir dass et och duerno besser kann domadder émgoe - bon, souwält dat méiglech ass -, an dass anerusäits den Auteur vun der Strofot sech bewosst gëtt, wat sain Akt beim Affer bewierkt huet, wéi en Impakt et hat op sái Liewen an effektiv ronderëm d'Strofot och responsabiliséiert gëtt. An dat kann och hellefen bei der Aglidderung erém an d'Gesellschaft.

D'Iddi respektiv d'Konzept vun der Justice restaurative ass Métt de 70er-Joren entstanen. An dës Aart a Weis vun der Konfliktlösung ass notamment ugewannt ginn a Südafrika nom Enn vum Apartheid-Regime an awer och am Ruanda nom Genocide un den Tutsi. An Europa si Frankräich an d'Belsch Virreider an der Justice restaurative.

Am Vierdergrond steet jo hei ganz kloer d'Reparation vun der Aglidderung erém an d'Gesellschaft, dat ass vun enger Relevancie fir d'Gesellschaft, fir d'Gesellschaft och d'Gesellschaftsordnung.

geet och hei ém Resilienz. An et ass natierlech fir bëid Parteien en emotional schwierige Moment. Et ass och net émmer esou, wéi fälschlecherweis och emol duergestallt gëtt, dass d'Affer systematesch vindikativ Gedanken huet an déi och fleegt.

Et huet awer och de Virdeel, dass dése Prozess vun der Justice restaurative méi wäit geet wéi déi eigentlech Strof, déi vum Gericht geschwatt gëtt an déi och nach émmer zentrale Käpunkt an eisem Strofjustiz bleibt. A mir wëssen awer och allegerten heibannen, dass d'Strofjustiz a villen, a ganz ville Situationen och némmen eng Deelantwert gëtt. An d'Justice restaurative ass hei ganz kloer eng zousätzlech.

De Moment gëtt et hei zu Lëtzebuerg néng Facilitateurs en justice restaurative, déi 2018 op der Uni Lëtzebuerg eng spezifisch theoreetesche Formation gemaach hunn an e längere Stage an der Belsch, fir deemno och d'Justice restaurative hei zu Lëtzebuerg kennen émzeseten, bon, déi och Ärem Virgänger, Madamm Tanson, dem Här Braz ganz wichteg war, wéi lech och.

Wuelverstan ass d'Justice restaurative net ze verwiesele mat der Médiation pénale - dat ass oft de Fall -, déi éischter als eng Alternativ gesi gëtt zu de Pursuites pénales.

À ce stade hunn déi néng Leit awer nach émmer keen Agreement kritt, fir fir Fonction vun der Justice restaurative auszéiben, a koumen och deemno nach net zum Asaz.

E Projet de règlement grand-ducal, dat kann een och am Rapport vum Ministère de la Justice noliesen, gouf ausgeschafft iwwert d'Justice restaurative, en somme wéi se sollt organiséiert ginn, vum Werdegang hier. De Staatsrot huet och sain Avis ofginn. Bon, de Règlement grand-ducal ass nach émmer net a Krafft getrueden.

Dofir follgend Froen un d'Madamm Justizministres:

Wéi geet et generell weider mat der Justice restaurative hei zu Lëtzebuerg?

A soll nach émmer, esou wéi d'Diskussion war, de Centre de médiation dee Volet vun der Justice restaurative iwwerhuelen, fir och do d'Koordinatioun ze maachen?

Wéini kréien awer och déi Facilitateuren hiren Agreement? Mir hunn d'lescht Woch an der zoustänneger Justizkommission jo geschwatt iwwert dat neit Gesetz vun de Conditions d'honorabilité, dass och d'Facilitateurs en justice restaurative do den Agreement solle kréien. Mussen déi waarden, bis d'Gesetz hei a Krafft trétt? Oder gëtt et en attendant aner Méiglechkeiten, fir dass se hir Fonction kënnen ausüben?

Mee virun allem d'Fro, sachant, dass d'Justice restaurative nach net konnt ausgeübt ginn hei zu Lëtzebuerg, gouf et scho respektiv wéi vill Ufroe gouf et scho vun Affer, vun Täter respektiv aneren Instanzen, déi wolten op d'Justice restaurative zréckgräifen, mee déi awer à ce stade net konnté consideréiert ginn?

An eng lescht Fro: Wéi gedenkt Der, de Pouvoir judiciaire, d'Magistratur ze sensibiliséieren, fir dass och si an désem Kontext op dës relativ nei Mesure zréckgräifen?

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Dan Biancalana. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Justizminister Sam Tanson.</



Dir hutt et erklärt: D'Prozedur geet zréck op e Gesetz vun 2017, wat am Artikel 8.1 vum Cours de procédure pénale verankert ass, an et weist, dass d'Justice restaurative als Complement zu eise klassesche Prozeduren ze verstoen ass. D'Justice restaurative ass kee Moyen, Poursuitten oder engem Prozess ze entkommen. Se leeft, le cas échéant, och parallel, mat der Méglechkeet, Retombée vum Justice-restaurative-Programm och am Kader vun der Urteelsprechung an Uecht ze huellen.

Vu dass et sech ém e Complement handelt, kann d'Justice restaurative zu all Moment ugesat ginn, sief et virum Prozess, duerno oder am Stadium vun der Exekutioun vun der Strof.

Allerdéngs geet e Prinzip fir d'Lancéiere vun esou enger neiaarteger Prozedur net duer, soudass eng Serie vu Mesuren hu misse geholl ginn an och nach en cours sinn, geholl ze ginn, fir dass mer och kënen eng uerdentlech Mise en œuvre vun deem Ganzen erläben.

Et ass eng Formatioun lancéiert ginn ab dem Joer 2019, wou dann eng ganz Rëtsch vu Kandidate matgemaach hunn. An et sinn der aacht, déi schlussendlech déi Formatioun gepackt hunn, déi 140 Stonne gemaach hunn. Do war eng theoretesch Formatioun vun 80 Stonnen an eng praktesch Formatioun och mat derbäi. An d'Uni Lëtzebuerg huet dann am Juni 2019 déi Certificaten ausgestallt.

Mir hunn e Règlement grand-ducal geholl gehat. An de Staatsrot huet awer do eng Rëtsch Saachen dru bermängelt a notamtment och eng Base légale verlaangt, fir dass mer definitiv domadder ukommen. Mir sinn amgaangen, dat ze finaliséieren, dass mer dat kënnen op den Instanzewee ginn. A parallel awer schaffe mer eng Konventioun aus, déi och misst an den nächste Wochen énnerschriwwen ginn, mat dem Centre de médiation, wou et drëms geet, dass eng Coordinatrice oder e Coordinateur kann agestallt ginn am Centre de médiation, fir de Projet kënnen ze koordinéieren, wou et och drëms geet, den éischten Ekipement ze installéieren an eng Mise en place vun engem Comité de pilotage.

Dat heescht, à ce stade hu mer nach keng Demanden, fir dovunner ze profitéieren. A wat insgesamt d'Sensibilisierung dovunner ugeet, fannen ech déi genausou wichteg wéi d'Mediatiouen en général, wou mer och an enkem Kontakt si mam Centre de médiation, fir ze kucken, wéi mer dat nach kenne besser um Geriicht vermittelen. An et ass fir mech en Deel allgemeng vun der Formatioun a vun der Formation continue vun de Magistraten.

Merci villmools.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools der Madamm Justizministesch.

7.7542 - Projet de loi portant modification de la loi du 14 août 2018 autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre

Mir kéimen dann elo zum Projet de loi 7542 iwwert de LUXEOSys-Programm. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här André Bauler, den Här Dan Biancalana, den Här Fernand Kartheiser, den Här Marc Baum an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo d'Réportrice vun désem Projet de loi, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

■ **Une voix.**- Très bien!

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

■ **Mme Stéphanie Empain (dél gréng), rapportrice.**- Villmools merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech sinn haut hei, fir lech de mëndleche Rapport ze maache vum Projet de loi 7542, also deem Gesetz, wat eng Augmentatioun vum Budget fir de sougenannte LUXEOSys virgesäßt. De Gesetzestext ass relativ kuerz. Dofir gëtt de Rapport awer e bësse méi laang, well et awer hei eng Partie Punkte gëtt, déi an der Kommissiouen diskutéiert gi sinn.

Wéi mir all wëssen, geet et hei ém méi wéi eng simpel Augmentatioun vum Budget, mee eeben och ém den Historique vum Dossier, deen derzou gefouert huet, dass mir haut iwwert dës Augmentatioun schwätzen.

Als Presidentin vun der Defensekommissiou kann ech soen, dass mir eis laang mam Dossier beschäftegt hunn an zu méi wéi engere Geleeënheet eis mam Minister a sengen Experte kontinen austauschen. Allméglichek Froe konnten a si gestallt ginn, soudass d'Kommissiou vun der Defense elo prett war, fir de Projet an d'Plenière ze ginn a sech ze prononcierien. An esou sinn ech also elo hei, fir lech dëse Rapport vun deem Gesetz a vun der Aarbecht an der Kommissiou ze ginn, ouni awer drop ze verzichten, och zu engem Deel op d'Aarbecht an

der Commission de l'exécution budgétaire anzeigoen. Mir hunn am Kader vun désem Projet de loi deels am Binom geschafft, dat och relativ gutt. An dofir hu mer eis zesummen derfir entscheet, d'Ergebnisser dovunner och an dëse Rapport mat afliessen ze loossen.

Loosst mech ufänke mat deem relativ einfachen Deel vum Projet de loi. Et handelt sech hei ém e Projet, deen aus zwee Article Besteet. Deen éischten Artikel besetzt, dass de Budget vum Projet op elo e Maximum vun 309 Milliounen Euro erhéicht gëtt, dést ouni TVA, an dat Ganzt op 14 Joer. Den Artikel, dee leet och däitlech fest, wat alles an dëser Zomm enthalten ass: Dat sinn d'Acquisitioun, de Lancement an d'Exploitation vum Satellitt.

Deen zweeten Artikel, deen hält d'Modalitéité fest, wou d'Dépensi verbucht ginn: Alles wat d'Acquisition ubelaangt, leeft iwwert de Fonds d'équipement militaire, an alles wat d'Gestioun an d'Exploitation ubelaangt, leeft iwwert de Budget vun der Direction de la Défense. Dés Detailer sinn duerch en Amendment gouvernemental de 24. August derbäikomm, dést nodeems de Staatsrot op d'Nécessitét higewisen huet, fir eng kloer Distinctionen ze suergen eeben téschent den Dépenses d'investissement engersäits an den Dépenses de fonctionnement anersäits.

Wat d'Antecedente vum Projet ubelaangt: De Projet ass de 27. Mäerz 2020 an der Chamber deposéiert ginn. De 26. Mee hu mir den Avis vum Staatsrot kritt. De 24. August hu mer d'Amendements gouvernementaux ubeholl, déi dem Avis vum Staatsrot sollte gerecht ginn, an de Staatsrot sollt doropshin och wieder keng Remarke méi hunn.

De Projet ass natierlech och e puermol an der Kommissiou traitéiert ginn, mol als Jointe mat der Comexbu, mol reng an der Zesummestellung vun der Defensekommissiou. Dozou muss ee vlächt erklären, dass ganz am Ufank just d'Comexbu saiséiert war, well et jo als Alleréischt emol eng Fro vun der Exécution budgétaire war.

Den 11. Juni ass de Projet de loi dunn eng éischte Kéier an der Defensekommissiou présentéiert ginn. Duerno koumen nach zwou Réunions jointes mat der Comexbu derbäi, eng Enn Juni, fir iwwert den technesche Volet ze schwätzen, an eng den 13. Juli, fir iwwert de finanzielle Volet vum Projet ze schwätzen. Firwat do als Jointe? Ma well dat dann dee Moment Informatiounen waren, déi fir béid Kommissioune gläichermaisse relevant waren.

Duerno hu mer eis nach zweemol an der Defensekommissiou gesinn, fir Detailer ze beschwätzen, dat am Oktober an dunn nach eemol elo kierzlech, den 10. November, wou mer de Point gemaach kritt hunn, wat den Emplacement vun den Antennen ubelaangt.

Mee och d'Comexbu huet parallel un engem Rapport geschafft. An eis war et eeben, wéi ech virdru gesot hunn, wichtig, d'Konklusiounen aus deem Rapport och an eise Rapport matafléissen ze loossen. An nodeems mer déi Konklusiounen elo kritt hunn, hu mer déi dann och an dëse Rapport hei integréiert.

Elo zu deem e bësse méi komplexen Deel: Ém wat geet et am Projet? A wat sinn d'Knackpunkten hei an dësem Projet? Ech mengen, eng ganz Partie Leit heibanne kennen de Projet schonn e bësse méi laang wéi ech, well se 2018 schonn an der Chamber waren, dee Moment, wou de Projet initialement an der Chamber diskutéiert ginn ass an dunn och gestëmmt ginn ass.

Et geet wéi gesot ém de Luxembourg Earth Observation System, LUXEOSys, e Programm, dee virgesäßt, en Äerdbeobachtungssystem en place ze setzen an en dann och ze operéieren. An deem Beräich entsteet eng émmer méi grouss Demande am Beräich vun der Defense. A Lëtzebuerg huet heimadder e Beräich identifizéiert, wou mer kënnen, notamment andeems mer eng Lacune fëllen, eisen Obligationen en matière de défense nokommen, déi um Niveau vun der EU a vun der NATO gebraucht ginn: Dat si Capacitéiten um Niveau vun der Intelligence, der Surveillance an der Reconnaissance, déi mir heimadder kënnen zur Verfügung stellen.

Ze notéieren am Kader vun désem Projet ass, dass et sech heibäi net ém e Programm handelt, deen eng kommerziell Exploitatioun vun den héichopgeléiste Biller virgesäßt, well et sech hei ém e Projet handelt, dee sech um Niveau vun institutionelle Kooperatiounen mat eise Partner usidelt.

Wéi gesot, de Projet war am August 2018 schonn an der Chamber. An dës hat der Regierung dunn och dee Moment de virgesinnene Budget vun den initialen 170 Milliounen Euro hors TVA accordéiert fir d'Acquisition an den Deploement vum System.

Allerdéngs ass am weidere Verlauf vum Projet festgestallt ginn, dass de geplante Budget net géi duergoen, fir d'Gesamtkäsche vun der Exploitatioun iwwert déi gesamt Lafzäit ze decken. Effektiv huet sech erausgestallt, dass den Dossier relativ iwwerstiert an innerhalb vun immens kuerzer Zäit - mir schwätzen hei vun engem Zäitraum vu Juni

bis Dezember 2017 - opgestallt gi war. Dëst ass, soubal dést sech erauskristalliséiert huet, der Comexbu direkt vum Minister Bausch matgedeelt ginn. An d'Comexbu huet sech dem Dossier dunn och am Detail uegholl an eng Partie Leit, déi um Projekt bedeekte waren, geruff, fir Froen ze stellen a fir méi Kloerheet ze suergen.

Vu den erheeblechen Ecart téscht deem, wat d'Chamber ursprénglech als Budget présentiéiert kritt huet, an deem, wat et am Endeffekt wierklech wäert kaschten, huet de Projet natierlech musse reevaluéiert ginn, net némmen um Niveau vun der Comexbu, déi sech mam Historique vum Dossier befaasst huet, mee eeben duerno och an der Verdeedegungskommissiou, déi derfir zoustänneg ass, sech mam technesche Volet ze befaassen. Dëst alles, fir kënnen ze evaluéieren, ob sollt um Projet festgehale ginn oder eeben net.

Esou huet d'Verdeedegungskommissiou och musse festhalen, dass den initiale Projet, wéi gesot, iwwerstiert opgestallt gi war. Den Depot vum Gesetz war jo och gemaach ginn, ier d'Resultater vun der Preetüd do waren, an domadder gouf et eng ganz Rei Käschten, déi net am initiale Budget figuréiert hunn. Och war et esou, dass de Budget op Basis vun engem Rëtsch vun Hypotheesen opgestallt gi war, déi net ausräichend am Virfeld verifiéiert gi waren.

Énnert dem Stréch ass festgestallt ginn, dass de Budget net richtig definéiert gi war: Verschidden Ausgabe waren iwwerhaupt net virgesinn, anerer waren énnerschat ginn. A bei dëse Feelaschätzungen handelt et sech énner anerem ém de Budget, dee gebraucht gëtt, fir de Projet ze operéieren, dat souwuel um Niveau vum Pilotage vum Satellitt, mee och um Niveau vum Data Processing Centre a vun der allgemenger Maintenance vum System. Ze nenne sinn hei énner anerem och d'Installationen vun engem Redundance um Niveau vum Datacenter, d'Location de service beim Gestionnaire vun der Polarantenn an och d'Mise en place vu sécuriséierte Linnen, déi net budgetiséiert gi waren.

Derbäi kommen awer och Infrastrukturkäschten, déi net virgesi waren an déi awer néideg sinn, fir de Projet iwwerhaupt starten ze kënnen. Esou brauch et zum Beispill Sockelen, fir d'Antennen opzestellen. Och déi sinn elo nodréiglech mat budgetiséiert ginn.

Elo war et awer esou, dass vun deenen 170 Milliounen, déi ursprénglech virgesi waren, schonn eppes iwwer 168 Milliounen eleng fir d'Acquisition vum System opgebraucht gi sinn. Dat ass dat, wat de Kontrakt mat OHB-I esou virgesinn huet. Domadder war, wéi gesot, quasi den integrale Budget schonn opgebraucht, woubäi dëse Kontrakt eebe just d'Livräisoun vum Segment spatial a vum Segment sol an déi derzougehéiereg Assurance beinhaltet huet.

Wat des Weideren awer och nach gefeelt huet, dat war d'Gestioun vum System. Ursprénglech gouf uegholl, d'Lëtzebuerg Arméi kínt dat iwwerhuelen. Am Kloertext hätt dat bedeit, dass d'Arméi énner anerem derfir zoustänneg gewiescht wier, déi Donnéeen an Empfang ze huelen, d'Biller ausziewäerten an ze verschaffen. An dat ass dee Volet, dee mir als „Data Processing Centre“ bezeechnen.

Et ass awer esou, dass d'Arméi déi Méglechkeiten haut net huet an dass se och à court oder moyen terme net d'Méglechkeet hätt, sech déi Capacitéiten ze ginn, mat Sécherheit jiddefalls net, ier de System sollt an der Realitéit funktionéieren.

Fir also sécherzestellen, dass dëse Projet iwwerhaupt kínt an den Delaien ulafen, huet müssen no engem externe Léisung gesicht ginn. Dat schléisst net aus, dass mir elo drop hischaffen, dass mer eiser Arméi déi Capacitéiten au fur et à mesure ginn, fir dass si sech och hei an dësem wichtige Beräich ka Savoir-faire uneegnen a Karriärspektive kann ubidden. Och dat war e Punkt, deen e puermol an der Kommissiou diskutéiert ginn ass. Mee an eng eischter Phas war dat schonn eleng wéinst der Rekrutementsprozedur an der Ausbildungsdauer net méglech, soudass fir dës extern Léisung och weider Käschten ugefall sinn.

Des Weidere war ursprénglech virgesi ginn, dass LuxGovSat de Pilotage vum Satellitt géi iwwerhueilen. Och dat huet sech herno als net méglech erauskristalliséiert, soudass och fir dëse Volet, dee mer als „Mission Operating Centre“ bezeechnen, huet müssen no engem externe Léisung gesicht ginn. Egal wéi, dëse Volet war och net am Budget virgesinn. A vu dass mer och net kënnen dovun ausgoen, dass LuxGovSat dëst gratis ubeubuen hätt, wier dëse Budgetsposten esou oder esou och derbäikomm.

Da koum d'Problematik vum Emplacement vun den Antennen nach derbäi. Och dat war e Punkt, den mer relativ vill diskutéiert huet an der Kommissiou. Ursprénglech war Dikrech als Site virgesi ginn. Mee dat war, ier d'Etüd um Site vun Dikrech stattfonnt huet. Dës Etüd ass eréischt Ufank 2019 gemaach ginn an et huet sech dunn erausgestallt, dass Dikrech aus méi Ursachen net adaptéiert

heifir ass. An nieft technesche Constrainten huet hei och matgespilt, dass déi Platz, déi heifir gebraucht gi wier, eigentlech och operationell Constrainten hat, vu dass d'Arméi dës Platz fir aner Saache brauch. Mir kruten dunn erklärt, dass déi Platz gebraucht gëtt och fir Taktikübungen oder als Landeplatz fir Dronen zum Beispill.

De Punkt vum Emplacement vun den Antenne respektiv der Nécessitéit, de standert op Redu an der Belsch ze verlageren, huet an eiser Kommissiou effektiv och fir länger Diskussioune gesuergt. Duerfir huet de Ministère eis elo Ufank Oktober och eng Note explicative virgeluecht, déi all d'Punkten nach eemol opgegraff huet. Dat ass deels och technescher Natur, a fir ze versichen, et a ganz einfache Wieder ze erklären - dat war net émmer esou ganz evident, wann een net grad en Ingénieursstudium gemaach huet -. Et handelt sech hei ém eng Zort Satellitt, déi um Niveau vun den Antenne virgesäßt, dass dës dem Satellitt kennen „nogoen“. Dat heescht, si müssen och nach eng gewëssen Inclinaisoun hunn, well se müssen eng gewëssen Zäit mat deem Satellitt a Kontakt bleiwen, wärenddeems de Satellitt de passage ass. Wann dat net de Fall ass, wann dat net kann assuréiert ginn, dann ass net genuch Zäit, fir dass d'Donnéeen vum Satellitt dee Moment, wann en eebe laanschiknéint, können erofgespilt ginn.

Fir dat kënnen hei ze maachen, hätte mer relativ opwändig Infrastrukturaarbechte musse maachen. An ofgesi vun Dikrech waren dunn eeben och nach de Findel an de Site vun der SES a Betreucht gezu ginn. Mee all déi dräi Optionen hu müssen ecartéiert ginn, an d'Detailer heizou fannt Der och am schrifteleche Rapport.

Fir de Programm net och nach duerch zousätzlech Delaien a Gefor ze bréngen, ass dunn d'Optioun vu Redu zréckbehale ginn, wéi gesot, an der Belsch. Hei ginn also d'Antennen elo stationéiert an hei soll och d'Station de contrôle d'urgence hikommen. Par contre muss heizou gesot ginn, dass op d'mannst dës Entscheidung keng allze grouss Repercussions op de Budget huet an och vun engem operative Point de vue keng gréisser negativ Implikatiounen huet, vu dass mir immens gutt mat eise belsche Partner zesummeschaffen. An en plus ass et esou, dass d'European Space Agency do och Satellite stoen huet a sech domadder also och Méglechkeete fir weider Kollaboratiounen kënnen erginn.

Par contre, de Mission Operating Centre, zwee Datacentres souwéi de sougenannte Centre de traitement des images wäerten hirersäits hei zu Lëtzebuerg ugesidelt ginn.

Fir also elo kënnen mat engem zouverlässiger Estimationen bei d'Chamber zréckzekommen, huet de Verdeedegungsminister eng extern Etüd an Optrag ginn. Dës Etüd, déi op Experten am Beräich vun de Satellitten zréckgegraff huet, soll sämtlech Depenses iwwert déi gesamt Liewensdauer vum Projet berécksichtegen. Des Weider ass och op d'Expertis vun der belscher Arméi zréckgegraff ginn souwéi och op d'Expertis vun der SES.

Dës Etüd ass zur Konklusioun komm, dass eng 139 weider Milliounen néideg sinn, fir de Projet ganz zu Enn ze bréngen. Dat ass zwar nach émmer eng relativ pessimistesch Evaluatioun, mee och mengen, mir wëlle jo allegueren elo net, dass et derzou géif kommen, dass mer nach eng Kéier missten noschissen.

A genee dat ass et och elo, wouriuwer mer eis haut hei prounoncéieren. Stëmme mer fir dës Augmentationen vum Budget, fir de Projet kënnen émzesetzen? Oder soe mer, dass mer net weiderfueren, woumat mer dann déi 168 Milliounen, déi schonn engagéiert gi sinn, ausginn hätten, fir am Endeffekt awer nääscht ze hunn?

Loosst mech just vlächt nach eng Kéier kuerz erklären, wéi d'Aarbecht opgedeelt ginn ass téscht deenen zwou Kommissiouen:

Also, an der Defensekommissiou - déi huet sech halt musse prounoncéieren iwwert d'Zukunft vum Projet - ass et ém d'Detailer vum Projet gaangen, dee méi technesche Volet, d'Opportunitéit vum Projet vun engem Defense-Point-de-vue aus ginn. D'Membre aus der Defensekommissiou sollten all d'Informatiounen kréien, déi se brauchen, fir kënnen ze entscheiden, ob mir als Chamber sollen déi zousätzlech Gelder gewären, fir dass de Projet kann exekutéiert ginn, oder eeben net.



Comexbu eng aner Finalitéit hat an deemno hir Konkliusionen um Niveau vum Historique vum Dossier och net onbedéngt en direkte Lien zur Entscheidung hunn, wéi et nieft dem Opschaffe vun der Vergaangenheit eeben an Zukunft soll mam Projet weidergoen. An trotzdem, vu dass d'Comexbu an d'Commission de la Défense hei zu engem groussen Deel am Binom fonctionéiert hunn, hu mir zesummen d'Entscheedung getraff, dass déi Aarbecht aus der Comexbu och soll zu engem Deel mat an dëse Rapport afléissen, nämlech deen Deel vun de Recommandatiounen, déi ausgeschafft gi sinn.

Dës Recommandatioun géif ech duerfir och hei gären a mengem mëndleche Rapport erëmginn an ech géif och gären direkt soen, dass mir eis an der Verdeedegungskommission deene Recommandatiounen némme kënnens uschléissen.

Eis éischt Recommandatioun war et, dass an Zukunft bei esou gréissere Projeten èmmer am Virfeld ganz detailliéiert Zuele solle geliwwert ginn, fir dass d'Chamber sech e ganzt Bild vum geplangte Budget ka maachen, vum gesamte Projet.

Déi néideg Etüden, souwuel um Niveau vun der Faisabilitéit wéi och um Niveau vum Budget, müssen ofgeschloss sinn, ier d'Chamber mam Projet saiséiert géit.

Drëttens: D'Comexbu recommandéiert staark, dass d'Chamber bei grousse Projete méi en intensive Suivi vum finanzielle Volet assuréiert, dat onofhängeg vum concernéierte Ministère. Aktuell ass et jo esou, dass dat just fir de Suivi vun de Grands projets d'infrastructure geschitt, wou da reegelméisseg Representanté vu Bâtiments publics, Ponts et chaussées, CFL, Fonds Belval oder esou gesi ginn. An esou war et och de Verdeedegungsminister selwer, dee proposéiert huet, dass dës Prozedur och sollt op gréisser Defenseprojekten ausgeweit ginn.

A véiertens: Um Niveau vun der Kommunikatioun an der Koordinatioun téscht de concernéierten Acteuren um Niveau vum zoustännege Ministère an der Arméi recommandéiert d'Comexbu, dass op Régierungsniveau sollen Aarbeitsgruppe geschafte ginn, déi déi richteg Leit, also Leit mat den néidege Kompetenzen an dem néidege Rang, sollen zesummebréngen, fir esou gréisser Projeten adequat ze begleeden.

Heimadder ass mäi mëndleche Rapport zu dësem Projet de loi eigentlech ofgeschloss. Fir weider Detailer invitieréen ech lech natierlech, och de schréftleche Rapport ze consultéieren.

An domadder bleift mer awer elo nach, den Accord vun der grénger Fraktiou zu dësem Gesetzesprojet ze ginn. An deen Accord, dee gi mir, well mer zur Konkliusion komm sinn, no all deenen Informationen, déi mer elo kritt hunn, dass dëst e gudde Projet ass, deen elo och soll zu Enn gefouert ginn.

Loosst mech awer hei och nach a mengem perséinlechen Numm e puer Mercie lassginn. Fir d'éischt wollt ech Merci soen all deene Leit, déi an deene leschte Méint un dësem Projet geschafft hunn, virop dem Minister a senge Leit, déi sech net gescheit hunn, op d'Chamber duerzekommen, fir eis Députéiert iwver all d'Entwicklungen an dësem Projet a Kenntnis ze setzen, an hinnen èmmer Ried an Antwert stoungen. Ech géif awer och gären der Madamm Adehm als Presidentin vun der Comexbu Merci soe fir déi Aarbecht, déi si heiran investéiert huet, mat de Membere vun der Kommission, fir hei am demokratesche Prozess fir méi Klerheet ze surgen.

A well mir hei op voll Transparency setzen, géif ech heimadder och gären am Numm vun der Majoritéit eng Resolutioun deposéieren, well och wa mir elo all d'Informatiounen um Dësch leien hunn a kënnens en toute connaissance de cause haut eng Entscheidung fir de Suivi vum Projet treffen, esou weess ech awer, dass um Niveau vun der Comexbu weiderhin Onsécherheeten, wat den Historique ubelaangt, um Dossier bestinn.

Déi Resolutioun, déi mer deposéieren am Numm vun der Majoritéit, beseet, dass mer als Chamber e Rapport spécial bei der Cour des comptes sollen an Optrag ginn, fir un d'Aarbechte vun der Comexbu unzecknäppen.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **Mme Stéphanie Empain (déli gréng).**- D'Cour des comptes ass dat Organ, wat kompetent ass, fir de Contrôle vun der Gestion financière vum Staat ze assuréieren, a si steet der Chamber justement hei fir zur Säit. An deemno sollte mir och dorobber zréckgräffen.

Voilà, Här President, ech ginn lech d'Resolutioun of a soen lech Merci.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant l'historique du projet « LUXEOSys », notamment en ce qui concerne le coût du projet ;

- vu les conclusions du rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire relatif au projet de loi n° 7542 ;

- saluant et partageant la volonté de transparence du Gouvernement dans ce dossier et dans la planification de futurs projets ;

- considérant que la Cour des comptes est l'organe compétent pour le contrôle de la gestion financière des organes, administrations et services de l'Etat et que la Chambre des Députés peut à tout moment demander à la Cour des comptes de présenter un rapport spécial sur des domaines spécifiques de gestion financière, décide

- de demander à la Cour des comptes d'établir un rapport spécial sur la gestion financière du projet LUXEOSys et de le présenter à la Chambre des Députés.

(s.) Stéphanie Empain, André Bauler, Dan Biancalana.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Madamm Empain. Als éischte Riedner ass déi honnorabel Madamm Diane Adehm agedroen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **Mme Diane Adehm (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech an de Vif vum Sujet eraginn, wéilt ech eppes ganz kloerstellen: D'CSV steet zur NATO an d'CSV steet zu den Engagements vu Lëtzeburg géintivwer der NATO. Mee beim Vott vum zousätzleche Budget haut de Mëttig fir den Observatiounsatellit, do kënne mir beim beschte Wëllen net mat Jo stëmmen.

Dat, wat an dësem Dossier - oder sollt ech éischter soen Affär, well mir sinn net méi um Niveau vun engem Dossier hei, mir si carrement an enger Affär dran -, wat doranner geschitt ass, geet net méi op déi berüümte Kouhaut.

Ier ech richteg mam Dossier ufänken, géif ech gären op d'Lignes directrices de la défense zréckkommen, déi 2017 veréffentlecht gi sinn, an dat no jorelaangen Diskussionen mat all de concernéierten Acteuren. Ouni elo a sämtlech Detailer vun dëse Lignes directrices de la défense anzegoen, well ech och net d'Zäit hunn, fir dat ze maachen, wéilt ech awer e puer Punkten ervirsträichen, déi hëlfelen, fir déi Geschicht hei mam Militärsatellit besser ze verstoen.

Éischtens: Et gouf an deene Lignes directrices de la défense ganz kloer festgehalen, dass d'Lëtzebuerger Arméi soll aktiv sinn am Beräich vum sogenannten ISR, der Intelligenz, der Surveillance an der Reconnaissance. Dës Capacitéite vun der Arméi solle moderniséiert ginn duerch Investissementer an nei Technologien. An dëst soll am Aklang geschéie mat der traditioneller Reconnaissancemission vun der Lëtzebuerger Arméi.

Zweetens: Et soll e Pôle gouvernemental aérien um Findel geschaf ginn, well de Findel schonn deelweis fir militäresch Zwecker benotzt géit. Lëtzebuerger huet eng grouss Expertis am Fluchberäich an och am Krankentransport iwvert d'Aviation.

En drëtt Punkt: Lëtzebuerger huet e grouss Savoir-faire am Satellitteberäich. An hei ass och eis Arméi ganz aktiv an der Kommunikatioun iwver Satelliten. An dësem Zesummenhang steet och schwaarz op wäiss geschriwwen: « La défense étudiera en outre des options en vue de s'engager dans un programme d'observation spatiale. »

Et ass an de Lignes directrices de la défense des Weidere festgeschriwwen, dass den Defensebudget vum Lëtzebuerger Staat soll bis d'Jor 2020 vun 0,4 % op 0,6 % vum Bruttoinlandsprodukt eropgoen. Laut dem fréieren Defenseminister Étienne Schneider wieren dat bal 400 Milliounen Euro pro Jor.

Dës véier Punkte si wichteg, fir d'Suite vum Dossier ze verstoen. 2018 hu mer dunn den éischte Projet LUXEOSys gestëmmt. Deemoools huet den Defenseminister Étienne Schneider e Gesetzesprojet depoiséiert iwvert den Observatiounsatellit an et huet geheesch, dass an deem Dossier alles dra wier. Alles! De Reporter Marc Angel sot op der Chamberstribün, an ech zitéieren en: « An däri Zomm vun 170 Milliounen sinn och d'Frais de gestion an och d'Margen abegraff. An déi Ausgaben do sinn à charge vum Fonds d'équipement militaire. » Am schréftleche Rapport vum Marc Angel steet dat selwecht.

Eng Fiche financière gouf et bei deem Projet net. D'Argument war, dass d'Verhandlungen nach amgaang wieren an d'Fiche financière wär confidentiel. Dat huet och de Staatsrot deemoools gestiéiert. An den deemolege Spriecher vun der CSV, de Jean-Marie Halsdorf, huet um Chambersmikro gesot, dass mer amgaang wieren, eng Virwéltzt ze stëmme mat deem Observatiounsatellit, an huet vum Minister Schneider deemoools zousätzlech Informatiounen gefrot. Déi sinn awer net geliwwert ginn, well mir waren de 24. Juli 2018, also an enger vun de leschte Plenarsitzunge virun de Walen am Oktober 2018.

Firwat insistéieren ech drop, dass an deenen 170 Milliounen alles sollt dra sinn? Well genee dat de

Problem ass! Et war awer net alles an deenen 170 Milliounen dran, soss géife mir haut net hei stoen, dës Diskussion feieren an eis iwwerleeën, ob mer dann elo mussen 139 Milliounen zousätzlech stëmmen oder net.

Wou kommen déi 139 Milliounen hier? PricewaterhouseCoopers hunn eis e schéine Rapport gemach, a laut hinne géit et dräi verschidde Kategorië vun zousätzleche Käschten an dësem Projet:

Éischtens: Modification de la configuration afin d'améliorer le système, néng Milliounen Euro, dat ass d'Resilienz vum System, déi soll gestärkt ginn.

Eng zweet Kategorie, dat sinn Hypothèses de base, déi net realisabel sinn: 58,7 Milliounen. Do geet et énner anerem ém d'Antennen, déi dann awer net kënnens zu Dikrech gebaut ginn, en Data Processing Centre, e Mission Operating Centre, déi och sollten op Dikrech kommen, an natierlech nach déi ganz Exploitatioun vun den Donnéeën, déi sollt vun der Lëtzebuerger Arméi gemach ginn, wat déi jo dann och net mécht.

Eng drëtt Kategorie vu Käschte si Käschten, déi am Gesetz vum 14. August 2018 net virgesi waren: 67,1 Milliounen. Heiranner fale Maintenancekäschte vun informatesche Systemer a vun Antennen, Locatiounen vun den Antennen zu Svalbard, awer och d'Exploitatioun an d'Supervision vum LUXEOSys an dem Mission Operating Centre, deen zoustänneg ass fir d'Kontroll an d'Steierung vum Satellit. An dëst hätt solle vu LuxGovSat gemach ginn.

A schlussendlech kommen nach d'Coûts de support externe. Dat sinn awer Peanuts am ganze Chiffer, dat sinn 3,5 Milliounen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den aktuellen Defenseminister François Bausch huet am Mäerz vun dësem Joer eng dréngend Reunioun vun der Budgetskontrollkommission gefrot, well hien hätt en Dossier, wou et finanziel Schwierigkeiten géif, an hie wéilt esou séier wéi méiglech mat deem Dossier an d'Chamber kommen.

Nodeems d'Budgetskontrollkommission vun der Chamber da vum aktuellen Defenseminister François Bausch fir d'éischt informéiert gouf iwver finanziel Problemer bei der Émsetzung vum Gesetz an iwver méiglech zousätzlech Käschten, huet dës Kommission beschloss, eng ganz Partie Leit ze héieren, déi an deen Dossier implizéiert waren. An dëst gouf gemaach an der Optik fir ze verstoen, wat schifgelaß ass a wéi eng Konsequenzen en doraus kann zéie fir d'Zukunft.

Ugefaangen hu mir mam Patrick Heck, dem fréieren Direktor vun der Defense, énnert dem deemolege Minister Étienne Schneider. Och den Étienne Schneider, als fréieren Defenseminister, gouf gehéiert. Des Weidere gouf mam Kolonell Paul Nilles de fréiere Personalchef vun der Lëtzebuerger Arméi gehéiert, an och de Chef d'état-major vun der Arméi, de Generol Alain Duschène. Eise leschten Invité war den Direktor vu LuxGovSat, de Patrick Biewer.

An ech mengen, d'Reaktiounen vun den Députéerten no deenen eenzelne Kommissiouunsitzungen waren an deem Senn ganz opschlossräich. Do ass e puer mol de Saz gefall: « Mir si belu ginn! »

Ech ginn lech just ee Beispill, dat Beispill vum Här Heck: Den Oprëtt vum Här Heck war, ech muss scho soen, äusserst speziell. An hien huet d'Chamber carrement belunn. Op d'Fro hin, ob hie viru senger Ausso mam Étienne Schneider geschwatt hätt, huet hien an der Kommission „Nee“ gesot. Deen Dag drop huet hie eng Ausso revidéiert a behaupt, hie wier mat der Situation an der Chamber iwverfuerert gewiescht. Entschélllegt, den Här Heck war awer émmerhi mol eng Kéier Direktor vum Geheimdéngscht hei zu Lëtzebuerger an e war Direktor vun der Defense!

(Brouaha)

Et ass en héjé Beamten hei am Lëtzebuerger Land. Dee kann net einfach soen, eier iwverfuerert gewiescht, wann d'Chamber him e puer Froe stellt zu engem Dossier. Da muss dee Mann weinst Onverméigen zréckgestuift ginn, oder et muss ee sech wierlech Froe stellen iwver seng Capacitéiten, déi en nach huet.

(Brouaha)

Zousätzlech huet dee gudde Mann e Memorandum gi fir d'Membere vun der Budgetskontrollkommission, fir dass mer dann zousätzlech Informatiounen kréichen. An dee Memorandum, deen da just fir den interne Gebrauch geduecht war, dee war bannent kierzester Zäit integral um Internetsite vun RTL ze liessen. Méi ass an däri ganzer Saach net erauskomm. Et ware just Ongereimtheeten a kontradiktoresch Aussoe vu vir bis hadden, déi sech an de Verbatime vun all deenen Auditioenen erëmsspigelten. Ech ka se net allegueren hei opzileen, well ech géif Stonnen duerfir brauchen. Ech wéll awer just e puer Punkten eraushuelen, well déi einfach markant waren.

Ugefaange mat der Genèse vum Projet a mat OHB-I: Wéi koum dee Projet deemoools an de Wirtschaftsministère? A wéi ass et duerno weider-

gaangen? Wéi eng Roll huet HITEC an dësem Dossier gespillet? Gouf et iergendwellech Verspriechen un OHB? Wéi eng Verbindung huet bestanen zwéischen dem CEO vun OHB an dem deemolege Wirtschaftsminister Étienne Schneider? OHB ass fir den deemolege Wirtschaftsminister keen onbeschriwwent Blat. Hie war reegelméisseg a Kontakt mat hinne am Kontext vu senger Spaceming-Initiativ. Dës Firma géit also vum Wirtschaftsminister Étienne Schneider un den Defenseminister Étienne Schneider weidergeleert.

An dunn ass et eng Kéier ganz séier gaangen: Am Dezember 2017 krute si den Optrag, fir eng Viretüd ze maachen, eng Etüd, déi iwwregens, wéi de Projet de loi virgeluecht ginn ass, nach net ofgeschloss war! Déi war eréischt am Juni 2018 ofgeschloss, an am Juli ass de Projet gestëmmt ginn. An am September gouf schonn énnerschriwwen.

Et ass eng enk Verbindung, vläicht eng perséinlech Verbindung téscht dem deemolege Wirtschaftsminister an Defenseminister an dem CEO vun OHB, dem Marco Fuchs, well dee lueft den Étienne Schneider um Site vun OHB de 6. Februar 2020 explicit. Hie lueft den Étienne Schneider an den héchsten Téin an e bedauert sain Ausscheiden aus der Regierung.

Wann ee gesait, mat wéi enger Vitess dee Projet duerch sämtlech Instanze geboxt ginn ass, da stéisst et engem sauern erop! An et muss ee sech d'Fro stellen, ob hei alles selon les règles de l'art geschitt ass. Wann ee gesait, wéi d'Marché-publics-Gesetz méiglecherweis gebéit ginn ass, fir däri Firma den Zouschlag ze ginn, da kann ee mol esou much Zweifelen un der Rechtméissegkeet vun deem Marché ausseren.

Erschweierend kënnt nach derbäi, dass mir einfach keng kloer Antwerte kréien. Den Étienne Schneider verstoppt sech hannert senge Beamten, de Patrick Heck, éischt Beamten an der Defense deemoools, stellt sech entweeder domm oder en huet keng Anung vum Marché-publics-Gesetz. D'Madamm Nina Garcia schwätz vum Gewunnechtes, déi deemoools an der Defense waren, well och nodeems et e Marché-publics-Gesetz an der Defense zénter 2012 gouf - 2012! -, wier awer nach weidergeschafft gi wéi virdrun: „Jo, dat Gesetz, dat gouf et dann eeben, mee mir haten eis Gewunnechtes.“

Den Här Bausch sengersäits seet awer als jétzegen Defenseminister, d'Marchéé sollen ausgeschriwwen ginn.

Niewebäi sief bemierkt, dass et géint déi Attributioun vum Satellittebau un OHB-I zwee Recourse gouf, déi awer duerno fale gelooss gi sinn. Firwat? Kruten déi zwee Konkurrenten aner Saachen an Aussicht gestallt? Mir wéssen et net. Goufen d'Lignes directrices vun der Defense eventuell sengezäit adaptéiert, fir dëse Projet mat eranzekréien, sou wéi eng Journalistin dat an engem Interview mam aktuellen Defenseminister suggestéiert hat? Mir wéssen et net. Dat misst opgeklärt ginn.

Zweite Punkt: PwC. PwC ass vum Här Bausch beoptraagt ginn, eng Revue de programme ze maachen, Enn 2019. Firwat goufen an deem Kontext déi Häre Schneider an Heck net gehéiert? PwC seet eins: „Mir hu just op Basis vum Dossiere geschafft an et war net virgesinn, fir iergendeen ze héieren!“ Wat och émmer dat heescht.

Et muss ee sech d'Fro stellen, ob et wierlech intelligent war, fir PwC mat däri Revue de programme ze befaassen, well et stelle sech an eisen Ae verschiidde Froen. Den Här Heck erzielt eins zum Beispill, dass PwC eng Stratégie de recrutement fir d'Arméi gehollef huet ze entwickelen. Stëmmt dat? PwC ass de Wirtschaftsprüfer vun OHB SE an Däitschland. Här Minister, sidd Dir dovunner au courant? Mir stellen eins ganz kloer d'Fro, ob PwC net en Interessekonflikt huet an dat Mandat vl



fir spezifesch kënnen déi Biller do ze exploitéieren. De Gesetzesprojet, deen eischt, gouf 2018 depo-séiert, de Satellitt sollt 2022 operationell sinn, also hätt ee véier Joer gehat, fir d'Leit anzestellen an auszubilden. Et hätt een dach direkt kënnen de Profil vun de Leit ausschaffen a se rekruitéieren. Jiddwree weess jo, dass déi dote Prozedur dauer. An da mussen déi Leit nach hir Formation de base um Häreberg maachen. Dann eréischt gi se fir eng spezifesch Formatioune an d'Belsch.

Laut de Lignes directrices hätt d'Arméi sech mis-sen dës Kompetenzen uneegnen, well dat jo an de Beräich ISR fält, dee sollt ausgebaut ginn. An d'Arméi war derbäi, wéi d'Lignes directrices ausgeschafft goufen. Esouwuel de Patrick Heck wéi den Étienne Schneider sotén eis, dass d'Arméi dës Tâché sollt iwwerhuelen an dass dat och esou vir-gesi war.

De Kolonell Nilles, dee bis 2018 responsabel fir d'Personal vun der Arméi war, sot eis, dass ni rieds gaangen ass, fir zousätzlech Leit anzestelle respektiv Spezialisten anzestellen. Och den Här Beaudot seet eis, dass d'Diskussioune ronderën d'Astelle von zousätzleche Persounen émmer relatiiv flou war.

An de Generol Duschène seet eis carrement, dass hien eréischt beim Liese vum Gesetzesprojet realiséiert huet, dass d'Arméi concernéiert wier. Des Weideren huet hien eis gesot, dass d'Leit fir de LUXEOSys dann zousätzlech zu deene 45 Leit missen agetallt ginn, déi d'Arméi all Joer astellt, an déi zousätzlech Leit wieren awer nun emol am Budget pluriannuel vun der Arméi net virgesinn.

Hei stellt sech wierklech d'Fro, wie mat wiem ge-schwät respektiv net geschwät huet!

Et gëtt dach Reuniounen vum sougenannte „COCO-DEF“, do sëtz d'Defense dra grad wéi d'Arméi. Wat schwätzen déi Leit dann do mateneen, wa se net iwwert déi heiten Dossiere schwätzen? Drénke se Kaffi? E Gliesche Waasser? Et muss ee sech Fro stellen! Firwat ass näischt geschitt? Firwat huet d'Arméi sech net op d'Bee gesat an insistéiert, fir déi Leit ze kréien, déi se gebraucht huet?

Firwat huet de Minister Bausch keng Initiativ énnerholl, fir d'Leit anzestellen? Hie stellt just fest, oder eischtter gesot, hie léiss duerch PwC feststellen, an dat am Mäerz 2020, nodeems en awer schonn iwwer ee Joer Defense minister ass, dass déi Leit net do sinn. An eisen Ae gesait proaktiv Politik anescht aus!

Véierte Punkt: d'Antennen. Am urspréngleche Projet vun 2018 war jo virgesinn, dass d'Antenne sollten op den Häreberg kommen. Wéi d'Kommissioune vun der Defense eng Visitt um Häreberg uganks 2019 gemaach huet, war dat och nach esou virgesinn. Duerno sinn d'Expertie vun OHB-I an HITEC och op de Site gaangen an dunn hu si festgestallt, dass et awer net geet. Et gouf vun engem Hangar geschwät. Et gouf vu Beem geschwät. Et gouf vun engem Landepiaz fir Drone geschwät. An zu gudden Lescht gouf gesot, d'Arméi bräicht dës Platz fir aner Projeten.

Och de Site vun der SES zu Betzder gouf eréischt am Juni 2020 verworf. Am leschten Oktober si mir du gewuer ginn, dass nach am August 2020 eng Visitt um Site stattfonnt huet, mee wou dann awer festgestallt ginn ass, dass et zwar duerchaus méiglech gewiescht wier, fir d'Antennen op Betzder ze setzen, mee et wier een elo énnér Zäitrock, well et misst e Kommodo gemaach ginn an et missten héich Bétonsockele gebaut ginn. A ganz niewebäi si mer dunn och nach gewuer ginn an enger Nott, déi mer kritt hunn, dass et och emol iwwerleunge gouf, fir d'Antennen op de Findel ze setzen.

Fënnefte Punkt: d'Roll vu LuxGovSat. Am Verwaltungsrot vu LuxGovSat sätzen eng Rei Vertriebeder vum Lëtzebuerger Staat, well dës Firma deels Staat an deels SES ass. Den Étienne Schneider huet eis an der Budgetskontrollkommission Extraite vu Procès-verballe vum Verwaltungsrot virgelies, wou allkiers drasteet, dass LuxGovSat interesséiert wier, fir d'Exploitation vum Satellitt ze maachen. Dat sinn Extraite vun 2018.

Am September vun dësem Joer war de Patrick Biewer, Direkter vu LuxGovSat, bei eis an der Budgetskontrollkommission. Hie liest eis e puer méi Sätz aus deene selwechte Procès-verballe vir. An do héiere mir dann, dass eigentlech émmer han-nendrusteet: "subject to the right diligence and re-cception of the requirements from the Luxembourg Defence". An dës Requirements vun der Luxembourg Defence louchen eréischt am Hierscht 2019 vir. An dunn huet LuxGovSat festgestallt, dass si eigentlech keng Offer elo géif op deen de-taillierte Cahier des charges maachen, well si net outilléiert wieren, a souwisou wéilte si der SES, wat jo och deelweis hiert Mammenhaus wier, keng Konkurrenz maachen.

Sechste Punkt: d'Marchésgesetz. Ech hat et schonn ugeschwät: OHB-I hat den Optrag kritt, fir eng Viretüd ze maachen iwwert d'Parameteren an d'Besoine vum System an dës Etüd war nach net

ofgeschloss 2018, wéi de Projet deposéiert ginn ass. Ass et do zu enger Ausschreibung komm oder net? Esou wéi mir et verstanen hunn, ass et net wierklech zu enger Ausschreibung komm. Et koum wuel zu engem RFI, engem „request for information“. Dee gouf awer just gemaach, fir de Präsie ze drécken. A PwC soen an hirer Revue de programme just lapidar, si géife sech net zur Legalitéit vun deem Marché oder Net-Marché, oder wat och émmer ausschwätzen. Dont acte!

Den Étienne Schneider mengt dozou: „Jo, ech hu mech op meng Beamte verlooss.“ An de Beamte Patrick Heck stellt sech entweeder domm oder e weess et net. An d'Madamm Nina Garcia, émmerhi Juristin aus der Defense, kënnnt dann erém op hir „Gewunnechten“ zréck, déi et an der Defense gouf, jo, voilà: „Ier et dat Gesetz 2012 gouf iwwert d'Marchés publics an der Defense, huet een dat esou gemaach, wéi een dat fir gutt fount huet, an dunn duerno ass een eigentlech mat deene Gewun-nechte virgefuer.“

(Brouhaha et hilarité)

Jo, Dir laacht! Et ass net méi fir ze laachen an dár heiter Saach!

An da gëtt et zu all deenen inhaltleche Froen, déi ech elo opgeworf hunn, och nach aner Punkten, déi opstinn: Firwat ass de Gesetzesprojet esou séier vum Étienne Schneider virun de Walen 2018 duerch d'Chamber gedréckt ginn? D'Chamber wousst zu deem Zäitpunkt net, dass dee ganze Budget aleng némmen duerch de Bau an de Lancement vum Satellitt opgebraucht war. Am Ministère ware se sech däers awer wuel bewosst. An och de Wirtschaftsminister wousst dat. En huet d'Chamber net informéiert. Firwat? Och net am September 2018, wéi en de Vertrag mat OHB-I énnerschriwwen huet, wou scho gewosst war, dass déi 170 Milliounen net géifen duergoen. Firwat?

Zweet Kategorie Froen: Firwat ass den aktuellen Defense minister François Bausch eréischt am Mäerz 2020 mam Dossier an d'Chamber komm, ob-schonns hie schonn am Fréijoer 2019 gemierkt huet, dass et net duergeet mat de Suen? Wollt hie waarden, bis den Étienne Schneider aus der Regierung ausgetrueden ass?

An et mécht mech richteg rosen - awer wierklech richteg! -, dass den aktuelle Verdeedegungsmi-nister dëst Haus, den eischt Pouvoir, net eischtter informéiert huet. Hie wousst dat schonn esou laang am Viraus. Hi wousst, dass et mindestens 70 bis 80 Milliounen Euro méi deier géif ginn. An en huet d'Chamber annerhalte Joer laang am Don-kele gelooss. Och dat ass en handfeste Skandal a weist, wat de Minister vun der Chamber hält.

Dass de fréiere Minister net wollt virun de Walen zréck an d'Chamber kommen, kann ee sech virstellen. Mee Dir als neie Minister, Här Bausch, Dir hätt missen Tacheles schwätzen. An dat hutt Dir net gemaach! Dir hutt gewaart, bis den Här Schneider sech aus der Regierung zréckgezunn hat.

An da ginn et zwou Méiglechkeiten, firwat dass een dat esou mécht, wéi Dir et gemaach hutt: Ent-weeder Dir wollt net, dass den Här Schneider lech nach am Regierungsrat géif draschwätzen. Esou wéi beim PwC-Rapport sollt hien némmen net iwwer Är Pläng informéiert ginn. Oder Dir hutt mam Här Schneider gemeinsam Saach gemaach. Dir wollt verhënneren, dass d'Chamber him e Stréck géif draus dréien, an Dir wollt verhënneren, dass seng politesch Responsabilitéit géif engagéiert ginn. Dat, nodeems de „Macher Schneider“ schonn esou much Suen an de Sand gesat hat. Ech erënneren u Planetary Resources, Join an esou weider.

Sou oder sou, egal wéi den Dossier gelaf ass, Här Minister, och Dir sidd responsabel dofir. An da kommt Dir bei eis an d'Chamber an da wéllt Dir eis Rotschléi ginn, wat mir an der Comexbu ze maachen hunn!

Ech hu mir Ären Interview vum Mee 2020 nach eng Kéier ugelauscht. Deen ass eigentlech un Iwwer-hieflechkeet vis-à-vis vun der Chamber net méi ze iwwertreffen. Frappant ass an deem Interview, dass Dir maacht, wéi wann Dir lech guer net mat der Vergaangenheit auserneegesat hätt. All Fro, wou et ém Äre Virgänger geet a wat do am Ministère gelaf ass, gitt Der aus de Féiss. Mee der Chamber, dár gitt Der awer gutt Rotschléi!

An ech soen et nach eng Kéier: Dat hutt Dir gemaach, nodeems Dir et verpasst hutt, d'Chamber en temps utile iwwert d'Méssstänn an Årem Haus ze informéieren. An et geet sécherlech net duer, fir sech hei hanner engem Kontabilitéitsgesetz ze verstoppen an ze soen: „Ech brauch eréischt an d'Chamber ze kommen, wann de Budget opge-bräucht ass, oder kuerz virdrun, fir eng Rallonge gestëmmt ze kréien.“ Dat ass de Geck mat der Chamber gemaach! An dat ass Är Responsabilitéit, Här Bausch.

En drëtte Punkt: Et gëtt och nach aner technesch Méiglechkeete wéi e Satellitt, fir Biller vun der Äerd ze kréien. Dat sinn Dronen. Ass d'Optioune vun den Dronen analyséiert ginn, ier mer elo nach eng Kéier 139 Millioune fir de Satellitt noschéissen?

Véiert Fro: Et gëtt en Artikel vum „Lëtzebuerger Land“ vum 31. Juli 2020. Ech zitéieren: „Verteidigungsminister Bausch bestätigt dem Land, dass das Satellitenprogramm in NATO-Kreisen auf wenig Verständnis gestoßen ist und Luxemburg aktuell unter Druck steht. Die NATO erwarte vor allem, dass Luxemburg sich stärker auf terrestrische Aufklärungsarbeit konzentriert. Das heißt: mehr Truppen mit mehr Feuerkraft.“

Firwat gëtt trotzdem um Projet LUXEOSys fest-gehalten, wa mir riskiéieren, en net als NATO-Effort unerkannt ze kréien? Kënnne mer dozou eng Kloer an däitlech Ausso kréien, wannechgelift?

An dann nach eng Kéier e fënnette Punkt, d'Lignes directrices de la défense, wou erém eng Kéier vum Pôle gouvernemental aérien um Findel geschwät gëtt. Et war virgesinn, fir en Hangar ze bauen, an deem d'Militärfliegere këinte stoen an och d'Main-tenance gemaach ginn. An deen Hangar sollt och fir d'Militärmedezin benutzt ginn. Firwat ass dése Pôle aérien net geschaf ginn um Findel?

De jétsze Minister seet: „Et ass net genuch Platz do.“ Da stellen ech meng Fro anescht: Firwat huet de Mobilitéitsminister Bausch net an der viregter Regierung drop opmerksam gemaach, dass et keng Platz um Findel fir dee Pôle aérien gëtt? Firwat huet hien dës Ligne-directrice matgedroen an der Regierung? Hätt hien net missen den deemolegen Defense minister dorop hiwsen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kom-men esou lues zum Ofschloss. Ech mengen, mir sinn eis hei am Haus eens, dass esou e Fiasko wéi dësen net méi däerf virkommen. Mir sinn eis eens, dass d'Chamber muss fréizäiteg komplett an och kontinuéerlech iwwer nei Projeten informéiert ginn.

An an deem Sënn géif ech en Appell un de Minister maachen, esou séier wéi méiglech an déi zoustän-ning Chamberskommission ze kommen, fir déi aktuell ustoend an zukünfteg Projeten ze présen-téieren. Dat hutt Dir an Aussicht gestallt, et ass awer nach net geschitt.

Mir hätten och gäre weider Prezisiounen zu de Berechnunge vum Effort vun der Defense, well mir mengen, dass et do eng Partie Onkloerheete gëtt, wéi gerechent gëtt, fir op déi 400 Milliounen ze kommen. An ech mengen, mir sinn eis och hei am Haus eens, dass et kee Sënn mécht, sénnslos Suen auszeginn, just fir eisen Engagemerter vis-à-vis vun der NATO gerecht ze ginn.

D'Gesetzesinitiative musse sämtlech Käschten émfaassen. Dat gouf an der Vergaangenheit wäitgeéndst gemaach. Dat gouf och vusäite vun der Madamm Garcia confirméiert, entgéint vun den Aussöe vum Här Heck an och verschidde Mem-bere vun der LSAP-Fraktioun. Et däerf kee Flécken-teppich méi sinn!

D'Koordinatioun um Niveau vun de betraffene Gre-mie muss verbessert ginn. De Ministère, d'Arméi an d'Direction de la défense müssen Hand an Hand schaffen.

Donieft ass et awer och wichtig, dass mir eis als Chamberskommission déi néideg Moyene ginn, fir och eiser Kontrollfunktioun besser gerecht ze ginn. An duerfir géif ech en Appell an d'Chamberadmini-stratioun maache fir ze kucken, wéi Projeten am Beräich vun der Defense gemengerhand am Aus-land begleet ginn.

An ech wéilt dann awer zum Schluss nach eng Kéier kuerz eisen Nee zu dësem Projet resuméieren: Eist Vertrauen an de viregten, awer och den aktuellen Defense minister huet staark gelidden. Et sinn zwee Ministeren, déi sech géigésäiteg Schold-zouweisunge maachen, d'Direction de la défense, déi de Ball der Arméi dohisplitt, d'Arméi, déi de Ball nees zréckspillt, Beamten, déi d'Chamber riichteraus beliéien. Eventuell illegal Handlungen. Stei-gerelder, déi mir näisch, dir näisch zur Fénster erausgehäit ginn, well och dëse Projet këint even-tuell duerch den Asaz vun Dronen a seng Schranke gewise ginn.

Déi lescht Informatioune a Saachen Emplacement vun den Antenne weisen iwwregens, dass den Dossi-er nach émmer net mat dem néidege Seriö uge-paakt gëtt. Et herrscht nach wie vor net déi néideg Transparenz. Esou si mir zum Beispill als Defense-kommission, wou ech dann och d'Chance hunn, Member ze sinn, bei enger Visitt vun der NSPA (ndl: NATO Support and Procurement Agency) an engem Niewesaz gewuer ginn, dass d'NSPA even-tuell këint fir de Projet LUXEOSys Datecapacitéit zur Verfügung stellen. Vu Regierungssäit si mir dat doten net gewuer ginn. Mir hunn dat just op Nofro hi confirméiert kritt.

Och wat de Rekrutement vum Niveau vun der Arméi ugeet, huet sech näisch gedoen zénter dem Amts-untrëtt vun François Bausch.

Och eng besser Informatioune iwwer nei Projeten huet nach net stattfonnt. Et ginn zwar schéin Annoncë gemaach, mee et huet sech nach näisch gedoen.

An de Projet LuxGovSat, och en anere Projet, deen an der leschter Legislatur gestëmmt ginn ass, kann

och net un d'Versprieche vum Étienne Schneider uknäppen, well wann een d'Konte fir d'Joer 2019 kuckt, do gesäßt een, dass relativ vill Perten accumuléiert gi sinn. An do ass ze liesen, dass et wäert schwéier sinn, dës Perten opzehiewen.

Aus all deene Grénn a well mir jo dovunner aus-ginn, dass och kee Wölle besteet, an dësem Dos-sier vollémfänglech opzéklären, wäert d'CSV géint dëse Projet stëmmen.

An ech deposéieren duerfir och am Numm vun de véier Oppositounspartheie - mat der ADR, déi Lénk an de Piraten - eng Resolutioun, fir eng Enquêté-kommission ze froen, fir allegueren déi Froen, déi ech elo hei opgezielt hunn, beäntwert ze kréien, an zwar richteg an net mat Kontradiktioonen a Wi-schiwaschi-Äntworten.

Résolution 2

« Instauratior d'une commission d'enquête dans le contexte du projet LUXEOSys »

La Chambre des Députés,

- rappelant l'adoption en fin de législature dernière du projet de loi n° 7264 autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre (ci-après « projet LUXEOSys ») pour un montant total de 170.000.000 euros TVA non comprise (y inclus les frais liés à l'acquisition, le lancement et l'exploitation du satellite) ;

- rappelant dans ce contexte les affirmations du rapporteur du projet de loi n° 7264 sur les ondes de la radio 100,7 : « Ech hu gemengt, et wier alles abe-graff » ;

- renvoyant toutefois à la revue de programme com-manditée par le Ministre de la Défense et présentée à la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (ci-après la « Commission ») le 30 mars 2020, laquelle fait état d'une augmentation de l'enveloppe budgétaire de presque 140 millions d'euros, soit pratiquement le double du prix initialement prévu ;

- rappelant qu'au vu de cette explosion des coûts, la Commission a décidé d'entendre les parties en charge du dossier ;

- qu'il en est ressorti que :

· l'ancien Ministre de la Défense et l'ancien direc-teur de la Défense savaient déjà en septembre 2018 que le budget voté était insuffisant,

· l'actuel Ministre de la Défense et son directeur de la Défense en avaient connaissance au plus tard avant l'été 2019,

· qu'ils ont toutefois tardé à en informer la Commis-sion ;

· que l'audition des parties en charge du projet LUXEOSys n'a au demeurant pas permis de faire la lumière des tenants et aboutissants du dossier ;

· que pire encore, au cours des entrevues, il est apparu que les déclarations des parties prenantes n'étaient pas concordantes et même contradic-toires, notamment en ce qui concerne :

· la mise en place du segment sol, y compris les an-tennes,

· le rôle à assumer par l'Armée dans la prise en charge du projet,

· l'implication de la société LuxGovSat,



identesch sinn. De Patrick Heck seet: „Et ware Suen do a mir hu Projete gesicht fir d’NATO.“ An den Étienne Schneider seet an engem Interview op RTL: „Och wann de Projet méi deier gi wier wéi déi ursprünglech 170 Milliouen Euro, et ware jo Suen do.“

Merci fir d’Nolaschteren.

■ Plusieurs voix.- Très bien!

■ M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmools, Madamm Adehm. Nächste Riedner ass den honorebelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d’Wuert.

■ M. André Bauler (DP).- Merci, Här President. Ech wollt virop der Rapportrice fir d’éischt Merci soe fir deen dach awer ganz detaillierte Rapport, dee si hei gemaach huet iwwert dësen dach äusserst techneschen a komplizierteit, jo, verwurrelen Dossier, virun allem och dee ganze Wäerdegang vun désem Dossier, dee mer jo och énnert der Présidence vun der Madamm Adehm an der Comexbu iwwer Wochen a Méint duerchstudéiert hunn.

(Brouaha)

Léif Kolleginnen a Kollegen, et si bal 65 Joer hier, datt den éische kënschtlechen Äerdsatellitt an de Weltall geschoss gouf. Nodeems den amérikanesche President Eisenhower 1955, am Kader vun de Vibbereedunge fir dat internationaalt geophysikalesch Joer, den Uerden fir de Bau vun engem Äerdsatellitt ginn hat an d’Sowjetunioun -véier Deeg duerno eng änlech Aktioun ugekennegt hat, war d’Course zwëschent deenen zwou Weltmuechte lancéiert.

Déi westlech Welt huet net schlecht gestaut, wéi d’Sowjetunioun schonn de 4. Oktober 1957, also zwee Joer drop, de Satellitt Sputnik 1 an de Weltall geschoss huet. D’Missioun vum éische Satellitt war et fir ze beweisen, datt et méiglech ass, kënschtlech Objeten am Weltraum ze lokaliséieren.

Mam Sputnik 1 - no deem jo och d’ailleurs en neie Vaccin soll benannt sinn - huet d’Åra vun der Welt Raumfaart ugefaangen. Zanterhier kreesen zeg Satellite ronderëm d’Äerd a Planéite bezéitungweis Stäre vun der Mëllechstrooss. Ob Navigatiouns-, Observatiouns-, Kommunikatiouns- oder eebe Militärsatellitten, eleng 2.800 Satellitten oder Äerdtrabant kreesen zurzäit ronderëm eise Planéit.

Vergiesse mer net, datt Lëtzeburg Enn den 80er Joren et gepackt hat, fir sech als Satellittestandert op der Landkaart ze positionéieren. No den 1970er Joren hätt kee Mensch dat fir méiglech gehalen an och an den 80er Jore gouf et Stëmmen, déi déise Projet äusserst kritesch gesinn hunn. Enn 1988, viru bal 22 Joer also - ech ka mech nach genée un d’Biller erënneren -, ass et eiser deemoleger Regierung énnert dem Staatsminister Jacques Santer du gegleckt, vun der Weltraumstation Kourou aus e Satellitt an de Weltall ze schéissen. Dat huet vill Courage verlaangt. Eng déck Staang Sue stoung um Spill. De Risiko war also ganz héich, ma mir hate Chance an d’Aventure ass um Enn gegleckt. Haut kenne mer op eng 30-järeg Erfahrung am Beräich Satellitten zréckkucken.

Deemnächst soll dann en neie Satellitt baikommen, de militäreschen Observatiounssatellitt LUXEOSys. D’DP steet hannert den Ziler an der Noutwendegkeet vun désem Projet. De Satellitt ass e Bäitrag vu Lëtzeburg am Kader vun eiser Bedeelegung an der NATO.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Lëtzeburg ass an der NATO an an der EU Verflichtungen agaangen an d’Regierung ass och gewéllt, déi Obligationen ze erfëllen. Eist éisch Zil, bis d’Joer 2020 0,6 % vum PIB an d’NATO ze investéieren, hu mer erreecht. Elo geet et dréms, fir eist zweet Zil, bis 2023 also op 0,72 % ze kommen, och ze errechen.

Mat dem Projet Militärsatellitt kann ee ganz kloer Biller maachen a se un d’NATO oder un d’UNO weiderginn. Loosst mech ganz kuerz zwee Beispiller vum Notze vun deem Satellitt ginn: Sou kenne mer zum Beispill d’Küste besser iwwerwaachen, awer och Konflikter duerch Observatioun, duerch Beobachtunge besser antizipéieren a vläicht dozou bädron, se ze entschäferen.

Eise Bäitrag an der NATO wier och mat 0,72 % vum PIB nach kleng am Verglach zu dem Seuil vun 2 %, dee mer gesat krift hunn. Mäi Fraktionskolleg Gusty Graas huet awer schonn dacks hei op déser Tribün betount, dass déi 2 % fir eis op guer kee Fall en ustriewenswäert Zil sollte sinn. Fir Lëtzeburg ass et zimmlech illusoresch, fir dat ze errechen.

Aus de genannte Grénn wier et net gutt, wa mer dee Projet vum Militärsatellitt op hallwer Streck wuertwierlech géifen ofwiergen oder ofschéissen. Mir géifen eisen Zousoen op internationalem Plang net gerecht ginn. Mir géifen net méi als zouverlässe Partner an der NATO ugesi ginn.

Ech kommen awer net derlaanscht, fir iwwert de Finanzement vum Militärsatellitt ze schwätzen. Vill Käschten, a meng Virriednerinnen hunn dat hei betount, waren am initiale Projet, deen 2018 kuerz

virun de Wale vun der Chamber gestëmmt gouf, net opgelësch. Dat ass e Fakt an dee bedauere mer.

Mir begréissen awer, dass den aktuelle Minister, wuelgemiert Verdeedegungsminister, sech kloer derfir ausgeschwat huet, dass an Zukunft de geneé Käschtepunkt vun engem Projet vun esou engem Ausmooss vun Ufank un an engem Projet de loi opgelësch an esou komplett wéi méiglech ageschat soll, jo, muss ginn. Do däarf et an Zukunft keng zwou Meenungen dríwwer ginn. Do müssen, wéi mäi Fraktionskolleg Gusty Graas et och schonn an engem RTL-Interview ganz kuerz, mee awer treffend sot, all d’Kaarte vu vireran op den Dësch kommen.

Nieft dem Finanzement huet fir déi dräi Antenne vum Satellitt och nach müssen eng appropriéiert Platz gesicht ginn, well se net, wéi ufangs geplant, zu Dikrech um Härebierg konnten opgeriicht ginn. Och zu Betzder an um Findel wier dëst no den Etude schlussendlech awer net méiglech gewiescht. D’Rapportrice huet eis dës Tatsaach des Breeden an des Laangen - am gudde Sënn vum Wuert - erkläert. Grad wéi se eis den Hin an Hier an désem dach komplizierteit an deelweis däregen Dossier detailléiert resuméiert huet.

An der Comexbu hu mer zesummen eng ganz Rei vu Recommandatiounen ausgeschafft, déi eestëmme meg ugeholl goufen. Ech wéll op déser Platz just nach betounen, dass d’Demokratesch Partei an hir Fraktiou hei an der Chamber hannert deene Recommandatiounen stinn.

Fir meng Fraktioun ass net de Projet u sech, also per se, de Problem, mee eng mangelhaft Kommunikatioun a Koordinatioun an domat och eng feelend Transparenz. Dat muss an Zukunft verbessert ginn. Et muss deemno méi énnert den einzelne Servicer an Acteure geschwat ginn, oder vläicht, esou wéi et ausgesäit, iwwerhaapt mol geschwat ginn. Hei gouf et téscht der Arméi an dem Ministère, wéi et schéngt an no deenen Echangen, déi mer an der Comexbu haten, keen Austausch, deen awer dréngend noutwendeg gewiescht wier.

Här ... - ech muss eng Kéier hannert mech kucken, ob et eng Presidentin oder e President ass -, jo, Här President, och d’DP stellt ganz eniichter fest, dass esou muches an deem Dossier hei schigefaf ass. Och de Kolleg an Defenseexpert Gusty Graas huet scho virun engen Zäitchen um Radio Kloertext geschwatt, dass d’Députéiert hei net alles gesot krift hunn. An trotzdem stellt sech d’Fro, ob een net awer elo muss no vir kucken a sech virun allem mat de Konsequenzen auserneesetzen, déi op eis duerkommen, wann dee Projet elo géif ratschdeg ofgebrach ginn.

Da géifen déi Milliouen Euro, déi schonns investiéiert goufen, komplett an de Sand gesat ginn. Déi wieren also komplett verluer, wann dése Projet géif gestoppt ginn. Dat ka jo a kengem sengem Interessi sinn. Ech kann do némmer dem Minister Bausch zoustëmmen, deen dat och viru Wochen esou änlech an engem „Wort“-Interview erkläert huet.

An der leschter Kommissionssitzung huet de Minister selwer gemengt, et géif Sënn maachen - och wann hien der Chamber an näischt wéilt dräschwätzten -, wann d’Chamber d’Cour des comptes géif beoptragen, fir hei dach emol iwwerhaapt e Rapport spécial ze maachen. Am Numm vu menger Fraktioun plädéieren och fir dës Optioun a mir énnertstézten natierlech d’Resolutioun, déi vun der Presidentin vun der Verdeedegungskommissioun hei deposéiert ginn ass.

Aus de virdur genannten Ursache steet d’Demokratesch Partei hannert désem Projet, mee net hannerd der Manéier, wéi de Projet organisatoiresch a konzeptuell ugepaakt gouf. E Rapport spécial vun eisem Rechnungshaff kann an eisen Ae fir méi Kloerheet suergen an offeleeën, wat wou a wéini konkreet schigefaf ass, wou also deen eer oder anere Mëssel entstanen ass.

Wéi och émmer, den diskutéierten Observatiounssatellitt ass eise Bäitrag zu den Ustregungen, déi och mir an der NATO leeschte müssen, enger NATO, op där hire Schutz mir als klenkt Land besonnesch ugewise sinn.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu désem Gesetzesprojet a soe Merci fir d’Nolaschteren.

■ Plusieurs voix.- Très bien!

■ M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.- Merci och dem Här Bauler. An nächsten ageschriwene Riedner ass den Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d’Wuert.

■ M. Dan Biancalana (LSAP).- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, jo, d’Chamber huet iwwer e Projet ze bestëmmen, deen an deene leschte Méint, Wochan an Deeg vill iwwer sech schwätzte gedoen huet. An ech wéll och hei schonn direkt uganks vu menger Ried kloer ervirsträichen: An den Ae vun der LSAP ass de LUXEOSys e wichtige Projet. Däi Meenung war den ehemalige Verdeedegungsminister an där Meenung ass och de jézzege Minister.

Kloer ass fir eis natierlech, dass d’Konzeptioun an d’Budgetisatioun vum Projet suboptimal gelaf sinn. An dorauus musse mer déi richteg Léiere fir d’Zukunft zéien. An ech kommen zum Schluss vu menger Ried nach eng Kéier drop zréck.

Firwat ass et e gudden a wichtige Projet? Lëtzebuerg huet sech 2014 zu Wales dozou engagéiert, seng Defenseefforte vun 0,4 % op 0,6 % vum PIB eropzeseten a sech mételfristeg den 2 % unzenären. Och hu mer eis dozou engagéiert, 20 % vum Defenseefforte fir Investissementer ze reservéieren.

Mir huelen also hei eis Verantwortung wouer a weisen international Solidaritéit, andeems mer d’Efforte vun der NATO, mee och vun der Europäescher Unioun duerch dës nei Capacitéiten énnertstézten. Als klenkt Land mat bescheidene Mittel ass eis national Sécherheet enk mat der NATO verbonnen. An duerch dése Projet droe mir e klenken, awer wichtegen, also net onweesentlechen Deel zum Bündnis bai.

D’Haaptaufgabegebitt vun eiser Arméi vis-à-vis vun der NATO ass dat vun der Reconnaissance. A mir sinn an der Reconnaissance terrestre spezialiséiert, en Deel vum Gebitt vun der Intelligence, Surveillance a Reconnaissance, kuerz ISR.

Lëtzebuerg huet och eng ganz Rëtsch Kompetenzen a Capacitéiten am Space an a Saache Satellitten entwéckelt, sou virun allem och an der Satellittekommunikatioun, zum Beispill duerch d’SES, fir och déi hei ervirsträichen. Dësen Knowhow kenne och elo schonn a Krisesituatiounen duerch eis Arméi an den Asaz, zum Beispill am Mali, fir dëst Land net ze nennen.

Mat LUXEOSys moderniséiere mer eis also um Gebitt vum ISR a verréngere gläichzäiteg de Risiko fir déi impliziert Leit aus der Arméi. D’Moderniséierung vun eisen ISR-Capacitéiten, wou mer jo op besteeñd Capacitéiten opbaue können, ass d’ailleurs och en Haaptziel vun der Ligne-directrice vun der Defense, déi 2017 adoptéiert goufen. Mat désem Projet komme mer also engem reelle Besoin vun der Europäescher Unioun an och der NATO a Saachen ISR no, dat well et och an haitegen Zäiten émmer méi gefrot gëtt.

De LUXEOSys ass e ganz attraktive System, dee verschidde Besoinen, souwuel a militäresche wéi an zivilen Domäner, couvréiert. De Projet kann och eis Arméi duerch nei Beruffer a Perspektive méi attraktiv maachen. Och wann d’Arméi jo net méi, wéi uganks geplangt, direkt mat der Exploitatioun impliziert wäert sinn, huet de Verdeedegungsminister awer énnertstrach, dass d’Arméi mételfristeg an de Projet matabezu wäert ginn, an dat ass och némmer ze begréissen.

Finalement huet de Projet LUXEOSys awer och e Retour économique fir Lëtzebuerg, duerch d’Firma OHB-I. Sou schafft dës Firma och mat lëtzebuer-gesche Sous-traitanten zesummen, déi effektiv dann och de Spacesecteur weiderdreien.

Niewébäi, an och dat Resultat ass e Fait, schaffe mer verstärkt a verdéiven och d’Linen a Saachen Defense mat der belscher Arméi. Och déi Kooperatioun steet hei am Vierdergrond.

Dat sinn an eisen Aen eng ganz Rei positiv Punkten, dat sinn eng Rei Plus-valuen.

Här President, trotzdem wölle mer net verstoppfen, dass d’Konzeptioun vum Projet hätt kenne besser sinn, wouduerch eng Rei Nobesserungen net néideg gewiescht wären, déi natierlech och en Impact op de Budget haten.

Do ass et wichtig, fir an Zukunft Verbesserunge virzehuelen, an ech mengen, et ass och fir eis wichtig als Députéiert, eng komplett Vue op esou grouss Projeten ze henn, éier mer se stëmmen. An ech mengen, dat hu mer allegueren heibannen erkannt.

Den initiale Projet vun 2018 huet op eng Rëtsch vun Hypothese gefousst, déi hirersäits op den Donnéeë vun der Defense a vun der Arméi geomach goufen an op déi sech den deemoleger Minister beruff huet, wann et zum Beispill ém d’Implantatioun vun den Antennen, d’Operatioun vum Centre de traitement vun de Biller duerch d’Arméi oder de Contrôle an d’Steierung duerch LuxGovSat gaangen ass.

■ Une voix.- Très bien!

■ M. Dan Biancalana (LSAP).- Dat war zu deem Zäitpunkt déi beschte Optioun an den Ae vum Minister, eng Decisioun, déi vun Informationen, déi em zoudedroe goufen, gestëtzzt war. Et leien haut aner Donnéeën um Dësch, wouduerch verschidde Hypothesen net méi machbar sinn an de Projet émgeännert huet misse ginn.

De Fait, dass en cours de route Ännertungen hu misse virgeholl ginn, ass vläicht net émmer Usus. Et goufen eng Rei nei Elementer, déi zur Verfügung stoung par rapport zum éische Projet. Deemools wéi och haut hu bénid Ministeren, par analogie, op Donnéeën zréckgegraff, déi hinnen zur Verfügung

stoung respektiv stinn. A bénid Demarché si komplett novezollzéien.

Här President, d’Fakte lieien um Dësch. All déi wichteg Acteure goufe gehéiert. Et ass elo an der Verantwortung vun der Chamber fir sécherstellen, dass an Zukunft dës Prozeduren an och dës Planungsprozesser méi transparent a previsibel oflafen, fir dass mir och als Chamber e Maximum u Kloerheet henn, wa mer gréisser Projeten stëmmen.

Dofir droe mer och ganz kloer als LSAP déi Rëtsch Recommandatiounen mat, déi d’Comexbu ausgeschafft huet an déi och hei an de Rapport agefloss sinn an déi och un d’Regierung adresséiert goufen. An ech wéll hei kuerz op déi eng an op déi aner agoen:

Mir sollte sécherstellen, dass d’Etüden, déi grondleeënd Hypothesen an déi initial Käschte vun engem Projet confirméieren sollen, an Zukunft esou wäit wéi méiglech ofgeschloss sinn, éier d’Projeten hei an der Chamber op den Dësch geluecht ginn an och gestëmmt ginn. Sou kenne mer Konstellatiounen, dass nom Vott vum Projet Ännertungen néideg sinn, well grondleeënd Hypothese geännert henn, an Zukunft vermeide respektiv zumindes minimière respektiv reduzéieren.

Et ass kloer, dass ee konnex Käschte vun engem Projet net émmer am Viraus kennt. Et können nei Situationen optrieden. Et kann een dat net émmer virausgesinn, notamment wann et ém d’Acquisitionen an och ém d’Realisatioun geet.

Mir sinn och d'accord, dass d'Chamber méi generell de finanzielle Volet vu grousse Projete méi intensiv suivéiere soll a virun allem och - dat hu mer duerch déi verschidde Aussoe vun deene verschidde Acteuren, déi net émmer deckungs-gleich waren, héieren -, dass mer eng besser Kommunikatioun a Koordinatioun téschent deene verschidde Entitéit brauchen an dass dofir och, mengen ech, eng Plattform, en institutionelle Kader soll geschaf ginn, wou dës Acteuren nicht der gemeinsamer Ausaarbechtung och de Suivi vum Projet maache kenne.

Ech ginn also heimat den Accord vun der LSAP-Fraktiou, dass mer och déi Rallonge budgétaire hei vun 139 Millioune stëmmen, fir dass dése Projet ganz kloer eng Realitéit gëtt an dass mer och weiderhin international Solidaritéit weisen. A merci awer och der Rapportrice fir hire schriftelechen a mëndleche Rapport.

Ech soen lech Merci.

■ Une voix.- Très bien!

■ M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.- Merci och dem Här Biancalana. An nächsten ageschriwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d’Wuert.

■ M. Fernand Kartheiser (ADR).- Villmools merci, Här President. Ech hu leider némmer e puer Minutte fir dése ganz wichtige Sujet. Mee ech fänken un, fir der Madamm Empain Merci ze soe fir hire Rapport an der Madamm Adehm ze felicitéiere fir hire Virtrag, deen, géif ech soen, och vun eis bal ganz ka matgedroe ginn an dee mat ganz vill Expertis, Kompetenz hei virgedroe goufen.

D’ADR war deemools fir de Projet vum Satellitt aus änleche Grénn wéi d’CSV: well mir eis zu der kollektiver Verdeedegung bekennen, well mer och mengen, datt Lëtzebuerg sollt e verlässlechen Alliierten an der NATO sinn, an och well d’Argumenter, déi virgedroe goufen, deemools schonn iwwerzeegend waren.

<p



Manktum och deemoools ginn, wéi déi hei Decisioun geholl ginn ass, 2018? Oder hätte mer kënnen op aner Weeér goen? D'Madamm Adehm hat d'Dronen ernimmt. Dat ass richtege. Mee et gétt och aner Weeér wéi elo deen heiten Typ Satellitt.

An ech mengen, Här Bausch, Dir hat selwer viru Kuerzem e Message op der Websäit vun enger Lëtzbuerguer Firma hannerlooss, dat ass Kleos. Kleos, déi hunn eng aner Approche, vill méi bëllieg. Déi hunn en aneren Typ Satellitt, déi hunn aner Satellitten. Déi maachen am net optesche Beräich eng ganz effizient Opklärungsaarbecht. Déi hunn der elo véier eropgeschoss mat engem indesche Lanceur, dänesch Satellitten. Ech mengen, déi goufen an Dänemark gebaut. Déi si mat engem indesche Lanceur eropgeschoss ginn. A si plangen elo schonn un enger zweeter Well vun Nanosatellitten, Käschtepunkt ronn 12 Milliounen Euro.

An d'Fro stellt sech, wann een dat da vergläicht, och wa mer op de Wee vu Satellite ginn, fir Äerdobservatioun ze maachen, wann dat dann den Usaz soll sinn, ob deen, dee mir deemoools gewielt haten, deen eis vun der Regierung recommandéiert gouf, deemoools schonn dee richtege war oder ob net aner Optioun mat Acteuren zum Deli hei am Land oder Acteuren, déi sech an der Tëschenzäit hei am Land niddergelooss hunn, och gangbar gewiescht wären.

Drétt Element: OHB-I, och dat huet d'Madamm Adehm schonn ernimmt. Mee normalerweis hätte mer jo och iwwer ArianeSpace oder anerer kënnen esou Operatiounen maachen. An d'Fro stellt sech eeben, an och dat musse mer elo am Nachhinein kucken: Firwat OHB-I a firwat net bei der Konkurrenz? Oder firwat net deelweis aner Optiounen och studiéieren?

War de Konzept realistesches? Sou wéi en eis presentéiert gouf, war en et sécher net! Déi Iddi vum Verkaf vun de Biller huet sech och am Nachhinein als net realistesches erausgestallt. Well engersäits gétt gesot, datt déi Biller héichopléisend sinn, also och héichsensibel vum Militäreschen hier, an dann hu se awer keng Klassifikatioun! Well et ass esou: Well se keng Klassifikatioun hunn, hätte se nämlech déi Nisch an der kommerzieller Welt kënnen ausfüllen, fir datt och anerer op esou Biller kéinten zréckgräffen.

Mee dee Modell geet net! A mir hunn et och gesinn an dat hu mer och entdeckt bei den Diskussiounen a leschter Zäit, dat geet net, well och bei LuxGovSat hu mer Problemer vu Vertrauen. Et ass nun eemol esou, datt an deem do Beräich eigentlech d'Vertraue vu Militär zu Militär existéiert. An et ass ganz schwéier fir militäresch Clienten oder staatech Clienten, fir genuch Vertrauensbasis zu engem net militäresche Partner opzebauen. Dat ass net einfach. Et ass mat LuxGovSat net einfach an et ass hei am Beräich vun der Auswäertung vu militäreschen Opklärungssatellitten och net einfach.

D'Fro ass: Wéi wäit ass et dann iwwerhaapt realistesches? A bleibt d'Regierung bei deem Konzept, fir déi Biller net ze classifiéieren, déi sou bei deem LUXEOSys da sollte geholl ginn.

Et ass e bëssen eng falsch Alternativlosegkeet, déi hei opgebaut gétt. Et gétt eng ganz Rei Aspekte, wou ee sech kéint soen: „Dee Satellitt do, dee këinne mer vläicht bei anere Partner viruverwären.“

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

A mir, och wa mer am Satelliteberäich wéil bleiwen, kéinten op de Wee vun Nanosatellitten oder vun anere Satellite goen, soudatt déi finanziell Perten, wann iwwerhaapt, kéinte limitiéiert ginn. Also brauche mer eng nei Iwwerzeugungsaarbecht um Fong vum Dossier, wann d'Regierung eis wéll kredibel duerstellen, datt mer op deem do Wee sollte virugoen.

Mir hunn, wat elo den Oflaf vun der Saach ugeet, einfach mat engem schrecklechen Amateurismus hei ze di geheat. Et kann ee sech legitimmerweis froen, ob d'Regierung net hätt missen direkt och op de Wee goen an deem ganze Verlaf vum Projet, fir mat engem anere Staat zesummenzeschaffen, deen eng grouss Experienz an deem do Beräich huet. D'Amerikaner, d'Fransousen, wien och émmer, mee een, dee vun A bis Z weess, wéi d'Gestioun vun esou Satellite gemaach gétt, dat wär och e Wee gewiescht, dee kredibel gewiescht wär, amplaz datt e Ministère wéi eisen, dee ganz kleng ass a kloer net outilléiert ass, fir e Projet vun esou enger Envergure ze geréieren, datt dee sech dorunner gétt.

Mir hu jo elo gesinn, wou do d'Problemer opdauchen a mir mussen entweeder op de Wee goe vun enger vill méi intensiver Zesummenaarbecht mat eisen Alliéierten, wa mer esou Projeten hunn, oder de Ministère esou ausbauen, datt e kapabel ass, mat esou Projete besser émzegoe wéi an der Vergaangeneet. Op jidde Fall, dat wat do geschitt ass, ass einfach net kredibel, et ass net ze vertrieben. An d'Responsabilitéit vun deene Saache siche mir net bei de Beamten, mee beim Minister, bei deem Minister, deen Äre Virgänger war, Här

Bausch, awer och bei lech. Well et ass nun eemol esou, datt ee sech net kann aus d'r Verantwortung eraushuelen, wann ee Chef vun engem Ministère ass oder eeben de politesch Verantwortleche vun engem Ministère.

Géschter an der Pressekonferenz vun der Oppositioun sinn ech méi laang op d'Problemer vun dem Personal agaangen. Ech wéll just hei kuerz widderhuelen, datt et nach émmer kee Personalaopbau gétt, kee Personalkonzept, déi kredibel sinn, fir datt d'Arméi eng Kéier kann d'Auswäertung vun deene Biller iwwerhuelen. Et ass just nach eng Kéier viru Kuerzem vum Generol Thull confirméiert ginn, datt dat d'Absicht ass. Mee nach émmer si mer wäit dovun ewech, fir e konkrete Projet an deem Beräich ze hunn.

D'Antennen. Ech wéll hei och kuerz op déi Diskussioun agoen. Et ass eis erkläert ginn, d'Antenne kéinten net op den Härebierg kommen. Mir haten och do virun zwou Wochen e puer Erklärungen héieren. Ech kennen den Härebierg warscheinlech relativ gutt, och am Vergläch zu allen anere Kollegen heibannen, well ech nun emol eelef Joer Offiziéier vun der Arméi war.

(Interruption)

Ech kennen den Härebierg an ech kann lech soen: Et ass kee Problem. Mir hunn do dräi Erklärungen héieren, déi eng manner glafwierdeg wéi déi aner. Déi eng ass, et bräicht ee Plaz, fir eng Wäschanlag dohinner ze setzen. Déi aner ass d'Landeplaz fir d'Dronen; ech ginn net op d'technesch Detailer an, ech erspuren lech dat. An dat Drétt ass, et wär déi eenzeg Plaz um Härebierg, fir Taktik ze maachen. Déi dräi Erklärungen halen d'Strooss net! Et ass einfach net kredibel.

Et ass eis och gesot ginn, datt wann déi Missioun dohinner komm wär, do e puer Beem hätte missen émgehae ginn. Dat deet mir och leed, mee et kann ee se dann op enger anerer Plaz erém planzen. An et hätte misse Sockele vun zwielef Meter dohigesat ginn. An dat sinn Objektionen, déi aus engem Ministère kommen. Mat allem Respekt, Här Minister, Är Partei baut industriell Wandanlage vun 200 Meter a méi Héicht an dann ass e Sockel vun zwielef Meter fir eng Antenn fir lech op eemol e Problem! Wésst Der, näisch vun deenen do Saache kann eis iergendwéi iwwerzeegen.

D'Antenne kënnen elo op Redu kommen. Da sot Der eis, an dat ass vläicht an absolutten Zuelen oder aus der Vue vum gesamte Staatsbudget richtege, dat wär net vill. Dat sinn dann 2,5 oder 2,9 Milliouen Euro oder esou, déi dat kascht. Ech hunn trotzdem e schlechte Gefill, wésst Der. Och 2,9 Milliouen sinn e Käschtepunkt.

An ouni wéllen ze polemiséieren, ech erënnner mech hei un déi Diskussiounen, déi mer beim Adapto haten, ém Milliounebeträg an därt dote Grésstenuerndung, fir den Adapto ze reforméieren. A fir mech sinn déi 2,9 Milliouen, déi mer fir näisch ausginn, fir d'Antennen op Redu ze setzen, wou mer se hätte kënnen op den Härebierg setzen, net akzeptabel! An Äert Argument vun deenen zwou Milliouen, datt dat net géif an d'Gewiicht falen, dat akzeptéieren ech net. Mir hunn aner Projete gehat, wou déi Sue méi wéi wéllkomm gewiescht wären.

Mir hunn elo mat der Belsch eng Zesummenaarbecht fonnt, fir déi Biller ausziewäerten. Dat ass ganz gutt. Eis belsch Frénn, déi hellefen eis bei ganz villem. Dat ass eng exzellent Zesummenaarbecht. Trotzdem wier et gutt, wa mir déi eege Kapazitéite géifen opzbauen, fir dat ze maachen, fir och déi Karrière méi interessant ze maachen, fir d'Arméi méi interessant ze maachen.

Mee mi hunn en Accord belgo-luxembourgeois ofgeschloss am Oktober 2017, dat steet och an den Dokumenter. Dat ass en internationalen Accord, Här Minister, a wéi émmer froe mer lech: Wéini kréie mer dee virgeluecht, fir en ze ratifizéieren? Dir wésst, et gétt en Avis juridique, et gétt ganz wéineg Saachen, déi mer net kënnen hei ratifizéieren, déi musse geheim gehale ginn. Dir kennt dat. Dat heesch, deen Accord bilatéral, deen hätte mer gär hei, fir en ze ratifizéieren. A mir géife gär wéssen: Wat kascht dat, datt elo déi belsch Arméi dat mécht? Wén decidéiert, wéi eng Biller an Optrag gi ginn?

Ech mengen, dat hänkt jo och domat zesummen. Well mir, d'Lëtzbuerguer Arméi, hu jo elo nach net déi Kompetenzen, fir dat ze maachen. Dat heesch: Wien decidéiert, wéi eng Biller gemaach ginn, wéi se ausgebeut ginn, wéi se verwäert ginn, u wie se virugi ginn? Dat alles wäert jo wuel an deem Accord stoen. Dofir hätte mer e gär hei an der Chamber, well dat ass e wichtegen Deelaspekt vun deem ganzen Projet iwwert déi Joren, bis da schlussendlech Lëtzbuerg déi Kompetenzen huet, fir dat selwer ze maachen.

Dann de „pôle gouvernemental aérien au Findel“. Dat ass eng Saach, wésst Der, wou éischtens d'Lignes directrices sech dorop bezunn hunn - an och dat huet d'Madamm Adehm ernimmt gehat -, dat war eng Saach, déi bannent der Koalitioun an

där viregter Regierung ofgekläert ginn ass. Dat war an der Koalitioun esou ofgemaach, an da stoung et och am Koalitiounsaccord vun 2018, datt déi Pôle gouvernemental aérien soll op de Findel kommen. An da kënnnt et elo net! An do froe mir eis: Wou ass dann do de Problem? Ech mengen, wann ech elo bei der LSAP wär, da géif ech awer déi gréng froen: „Wéi trei sidd Dir zum Koalitiounsaccord?“, well dat stoung jo awer do dran.

An elo hu mer hei erheeblech Méikäschten, zum Deel, well de Pôle gouvernemental aérien op eemol net méi geet, obschonn en am Koalitiounsaccord war. Fir eis ass dat och net kredibel. Mee dat ass éischter e koalitiounsinterne Problem.

Mir wéllen als ADR, datt mir eng kredibel Defense hinn, déi vun den Alliéierten unerkannt gétt. Mir stinn därmassen énner Drock, well mer esou eng niddreg Kontributioun leeschten, datt mer princiell mat lech d'accord sinn, datt mer müssen do méi maachen, fir eis Flichten als Alliéierte kënnen ze erfëllen. Ech mengen, därt Saach kënnne mer eis net entzéien a mir wéllen eis och därt Saach net entzéien.

Awer wa mer esou vill Suen investéieren, da musse mer dat op eng seriö Manéier maachen. Mir müssen eng reell Plus-value hinn. Et muss eng Saach sinn, déi eisem Land notzt. Et muss probéiert ginn, d'Arméi doduerch ze revaloriséieren. Et muss probéiert ginn, och ekonomesch, datt et am Virdeel vum Land ass. Et muss een, kuerz gesot, eng responsabel Gestioun maache vun dësem Dossier. Et däerf een net amateuristesch virgoen. Et muss ee kucken, datt de Ministère esou opgebaut ass, datt e seng Aarbecht kann erfëllen. Dat schélele mer all deene Leit, déi Steiere bezuelen, fir esou een Dossier ze maachen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** Merci villmoos, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Baum (déli Léenk).** Merci, Här President. Wat alles bei deem Projet Militärsatellitt schifgelaß ass, datt ass virdru vu verschidde Virridner schonn ausféierlech an och ganz gutt debattéiert ginn. Duerfir wéll ech och elo hei op dëser Plaz net méi laang dorobber agoen. Mir menge souwisso, datt mer nach keng Konklusiounen zéie kënnen, well mer nach net genuch Elementer hinn. A genau dowéinst brauche mer och eng Enquêtekommissioun, déi déi Kontradiktioniounen, déi an deem Dossier bestinn, wierklich opkläre kann an och ka Konklusiounen zéien, politesch Konklusiounen. An dat kann e Rapport vun der Cour des comptes mat Sécherheet net!

Här President, fir eis war am Summer 2018 de Kaf vun engem Spionagesatellitt fir 170 Millioune komplett absurd an onnétz. Duerfir hu mer och deemoools als eenzeg am Parlament vertrueder Partei dergéint gestëmmt. Émsou méi absurd an onnétz ass et fir eis, elo nach eng Kéier 140 Milliouen dropzeleeën. An ech mengen, do muss een awer soen, datt ee vläicht Grésstenuerndungen hierstell.

An der Wunnengskris, an därt mer am Moment sinn, huet de Fonds du logement e Joresbudget vun 170 Milliouen. Hei verpolfere mer 309 Milliouen fir eppes, wat an eisen Aen onnétz an absurd ass, an dat ass den eigentleche Skandal, onofhängig dovunner, datt dee Projet katastrophal geréiert gouf.

Wat eis bei därt ganzer Saach awer am meeschte wonnert, ass, datt sech esou vill gewonnert gétt. Well dëse Projet spiltt sech, wéi och all anere Militäuprojet, an engem ganz ongesonden Émfeld of, dat carrement predestinéiert ass, fir Steiergelder ze verbëtzen.

Well bei all aner Investitioun vum Staat gétt fir d'éischt e konkreté Besoin festgestallt, zum Beispiel: Mir brauchen an enger bestëmpter Region e Lycée oder en neit Spidol oder mir brauchen nei Zuchinfrastrukturen et cetera. Fir d'éischt gétt e Besoin festgestallt, da gétt e Projet geplant, da gétt e chiffréiert, et ginn Etude gemaach an da gétt gekuckt, wou een an der Staatskeess de Budget zsummekritt, fir kënnen dee Projet ze réalisieren.

Bei der Defense ass et émgekéiert. Do gétt et fir d'éischt de Budget an duerno gétt gekuckt, wat een da mat deene Sue maache soll. An dat feiert dann dozou, datt net op genee artikuléiert Besoinen hisgeschafft gétt, well et jo kee wierkliche Besoin gétt, mee datt et méi oder manner der Kreativitéit vum jeeweilege Minister iwwerlooss ass, wéi een déi 400 Milliouen Euro pro Joer iwwerhaapt lasséiert. An dat wéssen d'Entreprises och!

Déi privat Acteure wéissen natierlech, datt d'Regierung sech muss riseg Ausgaben aus de Fangere suckelen. An am Land vun de kuerze Weeér hunn déi natierlech Interessi dorunner, der Kreativitéit vum jeeweilege Minister op d'Spréng ze hellefen. An ech zitéieren hei den ehemolege Verteidigungsminister Étienne Schneider am Projet vum

Rapport vun der Comexbu, wou e gesot huet: „Ma déi“, also déi privat Acteure, „déi liese jo och d'Zeitung. Déi hu jo och matkritt, datt mer zu Wales eis engagéiert hunn, anstatt 80, 90 Milliouen an Zukunft 400 Milliouen d'Joer auszeginn. An da wären et schlechte Geschäftsléit, wa se net op d'lddi kíemen ze soen: „Elo hellefe mer deem awer emol, déi Suen auszeginn.“ Voilà!“ Zitat um Enn.

Voilà, da kommen esou hallefgar Projeten dobäi eraus, déi kee Mensch brauch a fir déi d'Autoritéité manifestement net déi néideg Expertis an och net déi néideg Kompetenz hinn.

Här President, déi Affär hei ronderém de Spionagesatellitt ass just e Symptom vun engem Problem, dee sain Ursprong op deem onsäglechen NATO-Sommet 2014 zu Wales huet, wou deemoools eng nei Oprëschungsspiral decidéiert gouf. Datt mir als Léenk der NATO hir Existenzberechtigung ofschwätzen, dorobber brauch ech net méi ze insitéieren, mee d'Absurditéit vun deem Club gétt mat senger reng quantitativer Approche nach eng Kéier zousätzlech op d'Spëtz gedriwwen. Och wann et deelweis Planungsprozesser ginn, heescht et gross modo einfach: „Léif Staatscheffen, Dir musst méi Suen ausginn an alles gétt gutt.“ Ma d'Resultat ass dann dat dothen, net nméen hei zu Lëtzburg, mee e bëssen iwwerall.

An och do nach eng Kéier, den Étienne Schneider huet et selwer gesot an der Kommissioun, och erém en Zitat: „Et ass keen, deen iergende Waffesystem sech liwwere gelooss huet, deen am Präis war.“ Dat ass Politik, dat ass d'Realitéit an deem dote Beräich! A wie profitéiert dann dovunner? Ma et ass kee Geheimnis, datt d'USA an déi grouss EU-Länner déi aner NATO-Membere virun allem dowéinst zu méi héije Militärausbagen drängen, well se sech massiv Opträg fir ir Rüstungsindustrie erhoffen.

Wéi d'Geschicht jo och androcksvoll bewisen huet, spilleen an deem Beräich d'Interessie vum Kapital émmer eng grouss Roll. A fir dat vis-à-vis vun der Bevölkerung ze rechtferlegen, erfénn oder exageréiert d'NATO da stänneg nei Bedroungspotenzialer, fir datt och némme keen op d'lddi kënnnt, dat dothen a Fro ze stellen. An esou fléissen dann iwwerall nei Milliarden an d'Rüstungsindustrie an an d'Täsche vun hiren Aktionären.

Mee filzt sech duerfir iergendeen an Europa méi sécher? An déi Fro misst ee sech jo awer och am nationale Kontext stellen. Mécht dëse Satellitt eist Land méi sécher? Well dat ass jo awer dat, wat zu mindest an der Theorie d'Aufgab vun der Defense misst sinn.

Et ass émmer erém erstaunlech, wéi wéineg sech mat der Fro beschäftegt gétt, wat da schlussendlech mat deem Krichsmaterial gemaach gétt, dat d'Regierung sech wéll uschafen. Dat, wat eis jo eigentlech sollt interresséieren, ass d'Exploitatioun, déi schlussendlech mat dësem Satellitt gemaach gétt. Wat ass d'Finalitéit dovunner?

Deen heite Satellitt soll kënnne Biller mat enger ganz héijer Opléisung schéissen, et ass virdru scho gesot ginn: manner wéi 50 Zentimeter, vun egal wéi enger Plaz op der Welt. Mee wéi eng Objete ginn dann do fotograféiert an a wéi engem Kontext? Wie kritt déi Biller a wat maachen déijéineg schlussendlech domat? An do, muss ech soen, sinn d'Informatiounen awer ganz spärlech geséit: Am éisichts Projet ass nach gesot ginn, en Deel vun de Biller géif u privat Firme verkäfft ginn. Dovunner schéngt elo mëttlerweil keng Ried méi ze sinn. De Minister Bausch huet eis an der Kommissioun erkläert, datt d'Biller ausschlisslech am Kader vu Kooperatiounsaccorden téschent Regierungen oder awer mat Institutione wéi der NATO oder der UNO géifen ausgetosch ginn.

Ech gi jo net dovunner aus, datt mir als Députéiert jeemo



kaschte wäert, zumindest Stand haut. Et weess ee jo net, wat nach wäert derbäikommen. Et muss een och soen, déi 309 Milliounen, déi sinn hors TVA. Den Ursprong vun deene Méikáschten ass net opgekläert. D'Plus-value fir eis Arméi ass méi wéi zweifelhaft an d'Finalitéit an d'Utilisation vun deem Satellitt sinn total am Onkloren. Derbäi kënnt, datt de lëtzebuergesche Satelliteprogramm bei der NATO, sou gëtt zumindest de Minister Bausch an engem Artikel vum „Land“ zitiert - d'Madamm Adehm huet en och schonn ernimmt -, op wéineg Verständnis stéisst.

An do soen ech mer: Do bäßt sech jo dann awer d'Kaz an de Schwanz. Wa mer soen, datt mer mussen eis Ausgaben am Militärberäich an d'Lucht setze wéinst der NATO, an duerfir maache mer dann esou Acquisitioone wéi déi heiten, an d'NATO seet dann: „Jo, mee dat ass awer net, wat mir eis dorënner virstellen, oder dat, wat mir wünschen“, da muss ee soen, mee dann ass dat awer en Argument, wou ee wierklech d'Finalitéit vun deem Ganzen a Senn an Zweck dovu kann a Fro stellen.

Här President, Dir erant et: Mir kënne wierklech net novollzéien, wéi een dëse Projet gudde Gewëssens matstëmmme kann. Mir wäerten et op alle Fall net maachen. Merci.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Marc Baum. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Här President, leif Kolleginnen a Kolleegen, ech hu bei dëser Diskusioon ee grousse Virdeel géintiwwer menge Virriedner, vläicht mat der Ausnam vum Här Baum, well d'Piraten, wéi Der wësst, 2018 net mat fir dëse Projet gestëmmt hunn, well mer dee Moment nach net Deel vun dësem héijen Haus waren.

(*Interruption*)

Verschiddener heibanne géife sech warscheinlech haut wënschen, dass se net missten erklären, firwat si fir esou e Projet gestëmmt hunn, obwuel, an dat wéll ech hei ganz kloer soen, d'Chamber net schold drun ass, datt d'Finanzierung vun dësem Projet esou kolossal aus dem Rudder gelaf ass. D'Verantwortung fir dëse Projet an déi domat a mengen Ae verlueren 309 Milliounen Euro läit ganz kloer bei der Regierung.

Jo, et war dem Här Schneider säi Projet. A jo, den Här Schneider ass haut net méi do. Mee dat spilt keng Roll. Et ass hei ze einfach fir ze soen, datt dést alles eleng dem Här Schneider seng Responsabilität gewiescht wier. Eng Regierung ass eng Ekipp, eng Ekipp vu Spiller, déi sech all Woch, normalerweis freides, tréfft an dann u sech och misst wëssen, wat déi aner Spiller esou dreiven. Just well ee Spiller aus dem Veräin austréit oder en Transfer vun d'Privatwirtschaft mécht, heesch dat net, datt déi aner net weiderspillen.

Wéinst „manque de temps et de ressources“, esou steet et am Rapport (veuillez lire: esou steet et am Exposé des motifs), wier et 2018 zu engem Feeler komm, e Feeler, deen de Steierzueler läppesch zusätzlech 139 net Euro, mee Milliounen Euro kascht! 139 Milliounen Euro, dat ass genuch, fir de Mindestloun fir 3.860 Leit während engem Joer mat alle Chargen ze bezuelen. Stellt lech emol vir, wat een domat maache kéint. Dat ass, wéi de Marc Baum et richtig sot, e gudde Batz vum Budget fir soziale Wunnengsbau. Wat kéint een némme maachen an Domänen, wou et Krise ginn: Logementskris, Sozialkris ..., a Klimakris, soyons fous! Et kéint een also wierklech eppes mat deenen 139 Millioune maachen. A wat maache mir? Ma mir schécke se hannert 170 anere Milliounen an d'Stären!

Verbessert mech, wann ech falsch leien, mee et ass jo awer keen, deen an der Regierung en Zäitplang virgeluecht krtt ausser deem, deen d'Regierung sech selwer ginn huet. Also de „manque de temps et de ressources“ ass e selbstverschélte Feeler. Fir bei de Sportsmetapheren ze bleiwen: e Selbstgoal.

All anere Projet de loi, deen an dësem héijen Haus virgeluecht gëtt, soll ausgeschafft, ausgerechent an iwverpréift sinn. Firwat gouf dat bei dësem Projet verpasst? Aus deem ganz einfache Grond vläicht, well d'Regierung gefaart hat, si hätt keng Zäit méi. Et war vläicht schonn déi 91. Minutt an et hat ee vläicht d'Impressioun, datt ee sech net géif iwvert d'Nospillzäit erausretten an datt déi nächst Legislatur eng aner Ekipp um Terrain géif stoen. Si huet gefaart, datt d'Wielerinnen an d'Wieler hinne keng zweete Kéier hiert Vertrauen ausspriechen. Also amplaz ofzewearden an dësem Projet déi néideg Zäit ze loessen, gouf mat der Briechstaang en Text ofgestëmmt, deen esou net hätt däerde gestëmmt ginn.

Deemoools gouf gesot, d'Arméi hätt deen néidegen Knowhow schonn opgebaut. „Ee Projet, dee sech 100%eg areit an d'Kompetenze vun der Lëtzebuerger Arméi“, Zitat Étienne Schneider Juli 2018. D'Arméi wier am ISR-Beräich ausgebilt an duerfir géif dëse Projet gutt bei si passen.

Haut steet fest, d'Arméi kann och mëttelfristeg net déi Leit ausbilden, fir mat dem Satellitt émzegoen. An dat ass némme ee Facteur, wou sech verkalkuliéiert a verplangt gouf. Net némme war an ass d'Arméi net prett, fir mam Satellitt émzegoen, d'Antennen hätten och net op den Häreberg gepasst.

D'Infrastrukture fir d'Biller vum Satellitt ze empfanke müssen op enger gescherter Plaz énnerbruecke ginn, duerfir fält och all anere Standuert hei am Land dann an d'Waasser. Duerfir müssen d'Infrastruktur an d'Bedreiwung elo vun de belschen Noperen iwwerholl ginn. Et gouf einfach net mat den Acteuren um Terrain geschwatt. Och mat engem virleefge Rapport vun der Budgetskontrollkommissiou, dee bal 150 Säite laang ass, si mer eis emol nach net sécher, ob net nach méi an dësem Dossier schiglaf ass.

Et kéint een elo soen, a verschiddener vu menge Virriedner hunn et gemaach, datt et besser ass, fir elo nach eng Kéier 139 Milliounen dranzestiechen, well soss déi 170 Milliounen, déi mer schonn investéiert hunn, herno komplett fir náisch waren. Also leeé mer elo nach eemol méi wéi dräi Véierel vum Kafpräis drop an der Hoffnung, datt elo alles klappt? Well souguer wa mer mat deenen 309 Milliounen averstane wären, wie seet dann, datt et dobäi bleift? Soen eis dat déi námmlecht Consultanten, déi mer elo hu misse froen, fir dat Ganzt ze decortuéieren, wat bei dár eischté Kéier schifgaangen ass, wéinst engem „manque de temps et de ressources“.

Ben, eppes kann ee soen: E „manque de temps et de ressources“ kann dës Kéier net d'Excuse sinn, well d'Oppositioun huet drop insistéiert, datt mer hei souguer nach méi laang géifen driwwer diskutéieren. A wann et herno erém géif dozou kommen, datt et e „manque de temps et de ressources“ wär, da wär dat deen zweete Selbstgoal vun der Regierung. Da géif et 2:0 stoen.

Mir wëssen awer och nach émmer net mat Sécherheet, wat wou wéi genau schifgaangen ass. Well et an de Gespréicher mat de Leit um Terrain deels zu ganz widderspréchlechen Aussoe koum, kenne mer net garantéieren, datt an dësem Projet net nach méi Problemer optauchen.

Duerfir fuerderen d'Piraten mat deenen aneren Oppositiounsparteien, datt d'Chamber eng Enquêtekommissiou zouléisst. Némme wa mer verstinn, wat hei alles schifgaangen ass, kenne mer sécher sinn, dass mer an zwee Joer net nach eemol op därl wechter Plaz stinn an de Staat net nach eemol Sue fir e Satellitt hiergött.

D'Regierung huet hei vill Vertraue verspillt. A mir Piraten sinn net dovun iwwerzeugt, datt dat heiten déi lescht Finanzsprétz fir Satellitten ass, well: Dëse Satellitt huet eng Liewendsauer vun zéng Joer. D'Arméi geet dovunner aus, datt se fénneff bis zéng Joer brauch, fir déi néideg Capacitéiten intern opzebauen. Dat heesch, mir hunn elo e Choix. Entweeder mir soen der Arméi: „Baut déi Ressourcen op!“ An da soe mer domadder implizitt: „Majo, da baue mer och nach en neie Satellitt duerno, an da kascht dat eeben dat, wat et kascht.“ Mir gesi jo, wat et kascht. Oder mir soen: „Nee, mir hunn elo agesinn, datt eis Arméi wierklech net mat Satellitte kann. An da schéisse mer elo e Satellitt an d'Stären, fir an zéng Joer dee Satellitt net méi ze brauchen, en net méi kënnen ze brauchen, well en dann náisch méi liwwerti“

Den Här Angel sot deemoools: „De Satelliteprojet passt gutt bei Lëtzebuerg“, well mer, ech zitéieren, „ee grousse Savoir-faire“ hätten a well dëse Projet eis eng - nach eng Kéier Zitat - „grouss Visibilitéit am Ausland“ géif ginn. Also de „Savoir-faire“ hu mer, fir Geld an d'Stären ze schéissen! D'grouss Visibilitéit am Ausland“, bon, ech hat geduecht, de Projet sollt eis eng grouss Visibilitéit „op“ d'Ausland ginn, mee vläicht hunn ech et och falsch verstanen, an de Satellitt soll Fotoe vu sech selwer maachen.

Ganz éierlech, leif Kolleginnen a Kolleegen, et war e schéinen Dram: den Dram vun engem Militärprojet, mat deem mer eise Verflichtungen als Member vun der NATO nokomm wieren a mat deem mer nach e groussen - ech zitéieren erém - „retour économique“ gehat hätten. Den Dram, datt mer d'Biller vum Satellitt hätte kenne verkafen an esou en Deel vun de Káschten zréckkriten. D'Realitéit, dat musse mer all agesinn, elo wou mer mat engem décké Kapp moies erwächsen, war an ass eng ganz aner.

Här President, leif Kolleginnen a Kolleegen, dëse Projet, deen hätt sollen ee vun dëser Regierung hire grousse Prestigeprojet ginn, wäert an d'Geschicht agoen als ee vun hire gréisssten Echecken. „Wie mengt, domat géif et duergoen, deen iert“, sot den Här Baum viru méi wéi zwee Joer. A wéi Recht e sollt hunn! Ech mengen, dat war em deemoools selwer emol nach net esou ganz bewosst.

Mir mussen agesinn, datt de Projet vun engem Satellitt net méi drobar ass, an ophalen, de Steierzueler hiert Geld muttwölleg weider zur Fénster erauszeupuchen. A wat déi schonn engagéiert Káschte sinn: Jo, mir hunn e Slot, fir e Satellitt an

de Weltall ze schéissen. Wann et stëmmt, wat d'Regierung eis erzielt huet, datt et do esou eng grouss Demande no deene Slotte gëtt, fanne mer sécher een, deen dee keeft.

Mir hunn en Engagement fir zwou Antennen. Wann et stëmmt, wat d'Regierung eis erzielt huet, an et géif e Mangel un esou Antennecapacitéite ginn, well mer déi och net um fräie Marché kéinte kafen, ma da kenne mer sécher een um fräie Marché fanen, fir deem dí Antennen zu engem vläicht méi bëllege Präis weiderzeverkafen.

A mir hu Sue fir e Satellitt ausginn. Ma wann et esou eng grouss Demande dobausse gëtt, fir esou e Satellitt ze bedreien, da fénnent sech sécher och een, deen eis dee Satellitt géif ofkafen.

Dat heesch, amplaz hei ze behaapten, mir géifen 170 Milliounen zur Fénster erauspuchen, wa mer dee Projet hei net géife verlängeren, sollte mer eis vläicht d'Fro stellen, wéi mer 170 Milliounen erém kenneen erakréien, andeem mer de Kréppeng verschierbelan domadder den Defizit esou kleng wéi méiglech halen. Well mir sinn hei net an enger Kris, mir sinn an enger Sammlung vu Krisen, an do kënnt et op all Euro un! An éier mer hei dovu schwätzen, 139 Milliounen nozeschéissen an domadder 309 Milliounen an de Sand, pardon, an d'Stären ze setzen, sollte mer vläicht kucken, wéi mer de Leit um Terrain hëllefend, an dat direkt, an net als Éischt an d'Stäre kucken.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Ganz gutt!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Verdeedegungsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- Merci, Här President, fir d'Wuert. Merci och allen Députéierte fir hir Beiträig, och wann et bei Verschiedenen haapsächlich zum Schluss, e bësselchen ... Effektiv, ech hu bal d'Stäre gesi bei därl Interventioun, mee et hat eigentlech a groussen Deeler net méi esou schrecklech vill mam Projet ze dinn. Ech kommen nach dorobber ze schwätzen.

Ech muss lech soen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn eigentlech e bësse perplex. Ech si perplex iwwer ...

■ **Une voix.**- Ma mir och!

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- ... virun allem déi Interventiounen, déi hei gemaach gi vun der Oppositioun. Net, well d'Oppositioun natierlech gär Transparenz a Kloerheet hätt an deem Dossier. Déi wéll jiddwereen an dat fannen och absolut berechtegt, zemoools fir d'Oppositioun, mee d'Parlament am Generellen, datt se déi verlaagt.

Mee ech si perplex iwwert den Toun, ech si perplex iwwert d'Aggressivitéit, déi hei un den Dag geluecht ginn ass, ech si perplex, verwonnt, well dat an deene leschte Méint eigentlech net de Fall war, zénter datt mer an der Kommissiou - ob et an der Comexbu war oder och an der Defensekommissiou - Stonnen a Stonnen iwwert de Projet diskutéiert hunn, Tonnen Dokumenter hannerluecht hunn.

Ech sinn eigentlech e Fervent vun der Direktiwwerdroung vun de Kommissiouunsätzungen an de Public.

(Interruptions)

Jo, et kënnt heiansdo vir, datt een an der Oppositioun därl námmlechter Meenung ass wéi e Member vun der Regierung. Dat kann duerchaus virkommen.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Awer net all Kéier!

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- Mee ech war nach émmer der Meenung, datt dat wichteg wär. An hei hunn ech am Fong e gutt Beispill geliwwert.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dat ass der Chamber hir Fro, net der Regierung hir!

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- Här President, ech hunn den Députéierte ganz attentif nogelauscht während bal zwou Stonnen. Ech wär vrou, wa se sech elo géifen esou wäit beméien, mir och nozelauschteren! An duerno kenne se sech selbstverständliche d'Wuert froen - Parole après ministre -, an ech hunn Zäit, da kenne mer nach bis zwielef Auer hei weiderdiskutéieren. Dir hutt zwar némme Modell 1 gewielt als Chamber, mee ech hu kee Problem domadder. Ech wär elo vrou, wann ech meng Afseierungen normal, disziplinéiert kéint weiderférien an net dauernd géif énnerbrach ginn. Well ech hunn d'Députéiert och net énnerbrach!

Wéi gesot: Ech sinn e Fervent vun der Iwwerdroung an dat heiten huet mer e gutt Beispill ginn. Well ech kann lech soen: Deen Toun an dat, wat hei elo gesot ginn ass, dat war guer net de Fall an der Kommissiou! An der Kommissiou si vill Froe gestalt ginn - sachlech, roueg. Ech sinn als Minister souguer oft gelueft ginn an ech krut mindestens 100-mol Merci gesot, well ech esou transparent

wär an d'Dokumenter géif hannerleeën. Mee natierlech, dat kritt ee jo net mat. An ech kann och verstoen, datt ee elo an Narrativ haut brauch, fir den Dossier ofzeschléissen. An den Narrativ mécht, datt een dat natierlech muss zu enger Affär héichschaukelen, well soss passt dee Narrativ jo net no baussen. Dat ass jo da warscheinlech de Grond, firwat dat esou gemaach ginn ass.

Mee bon, soit! Ech kann domadder lieuen an ech wéll och direkt soen: Mir ass et an deene ganze Méint, wou mer elo an deenen eenzelne Kommissiouen diskutéiert hunn, iwwerhaapt net drëms gaangen, fir Scholdzouweisungen ze maachen. An et ass mir och guer net drëms gaangen, fir meng eege Responsabilitéit, déi ech während zwee Joer hat - de 4. Dezember sinn ech genau zwee Joer Defensemester -, vu mer ze weisen.

An ech wollt och soen: All déi Saachen, déi ech do bei d'Kommissiouen bruecht hunn, déi Dokumenter, déi Notten, déi mer viruginn hunn, dat hu mer net gemaach, fir Scholdzouweisungen ze maachen. Dat hu mer gemaach, well mer wollten erausfanen: Wéi ass dat gelaf an der Vergaangenheit, wéi ass deen Dossier evoluéiert a firwat sinn déi Schwierigkeiten do kom?

A wann da gesot gëtt, dat wär bal Arroganz, ech hätt d'Kommissiouen ze spéit informéiert ... Ech wéll der Madamm Adehm an och allen aneren Députéierte vun der Oppositioun soen: Ech sinn am Dezember 2018 Defensemester François Bausch, wann een da rechent, råsonabeler Weis war et Januar 2019, ier ech en marche war - fir datt mer dann och wëssen, wou mer an de Joren dru sinn. Wann et esou wär, wéi Dir behaapt, datt ech annerhalte Joer gewaart hätt, ier ech d'Kommissiouen informéiert hätt, dann hätt ech d'Kommissiouen eréisch am Summer 2020 informéiert. Or, ech hunn awer ufangs des Joers 2020 scho gefrot, fir an d'Kommissiouen ze kommen!

Firwat hunn ech eréisch ufangs 2020 an net am Summer 2019 gefrot? Ma am Summer 2019 huet sech effektiv erausgestallt, datt mam Budget Schwierigkeiten kéint opkommen, mee ech hat nach keen Iwwerbleck. An et war mer natierlech wichteg, fir d'éischt emol mat engem externe Consultant zesummen Uerdnung an den Dossier ze kreien an ze kucken: Wou wäerte mer dann herno landen?

An ech muss och soen, an der Pressekonferenz kréien ech dann op dár enger Säit gesot, ech wär ze spéit an d'Kommissiouen komm, fir se ze informéieren. An da gëtt awer gläichzäiteg gesot, do hätt ech vun 180 Millioune geschwatt an elo wären et awer némme 139 Milliounen, déi missten nogestëmmt ginn, wat eigentlech de Beleeg ass, datt et mer drëms gaangen ass, datt ech der Kommissiouen awer hallefwegs eppes iwwert den Historique an iwwert de Verlauf vum Dossier kéint virleeën, wat dann och kéint dozou féieren, datt mer an der Kommissiouen kréinten dorriwwer diskutéieren.

Ech hätt lech am Summer 2019 natierlech kenne soen: „Ech hunn do sch



téierte war, laang an der Budgetskontrollkommission war an oft esou Rapporte gekuckt hunn, och oft Rapporte gefrot hunn an oft Reporter bei esou Froe war. A well ech weess, wéi d'Chamber fonctionéiert.

Dat war éischer de Contraire: Dat war aus Respekt virun der Chamber, datt ech gesot hunn, datt ech eigentlech net kéint verstoën, datt déi Instrumenter, déi d'Chamber huet, net géife genotzt gi fir ze kucken, dann ze verifiéieren, ob dat, wat ech der Chamber géif soen, herno och wierklech géif stëmmen, a wéi de Verlaf wierklech war.

Duerfir: Fir mer do e Reproche ze maachen, bon, wann Der dat mengt, Dir hutt dee gemacht. Mee ech soen lech just nach eng Kéier: Am Januar 2019 hunn ech, wéi gesot, ugefaangen. Am Summer 2019, sechs Méint duerno, hunn ech festgestallt, wou d'Schwieregkeete waren. Ech hunn direkt eng Bestandsopnam maache gelooss a soubal mer d'Resultat haten, hunn ech informéiert. Dir kommt, Madamm Adehm, jo da vläicht och eng Kéier an d'Regierung, da wénschen ech lech bonne Chance, wann Der mengt, dat géif méi séier goen oder Dir kéint dat aneschters maachen. Op alle Fall ass dat net esou.

An da wéll ech lech soen zu deene Recommandatiounen, déi Der gemaach hutt an Ärem Rapport: De Gros vun de Recommandatiounen, déi hunn ech lech selwer relativ fréi an der Budgetskontrollkommission proposéiert! A firwat hunn ech dat proposéiert? Ma well ech dovun iwwerzeegt sinn a well ech och vun Ufank u gesot hunn, datt ech do d'Schwieregkeete gesi bei der Handhabung vun désem Projet.

An da kommen ech zu der Vergaangenheet an zu de Schwieregkeeten an zu de Widderspréch - Dir nennt dat „widderspréchlech Aussoen“, déi den Här Heck gemaach huet. Den Här Heck huet keng widerspréchlech Aussoe gemaach; oder vläicht huet en däer och gemaach, i don't know, dat ass un lech, dat ze verifiéieren. Mee op alle Fall: D'Grondphilosophie, mat däi den Här Heck bei lech komm ass, wéi en lech erkläert huet, wéi de Projet ugaange ginn ass, dat ass iwwer Joerzéngte virdrun effektiv d'Grondphilosophie an der Defense gewiescht. Déi hunn ech awer net gutt fonnt! A wéi ech den Projet gesinn hunn an entdeckt hunn, datt e Schwieregkeeten huet, hunn ech effektiv och dowéinst d'Hann iwwert dem Kapp zesummegeschloen, well ech mer gesot hunn: Dat kann net sinn! An d'autant plus, well 2012 eng nei europäesch Gesetzgebung do war, déi mécht, datt een an der Defense zwar nach émmer kann aus Defensegrénn zum Beispill net iwwer Marché-publicke furen, mee datt dat awer vill méi ageschränkt ass.

Mee dat war awer eigentlech nach dee mannte Problem hei an däer ganzer Geschicht. Fir mech war den Haaptproblem, datt ech der Iwwerzeugung sinn, datt et net ka sinn, datt ech e Projet zesumfestellen, bei deem net all d'Käschten, déi domat ze dinn hunn, direkt dra sinn. An dat huet den Här Heck lech och hei erkläert, en huet gesot: „D'Philosophie an der Defense war émmer, datt gesot ginn ass: „Jo, do huele mer dann d'Fonctionnements- oder d'Exploitationskäschten, déi ginn herno iwwert de Fonds d'équipement militaire finanzéiert. Dat anert gétt iwwert den normale Budget vun der Defense finanzéiert.“

An ech hunn eng Kéier an der Kommission gesot, dat wär, wéi wann ech bei Bâtiments publics géif soen: „Ech bauen e Gebai“, an ech bréngen iergende Finanzéierungsgesetz vun engem Gebai. An da soen ech: „Dat ass awer némmen de Réibau mam Daach drop an esou weider. Mee herno d'Heizung, d'Eletkresch an alles, wat drakennet, dat finanzéieren ech iwwert deem normale Budget, iwwer iergendee Fong a mengem Budget, well dat huet jen némmin indirekt mam Gebai ze dinn.“

Esou ass et och hei. An ech hunn lech dat vun Ufank un an der Kommission gesot: Ech hunn do eng aner Philosophie. An ech si vun Ufank un och an dee Ministère eragaange mat däi nämmelechter Philosophie wéi déi, déi ech iwwert déi Jore virdrun an dem Bauteministère hat, wou ech vill méi Projeten hu misse geréieren an deem heite Sénna wéi an dem Defenseministère.

An duerfir hunn ech lech och proposéiert, datt ech d'office gär hätt, datt d'Defenseinvestissementsprojeten an déser Legislaturperiod genau wéi d'Projete bei Bâtiments publics oder an aneren Administratiounen énnert déi nämmelecht Prozedure géife falen, datt mer also reegelméisseg an d'Budgetskontrollkommission géife kommen, fir lech d'Exekutioun vum Budget ze weisen.

Duerfir, et kann een awer d'Sachen elo net esou verdréien, och wann et engem an den Narativ passt haut, fir eng Affär draus ze maachen a fir dann ze versichen ze soen: „Hei ass e Minister, deen huet versot!“ Ech kann domadder liewen, wann Der mengt, dat mussen ze soen. Mee bleift awer wanachgelift bei der Wourecht, wéi et war!

D'Realitéit war déi, datt de Minister d'Chamber drop opmierksam gemaach huet. An d'Realitéit ass

awer och déi, muss ee soen, datt d'Chamber 2018 bei der Analys vum Gesetz an der grousser Majoritéit - mat Ausnam vun deene Léken - awer guer näischft fonnt huet a fir dat Gesetz hei gestëmmt huet!

Dat mannst, wat een do awer och muss soen, dat ass, datt d'Froen net ganz wäit hu misse goen. Well wann Der deemools als Oppositioun esou kritesch gewiescht wäert, dann hätt Der och deemools kénnen dergéint stëmmen. Dir hutt et net gemaach! Duerfir wanachgelift, ier Der Léieren ausdeelt an hei Scholdzouweisunge maacht, kuckt awer och e bëssen op Är eegen Agenda a wéi Der lech am Dossier hei verhalen hutt!

(Interruptions et brouaha)

Da wéll ech awer och soen, datt hei eng Rei Saache gesot ginn, déi einfach net stëmmen!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Bausch, eraabt Der, datt den Här Roth lech eng Fro stellt?

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- Selbstverständliche.

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Merci, Här Bausch. Dir hutt elo Referenz gemaach op de Vott, deen deemools gemaach gouf, énner anerem vun der CSV-Fraktiouen. Ech wéll lech da just d'Fro stellen: Huet de Reporter - wann ech mech gutt erénnaren, war dat den Här Angel - dann drop higewisen, dass nach misst eng Zousazrallonge gestëmmt ginn?

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- Den Här Reporter huet net op eng Zousazrallonge higewisen. Mee, Här Roth, wann ech awer héieren, mat wéi eng Einfachheet elo hei analyséiert gétt, datt een hätt misse wéssen, wat alles am Projet géif feelen an datt dat mat deenen 170 Milliouen net kéint duergoen - et gétt jo hei duergestallt, wéi wann dat scho virdru quasi d'évidence gewiescht wär -, dann hätt ee sech awer och mindestens als Chamber, als Deputéierten, Majoritéit wéi Oppositioun, missen deemools eng Rei Fro stellen, ob et mat deenen 170 Millioune géif duergoen, d'autant plus, wou awer och eng Rei Indicé schonn deemools do waren, datt et net géif duergoen.

Dann hätt ech op alle Fall an der Oppositioun warscheinlech d'Gesetz net gestëmmt. Vläicht net, well ech et net gutt fonnt hätt, mee well ech gesot hätt: „Ech hunn awer do eng Rei Zweifelen, ob dat doten herno opgeet.“ Mee dat ass awer net mäi Problem. Mäi Problem ass deen, datt een net elo hei ka maachen, ...

■ **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).**- Mir hunn awer deemools gesot, et wär eng Virwélztut, Här Minister. Eng Virwélztut, dat ass eng Virwélztut!

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- Jo, mee Dir hutt et awer gestëmmt, Här Halsdorf. Dir hutt d'Virwélztut awer gestëmmt, Här Halsdorf.

■ **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).**- Justement well mer eng proaktiv Haltung haten.

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- Jo, Mee ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Halsdorf, Dir kénnt net einfach esou draschwätzen.

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- Här Halsdorf, ech hu jo kee Problem ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Roth freet nach eng Kéier d'Wuert.

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Här Minister, ech mengen, dass awer d'parlementaresch Arabecht net kann dra bestoen, dass een näischft seet. Et ass den Objet vun dem Minister, dee Ministre du ressort ass, fir en Dossier a voller Transparenz a mat alle Konsequenzen ze presentéieren. An et ass och dann um Reporter, dee meeschents de Majoritéitsfraktiouen zugehéiert, fir da vollëmpfänglech d'Chamber opzéklären, wat dass se dann herno stëmmt.

Dir kénnt awer elo net hei behaapte kommen a soen: „Ma Dir musst alles erausfannen, wat fir eng Failien a wat fir engem Gesetz drastinn.“ Ech mengen net, dass dat de Sénna vun engem gesonde Parlamentarismus ass!

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- Här Roth, ech ginn lech Recht, datt et d'Verflichtung ass vum Minister, fir hei a voller Transparenz ze weisen, wat am Projet steet. Mee wann ech awer als Oppositiounspartei, wéi den Här Halsdorf und jo selwer seet, deemools der Meenung war, et wär eng Virwélztut, eng Virwélztut vun 170 Milliouen ...

■ **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).**- Mir hätten och kénnen dergéint stëmmen. Mir hunn dat justement net gemaach.

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- Här President, ech hu jo kee Problem, datt ech Froe gestallt kréien, ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Halsdorf, ech hat lech schonn eng Kéier gesot gehat: Wann Der gären d'Wuert hätt, da mellt lech, da frot et. Mee Dir kénnt net einfach esou hei draschwätzen!

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- Wann ech awer deemools der Meenung war, et wär eng Virwélztut, als Oppositiounspartei, ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Den Här Halsdorf war Arméiminister.

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- ... ech weess net, ob ech dann als Oppositiounspartei eng Virwélztut gestëmmt hätt.

■ **Une voix.**- Ech weess.

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- Méi wollt ech domat net soen. Ech wéll dat däi Einfachheit an däi Liichtegkeet géigenwerstellen, mat däi elo hei Virwérft gemaach gi par rapport zu mir, datt ech hätt misse an sechs Méint quasi d'Virwélztut schonn decortiquéiert hunn an erkläret hunn a virun d'Chamber erkläret kommen. Méi wollt ech am Fong domadder net soen, wéi datt et an der Praxis e bësser méi kompliziéiert war.

A fir nach eng Kéier drop zréckzkommen: All Froen, selbstverständlich, vun allen Deputéierte sinn émmer berechtegt. D'Chamber ass do, fir d'Regierung ze kontrolléieren, domadder hunn ech kee Problem. Mee ech sinn erstaunt iwwert de Verlaf an der Kommission an den Toun, deen haut hei war. Dat wollt ech domadder eraussträichen.

Dann zu enger Rei Saachen, déi gesot ginn, déi einfach net richteg sinn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären! Et ginn hei eng Rei Saachen duerchernegehéit, bewosst, onbewosst, ech weess et net. Et ass mer eigentlech och egal.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Bewosst!

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- Ech wéll se awer eng Kéier beliichten.

Fir d'éischt emol ugefaange mat deenen zwee Haaptélémenter vum Segment sol, also vun der Exploitation au sol. Mir wousste scho relativ fréi, also dat hu mer haut an der Bestandsopnam drastoen, datt scho relativ fréi bekannt war, datt de Segment sol net an den Ausgaben ..., also an dem éischte Finanzéierungsgesetz kéint dra sinn. Firwat? Mee well effektiv jo schonn Enn September, ufangs Oktober e gudden Deel vum Budget opgebraucht war fir d'Construction vum Satellitt, d'Eropschéissé vum Satellitt an esou weider. Dat heescht, dee ganzen Exploitatiounsdeel war net dran.

An do kénnt de Problem hier. De Problem kénnt menger Aschätzung no dohier, datt einfach e Fehler gemaach ginn ass vun dem deemolegen Défensiedirekter a vun der Defense en général an och warscheinlech vum deemolege Minister, datt einfach geduecht ginn ass: Mir finanzéieren dat separat iwwert de Fonds d'équipement militaire. Or, ech hunn eng aner Positioun dozou. Ech mengen, dat geet net. Ech mengen, et kann net sinn, datt de Satellitt just an der Luucht flitt, dovun hu mer jo näischft. De Segment sol gehéiert per se zum Satellitt an et hätt een dat d'office missen an de Projet drasetzen.

Dat ass ee vun de grousse Problemer. Mee et ass awer net esou, wéi et hei duergestallt gétt, datt all déi Suen, déi mer elo hei virgesinn, déi 139 Milliouen, datt dat d'Suen zu der Fénster erausgehéit wär, datt déi onnëtz géifen ausgi ginn. Nee, dat ass net richteg! Déi Suen do, déi gehéieren zum Käschtepunkt vun esou engem Satellitt. Dat heescht, et ass net esou, datt mer duerch de Fait, datt se am éischte Finanzéierungsgesetz net dra waren, elo doduerjer méi missten ausginn, well do eppes vergiess gi wär an doduerjer d'Saach méi deier géif ginn. Nee, et gétt méi deier, well ee menger Aschätzung no d'office hätt missen 2018 am Projet, deen d'Chamber fir de Vott virgeluecht kritt huet, dee ganzen Deel vun der Exploitation an d'Finanzéierungsgesetz setzen. Da wär d'Situatioun net esou gewiescht.

Mee dat wéllt awer dann och heeschen, datt et keng Elementer sinn, déi mer elo musse finanzéieren, just well dat deemools vergiess gi wär. Et gehéiert einfach zum Projet. Dee ganzen Data Processing Centre an och dee MOC, déi iwwregens jo och op Lëtzeburg kommen, déi gehéieren zum Projet. An dat ass ee groussen Deel vum Käschtepunkt.

An da wéllt ech och soen, dat huet némmin indirekt ze di mat dem Fait, datt mer elo soen, et hätte 40, 50 Leit vun der Arméi dat misse maachen - ech kommen och nach op dee Volet ze schwätzen -, mee déi ganz Infrastruktur war jo och net virgesinn. Et ass jo net némmin de Käschtepunkt vum Personal, et ass och d'Infrastruktur, déi net virgesi war. Bon, an dat ass eeben elo hei am Projet mat dran.

Da kommen ech zu den Antennen. Dat ass zénter Méint den Haaptsubject an der Kommission gewiescht. An ech wéllt éischteins emol dozou soen, datt ech och vläicht léiwer gehat hätt, wann d'Antennen zu Lëtzeburg gewiescht wären. Mee dat ass awer net den Haaptproblem, éischteins, firwat mer hei ei Gesetz müssen nostëmmen, an et ass och net déi Haaptchwierigkeet, déi mer am Projet hunn. A wann da gesot gétt, dat wär e Verloscht vun der Souveränitéit, datt mer d'Antennen elo op Redu setzen, da wonneren ech mech iwwer esou Aussoen, well d'Antenne vu LuxGovSat stinn och zu Redu. Dat ass jo och deemools hei an der

Chamber gestëmmt ginn. Do huet kee Mensch sech déi Froe gestallt. An zu Redu, do stinn och SES-Antennen. Redu ass e Site, deen op europäesch Niveau virgesinn ass, fir dat dohinzersetzen. Et ass eigentlech iwwerhaapt kee Problem, fir dat do ze maachen.

Mee dat ass, wéi gesot, net de Méikäschtepunkt. An dat ass och ganz sécher net e Verloscht vu Souveränitéit. Mee ech plädéieren awer fir Redu an net fir aner Varianten, well all aner Varianten, déi de Moment nach an der Diskussioun waren oder sinn, mat esou grousse Schwieregkeete verbonne sinn, datt ech fäerten, datt mer dann erém eng Kéier Verspéléitung kréien, datt dat erém mat méi Käschte verbonnen ass an eis am Endeffekt awer näischft méi bréngt. Well déi Antenne fonctionéiere wonnerbar vu Redu aus, sou wéi och d'LuxGovSat-Antenn, déi schonn do steet, do bedriwwen gëtt, ganz gutt do funktionéiert.

An da wonneren ech mech och, datt net méi driwwer geschwat gétt - well dat sinn zum Beispill Punkten, déi mech perséinlich erstaunt hunn, datt déi emol iwwerhaapt net virgesi waren, weeder an den ursprénglechen Diskussiounen nach soss iergend-zousch - : Mee zum Beispill d'Antenn an Norwegen - déi zweet Antenn, déi ee brauch -, déi ass absolut nouwendeg, well déi Biller musse jo 24 Stonnen op 24 kenne gesent ginn, 7 Deeg op 7. Dee Satellitt kreest jo x-mol ronderëm d'Aerd, dat heescht, dee ka jo och op Plaze gesteiert ginn, duerfir brauch een déi zwou Antennen. Or, déi an Norwege war guer net virgesinn, déi war weider am Projet insgesamt virgesinn nach soss iergendwou. Déi ass och elo virgesinn an deem heiten. Duerfir ass dat, wéi gesot, méi sécher an deem Ganzen.

Den Datacenter respektiv de Backup vum Datacenter waren och net virgesinn am Projet. Dir sot, Dir wäert erstaunt gewiescht bei der NSPA; ech hat et zwar eng Kéier an enger Kommissioun erwänt. Mee ech muss lech awer éierlech soen, ech mengen, datt de Projet, dee mer elo haut hei diskutéieren, a wou mer wat wéile maachen, dat ass jo net méi den Objet gewiescht vun der Budgetskontrollkommission. An der Budgetskontrollkommission war den Objet fir ze kucken, d'Vergaangenheet opzeschaffen.

Mee et ass jo awer eng gutt Iddi, datt mer versichen, och do mat Lëtzebuerger Partner ze schaffen, mat der NSPA, mat däi mer laang Erfahrung hunn, an datt mer versichen, op déi zréckzegräifen, fir dat do ze maachen. Mee dat war och net am Projet virgesinn.

Dat heescht, et gétt eng ganz Rei Ausgaben, déi am Finanzéierungsgesetz net virgesi waren, well se eeben an däi falscher Logik ugewannt gi sinn, nom Motto: „Mir maachen dat iwwert de Fonds d'équipement militaire; mir maachen et iwwert den normale Budget“, wou iwwregens awer och d'Suen net am Pluriannel virgesi waren, an dat huet dozou gefouert, datt mer déi Schwieregkeeten hunn.

Dat ass och eng Philosophie, déi ech net deelen, well ech mengen, nach eng Kéier, datt ee bei engem Investissementsprojet einfach



Formationen maachen an der Arméi. Dat heesch, véier Méint ITB, a wann een d'ganz Formationen an der Arméi kuckt, dann ass een op mindestens dräi, dräi an en halleft Joer. Dat heesch, och wann een dann 2018 e Gesetz stëmmt, wou esou eppes dra-steet oder wou dann och gesot gëtt, mir maachen dat iwwert d'Arméi, da muss ee feststellen, datt dat net realistesch war bei deem Timing, deen do gi war, well d'Ausbildung vun der Arméi eleng - sous condition, datt een iwwerhaapt Leit fënnt, déi een duerfir brauch - effektiv esou vill Joer dauert.

Et ass awer elo esou, datt mer de Gros vun deenen operationelle Saache jo zu Lëtzebuerg maachen. Mir wäerten dee ganze Steierungssystem an och dat, wou d'Date verschafft ginn, zu Lëtzebuerg hunn. Do gëtt et entre-temps schonn eng Rei Iddien. An et ass mir jo och wichteg, datt dat zu Lëtzebuerg ass. An ech hu kee Problem, fir no an no Leit vun der Arméi natierlech do ausbilden ze loossen, datt déi no an no können dorobber schaffen. Mee dat ass awer elo och net dat, wat de Projet, wéi soll ech soen, zum Scheitere bréngt.

Dann zum Pôle gouvernemental aérien: Beim Pôle gouvernemental aérien, do ass jo esou, do steet jo keng Beschreibung an deene Ligne-directrices, déi iwwregens ni duerch de Regierungsrot ... Déi sinn zwar duerch de Regierungsrot gaangen, mee net an deenen Detailler, wéi Dir dat hei geschildert kritt hutt. Mee dat ass emol egal, dat ass och net wichteg. Wat wichteg ass, dat ass dat, wat dosteet.

Natierlech hu mer um Flughafen och haut e Pôle oder baue mer eppes op am Senn vun engem Pôle gouvernemental aérien um Niveau vun der Defense. Ech wéll awer drun erënneren, datt mer rezenterweis zwee Helikoptere fir d'Arméi geliwwert kritt hunn. Déi stinn um Flughafen. Ech wéll och drun erënneren, datt mer de Programm A400M hunn. Den A400M ass zwar net hei stationéiert, mee wäert awer och mat iwwer Lëtzebuerg fonctionéieren. Ech wéll drun erënneren, datt mer fir den MRTT-Programm elo rezenterweis nach d'Stonnen an d'Luucht gesat hunn. Dat ass och e Programm, deen dozou gehéiert.

Also dee Pôle gouvernemental aérien am Beräich vun der Defense, dee beinhalt vill Facetten. Mee op alle Fall konnt déi Satellitfacetee vum NAOS (ndl: National Advanced Optical System) net dra sinn, well deemoos, wéi 2017 d'Ligne-directrice festgehale gi sinn, do ass et en NAOS-Projet iwwerhaapt nach net ginn! Dat heesch, dee Projet ass jo vill méi spéit derbäikomm. Datt et do emol Iddien oder Virstellunge gi si fir ze soen: „Kenne mer dat net op de Flughafen hissetzen?“, dat ass eng Saach - dat ass iwwregens och de Grond, firwat gekuckt ginn ass, d'Antenn sonderën de Flughafen ze setzen -, mee realistesch gesinn ass dat awer net machbar, well effektiv do keng Plaz ass.

An ech wéll lech och soen - dat hunn ech och als Mobilitéits-, als Transportminister deemoos dem Defensemünster méi wéi eng Kéier gesot -, datt dat limitéiert ass, wat mer vu Méiglechkeiten hunn um Flughafen, well de Flughafen einfach limitéiert ass a senger Capacitéit. An a priori ass et awer nach émmer en zivile Flughafen a mir wélle jo net e militäresche Flughafen draus maachen. Mir können eng Rei Saache maachen, awer ganz sécher net e grousse Pôle do opbauen, wéi dat da vläicht verschidde Leit sech wéilte virstellen.

Da kommen ech zur Fro: Firwat hu mer PwC gewielt? Éischtens emol ass et net richtig, mir hunn eng ... Do muss ee jo wéissen, mir sinn an zwou Etappe virgaangen. Wéi ech am Summer 2019 entdeckt hunn, datt et Schwierigkeete géife gi mam Finanzement, du wollt ech jo déi Analys maachen. Dunn hunn ech emol dräi Offere gefrot. Ech wousst jo net, wat d'Envergure wär, wou ech do géif erauskommen. Ech hunn do jo missen ... Ech hunn eng Rei Saache festgestallt, datt et net géif opgoen, an do hu mer dräi Offeren erageholl, an déi bescht Offer, also déi génschtegst Offer - wéi dat da virgesinn ass - war deementspreichend déi vu PwC. Mir hu PwC net einfach esou gewielt.

Wéi dunn natierlech PwC déi Viraarbecht gemaach hat a wéi mer du festgestallt hunn, wou de Misär léich an datt et awer wichteg wär, datt mer eng Begeleidung hätten en vue vum Fäerdegsstelle vum Projet de loi a fir datt mer op déi richteg Bunne kéimen, jo, logescherweis si mer du mat PwC weidergefuer, well dat hätt jo kee Senn ergi fir ze soen: „Elo schreiwe mer erém fréisch aus.“ Da wär en Neien eventuell erakomm, deen hätt déi ganz Aarbecht vu virdrun erém eng Kéier missen oprullen an och nach eng Kéier misse genau kucken. An dat war de Grond, firwat mer dat gemaach hunn.

Ech muss lech och soen: Ech fannen et e bëssen e staarkt Stéck, éierlech gesot! Dir werft hei enger Gesellschaft, enger Fiduciaire - an net däi manns-t, enger vun de Big Four - e Conflit d'intérêts vir. Dat ass liichtfankeg gesot. Ech hätt dat an Ärer Plaz net onbedéngt gemaach, well ech gi jo awer dervun aus, datt PwC als eng vun de Big Four schlau genuch ass an oppasst, wa se en Optrag unhëlt, datt se kee Conflit d'intérêts huet. Ech hoffen dat zumindest! Dat ass net dem Minister seng

Responsabilitéit, mee dat ass deem seng Responsabilitéit, deen den Optrag unhëlt. Do muss et kloer sinn, datt dee kee Conflit d'intérêts huet. Duerfir géif ech awer e bëssen oppassen, wann ech esou Saache soen an an de Raum geheien.

An och bei enger Rei anere Saachen, déi gesot gi sinn! Et huet jo awer kee Wäert, datt mer hei mat Vermutunge schaffen, wou iwwerhaapt keen ee Beleeg do ass par rapport zur Fro, wien do wou wat fir eng Interesse gehat hätt. Op alle Fall kann ech lech eent soen: Dir sot, ech hätt bewosst gewaart, ier ech an d'Kontrollkommission komm wär, fir den Étienne Schneider ze protegéieren oder wat weess ech, well ech gewosst hätt, e wéilt aus der Régierung erausgoen.

Ech hunn lech virdrun och erkläert, firwat ech eréisch téschent Januar an ... Ech hunn iwwregens schonn am Januar déi éischt Ufro gemaach a mir wéissen och: En éischten Datum war scho méi fréi fixéiert ginn, an du koum Covid. Duerfir huet dat sech och alles e bësse verschoben. Mee ech si komm zu engem Zäitpunkt, ech hunn ugefrot zu engem Zäitpunkt, wou den Étienne Schneider nach an der Régierung war, just fir dat ze soen! An ech hunn och déi do Aarbecht, déi Viraarbecht all gemaach zu engem Zäitpunkt, wou den Étienne Schneider nach an der Régierung war. An ech muss lech och soen, ech wousst am Summer 2019 net, datt den Étienne Schneider den 1. Mäerz net méi an der Régierung wär. Dat huet den Étienne Schneider mir selbstverständliche net gesot, an dat geet mech och eigentlech náischt un. Dat ass jo seng Decisioun, net meng Decisioun, an hie mécht och do, wéi hien dat fir richteg fënnt. Dat ass een zig an eleng seng Decisioun.

An déi Decisioun ass bekannt ginn ufangs des Joers, wéi ech scho längst ugefrot hat, fir bei d'Budgetskontrollkommission ze goen. A wat wär och mäin Interêt wär, fir dat ze maachen! Fir datt ech herno d'ganz Responsabilitéit eleng droe géif, oder wat? Pardon, ech mengen, dat ergétt kee Senn han-nen a vir, fir mer dat ze éinnerstellen! A virun allem ergétt et kee Senn, well ech lech erklärt hunn, wéi ech un d'Saach erugaange sinn a firwat et mer esou wichteg war, datt ech eréisch bei d'Chamber géif kommen zu deem Zäitpunkt, wou ech och wierklech konnt soen, wat d'Envergure wär a wou ech géif mengen, op Basis vun enger genauer Analys, datt d'Schwierigkeete wären.

Dat gëtt iwwregens och émmer esou gemaach. Mir komme jo ni an d'Budgetskontrollkommission, och net am Stroossebau ..., well mir ware jo nach émmer an der Legalitéit. Ech hu kee Centime bis elo ausginn iwwert dat eraus, wat am Finanzéierungsgesetz, dat d'Chamber gestëmmt huet, virgesi war. Wann ech dat gemaach hätt, dat wär e gréissere Problem gewiescht!

Mee ech hunn dat net gemaach an duerfir hunn ech et gemaach, wéi et émmer gelaf ass, och an der Bautekommision an der Vergaangenheit. Well do ass et jo net esou, wéi wann et do net och Projete gi wären, wou d'Käschten emol explodéiert wären. Ech wéll nennen un d'Nordstrooss denken: Dir kennt lech jo erënneren, wéi vill Mol do huet missen nogestëmmt ginn, a vu verschiddenste -Ministeren. An déi sinn och allkéiers an d'Budgetskontrollkommission gaangen, wa se bis eng genau Bestandsopnam haten, wat da wierklech Saach wär a wéi vill se gerechent hunn, datt misst nogestëmmt ginn. Duerfir, wéi gesot, ass dat zimmlech mat den Hoer erbäigezunn, fir mir dat hei wéllen ze éinnerstellen.

Da wéll ech nach op eng Rei Froen agoen, déi den Här Kartheiser och gestallt huet. Dat Éischt ass, e seet: „Jo, wie seet eis dann, datt hei en Interêt do ass?“ Mir hätte jo gesi bei LuxGovSat, datt et schwierig wär, fir Projete ze ficeleieren an Zesummenarbecht mat anere Regierungen oder mat der UNO, mat der NATO, also mat éffentlechen Institutiounen.

Da wéll ech nach eng Kéier drop hiwsisen, datt et e groussen Énnerscheid gëtt: LuxGovSat gëtt geréiert vun enger kommerzieller Gesellschaft. Also LuxGovSat ass eng kommerziell Gesellschaft: 50 % Staat, 50 % SES. Déi grouss Schwierigkeet, déi do besteet, ass natierlech, datt dat, wat mer hei kenne maachen, nämlech e Government-to-Government-Vertrag - wéi Dir et och richteg beschriwwen hutt -, datt dat bei LuxGovSat net geet. Dat geet just fir déi 10 %, déi mir d'office als Lëtzebuerg Staat kafen, wou mir drierwer verfügen. Déi kenne mir verginn, dat hu mer jo och gemaach, elo zum Beispill mat der MINUSMA-Missioun am Mali mat der UNO. Mir hunn dat gemaach, andeem mer en Deel vun eiser Capacitéit der UNO zur Verfügung stellen, fir da können eng Telekommunikatiounsverbinding herzestellen iwwer Satellitt am Mali.

Mee hei ass jo e Satellitt - do geet et ém d'Observatioun -, an deen éinnersteet zu 100 % der Defense, also dem Staat an der Arméi, dat heesch, et ass eng ganz aner Saach! Mir können hei parfaitement e Government-to-Government-Vertrag maachen. Et geet jo och net ém kommerziell Interêten, mee et

geet ém wierklech institutionell Interêten, déi hennendrustiechen. An duerfir ass dat, mengen ech, eng ganz aner Geschicht.

Dann zu Ärer Fro mat Kleos: Firwat gi mer net op esou e Wee? Ma Kleos ass e flotten, e gudde Projet, menger Meenung no, mee dat ass eppes ganz aneschters, e ganz anere System. Do maache se keng Fotoen. Do geet et zum Beispill drëms, fir Schéffer duerch elektronesch Moyenen ze identifizéieren. Dat heesch, dat huet net déi Prezisioun wéi déi Biller, déi mer können iwwert de Satellitt hei maachen. Dat heesch, et ass e ganz aner Hangergrond hennendrun, wéi gesot, deen natierlech gutt ass, mee just fir ze erklären, firwat dat awer en Énnerscheid ass.

An ech wéll lech och soen: Mat de Belsch hu mir nach net en Accord, mee mir hunn eng „letter of intent“ énnerschriwwen. Dat heesch, dat ass keen Accord. En Accord wär, wa mer eppes énnern..., also mir hunn eis do nach zu náischt engagéiert. An ech mengen, mir komme selbstverständliche bei d'Chamber, soubal mer eis zu iergendeppes engagéieren.

Da wéilt ech dem Här Baum soen, dass ech natierlech, éischtens emol, seng Meenung absolut respektiéiere wéll, well ech mengen, déi Lénk sinn déi Eenzeg heibannen, déi eigentlech eng Kloer Haltung hunn an deem Dossier hei, well se aus politeschen, klore Grénn vun Ufank u géint dee Projet waren. Ech deelen déi Meenungen net vun innen an allen Hisiichten. Et sinn eng Rei Saachen, déi den Här Baum seet, déi ech souguer kann deelen. Nach laang net alles, mee et sinn eng Rei Saachen, déi ech kann deelen. Mee déi Lénk sinn déi Eenzeg, déi eng kohärent Haltung hei am Dossier hunn an déi ganz kloer och duerfir, ...

(Interruptions)

... wéi een op Däitsch géif soen, „erhobenen Hauptes“ hei können dergéint stëmmen.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- D'Regierung huet also keng?

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- Gelift?

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- D'Regierung huet also keng kohärent Haltung?

(Coup de cloche de la présidence)

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- Nee! Ech schwätzen elo vun deenen, déi dergéint sinn.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- Ech schwätzen vun deenen, déi dergéint sinn. Ech si jo duerfir, Här Clement. Ech kommen nach drop zréck, ech si jo nach net färderdeg. Gitt mer emol eng Chance! Ech sinn nach net färderdeg.

(Interruption par M. Sven Clement)

O, Här Clement, ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Bausch huet d'Wuert a soss keen!

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- ... Dir hat laang Zäit, Dir hutt net vill gesot an deenen zéng Minuten, wou Der geschwat hutt. Bon!

Den Här Baum huet ...

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Awer en huet d'Wourecht gesot!

(Coup de cloche de la présidence)

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- Dem Här Baum seng Meenung ass ganz kohärent gewiescht, ...

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- E bësse Respekt vun Parlament hei!

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- ... duerfir respektéieren ech se, och wann ech net an allem mat em averstane sinn.

Ech muss och soen, natierlech kann een all militäresch Ausgab émmer erém vergläiche mat aneren Ausgaben, an da kléngt et natierlech émmer am beschten, wann ee schwätzt vu Logement oder Sozialausgaben, vun allem, wat d'Ménschen, wat mir alleguer gär hunn a wou mer frou sinn, wann investéiert gëtt, och ech. Mee ech mengen, dat ass jo awer net de Senn vun der Saach. Bon, ausser et seet ee mer: „Ech sinn der Meenung, mir brauche keng Defense, mir brauche keng Arméi a mir sollen einfach déi Sue komplett aspuren an domadher just Wunnenge bauen.“ Déi Meenung kann een hunn, dat ass awer net meng Meenung. An ech mengen, dat ass och net d'Meenung vun deene meeschten heibannen. Mee, wéi gesot, ech respektéieren dat awer, zumindest ass dat eng gewësste Kohärenz, mat däi hien déi Saachen hei virdréit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéll als Ofschloss soen: Ech si wierklech, an dat hunn ech an der Kommissionen méi wéi eng Kéier gesot, Demandeur, datt den Historique hei am Detail opgeschafft gëtt. An duerfir fannen ech och déi Propos, fir d'Cour des comptes ze beoptragen, eng gutt Propos. Bon, dat ass der Chamber hir De-

cisioun. An ech ginn och dovun aus, datt déi onof-hängeg, neutral Instanz Cour des comptes do och eng uerdentlech Aarbecht wäert maachen an eis an uerdentleche Rapport wäert herno virleeën. An da musse mer kucken, wat an deem Rapport herno stéet. A wann dee Rapport ergétt, datt ee vläicht nach duerno weider muss diskutéieren, da solle mer duerno weiderdiskutéieren! Ech hunn domadder als Minister glat a guer kee Problem, a wéi eng Form och émmer, soen ech lech och ganz Kloer.

Mee alles dat ännert awer náischt drun, datt ech der Iwwerzeugung sinn, datt dee Projet hei als Projet a mat der Finalitéit, déi en huet - datt en eng Défensefinalitéit huet an eng zivill Finalitéit kann hunn -, e gudde Projet ass an datt et een ass, dee mech iwwerzeegt.

An ech wéll och soen, datt et net richtig ass, wa behaapt gëtt ... Ech hunn an engem Interview gesot, datt d'NATO net vrou wär, datt mir némme wéilte Suen ausgi fir deier Projete wéi a Satellitten an esou virun. Domadder hunn ech awer net gesot, datt d'NATO eis dat net unerkennt. Dat ass net wouer, dat ass en NATO target! Mee d'NATO huet eis gesot: „Dir kennt net némme just dat do maachen.“ Dat war meng Ausso an dozou stinn ech och nach haut!

Da heesch, mir si jo elo am NATO Defence Planning Process dran ... An iwwregens wéll ech der Madamm Adehm soen: Am Januar, de Rendez-vous ass scho fixéiert mat der Chamberskommision, iwwregens fir d'éischt! Ech ka mech net erënneren, an ech war laang an der Chamber, ech war och eng laang Zäit an der Défensekommision als Oppositiounspolitiker, ech ka mech net erënneren, datt eng Kéier jeemoos ee Minister an eng Kommission komm wär, an dat während dem NATO Defence Planning Process, dat heesch, währenddeem wou diskutéiert gëtt driwwer, wat da fir den zukünftigen Effort de défense soll ustoen. Datt ech do wéll d'Chamber consultéieren, dat ass en Novum, Madamm Adehm! Deen hunn ech agefouert an déser Legislaturperiod.

An deen hunn ech iwwregens net agefouert wéinst deem Projet hei, mee well ech et wichteg fannen, datt an den Défensefroen d'Chamber matabezu gëtt. Iwwregens kreie mer och duerfir am Januar en neit OMPs-Gesetz (ndl: Opérations pour le maintien de la paix) - ech hoffen, datt den Avis vum Staatsrat, dee leschten Avis, elo geschwé kennt -, dat och e Risennovum ass, wou d'Parlament vill méi abeu gëtt a Missiounen a vill méi Matsprocherecht kritt, wann et drëms geet, Auslandsasätz ze maachen. An dozou stinn ech! Duerfir, dat ass och en Novum, dat hätten der vill och virdru scho laang kenne maachen.

Genausou wéi et och en Novum wäert sinn, datt mer an dem Défenseberäich an de Projeten an den nächsten Joren op e ganz anere Wee wäerte goen an och um gudde Wee sinn dohinner.

Duerfir, wéi gesot, dat bleibt alles sinn. Mee dat ännert náischt drun, datt ech dee Projet hei gutt fannen, well ech iwwerzeegt dovu sinn, datt dee Projet eis vill ka bréngen an der Zesummenarbecht mat eisen Nopeschlänner, an der Zesummenarbecht an der NATO, an der UNO, och vläicht nach op aneren Niveauen. Mir können och am humanitaire Beräich dee Beobachtungssatellitt hei nutzen. Dir hutt vill Beispiller an der Kommission kritt. An duerfir, wéi gesot, sinn ech och iwwerzeegt, datt mer e solle maachen. An d



Duerfir, hei kënne mir selwer d'Konditiounen definéieren. An ech soen lech, mir kënne jo kucken, wann et esou wäit ass, an da komme mer gär eng Kéier an d'Kommissioune, da weise mer lech d'Richtlinnen, mat deene mer wëlle schaffen. Mee ganz kloer ass fir mech hei, datt ech mech wëll op dat baséieren, wat wierklech Defense ass, an datt ech net wëll hunn, datt hei Biller geholl ginn oder Biller zur Verfüzung gestallt gi fi Saachen, déi an déi Richtung ginn, déi Dir lech kéint virstellen. Mee Dir hutt Recht, et ass eng ganz berechtegt Fro.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Bausch. D'Diskussioune ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7542. Den Text stéet am Document parlementaire 7542⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7542 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vott par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 31 Jo-Stëmmen bei 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauer, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydia Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Josée Lorsché), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaeß (par M. Claude Wiseler), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zu deenen zwou Resolutionen, déi bei dëser Debatt deposéiert gi sinn.

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Den Här Gloden freet nach Parole après ministre.

■ **M. Léon Gloden (CSV).**- Ech wollt nach eng Resolutionen deposéieren.

8. Dépôt d'une résolution par M. Léon Gloden

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Gloden huet d'Wuert.

(Brouhaha)

Exposé

■ **M. Léon Gloden (CSV), auteur.**- Merci, Här Président. Ech hat elo dem Här Bausch, wéi mir alleger heibannen, ganz gutt nogelauscht. An en huet mech op eppes Spezielles hellhöreg gemaach. Et huet elo näisch direkt mam Satellitt ze dinn. En huet gesot, wann et no him géif goen, da kéint d'Sétzunge vun de Kommissioune public sinn, dat heesch, déi kéint iwwerdroe ginn.

Mir haten d'lescht Joer hei eng Resolutionen deposéiert, déi ass dunn un de Bureau verwise ginn, Här President. Ech deposéiere se hei nach eng Kéier dann elo mat den néidegen Énnerschrëften. An ech gi jo dovunner aus, datt déi gréng Kolleguen hiren eegene Vizepremier dann den Owend net hei séance tenante desavouéieren. Duerfir froe mer elo de Vott haut.

Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

- constatant que pour pouvoir participer pleinement au processus démocratique, il est impératif que les citoyens et citoyennes se voient reconnaître l'accès à l'information publique comme un droit fondamental ;

- notant que ce droit contribue à la légitimité et à la confiance envers les institutions étatiques ;

- constatant que les séances plénaires de la Chambre des Députés sont publiques et qu'elles sont retransmises à la télévision ainsi que disponibles en ligne ;

- constatant également que d'autres parlements, dont le plus emblématique, à savoir le Parlement européen, vont plus loin dans leur volonté de transparence et d'ouverture en permettant aux citoyens et citoyennes de suivre en direct via retransmission télévisée et/ou en différé sur le web les discussions au sein des commissions parlementaires ;

- constatant que les discussions préparatoires au sein des commissions parlementaires font partie intégrante de la procédure législative, décide

- dans le sens de la transparence que les réunions des commissions sont par principe publiques ;

- de permettre partant aux citoyens et citoyennes de suivre en direct les débats et discussions au sein des commissions parlementaires via retransmission télévisée sur Chambre TV et en différé via retransmission sur le site de la Chambre des Députés ;

- de réserver le huis clos aux réunions portant sur des dossiers sensibles.

(s.) Léon Gloden, Sven Clement, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Gloden.

9. 7542 - Projet de loi portant modification de la loi du 14 août 2018 autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre (suite)

Résolutions

Mir kommen awer elo fir d'éischt zréck op déi Resolutionen, déi am Kader vum Projet 7542 deposéiert goufen.

Résolution 1

Fir d'éischt déi Resolution, déi vun der Madamm Stéphanie Empain ofgi ginn ass. Ech mengen, do ass alles gesot. Kënne mer ...

(Interruption)

Den Här David Wagner freet nach d'Wuert.

■ **M. David Wagner (délénk).**- Nee, Här President, merci, mee et ass nach net alles gesot ginn. Ech mengen, et muss een awer e bëssen iwwert déi zwou Resolutionen schwätzen.

Et geet hei wierklech net, a mir hunn dat oft gesot, èm e Procès d'intention, a kenger Richtung. Den Här Minister Bausch huet virdru gesot, datt e perplex wier, well an de Kommissioune vun der Comexbu den Toun u sech relativ roueg war, diplomatesch war a mer net wéi Barbaren do randaliert hunn.

Dat stëmmt jo och, étant donné, datt mer kee Procès d'intention wollte maachen! An ech gehiéren zu deenen, déi e puermol souguer och dem aktuellen Här Verteidegungsminister felicitéiert hu fir seng Zesummenaarbecht. An ech sinn och nach èmmer net der Meenung, datt de gréissste Problem beim Här Bausch läit, nach èmmer net.

Mee mir krute Saache gesot an dëser Kommissioune, an dofir ass et lues gaangen, mir krute Saache gesot an dëser Kommissioune, wou mi perplex waren, an net just d'Oppositioun, mee ech mengen, och jiddweree vun der Majoritéit. An et kann een dovun ausgoen - ech hunn net vill Zäit, d'Madamm Adehm ass awer op déi Saach ganz komplett agaangen -, et ass héchstwarscheinlich esou, datt d'Volleksvertriebung - Volleksvertriebung! - belu ginn ass vun héijere Beamten, belu ginn ass!

An dat ass déi Fro, déi sech stellt: ob et bewosst war oder onbewosst war an esou weider; mee et si jo vill Kontradiktioniunen do. D'Fro, déi sech stellt, ass, ob dat normal ass hei am Lëtzebuerger Staat, datt vläicht Ministeren oder héijer Beamten an iergender Form vu Prozedur d'Wourecht net soen a weiderhin op Ufro vu Volleksvertriebder d'Wourecht net soen. Akzeptéiere mir dat - wat och e Signal ass fir d'Zukunft! - oder soe mer: „Dat geet net!“

Mir haten an der Kommissioune e bëssen driwwer diskutéiert. Et gouf gesot: „Et mécht kee Sënn, déi Leit erën eng Kéier anzuelueden.“ Mee am Prinzip, wa Kontradiktioniunen do sinn, da muss ee se konfrontéieren domat, fir duerno wierklech d'Saach erauszehuelen. Vläicht ass net vill hannendrun. Vläicht ass awer villes hannendrun!

An da gouf gesot: „Jo, mee da soe se dat selwecht!“ Mee dofir brauche mer eng Enquêtékommisioun, fir justement déi Leit erën eng Kéier anzuelueden, an dës Kéier si se ènner Eed! Ènner Eed musse se aussoen! Du däerfs och ènner Eed lëien,

et huet awer just aner Konsequenzen. An eng Enquêtékommisioun gëtt sech och aner Mëttelen.

Fir sech herno hannert der Cour des comptes ze verstoppen ... Also, ech fannen d'Resolutioun vun der Majoritéit legérem skandaléis, well mir sinn amgaangen hei als Chamber, e bëssen eis Muecht ze amputéieren! Et geet net just drëms, ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- D'Cour des comptes ass en Instrument vun eis!

■ **M. David Wagner (délénk).**- D'Cour des comptes ass en Instrument vun eis?

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Jo!

■ **M. David Wagner (délénk).**- Eng Commission d'enquête ass „och“ en Instrument vun eis!

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Jo, wëll Dir Juge d'instruction ginn?

■ **M. David Wagner (délénk).**- Nee! Ech wëll hei just ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Voilà!

■ **Mme Octavie Modert (CSV).**- Här Di Bartolomeo, lech huet een an der Kommissioune och net esou vill hérieren!

■ **M. David Wagner (délénk).**- Ech wëll Parlamentarier sinn! An anscheinend wëllt Dir dat net.

(Brouhaha)

Also, mir sinn der Meenung, de Problem ass deen, ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Wagner huet d'Wuert a soss keen!

■ **M. David Wagner (délénk).**- ... mir sinn hei zu Lëtzebuerg - ech wëll awer eppes soen: Dofir kënne mer net -, mir sinn eent vun deene rare Länner, wou d'Majoritéit muss d'accord sinn, fir dass eng Enquêtékommisioun kann instruéieren. Egal, wien dofir zoustänneg ass a wien d'Schold dorunner dréit: Dat ass net normal!

A ville Länner brauch een eng kritesch Mass fir d'Enquêtékommisioun. Dir hutt an Däitschland, a Frankräich, an der Belsch, an den USA Parlamente, déi sech eescht huelen, déi maache reegelméisseg Enquêtékommisiounen! Et ass am Prinzip näisch dobäi, eng Enquêtékommisioun ze maachen iwwer iergendeppes, iwwer iergendeng Fabrick, wou e Problem ass, iwwer en Èmweltproblem. Si maachen Enquêtékommisiounen. Bei eis ass dat eng gréisser Staatsaffär!

An de Problem ass justement, mengen ech, wann ee seet: „Mir wëlle keng Enquêtékommisioun maachen“, da bedeit dat zwou Saachen ... A mir haten eng 2013, do war d'ganzt Parlament, y compris déi deemoleg Regierung, domadder averstanen, wat een där muss zeguthalten, an en Deel vun dëser ehemo-leger Regierung huet dat jo och misse bezuelen. Wann ee seet: „Mir wëlle keng Enquêtékommisioun“, heesch dat zwou Saachen: Mir schwächen d'Parlament. An et ass e Prezedenzfall an deem dote Fall, well et sinn 29 Députéierter, eng ganz grouss Minoritéit, géint eng ganz kleng Majoritéit vun 31 Députéierten, déi soen: „Nee, mir maache keng Enquêtékommisioun!“ Mir schwächen d'Parlament!

A wat ass dat fir e Signal!? Well ech ginn net dovunner aus, datt et eppes ze verstoppe gëtt oder datt et èm en handfeste Skandal geet. Mee wann een dat refuséiert, dann denken ech et awer!

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Richtig!

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Clement. An dann hat d'Madamm Diane Adehm d'Wuert gefrot. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Diane Adehm (CSV).**- Ech mengen, et ass ganz kloer, dass d'Chamber hei gefuerdert ass, fir dat doten ze analyséieren, dat doten ze kucken, erauszfannen, wat den Historique ass, an deementspreichend alles festzehalen an engem Rapport, deen der Chamber misst hannerluecht ginn.

Mir hunn, fir dat kënne ze maachen, eng Dispositioun an der Verfassung stoen, am Artikel 64 vun eiser Verfassung respektiv am Gesetz vum 27. Februar 2011 an och an eisem interne Reglement vun der Chamber, námlech déi vun der Enquête parlementaire, fir eng Enquête parlementaire anzeleeden an esou engem Fall.

Duerfir geet an däi Resolution dann hei nach rieds dovun: „datt d'Chamber soll haut nach decidéieren, datt déi parlamentaresch Untersuchungskommisioun soll ageruff ginn, fir datt sollen déi ganz Operationen“ - deemools ass et èm de Service de renseignement gaangen; Här Bausch, Dir hutt lech richteg erémerkannt, well ech sinn amgaangen, lech ze zitéieren -, „also dat, wat do gegrënnt ginn ass, et soll alles gekuckt ginn, wat dee Service gemaach huet, an dat alles op der Basis vun der Legalitéit gemaach ginn ass, respektiv d'Methoden, mat deene geschafft ginn ass, ob dat alles Methode waren, déi op der Basis vun der Legalitéit stinn, an datt deementspreichend, wéi gesot, e Rapport géif ofgescheckt ginn, deen an der Chamber géif hannerluecht ginn an deementspreichend och eng Kéier an engger effentlecher Sitzung hei géif debatéiert ginn.“

An dat doten, Här Bausch, dat sinn Är Wieder, mat deenen ech lech elo hei zitéiert hunn.

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- Dái géif ech och haut nach soen!

■ **Mme Diane Adehm (CSV).**- An deemools ass eng Resolutionen hei deposéiert ginn, déi vu sämleche Parteien énnerschriwwen ginn ass, Majoritéit wéi Oppositioun. Majoritéit wéi Oppositioun! Wat hutt



Dir ze verstoppen, dass Dir keng Enquêtekommissionen an dësem Fall wéllt?

Mir wéssen alleguer ganz genee, ...

(*Brouhaha*)

... wa mer deen heite Rapport an d'Cour des comptes ginn, ech zitéieren lech d'Gesetz vun der Cour des comptes, d'Gesetz vun 1999, Artikel 2: Champ de contrôle vun der Cour des comptes: „contrôle de la gestion financière des organes, administrations et services de l'État“, Artikel 3: « Objectifs de contrôle. La Cour des comptes examine la légalité et la régularité des recettes et des dépenses ainsi que la bonne gestion financière des deniers publics. »

Jiddwereen, dee Member vun der Budgetskontroll-kommissiou ass, weess, dass d'Cour des comptes net iwwert dat doten erausgeet. A wa se et an der Vergaangenheit probéiert huet, ass se op d'Plaz gesat ginn.

D'Cour des comptes kontrolléiert keng Opportunitéit vun den Depensen. Si kontrolléiert net, wou OHB-I hierkomm ass, wat mat OHB-I geschitt ass. Si analyséiert net, firwat dass mer 2018 am Juli nach hu misse coûte que coûte e Gesetz stëmmen. Si analyséiert net, firwat dass Dir, Här Minister, eréischt am Mäerz 2020 an d'Chamber komm sidd. Si analyséiert net, firwat dass d'Arméi hir Kompetenzen net éischter opgebaut huet. Si analyséiert net, wat bei LuxGovSat geschitt ass, wat d'Vertrieber vum Staat am Verwaltungsrot vu LuxGovSat gesot oder net gesot hunn. Si analyséiert net d'Kommunikatioun zwéischen deene verschidde-nen Acteuren, déi awer maassgeblech dozou gefouert huet, dass mer haut mussen 139 Milliounen nostëmmen.

Duerfir, Här Bausch, firwat weigert Der lech, fir d'Enquêtekommission matzstëmmen?

■ **Une voix**.- Très bien!

(*Brouhaha*)

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Den Här Bausch freet direkt d'Wuert, fir dorobber ze reagéieren.

■ **M. Georges Engel (LSAP)**.- ... dem Minister mol no ... 32:29!

(*Hilarité*)

■ **M. Marc Goergen (Piraten)**.- Dir maacht dach, wat de Minister wéll!

■ **M. Sven Clement (Piraten)**.- Bei enger Resolution, Här President!

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense**.- Wat d'Debatt méi spéit gëtt, wat se méi komesch Tournuren unhélt. An d'Madamm Adehm verlaagt elo schonn, datt ech hei soll mat ofstëmmen. Ech mengen, Dir wésset jo, datt de Minister hei net mat ofstëmmmt. Ech sinn net Member vun der Chamber.

■ **M. Marc Goergen (Piraten)**.- Dir gitt awer de Kommando.

(*Exclamations*)

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense**.- Jo, mee lauschtert emol, dat ass jo awer d'Realitéit. Also heihinnerzekommen an ze soen, de Minister, dee wär ...

■ **M. Marc Spautz (CSV)**.- Ganz schwaach, ganz schwaach!

(*Coups de cloche de la présidence*)

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Den Här Bausch huet laang gewaart, fir kennen dorobber ze reagéieren, an en däerf elo dorobber reagéieren!

■ **M. Sven Clement (Piraten)**.- A wéi enger Prozedur?

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense**.- Dat, wat Der do virgelies hutt, wat ech deemoos als Deputéierte gesot hunn, dozou stinn ech nach zu 100 % haut. A wann ech dat an därt doter Geschicht haut ze decidéieren hätt, géif ech et nach eng Kéier 100 % eg d'nämmlech decidéieren, well ech et rich-teg fonnt hunn.

(*Interruption*)

Jo! Da loosst mech emol ausschwätzen! ... well ech et 100 % eg richteg fonnt hunn. An natierlech kann een émmer iwwer eng Enquêtekommission diskutéieren. An ech hunn hei nach kee Wuert gesot, wat meng Meenung ass zu der Enquêtekommission. Dat ass un der Chamber, dat ze decidéieren, wat se wéllt decidéieren, net u mir. Genauso wéi d'Chamber och déi aner Resolution hei wäert stëmmen oder net stëmmen, déi deposéiert ginn ass.

D'Chamber ass souverän ze decidéieren, wat se wéllt. A wann Dir keng Majoritéit an dësem Parlement kritt fir eng Initiativ, déi Dir geholl hutt, dann ass dat net dem Minister seng Schold, beim beschte Wëllen!

(*Brouhaha et protestations*)

Jo. Jo, an ech wéll lech just soen, wann Der dat hei virgelies hutt, wat der Cour des comptes hiren Objektiv ass, dat ass richteg. Mee ech mengen,

datt dat och d'Haaptaufgab ass, déi de Moment ze analyséieren ass. Well ech maachen et nämlech net wéi verschidde Leit heibannen, datt ech d'office, d'office, ouni Beleeg ze hunn, Beamten hei an der Chamber énnerstellen, si géife liéen!

■ **M. Sven Clement (Piraten)**.- Mir hu Preuven dofir.

(*Coups de cloche de la présidence*)

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense**.- Da leet déi Preuvé vir!

■ **M. Sven Clement (Piraten)**.- 150 Säite Rapport! Deen ee seet dat eent, deen anere seet dat anert.

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense**.- Ech muss lech soen, Här President, ech muss lech soen ...

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Här Clement, Dir hutt d'Wuert net!

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense**.- Här President, ech muss lech soen, wat hei, wat ech hei ...

(*Interruption*)

Ech hu mech bis elo nach net hei dozou geäussert. Mee ech muss lech awer soen, et ass awer e bëssen e staarkt Stéck! Hei gëtt iwwer Beamten hiergefall, hiergezunn op eng Aart a Weis, wéi ech et scho laang net méi erlieft hunn an dësem Parlement. A mir haten eng Diskussioun jo elo rezenterweis iwwer Respekt par rapport zu Beamten. Ech mengen, Verschiddener erénnere sech net méi dorunner. An ech fannen, datt dat net geet, datt mer awer hei kennen op der Chamberstribün - en public! - einfach mam Numm och Beamten zitéieren an d'office behaapten, si géife liéen, si wäre Ligener, si géifen hir Aarbecht net uerdentlech maachen, ouni datt dat beluecht ass. Ech fannen dat wierklech e ganz staarkt Stéck, Här President, Dir Dammen an Dir Hären!

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense**.- An dat loosse ech och net zou par rapport zu de Beamten.

A fir de Rescht, ech hu jo gesot, dat passt an Ären Narrativ, wat Der hei wéllt maachen, fir eng Show ze veranstalten um Schluss vun dësem Projekt.

Ech hunn awer och gesot - a wann den Här Wagner seet, et wär ziviliséiert eroftgaangen, dat wär, well kee wollt an esou weider an esou virun -, et si vill Froen, déi zum Deel souguer hei gestallt gi sinn, déi sinn zum Deel emol net an der Kommission gestallt ginn, och net u mech gestallt ginn! Just fir ze soen. Et ass jo awer, kommt, mir sinn ...

An dat ass och, firwat ech gesot hunn, ech géif mer wénschen, datt et iwwerde gëtt, well da géif war-scheinlech de Public och emol matkréien, wat an de Kommissionen diskutéiert gëtt. Dann hätt de Public och en anert Bild dovunner. Mee bon, ech kann awer domadder liewen, dat gehéiert och zum Parlament, datt den Narrativ dora besteet, fir herno e Showdown ze maachen an der Plénière ronderën e Gesetz, mat deem een net averstanen ass. Okay!

■ **Une voix**.- O, Dir maacht elo hei och Show!

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense**.- Bon, dat hutt Der elo hei veranstadt.

Mee fir de Rescht, wann de Rapport vun der Cour des comptes do ass ... Well dat ass awer dat Wichtegst, dat Wichtegst ass awer hei, an dat kuckt d'Cour des comptes: Si kuckt precisionné, wéini ech wou wat énnerholl hunn a punto vun der Gestiooun a vun der Exekutioun vum Budget par rapport zu deem heite Projekt. D'Cour des comptes kuckt hei, ob d'Ausschreibungsgesetz respektéiert ginn ass oder net. D'Cour des comptes kuckt hei, ob alles am Projekt dra war, wat hätt missen dra sinn an ob dat kontabilitéitsmësseg richteg war, datt een dat hätt wéllen zum Beispill esou maachen, wéi den Här Heck dat hei erkläert huet, oder net.

An d'Cour des comptes wäert och do Recommandatiounen maachen. An et gëtt e Contradictoire, deen och do organiséiert gëtt téschent der Cour des comptes an dem Ministère an de Verwaltungen an der Arméi. Déi wäert dat alles kucke goen!

Natierlech schwätz d'Cour des comptes sech net iwwert d'Opportunitéit vum Satellitt aus. Dat wär jo nach de Clou! Dat ass jo net deenen hiren Objektiv. An dat ass jo och net haut d'Theema, wann ech dat richteg hei verstinn. Haut ass jo den Haaptsujet ... Well ech wéll awer nach eng Kéier drop wiheisen, datt d'Chamber hei, datt se all mat Ausnam vun deene Lénke d'Opportunitéit vum Projekt agesinn hñten, well en ass mat enger grousser Majoritéit hei gestëmmmt ginn 2018! Dat schéngt elo hei aus der Siicht nees erauspulveriséert ze ginn, well mer en Narrativ brauchen, deen eng grouss Affär draus mécht.

Et hunn hei 58 Deputéierte fir dee Projekt gestëmmmt 2018! Also d'Opportunitéit, fir de Projekt ze maachen, schéngt jo awer, huelen ech emol un, mat deenen 58 Deputéierte gi gewiescht ze sinn.

A fir de Rescht, wann dee Rapport do ass, dat hunn ech och gesot a menger Ried, da soll d'Chamber dee kucken. Mee, wéi eebe gesot, d'Chamber mécht dat, wéi se dat wéllt. Ech hu kee Problem, an dat soen ech och kloer, mat kenger Aart a Weis a mat kengem Moyen, fir hei zu Transparenz ze kommen. Well, wéi gesot, ech hunn dee Projet hei iwwerholl an ech stinn zum Projet als solchen, well ech e gutt fannen, mee ech stinn net zum Historique.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci, Här Bausch. Da Parole après ministre fir den Här Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Villmools merci, Här President. Ech mengen, et ass ganz vill gesot ginn, wat de Fong ueget elo vun där Diskussioun. Dofir well ech elo net onbedéngt dorobber agoen. Ech wéll just soen, datt mir als ADR selbstverständlich och déi Resolution fir eng Enquêtekommission énnerschriwwen hunn an datt dee Räsonnement, deen hei vun der Madamm Adehm am Numm vun eis véier Parteie virgedroe ginn ass, eis Énnerstëtzung fennnt.

Ech ass eppes anescht, wat ech wollt soen. Ech hunn dem Här Minister Bausch nogelauscht an ech hu mech gefrot: Wéi ass eigentlech déi Situatioun, an därt mer elo sinn, ze interpretéieren, iwwert déi Diskussioun eraus, ob mer elo sollen eng Enquêtekommission maachen oder net?

Ech maache mer vill Suergen! An ech mengen, ech sinn net deen Eenzegen. Ech erénnere mech, am Ufank, wéi Gambia ugetrueden ass, do huet et geheescht: „Mir maachen d'Fénstere grouss op. Mir sinn eigentlech déi Koalitioun vun der Transparenz, vun der Oppenheet. Mir maachen alles nei.“

A wat ass elo geschitt an all deene Joren? Mir gesinn, datt déi Koalitioun hei eng Koalitioun ass, déi sech Lëtzebuerg lues a lues accaparéiert. Mir gesinn eng Koalitioun, déi sech der Kontroll entzitt. Mir gesinn eng Koalitioun, déi méi a méi d'Beamte politiséiert, déi Prozeduren aushielegt. Mir gesinn eng Koalitioun, déi en Êmbau mécht vu ganz ville Saachen am Land, laascht dëst Parlament. A virun allem, mir gesinn eng Regierung, déi sech hiérer Verantwortung entzitt.

Esou vill Feeler sinn a leschter Zäit geschitt! A wat fir eng Konsequenze goufen op Regierungsniveau gezunn? Keng! Et ass eng Kultur vun den „Intouchables“: „Mir sinn zwar Ministeren, mir maache Feeler, mee mat eisen 31 Deputéierte brauche mir d'Verantwortung dofir net ze iwwerhuelen.“ Et ass dat, wat mer fundamental Suerge mécht: Wou geet déi demokratesch Kultur an dësem Land hin?

Den Här Wagner huet e gutt Beispill genannt. Mir sollten eis iwwerleéen, ob mer net op e Wee ginn, datt mer eng Enquêtekommission mat manner wéi der Majoritéit hei am Parlament kennen aféieren. Mir sollten dat an der Reglementscommission elo an nächster Zukunft diskutéieren. Mir wäerten als ADR déi Initiativ iwwerhuelen, datt mer dat konkretiséieren. Mir kennen net nokucken, wéi dëst Land lues a lues seng demokratesch Kultur ewechgeholl kritt.

Här Minister, och Dir sidd némme nach e puer Joer do an da komme Walen. A mir brauchen an deene Walen eng Diskussioun iwwert d'Demokratie zu Lëtzebuerg.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci, Här Kartheiser. An dann huet den Här Clement d'Wuert gefrot.

■ **M. Sven Clement (Piraten)**.- Merci, Här President. Als Éischt emol, den Här Minister huet hei déi ganzen Zäit dovunner geschwatt, datt en e grousse Fan dovunner wär, datt d'Kommissionssézungen sollten éffentlech sinn - ech schwätzen herno nach eng Kéier iwwert déi Resolution -, an do wéll ech just drop wiheisen, datt déi heite Kommissionssézungen vun der Comexbu Verbatimen hunn. An au contraire vun der Chamber war et just d'Regierung, déi an déi Verbatime fusche gaangen ass mam schwaarz Stéft! Dat heescht, wa mer hei vun Transparenz schwätzten, da kommt, wannechgelift, bleiwe mer éierlech: D'Chamber huet Verbatimen uferterge gelooss an et ass doranner gefuscht ginn: vun der Regierung!

Also wannechgelift, émmer erém drop hinzuweisen, mir bräichent éffentlech Kommissionssézungen ... Da sollte mer wéinstens éierlech bleiwe: Mir hunn déi PVen!

Wa gesot gëtt, an ech stinn dozou, ech hu gesot: „Mir goufen ugeliunn.“ A firwat soen ech dat? Ma well et schwaarz op wäiss aus deene Verbatimen ervirgeet, datt verschidde Leit kontradiktoresch Aussoe gemaach hunn.

Ech sinn der Meenung - an de Minister huet mech jo dann och dozou invitierert an den Här Haagen huet mech och dozou invitierert, datt dat mäi Rôle wär: Nee, ech sinn der Meenung, datt dat „eise“ Rôle wär als Chamber!

■ **M. Claude Haagen (LSAP)**.- Nee, Dir hutt jo Preuven! Ech hu se net.

■ **M. Sven Clement (Piraten)**.- A, Här Haagen, Dir gitt also zou, datt Der 150 Säite Rapport vun der Comexbu einfach net gelies hutt! Très bien! Très bien!

(*Interruptions*)

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Den Här Clement huet d'Wuert a soss keen!

■ **M. Claude Haagen (LSAP)**.- ... Contradictiouen, ech gesi keng Contradictiouen ...

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Här Clement, fuert roueg weider! Dir hutt d'Wuert.

■ **Une voix**.- Dat ass kee Rapport, et ass eng Compilatioun.

■ **M. Claude Haagen (LSAP)**.- Et geet elo duer!

(*Brouhaha*)

■ **M. Sven Clement (Piraten)**.- Bon, ech waarden dann, bis den Här Haagen opgehalen huet mat jâzien.

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Här Clement, et ass un lech!

■ **M. Sven Clement (Piraten)**.- Merci, Här President. Mir können also déi Verbatim tel quel un de Parquet weiderginn, ouni d'Schwärzungen, well, ech mengen, dat géif ganz kloer weisen, wat hei geschitt ass, datt mer hei Liga gezielt kruten. An dat, denken ech, sollte mer dann och maachen!

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Dann huet den Här Roth nach d'Wuert gefrot gehat. An da kritt de Minister d'Wuert zréck.

■ **M. Gilles Roth (CSV)**.- Här President, ech wéll déi Diskussioun hei net verlänger. Ech muss awer soen, dass mir an dëser Legislaturperiode, déi 2018 am Oktober ugaangen ass, menger Erënnerung no dräi Seancë vu Chamberskommissionen haten: Dat war d'



comptes qui en discutera en séance publique dans les meilleurs délais ».

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Dann hat den Här Minister Bausch d'Wuert gefrot.

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- Jo, Här President, ech wéll elo náischt méi soen zu deem doten. Mee ech wéll awer eppes soen zu deem, wat den Här Clement virdru gesot huet, well dat soss dobaussen ausgesait, wéi wann d'Regierung hei an engem Rapport, an engem PV vun der Chamber Zensur bedriwwen hätt.

Ech muss soen, dat ass awer e staarkt Stéck, Här Clement! Dir wésst ganz genau, wat mer gefrot hund deemoals als Defense, well et geet jo hei ém privat Firmen: datt verschidden Nimm a verschidde Saache sollte schwarz gemaach ginn, annet wat Aussoe si vu verschidde Leit, déi do ausgesot hund. Dat ass jo wierklech ongeheierlech, esou e Virworf ze maachen! Mee et geet haaptsächlech dréms, datt verschidde Saachen eeben aus rechtleche Grénn par rapport zu Firme sensibel waren. An dat ass natierlech gekuckt ginn, dat war och ganz wéineg, wat schwarz gemaach ginn ass. An dat ass dat, ém wat et geet.

Ech wéll lech awer just soen, ...

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Dir wollt et awer streamen. Dat hutt Der virdru gesot.

■ **M. François Bausch, Ministre de la Défense.**- Jo, mee nee! Ech wéilt lech, jo, Här Clement, Dir ... Lauschtet, wéss Der, et ass awer e groussen Énnerscheid, ob Der elo hei ... Dir hutt dat elo esou duergestallt, wéi wa mir carrement Aussoen do sträiche geloos hätten, wat net stémmt! Mee duerfir ass et awer wichtig, datt ech dat preziséieren. Bon, Dir sidd jo de Spezialist doranner, fir esou Saachen esou duerzestellen no baussen. Dat hu mer jo schonn erausfonnt.

(Interruptions)

Ech wéll lech awer och soen, datt, wann eppes - wat ech net weess, ech weess jo net, ob et hei sou ass, a priori gesinn ech hei náischt, wat strofrechtecher Natur ass -, mee wann eppes iergendwann eng Kéier géif kommen, wat strofrechtecher Natur ass an et geet bei d'Justiz, bon, dann ass et jo esou: D'Justiz wáert da souwisou alles saiséiere vun Dokumenter, wat do ass, an dann ass dat jo souwisou net ze verheemlechen.

Duerfir, haalt awer op ze maachen, wéi wa mir elo géifen hei als Regierung carrement net némme wierklech d'Procès-verballe wélle fälsche vun der Chamber, mee och nach wéilten an der Justiz hei interveniéieren! Wou si mer dann ukomm?

Pardon, ech mengen, mir sollen hei jiddweree seng Aarbecht maachen! An ech bleiwen derbái, ech si selwer och interesséiert, datt an deen Dossier hei 100 %eg Transparency drakénnt.

Voilà! Méi soen ech elo dozou net méi, Här President, well ech mengen, ech hund alles gesot.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Bausch.

Ech gesi keng Wuertmeldung méi, soudatt mer kennen zur Ofstémmung iwwert d'Resolutioun Nummer 1 kommen.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stémmen ...

(Brouaha)

■ **M. Marc Baum (déri Lénk).**- Mat oder ouni Ajoute?

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Resolutioun Nummer 1, déi vun der Madamm Stéphanie Empain deposéiert ginn ass an déi e Rapport spécial iwwert d'Gestion financière bei der Cour des comptes freeet.

Den Här Roth freeet nach d'Wuert.

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Also, vun eiser Säit vun der CSV géife mer déi Resolutioun do matstémmen a mir géifen lech bidden, dass Der derbái géift schreiwen, dass d'Chamber iwwert de Rapport vun der Cour des comptes an enger éffentlecher Sitzung debattéiert. Dat heesch, wann Der dat gär formuléiert hätt, da géife mer en Addendum maachen, dee proposéiert: « décide de demander à la Cour des comptes d'établir un rapport spécial sur la gestion financière du projet LUXEoSyst et de le présenter à la Chambre des Députés, qui en discutera en séance publique ».

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech gesinn, datt eng Zoustémmung duerfir do ass. Mee den Här Wagner huet nach d'Wuert gefrot.

■ **M. David Wagner (déri Lénk).**- Merci, Här President.

(Brouaha général)

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Jo, mee ass et ...? Mir kennen den Ordre net méi inverséieren.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Wagner huet d'Wuert.

■ **M. David Wagner (déri Lénk).**- Merci, Här President. Jo, mir fannen dat u sech och, wat d'Ajoute ugeot, déi den Här Roth elo fir déi Resolutioun proposéiert huet. Déi Resolutioun stellt eins, wéi ech virdu gesot hund, net zefridden, well mer der Meenung sinn, datt d'Majoritéit - ech soen net „d'Regierung“, mee „d'Majoritéit“, dat sinn anscheinend zwou ganz verschidde Saachen - sech hannert der Cour des comptes verstoppt. Mee (veuillez lire: Mee et wär gutt), wa mer dann awer och wéinstens déi Debatt kéinten hund, well et geet jo hei némme dréms, fir net Uschällungen ze maachen, mee just Kontraktionsfeststellen; an dofir bráicht een a Wierklechkeet eng Commission d'enquête, wa mer seriö wieren. Mee dat si mer anscheinend zum Deel net an deem Mooss, op jidde Fall net an dësem Sall. Mee voilà, mir wáerte mat dár Ajoute déi heite Resolutioun matdroen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Wagner. Dann nach d'Madamm Lorsché.

■ **Mme Josée Lorsché (déri gréng).**- Merci, Här President. Mir stinn dozou, dass mer d'Cour des comptes wélle mat deem Dossier saiséieren, fir Transparenz ze schafen. D'Cour des comptes ass en onofhänge Gremium, deen an der Verfassung verankert ass, deen och vun der Chamber gewielt ginn ass a vun der Chamber saiséiert ka ginn, fir eebe grad déi éffentlech Depenses ze kontrolléieren. A mir bleiwen der Meenung, datt et zu dësem Moment dat richtegt Organ ass, fir dës Aufgab ze maachen.

Mir sinn awer ganz gär bereet, hei och eng Debatt driwwer ze feíeren. An och dat gehéiert zu der Transparenz an zu der politescher Meenungsbildung, nach eng Kéier, op all de Säiten. Mir énnerstézen deen do Zousaz. An ech mengen, da misste mer domat awer vláicht och emol eng Kéier zu engem Konsens kommen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Lorsché. Den Här Georges Engel.

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Ech ka mech der Madamm Lorsché uschléissen, obwuel deen Zousaz u sech superfetatoire ass, well d'Chamber ka sech émmer nach mat engem Debat saiséieren, dee se kann halen. Mir sinn awer d'accord. Ech gesi schonn: Den Här Clement, dee spréngt scho bal aus der Késcht.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Well Der d'Reglement net kennt!

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- E ka säi Pathos hei net ganz ausspillen, deen zimmlech op d'Nerve geet, wéll ech just soen.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- O Dir mir och!

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- Déi Resolutioun hei kenne mer matstémmen, obwuel deen Zousaz superftatoire ass. Mir kennen en awer matstémmen.

■ **Mme Lydie Polfer (DP).**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech mengen, u sech schéngt et awer kloer. Den Här Roth nach, wannechgelift.

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Ech soen de Majoritéitsvertrieder Merci fir déi Flexibilitéit, eis Ajoute bázemaachen. Mee an der Argumentatioun, an ech wéll dat nach eng Kéier widderhueulen, hate mir principalement fir d'Enquétékommision gefrot. An duerfir géife mir och froen, Här President, dass déi Resolutioun iwwert d'Enquétékommision fir d'éischt gestémmt gétt an dann duerno déi iwwert d'Cour des comptes.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

(Brouaha)

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Okay. Da stémme mer fir d'éischt ...

■ **Plusieurs voix.**- Nee!

(Interruptions)

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Nee, kommt mir bleiwen dobái. Mir haten de Vott schonn ugefaangen an duerno hutt Dir eréischt reagéiert. Mir stémmen elo iwwert d'Resolutioun Nummer 1 of, déi vun der Madamm Stéphanie Empain deposéiert ginn ass, mam Zousaz, deen den Här Roth gemaach huet.

Résolution 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant l'historique du projet « LUXEoSyst », notamment en ce qui concerne le coût du projet ;

- vu les conclusions du rapport de la Commission du contrôle de l'exécution budgétaire relatif au projet de loi n° 7542 ;

- saluant et partageant la volonté de transparence du Gouvernement dans ce dossier et dans la planification de futurs projets ;

- considérant que la Cour des comptes est l'organe compétent pour le contrôle de la gestion financière des organes, administrations et services de l'Etat et que la Chambre des Députés peut à tout moment demander à la Cour des comptes de présenter un

rapport spécial sur des domaines spécifiques de gestion financière,

décide

- de demander à la Cour des comptes d'établir un rapport spécial sur la gestion financière du projet LUXEoSyst et de le présenter à la Chambre des Députés, qui en discutera en séance publique.

(s.) Stéphanie Empain, André Bauler, Dan Biancalana.

Vote sur la résolution 1 modifiée

Wien domadder averstanen ass, dee soll mat Jo stémmen.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stémmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wéllen et Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun eestémmeg mat 60 Jo-Stémmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Claude Wiseler), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Frank Colabianchi, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydia Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da kéime mer zum Vott vun der Resolutioun Nummer 2, déi den Asaz vun enger Enquétékommision freeet.

Vote sur la résolution 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stémmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi et Vote par procuration wéllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Resolutioun mat 29 Jo-Stémmen an 31 Nee-Stémmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Octavie Modert), Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par M. Claude Wiseler), Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, Frank Colabianchi, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydia Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain,

Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

10. Question urgente n° 3169 de Mme Diane Adehm concernant le blocage par POST Luxembourg de SMS envoyés par un laboratoire dans le cadre du large scale testing

Mir kommen dann zur Question urgente Nummer 3169 vun der Madamm Diane Adehm iwwert d'Blockéiere vun SMSen am Kader vum Large-Scale-Testing. D'Madamm Adehm huet fénnef Minuten, fir hir Fro virzedroen an no der Antwort vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen, an der Regierung stinn zéng Minuten zou. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Diane Adehm (CSV).**- Jo, merci, Här President. Den 2. November 2020 huet de Santémissière op sengem Facebook-Kont annoncéiert, dass ee just soll den offizielle Sourcen trauen, wann een um Large-Scale-Testing deelgeholl huet, an et kréich ee keng Resultater iwwer Facebook, also d'Messagerie vu Facebook geschéckt, mee just iwwer SMS oder iwwer Courier.

Geschter Owend war op „Tageblatt“ online ze liessen, dass et awer Problemer gi si mat deene Messagen, mat deenen SMSen, déi vun dem Large-Scale-Testing weidergeschéckt gi sinn, an dass déi bei verschidde Leit net ukomm sinn, aus deem Grond, well d'Post e Filter, en Antifraudfilter drop-gesat huet, an doduerjer sinn eng ganz Partie SMS blockéiert ginn.

Duerfir hunn ech aus deem dote Grond eng Partie Froen un de Minister: Wärend wéi enger Period sinn d'SMSen net duerchgaangen? Sinn all d'SMSe vun deem Laboratoire beträff, deen zitéiert gëtt? A wéi vill SMSe sinn net duerchgaangen? Huet de Laboratoire kierzlech de Provider gewiesselt, fir d'SMSen erauszeschécken? Beträfft dëse Problem némme Post-Clienté oder sinn och Clienté vun anere Provider concernéiert?

Wann et némme Post-Clienté sinn: Gëtt et eng offiziell Léscht vu Provideren op internationalem oder europäeschem Niveau, déi esou e fiabele Service des messageries mobiles ubidden, op déi d'Post sech baséiert? A wann et keng esou eng Léscht gëtt, op wéi enger Basis huet d'Post dann decidéiert, wéi eng international Sécherheitsstandarde si géinge respektéieren? A wéi kënnt et, dass déi aner Mobiltelefonsbedreiwer net déi selwech Standarden hinn?



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerg Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Saint-Paul Luxembourg SA
2, rue Christophe Plantin
L-2988 Luxembourg

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

hëlt hir Aufgab vu Cybersécherheet eescht an dat, dat muss ech och als zoustännege Minister fir d'Post soen, ass eppes, wat mech rassuréiert.

An dësem Eenzelfall sinn also eenzel SMSen net direkt bei de Leit ukomm. Dat Allerwichtegst ass awer hei, dass bei all deene Leit, déi positiv getest gi sinn, déi SMS iwwer en anere Wee direkt un d'Leit verschéckt ginn ass. Et ass also net virkomm, dass d'Informatiounen iwwer e positiven Test net direkt bei deene Concernéierten ukomm sinn. Jiddwereen, deen also positiv getest ginn ass, ass och direkt informéiert ginn an déi SMSe sinn net erausgefiltiert ginn, si sinn also net iwwert dee geblacklistete Soustraitant verschéckt ginn.

De Problem ass elo erkannt. An et ass och ewell dru geschafft gi fir sécherzestellen, dass SMSe vum betraffene Labo just nach iwwer vertrauen-swierdege Operateure verschéckt ginn, also och déi negativ Tester.

Et ass och esou, an dat wësst Der, well d'Santé huet dat och op hir Facebooksäit gesot, dass bei all Test, dee positiv war, net némmen dës SMS verschéckt ginn ass, mee d'Servicer vun der Santé och de Leit esou séier wéi méiglech direkt iwwer e Kontakt Bescheid gesot henn. Dir wësst, dass dat de Standardwee zu Lëtzebuerg ass, dass souwuel iwwer SMS wéi och duerno direkt iwwert d'Santé informéiert gëtt.

Nieft der SMS ass et och esou, dass jiddwereen, deen en Test gemaach huet, d'Méiglechkeet huet, säi Resultat direkt beim Labo iwwer Telefon nozfroen oder awer och iwwert d'Internetsäit vum Labo nozechecken.

Wat wichtig fir mech ass, dat ass, dass de Problem mëttlerweil erkannt ginn ass an alles drugesat ginn ass, fir de Problem ze behiwen, och duerch eng exzellent Zesummaarbecht tësch dem betraffene Labo an der Post, déi hei dem Labo schnell gehollef huet, eng Solutioun ze fannen.

Dat Allerwichtegst ass awer, dass duerch diese Problem net déi ganz Lutte géint d'Pandemie a Fro gestallt gëtt. Well nach eng Kéier, jiddwer Persoun, déi positiv getest ginn ass, krut och op direktem Wee d'Resultat an huet net onnéideg aner Persounen ugestach.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Här Fayot.

11. 7698 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19

Mir kommen dann elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut, de Projet de loi 7698 iwwert de Congé pour soutien familial am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Basis-modell festgeluecht. An ech ginn direkt d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Famille et de l'Intégration

■ **M. Max Hahn (DP), rapporteur.**- Merci, Här President. D'Zuele vun de Covid-19-Infizéierte sinn an

de leschte puer Woche massiv geklommen. Vill Stierffäll sinn effektiv bei den eelere Leit deklariert ginn. D'Situatioun an den Alters- a Fleegheemer ass sécher keng einfach, mee och an den Dagesstrukture fir eeler Leit a Persoune mat Handicap bestinn eng Rei Problemer, dorënner natierlich an éischter Linn ze kleng Raim, fir déi selwecht Zuel vu Leit opzehuele wéi virun der Pandemie. Aus deem Grond schwätzte mir haut iwwert dése Projet.

De Gesetzesprojet 7698 ass eng Ännérung vum Gesetz vum 20. Juni 2020 iwwert de Congé pour soutien familial am Kader vun der Covid-19-Kris.

Vill Dagesstrukturen, déi sech ém eeler Leit oder Persoune mat engem Handicap këmmeren, hunn am Fréijoer aus bekannte Grënn hir Diere missen temporär zouraachen. D'Familljen, an deene jideree schafft, hu sech du selwer ém hir Familljemembere misse këmmeren, an dat huet si viru grouss Frausfuerderunge gestallt. Fir d'Leit an déser Situations ze énnertétzten, huet de Familljeministère de Congé pour soutien familial als Noutfallmesure agefouert gehat. Mir stëmmen haut dësen Text, fir dass dëse Congé och nom 24. November nach ka bis de 25. Mee 2021 verlängert ginn.

Duerch déi vill Neiinfektiounen an de leschten Deeg a Wochen an déi domat entstanen nei Restriktioune kënnne verschidde Strukture fir eeler Leit oder Persoune mat Handicap némmen eng begrenzten Zuel vu Leit ophuelen, sief dat duerch corona-bedéngten Ausfäll beim Personal oder duerch ze kleng Raimlechkeeten, fir d'Geste-barrièren anzenhalen.

Dobäi kënnnt natierlich déi besonnesch Vulnerabilitéit vu verschidde Persounen, déi et och oft on-méiglech mécht, dass déi Leit sech un d'Geste-barrièren halen. Ech denken do u Leit, déi duerch eng bestëmmte Krankheet oder en Handicap de Mask eeben doduerch net kënnen unhalen.

E puer Demanden, fir de Congé pour soutien familial verlängert ze kréien, koumen och scho beim Ministère eran. Dofir ass et eiser Meenung no immens wichtig, dat besteeënd Gesetz ze ännerten an dëse Congé ze verlängeren. Dëst ass, wéi gesot, geplant fir weider sechs Méint an natierlich och just fir déi Leit, wou et wierklech keng aner Léisung gëtt. De Kader vum Gesetz bleift deen nämmelechten.

De Congé pour soutien familial kann ugefrot ginn, wann eng autoriséiert Struktur temporär an am Kader vun der Covid-19-Pandemie hir Aktivitéiten deelweis oder komplett astelle muss. De Congé ka souwuel vu Residente wéi och vu Frontalierien ugefrot ginn. Eng autoriséiert Struktur muss sech deemno net onbedéngt zu Lëtzebuerg befannen, mee kann och am EU-Ausland leien.

D'Demande fir de Congé pour soutien familial muss un de Familljeministère geschéckt ginn an ass natierlich u gewësse Konditiounen gebonnen. Och dës Konditiounen sinn déi nämmelecht wéi am ale Gesetz. Dofir ginn ech och op dëser Platz net nach eng Kéier dorop an.

Wann d'Demande akzeptéiert gëtt, da stellt de Familljeministère e Certificat an duebeler Ausfierung aus, deen un den Employeur an un d'Krankkeess geschéckt muss ginn. De Congé hält dann op, wann déi autoriséiert Struktur de Minister informéiert, dass si hir Aktivitéit erëm deelweis oder komplett ophuele kann an doduerch och erëm eng Plaz fir déi eeler oder behënnert Persoun fräi ass.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

D'Zäit am Congé pour soutien familial ass gläichgesat mat enger Incapacité de travail, déi am Fall vun enger Krankheet oder engem Accident ugefrot ka ginn. Dowéinst profitéieren d'Salariéen hei och vun deene selwechte Rechter, wat d'Sécurité sociale an den Aarbechtsschutz betréfft.

Fir dass et zu kenger finanzieller Benodeelegung kënnnt, wäert dëse Congé och weider remuneréiert ginn. D'Sécurité sociale iwwerhëlt zu 100 % d'Bähëllefen, op déi d'Salariéen en Utrecht henn. D'Mutualitéit vun den Employeur rembourséiert de Patronen dann och de komplette Salaire mat de Charges patronales, déi si un hir Salariéen am Congé pour soutien familial ausbezuelt henn, an iwwerhëlt och d'Indemnitéité pécuniaire fir d'Independentanten.

Do dernieft genéissst de Salarié nämlech och Kënnegungsschutz, soulang den Employeur virschrifteméisseg vun der Absence informéiert gouf. Betoune wëll ech dann och nach eng Kéier, dass hei ausschliisslech erwuesse Persoune viséiert sinn, déi e groussen Deel vun hirer Autonomie verluer henn an dowéinst an hirem Alldag op d'Hëllef vun engem Drëtten ugewise sinn. A soulang de Virus net mat Sécherheet verschwonnen ass oder émmerhin eng Impfung um Maart ass, musse mir och weiderhin de Familljen énnert d'Aerm gräifen, fir dass se sech ém hir Léifste këmmere kënnen.

Am Numm vun der DP-Fraktioun ginn ech lech dofir natierlich och den Accord vun eiser Fraktioun an ech géif lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

■ Plusieurs voix.- Très bien!

■ **Mme Djuna Bernard, Présidente de séance.**- Merci, Här Rapporter. An als éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Marc Spautz (CSV).**- Merci, Madamm Présidentin. Ech wëll dem Rapporter villmoos Merci soe fir seng Explikatiounen. Ech mengen, dass et fir eis als CSV wichteg ass, dass mer eng Verlängerung maachen, well dat Gesetz de 25. November géif auslafen. Wéi mer d'Gesetz gestëmmt henn, hate mer gehofft, et wier net nouwendeg - wéi mir allegueren héchstwarscheinlech -, mee dass mer de Coronavirus bis Enn des Joers am Gréff hätten. An ech hoffen och elo, dass mer et fäerdegréngen, de Virus virum Oflaf vum Gesetz an de Gréff ze kréien, mat alle Moyenen, déi eis zur Verfügung stinn, fir dass mer net nach eng Kéier müssen op eng Verlängerung vun deem Congé zréckgräifen.

Et wier awer flott, wann d'Madamm Minister an hiren Discours herno nach eng Kéier d'Zuel vun deene Leit géif erwänen, déi dodrop zréckgegeراف henn, well mir haten zoufälleg - nodeem mer gëschter de Rapport hei zwar ugeholl henn - de Moien eng Diskussioun mam Sozialminister, wou och nach eng Kéier iwwer all déi Méiglechkeete geschwat ginn ass. Och dat, wat den Här Hahn elo just gesot huet, wat bei der Mutuelle geschitt, a wat och beim Congé geschitt, dass een dat och eng Kéier géif hei an der Chamber soen.

Dat gesot, villmoos merci nach eng Kéier dem Rapporter an d'CSV wäert deem Gesetz d'Zoustëmmung ginn. Merci.

■ **Mme Djuna Bernard, Présidente de séance.**- Als nächst agedroene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz agedroen. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP).**- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kollegien a Kolleginnen, merci dem Max Hahn fir sain ausféierlechen a prezise Rapport hei um Mikro an awer och säi schrifftleche Rapport. Deem ass och net ganz vill bázefügen. En huet ganz vill gesot a ganz vill expliziert. Mir als LSAP kënnen deem némmen zoustëmmen.

Mir soen all deene Leit Merci, déi doduerch eng Hëllef kréien. De Pendant vun dem Congé pour raisons familiales ass jo de Congé pour soutien familial. Ech mengen, et ass ganz wichtig, dass dat elo och déi sechs Méint weidergefouert gëtt. Ech schléissee mech och dem Här Spautz u fir ze soen, dass mer hoffen, dass mer dann duerno vläicht dee Congé net méi esou brauchen an deem Mooss an dass mer d'Covidkris da vläicht e bëssen iwwerstannten henn. Loose mer Holz upaken!

An ech soen op jidde Fall Merci an ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

■ Une voix.- Très bien!

■ **Mme Djuna Bernard, Présidente de séance.**- Déi nächst agedroe Riednerin ass déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Chantal Gary (déri gréng).**- Merci. Merci dem Här Hahn fir sain detaillierte Rapport a fir d'Explikatiounen. Natierlich begréissee mer d'Verlängerung vum Congé pour soutien familial, well et gëtt násicht méi Wichteges, wéi an onerwaarten Zäiten doheem eng Stäip ze henn. Duerfir ass et och némme wichtig a richteg, dass dës familiär Hëllef och an Netcoronazäite méiglech soll sinn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Heimat ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Madamm Gary. Da wär et um honorabelen Här Fred Keup.

■ **M. Fred Keup (ADR).**- Merci, Här President. Merci och dem Max Hahn fir de Rapport. Mir henn d'Gesetz matgestëmmt, dat éischt virun e puer Méint. An ech mengen, d'Situatioun ass elo esou, dass et nach eng Kéier muss verlängert ginn; leider, wéi dat gesot ginn ass. Mir müssen deene Familien d'Ennerstëtzung ubidden, déi dat brauchen. Och wann et der net vill sinn, ass et awer fir déi wichtig. An dofir stëmme mer natierlich och dëst Gesetz elo hei mat Jo.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Här Keup. Da wier et um honorabelen Här Marc Baum.

■ **M. Marc Baum (déri Lénk).**- Jo, merci, Här President. Ech ka mech do och just menge Virriedner uschléisseen. Och wann et keng Masse sinn, déi dorobber zréckgräife müssen, ass et awer wichtig fir déi betraffe Leit.

Ech schléissee mech och ausdrécklech deem un, wat d'Madamm Gary gesot huet, nämlech datt mer esou en Instrument och brauchen no Coronazäiten, well ee sech jo och Fäll virstelle kann, wann en Accident an engem Altersheim geschitt oder soss iergendwelche Saachen, wou mer dat daten Instrument kënnen benotzen oder dorobber kënnen zréckgräifen. Ech mengen, datt dat wichtig ass, och ausserhalb vu Coronazäiten. An ech mengen, datt de Ministère esou Reflexiounen duerhaus féiere sollt.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Baum. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci, Här President. Merci dem Max Hahn fir säi gudde Rapport. Hei hëllefe mer konkreet de Leit, déi an deene Fäll sinn, an dofir wäerte mir als Piraten och eisen Accord ginn.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert: d'Madamm Familljeministerin Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

■ **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Villmoos merci all de Riedner elo a villmoos merci dem Rapporter fir säi schrifftlechen a säi mëndleche Rapport.

Vläicht dann nach: Ech sinn nach eng Äntwert schëlle. Et ware 57 Personnen, déi vum Congé pour soutien familial profitéiert henn. Am Moment sinn nach 13 Dossieren aktiv. Dir gesitt, et sinn der net immens vill. Mee fir déi, déi et brauchen, ass dat Gesetz hei wierklech ganz, ganz wichtig.

Esou wéi den honorabelen Deputierte Marc Baum grad gesot huet, wëlle mer dat och duerno a Krisesituatiounen perenniséieren oder wann emol eppes geschitt, dass dann dee Congé pour soutien familial och no der Covidkris ka gräifen.

Ech soen lech vill, villmoos Merci. Här President, mir gesinn, wann et ém Ménsche geet an ém Hëllefen, dann ass jiddwære sech eens hebannen. An ech mengen, dass dat e ganz schéine Schluss ass am Fong geholl hau. Dofir sinn ech am Fong frou, dass dat heiten hau dee leschte Projet war, well ech fannen, et ass flott, sech op esou enger Nott hau och Awar ze soen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Familljeministresch. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7698. Den Text steet am Document parlementaire 7698.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7698 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

Da kéime mer nach zum Vott vun de Resolutiouen an der Motioun, déi am Ufank vun der Sëtzung deposéiert gi sinn.

12. Résolution de M. Sven Clement relative à la mise à l'ordre du jour simultanée des projets de loi n° 7694 et n° 7703

(Résolution déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 158 de ce compte rendu)

Fir d'éischt déi Resolutiouen, déi vun de Piraten deposéiert ginn ass, wou gefrot gëtt, de Projet de loi 7694 eréischt op den Ordre du jour ze huelen, wann de Projet 7703 och um Ordre du jour steeet.

Wëllt nach een zu där Resolutiouen d'Wuert ergräifen? Dat ass net de Fall.

(Interruption par M. Claude Wiseler)

Dach, den Här Claude Wiseler.

Discussion générale

■ **M. Claude Wiseler (CSV).**- Jo, ech versti ganz kloer, wat d'Piraten hei wëlle maachen, well et effektiv wichteg ass, datt dee Projet, deen den Entreprisen Hëllefe gëtt, esou schnell wéi méiglech gestëmmt gëtt. Ech soen awer och ganz kloer: Mir kënne mat deem anere Projet net waarden. A wann iergendeng Diskussioun wier, datt dee géif vertaagt ginn, wär dat fir eis problematesch.

Fir mech ass et just wichteg, datt mer garantéieren, datt dee Projet iwwert d'Hëllefen och réckwierkend ass. Well dat eng Disposition plus favorable ass, mengen ech, wier dat och juristeschee Problem. Dat ass fir eis wichteg, an aus deem Grond kënne mer déi Resolutiouen hei net matsëmmen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Mars Di Bartolomeo huet nach d'Wuert gefrot.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Här President, deem ass náischt bázifügen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Da kënne mer zum Vott vun déser Resolutiouen kommen.

Vote sur la résolution

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dès Motioun mat 6 Jo-Stëmmen, 52 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen net ugeholl.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Michel Wolter), Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kae (par M. Claude Wiseler), Marc Lies, Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

13. Motion de M. Marc Baum relative à la présentation de la stratégie d'acquisition, d'utilisation et de distribution des vaccins contre la Covid-19

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 158 de ce compte rendu)

Da komme mer zur Motioun, déi vun déi Lénk deposéiert ginn ass iwwert d'Stratégie d'acquisition. Den Här Mars Di Bartolomeo.

Discussion générale

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Merci, Här President. Ech wollt der Chamber proposéieren, déi heite Motioun mat enger klenger Ännierung unzehuelen, déi ech mat de Fraktionscheffen an och mam Auteur ofgestëmmt hunn, an zwar an der Disposition finale: « à présenter sa stratégie d'acquisition, d'utilisation et de distribution des vaccins contre le Covid-19 à la Commission de la Santé et des Sports, qui proposera la forme que pourra prendre la présentation et la discussion de cette stratégie à la Chambre des Députés ».

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ass d'Chamber mat där Proposition d'accord? Den Här Marc Baum als Auteur vun déser Motioun.

■ **M. Marc Baum (déi Lénk), auteur.**- (...)

(Micro défectueux)

■ **Une voix.**- De Mikro geet net.

(**M. Marc Baum emprunte le micro de Mme Simone Asselborn-Bintz.**)

■ **M. Marc Baum (déi Lénk), auteur.**- Merci, Här President. Merci och dem President vun der Santéskommissiouen. Et ass mer wichtig gewiescht, datt mer hei d'Unanimitéit kreien op engem extreem wichtige Sujet. E Sujet, wou et drëms geet, eng Sortie de crise sanitaire ze entwéckelen. Mir brauchen déi Unanimitéit, mengen ech. Duerfir brauche mer och Transparenz, mer brauchen Opklärung, mer brauche Sensibiliséierung. An dat ass de Wee, dee mer gemeinsam musse goen, fir gemeinsam als Chamber och no bausse kënne opzetrieden.

Dat heiten ass, mengen ech, e richteg a wichteg Signal, wat d'Impfungen ueget.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Baum.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

- vu l'acquisition par le Gouvernement de 420.000 doses de vaccins anti-Covid-19 en tant que bénéficiaire de la commande groupée de la Commission européenne ;

- considérant la nécessité d'élaboration d'une stratégie nationale d'utilisation de ces vaccins ;

- considérant l'enjeu d'une réglementation démocratique d'acquisition, d'achat et de distribution des vaccins anti-Covid-19 permettant un accès juste et équitable au vaccin des populations aux échelles nationales et internationales ;

- considérant que l'efficacité du vaccin anti-Covid-19 dépend d'une participation suffisamment large de la population à la campagne de vaccination ;

- considérant la nécessité en amont d'une campagne de vaccination, d'une campagne de sensibilisation de la population propre à susciter sa confiance et favoriser son consentement ;

- considérant l'enjeu du recours libre et non imposé par les personnes individuelles au vaccin en question,

invite le Gouvernement

- à présenter sa stratégie d'acquisition, d'utilisation et de distribution des vaccins contre le Covid-19 à la Commission de la Santé et des Sports, qui proposera la forme que pourra prendre la présentation et la discussion de cette stratégie à la Chambre des Députés.

(s.) Marc Baum

Vote sur la motion modifiée

Wie mat där Proposition d'accord ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass déi Proposition esou ugeholl.

14. Résolution de M. Léon Gloden relative à la décision de rendre les réunions des commissions publiques

(Résolution déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 172 de ce compte rendu)

Dann hu mer nach d'Resolutiouen, déi vum Här Léon Gloden deposéiert ginn ass. Den Här Georges Engel.

Discussion générale

■ **M. Georges Engel (LSAP).**- Jo, merci, Här President. Am Oktober d'lescht Joer huet d'CSV effektiv déi heite Resolutiouen schonn eng Kéier propoiséiert. An dee Moment hunn déi meesch, mengen ech emol, Fraktione sech derfir ausgeschwat, dass se soll an de Bureau kommen, fir diskutéiert ze ginn. Do ass se och elo scho méi wéi eng Kéier

op alle Fall diskutéiert ginn an et sinn och eng Rei vun Demarchen an och Saachen doranner festgehalte ginn. De Prinzip vun der Éffentlechkeet vun der Kommissiouenssitzungen, mengen ech, huet och keen a Fro gestallt, mee et gétt awer eng Rei vu Momenter, wou ee vläicht seet, dass se net sollten éffentlech sinn.

An däi heiter Resolutiouen steet dran, dass se u sech am Prinzip allegueren éffentlech wären an dass bei Dossiers sensibles kéint e Huis clos geschwät ginn. Mir sinn u sech der Meenung, dass vläicht en Zousaz sollt derbäkommen, dass mer am éische Saz soen « décide dans le sens de la transparence que les réunions des commissions peuvent être publiques sous réserve de l'accord de la commission ».

(Interruptions diverses)

Mir sinn der Meenung, dass et nämlech eng ganz Rei vu sensibelen Donnéeët gétt oder et och Momenter an der Kommissiouen gétt, wéi zum Beispill an enger Finanzkommissiouen, an enger aussepoltischescher Kommissiouen, wéi awer och an der Santéskommissiouen, wéi mer se elo eng ganz Rei vu Kéieren haten, dass gesot ginn ass: « Et wär besser, wann dat heiten heibanne bleibt. »

Wann dat awer elo éffentlech Sitzunge sinn, da kann een dat net méi esou maachen, soudass mer mengen, dass et richteg wär, wann een dee Saz do géif derbäisetzen. Wann dee Saz derbäiként, kenne mer als Majoritéitsparteien dat heiten och esou matdroen. Wann dat awer net derbäiként, da wäerte mer se müssen ofleenen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Gloden als Auteur vun der Resolutiouen.

■ **M. Léon Gloden (CSV), auteur.**- Merci, Här President. Et ass richteg, dass mer déi Resolutiouen d'lescht Joer am Oktober deposéiert hinn. Se ass un de Bureau verwise ginn. Den Här Engel huet gesot: « Et ass elo scho puermol dodriwwer diskutéiert ginn. » Et kritt kee richteg Fortgang. Opgrond vun den Debatten haut hei an der Ausso vum Här Bausch hu mer déi elo nach eng Kéier deposéiert.

Ech stelle fest, dass mer eis eens si mam Här Engel, dass et de Prinzip soll sinn, dass déi éffentlech sinn. Mee de Prinzip ass de Prinzip, an d'Exception ass d'Exception. Mir hunn drageschriwwen, dass bei Sujets sensibles kann de Huis clos ugefrot ginn. Dat kënne d'Membere vun der Kommissiouen decidéiere sur-le-champ. A wann do eng Majoritéit ass, ass d'Kommissiouen à huis clos.

Duerfir musse mer awer net de Prinzip verbesseren. Mir wäerten hei net un de Wording goen. Et ass elo hei, wéi et an engem däitsche Lidd heescht: « Hier und jetzt ». Ech eréinneren un d'Ausso vum gréng Vizepremier an ech fuerderen elo hei de Vott.

Merci.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Fernand Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools merci, Här President. Mir hunn all d'Sympathie fir d'Propositione vun der CSV an dësem Beräich, datt mer sollden d'Éffentlechkeet an d'Transparenz spille loossen. Ech fanne just d'Prozedur iwwerraschend, well d'Diskussioun sinn amgaangen doríwwer, och an der Reglementscommission.

(Interruption)

Dat heescht, mir hunn elo eng Situations, wou d'Diskussiounen am Bureau an an der Reglementscommission just iwwert deen dote Sujet lafen an da solle mer nach eng Kéier hei driwwer ofstëmmen. Dat ass vun der Prozedur hier fir eis eigentlech net richteg. Dofir wäerte mir eis hei enthalten.

Mee princiell si mir och fir esou vill Transparenz wéi méiglech. Mir hunn also Sympathie fir désen Text, denken awer, datt en am Abléck diskutéiert gétt an datt mer dofir eigentlech net méi sollden driwwer hei ofstëmmen, wéinstens net am Abléck.

Merci.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Dann huet d'Madamm Lorsché d'Wuert gefrot.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Jo, mir ware jo och als Fraktioune ugeschwät gi virdrun. Ech wéll nach eng Kéier énnesträichen, datt mer wierklech zu der Éffentlechkeet stinn. Mee natierlech huet och de Georges Engel Recht, wann e see: « Et gétt sensibel Dossieren. »

Et ass awer elo net un eis hei ze decidéieren, wat sensibel ass a wat net. Et ass d'Kommissiouen selwer, déi dat am beschten aschätz. Et ass och de President vun enger Kommissiouen, dee muss wéissen: Wéll ech nach mat menge Memberen e sensibelen Dossier beschwâzte respektiv e sensibele Punkt iwwer Persounen, déi net onbedéngt gefilmt wölle ginn, déi an der Kommissiouen sinn? Dat muss nach émmer d'Autonomie vun de Kommissioune sinn. Dofir schloe mir och vir, dass mer deen Zousaz

dasetzen: « sous réserve de l'accord de la commission ». Soss huele mer hinnen all Rechter ewech.

Dat stellt net a Fro, datt alles, wat éffentlech ka ginn, och soll éffentlech ginn. Vun dohier énnestätzen ech deen Zousaz och am Numm vun eiser Fraktiouen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Lorsché. Dann huet den Här Marc Baum d'Wuert gefrot.

■ **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Ech soen der Madamm Asselborn-Bintz Merci fir d'Mise à disposition vun hirem Mikro.

Et ass e bëssen eng kokass Situations, elo. Mir huet eng ganz belieften Debatt ronderém e sensibelen Dossier. An de Minister fuerdert sechsmol, wann ech mech net verzillet hinn, datt d'Kommissioune misste public sinn.

Mir als Lénk menge vum Prinzip hier och, datt et e Gewénn fir d'Demokratie wier, wann d'Kommissiouenssitzung public wieren. Ech hat och geduecht, datt mer do ronderém eigentlech hei an der Chamber e Konsens hätten. An elo kréie mer eng Motioun presentéiert, wou ech bedaueren, datt d'CSV amgaangen ass, sech e Selbstgol ze schéissen, well elo hu mer keng Unanimitéit méi op däi doter Fro respektiv d'Majoritéit leent se of.

Ech fannen dat häerzlech onglécklech, well mer, mengen ech, riskéieren, deem vun eis alleguer gewénschte Prinzip vu méi Transparenz domadder net méi nozkommen. Ech sinn awer mam Inhalt vun däi Resolutiouen absolut averstanen a wäert deen och matvotéieren. Ech fanne just d'Demarche häerzlech onglécklech.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Nom Här Marc Baum kënnt den Här Gilles Baum.

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Merci, Här President. Ech muss mengem Namensvetter absolut Recht ginn. Mir sinn an enger Situations, déi e bëssen onglécklech ass, well mir hinn eng Resolutiouen, déi mer verwisen hinn a wou d'Aarbechten en cours sinn! A well et net esou virugeet, wéi ee sech dat kéint wénschen... Ech hu Verständnis dofir, mee ech mengen, dee Projet hei ass och en Affer vum Covid, well deen net prioritär behandelt ginn ass. An ech mengen zu Recht!

Wann



Mir hunn e Generalsekretariat, wat eis gesot huet, datt se parfaitement à même wären, innerhalb vun e puer Deeg oder innerhalb vun zwou Wochen dat doen en place ze setzen, datt dat iwwerhaapt kee Problem ass, fir dat en place ze setzen.

Wann ech d'Reglement vun der Chamber kucken, ass et a priori och kee Problem, fir do mat engem, zwee Sätz dat, wat an däri Motiouen hei stet, einfach an d'Reglement anzuschreiwen an dat da fonctionéieren ze loessen. Ech hätt just gär, datt et gemaach gëtt, well et läit elo scho méintlaang a méintlaang do.

Déi Froen, déi opgeworf gi sinn, déi si virun ... Ech weess net, ech hunn elo den Ziedel net hei, mee viru véier, fénnef, sechs Méint krute mer de Pabeier, wat fir eng Froe mer ze beäntwerwen hunn. An et geet net virun! Eis Ongedold kënnnt dohier, datt mer d'Impressioun hunn, datt déi Transparenz-aussoen, déi hei gemaach ginn, duerno an der Realitéit gebremst ginn, well et am Fong net richteg gewollt ass. Ech mag mech ieren, mee dat ass awer d'Impressioun. An dofir soe mer: Mer hätten et elo gär esou schnell wéi méiglech, alleguer!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Wiseler. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Jo, merci, Här President. Ech wollt als Éischt eng Kéier op den aktuelle Règlement agoen, well dat, mengen ech, hei an däri Resolutioun wierklech wichteg ass, fir de Kader ze setzen.

Dat Éischt ass: Den Artikel 22 (7) (veuillez lire: Artikel 25 (7)) seet, datt eng Kommissioun ka mam Accord vun der Conférence des Présidents öffentlech Sétzungens ofhalen. Dat heesch, et wär am Moment méiglech, wann dann d'Majoritéit dat géif matdroen, bei Sétzungens, wou mer eis eens sinn, se öffentlech ze maachen, fir se öffentlech ze maachen, sous condition datt d'Conférence des Présidents do vläicht eng Kéier e principiellen Accord géif ginn.

Ech géif dann deementspriedend och d'Demarch énnerhuelen, fir der nächster Conférence des Présidents esou eng Demande fir e principiellen Accord virzeleeën. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass, den Artikel 86 (3) (ndl: aktuellen Artikel 89 (3)) seet, datt eng Motioun, déi hei deposiert gétt an an eng Kommissioun verweise gëtt, innerhalb vun engem Delai vun dräi Méint erëm muss zréck an d'Chamber kommen.

Mir wëssen allegueren, datt dat hei an der Chamber reegelméissig net de Fall ass. Bei deem heite Fall ass dat manifestement net de Fall gewiescht. Mir schwätzen hei vun eppes, wat bei engem État de la nation virun engem Jor deposiert gouf, wat nach émmer net erëm zréckkomm ass. D'Generalsekretariat huet hir Aarbecht gemaach.

Da wëll ech awer dozou kommen, wat wichtig ass: Ass et méiglech? Vläicht net fir all Sétzung, déi mer am Moment en présentiel maachen. Mee dat sinn déi wéinegst. Mir benotzen am Moment Webex, fir déi Sétzungens ze maachen, déi mer maachen. Do huet jiddwereen eng Kamera. Jiddwereen ass à même, datt seng Kamera e filmt. A jiddwereen ass à même, déi Kamera, dat Bild komescherweis an den Internet ze iwwerdroen, well soss géife mer lech net gesinn.

Webex huet eng flott Fonctionalitéit, an dat ass: Et kann een et direkt op Youtube oder änlech Plattformen streamen. Dat heesch, technesch gëtt et keen Argument, fir hei dergéint ze sinn! Mir benotzen haut eng Software, fir eis Kommissiounen ze organiséieren, déi dat kann, déi parfaitement à même ass, dat ze maachen.

Et gëtt also keen Argument, iwver Kameraen ze schwätzen, iwver Mikroen ze schwätzen. Wann et da bei engem Deputéierte sollt un de Suen hänken, fir en anstännege Mikro ze kafen, mengen ech, fanne mer och eng Léisung dofir.

Et ass nun emol esou: Technesch ass et méiglech, politesch war et emol eng Kéier gewollt, zumindest öffentlech deklaréiert. Mee kommt, da maache mer et! Ech hoffen dann, datt dat, wat haut gesot gouf, datt an der Conférence des Présidents dann do op meng Propos hin, wann dat heiten da rejetéiert sollt ginn, wéinstens eng Unanimitéit do ass, fir en Accord de principe ze ginn, fir datt all Kommissioun, déi wëllt öffentlech tagen, och öffentlech tagen kann.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Clement. Den Här Gilles Baum wollt nach eppes soen. Oder net?

■ **M. Gilles Baum (DP).**- Här President, ech weess net ganz genau, wat mer elo ofstëmmen. Wann et déi Textpropos ass, déi gemaach ginn ass, da kënne mer et leider net matstëmmen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- U sech gëtt et keen Accord vum Auteur, fir d'Motioun mat däri Textpropos, mat deem Zousaz ofzestëmmen. Da kënne mer de Moment, à moins datt den Här Gloden elo eppes aneschters seet ...

(Interruption)

Den Här Gloden wëllt emol eppes soen. Da kommt, mir loosse emol den Här Gloden nach eppes soen!

■ **M. Léon Gloden (CSV), auteur.**- Här President, ech hunn elo hei gutt nogelauscht. Jiddweree seet, e wär mam Prinzip vun der Publicitéit vun den Debaten an der Kommissioun d'accord. Dat steet am éischte Punkt. Ni moins, ni plus. Par principe si se öffentlech.

Ass e sensible Sujet do, da gi mer op den drëtte Punkt. An do steet ganz kloer, datt een da kann de Huis clos uwennen. D'Fraktiouunssprecherin vun deene Gréngen huet genau dat repétéiert, wat ech gesot hunn: Et ass un der Kommissioun ze decidéieren, zesumme mam Bureau, wann e sensible Sujet do ass, fir dann de Huis clos am Viraus ze froen.

Dat steet hei! Mee dat, wat d'Majoritéitsparteien elo erëm hei am Wording wölle verlaangen, dat ass erëm esou ganz vag an dat verbessert dee ganzen Text.

Also, eis Fuerderung ass ganz kloer: Dësen Text a soss näisch!

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Madamm Josée Lorsché fleet d'Wuert.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Mir sinn eis jo eigentlech eens. Wann den Här Gloden seet: „Et ass un der Kommissioun ze decidéieren“, da froen ech mech, firwat e sech un deem Zousaz stéiert, wou just hei explizitt gesot gëtt, datt d'Kommissioun dat dann och ka selwer aschätzen. Et muss jo ee können aschätzen, wien deen Dossier sensible do dann als sensible erklärt oder net.

Sommaire de la séance publique n° 13

13^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 158
Dépôt d'une résolution par M. Sven Clement	p. 158
Dépôt d'une motion par M. Marc Baum	p. 158
Heure d'actualité de la sensibilité Piraten sur le projet de résolution du Conseil européen « Sécurité grâce au chiffrement, la sécurité malgré le chiffrement » et sur la position du Gouvernement quant au droit au chiffrement	p. 158-162
Question élargie n° 55 de M. Marc Spautz relative à la promotion de la presse écrite	p. 162-163
Question élargie n° 56 de M. Dan Biancalana relative à la justice dite « restaurative »	p. 163-164
7542 - Projet de loi portant modification de la loi du 14 août 2018 autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre	p. 164-172
Dépôt d'une résolution par M. Léon Gloden	p. 172
7542 - Projet de loi portant modification de la loi du 14 août 2018 autorisant le Gouvernement à acquérir, lancer et exploiter un satellite et son segment sol destinés à l'observation de la Terre (suite)	p. 172-174
Question urgente n° 3169 de Mme Diane Adehm concernant le blocage par POST Luxembourg de SMS envoyés par un laboratoire dans le cadre du large scale testing	p. 174-175
7698 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 juin 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19	p. 175-176
Résolution de M. Sven Clement relative à la mise à l'ordre du jour simultanée des projets de loi n° 7694 et n° 7703	p. 176
Motion de M. Marc Baum relative à la présentation de la stratégie d'acquisition, d'utilisation et de distribution des vaccins contre la Covid-19	p. 176
Résolution de M. Léon Gloden relative à la décision de rendre les réunions des commissions publiques	p. 176-177

sion dat dann och ka selwer aschätzen. Et muss jo ee können aschätzen, wien deen Dossier sensible do dann als sensible erklärt oder net.

Dofir ass et eis Iddi fir ze soen: Et sinn d'Kommissiounen selwer. Mir ginn net vun uewen erof op se zou, mee d'Kommissiounen selwer decidéieren, Jo oder Nee, well se hir Dossieren am beschte kennen. Voilà!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech gesinn, datt mer eis net eens ginn iwwert de Wording. Da stëmme mer iwwert d'Resolutioun of, esou wéi se deposiert ginn ass.

Vote sur la résolution

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 25 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Claude Wiseler), Paul Galles (par M. Jean-Marie Halsdorf), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Gilles Roth), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes (par Mme Viviane Reding), Marc Lies, Georges Mischo (par M. Emile Eicher), Mme Octavie Modert

(par Mme Françoise Hetto-Gaasch), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch (par M. Georges Engel) ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back (par Mme Djuna Bernard), François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).
Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm.
D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 19.29 heures.)

De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun
oder énnerstëtzzt aner Petitioune
mat Ärer Ënnerschrëft op
www.petitions.lu.

Et ginn zwou Zorte
vu Petitiounen:
d'Pétitions publiques an
d'Pétitions ordinaires.



Sommaire

Question n°	Auteur	Objet			
Session ordinaire 2019-2020					
2869	Roy Reding	Fonds du logement et Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM)	3180	Sven Clement	Conformité des masques
2894 urgente	Gilles Baum	Luxembourg placé en zone rouge par la Belgique	3182	Diane Adehm	Immeuble « Darwin » situé à la Cloche d'or
2931	Mars Di Bartolomeo	Affaire Panama Papers	3184	Jeff Engelen	Extension du réseau de fibre optique
2935	Sven Clement	Accessibilité des sites web et applications mobiles du Gouvernement	3185	Marc Goergen	Transports publics dans le contexte de la pandémie de la Covid-19
2941	Georges Mischo	Transport public dans le cadre de Esch2022	3186	Marc Baum	Évolution du chômage durant la pandémie de la Covid-19
2972	Gusty Graas	Générateur de texte	3187	Sven Clement	Réduction de l'offre des transports publics
			3188	André Bauler, Max Hahn	Taux de TVA réduit dans le cadre des travaux de construction d'un logement
			3189	Max Hahn	Non-respect du port du masque dans les transports publics
			3190	David Wagner	Postes de direction dans les lycées
			3191	André Bauler	Adaptations au niveau des transports en commun tant au niveau national qu'au niveau de la capitale
3122	Sven Clement	Travailleurs handicapés	3192	Fernand Kartheiser	Fuite d'informations auprès du Service de renseignement de l'État
3125	Fred Keup	Construction de nouvelles lignes à haute tension	3193	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Armoires à livres installées dans les villages
3126	Sven Clement	Travaux scolaires à domicile	3199	Francine Closener	Feux d'artifice de la Saint-Sylvestre 2020-2021
3127	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Compétences linguistiques requises pour les agents de la Police grand-ducale	3200	Martine Hansen, Claude Wiseler	Communiqué du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse sur l'état de la situation dans les écoles luxembourgeoises au 15 novembre 2020
3128	Claude Lamberty, Max Hahn	Gratuité des manuels scolaires	3205	Yves Cruchten	Déguerpissements
3129	Jeff Engelen	Vêtements de protection pour le personnel soignant	3207	Mars Di Bartolomeo	Relations de Google avec la presse écrite
3131	Diane Adehm	Mesures d'hygiène et de sécurité dans les administrations	3208	Simone Asselborn-Bintz, Francine Closener	Accès à Internet
3132	Diane Adehm	Réalisation des mesures compensatoires au titre de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature	3213	Chantal Gary	Violence domestique au Luxembourg lors de la crise de la Covid-19
3133	Laurent Mosar	« E-Sport » au Luxembourg	3215	Roy Reding	Aides financières pour les entreprises impactées par la pandémie de la Covid-19
3134	François Benoy	Conversion des surfaces agricoles vers l'agriculture biologique	3216	Fernand Kartheiser, Roy Reding	Bons d'hébergement
3135	Gusty Graas, Carole Hartmann	Vaccin contre la Covid-19	3217	Marc Goergen	Sociétés de sécurité privées
3136	Sven Clement	Protection des données dans le cadre des tests de dépistage de la Covid-19	3218	Nancy Arendt épouse Kemp	Indemnités et jetons de présence des membres du conseil d'administration de la Coque
3138	Fernand Kartheiser	Déclaration d'impôts en ligne	3219	Martine Hansen, Claude Wiseler	Gratuité du vaccin
3139	Jeff Engelen	Vaccination contre la grippe pour les membres du CGDIS	3222	Sven Clement	Échanges individuels dans le cadre des bilans intermédiaires
3140	Carole Hartmann	Voie de délestage d'Echternach	3223	Marc Goergen	Exercice du culte dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
3142	Marc Hansen	Différentes règles sanitaires en termes d'isolement	3224	Marc Goergen	Mesures sanitaires dans les galeries marchandes
3143	Carole Hartmann	Licenciement après la 26 ^e semaine d'incapacité de travail	3225	Fred Keup	Mise à disposition de désinfectants dans les écoles
3144	Simone Asselborn-Bintz, Francine Closener	Cours de rattrapage	3226	Fred Keup	Utilisation de la langue française pour les avertissements taxés
3145	Martine Hansen	Spray nasal pour les patients souffrant de diabète	3227	Fred Keup	Langage épicène
3148	Gusty Graas	Mobilité transfrontalière entre Arlon et Luxembourg	3228	Gusty Graas	Transferts d'argent par des entités internationales vers l'Inde
3149	Dan Biancalana	Protection des témoins	3229	Jeff Engelen, Fred Keup	Commissaire à l'éducation physique et aux sports
3150	Fred Keup	Remboursement des frais d'inscription des cours de langue	3231	André Bauler	Mise en place d'un tram pour la « Nordstad »
3151	Diane Adehm	Égalité de traitement entre « salariés » du secteur public et privé	3232	Fred Keup	Impact de l'obligation du port du masque sur les enfants
3152	Jeff Engelen	Compensation dans le cadre du chômage partiel	3233	Marc Spautz	Baisse des cas de rhume
3153	Nancy Arendt épouse Kemp, Georges Mischo	Commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports	3234	Marc Goergen	Gardes champêtres
3154	Fred Keup	Autorisation concernant la construction d'un parking près d'un atelier protégé	3235	Gusty Graas, Gilles Baum	Masques transparents
3156	André Bauler, Gusty Graas	Besoins en eau actuels et futurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture	3237	Laurent Mosar, Gilles Roth, Léon Gloden	Activités de jardinage et de surveillance exercées par des entreprises privées au profit de l'État
3158	Sven Clement	Affectation du bâtiment « Darwin » à la Cloche d'or	3238	Jeff Engelen	Utilisation privée de locaux commerciaux
3159	Laurent Mosar, Gilles Roth	Memorandum of Understanding (MoU)	3239	Jeff Engelen, Fernand Kartheiser	Digitalisation des démarches administratives
3161	Gusty Graas, Carole Hartmann	Test rapide corona	3241	Marc Goergen	Note de la direction du TICE concernant les chauffeurs
3162	Octavie Modert, Marc Spautz	Interprétation des résultats des tests de dépistage de la Covid-19	3242	Roy Reding, Jeff Engelen	Classification du bénévolat comme activité de loisir
3164	Gusty Graas	Blocage du passage d'El Guergarat entre le Maroc et la Mauritanie	3243	Fernand Kartheiser	Mesures sanitaires lors de cérémonies religieuses
3165	Fred Keup	Langues administratives dans la fonction publique	3244	Roy Reding	Mises en faillite demandées par des administrations
3166	Georges Engel	Création d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) entre les communes de Pétange et Dudelange	3245	Diane Adehm	Test rapide pour le diagnostic de la Covid-19
3167	Nancy Arendt épouse Kemp	Lits d'hôpitaux	3246	Max Hahn, Gusty Graas	Pollution lumineuse
3168	Martine Hansen, Jean-Marie Halsdorf	Déprogrammation de certains soins hors Covid-19	3247	Simone Asselborn-Bintz, Georges Engel	Chasse dans le cadre de la pandémie Covid-19
3170	Nancy Arendt épouse Kemp	Stratégie concernant les lits d'hôpitaux dans le cadre de la pandémie de la Covid-19	3249	Sven Clement	Accès au dossier patient et à l'ensemble des informations relatives à la santé
3171	Tess Burton, Francine Closener	Extension de la validité des bons d'hébergement	3250	André Bauler, Max Hahn	Logements de service
3172	Léon Gloden	Entretien des cours d'eaux	3251	Gusty Graas	Traitements d'eaux usées
3174	Fred Keup	Sécurité dans le cadre de la natation scolaire	3252	Marc Goergen	Classification de la chasse comme activité de loisir
3175	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	Mémoire des volontaires des brigades internationales	3253	Roy Reding	Aides pour le secteur Horeca
3176	Francine Closener	Bilan de la foire des étudiants	3254	Marc Baum	Respect des obligations sanitaires dans le contexte d'activités professionnelles
3177	Marc Goergen	Pratiques des huissiers de justice	3255	Laurent Mosar, Gilles Roth	Vente de participations par la BCEE et la SNCI
3178	Jeff Engelen, Fred Keup	Offre de formation pour les étudiants en médecine à l'Université du Luxembourg	3256	Roy Reding	Connaissances de langues requises pour le poste de directeur auprès d'une entité publique



Question n°	Auteur	Objet				
3257	Martine Hansen	Postes vacants au sein des directions de l'enseignement fondamental	3314	Laurent Mosar, Léon Gloden, Emile Eicher	Situation dans les structures d'accueil pour demandeurs de protection internationale	
3259 cf. 3343	Jeff Engelen	Délai de remboursement	3325	Gilles Roth, Marc Lies	Gestion locative sociale	
3261	Francine Closener, Cécile Hemmen	Intégration des réfugiés	3326	Max Hahn, Claude Lamberty	Impact des radars fixes	
3263 cf. 3266	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Remboursement de la psychothérapie	3335 cf. 3348	Octavie Modert, Diane Adehm	Sonorisation du pavillon luxembourgeois à l'Expo 2020 Dubaï	
3264	Sven Clement	Accueil des patients au Centre Hospitalier du Nord	3336	Mars Di Bartolomeo	Batterygate	
3265	Sven Clement	Tests à domicile	3338	Marc Lies	Adaptation du réseau RGTR suite à l'extension du tram	
3266 cf. 3263	Sven Clement	Remboursement de la psychothérapie	3342	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	Liaison ferroviaire Luxembourg-Chine	
3267	André Bauler	Trafic routier aux entrées du village de Bettendorf	3343 cf. 3259	Mars Di Bartolomeo	Délai de remboursement	
3269	Claude Haagen	Mesures sanitaires dans les salles d'audience	3344	Gusty Graas, André Bauler	Drones de l'armée luxembourgeoise	
3270	Cécile Hemmen	Risque de pauvreté	3345	André Bauler, Gusty Graas	Production de légumes	
3271	Max Hahn, Claude Lamberty	Recrutement interne auprès de la Police grand-ducale	3348 cf. 3335	Fred Keup	Expo 2020 à Dubaï	
3272	Nancy Arendt épouse Kemp	Enquête sur la facturation dans le secteur de la santé	3353	Sven Clement	Évaluation et contrôle de l'état de santé des assurés par le Contrôle médical de la sécurité sociale	
3274	Fred Keup	Brochure sur la Deuxième Guerre mondiale au Grand-Duché de Luxembourg	3356	Fred Keup	Carence en vitamine D	
3275	Sven Clement	Transfert de données par les compteurs intelligents	3359	Laurent Mosar, Gilles Roth, Claude Wiseler	Vaccination de personnes incapables d'en manifester leur volonté	
3276	Jean-Marie Halsdorf	Surplus de vaccin contre la grippe	3361	Jeff Engelen	Stratégie de vaccination contre la Covid-19	
3277	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Prêts logement	3362	Martine Hansen, Claude Wiseler	Report de traitements à cause d'une infection Covid-19	
3280	Paul Galles	Bénévolat	3363	Jeff Engelen	Fermeture du secteur Horeca	
3281	Octavie Modert	Transport fluvial sur la Moselle	3366	Laurent Mosar, Gilles Roth	Décisions de blocage de transactions financières sur ordre de la Cellule de renseignement financier (CRF)	
3282	Max Hahn, Claude Lamberty	Activité de location subventionnée du Fonds du logement	3380	Martine Hansen	Helpline du large scale testing	
3289	Georges Mischo	Infirmiers de la médecine scolaire	4649 urgente	Jeff Engelen	Tests PCR pour les voyages en avion	
3295	Mars Di Bartolomeo	Nouvelles règles en matière de péage pour poids lourds				
3302	Fred Keup	Recensement de la population au cours de l'année 2021				
3304	Gusty Graas	Permis de pêche				
3306	Cécile Hemmen	Tram rapide				
3309	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Vidéosurveillance				

Question 2869 (21.09.2020) de M. Roy Reding (ADR) concernant le Fonds du logement et la Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) :

De Fonds du logement an d'SNHBM si wichteg Acteuren um Lëtzebuerger Immobiliemarché.

An deem Zesummenhang géif ech gär dës Fro un den Här Logementsminister stellen :

- Wéi vill Wunnenge sinn zénter 2013 - pro Joer - vum Fonds du logement respектив vun der SNHBM färdiggestallt an op de Marché komm - esouwuel verlount ewéi och verkäft?

Réponse (05.10.2020) de M. Henri Kox, Ministre du Logement :

Zuel vu Wunnengen, déi säit 2013 vun der SNHBM an dem Fonds du logement gebaut gi sinn:

Tëschent 2013 an 2019 huet d'SNHBM 943 Wunnengen op de Marché bruecht, wouvunner 771 verkaf goufe mat de Konditioun vum lerfpachtrecht an dem Réckkafrecht iwwer 99 Joer, 116 Wunnenge si verlount ginn a 56 sinn nom Gebrauch vum Réckkafrecht nees weiderverkaf ginn.

Am Joer 2013 sinn 79 Unitéiten op de Marché komm, 56 Unitéiten am Joer 2014, 102 Unitéiten am Joer 2015, 78 Unitéiten am Joer 2016, 191 Unitéiten am Joer 2017, 205 Unitéiten am Joer 2018 an 232 Unitéiten am Joer 2019.

Um 31. Dezember 2019 hat d'SNHBM an hirem Patri-moine 262 Wunnengen an der Locatioun, 1.200 Wunnengen am Verkaf mat de Konditioun vum lerfpachrecht an dem Réckkafrecht a weider 961 Wunnenge waren am Bau.

Tëschent 2013 an 2019 huet de Fonds du logement 651 Wunnengen op de Marché bruecht, opgedeelt op d'Joren heesch dat: 119 Unitéiten am Joer 2013, 81 Unitéiten am Joer 2014, 125 Unitéiten am Joer 2015, 19 Unitéiten am Joer 2016, jeweils 133 Unitéiten an de Joren 2017 an 2018 an 41 am Joer 2019.

Dozou ass ze soen, dass bei zousätzleche 34 Wunnengen, déi Enn 2019 hätte sollen op de Marché kommen, kuerzfristig decidéiert gouf, déi Wunnengen ze verlounen an net ze verkafen ewéi urspréng-lech geplant. Doduerch sinn déi Wunnengen eréischt ufangs 2020 op de Marché komm.

Op den 31. Dezember 2019 zielt de Fonds du logement 1.937 Wunnengen, déi zu soziale Konditioun verlount ginn. 1.670 Unitéiten huet de Fonds du logement bis haut verkaf a 484 Wunnenge si fir de Staat an aner Institutioun gebaut ginn.

Question urgente 2894 (24.09.2020) de M. Gilles Baum (DP) concernant le Luxembourg placé en zone rouge par la Belgique :

À partir du 25 septembre 2020, 16.00 heures, le Luxembourg sera de nouveau considéré par la Belgique comme zone de risque et remplacé sur la liste rouge.

Selon les informations publiées jusqu'à présent, tous les résidents belges rentrant du Luxembourg seront mis en quarantaine et devront faire un test de dépistage, alors que chaque résident luxembourgeois devra remplir un formulaire d'identification avant de se rendre en Belgique pour plus de 48 heures.

Alors que les frontaliers seront exclus des mesures nommées ci-dessus, la situation des 3.327 étudiants luxembourgeois reste confuse.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Monsieur le Ministre dispose-t-il d'explications supplémentaires sur la situation des étudiants luxembourgeois ? Seront-ils exclus des mesures énumérées ou devront-ils remplir à chaque retour en Belgique le formulaire d'identification ?

- Est-ce que les étudiants risquent d'être mis en quarantaine à chaque retour en Belgique ?

Réponse (02.10.2020) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes :

Les étudiants luxembourgeois en Belgique qui se rendent au Luxembourg pour moins de 48 heures ou qui rentrent pour moins de 48 heures en Belgique, n'ont pas besoin de remplir le « Passenger Locator Form (PLF) » en ligne et ne tombent pas sous l'obligation de quarantaine ou de test.

Les dispositions belges telles qu'applicables aux étudiants luxembourgeois connaissent des évolutions constantes et des mises à jour ne sont pas à exclure.

Les règles générales sont consultables sur <https://travel.info-coronavirus.be/>. Concernant le « Passenger Locator Form (PLF) », les modalités applicables sont consultables sous <https://travel.info-coronavirus.be/>.

Question 2931 (01.10.2020) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant l'affaire Panama Papers :

Le Ministre des Finances de la Belgique vient de confirmer que l'Inspection spéciale des impôts

belge a reçu de l'Administration fiscale allemande « des données de masse concernant des contribuables belges cités dans l'affaire Panama Papers » et concernant des cas possibles d'évasion fiscale suite aux opérations douteuses du cabinet d'avocat Mossack Fonseca.

Les autorités allemandes avaient en effet, peu après la publication des Panama Papers parus dans une centaine de médias internationaux, pu acheter une grande partie des documents originaux auprès du lanceur d'alerte. Les autorités allemandes avaient accepté le principe d'un partage avec leurs voisins.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances si un tel partage a aussi été réalisé avec les autorités fiscales luxembourgeoises.

- Quel a été le cas échéant le résultat de l'examen de ces documents et quelles suites ont été données ?

Réponse (22.10.2020) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances :

En date du 2 septembre 2020, l'autorité compétente allemande a communiqué à l'Administration des contributions directes, par voie d'échange spontané, une grande quantité de documents extraits du fichier communément appelé « Panama Papers » ayant un lien personnel avec le Luxembourg.

L'Administration des contributions directes est en train d'analyser ces documents à des fins d'imposition au Luxembourg. Ces documents se composent notamment de courriels, d'actes de constitution de sociétés offshore, de contrats de fiducie, de résolutions des actionnaires et de copies de passeports.

Question 2935 (01.10.2020) de M. Sven Clement (Piraten) concernant l'accessibilité des sites web et applications mobiles du Gouvernement :

Am Februar 2019 hat ech am Kontext vum Projet 7351, bei deem et ëm behënnertergerecht Internetsäiten an Applikatiounen vum Lëtzebuerger Staat gaangen ass, an der Digitalisierungskommission no zousätzlichen Informatioune gefrot. Ech wollt wëssen, wéi vill Internetsäiten an Applikatiounen vun den Dispositiounen aus dem Projet 7351 (deen duerno zum Gesetz vum 28. Mee 2018 gefouert huet), betraff wieren. Deemoools huet de Minister Bettel mir geäntwert, dass ongefíer 102 Internetsäiten an 20 Applikatiounen concernéiert wieren an aktualiséiert misste ginn, fir se méi accessibel fir Leit mat enger Behënnerung ze maachen.

Dem Gesetz vum 28. Mee 2018 no, missten alle-guer déi betraffe Websäite bis den 23. September 2020 ugepasst gi sinn.

An deem Zesummenhang weilt ech dem Minister fir Kommunikatioun a Medien dës Froe stellen:

1. Wéi vill Säiten an Applikatiounen hu missen uge-passt ginn? Goufen all déi vum Gesetz viséiert Säite virum 23. September 2020 ugepasst? Wann net: Wéi vill Websäite müssen nach iwwerschafft ginn a firwat konnten déi gesetzlech Delaien net agehale ginn?

2. An der Kommissioun hat ech och gefrot, wéi vill dës Upassunge géife kaschten. De Minister konnt mir deemoools awer leider keng Antwort op meng Fro ginn. Leien dem Ministère haut Donnéeë fir, déi chiffréieren, wéi vill d'Adaptatiounen kascht hunn?

3. Den Artikel 1 § 2 a § 3 gesäßt eng Rei Ausname vir, soudass et ëmmer nach vill Informatione ginn, op déi Léit mat enger Behënnerung keen Accès hunn. Huet de Ministère vir, Applikatiounen a Websäiten, déi vum Gesetz vum 28. Mee 2018 ausgeschloss ginn, ze aktualiséieren?

Réponse (29.10.2020) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat, Ministre de la Digitalisation :

ad 1. Bis Enn 2020 huet de Service information et presse (SIP) 86 Accessibilitétsdeklaratiounen fir Internetsitte kritt. Ier eng Accessibilitétsdeklara-tioun ka gemaach ginn, muss all concernéiert Organ en Accessibilitétsaudit ofschléissen. Deemno goufe 86 Internetsitte virum 23. September 2020 a Konformitéit gesat.

Fir déi Internetsitten, bei deenen et keen Audit gouf, spilt eng Konformitéitspresumptioun. Sou wéi d'Gesetz et virgesät, kontrolléiert de SIP d'Accessibilitéit unhand vun Echantillon. Eng Kontroll vun allen Internetsitten ass net virgesinn. Et ass deemno net méiglech, eng prezis Zuel vun Internetsitten ze nennen, déi nach net konform wie-ren. D'Anhale vun de gesetzlechen Delaien ass eng Obligation, déi bei deem Service läit, dee fir d'Reali-satioun vun deem jeeweilen Internetsite respon-sabel ass.

Fir déi mobil Applikatiounen huet de SIP nach keng Accessibilitéitsdeklaratioun kritt. De gesetzlechen Delai ass hei net den 23. September 2020, mee den 23. Juni 2021.

ad 2. All Internetsite muss konform sinn, deemno gehéieren d'Käschte fir d'Mise en conformité (souwält dofir Käschten ufalen) och zu de Käschte vun der Entwécklung a vum Bedreiwe vum Internetsite. All Organ, dat an de gesetzleche Kader fält, ka sain eegenen Internetsite kreéieren. Et gëtt keng





zentralisiert Opstellung vun de Käschten, déi even-tuell iwwert dee Wee ugefall sinn.

ad 3. Verschidden Exemptioune sinn an der euro-päischer Direktiv, op däi d'Gesetz vum 28. Mee 2019 baséiert, virgesinn. Och wann en Internetsite dispenséiert ass, énnerläit en awer der gesetzlecher Obligation, fir eng Prozedur en place ze setzen, déi en Informatiounsretour méiglech mécht. Dat bedeut, datt eng Person mat Handicap d'Recht huet, dat concernéiert Organ ze kontaktéieren, fir eng accessible Alternativ vum betreffenden Inhalt ze kréien. Deemno sinn d'Personen mat Handicap net systematesch vun dispenséierten Inhalter ausgeschloss.

De SIP ass zoustänneg, fir der Europäischer Kom-missioun e Rapport ze maachen iwwert d'Acces-sibilitéit vun den Internetsitten an de mobilen Applikatiounen, grad sou wéi iwwert d'Resultater vun de Kontrollen, déi bis Enn 2021 an deem Kontext gemaach goufen. Opgrond vun de Resultater aus deene verschidde Memberstaate kann d'Euro-päisch Kommissioun d'Direktiv an hir Exekutioun-decisiounen iwwerschaffen oder kompletteieren.

Question 2941 (02.10.2020) de M. Georges Mischo (CSV) concernant le transport public dans le cadre de Esch2022 :

Mengen Informatiounen no, ass geplant 2022, wann Esch europäesch Kulturhaaptstad wäert sinn, d'Zuchstreck Lëtzebuerg-Esch/Uelzech während zwee Méint weinst Aarbechten ze spären.

An dësem Kontext géif ech gären der Regierung follgend Froe stellen:

- Kann de Minister dës Informatiounen bestätigen?
- Wa jo, wat fir eng Aarbechte gi gemaach?
- Ass et net méiglech, dës Aarbechte virun 2022 ze maache respektiv dono?
- Wat ass d'Alternativléisung wann dës Aarbechten onëmgänglech sinn?

- Deelt de Minister d'Meenung, datt et onglecklech wier d'Haaptachs vun der Mobilité douce während dem Kulturjoer ze spären an datt domat de ganzen Projet „Esch2022“ zum Deel hypothekéiert wier?

Réponse (22.10.2020) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

Momentan ass effektiv geplant, d'Zuchstreck Lëtzebuerg-Beetebuerg am Joer 2022 am Summer während zwee Méint ze spären. D'Etude lafen op Héichtoure bei den CFL fir ze analyséieren, ob déi Spär an däi Envergure net ka reduzéiert ginn.

An éischter Linn ass et de Reamenagement vun der Gare Lëtzebuerg mat dem Uschluss vun den neie Quaien, wéinst deem deen Deel vun der Gare Lëtzebuerg a Richtung Beetebuerg muss gespaart ginn. Donieft gétt dann och vun der Streckespär profitiert, fir op däi Linn zum Beispill d'Pose vu Schallschutzmaueren zu Beetebuerg ze realiséieren.

Well d'CFL op der Achs Lëtzebuerg-Beetebuerg eng ganz Partie grouss Projete gläichzäitig ém-setzen, gétt et ee coordinéierte Planning, deen de Rhythmus vun de Chantieren an den domat ver-bonnene Gleisspäre virgëtt. De Planning gesäßt bei-spillsweis vir, dass am Summer 2021 de Nordkapp vun der Gare Lëtzebuerg gespaart ass, an am Summer 2022 den Deel a Richtung Beetebuerg. Ee Vir-zéie vun deenen Aarbechten ass deemno net méiglech.

Ee Verleeën no hannen ass technesch méiglech, hätt awer als Konsequenz, dass de Planning vum Projet „Gare de Luxembourg“. Aménagement des quais V et VI et restructuration du plan des voies“ misst iwwerschafft ginn an eventuell déjé Retard kréien. Opgrond vun der Ofhängekeet téschent de Projeten op dëser Achs, déjé e Report vun deenen Aarbechten och Auswirkungen op d'Planning vun de Projeten „Gare périphérique à Luxembourg-Howald phase II“, „Nouvelle ligne Luxembourg-Bettembourg“, „Modernisation des installations fixes en gare de Bettembourg“ a „Gare de Berchem : renouvellement des infrastructures“ hinn.

D'Alternativléisung ass e Busersatzdéngscht téschent Lëtzebuerg a Beetebuerg. Ab Beetebuerg wäerten d'Zich dann normal a Richtung Esch, Did-deleng an Thionville fueren. An de Spëtzestonnen an der Woch sinn zousätzlech direkt Busser

téschent Lëtzebuerg an Esch geplant. Dëse Service kann, wann déi néideg Kapazitéiten zur Verfü-gung stinn, och op d'Weekender ausgebaut ginn.

Donieft gétt, wéi an der Antwort op déi éischt Fro ugedeut, momentant analyséiert, ob et eng Méiglechkeet gétt, déi geplangten Aarbechten sou émzeplangen, dass am Summer 2022 zumindeszt zäitweis Zich téschent Lëtzebuerg a Beetebuerg an engem adaptéierten Horaire fuere déjé.

Question 2972 (09.10.2020) de M. Gusty Graas (DP) concernant le générateur de texte :

Une organisation de recherche sur l'intelligence artificielle vient de commercialiser une nouvelle version de son générateur de texte « GPT-3 », capable entre autres d'écrire des articles de presse, de créer du code informatique et même de résoudre des problèmes mathématiques.

Le GPT-3 est désormais le système d'apprentissage automatique le plus puissant en sa matière et nécessite qu'un minimum d'entraînement. La machine aura la faculté de générer des textes complètement cohérents.

Bien que le logiciel reçoive beaucoup de louanges pour sa capacité rédactionnelle, de nombreuses critiques mettent en garde contre son utilisation malveillante et ses effets néfastes sur la création littéraire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance et à Madame la Ministre de la Culture :

- En général, comment l'utilisation de générateurs de texte pourrait-elle influencer la capacité écrite dans les milieux scolaires ? Quelles opportunités et quels dangers pourraient en résulter ?
- La commercialisation de générateurs de texte pourrait-elle augmenter le risque de triche dans le cadre de la rédaction de travaux académiques ?

- Est-ce qu'il est prévu d'informer les élèves sur le fonctionnement et la manipulation de systèmes d'écriture autonome ? Les élèves pourraient-ils être confrontés à utiliser des générateurs de texte dans leur quotidien scolaire ? À partir de quel âge ou niveau d'enseignement serait-il envisageable d'initier des actions de sensibilisation en cette matière ?

- Monsieur le Ministre ne craint-il pas que la création littéraire de l'être humain soit menacée par les systèmes d'écriture autonome, étant donné que la qualité rédactionnelle des générateurs de texte pourrait se rapprocher de plus en plus de celles des hommes ? Quelles seraient les conséquences d'un recours accru aux générateurs de texte pour les écrivains ?

Réponse commune (08.01.2021) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture :

Dans sa question parlementaire, l'honorables Député fait référence au générateur de textes GPT-3 (Generative Pretrained Transformer 3) de l'entreprise OpenAI LP et s'interroge sur les conséquences d'une éventuelle utilisation de tels outils dans un contexte scolaire.

- Indépendamment du constat que l'intelligence artificielle (IA) génère des outils de plus en plus performants dans le domaine de la production de textes, il est peu probable qu'ils arrivent à se substituer aux auteurs humains et nous sommes absolument persuadés que la capacité des élèves et des adultes à produire des textes authentiques restera une compétence importante à bien des égards, tant dans le contexte de l'éducation que pour la société en général. Dans les écoles, les apprentissages en vue de l'acquisition des compétences de la compréhension et de la production écrite garderont toute leur place, puisqu'elles sont essentielles pour la communication entre les humains, mais permettent aussi à l'individu de mieux structurer ses pensées et réflexions et de les partager avec autrui.

À ce stade, même les générateurs de textes les plus performants ne peuvent ni inventer un texte se basant sur de nouveaux faits ni produire des contenus originaux. Il s'agit de modèles statistiques de langage qui fonctionnent selon le principe de la prédiction de mots en calculant la probabilité qu'un mot succède à un autre. Pour y arriver, le générateur a dû apprendre et mémoriser d'énormes quantités de textes et de données (570 GB ou l'équivalent d'un milliard de mots dans le cas de GPT-3), auxquelles il a recours pour compléter des textes. Cependant, les développeurs eux-mêmes avouent que, contrairement aux êtres humains, les générateurs de textes sont incapables de comprendre ou d'interpréter ce qu'ils ont appris. Pour réussir une communication réelle, ils devraient non seulement reconnaître les formes linguistiques, mais aussi comprendre leur dépendance en relation avec l'intention communicative de l'auteur. Le développement

de telles compétences exige une connaissance du monde qui ne survient que lors d'un échange communicatif avec d'autres personnes et en interaction avec elles, comme c'est le cas entre élèves et enseignants.

Cependant, les générateurs de textes pourraient servir pour promouvoir les processus d'écriture de textes dans certains contextes et s'avérer fort utiles, notamment dans la synthèse et la reproduction de contenus existants.

- Le risque de voir des candidats se servir d'un système d'écriture autonome dans le cadre de la rédaction de travaux académiques au moment où de tels outils seront abordables et plus répandus ne peut pas être totalement exclu. Ce phénomène existe bel et bien depuis longtemps quand des étudiants ont recours aux services d'un préte-plume ou lorsqu'ils recopient des passages d'œuvres d'autres auteurs sans les déclarer comme étant des citations. Afin de minimiser ce risque, il pourrait s'avérer nécessaire de revoir les formes d'évaluation utilisées communément en délaissant peu à peu la simple reproduction de savoirs au profit de la réalisation de productions individuelles et authentiques. Le recours croissant à des présentations orales devant un public ou un jury pourrait gagner en importance dans ce contexte.

- Pour l'instant, l'utilisation systématique de générateurs de textes dans les cours n'est pas prévue. Cependant, il pourra être intéressant d'aborder ce sujet le moment venu dans le cadre des cours d'initiation au coding qui viennent d'être introduits au cycle 4 de l'enseignement fondamental et qui seront intégrés de manière transversale à partir du cycle 2 dès la prochaine rentrée, tout comme dans la discipline « Computer science » qui sera introduite aux classes inférieures de l'enseignement secondaire en septembre 2021 et dont un des objectifs sera de jeter un regard averti derrière les coulisses de la digitalisation et d'apprendre à connaître certaines formes d'IA avec leurs opportunités et risques. Dans ce contexte, les élèves pourront être confrontés à des systèmes d'écriture autonome et seront sensibilisés à reconnaître les caractéristiques de textes générés par un logiciel.

- En ce qui concerne la menace que pourraient représenter des générateurs de textes dans le cadre de la création littéraire et par conséquent pour les écrivains, nous ne partageons pas les craintes exprimées par certains. Les écrivains en chair et en os continueront sûrement à rédiger des œuvres intéressantes, issues de leur propre imagination et servies par leur style personnel et leurs talents langagiers. Si un système d'écriture autonome sera un jour capable de générer des récits, romans, poèmes, etc. dignes des meilleurs écrivains et que ces œuvres seront clairement marquées comme étant issus d'un processus d'IA, les lecteurs auront la liberté de choisir la lecture qui leur procure le plus de plaisir.

Question 3122 (10.11.2020) de M. Sven Clement (Piraten) concernant les travailleurs handicapés :

D'ADEM melbt an hirem Rapport zum Mount September, dass 3.258 Mënsche mat engem Statut spécifique bei hinnek als Demandeurs d'emploi ageschriwwen sinn. Dovun 1.651 Persounen, déi als Salariés handicapés oder als Salariés handicapés et à capacité de travail réduite ageschriwwen sinn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Froe stellen:

1. Zu Lëtzebuerg musse 5 % vun de Posten am öffentlechen Déngscht vu Persoune mat engem Statut de salariés handicapé besetzt. Falls een Employeur d'Quot net erfält, muss hien dem Staat 50 % vum Mindestloun vun engem Employé iwwerweisen.

2. Och fir de Privatsektor ginn et Virgaben. Esou muss zum Beispill eng Firma mat méi wéi 300 Mataarbechter 4 % vun hire Poste mat Persoune mat engem Statut de salariés handicapé besetzt. Falls een Employeur d'Quot net erfält, muss hien dem Staat 50 % vum Mindestloun vun engem Employé iwwerweisen.

2.1 Wéi vill privat Betrib halen sech net un déi gesetzlech festgeluechte Quoten?

2.2 Wéi vill Employeuren hinn dës Stof respektiv dësen Ausgläich dëst Joer schonn un de Staat bezuel? Muss dëse Montant eemol am Mount oder eemol am Joer un de Staat iwwerwise ginn?

2.3 Wat fir Moosname gesäßt de Staat vir, fir d'Employeur zum Anhale vun de Quoten ze motivéieren?

Réponse commune (12.01.2021) de M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et de M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique :

ad 1. Déi éischt Fro ass e bëssen iwwerschend, well geneé dése Sujet am Kader vun engem erwei-derter parlamentarescher Ufro vum honorabelen Député Marc Spautz den 12. Mee 2020 am Detail am Plenum vun der Chamber vum Minister fir d'Fonction publique beäntwert gouf, dat och a Presenz vum honorablen Député Sven Clement. No esou kuerzer Zäit hu sech d'Zuelen dann och net signifikant verändert. Et sinn am Ganzen 914 Agenten an der Fonction publique énnert dem Statut vum Salarié handicapé beschäftigt, zwee méi wéi nach am Mee 2020. Am Regimm vum Employé maachen dat 7,3 % a beim Salarié 11,3 % aus. Bei de Fonctionnaire stinn eis keng Zuelen zur Verfügung aus den Ursachen, déi an der Interventioun vum 12. Mee expliziert goufen an en iwwergräfende Prozentsaz fir déi ganz Fonction publique kann dowéinst net genannt ginn.

ad 2.1 Vun den am Ganzen 2.359 Betriben, déi am Februar 2020 25 oder méi Salariéen beschäftigt haben, hinn 1.928 Betriben (81,7 %) d'Quot net erfält. An der Kategorie vun de Betriben mat 300 a méi Beschäftigte läit dësen Taux souguer bei 98 % (154 vun 157 Betriben).

Bei den Entreprises, déi 25-49 Salariéen beschäftigen, sinn 33 % vun der Quot erfält. Bei de mittel-groussen Entreprise mat 50-299 Salariéen sinn souguer 72 % erfält. An der Kategorie vun den Entreprise mat 300 a méi Mataarbechter si 27 % vun der Quot erfält.

De follgenden Tableau gëtt en detaillierte Iwwer-bléck iwwert d'Situatioun am Privatsektor:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2.2 Den Artikel L. 562-5 vum Code du travail gesäßt vir, dass am Fall vun engem Refus vum Employeur, fir déi virgeschriwwen Unzel vun Salariés handicapés anzestellen, finanziell Sanktiounen ustinn. De Fait eleng, dass Quoten net erfält sinn, bedeit awer net forcement, dass e Refus vum Employeur virläit. D'Situatioun wär anescht, wann e Salarié handicapé mat der néideger Qualifikatioun sech an engem Betrib, deen d'Quoten net anhält, op eng fräi Plaz melbt an net géift agestallt ginn. An deem Fall misst d'Sanktioun appliziert ginn. Dem Aarbechtsministère läit aktuell keng esou eng Reklamatioun vir.

ad 2.3 De Staat verfügt iwwert eng ganz Rei vu Mesuren a Bähellegen, fir d'Betriben ze inciteren, Mataarbechter mat enger Behënnerung anzestellen:

- eng staatlech Bähelleg zum Loun vu 40 %-100 %, inklusiv d'Charges patronales ;
- Bedeelegung u Formationskäschten ;
- speziell Bähellege fir d'Aarbechtsplatz an d'Aarbechtsémfeld ze amenagéieren ;
- Bereitstellung vu spezialisierten Aarbechtsekipementer ;
- Bedeelegung un den Transportkäschten.

Mam Gesetz vum 1. August 2019 ass d'Aktivitéit vum « Assistant à l'inclusion » agefouert ginn. Dëst erlaabt et engem Betrib, zesumme mam be-traffene Mataarbechter op en agreeierte Service ze réckzegräifen, fir d'Inklusioun vum Mataarbechter am Betrib ze plangen an ze begleeden.

Doriwwer eraus setzt d'Regierung op eng gezielt Sensibilisatioun an der Gesellschaft am Allgemeinen, a speziell vun de Betriben, esou wéi et och am nationalen Aktiounsplang 2019-2024 fir d'Émsetzung vun der UN-Behënnerterechtskonvention virgesinn ass, dat mam Zil, d'Kompetenzen an d'Plus-value vu Mënsche mat enger Behënnerung an der Aarbechtswelt ervirzesträichen. An deem Senn énnertstëtz d'Regierung och Initiative vun anere privaten an éffentlechen Acteuren, z. B. am Kader vu Projete vum Europäische Sozialfong (FSE).

Question 3125 (11.11.2020) de M. Fred Keup (ADR) concernant la construction de nouvelles lignes à haute tension :

D'Buergermeeschtere vu Luerenzweiler a Steesel reagéiere ganz empfindlech op Pläng vu Creos fir eng Héichspannungsleitung iwwert den Heeschdréffer Plateau an duerch de Gréngwald ze féieren. Esou e Projet werft eng Rëtsch generell mee och punktuell Froen op, déi ech hei wëll dem Här Energie-minister an der Madamm Émweltminister stellen:

- 1. Wéi entwéckelt sech de Stromverbrauch hei zu Lëtzebuerg an den nächste Joren, an zwar a) an engem Zenario, wou d'Land seng Klimaziler anhält, b) an engem Zenario, wou d'Hallschent vun den Autoteile elektresch sinn?
- 2. Wéi vill vun deem Strom kann hei am Land produzéiert ginn a wéi vill dovun duerch erneierbar Energien?
- 3. Gëtt et, nieft de Pläng, dës Leitung iwwert 60 bis 70 Meter héich Masten téscht Luerenzweiler an Hënsdref ze spanen, en Alternativplang?

Le saviez-vous ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.



4. Wéi ass de Lëtzebuerger Staat finanziell un deem Projet bedeelegt?
5. Ass et méiglech, fir dës Héichspannungsleitung énnerierdesch ze maachen?
6. Huet eng énnerierdesch Féierung Nodeeler géintwirrer enger Uewerleitung?
7. Wéi vill Beem géingen déser Leitung zum Affer falen an a wéi enge Béscher?
8. Wéi vill Beem misste bei enger énnerierdescher Féierung émigeluecht ginn?

Réponse commune (10.12.2020) de **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, et de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :**

ad 1. + 2. De Lëtzebuerger Energie- a Klimaplang (PNEC) huet als Zil, déi fossil Energien (Diesel, Benzin, Mazout, Gas), déi nicht dem Effet op eise Klima och eis Loftqualitéit schiedegen, schrëttweis duerch Energieeffizienzmoossnamen an erneierbar Energien ze ersetzen.

Dëse Plang gesäit vir, dass fir d'Erreeche vun de Klimaziler am Joer 2030 d'Hallschent vun den Autoen elektresch bedriwwen ginn. Dái zwee gefrot Zenario falen deemno am Joer 2030 zesummen. An dësem Zilzenario entwéckelt sech de Stromverbrauch zu Lëtzebuerg vu 6,1 TWh am Joer 2020 op 6,4 TWh am Joer 2030, woubäi den Undeel vum Strom um Gesamtenergieverbrauch vun 13 op 18 % klëmmt. Op der Sät vun der Produktiou geet de PNEC am Zilzenario dounner aus, dass bis 2030 den Undeel vun der eegener Produktiou zu Lëtzebuerg un der Consommatioun bei 35,4 % wäert leien. Den Undeel vun erneierbaren Energie läit liicht drënner, bei 33,6 %.

Nieft der Gesamtconsommatioun ass de jeeuels aktuelle Leeschtingsbedarf fir d'Ausleeë vum elektresche Reseau maassgebend. Virun allem ass et fir de Reseau méi schwierig eng héich Leeschting fir eng kuerz Zait bereetzestelle wéi eng méi kleng Leeschting iwwer eng méi laang Zait, och wann d'Consommatioun déi selwecht ass. Iwwer d'lescht Jore weist sech, dass zu Lëtzebuerg de Spéte-leeschtingsbedarf opgrond vun eiser industrieller, demographescher, technologescher a sozialer Entwécklung méi séier an d'Luucht geet wéi d'Gesamtconsommatioun, énnert anerem och a Periode mat wéineg Stromproduktiou am Land.

ad 3. Am Kader vun de Prozeduren, an notamment an der Évaluation des incidences sur l'environnement (EIE), déi rezent fir de Projet 380 ugelaß ass, gi verschidden Alternative fir d'Realiséierung hisichtlech dem Impakt op de Mënsch an d'Ëmwelt énnersicht an enger öffentlecher Consultatioun énnerluecht. Dobäi ginn énnert anerem och verschidde Formen an Héichte vu Maste gekuckt, an och d'Méiglechkeet fir d'Leitung énnerierdesch ze féieren. Zousätzlech Propose kënnen an der sougnanter „Scoping-Phas“ nach dozou kommen.

Grondsätzlech ass geplant, dass de Projet 380 duerch eng Kombinatioun mam Réckbau vu Leitungen a Posten op verschiddene Plazzen zu enger Verbesserung féieren, notamment doduerch, dass bestoend Leitunge vu Wungebiddere ewech geholl ginn.

ad 4. De Lëtzebuerger Staat ass net finanziell un dem Projet bedeelegt.

ad 5. + 6. Prinzipiell ass et méiglech, Héichspannungsleitungen énnerierdesch ze verleeën. Heibäi ginn isoléiert Kabelen an eng Rouenanlag agezunn, déi virdrun an de Buedem agebaut gouf. Par rapport zu enger Fräileitung erginn sech Énnerscheeder besonnesch hisichtlech vun:

- Landschaftsbild a visuellen Impakt;
- Flächebedarf a Flächennutzung;
- Agréff op de Buedem;
- Versorgungssicherheit;
- Energiebeschaffung beim Transport;
- Maintenance a Reparaturaarbechten;
- Käschten.

Fir eng Decisioun bezüglech iwwerierdesch Fräileitung oder énnerierdesch Kabelanlag kënnen ze hueilen, musse verschidde Vir- an Nodeeler considéréiert ginn. Dés gi während der EIE oppelëscht a bewäert, a kënn jee no Emplacement a Projet ganz énnerschiddlech Resultater weisen.

ad 7. + 8. Och dës Fro geet am Kader vun der EIE gekuckt. Aktuell huet Creos fir sái Projet 380 de Bau vun enger Fräileitung virgesinn, vun där den Trasseverlauf awer nach net detailliéiert feststeet an och weeder de Mastdesign nach d'Leitungshéicht endgültig definéiert sinn. Aus deem Grond kann och nach keng Ofschätzung gemaach ginn, ob, a wat fir engem Bësch, a wéi vill Beem eventuell nouwenneg wieren ofgeholzt ze ginn a wou der eventuell bääkomme kënnen.

Och fir d'Optioun vun enger énnerierdescher Féierung geet et aktuell keen detailliéierte finalen Trasseverlauf. Dofir ass eng Aussa zum Verloscht vu Beem am Moment nach net méiglech a geet am Kader vun der EIE gekuckt.

Generell ass awer virgesinn d'Trass ausserhalb vu wäertvolle Biotopen ze leeën. Des Weidere kënnne Fräileitungen duerchaus iwwert e Bësch gebaut ginn ouni datt eng Schnies muss gehae ginn. Et ass an deem Kontext och drop hinzuweise, datt am Projet 380 geplant ass, dass insgesamt méi Pottoen a Leitungen zeréckgebaut wéi bâigesat gi wou d'Fläch dann entspreechend erém ka genotzt ginn.

Question 3126 (11.11.2020) de **M. Sven Clement (Piraten)** concernant les travaux scolaires à domicile :

Dat lescht Schouljoer gouf am zweeten an drëtten Trimester virum allem vu Covid-19 dominéiert.

Verschidden Enseignanten hunn elo d'Gefill, mat hire Klasse vill Schoulprogramm missen nozehuelen, a schaffen dofir am Cours méi intensiv a ginn de Kanner och méi Hausaufgabe wéi gewinnt.

Énnert der Madamm Ministesch Delvaux-Stehres, war d'Fro, wéi vill Hausaufgabe Primärschoulkanner solle kréien, e grousst Theema. An enger ministerieller Consigne von 2005 gouf deemoools festgehalten, dass Kanner eréischt ab dem drëtte Schouljoer sollten Hausaufgabe kréien, an dass dës Aufgaben, déi ouni d'Hélfel vun engem Erwuesene misste kënnne bewällegt ginn, am Total net méi wéi zwou Stonne pro Woch dierften an Usproch huelen am drëtte Schouljoer, an net méi wéi véier Stonnen ab dem véierte Schouljoer.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Consigne fir Hausaufgabe kann de Minister haut, bal 15 Joer no de genannte Richtlinne vun der Madamm Ministesch Delvaux-Stehres, viron Hannergroun vun der aktueller Pandemie ginn?

Hält de Minister un der Consigne fest, dass et Hausaufgaben eréischt ab dem Cycle 3 sollt ginn, an dass e Workload vun zwou, respektiv véier Stonnen, net depasséiert sollt ginn?

2. Däerf en Enseignant decidéieren, sech net un dës Consignen ze halen a méi Hausaufgabe ginn?

Ém wéi vill Minutten/Stonnen däerf en Enseignant déi vum Minister proposéiert Consignen depasséieren?

Réponse (15.12.2020) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :**

ad 1. An der Lettre circulaire de printemps 2020 kruten d'Enseignanten am Fréijoer 2020 déi aktuell Consigné par rapport zu den Hausaufgabe matgedeelt.

Ewéi an dése Consignen op en Neits betount gétt, ass et wichtig, de Volume vun den Hausaufgaben un déi individuell Kompetenze vun de Schüler unzepassen. Et énnerläit dem Enseignant, op Basis vun enger formativer Evaluatioun, déi passend Hausaufgabe fir seng Schüler eenzel ze definéieren. D'Zil vun den Hausaufgaben ass eenzeg d'Wëssen, dat d'Schüler sech an der Klass ugéegent hunn, ze verdéieren a gläichzäitig d'Entwécklung vun hirer Selbststännegeek an hirer Kapazitéit am Beräich Zäit-Management ze énnerstéten. D'Hausaufgaben erméiglechen et zugläich den Elteren, sech een Iwwerbléck ze verschaffen iwwer déi Contenuen, déi an der Klass behandelt ginn, a se ginn hinen dorriwwer eraus d'Geleeënheet, d'Efforten, déi d'Kanner an der Schoul gemaach hunn, doheem nozevollzéien.

Ewéi am Plan d'études festgehalen, ass et och wichtig, de Kanner hir transversal Kompetenzen ze entwéckelen, andeem si énnert anerem léieren, rich teg ze léieren („apprendre à apprendre“). D'Hausaufgabe spiller an dësem Kontext eng wichtig Roll. Hire Volume respektiv d'Dauer fir hir Émsettung müssen an dësem Zesummenhang aller déngs émmer dem Niveau vum Developpement an de Schouffächer vun de Schüler ugepasst sinn.

Et war net néideg, d'Consigné fir d'Hausaufgaben am Kader vun der aktueller sanitärer Kris unzepassen.

E Kand, dat Énnertstzung an engem bestëmmte Beräich brauch oder dat Retarden am Developpement vu bestëmmte Kompetenze virweist, kann op de Support vun der Equipe pédagogique zielen. An dësem Fall gi spezifesch Mesuren énnert anerem am Kader vum Appui pédagogique organiséiert. Dofir sinn d'Hausaufgaben net do.

Fir eventuell Lacunnen, déi am Kader vum Confinement entstane sinn, opzeschaffen, goufe virun der Rentrée Nohëlfscourses organiséiert. Wärend dëse Coursé goufen d'Kanner duerch Léiersequenze guidéiert, déi vum SCRIPT ausgeschafft goufen, fir gezielt den Developpement vun eenzelle Kompetenzberäicher ze férdieren an esou op déi individuell Besoîne vun de Kanner anzeugen. D'Organisatioun vun de Nohëlfscourses war eng wäertvoll komplementar Offer zum Appui pédagogique, deen aktuell an de Grondschoulen ugebueude gétt.

ad 2) D'Léierpersonal ass gehalen, d'Consignen aus der leschter Circulaire ze respektéieren. Zentral beim Verdeele vun den Hausaufgaben ass émmer d'Analys vun de Kompetenze vun de Kanner. Et énnerläit dem Enseignant senger Kompetenz, op Basis vun déser Analys an enger reegelméissiger Kommunikatioun mat den Elteren, de jeeuels passende Volume un Hausaufgabe fir all Schüler ze definéieren. Heibäi ass et besonnesch wichtig, enger differenzierter Approche nozkommen an däer och dem Rhythmus vum eenzèle Kand Rechnung gedroe gétt, well et selbstverständliche méiglech ass, datt ee Kand fir déi nämlech Aufgabe méi oder manner Zäit brauch ewéi en anert.

muss. D'Memberen aus der Kommissiou, däer hir Zesummesetzung an den Article 4, 18 an 20 definiert ass, sinn duerchaus qualifizéiert, fir eng Aschätzung vun de Kompetenze vun de Kandidaten ze maachen, déi awer weeder op d'Sproochkenntnis spezifizéiert ass, nach sech dorops beschränkt.

An den Artikelen 9, 10 an 12 ass festgehalen, dass en Echec am Lëtzebuergeschen zum Ausschluss vum Kandidat féiert.

Question 3128 (11.11.2020) de **MM. Claude Lamberty et Max Hahn (DP)** concernant la gratuité des manuels scolaires :

Depuis la rentrée 2018-2019, les manuels scolaires obligatoires sont distribués à titre gratuit aux élèves de l'enseignement secondaire classique et général ainsi qu'à ceux de la formation professionnelle. Le programme de la gratuité des manuels scolaires a ainsi contribué à l'égalité des chances de notre système scolaire.

Afin d'encourager l'utilisation durable des manuels scolaires, le recours aux manuels d'occasion est récompensé par un bon d'achat à hauteur de 50 % de la valeur des livres non commandés.

Dans ce contexte, nous aimeraisons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de l'Enfance :

1) Monsieur le Ministre peut-il informer sur le nombre et la valeur des manuels scolaires obligatoires qui ont été commandés via l'application MyBooks pour la rentrée 2020-2021 ?

2) Est-ce que le nombre et la valeur totale des bons ont augmenté ou diminué depuis l'introduction du programme de gratuité ?

3) Combien d'argent un ménage peut-il économiser en moyenne par enfant et par année scolaire ?

Réponse (14.12.2020) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :**

Dans leur question parlementaire, les honorables Députés demandent des informations au sujet de la gratuité des manuels scolaires.

ad 1) Le tableau ci-après renseigne sur le nombre et la valeur des manuels scolaires obligatoires qui ont été commandés via l'application MyBooks pour la rentrée 2020-2021 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 2) L'évolution du nombre et de la valeur totale des bons d'achats générés en cas de non-sélection d'un manuel scolaire obligatoire se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3) Le montant qu'un ménage peut économiser en moyenne par enfant varie en fonction de la classe et de l'ordre d'enseignement dans lesquels un élève est inscrit. En effet, le nombre de manuels obligatoires est p. ex. plus élevé pour un élève de 7^e, alors qu'en classe de 1^{re}, moins de manuels obligatoires figurent au programme. L'économie engendrée par la gratuité des manuels peut s'élever jusqu'à 450 EUR par élève. Pour l'année scolaire actuelle, la moyenne s'élève à 212,42 EUR. Elle était de 187,21 EUR en 2018-2019 et de 179,51 EUR en 2019-2020. À ce montant vient s'ajouter, le cas échéant, la valeur du chèque-livres.

Question 3129 (11.11.2020) de **M. Jeff Engelen (ADR)** concernant les vêtements de protection pour le personnel soignant :

Wann d'Asazpersonal vum CGDIS an enger Situation interveniéiert, wou confirméiert ass, datt eng Persoun mam Covidvirus infizéiert ass, si si ugehallen, en Tyek-Kostüm unzedoen. An deem Hibléck stellt sech déi berechtegt Fro, wéi d'Personal vun de Fleegedéngscher virgoe soll, wann och si am Kontakt si mat Persounen, wou de Verdacht op eng Covidinfektion besteht.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch:

1. Ass d'Personal vun de Fleegedéngscher, esou wéi dat beim CGDIS de Fall ass, ugehallen, en Tyek-Kostüm unzedoen, falls si am Kontakt si mat Persounen, wou confirméiert ass, datt si mam Covidvirus infizéiert sinn?

2. Wa jo, ginn et fir d'Fleegepersonal Instruktioniounen, wéi et den Tyek-Kostüm richteg un-an ausdoe soll?



3. Wa jo, ginn et fir d'Fleegepersonal Instruktoumen, wéi et den Tyvek-Kostüm richteg entsuergue soll a wéi gesinn dës Instruktoumen aus?

4. Wann nee, firwat gëlt dës sënnvoll Mesure just fir de CGDIS an net och fir d'Fleegepersonal? Ass an deem Fall garantéiert, datt d'Fleegepersonal mat genuch héichwärtege Maske versuergt ass, fir sech effektiv géint de Virus ze schützen?

Réponse commune (09.12.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration :**

Säit Ufank vun der Covid-19-Pandemie huet d'Direktiouen vun der Santé Recommandatiounen erausginn iwwert d'Benutzung vun de sougenannten „Équipements de protection individuelle (EPI)“, déi och reegelméisseg à jour gesat goufen no den neiste wëssenschaftlechen Erkenntnissen. Dës Recommandatiounen sinn och disponibel um Site vum Ministère vun der Santé.

D'Direktiouen vun der Santé war och iwwert déi lescht Méint èmmer erëm am direkte Kontakt mat de Spideeler, Alters- a Fleegeheemer an de Fleege-déngschter, fir op Froe vun de Mataarbechter par rapport zu de Schutzkleeder a Masken ze äntwertern.

Den Tyvek-Kostüm ass just recommandéiert, wann d'Personal e ganz enke Kontakt mam Kranken huet a wann dobäi viruszgesess ass, dass et zu Eclabousuré vu Kierperflëssegekeete komme kéint. Dëst ass z. B. de Fall an de Soins intensifs, wann e Patient muss intubéiert ginn an dobäi staark houscht.

Bei den normale Soinen ass een Tyvek net néideg.

Et ginn effektiv Instruktoumen, wéi een en Tyvek richteg un-an ausdeet (z. B. Videomaterial). Am beschten ass awer, dass een dëst e puermol praktesch geübt huet ënner Opsicht vun enger Person, déi domat Erfahrung huet, ier een esou en Equipment benotzt. D'Entsuergung geschitt wéi bei all aner Schutzmaterial am Kader vum Covid-19, et ginn do keng speziell Obligatione fir den Tyvek.

Et ass genuch adequat Schutzmaterial disponibel zu Lëtzebuerg.

D'Personal vun den Hëllefs- a Fleegedéngschter hält sech am Fall vu Kontakt mat potenziellen oder nogewisenen Infektioune bei hire Clientéit mam Covidvirus un déi Richtlinnen, esou wéi se vun der Direktiouen vun der Santé virgi sinn an och op hirem Internetsite publizéiert sinn¹.

Den Tyvek-Kostüm ass deementspriechend fir Hëllefs- a Fleegedéngschter net virgesinn.

Question 3131 (11.11.2020) de **Mme Diane Adehm (CSV)** concernant les mesures d'hygiène et de sécurité dans les administrations :

Op verschidde Verwaltungen ass et duerch Plazmangel net méiglech, Personal an eenzel Büro respектив d'Leit zwee Meter ausernezeseten, fir dann déi néideg Distanz zum Déschnoper ze henn. Eng Méiglechkeet wier, déi Büro mat Plexiglas ofzedeelen. Laut mengen Informatione stinn de Verwaltungen net èmmer déi néideg budgetär Moyenen zur Verfügung, fir sech mat Plexiglasscheiwen ze ekipéieren, soudass d'Personal de ganzen Dag mat enger Mask an dem Büro muss sézten.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Finanzminister, den Här Minister fir d'Fonction publique an den Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechte stellen:

- Wien ass responsabel an zoustänNEG, fir d'Sécherheet vun de Mataarbechter an de Verwaltungen ze assuréieren?

- Wien ass responsabel, fir Plexiglas an de Büros ze installéieren?

- Ass Budget an de jeeweilege Verwaltungen disponibel, fir Plexiglas ze installéieren? Wann nee, firwat net?

- Wéi eng Verwaltunge si mat Plexiglas ekipéiert ginn a wéi eng sinn net ekipéiert ginn?

Réponse commune (12.10.2020) de **M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances, de M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, et de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :**

ad 1. D'Responsabilité si gesetzlech gereegelt. Prinzipiell ass den Direkter oder den Administratiounschef vum jeeweilege Service zoustänNEG fir d'Sécherheet vun de Mataarbechter.

Am Artikel 6 vun der „Loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans la fonction publique“ ginn d'Responsabilitéen am Detail beschriwwen.

ad 2. Den Direkter oder Administratiounschef ass zoustänNEG, fir an hire jeeweilege Gebaier déi organisaatoresch Moosnamen ze ergräifen, fir d'Sécherheet an d'Gesondheet vun de Mataarbechter ze schützen.

D'Installatioun vu Plexiglastrennwänn kann eng Moosnam sinn, déi vum Responsabelen a Bet्रeuecht geholl gëtt, wann et net méiglech ass, eng physesch Distanz vu mindestens zwee Meter tèscht eenzele Mataarbechter, déi an engem Büro schaffen, ze respektéieren.

ad 3. D'Bauteverwaltung (ABP) huet op Ufro Reuniounssäll vu verschidde Ministrë mat Plexiglasscheiwen ekipéiert. Déi Fraise sinn och vun der ABP iwverholl ginn.

Aner staatlech Servicer si fir d'Uschafung, d'Installatioun an d'Bezeule vun esou Oftrennwänn eegever-antwortlech. Duerfir hu si Kreditter am Kader vun de Budgetsatikelen xx.x.12.08x „Bâtiments : exploitation et entretien“ respектив xx.x.12.270: „Entretien, exploitation et location d'immeubles, dépenses diverses“ zur Verfügung. Wann ee Service keng Méiglechkeet hat, fir Trennwänn ze bezuelen, huet d'ABP déi Fraisen iwwert de Fonds d'entretien et de rénovation en charge geholl.

ad 4. D'Bauteverwaltung huet insgesamt a ronn 25 Gebaier Plexiglastrennwänn duerch Betriber instaléiere gelooss, zousätzlech goufen eng 40 Gebaier mat Trennwänn ekipéiert, déi am Atelier vun der ABP hiergestallt a bei den Demandeneuren installéiert goufen. Well de Gros vun de Servicer sech selwer èm esou Ekipementer gekëmmert huet, ass et net méiglech ze soen, wéi vill Verwaltungen insgesamt op esou Moosnamen zeréckgegraff hunn.

Question 3132 (12.11.2020) de **Mme Diane Adehm (CSV)** concernant la réalisation des mesures compensatoires au titre de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature :

La présente fait suite à ma question parlementaire n° 2441 du 25 juin 2020 et dont la réponse date du 13 octobre 2020. Beaucoup d'interrogations restent pourtant ouvertes. C'est pourquoi je me permets de fournir les précisions suivantes en espérant obtenir les informations demandées dans un délai rapproché :

Sur le site compensation.lu édité par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, l'Administration de l'environnement et l'Administration de la nature et des forêts du Grand-Duché de Luxembourg, on peut lire ce qui suit :

« Dans beaucoup de pays, la responsabilité pour la réalisation de mesures compensatoires incombe aux maîtres d'ouvrage. Au Luxembourg, ceux-ci participent, de manière générale, à la mise en œuvre des mesures compensatoires dans ce qu'on appelle des pools compensatoires.

Les pools compensatoires constituent un patrimoine foncier, qui est aménagé pour des besoins de compensation futurs en y réalisant des projets écologiques d'envergure.

La loi prévoit deux types de pools compensatoires : le pool compensatoire national, géré par l'Administration de la nature et des forêts (ANF) et des pools compensatoires régionaux, gérés par des communes.

Contre le payement d'une taxe, les maîtres d'ouvrage peuvent se dédouaner de leur obligation de compenser le dommage écologique causé par leur projet.

Cette démarche permet notamment de réduire les délais de réalisation des mesures compensatoires, et ainsi de diminuer les pertes de biodiversité pouvant survenir entre la réalisation d'un projet d'aménagement et la mise en œuvre effective des actions de compensation.

En outre, elle rend possible une mutualisation entre les compensations de plusieurs projets d'aménagement, afin de réaliser des économies d'échelle et de favoriser la cohérence écologique. Cette démarche permet également de mieux aligner les différentes mesures compensatoires avec les priorités nationales en matière de protection de la nature. »

D'après la loi du 18 juillet 2018 sur la protection de la nature, il se trouve toutefois que si la réalisation concrète des mesures compensatoires doit se faire au moins endéans le même délai que celui relatif à la réalisation des projets pour lesquels ces mesures sont prescrites, suivant les conditions imposées par le ministre, en sont exceptées celles réalisées dans les pools compensatoires, i. e. celles mises en œuvre par l'État.

Autrement dit,

- la compensation immédiate de la perte de la biodiversité constitue actuellement l'exception, i. e. si le ministre autorise la réalisation de mesures compensatoires particulièrement favorables à la diver-

sité biologique, en précisant les sortes de mesures, leur localisation dans le même secteur écologique et leur envergure, sur des terrains dont le demandeur est propriétaire ;

- les autres mesures compensatoires, à charge de l'État notamment, peuvent être enregistrées pour un délai de sept années à partir de la mise en vigueur de la loi de 2018 précitée. Autrement dit, l'État se donne sept ans pour constituer les pools ;

- de même, les éco-points y relatifs peuvent être débités du registre suite au paiement de la taxe de remboursement par le demandeur d'autorisation, même si les terrains accueillant les mesures compensatoires ne sont pas encore disponibles ou si les mesures compensatoires n'ont pas encore été exécutées.

Au vu de tout ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Combien de fois des éco-points ont été débités depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée sans que les terrains accueillant les mesures n'eussent été disponibles, voire sans que les mesures compensatoires n'eussent été exécutées ? Combien d'éco-points ont ainsi été débités par an et à quelles fins ?

2) Quelle est la surface totale acquise par l'Office national du remembrement pour servir de terrains à la réalisation de mesures compensatoires depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 2018 sur la protection de la nature et pour quel budget ? Serait-il possible d'avoir le détail par année ?

3) Madame le Ministre peut-elle m'indiquer (i) les zones destinées à la création de pools compensatoires et (ii) pour chaque pool compensatoire, la délimitation géographique à l'échelle 1/2500 ?

4) Madame le Ministre peut-elle m'indiquer si ces informations sont accessibles au public depuis un site Internet géré par l'État ? Dans l'affirmative, quel est ce site Internet ?

5) Madame le Ministre peut-elle me renseigner sur l'existence de pools compensatoires régionaux ? Quelle a été la somme totale remboursée aux exploitants de tels pools compensatoires ?

6) Madame le Ministre est-elle disposée à fournir tous ces détails dans le cadre des projets de loi « budget » et « programmation financière plurianuelle » ?

Réponse (15.12.2020) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable** :

ad 1) Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 2018, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable a été saisi de 161 demandes d'autorisation ayant déclenché les mécanismes de compensation tel que précisés par l'article 63.1 et pour lesquelles une taxe de remboursement en vertu de l'article 65 a été versée. La ventilation du nombre de demandes et des montants (€) versés par année jusqu'au 28 septembre 2020 est indiquée dans le tableau 1 ci-dessous :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Étant donné que les projets compensatoires repris sous le point 3 n'ont pas encore été enregistrés au registre, l'intégralité des éco-points repris au tableau ci-dessous reste à être débitée. Les opérations de comptabilisation des éco-points dans le registre des mesures compensatoires débuteront au premier semestre 2021. Vu l'envergure des mesures compensatoires déjà réalisées ou en cours de réalisation (31.815.680 éco-points v. pt. 3), il s'agit en l'occurrence d'un déficit compensatoire virtuel plutôt qu'un manquement réel de réalisation de mesures concrètes. Le déphasage entre la réalisation des mesures compensatoires et leur enregistrement s'explique par la rigueur scientifique dédiée à l'évaluation de la bonne réalisation des mesures compensatoires tel que prévue à l'article 7 du règlement grand-ducal du 1^{er} août 2018 instituant un système numérique d'évaluation et de compensation en éco-points.

En ce qui concerne les fins pour lesquelles les éco-points ont été débités, il est renvoyé aux précisions communiquées dans le cadre de la réponse à la question parlementaire n° 2441.

ad 2) L'achat de terrains pour le compte du pool compensatoire national est assuré par le Comité d'acquisition du Ministère des Finances. Le tableau ci-dessous reprend les surfaces totales et le montant par année relatifs à ces acquisitions :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3) À ce jour, seule l'Administration de la nature et des forêts a soumis des propositions concrètes de zones destinées à la création du pool compensatoire national pour approbation selon les dispositions de l'ar-

ticle 64 de la loi du 18 juillet 2018. Le tableau ci-dessous reprend les zones approuvées, leurs surfaces respectives et le nombre d'éco-points escomptés suite à leur mise en œuvre. Les projets repris en gras sont en cours de réalisation. Les cartes à l'échelle demandée sont annexées à la présente.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4) Les zones reprises sous le point 3 ainsi que des fiches signalétiques y relatives peuvent être consultées sur le Géoportail national du Grand-Duché de Luxembourg (www.geoportail.lu), thème « Environnement », rubrique « Mesures compensatoires », couche « Zones de compensation approuvées ».

ad 5) Le syndicat intercommunal SICONA a obtenu, en date du 20 juin 2019, un accord de principe pour la constitution d'un pool compensatoire régional. Un premier projet à hauteur de 398.000 éco-points a été présenté à l'Observatoire de l'environnement naturel. Il sera soumis à l'avis du comité de gérance avant son approbation éventuelle par la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

ad 6) Le Comité de gérance, instauré par la loi concernant la protection de la nature, fera au premier semestre 2021 le bilan de toutes les transactions financières réalisées dans le cadre des mesures compensatoires. Ce bilan sera rendu accessible au public.

Question 3133 (12.11.2020) de **M. Laurent Mosar (CSV)** concernant l'E-Sport au Luxembourg :

Duerch d'Digitalisierung an d'Technologisierung vun eiser Gesellschaft, déi an deene leschte Joren èmmer méi staark zougeholl huet, huet sech och den E-Sport staark weiderentwéckelt. Èmmer méi Spiller bedreiwen E-Sport, wou se eleng oder an Equuppen zesumme spiller. Domadder gëtt den Teamgeescht an de Wettbewerb, wéi och bei deenen „normale“ Sportarten, geférdert. Zulescht huet sech och schonns eng Federation (Luxembourg Esports Federation) gegrënnt. Hire President waart awer laut engem Artikel aus dem Lëtzebuerger Land vum 7. November 2020 bis haut op eng Antwort vum Sportminister bezüglech engem Gespräch, fir iwwert déi zukünfteg Entwicklung vum E-Sport ze schwätzen. Niewent dem Sport selwer spiller déi wirtschaftlech Perspektiv och eng Roll, wat zum Beispill de Sponsoring vun Equuppen ugeet. Och kéinte grouss Turnéier zousätzlech Touristen an d'Land bréngen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un de Sportminister stellen:

1. Erkennt de Sportminister den E-Sport als eng sportlech Aktivitéit un? Kann de Minister dës Entscheidung begrënnen?

2. Huet de Minister wëll, déi opkommend Branche vum E-Sport speziell ze ferderen, fir hir Potenzialer besser auszeschaffen?

Réponse (15.12.2020) de **M. Dan Kersch, Ministre des Sports** :

D'Regierung verfollegt mat groussem Interess d'Entwicklung vum E-Sport op internationalem an och besonnesch op nationalem Niveau. Och de Régierungsprogramm geet op déi èmmer méi grouss Envergure vun dësem Phenomen an, deem sái wirtschaftlech a sozialen Impakt evaluéiert soll ginn.

D'Situatioun vum sougenannten E-Sport zu Lëtzebuerg war och e Sujet an der rezentster Reunioun téschtent dem Sportministère an dem COSL. An deem Kontext, an dëst ass och der Luxembourg Esports Federation schriftech matgedeelt ginn, wéll ech den honorablen Deputéierten drun erënneren, datt, gemäss dem Artikel 2 vum ogfënnerte Sportgesetz vum 3. August 2005, eng Federation muss representativ um nationalen Niveau sinn, wat déi sportlech Aktivitéité betréfft, fir als agreeéierte Verband unerkannt kennen ze ginn. Dës sportlech Aktivitéité müssen des Weideren op internationalem Niveau unerkannt sinn, an et ass um Demandeur ze beweisen, datt all dës Konditiounen erfëllt sinn.

Des Weidere seet dann nach d'Sportgesetz, datt de Sportminister e Sportverband kann unerkennen, op Avis vum COSL.

Dësen Avis vum Daachverband vum privatorganiséierte Sport zu Lëtzebuerg, ass elo kierzlech un de Sportministère geriicht ginn an ass amgaang analyséiert ze ginn.

Question



hectares de surfaces agricoles supplémentaires seraient en conversion vers l'agriculture biologique depuis le début de cette année. Ce chiffre signifierait une augmentation considérable par rapport aux années précédentes, où il variait entre 100 hectares et 350 hectares.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer le chiffre mentionné ci-dessus ? Peut-on constater une augmentation de la surface en conversion par rapport aux dix années précédentes ?

2) Dans l'affirmative, quelles sont, selon le Ministère, les raisons pour les nouvelles conversions ? Quelles sont les mesures que le Ministère estime déterminantes d'avoir incité les agriculteurs à une conversion vers l'agriculture biologique ?

3) Quelle incidence ce chiffre a-t-il sur le pourcentage de surfaces agricoles exploitées en agriculture biologique au Luxembourg ?

Le deuxième Plan d'action national de promotion de l'agriculture biologique a été lancé au début de cette année avec les premières mesures prévues à être mises en place avant fin 2020.

4) Quelles mesures ont déjà été mises en place et quelles mesures sont en train d'être élaborées ?

Réponse (08.12.2020) de **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :**

ad 1) + 2) En 2020, jusqu'à présent, dix exploitations avec au total 456,7 ha ont entamé la période de conversion vers l'agriculture biologique, deux autres exploitations ont en outre reporté le début de leur conversion au 1^{er} janvier 2021.

Le tableau ci-après reprend les superficies et le nombre d'exploitations (sans les apiculteurs) ayant entamé la conversion durant les dix dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Ce tableau montre que la taille moyenne des exploitations se convertissant vers l'agriculture biologique a tendance à se stabiliser entre 40 et 55 ha durant ces dernières années, ce qui n'était pas le cas auparavant. L'année 2020 ne ressort néanmoins pas particulièrement par rapport aux années précédentes.

Dans l'interprétation de ces chiffres, le nombre et le type d'exploitations jouent un rôle prépondérant. Ainsi, en 2020, parmi les exploitations ayant entamé la conversion, se trouvent sept exploitations de faible superficie (maraîchage, fruiticulture, viticulture ...), alors que les trois exploitations « purement agricoles » sont nettement plus grandes (124,11 ha en moyenne).

Ces disparités rendent très difficiles une comparaison d'année en année ainsi que les conclusions à en tirer.

Plusieurs autres exploitations prêtes à entamer la conversion ont attendu la fixation du montant définitif des nouvelles primes à l'hectare pour l'agriculture biologique et entameront la conversion en 2021. Le montant de ces primes est un des aspects importants dans la prise de décision des exploitations quant à la conversion.

Évidemment, d'autres aspects comme l'orientation générale de la production, les possibilités de mise sur le marché des produits agricoles, la structure de l'exploitation et sa capacité à s'adapter aux règles de la production biologique, notamment au niveau des bâtiments d'élevage, jouent un rôle prépondérant dans la prise de décision.

Dans ce cas, le rôle joué par les conseillers agricoles est très important. Le service de conseil spécialisé en agriculture biologique a été largement sollicité en 2020, ce qui laisse prévoir une augmentation des conversions dès 2021.

ad 3) Voir la dernière ligne du tableau ci-dessus pour les années 2010 à 2019. En 2020, et au vu de la superficie nouvellement convertie, le niveau des 5 % de la SAU cultivée selon le mode biologique sera vraisemblablement atteint.

ad 4) Le PAN-Bio 2025 est constitué de 29 mesures regroupées au niveau de quatre axes. Une précision sur le ou les acteurs responsables ainsi qu'un calendrier indicatif (court terme : avant fin 2020 ; moyen terme : 2021-2023 et long terme : après 2023) ont été mis en place. Le comité d'exécution (ComEx) se réunit depuis mars selon besoin, mais au moins toutes les quatre semaines pour faire avancer le développement du PAN-Bio 2025.

Au niveau de l'axe 1, l'inventaire des données existantes (mesure 1-1) a été entamé et l'étude de caractérisation des filières (mesure 1-2) va se faire en relation avec la mesure de développement de filières prévues à l'axe 4.

Au niveau de l'axe 2, les mesures 2-1 et 2-2 (responsable « bio » auprès du MAVDR et Service de l'agriculture bio à l'ASTA) ont été mises en place, les mesures 2-3 et 2-4 (mesures d'information) ont été entamées ; la mesure 2-5 continue comme les années précédentes.

Au niveau de l'axe 3, les mesures 3-1 (primes bio) et 3-4 (critères d'éligibilité pour les primes) vont être appliquées dès 2021. Le soutien des frais de contrôles des exploitations agricoles (mesure 3-5) est assuré en continu. Concernant le conseil agricole, la mesure 3-6 est en train d'être mise en pratique et la mesure 3-7 a été engagée. Les mesures de formation ont en partie été assurées par l'association des producteurs biologiques, mais sont restées à un niveau malheureusement très faible à cause de la crise du Covid-19.

La mesure 3-12 concernant les champs d'essais et les essais variétaux a été mise en œuvre et pour la mesure 3-14, l'évaluation du dossier a démarré afin de pouvoir être réalisée en 2021.

Au niveau de l'axe 4, la mesure 4-1 s'est penchée sur le perfectionnement de la culture d'orge de brasserie et l'utilisation du soja pour l'alimentation des poules pondeuses. En outre, les mesures 4-4, 4-5 et 4-6 sont en cours.

Toutes ces mesures vont continuer en 2021 et d'autres vont s'y rajouter, selon l'échéonnement du budget prévu dans le PAN-Bio 2025.

Question 3135 (12.11.2020) de **M. Gusty Graas et Mme Carole Hartmann (DP)** concernant le **vaccin contre la Covid-19** :

L'Union européenne a passé un contrat d'achat anticipé pour le vaccin contre la Covid-19 des entreprises pharmaceutiques BioNTech et Pfizer. La commande s'élève à 300 millions de doses du vaccin.

Le Luxembourg aura droit à 0,14 % de cette commande, donc environ 420.000 doses du vaccin.

La stratégie de vaccination contre le coronavirus de l'Union européenne propose de vacciner en premier lieu le personnel de la santé, les personnes vulnérables ainsi que les personnes travaillant dans des secteurs d'importance systémique.

Cependant quelques défis se posent quant à la vaccination de la population.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre peut-elle préciser de quelle manière une personne pourra attester sa vulnérabilité afin de recevoir une dose de vaccination, dès que celle-ci sera disponible ? Une personne vulnérable devra-t-elle présenter une attestation médicale ou recevra-t-elle une invitation par la Caisse nationale de santé ?

2) Le Luxembourg dispose-t-il à ce moment des capacités suffisantes en personnel qualifié et en équipements de protection pour l'administration du vaccin ?

3) Le vaccin de BioNTech/Pfizer devra être maintenu à -80 degrés Celsius à tout moment. Madame la Ministre peut-elle nous fournir des explications quant au stockage et le transport du vaccin avant son utilisation ?

4) Madame la Ministre a-t-elle prévu de former une cellule mobile de vaccination pour les maisons de retraite et de soins afin d'éviter un déplacement aux personnes âgées ?

Réponse (30.11.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

ad 1) Les questions ci-dessus seront adressées dans le cadre de la stratégie vaccinale, actuellement en voie d'élaboration.

ad 2) Les capacités seront adaptées en fonction de l'arrivée des vaccins qui auront effectivement obtenu une autorisation de mise sur le marché par l'Agence européenne des médicaments.

ad 3) Les plans et des outils logistiques détaillés pour soutenir un transport et un stockage efficaces des vaccins et une surveillance continue de la température (détails disponibles sur le site de la firme Pfizer²) sont actuellement en voie d'élaboration.

ad 4) Cette question sera adressée dans le cadre de la stratégie vaccinale, actuellement en voie d'élaboration.

Question 3136 (12.11.2020) de **M. Sven Clement (Piraten)** concernant la **protection des données dans le cadre des tests de dépistage de la Covid-19** :

Am Kader vum Large-Scale-Testing (souwuel am klassesche LST wéi och um Flughafen) gi ver-

² https://www.pfizer.com/news/hot-topics/covid_19_vaccine_u_s_distribution_fact_sheet

sichide Kommunikatioun mam Patient per SMS duerchgefouert. Sou kritt een um Flughafen z. B. säi QR-Code per SMS geschéckt an a béiden Zenarie kritt ee säi Covid-19-Testresultat per SMS kommunizéiert. Elo ass et esou, datt souwuel d'Kommunikatioun vum Flughafen-Test wéi och d'Kommunikatioun vun de Resultater am Kader vum LST (deelweis) vun enger belscher Nummer kënnt, déi Proximus gehéiert. Déi selwecht Nummer gëtt énnner anerer benutzt, fir OTP vun Amazon, Google, Microsoft an Twilio, véier US-Firmen, ze verschécken. Dernieft hunn och well d'Luxair an aner Airlines déi selwecht Nummer fir de Versand vun SMSen benutzt.

Et ass also dovunner auszegoen, datt ee Prestataire gewielt gouf, fir d'SMSen ze verschécken,

deen eng Rei vun Nummere mutualiséiert benutzt.

Och wann némmin negativ Covid-Testresultater verschéckt ginn, sou kann ee mam Link fir QR-

Code um Flughafen, op d'Matricule vun der Persoun déi getest soll ginn zougräifen. Et entsteet also eng Verbindung téscht Handysnummer a Matricule, déi vun enger Firma traitéiert gëtt, déi och fir US-amerikanesch Firme schafft.

D'Valeur ze wéissen, wéi eng Nummer zu wéi enger Matricule gehéiert an dat eventuell kënnten ze verknäppen, mat der Erkenntnis ob ee Client bei Amazon, Google oder Microsoft ass, plus eventuell mat Boardingkaarte vun Airlines, ass enorm. Hei kënne kommerziell Datebanken opgebaut ginn, déi et dann och nach ermégleche fir ze hannerleeén, ob a wéi heefeg eng Nummer (an domadder eng Persoun), negativ op Covid-19 getest gouf.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet déi Froe stellen:

1. Wien ass alles als Sous-traitant fir de Versand vun deen SMSen zoustänneg?

2. Wéi gëtt séchergestallt, technesch a kontraktuell, datt et net zum Opbau vun

Datebanke kënnt, an deene festgehalen ass, ob eng Nummer (an domadder Persoun) negativ getest gouf, respektiv wéi eng Nummer wéi heefeg getest gouf?

3. Plangt d'Regierung Schrëtt ze énnherhuelen, fir déi Problemer ze mitigéieren?

4. Ass geplant, en Data Protection Impact Assessment (DPIA) am Kader vun den Datenniwerdrounge an -traiement am Kader vum LST ze erstellen? Respektiv gëtt et well esou een?

5. Wien ass Responsable de traitement fir déi Traitementer?

Réponse (15.12.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

ad 1. Fir am Kader vum LST-Programm Daten am Zesummenhang mat Prouwen, Analysen an d'Resultater ze verschaffen an un déi betraffe Persounen ze verschécken, gi perséinlech Date vu Laboratoires Réunis benutzt. Laboratoires Réunis handelt hei als Responsable de traitement.

Laboratoires Réunis huet den Hosting vun engem Deel vun den Daten engem Déngschtleeschter uvertraut. D'Dateverschlüsselung an d'Conservatioun vum Verschlüsselungsschlüssel gëtt durch Laboratoires Réunis assuréiert. Klinesch Date ginn an enger privater Cloud vun engem lëtzebuergesche Fournisseur vu Laboratoires Réunis gehost. An désem Kontext gouf d'Verschécke vu Resultater per SMS automatiséiert an d'Infrastruktur vum Déngschtleeschter benutzt. Aus désem Grond sinn déi SMSen vun engem Sous-contractant komm. Dëse muss vum Bedreiwer vum lëtzebuergeschen Telekommunikatiounsnetz akzeptéiert ginn, sou datt d'SMSen net blockéiert ginn an hiren Empfänger erreechen.

ad 2. Laboratoires Réunis, als Responsable de traitement, veraarbecht perséinlech Date fir spezifesch, explizitt a legitim Zwecker, nämlech Covid-19-Tester ze organiséieren, an auszwären als Deel vum LST-Programm. Dës Zwecker ginn am éffentleche Marché public beschriwwen a stellen dofir kontraktuell Obligationen fir Laboratoires Réunis duer. Also veraarbecht Laboratoires Réunis keng perséinlech Daten, déi aus dem LST-Programm entstí fir aner Zwecker wéi déi, déi am Kader vum Marché public autoriséiert sinn.

Wat den Déngschtleeschter, de Sous-traitant vu Laboratoires Réunis ugeet, ass dësen duerch kontraktuell Verflichtunge gebonnen, déi besonnesch den Artikel 28 vum Reglement (UE) 2016/679 reflekéieren. De Sous-traitant huet dofir eng kontraktuell Verflichtung, némmin op d'Instruktione vu Laboratoires Réunis ze handelen. Als Sous-traitant muss den Déngschtleeschter och déi pertinent gesetzlech Bestëmmunge vun deem genannter Reglement respektéieren.

Schlussendlech, wéi uewen uginn, sinn d'Date fir déi de Sous-traitant am Numm vu Laboratoires Réunis den Hosting assuréiert, verschlüsselt; den Déngschtleeschter kann dofir net Zugang dozou hunn, soudatt ee Weiderbenotze vun Date baussen den definéierten an autoriséierten Zwecker net méiglech ass.

ad 3. Au vu vun der aktueller Situatioun wéi uewe beschriwwen, mengt d'Regierung net, datt zousätzlech Moosnamen néideg sinn. Et wäert ee weiderhin enk mat Laboratoires Réunis kooperéieren, fir de Schutz vun den Date vun de betraffene Persounen ze garantéieren.

ad 4. D'Risike vun de verschiddeen Traitementer, déi am Kader vum LST-Programm ausgefouert ginn, gi kontinuéierlech bewäert, fir en adequate Schutzniveau ze garantéieren, entspreechend der Natur vun den Traitementer.

ad 5. Wéi schonn uewen ernimmt, handelen d'Laboratoires Réunis als Responsable de traitement fir d'Prelevementer, fir d'Analysen a fir d'Verschécke vun de Resultater.

Question 3138 (12.11.2020) de **M. Fernand Kartheiser (ADR)** concernant la **déclaration d'impo**ts en ligne :

D'Entreprise hinn zu Lëtzebuerg d'Méiglechkeet, fir Steiererklärung op digitalem Wee un d'Steierverwaltung eranzereechnen. Dës gëtt dann och an der Steierverwaltung digital verschafft. Och Privatpersonen (physesch Persounen) hinn d'Méiglechkeet, fir Steiererklärung digital eranzereechen. Allerdéngs ass et esou, datt d'Steiererklärung vun de physesch Persounen bis dato vun der Steierverwaltung nach net kann - esou wéi dat eee bei den Entreprise de Fall ass - elektronesch verschafft ginn.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Finanzminister:

1. Aus wéi enge Grénn kann d'Steiererklärung vun de physesch Persounen bis elo vun der Steierverwaltung nach émmer net digital verschafft ginn?

2. Sinn aktuell Beméiungen um Lafen, fir datt an der Steierverwaltung och d'Steiererklärung vun de physesch Persounen kann digital verschafft ginn? Wa jo, a wéi engem zäitleche Kader ka mat der Lösung vun deem Problem gerechent ginn?

Réponse (10.12.2020) de **M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances** :

Zanter enger Rei Joren ass d'Digitalisatioun ee kontinuéierleche Prozess op der Steierverwaltung.

Vu d'Komplexitéit vun der Steiermatière an hirer digitaler Émsetzung ass et schwierig, gréisser Projekte parallelle entwéckelen, besonnesch wann et sech ém ganz nei informatesch Prozesser handelt wéi énnner anerer den elektronesch Depot vun enger Steiererklärung mat digitalem Traitemtent.

Déi physesch Persounen, genee wéi d'Entreprise, hinn zu Lëtzebuerg zanter e puer Joer d'Méiglechkeet, fir Steiererklärung op elektroneschem Wee eranzereechnen. Zanter dem Steierjoer 2017 ass fir déi meesch Entreprise eng elektronesch Demarche vun der Steiererklärung op der Plattform MyGuichet obligatoresch. Ee groussen Deel vun dése Steiererklärunge gëtt digital verschafft. Dëst war an ass nach émmer ee ganz grousse Projet fir d'Steierverwaltung, well énnner anerer déi neiste Gesetzeschangen respektiv entwérf (é. a. um Niveau ATAD) dése pluriannuelle Projet émmer nees virun nei Eerausforderunge stellen.

D'Digitalisatioun geet weider, sou zum Beispill am Projet de loi vum Budget 2021, wou elo d'legal Basis geschaافت soll ginn, fir d'Steierkaarten net némme pluriannuell, mee och digital ze gestalten. An e puer Deeg wäert de Bierger och kënnne verschidden Dokumenter iwwer een Abonnement op MyGuichet entgéinthalen.

Um Niveau vun de physesch



- Wuel wëssend, datt d'Besuerge vun Impfstoffer géint déi saisonal Gripp en Exercice ass, deen sech all Joer widderhält an zu 100 Prozent virauszegesi war, a wuel wëssend, datt den Effectif vun de Membere vum CGDIS jo och bekannt ass: Wéi ass et ze erklären, datt de CGDIS elo mat enger Penurie bei den Impfstoffer fir déi saisonal Gripp konfrontéiert ass?

- Gedenkt d'Regierung elo, all Ustreuungen ze énnerhuelen, fir därier Penurie entgéintzwerken? Wa jo, wéi sollen dès Ustreuungene konkret ausgesinn? A wéi engem zäitliche Kader kann de CGDIS domat rechnen, datt all seng Memberen d'Méiglechkeet hunn, sech géint déi saisonal Gripp impfen ze loosse?

Réponse commune (04.12.2020) de **Mme Taina Boffering, Ministre de l'Intérieur, et de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**:

De CGDIS organiséiert all Joer eng Impfcampagne fir seng Memberen. Déi 3 lescht Joer hu sech am Kader vun där Campagne téscht 100 an 140 Persounen impfe gelooss.

Op Grond vun deenen Zuelen ass och fir 2020 eng Bestellung vun 150 Impfdose gemaach ginn. D'Fournisseur verlaangen, dass d'Commande am Ufank vum Joer gemaach gëtt. Dëst ass fir d'lescht de 7. Abrëll 2020 geschitt. Duerch d'Tatsaach, dass weeder d'Produzenten nach d'Fournisseuren no deem Datum hir Quantitéité kënnenn eropsetzen (d'Produktioune vun engem Impfstoff ass eng laangwierig Prozedur mat ville Risiken, déi ee net kuerzfristeg kann eropshrauwen), war et dem CGDIS net méiglech, seng Commande nodréiglech ze erhéijen, well keng Dose méi um (inter)nationale Marché sinn. Dobäi kënnnt, dass de weltwäiten Interessi un enger Grippenimpfung duerch d'Covid-19-Pandemie méi héich ass wéi déi Jore virdrun.

Et ass virgesinn, dass d'Leit vum CGDIS, déi am direkte Kontakt mat der Population sinn, wéi och d'Gesondheetsberuffler vun den zousätzlechen 30.000 Dose Grippenimpfstoff profitéiere kënnen, déi d'Direktioune vun der Santé dëst Joer kaf huet an déi am Dezember geliwwert ginn. Bei déi initial 150 bestallten Impfdose kommen deemno 50 weider Dosen dobäi.

Question 3140 (12.11.2020) de **Mme Carole Hartmann (DP)** concernant la voie de délestage d'Echternach :

Afin de soulager le trafic routier transfrontalier passant par la ville d'Echternach, la réalisation d'une voie de délestage a été prévue déjà en 2013. Ce projet a été également inclus dans l'accord de coalition actuel ainsi que dans le plan sectoriel transports avec l'ordre de priorité 1, c.-à-d. que les travaux devraient commencer en principe avant 2020.

D'autres pistes pour améliorer la situation routière à Echternach incluent notamment la création d'un P&R près de la frontière allemande et la mise en place d'un couloir de bus bidirectionnel sur la N11 entre Gonterange et le Waldhof.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'état d'avancement de la construction de la voie de délestage précitée ? Quelles seront les prochaines étapes dans le dossier ?

- Est-ce que tous les terrains nécessaires ont pu être acquis entre-temps par l'État ? Dans la négative, combien de terrains n'ont pas encore été vendus ? Pour quand Monsieur le Ministre estime-t-il que les terrains restants pourront être acquis par l'État ?

- Quand les travaux des différentes étapes de ce projet de construction pourront-ils débuter ? Quand les travaux relatifs à la voie de délestage pourront-ils être terminés ?

- À part le P&R existant près du lac à la sortie d'Echternach en direction de Luxembourg, existe-t-il un projet de construction d'un P&R dans les environs du nouveau pont frontalier, que ce soit du côté luxembourgeois ou du côté allemand ?

- Quel est l'état d'avancement de la mise en place du couloir de bus bidirectionnel susmentionné ? Pour quand celui-ci pourra-t-il être opérationnel ?

Réponse (16.12.2020) de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**:

Tout d'abord, il faut préciser que le projet de la voie de délestage de la ville d'Echternach est divisé en trois lots, à savoir la liaison Morgenstern (lot 1), le by-pass « Knepperkräizing » (lot 2) et la voie Charly (lot 3).

Pour ce qui est du premier lot « liaison Morgenstern », le projet est actuellement en attente des autorisations requises. Parallèlement, le dossier de soumission est en cours de finalisation. Dans l'hy-

pothèse que le projet pourra être autorisé dans un futur proche, les travaux afférents pourraient prévisiblement être entamés vers la fin de 2021. Pour le deuxième lot by-pass « Knepperkräizing », l'avant-projet sommaire est en préparation et me sera présenté au cours de l'année 2021. En ce qui concerne le troisième lot « voie Charly », l'avant-projet sommaire a déjà été approuvé, de sorte que l'avant-projet détaillé sera présenté en 2021.

Les emprises foncières nécessaires pour le lot 1 ont déjà toutes été acquises ; quelques-unes restent encore à être réalisées pour le lot 2. Quant au lot 3, le dossier des emprises est en voie de finalisation et sera prochainement transmis au Comité d'acquisition afin que les pourparlers avec les propriétaires concernés puissent être entamés. Il est à noter que le début des travaux pour les lots 2 et 3 est tributaire de l'acquisition préalable de toutes les emprises nécessaires.

Hormis les parkings relais P&R existants près du lac à la sortie d'Echternach en direction de Luxembourg et celui du côté allemand en amont du nouveau pont frontalier, il n'existe pas de projet de construction d'un autre P&R.

L'étude de faisabilité du couloir bus sur la N11 entre l'échangeur Waldhof et Gonderange a été approuvée par mes soins en date du 7 septembre 2018. La mise en place du couloir bus implique l'élargissement de la voirie existante par endroits dans la zone protégée « Gréngewald ». Pour simplifier les procédures d'autorisation administrative et dans le but d'avancer dans les meilleurs délais, le projet du couloir bus a été divisé en trois tronçons dans l'ordre suivant :

- 1) Carrefour Waldhof N11/CR126 - installation d'un carrefour à feux ;
- 2) Tronçon échangeur Waldhof - carrefour Waldhof ;
- 3) Tronçon Waldhof - Gonderange.

Le dossier de soumission du carrefour Waldhof N11/CR126 - installation d'un carrefour à feux, en cohérence avec la mise en place ultérieure du couloir bus, a été approuvé par mes soins en date du 29 avril 2020. La procédure ouverte pourra être lancée dès que les autorisations nécessaires auront pu être accordées.

La finalisation des études du tronçon 2) échangeur Waldhof - carrefour Waldhof N11/CR116 pourrait être prévue pour fin 2023.

Question 3142 (13.11.2020) de **M. Marc Hansen (déi gréng)** concernant les différentes règles sanitaires en termes d'isolement :

Selon les règles sanitaires en vigueur, un résident luxembourgeois qui a une infection confirmée au Covid-19 doit s'isoler pour une durée minimale de dix jours après le début des symptômes. Pendant cette période de confinement à domicile, tout contact doit être évité avec d'autres personnes. Le non-respect d'une mesure d'isolement est puni d'une amende. La personne reçoit une ordonnance d'isolement qui, au besoin, peut valoir certificat d'incapacité de travail. L'isolement prend fin si la personne n'a plus eu de symptômes pendant les 48 heures précédant la fin du dixième jour.

La situation pour le frontalier résidant en Allemagne est quasiment identique. Ainsi une personne qui a une infection confirmée peut sortir de l'isolement après dix jours d'isolement sous condition qu'elle n'a pas eu de symptômes pendant 48 heures. Pour les frontaliers belges et français, la durée minimale d'isolement est uniquement de sept jours, sous condition que la personne ne souffre plus de fièvre.

En pratique, ces divergences au niveau des règles sanitaires pourraient donner lieu à des situations où un salarié frontalier belge ou français doit retourner à son lieu de travail après sept jours d'isolement tandis que son collègue résidant au Luxembourg ou en Allemagne doit encore rester en isolement et donc potentiellement dans l'incapacité de travailler pendant trois jours supplémentaires.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de Madame la Ministre de la Santé :

- 1) Madame la Ministre est-elle au courant de cas de figure où ces divergences au niveau des règles sanitaires provoquent des problèmes dans les entreprises ?
- 2) Quelles sont les recommandations aux entreprises confrontées à ces divergences en termes de règles sanitaires ? Est-ce que les frontaliers seront par exemple explicitement encouragés à ne pas se rendre sur leur lieu de travail avant la fin du dixième jour ?
- 3) Quelle est la base légale qui vaut pour la prescription d'un certificat d'incapacité de travail ? Celle du pays de résidence du salarié ou celle du lieu de travail ?

Réponse commune (10.12.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et de M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire**:

Nous sommes conscients qu'il existe des différences au niveau des règles sanitaires entre les pays européens. En effet, les États membres jouissent d'une compétence nationale exclusive en ce qui concerne l'organisation de leur système de santé (art. 168 TFUE). Ainsi, aucun accord européen n'existe à cet égard ce qui rend effectivement parfois complexe la situation pour les frontaliers.

Dans la pratique et afin de ne pas s'exposer à des infractions aux lois, nous recommandons aux personnes concernées d'observer les règles les plus contraignantes des pays impliqués, dans un esprit « qui peut le plus, peut le moins ».

Les certificats d'incapacité de travail sont reconnus mutuellement entre pays, et ne devraient donc pas poser de problèmes.

se situant pendant la durée de l'état de crise posé par l'alinéa premier ; elle se limite aux cas de faute grave.

En effet, en cas de faute grave du salarié, l'employeur retrouve son droit de licencier dès le premier jour de la 27^e semaine d'incapacité de travail.

Question 3144 (16.11.2020) de **Mmes Simone Asselborn-Bintz et Francine Cloesener (LSAP)** concernant les cours de rattrapage :

D'Schwierigkeete vu ville Schüler an der Schoul hu sech duerch d'Covidkris weider verstärkt. Méi schwaach Schüler respektiv Schüler aus sozio-économiesch defavoriséierte Milieu leide besonnesch énnert den Auswirkunge vun der Coronakris. D'Cours-de-rattrapagen, déi eigentlech bis Februar sollten ofgehale ginn, huet den Här Educationssminister awer aus Grénn vum Infektionschutz falegelooss. Onofhängeg vun der Pandemie gesäit de Koalitiounsaccord d'Aféiere vun enger Gratisnohëlf vir.

An deem Kontext wollte mir dem Här Educationssminister dès Froe stellen:

- Wéi vill Schüler hunn an de leschte fënnef Joer un Nohëllefscourcë vun der éffentlecher Schoul delgeholle?

- Huet de Minister den Iwwerbléck vun der Nohëllefsoffer, déi vu Schüler oder Studenten offréiert gëtt?

- Huet de Minister den Iwwerbléck iwwert den Zoulauf vu Sociétéiten/Associatiounen (Intelleco, Abacus...), déi eng privatiséiert Offer un Nohëllefs ubidden? Wéi gesäit et mat der Nohëllefs aus, déi vu Ge-mengen offréiert gëtt?

- Ginn et Pläng vum Ministère, fir eng qualifizéiert Nohëllefs online ze assuréieren?

- Wat ass dem Minister seng Meenung zu der Iddi, fir vu staatlecher Säit eng Onlineplattform ze schafen, déi Offer an Demande énnert Schüler a Studenten zesummebréngt? Schafft de Ministère un engem Site, deen déi komplett Offer un Nohëllefs vu Schüler, Enseignant an Drëttpersone regupréiert?

- Ass de Minister d'accord mat der Proposition vum Jugendparlament, dass „de Schüler, deen d'Nohëllefs hält, een Diplom zum Schluss vum Schouljoer kritt“? Wéi steet de Minister zur Iddi, dass déi Schüler iwwert den Educationssministère sollte bezuelt ginn?

- Gesäit de Minister vir, am Sienn vun der Chancége-rectegkeet d'Käsche vun der Nohëllefs, déi privat Acteuren ubidden, wärend der Pandemie an och dorriwer eraus ze iwwerhueulen?

Réponse (08.01.2021) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**:

An den éffentleche Lëtzebuerger Grondschooule sinn ausserhalb vum schoulesche Kontext keng Nohëllefscourcë virgesinn. Fir énnert anerem d'Kanner mat spezifesch Férderbedarf beim Opschaffe vun eventuelle Lacunnen ze énnertstézen, gesäit d'Tâche vum brevetéierten Enseignant 54 Stonnen Appui pédagogique pro Schouljoer vir, déi nicht der Tâche d'enseignement zousätzlech am Déngscht vum Kand geleescht ginn. D'Relevanz vun désem Appui pédagogique, dee fir Énnertstézungs- an Differenzierungsmaassnamen agesat gëtt, gouf énnert anerem an der Circulaire ministérielle aux administrations communales concernant l'organisation de l'enseignement fondamental pour la rentrée 2020-2021 op en Neits festgehalen:

« Un enfant qui a besoin d'un soutien spécifique dans une matière particulière ou qui présente un retard dans le développement de certaines compétences doit pouvoir compter sur le soutien de l'équipe pédagogique ; des mesures spécifiques doivent être organisées dans le cadre de l'appui pédagogique et être prévues, le cas échéant, dans le plan de développement de l'établissement scolaire. Il n'est ni du devoir des parents, ni du devoir de l'équipe socio-éducative de la structure d'éducation et d'accueil de prendre des mesures de remédiation, celles-ci relèvent du domaine de l'école. »

Dee selwechte Constat gëllt fir den Enseignement secondaire. Hei verfügen d'Lycéeën iwwert e Contingent vun APPUI- an ETUDE-Dechargen, déi et de pedagogeschen Ekippen erlaben, Schüler ze énnertstézen. Dobäi sinn énnerschiddlech Forme vun Nohëllefs méiglech: vun den „études surveillées“, wärend deenen d'Schüler énnert Opsiicht fir Hausaufgabe kënnen maachen, bis hin zum geziilten Appui fir Schüler, déi Lacunnen an/oder Léierschwiegekeeten opweisen. Donieft ginn et pedagogesch Offere wéi Léiere Léieren oder Schüler hëllefe Schüler, wou och d'Schüler selwer impliziert sinn.

Zousätzlech heizou gouf déi digital Plattform schoualdoheim.lu mat Léiermaterial ausgebaut. Eng spezifesch Rubrik erlaabt et den Elteren an de Schüler, gratis Exercicë mat Corrigéen eroefzeluen, souwuel am Hibléck op déi perséinlech Be-



soine vum Schüler wéi op d'Matière, déi baussent de Schoulstonnen ze widderhuelen - an net nozehuelen - ass.

D'Summerschool 2020 war eng Initiativ, déi, am Kontext vun der aktueller sanitärer Kris, d'Schüler dobai énnerstétz huet, eventuell Lacunnen, déi sech am Confinement opgedoen hunn, opzeschaffen. Fir déi concernéiert Schüler heibai ze énnerstézten, goufen ausschliisslech Persounen agesat, déi Erfahrung beim Encadrement vu Kanner an den effentleche Grondschoulen haten.

Wat d'Proposition vum Jugendparlament betréfft, esou erschéngen déi genannten Iddien, datt de Schüler, denne Appui gëtt, en Diplom um Enn vum Schouljoer kritt a vum Ministère fir Education, Kanner a Jugend bezuelt gëtt, duerhaus interessant. Fir dés Virschléi ze verdeiwen, gouf d'Jugendparlament och schonn agelueden, fir kënnen zesummen iwwert hir Recommandatiounen ze diskutéieren. Désen Echange ass am Februar 2021 virgesinn.

Am Kontext vun der Chancéglächheet verweisen ech hei op d'Berechnung vum Contingent, dee mëtels der d'Unzuel vun de Stonnen, déi d'Gemenge fir d'Organisation vun den eenzelle Schoulen op hirem Territoire zur Verfügung hunn, erméttelt gëtt. Nieft der Unzuel vun de Schüler gëtt an déser Berechnung ee sozio-ekonomesch Indice fir déi jeeweileg Gemenge mat verrechen, esou datt d'Gemengen nieft dem Contingent u Schoulstonnen, dee reng op d'Unzuel vun de Schüler berechent gëtt, bis zu 20 Prozent zousätzlech Schoulstonnen zur Verfügung gestallt kënné kreïen. Deemno huet eng Gemeng mat defavorablem sozio-ekonomesch Indice ee Recht op weider Ressourcen, déi hir zur Verfügung gestallt ginn, fir d'Schüler beim Developement vun hire Kompetenzen ze énnerstézten. Dést erlaabt, am Séinn vun der Chancéglächheet, déi entsprechend Ressourcë fir eng differenzieréiert Prise en charge vun der Schoulpopulatioun ze ermöglichen.

Question 3145 (12.11.2020) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant le spray nasal pour les patients souffrant de diabète :

Diabetespatiente riskéiere bei enger Hypoglycémie ohnmächtig ze ginn oder esouquer bei schwéiere Fäll an de Koma ze falen. Diabetiker kreien do-wéinst ugeroden, eng Glucagon-Sprütz am Frigo ze hunn, fir bei enger Hypoglycémie vun enger Begeetpersoun an de Muskel gesprützt ze kreïen.

Mengen Informatiouen no gëtt et neiderdéngs awer och fir esou Noutfällen Nuesespray mam selwechten Effekt, deen awer de Virdeel huet, datt den Diabetiker en émmer kann dobai hunn, well en am Géigesaz zur Sprütz net gekillt muss ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister an den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

- Kann d'Regierung dés Informatiounen bestätigen?
- Wa jo, ass deen neien Nuesespray schonn zu Lëtzebuerg zougeooss?
- Wa jo, gëtt e vun der CNS rembourséiert?
- Wann nee, firwat?

Réponse commune (11.12.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale :

Deen Nuesespray, deen déi honorabel Députéiert mentionéiert, ass zu Lëtzebuerg enregistréiert énnert dem Medikament BAQSIMI. Dést Medikament kann aktuell net vun der Gesondheetskeess rembourséiert ginn, well et net op der positiver Lëscht vun de Medikamenter steet. Den Hiersteller huet nämlech bis elo nach keng Demande bei der Gesondheetskeess era-ginn, fir op dés Lëscht ze kommen.

Fir datt e Medikament nämlech op déi Positivlëscht vun de Medikamenter kann drop gesat ginn, muss et eng „autorisation de mise sur le marché“ vum Gesondheetsministère hunn an den Hiersteller muss dono eng Demande bei der Gesondheetskeess maachen, fir datt et op déi Positivlëscht kënnt a vun der Krankaversécherung rembourséiert ka ginn.

Den Artikel 22 Paragraf 1 Alinea 5 vum Code vun der sozialer Sécherheet gesäßt vir:

« Ne peuvent être inscrits sur la liste positive que des médicaments disposant d'une autorisation de mise sur le marché, d'un prix au public et pour lesquels le titulaire de l'autorisation de mise sur le marché a introduit une demande auprès de la Caisse nationale de santé en vue de l'inscription du médicament sur la liste positive. »

Question 3148 (17.11.2020) de M. Gusty Graas (DP) concernant la mobilité transfrontalière entre Arlon et Luxembourg :

Au sujet de la situation difficile que vivent quotidiennement les navetteurs entre la Province de

Luxembourg et le Luxembourg, les deux députés wallons Anne Laffut et Yves Evrard ont soumis récemment un projet concret pour fluidifier la mobilité transfrontalière entre Arlon et Luxembourg à hauteur de Sterpenich.

L'idée est de développer une solution de mobilité, peu coûteuse et permettant d'optimiser la bande de covoiturage existante, sur l'aire de stationnement de Sterpenich, en reliant le parking autoroutier frontalier à la gare de Kleinbettingen au moyen d'une navette accessible gratuitement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance du projet de mobilité proposé par les deux députés wallons ?
- Dans la négative, est-ce que Monsieur le Ministre a l'intention de se familiariser avec cette proposition ?
- Dans l'affirmative, quelle est la position de Monsieur le Ministre quant à cette idée ?
- Est-ce que, le cas échéant, le Luxembourg serait prêt à participer aux frais éventuels ?

Réponse (28.12.2020) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député reprend l'idée des deux députés wallons Anne Laffut et Yves Evrard qui consiste à aménager un P&R sur l'aire de stationnement de Sterpenich et de relier celui-ci avec une navette à la gare de Kleinbettingen.

Dans ce contexte, il est important de rappeler que les P&R constituent un maillon important de la stratégie de mobilité Modu 2.0 et que celle-ci prévoit une augmentation significative de l'offre dans les années à venir et ceci sur tous les corridors en direction de la capitale.

À niveau de la ceinture frontalière du corridor de l'A6/E25, le Gouvernement luxembourgeois soutient depuis 2014 l'idée d'aménager un P&R à Viville combiné à une desserte attractive par train. Or, ce projet a été reporté à 2027 par le précédent Gouvernement fédéral avec l'argument que d'abord les travaux sur la ligne 162 devraient être terminés et qu'aux abords de la gare d'Arlon un nombre suffisant d'emplacements seraient encore disponibles actuellement. Le Gouvernement luxembourgeois reste cependant d'avis que le P&R de Viville devra être réalisé pour faire face à la demande croissante et qu'il est idéalement situé pour inciter les frontaliers belges à changer sur les trains qui, grâce aux pôles d'échanges réalisés, les transportent notamment aux portes des centres d'activités du Kirchberg et de la Cloche d'or.

Le projet repris par les deux députés wallons nécessite deux changements de mode de transports en un laps de temps assez restreint, d'abord de la voiture individuelle vers une navette, puis de la navette vers les trains CFL. Le fait que des retards peuvent s'accumuler tant au niveau de la desserte de la navette qu'au niveau de l'exploitation des trains rend ce projet nettement moins attractif en termes de temps de trajet et de confort que l'utilisation du P&R de Viville. S'y ajoute que la navette devrait desservir, pendant toute la journée, chaque train s'arrêtant dans l'une ou l'autre direction à Kleinbettingen, ce qui entraînerait des coûts significatifs pour l'exploitant.

Aussi les surfaces près de la douane, situées intégralement sur le territoire belge, sont-elles nécessaires pour le stationnement de poids-lourds et ne se prêtent pas pour un P&R. Mais surtout, le parking IKEA sert actuellement de P&R pour une ligne de bus RGTR qui amène les navetteurs à la gare de Kleinbettingen, respectivement à Steinfort vers la ligne de bus « express » vers Luxembourg-ville.

Cette ligne RGTR et la co-utilisation du P&R de IKEA répondent donc exactement au besoin formulé par les deux députés wallons. Pour les raisons précitées, il n'est pas prévu de dédoubler cette offre.

En ce qui concerne le projet de bande de covoiturage et de bus sur la bande d'arrêt d'urgence aménagée, il a été annoncé en 2018 et les pré-études y relatives ont été entamées par l'Administration des ponts et chaussées. Tant que ces priorisations pour bus ne seront pas en place sur l'A6 du côté du Grand-Duché, il n'est pas prévu d'y faire circuler des lignes RGTR.

Question 3149 (17.11.2020) de M. Dan Biancalana (LSAP) concernant la protection des témoins :

Contrairement à la France, à l'Allemagne et à la Belgique, le Luxembourg ne dispose actuellement pas d'une législation spécifique relative à la protection des témoins. Dans le cadre d'affaires pénales et surtout criminelles, les personnes amenées à produire un témoignage décisif peuvent courir le risque d'être mises en danger et d'être menacées.

Dans nos pays voisins, elles peuvent ainsi bénéficier de plusieurs types de mesures de protection allant du témoignage anonyme jusqu'à la relocation et au changement d'identité. Les membres de la famille peuvent également en bénéficier.

La déposition d'un témoin est primordiale pour le bon fonctionnement de la justice pénale. Afin de préserver l'état de droit, il est essentiel qu'un témoin puisse déposer dans un cadre judiciaire sans craindre l'intimidation ou des représailles. Il importe donc d'éviter tout risque résultant d'une confrontation directe.

Lors d'une récente interview le procureur d'État adjoint de Luxembourg a expliqué que, malgré l'absence de textes législatifs, les autorités judiciaires, en étroite collaboration avec la police, ménagent beaucoup d'efforts pour mettre en place des dispositifs de protection de témoins.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Vu l'absence de législation spécifique, quel est l'éventail des dispositifs de protection qui sont actuellement mis en place et dont peuvent bénéficier les témoins ?
- Quelle autorité définit ces dispositifs ? Qui décide de leur application ? À quel stade du procès pénal sont-ils appliqués ?
- Dans quelle nature d'infraction sont-ils appliqués ?

- Au cours des cinq dernières années, combien de témoins ont pu bénéficier de tels dispositifs ?

- Le Luxembourg ne devrait-il pas se doter, à l'instar de ses pays voisins, d'une législation en la matière ?

Réponse (17.12.2020) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice :

Malgré l'absence d'une législation spécifique en matière de protection des témoins, le Luxembourg dispose d'un arsenal de dispositions légales et de mesures pratiques, qui s'appliquent tantôt pour les témoins, tantôt pour les victimes, et qui permettent d'offrir une protection efficace ainsi qu'une certaine flexibilité au vu des circonstances particulières de l'espèce. À noter que la double qualité de victime-témoin est souvent de mise.

Les dispositions légales énumérées ci-dessous sont données à titre d'indication générale.

L'article 11 (3) de la Constitution stipule entre autres que « [l']État garantit la protection de la vie privée, sauf les exceptions fixées par la loi ». Les autorités policières et judiciaires ont de facto l'obligation d'offrir une protection en cas de menaces ou d'actions de vengeance, commises entre autres par l'auteur des faits.

L'article 48-1 du Code de procédure pénale, dans le cadre d'une enquête préliminaire, prévoit que « l'audition d'un témoin [...] peut faire l'objet d'un enregistrement sonore ou audiovisuel, sur autorisation du procureur d'État. » Devant les juridictions d'instruction, en vertu de l'article 70 du Code de procédure pénale, « les témoins sont entendus séparément, et hors la présence de l'inculpé et de la partie civile, par le juge d'instruction ». L'article 79-1 du même code introduit également la possibilité de procéder ou de faire procéder à l'enregistrement sonore ou audiovisuel de l'audition d'un témoin. Ces enregistrements sont placés sous scellés fermés. À noter que les enregistrements peuvent être écoutés ou visionnés par les experts désignés et les parties dans les mêmes conditions que celles régissant l'accès au dossier, permettant le cas échéant de ne pas devoir citer les témoins devant la juridiction.

L'article 85 du même code prévoit que la consultation du dossier peut être, en tout ou en partie, restreinte, à titre exceptionnel, d'office ou sur réquisition du procureur d'État, par ordonnance motivée du juge d'instruction lorsqu'elle peut constituer une menace grave pour la vie ou les droits fondamentaux d'un tiers, ou lorsque son refus est strictement nécessaire en vue de préserver un intérêt public important, notamment lorsque la consultation risque de compromettre une enquête ou une instruction préparatoire en cours ou de porter gravement atteinte à la sécurité nationale. L'article 190 prescrit d'ailleurs que les audiences sont publiques, mais le tribunal peut néanmoins, en constatant dans son jugement que la publicité est dangereuse pour l'ordre public ou les mœurs, ordonner par jugement rendu en audience publique que les débats auront lieu à huis clos.

Depuis une loi du 1^{er} août 2018, les articles 553 et suivants du Code de procédure pénale renforcent la possibilité de recourir à des moyens de télécommunication devant les juridictions du fond pour faire les dépositions et auditions et permettront de réduire le risque de contact (avec transmission dans la salle d'audience, le témoin n'étant pas physiquement présent dans la salle d'audience même).

Les articles 1017-13 et 14 du nouveau Code de procédure civile prévoient lorsqu'une personne tente d'intimider un témoin, un membre de sa famille ou

une connaissance du témoin ou lorsqu'elle se prépare à commettre un acte de représailles contre l'une de ces personnes, le président du tribunal d'arrondissement prononce à son encontre, à la requête de la personne concernée, l'une ou plusieurs des mesures suivantes, à savoir l'interdiction de se rendre en certains lieux, l'interdiction de prendre contact, de quelque façon que ce soit, avec la personne à protéger, l'interdiction de détenir ou de porter une arme et l'injonction de remettre contre récipiéss les armes éventuelles auprès d'un service de police désigné.

Afin de créer un cadre sécuritaire minimal pour convaincre ces témoins de venir déposer sans crainte pour leur sécurité, les services de police ainsi que les autorités judiciaires, pour lesquelles les dépositions de témoins peuvent avoir un poids considérable dans la découverte de la vérité et dans l'instruction d'un dossier, disposent d'une série d'outils pratiques.

Une protection efficace ne peut à l'évidence être assurée qu'au prix de la discrétion tant dans la préparation que dans l'exécution de l'opération et les moyens à disposition des autorités policières et judiciaires doivent par conséquent être discrets et flexibles. En cas d'éléments concrets et en présence d'infractions au détriment des témoins, les autorités judiciaires agissent de suite et mandatent les services policiers de mener les investigations qui s'imposent tout en assurance si besoin en est des mesures de sécurité au profit des témoins en question.

D'un autre côté, même en l'absence d'éléments concrets ou d'infractions, si un témoin se montre craintif ou montre des signes d'angoisse, il est prévu de mettre en alerte les commissariats de proximité ou centres d'intervention territorialement compétents afin que ceux-ci intensifient leurs mesures de patrouille dans les environs du domicile du témoin. De plus, en cas d'appel téléphonique ou de manifestation quelconque de la part de ce dernier, les policiers sont requis de se rendre de suite et dans l'urgence sur place pour analyser la situation. Les services policiers organisent dans les détails le déroulement sur le terrain, le plus souvent la situation est examinée ensemble avec les autorités judiciaires et la décision est prise conjointement d'ordonner telle ou telle mesure en fonction de la situation générale et après avoir examiné toutes les données disponibles.

Ces mesures peuvent être prises aussi bien en cours d'enquête que lors de la procédure de convocation aux audiences judiciaires.

Il n'y a pas de liste limitative d'infractions qui a été arrêtée pour envisager une mesure de protection, il suffit qu'une menace ou crainte réelle soit possible.

Le système informatique ne permet pas de donner des statistiques quant à la question soulevée, mais il peut être souligné que ces mesures, même si elles ne sont pas très souvent utilisées, refont leur apparition régulièrement dans des dossiers surtout d'envergure.

L'accord de coalition ne prévoit actuellement pas de légitérer en la matière.

Question 3150 (17.11.2020) de M. Fred Keup (ADR) concernant le remboursement des frais d'inscription des cours de langue :

Fir e Land ewéi Lëtzebuerg, mat villen Ausläänner, ass et wichtig, datt op däri enger Säit d'National-sprooch vermitteilt, énnerriicht a geférdert gëtt an op däri anerer Säit och d'Méisproochegkeet hir Plaz behält. Aus deem Grond huet den Institut national des langues (INL) eng wichtig Funktioun als effentleche Sprooch- a Bildungscenter vum Land.

An deem Kontext wéilt ech den Här Educationsmi-nister gärt froen:

1. Stëmmt et, datt de Leit, déi hire Sproochecours am INL net packen, de volle Präis vum Cours rembourséiert gëtt? Zénter wéini gëtt et dee Prinzip vum Remboursement beim Netbestoe vun engem Sproochecours am INL?
2. Huet eng Persoun, déi an enger privater Sproocheschoul Coursen hält, och d'Méiglechkeet, de Präis vun hirem Cours, oder en Deel dovunner, rembourséiert ze kréien, wa si dësen net packt?
3. Wat fir eng Administratioun ass verantwortlech fir de Remboursement?
4. Gëllt dëse Prinzip bei all Zort vu Sproochecours oder gëtt dësen op bestëmmte Coursë limitiéiert?
5. Ass d'Unzuel vu méigleche Remboursementer hei limitiéiert? Wa jo, wéi vill Remboursementer stinn engem zou, wann ee Sproochecourse beleet? Bezzit sech d'Limitatioun vun der Unzuel vu méigleche Remboursementer op d'Persoun, déi Sproochecours beleet, oder op d'Widderhuele vun engem Cours?
6. Wéi vill Remboursementer goufe jeeweils am Lëtzebuergeschen, Däitschen a Franséischen an deene leschte fénnef Joer gemaach?



7. Wat fir Coursé ginn am heefegste rembourséiert?

Réponse (24.12.2020) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :**

Et gétt kee Prinzip, datt een Apprenant vum INL rembourséiert géif ginn, am Fall wou en ee Cours net packt. Déi Fäll, wou ee Cours am INL rembourséiert gétt, sinn am Artikel 6 vum Règlement grand-ducal du 27 juin 2018 fixant le montant des droits d'inscription aux cours organisés par l'Institut national des langues festgehalen, an déi bezéie sech net op d'Reussite vum Apprenant an engem Cours, ma virun allem op organisatoresch Ännérunge per Rapport zu der Annonce vum Cours. Dës Feststellung bréngt mat sech, datt all déi aner Froe vum horabelen Deputéierten hifällig ginn.

geluecht gi wär: Ém wéi vill wär de Gesamtbetrag vun deem, wat bis elo insgesamt verrechen gout, gekommen?

Réponse (17.12.2020) de **M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :**

ad 1. De follgenden Tableau stellt eng Schätzung duer vun de Salariéen, déi bis elo énnert d'Ausglächsentschiedegung op de soziale Mindestloun gefall sinn. Ausserdeem weist den Tableau, wéi eng Zomm insgesamt a pro Mount opgeschlüsselt bis elo definitiv un d'Salariéen ausbezuel gout.

Et sief och nach dorop higewisen, dass d'Zuelen nom August nach net definitiv sinn a se sech duerfir och net am Tableau erëmfannen.

	Beträffende Salariéen	Ausbezuelten Zommen
3/2020	45.191	2.824.519
4/2020	47.881	5.897.639
5/2020	28.480	2.911.347
6/2020	15.736	1.456.846
7/2020	8.368	867.231
8/2020	5.808	517.572

ad 2. Vu Mäerz bis August huet d'Kuerzaarbecht de Staat ronn 494 Milliouen Euro kascht. Wann elo d'Salariéen 100 % vun hirem Loun géife kréien an de Maximum op 250 % vum Mindestloun géif gedeckelt bleiwen, da géif de Käschtepunkt bei maximal ronn 601 Milliouen Euro leien.

Question 3151 (17.11.2020) de **Mme Diane Adehm (CSV)** concernant l'égalité de traitement entre « salariés » du secteur public et privé :

Dans une interview accordée au journal en ligne paperjam.lu, Monsieur le Ministre Marc Hansen estime que la question de l'égalité de traitement entre les salariés du privé et ceux du public concernant le versement du chômage partiel mérite d'être posée après les propos tenus par le président de la Fédération des artisans lundi sur les ondes de RTL. Il a également affirmé « prendre ces réflexions au sérieux », tout en reléguant les discussions à ce sujet à la période après-crise.

Au vu de tout ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils souscrire aux propos de Monsieur le Ministre de la Fonction publique ?

- Le Gouvernement envisage-t-il un rapprochement entre le « statut » des salariés du secteur public et du secteur privé ? Dans l'affirmative, de quelle manière ?

Réponse commune (16.12.2020) de **M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, et de M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :**

L'article cité par l'honorable Députée appelle à la solidarité et l'unité entre secteurs surtout en période de crise tout en mettant en évidence « les efforts considérables des deux secteurs, public et privé durant cette crise ». L'article décrit également la législation actuelle, en précisant que l'Etat couvre en principe 80 % de la somme du revenu d'un salarié relevant du secteur privé en chômage partiel, et que toute entreprise est libre de verser un solde au salarié concerné, possibilité mise en réalité d'ailleurs par bon nombre d'entreprises.

À titre de rappel, il y a lieu de rappeler que le Gouvernement a déjà, dès le mois de mars 2020, pris les mesures nécessaires afin que tout salarié en chômage partiel sera indemnisé au moins à hauteur du salaire social minimum. Il s'ensuit que les salariés touchant le salaire social minimum sont indemnisés à 100 % par rapport à leur salaire usuel, et que bon nombre de salariés touchant des salaires autour du SSM profitent de cette mesure.

Ceci étant dit, il est de mise de réaffirmer que le Gouvernement prend toujours au sérieux les soucis des citoyens et multipliera ses efforts sur base du programme gouvernemental pour faire augmenter la justice sociale en général.

Question 3153 (17.11.2020) de **Mme Nancy Arenté épouse Kemp et M. Georges Mischo (CSV)** concernant le Commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports :

De Schoulsport, vum Precoce bis zum Schoulhofschloss am Lycée, ass extrem wichteg fir d'Entwicklung an d'Gesondheet vun de Kanner a Jugendlecher. Aus engem rezenten Artikel vum Tageblatt geet ervir, dass am Sportsministère un engem Gesetzesentwurf geschafft gouf, wouduerch de vante Poste vum „Commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports“ den Zousaz „éducation physique“ verléiere soll, wat net némmen eng ganz Rei Deputéierter, mee och all ausgebilte Sportsproff erstaunt. Wa mir de Gesetzesentwurf übereichteg interpretéieren, brauch den héchste Beamten am Sportsministère an Zukunft wieder Erfahrung (zum Beispill 15 Joer am Staatsdéngscht wéi bis elo), nach eng spezifesch Ausbildung (Sportspedagogik, Didaktik/Methodik, Sportsmedezinn, Anatomie, Bewegungswissenschaft asw.) méi. Op sou engem Poste sinn dës Kompetenzen an Erfahrungen awer indispensabel. Vu dass de Sportskommissär sämtlech Beräicher an der Sportspolitik koordinéiert, kontrolléiert an de Sportsministère och beréit, biergen dës nei Vergabekrittären d'Gefor, dass de Sportskommissär zu engem politesche Posten émfunktionéiert gétt an d'oduerch déi néideg politesch Distanz an Onofhängegeet fir d'Ausübe vu sengen Aufgabe verléiert.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Firwat wéll de Sportsminister op d'Kompetenzen an d'Erfarunge vun engem Sportsproff op dësem Poste verzichten?

- Firwat gétt beim Choix fir den „Commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports“ net op d'Meenung vun der APEP, LASEP, LASEL, COSL asw. gelauschtert?

- Stëmmt et, dass och de Poste vun enger/engem Direktesch/Direkter vun der ENEPS (École nationale de l'éducation physique et des sports) op dës nei Aart a Weis erausgesicht a nominéiert soll ginn?

- Verzicht de Sportsminister op déi pedagogesch Erfarungen an der „Commission d'analyse critique“ vum Travaux publics?

- Gétt domadder d'Sportskonzept vum COSL, wou de Schoulsport ee wichtegen Deel anhëlt, net ofgewäert?

- De Schoulsport dréit och zum Projet LTAD (Long Term Athlete Development) bai. Gétt dëse Projet d'oduerch dëse Mangel u Kompetenzen an Erfahrungen am Schoulsport net a Fro gestallt?

Réponse (07.01.2021) de **M. Dan Kersch, Ministre des Sports :**

Den 18. November 2020 ass d'Gesetzesvirlag N° 7708 mam Titel „projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports“ an der Chamber deponéiert ginn. Den 23. November 2020 ass dës Virlag da vum Chamberspresident un déi zoustännege Chamberskommissiou an absënns der Gezonheets- a Sportskommissiou weidergeleit ginn.

An dëser Gesetzesvirlag geet et, niewent villen anere Bestëmmungen, och ém d'Funktiounen vum Sportskommissär a vum Direkter vun der ENEPS.

Et ass jo elo net Usus, datt iwwer eng parlamentaresch Fro d'Aarbechte vun der zoustännege Chamberskommissiou antizipéiert ginn, dem Chambersreglement no ass dëst eng Attribution vun der zoustännege Chamberskommissiou, an däi déi zwee Froesteller jo och selwer Member sinn.

Ech wéll allerdéngs den honorabelen Deputéierten elo scho nn op verschidde Froen eng Antwort ginn, fir datt och duerno an der Chamberskommissiou d'Aarbechte vlächt méi schnell an effikass kenne virukommen.

Op d'Fro, firwat de Sportsminister an Zukunft op d'Kompetenz an d'Erfarunge vun engem Sportsproff um Poste vum Sportskommissär verzichte wéll, muss ech den honorabelen Deputéierten äntwerfen, datt sät dem Akraaftrie vum Gesetz vun 1988 déi Spezialreferenz, datt de Poste vum Kommissär och ka vun engem Sportsproff besat ginn, ewechgefall ass. Ewéi een aus dem „commentaire des articles“ erausliese kann, ass deemoos fonnt ginn, datt dëst net justifiéiert wär, well esou eng Dispositioun sät der Harmoniséierung vun de Klassementer (groussherzoglech Reglement vum 24. Juli 1972) jo souguer diskriminatoresch wär. Deen elo proposéierten Text léisst, esou wéi dat och am Gesetz vun 1988 de Fall war, awer nach émmer d'uerchaus d'Méiglechkeet op, de Poste mat engem Sportsproff ze besetzen. Et ass also net richtig ze behaften, datt d'uerch dës Gesetzesänderung d'Konditioun, e Sportsproff müssen ze sinn, fir kenne Sportskommissär ze ginn, ofgeschaft géif ginn.

Dem Artikel 10 vum groussherzogleche Reglement vum 10. Abrëll 1978 no muss den Daachverband vum privat organisierte Sport zu Lëtzebuerg, spréch de COSL, zu all Gesetzes- oder Reglements virlag ém sain Avis gefrot ginn.

An dësem konkreet Fall ass dëst schonn den 2. November 2020 geschitt, et énnerläit dann dem COSL, seng zoustännege Gremien domadder ze saiséieren, fir en Avis ze erstellen. Op Nofro beim COSL hin ass dëst dann och an d'Prozedur u sái Conseil consultatif gaangen, fir den Avis ze erstellen. Deemno mécht et kee Senn, nach aner, dem COSL énnergeuerdend Gremien, ém hiren Avis ze froen. Den Avis vum COSL vum 16. Dezember 2020 zu der entspreechender Gesetzesvirlag ass dann och schonn un d'Chamber weidergeleet ginn.

Wat de Poste vum Direkter vun der ENEPS ubelaangt, muss dat haut e Sportsproff sinn, deen an der ENEPS Coursen hält. Hei soll elo, d'uerch eng Formulatioun, déi och esou bei aner, similairé Funktionen beim Staat besteet, d'Zuel vun de potentielle Kandidate méi grouss kenne gemaach ginn. Dës nei Formulatioun schléisst och eng eventuell Nominatioun vun engem Sportsproff aus der ENEPS oder vu baussen, spréch engem Lycée zum Beispill, net aus. Fir de Rescht verweisen ech op den „exposé des motifs“ an de „commentaire des articles“ vun der Gesetzesvirlag N° 7708.

D'Commission d'analyse critique (CAC) ass e konsultatiiv Organ, dat dem Minister fir éffentlech Aarbechten énnersteet, mat der Missioun, eng Analyse vum staatleche Konstruktionsprogramm och an Hisicht vun den Investissementskäschten ze formuléieren. De Sportsministère hat do eigentlech ni e permanente Vertrieder, en revanche kann de Vertrieder vum Sportsministère mat bägezu ginn, wann et ém staatlech Sportsinfrastrukture geet, wat des Ëfteren dann och Schoulinfrastrukture sinn, wou och d'Vertrieder vum Educationssministère mat um Dësch sätzen, an domat de pedagogesche Volet an der CAC gutt vertrueden ass.

Wat elo konkreet de Schoulsport ubelaangt, esou ass d'Regierung sech der Wichtegkeet vum Schoulsport d'uerchaus bewosst, an net zulescht och d'owenst ass de Schoulsport, wann och a beschränkter Form, bedéngt d'uerch déi aktuell sanitär Situations, weiderhin oprechterhale ginn. Hei hunn och d'Sportsproffen, d'uerch d'Ausschaffe vun adaptierte Konzepten, ee wäertolle Bäitrag geleesht.

Doriwwer eraus sief dann och op dëser Plaz preziséiert, datt de Schoulsport u sech énnert d'Kompetenz vum Schoulinister fält an ech erlabe mir de generell op d'Schoulgesetzgebung hinweisen, mee awer och da besonnesch den Artikel 4 vum ofgeännerete Sportsgesetz vum 3. August 2005 ze zitéieren: « Le ministre ayant dans ses attributions l'éducation nationale établit le volume et le contenu de l'enseignement par des activités motrices et de l'éducation sportive dans le cadre des horaires et programmes. »

De Schoulsport ass doriwwer eraus e wichtige Bestandteil vum LTAD-Projet, dee vun de Spezialiste vun der ENEPS, de Leit vum Terrain, spréch vun de Federationen an de Vertrieder vum COSL, opgestallt gouf an deemnächst wäert der grousser Éffentlechkeet presentéiert ginn. All dës Iwwerleunge weisen, datt weider de Schoulsport nach d'Sportskonzept vum COSL aus dem Joer 2014

ofgewäert, mee, au contraire, an d'Praxis émgesat wäerte ginn.

Question 3154 (17.11.2020) de **M. Fred Keup (ADR)** concernant l'autorisation concernant la construction d'un parking près d'un atelier protégé :

An der Gemeng Lëntgen suert ee Projet fir Oprelung, an zwar esou, datt d'Gemengeverwaltung eng ganz Partie Leit ugeschrivwen huet, well si hiren Hänn kee Rot méi weess.

Et geet ém e soziale Projet, nämlech d'Installatioun vun „ateliers protégés“ vum Tricentenaire an engem ale Café, deen d'Gemeng kaf hat. Do sollen an Zukunft eng 50 Leit, dovu ronn 40 Matmënsche mat enger Behënnung, schaffen. Duerfir bräicht et eng Parkplaz, allerdéngs op engem Terrain, deen an der Gréngzon louch. Den Émweltministère huet fréndlecherweis d'Etud an d'Pläng fir eng ekologesch Parkplaz iwwerholl, mee d'Baugeneemegung refuséiert. D'Argument war, datt déi Parkplaz net d'„utilité publique“ wär (wéi zum Beispill eng Parkplaz fir e Véloswee).

De Krittär vun der „utilité publique“ steet am Émweltschutzgesetz, dat nach net a Krafft war, wéi d'Autorisation ugefrot gouf. A Récksprooch mat der Madamm Minister a fir de soziale Projet ze retten, huet d'Gemeng dorop d'Gréngzon am PAG émklasséiert. Allerdéngs krut si duerno e Refus vum Émweltministère, deen du mat der Opnam vum Terrain an de Bauperimeter net d'accord war.

Duerfir wéilt ech der Madamm Émweltminister an der Madamm Integratioun minister dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Émweltminister déi widderspréchlech Reaktiouen aus hirem Ministère an dësem Dossier confirméieren?

2. Ass d'Madamm Émweltminister der Meenung, datt Ateliere fir Mënsche mat enger Behënnung keng „utilité publique“ hunn an also net d'Zerstéierung vun engem Biotop an der Gréngzon rechtfertigen? Wéi ass hei d'Position vun der Madamm Integratioun minister?

3. Wéini ass déi éischt Demande fir en ekologesch Parking an dësem Projet beim Émweltministère agaangen?

4. Wär de Parking no den Dispositiounen vu virun dem Émweltschutzgesetz nach ze autoriséieren gewiescht?

5. War d'Madamm Minister sech bewosst, datt den Terrain fir dëse Parking op hire Rot an de Bauperimeter geholl gouf, soudatt hie bei entspreechender Kompensatioun an ouni seng „utilité publique“ müssen ze beweisen hätt kénne bebaut ginn?

6. Wat erklärt, datt och dës Transaktiouen vum Émweltministère - trotz dem Rot vun der Madamm Émweltminister - net fir gutt fonnt ginn ass?

7. Wéi war d'Koordinatioun am Ministère an dësem Dossier?

8. Waren e puer Persounen oder Servicer bedelegt?

9. Gétt et am Ministère keng Ofsprooch driwwer, wéi esou en Dossier ze behandelen ass?

10. Gétt et eng Koordinatioun mam Ministère, dee fir Mënsche mat Behënnung do ass, fir iwwert de Wäert an d'Noutwennekkeet vun esou engem soziale Projet - an d'Fro op hien d'„utilité publique“ ass - ze diskutéieren, oder tréfft den Émweltministère eleng esou Decisiounen, déi och d'Intressie vun anere Ministère beréieren?

Réponse commune (17.12.2020) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration :**

D'Fro vun der „utilité publique“ vun engem geplangten Atelier fir Mënsche mat Behënnung stellt sech net.

Esou wéi déi Lëntgener Gemengenautoritéiten hire Projet bei enger Entrevue am Ministère fir Émwelt, Klima an nohalteg Entwicklung (MECDD) virgestallt hinn, soll en aalt bestoend Gebai, dat d'Gemeng opkaft huet, zu enger Brasserie mat engem intégréierten therapeuteschen Atelier émgebaut ginn. Dat Gebai läit haut schonn am Bauperimeter an net an der Gréngzon. De MECDD muss sech deemno net zu der „utilité publique“ vun der Émnotzung vun deem Gebai äusseren.



Den Informatioune vum Buergermeeschter no wier et net virgesinn, op deem Terrain och Parkplaze fir d'Mataarbechter oder fir d'Clienté vun der Brasserie ze realiséieren. D'lddi vum Schäfferot wier villméis, ee grousse Parking op der anerer Säit vun der Uelzecht zu bauen, op engem Terrain, dee souwuel am Héichwaassergebitt wéi och an der Gréngzon läit.

Am Juli 2018 ass den Émweltministère mat enger éisichter Demande fir een ekologesche Parking an der Gréngzon befaasst ginn. Am Mee 2019 koum eng ugepassten Demande mat ofgeännerte Pläng eran.

Den ugefrote Parking gesäßt op iwwer engem hallwen Hektar 124 Autosparkplaze vir, dovunner dräi Parkplaze fir Ménscle mat Behënnerung.

Nodeems d'Gemengenautoritéité schonn 2019 bei enger Entrevue um Ministère drop higewise gi sinn, datt de Parking an der Gréngzon net ze geneemege wier, huet den MECDD am September 2020 d'Konstruktoun formal refuséiert, mat der Begründung, datt ee Parking no Artikel 6 vum Naturschutzgesetz vum 18. Juli 2018 net zu deene Konstruktounen gehéiert, déi kënnen an der Gréngzon geneemegt ginn.

An der Decisioun ass d'Gemeng och informéiert ginn, datt ee reduzéierte Parking fir d'Utilisateur vun der nationaler Vélopist, als „infrastructure connexe“ vun eeben déser nationaler Infrastruktur kéint eng Geneemegung kréien, wann d'Gemeng de Projet géif op maximal 40 Parkplaze limitiéieren. Des Weideren ass d'Gemeng opgefuerdert ginn, eng alternativ Plaz innerhalb vun der Lokalitéit ze wiele fir d'Parkplaze vum Atelier respektiv vun der Brasserie.

Parallel zu senger Naturschutzdemande huet de Schäfferot d'Initiativ geholl, fir am Kader vum neie PAG d'Wiss, op déi de Parking sollt kommen, als „zone de bâtiments et d'équipements publics“, also als Bauterrain, auszeweisen; dést, fir d'Obligationen vun enger Naturschutzauthorisation ze émgoen.

Den „aménagement communal“ ass eng Kompetenz vun de Gemengen, an et ass de Gemengerot, deen decidéiert, ob een Terrain zu Bauterrain soll ginn oder net. Et sief allerdéngs drun erénnert, datt den „aménagement communal“ sech no den Ziler aus dem Artikel 2 vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Juli 2004 riichte muss. Dozou gehéieren de spuressamen Émgang beim Buedemverbrauch, d'nohalteg an harmonesch Entwécklung vun de ländleche Strukturen, verdicht bauen, en héije Standard beim Émweltschutz an esou weider. Dofir gesäßt d'Gesetz och vir, datt dës Gemengekompetenz énnert der Opsicht vum Inneminister an, falls d'Gréngzon beträff ass, och vum Émweltminister exekutéiert géit.

Am Avis vum 11. August 2020 zu der Ergänzung vun der Émwelterhiechkeetspréfung (UEP) fir d'Iwwerschaffe vum PAG huet den MECDD eng éisicht Kéier kloer dorop higewisen, datt de Klassement vun enger Bauzon am Beräich vun der Fläch fir dee geplangte Parking net énnertstéztzt géit:

« Il convient toutefois de souligner que le classement en zone destinée à être urbanisée de la surface P05 est vu d'un œil très critique. En effet, elle se situe dans la plaine alluviale de l'Alzette à proximité de ce cours d'eau et empiète sur une zone inondable (HQ10) ainsi que sur la zone protégée d'intérêt national (ZPIN) projetée "Kinnekssbrill". Comme présenté par le bureau d'études efor-ersa, "le projet d'aménagement contribue à la dégradation de l'intégrité des milieux alluviaux et au mitage du paysage de l'ensemble de la vallée de l'Alzette". Il est vivement recommandé de renoncer au classement de la surface P05 en zone destinée à être urbanisée. »

Nodeems d'Gemeng d'Prozedur fir d'Iwwerschaffe vum PAG lancéiert hat, huet de MECDD mat sengem Avis vum 19. November 2020 zu den Extensionen eng zweet Kéier duergeluecht, datt déi proposiert „zone de bâtiments et d'équipements publics“ net énnertstéztzt géit. Dést ass der Gemeng och mam Avis vum 19. November 2020 zu dem Émweltbericht, wéi e fir d'Iwwerschaffe vum PAG ausgeschafft gouf, matgedeelt ginn. Am Émweltbericht entsprécht d'Fläch P05 der Fläch L13:

« Dans mon avis du 11 août 2020, j'avais souligné qu'une analyse approfondie de la surface L13 s'impose en se focalisant sur les thématiques de l'éclairage, de la perte éventuelle de volume de rétention en zone inondable, des plantations envisagées et des solutions de substitution. Le rapport environnemental ne comporte toutefois pas une telle analyse et ne répond donc pas aux exigences de l'article 5 de la loi EES. Abstraction faite de ce défaut, il est vivement recommandé de maintenir cette surface en zone verte. »

Wat d'Aarbecht am Ministère ugeet, sief dem honoraablen Députéierte verséchert, datt all Service, sief et dee vun den Autorisationen, sief et dee vun der Begleedung an Analys vun de PAGen, sief et dee vun de Finanzen, seng Aarbecht no beschtet Wëssen a Gewëssen an am Respekt vun de Gesetzer

leescht. Et kann duerchaus emol virkommen, datt eng Gemengenétud subventionéiert gétt, de Projet selwer awer um Enn net de gesetzleche Krittären entsprécht an dowéinst och net kann autoriséiert ginn.

Well et sech bei désem Projet ém eng Initiative vun engem privaten Träger handelt, an de Ministère fir Famill, Integratioun an d'Groussregioun hei net de Bauhär ass, braucht désen an dëser Prozedur net consultéiert ze ginn.

Question 3156 (17.11.2020) de MM. André Bauler et Gusty Graas (DP) concernant les besoins en eau actuels et futurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture :

L'eau est une ressource essentielle en agriculture.

L'agriculture et la viticulture dépendent du climat. Des conditions climatiques changeantes entraînent des déséquilibres entre précipitations et besoins des cultures durant leur période de végétation. Elles ont un impact notable sur les rendements et la qualité des produits agricoles.

Les situations de stress hydrique ou les sécheresses induites par des étés plus chauds ont des répercussions sur les sols au Luxembourg. De plus en plus souvent l'irrigation doit être utilisée en complément des précipitations naturelles.

Dans ce contexte, nous aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Viticulture et du Développement rural et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Est-ce que, le cas échéant dans le cadre d'une étude, il a été détecté dans quelles filières de l'agriculture domestique des systèmes d'irrigation s'avéreraient indispensables durant les années à venir pour garantir la production de certaines cultures ?

2) Les ministères ont-ils déjà pu évaluer les besoins en eau actuels et futurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'horticulture ?

3) Quelles sont les techniques d'irrigation appliquées actuellement au Luxembourg ?

4) Est-ce que l'exploitation d'un système d'irrigation nécessite une autorisation préalable des ministères ? Dans l'affirmative, combien de demandes pour exploiter un tel système ont été introduites ces dernières années ? Combien de ces demandes ont été autorisées ?

Réponse commune (16.12.2020) de M. Romain Schneider, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, et de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

ad 1) Les périodes de sécheresse longues, surtout quand elles sont combinées à des températures élevées avec un ensoleillement intense, peuvent avoir des effets néfastes sur toutes les cultures. Le changement climatique, surtout avec la montée des températures, risque d'accroître la fréquence de telles situations à l'avenir.

Des raisons d'ordre technique peuvent s'opposer à l'irrigation des cultures. Ainsi, dans la majorité des cas, il n'y a pas d'eau aisément disponible ou, par exemple, la topographie des parcelles agricoles n'est pas favorable à l'installation d'un système d'irrigation. La mise en place et l'exploitation de tels systèmes doivent être économiquement raisonnables. Pour les cultures qui n'ont que des faibles valeurs à l'hectare ceci n'est en général pas le cas.

Les cultures horticoles, comme le maraîchage, l'arboriculture fruitière ou la production de plantes ornementales, pour lesquelles les pertes de rendement liées à un stress hydrique engendrent des pertes financières importantes, sont celles où le recours à l'irrigation est crucial. Aussi l'irrigation des jeunes cultures de vigne pendant des périodes de sécheresse intense s'est avérée nécessaire pendant les dernières saisons estivales.

ad 2) Les prélèvements totaux d'eau se chiffrent en moyenne à environ 132.000 m³/jour (2018), dont environ 121.000 m³/jour sont distribués par des réseaux d'approvisionnement public en eau potable (communes, syndicats intercommunaux). 11.000 m³/jour sont prélevés par des captages privés.

Parmi les 132.000 m³/jour, le secteur de consommation le plus important est celui des ménages (60 % de la consommation moyenne), suivi du secteur tertiaire/industrie (23 %) et de l'agriculture (8 %).

Une étude portant sur les besoins futurs en eau potable effectuée en 2016 pour le compte de l'Administration de la gestion de l'eau a montré que le Luxembourg connaîtra à moyen et long terme une augmentation considérable de la consommation en eau potable (190.000 m³/jour au niveau des réseaux d'approvisionnement public à l'horizon 2040), en grande partie due à la croissance rapide

de la population et de l'économie. Il est difficile de réaliser des prévisions précises au niveau du secteur agricole, viticole et horticole, étant donné que cette évolution dépend fortement de l'orientation de la politique agricole dans les années à venir, ainsi que des adaptations nécessaires suite aux changements climatiques.

Néanmoins les demandes d'autorisation pour la réalisation de forages en vue de l'exploitation de l'eau souterraine ont significativement augmenté ces dernières années. La plupart de ces demandes se rapportent à l'abreuvement de bétail.

ad 3) L'irrigation par aspergeur est souvent utilisée dans les cultures maraîchères de plein champ. Les systèmes de micro-irrigation ou goutte-à-goutte, sont appliqués dans l'arboriculture, la viticulture, certaines cultures de légumes de plein champ et pour les légumes sous serre.

Le système d'arrosage par submersion ou inondation n'est pas utilisé au Luxembourg.

ad 4) Les prélèvements d'eau de surface et d'eau souterraine sont soumis à autorisation conformément à l'article 23 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau. Depuis 2015, au total 108 demandes d'autorisation ont été introduites en majorité pour des prélèvements par forages-captages d'eau souterraine en vue de l'abreuvement de bétail. Les demandes de prélèvement pour l'exploitation d'un système d'irrigation restent marginales.

Les demandes d'autorisation se répartissent de manière suivante en fonction des années :

Année	2015	2016	2017	2018	2019	2020 (jusqu'au 25.11.20)	2015 à 2020
Nombre de dossiers	12	12	11	10	28	25	108

En ce qui concerne la réalisation de forages-captages, une vérification préliminaire (« screening ») en vue d'une réalisation éventuelle d'une évaluation des incidences sur l'environnement conformément à la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement est nécessaire avant l'introduction d'un dossier de demande d'autorisation suivant la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Question 3158 (18.11.2020) de M. Sven Clement (Piraten) concernant l'affectation du bâtiment « Darwin » à la Cloche d'or :

Laut engem Artikel vum 18. November vu reporter. lu gouf et 2018 Pläng vum deemolege Verdeedegungsminister Etienne Schneider, fir d'Direktioun vun der Defense an der Police esou wéi de SREL a Gebailechkeeten op der Cloche d'Or énnerzebréngen. Laut dem Noriichteportal hätt dése Projet, dee warscheinlech de Sécherheitsstandarde fir dës Administratiounen net entsprach hätt, de Steierzueler um Enn bis zu 70 Milliouen Euro kascht.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Verdeedegung a fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Wéi vill Gebailechkeeten huet de Staat sät dem 06.12.2013 duerch eng sougenannte Prozedur „location-vente“ kaft?

2. Firwat hunn d'Ministeren no de Walen 2018 decidéiert, déi verschidden Direktiounen net an d'Gebai „Darwin“ op d'Cloche d'Or ze plénnernen?

3. Firwat gouf no de Walen 2018 decidéiert, fir d'Servicer vum Ministère de la Santé an désem Gebai énnerzebréngen?

Gëtt et eng Clause d'achat am Kontrakt téscht dem Staat an de Beséutzer vum Gebai?

4. Laut reporter.lu huet den deemolegen Arméisminister Drock op seng Servicer gemaach, dass de Projet nach virun de Walen 2018 ofgeschloss sollt ginn. E Projet, an deem e Promoteur verwéckelt ass, bei deem den deemolege Minister och privat gelount huet.

Gesinn d'Ministeren an désem Fall en Interessekonflikt?

Réponse commune (18.12.2020) de M. François Bausch, Ministre de la Défense, de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

Zu der 1. Fro ass fir d'éischt ze soen, dass et sech hei net ém eng „location-vente“ handelt, mee ém e Locatiounskontrakt, an deem eng Option d'achat virgesinn ass.

Dëst ass eng gängeg Praxis. Beim Ugae vun engem Projet vun engem neie Gebai gétt versicht, mat dem Proprietaire esou eng Dispositioun auszehandelen. Dëst erméiglecht dem Staat, fir bei engem Gebai, dat him konveniéiert, net éiweg duerch e Loca-

tionskontrakt gebonnen ze sinn, mee och Proprietaire kennen ze ginn.

Des Weideren erméiglecht dës Prozedur, den eventuelle Kafpräis am Viraus ze kennen. Wann dëse Präis de Seuil vu 40 Milliouen Euro iwwerschreit, ass genuch Zäit, d'Autorisation vun der Chamber anzehuelen, éier d'Optioun gezu ka ginn. Ouni esou eng Klausel géif de Staat bei lafende Verhandlungen, wou en och oft a Konkurrenz mat Acteure vum Privatsecteur steet, reegelméisseg de Kierzeren zeien, well en déi Autorisation net mat Zäit kréie géif.

Téschen 2013 an 2020 huet de Staat bei zéng geounte Gebaier seng Option d'achat gezunn:

2015 - Cité policière I zu Sandweiler: 86,39 Milliouen Euro (Gesetz vum 01.04.2015);

2016 - e Gebai, 26, Route d'Arlon zu Lëtzebuerg: 30 Milliouen Euro;

2018 - e Gebai, 6, Avenue du Swing zu Esch-Belval: 21,40 Milliouen Euro;

2018 - e Gebai, 8-10, Rue de la Fonderie zu Lëtzebuerg: 16,63 Milliouen Euro;

2019 - e Gebai, 1, Porte de France zu Esch-Belval: 38,25 Milliouen Euro;

2019 - Cité policière II zu Sandweiler: 108 Milliouen Euro (Gesetz vum 04.12.2019);

2019 - Halen, Rue Irbicht zu Beringen: 11,51 Milliouen Euro;

2020 - e Gebai, 10, Rue Bender zu Lëtzebuerg: 18,00 Milliouen Euro;

2020 - e Gebai, 35, Rue de Bonnevoie zu Lëtzebuerg: 22,26 Milliouen Euro;

2020 - e Gebai, 17a, Route de Longwy zu Bartreng: 12,53 Milliouen Euro.

Wéi de Verdeedegungsminister am Dezember 2018 sain ie Ressort iwwerholl huet, huet e sech direkt de Projet ugekuckt. Zu deem Zätpunkt war nach keen Avant-projet détaillé (APD) validéiert an de Minister huet d'Konklusioen gezunn, dass d'Gebai net adequat fir d'Defense wier. Vu d'Spezifisitéit vum Projet, deem seng Envergure iwwer 40 Milliouen gewiescht wär, wollt de Minister net an e Gebai investéieren, an deem de Staat just Locataire mat enger Option d'achat gewiescht wär, ouni dass dee Kaf schonn duerch e Gesetz autoriséiert gewiescht wär.

Doropshin ass decidéiert ginn, all déi fir d'Defense speziell erfuerdet Sécherheetsmesuré falen ze loosseen an en normaalt Bürosgebai ze plangen. Dést huet och erlaabt, den Taux d'occupation potentiellement sensiblement bis zu 200 Persounen eropzesetzen.

Wat d'Villa Louvigny ugeet, esou gesäßt de Koaliounsaccord 2018-2023 dat heite vir: « La Villa Louvigny au cœur de la capitale est un bâtiment historique aux nombreuses facettes. Ce site unique sera utilisé de manière judicieuse afin d



l'informatique, l'État a argumenté devant les juges du tribunal administratif que :

« le MoU, qui serait un instrument usuel de la politique économique, industrielle et commerciale du Ministère de l'Économie, dresserait le cadre général des relations entre les trois parties signataires en ce qui concerne l'installation d'un data center sur le territoire de la commune de Bissen. Le document détaillerait les différentes phases préalables à réaliser avant tout développement d'un projet plus concret, les engagements respectifs des signataires, ainsi que les modalités de retrait ou d'interdiction de continuation du projet. Il contiendrait encore un "put and call option agreement" par lequel serait organisée la rétrocession, à la demande de la société... et à la demande de l'État, des terrains que... se proposerait d'acquérir en vue de la construction de son data center, cette rétrocession faisant intervenir... comme vendeur conditionnelle et l'État comme acquéreur conditionnel.

L'État est d'avis qu'une relation contractuelle telle que le MoU ne relèverait pas, en droit luxembourgeois, du droit administratif qui ne s'étendrait qu'aux actes unilatéraux de l'administration, tandis que les contrats relèveraient de l'article 1134 du Code civil et partant du droit privé. »

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

- Le Gouvernement maintient-il sa position que les MoU seraient des déclarations qui ne contiennent aucun engagement de type juridique ?

• Dans l'affirmative, comment l'État a-t-il alors pu plaider le contraire devant les juges administratifs ?

• Dans la négative, quelles raisons avaient amené le Gouvernement de l'époque à libeller sa réponse comme il l'a fait en mai 2019 ?

- Le Gouvernement est-il enfin disposé à fournir aux députés une liste des MoU et accords similaires en vigueur desquels le Luxembourg fait partie avec la précision

- des signataires de ces accords,
- de la matière / des matières couvertes par lesdits accords,
- des engagements financiers et autres pris par le Gouvernement aux termes de ces accords,
- de la date de signature et d'expiration (respectivement des conditions d'expiration) desdites conventions ?

- Le Gouvernement peut-il enfin nous indiquer (i) les MoU et autres accords qu'il entend soumettre pour approbation à la Chambre des Députés et (ii) évoquer les raisons amenant les membres du Gouvernement à ne pas saisir la Chambre des Députés des MoU et accords autres que ceux visés sub (i) ?

Réponse commune (16.12.2020) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, et de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie :

D'emblée, il y a lieu de rappeler que tant la question que la réponse antérieure de par leur formulation fort générique et générale portaient sur la procédure applicable aux accords qualifiés de « Memorandum of Understanding », ci-après MoU.

Ainsi, les développements consacrés dans ladite réponse visaient dans leur généralité tant les MoU signés avec des entreprises que ceux signés avec des États tiers.

La comparaison par les députés des éléments de réponse de nature générique donnés par le Gouvernement à l'époque avec les arguments forts récents que l'État vient de développer par le biais de son mandataire dans le cadre d'un litige particulier porté devant la juridiction administrative en relation avec un MoU signé entre autres avec une entreprise commerciale dans le contexte du projet d'un futur data center à Bissen ne saurait être retenue pour invalider les réponses données par le Gouvernement à la question parlementaire en cause.

En effet, le Gouvernement maintient sa position que les MoU sont des déclarations qui, en elles-mêmes, ne sont pas constitutives d'un engagement juridique. Les engagements de nature juridique dont il est question, à l'époque comme aujourd'hui, sont bien entendu ceux inopposables aux tiers. Par définition, les déclarations visées n'engagent donc que les signataires et n'emportent pas d'effets à l'égard des tiers, ce qui n'empêche pas à l'un ou l'autre de ces MoU de contenir des clauses de portée juridique à l'égard des signataires du MoU, tel un droit de préemption ou de rétrocession d'un terrain.

Pour le reste, le Gouvernement renvoie les honnables Députés aux éléments de réponse apportés

à la question précitée n° 0681 qui restent valables dans leur intégralité et sont maintenus en l'état.

Question 3161 (19.11.2020) de M. Gusty Graas et Mme Carole Hartmann (DP) concernant le test rapide corona :

Une Start-up de technologie médicale à croissance rapide, a annoncé le 17 novembre 2020 avoir terminé avec succès la procédure d'évaluation d'entrée sur le marché de l'Union européenne pour son test rapide corona basé sur la PCR. Ce test sera désormais progressivement disponible en Allemagne et dans d'autres pays de l'UE dans lesquels le marquage CE pour le diagnostic in vitro (CE-IVD) s'applique.

Le système de la Start-up est particulièrement adapté pour une utilisation dans les cliniques, les services ambulatoires d'urgence et les cabinets médicaux, car le Covid-19 suspecté peut être rapidement clarifié sur place, après environ 40 minutes. Ainsi, un seul appareil peut analyser jusqu'à 60 tests par jour.

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Ce nouveau test rapide corona basé sur la PCR sera-t-il disponible au Luxembourg ? Dans la négative, pour quelles raisons ce test ne sera-t-il pas disponible au Luxembourg ? Dans l'affirmative, combien de tests seront disponibles et où seront-ils utilisés ?

Réponse (21.12.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

Depuis le début de la pandémie, le Laboratoire national de santé (LNS) réalise une veille scientifique des tests Sars-CoV-2 qui ont été récemment développés. Cette veille comprend des tests PCR, des tests de séquençage, des tests antigéniques rapides, des tests sérologiques (recherche d'anticorps) et des tests salivaires.

Cette veille permet d'adapter de manière permanente la stratégie nationale en matière de tests diagnostiques ainsi qu'en matière de large scale testing en fonction de la mise sur le marché de nouveaux tests plus adaptés à certaines situations spécifiques. Parallèlement à la veille qu'effectue le LNS, il évalue également certains nouveaux tests qui semblent être prometteurs, notamment en ce qui concerne leur sensibilité et spécificité.

Un test PCR dont le résultat peut être disponible endéans seulement 40 minutes semble a priori intéressant. Il faudrait cependant examiner le processus d'utilisation dans sa totalité, y inclus les étapes préanalytiques avec la purification de l'échantillon et l'extraction d'ARN, afin de pouvoir déterminer si ce test offre de réels avantages pour une utilisation au Luxembourg. En effet, à titre d'exemple, un test peut être rapide et présenter ainsi un avantage, en ce que le résultat est rapidement disponible, mais il se peut qu'il ne se prête pas à une automatisation et ne permet partant pas de traiter de grandes quantités d'échantillons en peu de temps.

Afin de pouvoir apporter une réponse précise aux questions soumises par les honorables Députés, il serait utile d'obtenir de plus amples renseignements quant à la question de savoir de quelle entreprise et de quel test précisément il s'agit, car actuellement de très nombreux producteurs essaient de commercialiser de nouveaux tests diagnostiques.

Question 3162 (18.11.2020) de Mme Octavie Modert et M. Marc Spautz (CSV) concernant l'interprétation des résultats des tests de dépistage de la Covid-19 :

Geschter war vun engem vun de Responsabele vun engem Lëtzebuerger Laboratoire, dee Coronatester virhëlt, gewuer ze ginn, datt et keng harmoniséiert Approche gëtt fir d'Resultater vun deenen Tester. Verschidde Laboe géifen d'Resultater op verschidde Manéiere liwweren. Wann zum Beispill e PCR-Test e schwaacht positiv Resultat uweist, misst ee virsichteg sinn, wéi een dat Resultat interpretiert.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Ass d'Regierung sech däser Problematik bewosst?
2. Firwat ginn et bis elo keng esou kloer Recommandatiounen zur Interpretatioun vun den Testresultater?
3. Deelt d'Madamm Minister d'Meenung, datt esou eng Recommandatioun mat kloren Instruktiounen, wéi d'Testresultater ze interpretiere sinn, nouwen-deg an hëllefräich wier?

Réponse (17.12.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

Fir den Diagnostic vum Covid-19 huet den Direktor vun der Santé aktuell (Stand 17. November 2020)

elef verschidden Testkitten autoriséert, an d'Applikatioun vum Règlement grand-ducal vum 17. Mäerz 2020, deen de Règlement grand-ducal vum 30. November 2017 iwwert d'Nomenclature vun den Akten a Servicer vun de Laboratoire ofännert. All dës Testkitten hunn natierlech e CE-Label a sinn domat konform mat den europäeschen an de Lëtzebuerger Exigenzen, wat d'Qualitéit vun den Tester betréfft.

All Lëtzebuerger Laboratoire sinn och ISO15189-zertifiert. Dës ISO-Zertifikatioun verlaangt am Prinzip, dass de Laboratoire sech strikt un de „mode d'emploi“ vun den Testkitten hält, dee fir jidder Testkit vum jeeweilege Produzent festgeluecht ginn ass. Dëst betréfft d'technesch Realisatioun vum Test (z. B. d'Zuel vun de geneetischen Amplifikatiounen, wat dann oft diskutéiert Ct-Valeur bestëmm), an och d'Interpretatioun vum Testresultat (positif, négatif, faiblement positif, indéterminé ...). Do huet de Laboratoire u sech net vull Spillraum, a wann den Testkit a bestëmmte Fall d'Méiglechkeet vun engem Resultat „faiblement positif“ virgesäßt, misst de Laboratoire dat dann och esou kommunizéieren.

An der Medezin gëtt normalerweis all diagnosteschen Test vun engem Dokter gefrot, nodeem e mam Patient geschwätz (Anamnees) an en énnersicht (Examen clinique) huet, an dësen Dokter huet dono d'Responsabilitéit, d'Resultat vum Test am gesamte klinische Kontext vum Patient ze interpretéieren. Dës normal medezinesch Demarche ass oft net de Fall beim Covid-19, aus enger Rei Grénn, zum Beispill: De Patient léisst sech spontan an engem Labo testen ouni Ordonnance, de Patient kritt direkt d'Resultat vum Test via SMS a geet net bei sain Dokter zeréck, fir drifwer ze schwätzen, oder den Test ass am Large-Scale-Testing gemaach, wou keng individuell Ordonnance vun engem Dokter virläit a wou de Patient (oder oft déi gesond Persoun) net onbedéngt de Reflex huet, mat engem positive Resultat bei een Dokter ze goen. All dëst zesumme mécht, dass eng Rei Resultater net vun engem Dokter interpretéiert ginn, deen d'Situatioun vum Patient kennt an him doduerch kéint erklären, wat d'Testresultat schlüssendlech fir hiem, a senger spezieller Situations, bedeit. D'Leit wende sech dann oft un d'Inspection sanitaire, déi awer weeder d'klinesch Informatioun vum Patient huet, nach d'Kompetenz oder d'Missiou huet, de Rôle vum „médecin traitant“ ze iwwerhuelen. D'Inspection sanitaire kuckt d'Resultater an enger Perspektive vu Santé publique.

Dëse Problem gëtt et net némmen zu Lëtzebuerg, mee e gëtt och international diskutéiert. Et ginn am Prinzip zwou Léisungsméglechkeiten, déi u sech komplementar sinn: Entweeder probéiert een, eng besser Standardisatioun zwésschen de verschidde Tester ze kréien, y compris an hirer Interpretatioun, oder et probéiert een, de Rôle vun den Doktere bei den Testresultater ze verstärken.

Wat déi éischt Optioun vu Standardisatioun betréfft, huet notamment d'Société française de microbiologie (SFM) eng excellent Aarbecht geleescht an huet eng ganz Rei Testkitten, déi a Frankräich um Marché sinn, matenee verglach. Dës Publikatioun, déi alle Lëtzebuerger Laboratoire bekannt ass, erlaabt e bessere Verglach zwésschen de Resultater vun den Testkitten, an och eng Interpretatioun, wat dann als signifikant positiv Resultat soll zeréckbehale ginn. Baséiert op dëser Aarbecht huet d'Direktioun vun der Santé, am Gespréich mat de Laboratoire, recommandéiert, dass Resultater wou zum Beispill een eenzege Geen (vun dräi geteste Geener) positiv ass, an dat mat enger héijer Ct-Valeur, net méi als „faiblement positif“ soll erausgoen, mee als „résultat indéterminé“, à contrôler sur un nouvel échantillon“. De pratkesche Problem ass, dass eng Rei Testkitten, déi zu Lëtzebuerg benutzt ginn, net an der franséischer Etüd evaluéiert goufen a soumat net verglach kenne ginn. Een anere potentielle Problem ass, dass verschidde Kitten (am Moment just an engem Laboratoire benutzt) net méi mat Ct-Valeur schaffen, mee mat aneren Unitéiten, fir d'Resultat auszedrécken, an domat net méi direkt verglach kenne ginn.

Et ass awer dovun auszegoen, dass an Zukunft weider esou international Etüde gemaach ginn, an dass mir dofir méi Informatioun kreie wäerten. Lëtzebuerg ass ze kleng an huet och net déi néideg Ressourcen, fir dat eleng ze maachen a mir mussen eis dofir op international Efforte baséieren.

Déi zweet Optioun besteet doran, de Rôle vum Dokter bei der Interpretatioun vun den Tester ze stäerken, an dëst geet iwwer zwee Weeën: D'Direktioun vun der Santé huet reegelméisseg recommandéiert, dass d'Tester, ausser beim LST, wat eng speziell Situations ass, némmen op Ordonnance vun engem Dokter gemaach sollte ginn, fir ze garantéieren, dass dann och een Dokter d'Resultat kritt a mam Patient driwwer schwätze kann. An Zwëschennéit hunn déi meesch Laboratoire och decidéiert, dass si némmen nach Tester op Ordonnance médicale maachen.

Den zweete Wee besteet dran, den Dokteren eng Héllesstellung ze gi bei der Interpretatioun vun den

Tester. D'Direktioun vun der Santé ass dobäi, hir Testrecommandatioun fir d'Dokteren, déi et säit Ufank vun der Epidemie gëtt, à jour ze setzen, an de Voleit Interpretatioun vun den Tester méi ze developpéieren.

Question 3164 (19.11.2020) de M. Gusty Graas (DP) concernant le blocage du passage d'El Guergarat entre le Maroc et la Mauritanie :

Depuis le 21 octobre 2020, le « Polisario » et ses milices ont bloqué la traversée de biens et de personnes dans la zone tampon du passage d'El Guergarat entre le Maroc et la Mauritanie. En réaction à ce blocage, le Maroc a lancé une opération afin de rétablir la libre circulation civile et commerciale sur cet axe routier.

Le Secrétaire général de l'ONU avait d'abord appelé le « Polisario » à mettre fin à ses actes déstabilisateurs. Ce dernier ne respecte pas le statut de la zone, viole les accords militaires et ses actions constituent une réelle menace pour le maintien du cessez-le-feu en place depuis environ 30 ans.

L'Algérie voisine a souligné son soutien au « Polisario » dans une vidéo martiale dont le but était de faire comprendre que l'on était capable d'effectuer des frappes militaires massives si cela devait s'avérer nécessaire. Parallèlement, des déclarations du président et de l'état-major ont été insérées, qui classent clairement le Maroc comme nation ennemie.

D'après un communiqué de presse du Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains résidant à l'étranger, le Maroc aurait agi « dans le respect de ses attributions, en vertu de ses devoirs et en parfaite conformité avec la légalité internationale ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires européennes et étrangères :

- 1) Cette opération ne risque-t-elle pas d'aggraver à nouveau la situation dans la région ?
- 2) Quelle est l'opinion de l'Union européenne face à la situation actuelle dans la zone tampon et les régions limitrophes ?
- 3) Est-ce que l'UE serait en mesure d'intervenir au niveau diplomatique ?

Réponse (17.12.2020) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes :

ad 1) Les incidents récents au passage d'El Guergarat sont en effet préoccupants. Suite au regain des tensions, il paraît que les parties se soient conformées de nouveau au cessez-le-feu, en place depuis 1991. Il n'en reste pas moins qu'il faut continuer d'œuvrer en faveur d'un règlement pacifique de la question du Sahara occidental, qui est posée depuis 1975.

ad 2) + 3) Le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité Josep Borrell s'est entretenu le 15 novembre 2020 avec les Ministres des Affaires étrangères du Royaume du Maroc Nasser Bourita et de l'Algérie Sabri Boukadoum (le communiqué de presse est joint en annexe).

Lors de ces appels, le Haut représentant a réitéré le plein soutien de l'Union européenne à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO). La résolution 2548, adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies le 30 octobre 2020 a prorogé le mandat de cette Mission pour une année, jusqu'au 31 octobre 2021. Le Conseil de sécurité demande par ailleurs aux parties de reprendre les négociations sous les auspices du Secrétaire général des Nations Unies et invite les États membres à prêter le concours voulu à ces négociations.

L'UE continue d'appuyer les efforts en vue de trouver un règlement pacifique à la question du Sahara occidental. Dans ce contexte, la nomination d'un nouvel Envoyé personnel du Secrétaire général, suite à la démission de Monsieur Horst Köhler en mai 2019, serait d'une importance primordiale.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3165 (19.11.2020) de M. Fred Keup (ADR) concernant les langues administratives dans la fonction publique :

Zénter e puer Joer gëtt net méi verlaangt, datt am éffentlechen Déngscht jiddereen déi dräi administrativ Sprooche vum Land schwätzt. An enger ganzer Rei vu Gesetzter sinn Dispositioun geholl ginn, déi et erlaben, mat Kenntnesser an némmen enger oder zwou vun deenen dräi Sprooche beim Staat ze schaffen.



An deem Kontext wéilt ech dem Här Minister fir déi öffentlech Funktioun gär follgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister der Chamber eng aktualiséiert Lëscht vun alle Funktiounen am öffentlechen Déngscht schécken, fir déi net méi verlaangt gëtt, déi dräi administrativ Sprooche vum Land ze schwätzen? Kénnen op dár Lëscht och d'Karriären an d'Verwaltunge preziséiert ginn, fir déi dës Sproocheregelunge gëllen?

2. Wéi vill Leit sinn am Ganzen op dëse Plaze positionéiert ginn a wéi eng Nationalitéit hunn dës Leit? Kann den Här Minister opschlësselen, wéi eng vun deenen dräi administrative Sproochen dës Leit jeeweis schwätzen an op wéi engem Niveau?

3. Ass d'Regierung grondsätzlech der Meenung, datt den öffentlechen Déngscht zu Lëtzebuerg an eischter Linn soll lëtzebuergeschsprooche sinn?

Réponse (17.12.2020) de M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique :

Generell gëllt bekanntlech fir den öffentlechen Déngscht d'Reegel, datt déi dräi Amtssprooche beim Staat musse beherrscht ginn, ma et ginn awer, wéi den honorablen Deputéierten et aus de Gesetzesstexter kann erausgesinn, Ausnamen. Doraus ergëtt sech awer zwangsleefeg, datt et keng Lëscht vu Verwaltungen an/oder Fonctionne gëtt, bei deenen ee Postulant d'office eng Sproochendispens ka kréien, well bei all Astellung vu Fall zu Fall gekuckt muss ginn, ob d'Konditiounen erfëllt sinn, fir dem Kandidat gegeebenefalls eng Dispens fir eng oder zwou vun den dräi administrative Sprooche kënnen ze ginn.

Eenzeg Ausnamen zum generelle Prinzip stinn am groussherzogleche Reglement vun 2004 a betrefte ganz restriktiv eenzel Fonctionen aus dem Secteur vum Enseignement.

An der Zäitspann vun 2018 bis Enn 2019 gouf et beim Staat en Zouwuess vun 2.072 Persounen. Dovunner hunn 237 Agenten eng Sproochendispens vum Regierungsrot kritt. Dobäi waren et der 220 fir d'Lëtzebuergesch, 184 fir déi däitsch Sprooch an 42 fir déi franséisch Sprooch. Dái meeschte Dispense goufen an der Carrière A1 (155) an A2 (45) accordéiert. D'Entitéiten, déi an dëser Zäitspann am meeschten Dispense ginn hinn, sinn den CTIE mat 33 Dispensen, de Ministère fir Education, Kanzer a Jugend mat 20 Dispensen an d'Direction de la santé mat 16 Dispensen. Vun deenen 237 Agenten sinn 101 Fransousen, 43 Belsch an 38 Däitscher. Mir hunn awer och 28 Lëtzebuerg. Wéi erwartet huet eng grouss Majoritéit vun de Fransousen an de Belsch eng duebel Dispens am Lëtzebuergeschen an am Däitsche kritt. Eis däitsch Mataarbechter hunn eng duebel Dispens am Franséischen an am Lëtzebuergesche kritt. Agente mat der Lëtzebuerg Nationalitéit hu gréisstendeels eng Dispens am Lëtzebuergeschen an am Däitsche kritt. Fir zesummenfaassen, hu vun deenen 237 Agenten eng Ronn 208 eng duebel Sproochendispens kritt.

D'Regierung ass effektiv der Meenung, dass den öffentlechen Déngscht zu Lëtzebuerg an eischter Linn soll lëtzebuergeschsprooche sinn. An deem Kontext setzt d'Regierung mam Gesetz vum 20. Juli 2018 (Loi du 20 juillet 2018 relative à la promotion de la langue luxembourgeoise) och ganz kloer Akzenter, fir déi Lëtzebuerg Sprooch an deenen næchste Joréngten ze férderen. Mam groussherzogleche Reglement vum 17. Dezember 2018 ass e Comité interministériel assistant le Commissaire à la langue luxembourgeoise agefouert ginn. Den Artikel 4 preziséiert d'Missioune vun dësem Comité, dee fir d'Promotiou vun der Lëtzebuerg Sprooch an de jeeweilege Ministéieren zoustänNEG ass.

De Formationspogramm fir d'Lëtzebuerg Sprooch gouf am September 2018 lancéiert an zanterhier gi progressiv Niveauen an de Formationskatalog vum INAP báigesat. Esou wéi den INAP eins matgedeelt huet, goufen et am Joer 2019 Formationen a siwe Klassen, a verschidde Niveauen, woubäi et an der Moyenne zwielef Apprenanté pro Klass sinn. Am Joer 2020 waren et schoch néng Klassen, trotz méi kompliziéierten Ëmstänn. Den INAP huet sech awer op déi nei Situations a gestallt, well sechs vun den néng Klasse goufen a Form vu „Webinaire“ gehalen. An deem Kontext kann een och ernimmen, datt beispillsweis 2019 zéng Sessionen am Kader vun der Formation continue ugebuede goufe fir d'Orthografie vun der Lëtzebuerg Sprooch a véier Sessione fir d'Redaktiou vun administrativem Courrier op Lëtzebuergesch, mat Hélfel vum lod.lu (Lëtzebuerg Online Dictionnaire).

Schlussendlech bleift et also de respective Ministéieren a Verwaltungen iwwerlooss ze definéieren, wéi wichteg d'Beherrsche vun enger Sprooch ass, fir déi betreffend Fonctionn korrekt an effikass auszéuben. D'öffentlech Verwaltung mécht hirersäits alles, fir hir Mataarbechter ze encouragéieren, déi jeeweileg Sproochkenntnisser énnner anerem duerch Formationen, déi iwwert den INAP dispensiéiert ginn, den Ufuerderungen vun der Fonction beschriftegt unzepassen.

Question 3166 (19.11.2020) de M. Georges Engel (LSAP) concernant la création d'une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS) entre les communes de Pétrange et Dudelange :

Dans le cadre de la présentation du projet d'un tram rapide entre Luxembourg-ville et la région Sud du pays, Monsieur le Ministre a informé sur la création d'une ligne de « Bus à haut niveau de service » (BHNS) entre les communes de Pétrange et Dudelange. D'après un article de presse, le ministre aurait déclaré à cette occasion que l'exploitation de ce BHNS serait confiée au RGTR (« Régime général des transports routiers ») et non au Syndicat des transports des communes du Sud TICE. Le rôle de ce dernier changerait légèrement avec la mise en service du BHNS, aurait expliqué le ministre. Plutôt que d'offrir de longues lignes régionales, le TICE serait amené à se concentrer sur le transport local, plus ciblé, nécessitant plus de bus, mais de moindre taille.

Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations quant à la création de la ligne BHNS et quant à l'exploitation de cette dernière par le RGTR ?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il préciser les raisons qui ont motivé cette décision ?

- Dans la négative, à quel organisme et selon quels critères l'exploitation de la ligne BHNS est-elle confiée ?

- Quelle incidence la création de la ligne BHNS aura-t-elle sur l'organisation des transports en commun transfrontaliers ?

Réponse (16.12.2020) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député demande des renseignements concernant l'exploitation d'un futur BHNS (Bus à haut niveau de service) entre Pétrange et Dudelange.

Avec l'offre des CFL et la ligne du « tram rapide », des lignes de bus à haut niveau de service constitueront les éléments structurants de l'offre des transports en commun dans la région Sud. Cette offre structurante sera complétée par des lignes RGTR et TICE.

La complémentarité entre les différents réseaux de transports en commun routiers dans la région Sud fera sujet d'une étude de mobilité, dont l'un des résultats sera un programme de mise en service progressif, coordonné avec la mise en place de mesures de priorisation, du BHNS reliant Dudelange et Pétrange, d'ici la mise en service du tram rapide.

L'objectif premier consistera à proposer pour la région Sud un réseau de transport en commun adapté au mieux à la demande des usagers. Ainsi, l'incidence de la ligne BHNS sur l'organisation des transports en commun, y inclus transfrontalier, fera également sujet de la prédicté étude.

Cette étude sera lancée par le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics au premier trimestre 2021 et se fera en collaboration étroite avec les acteurs concernés, notamment le RGTR, le TICE et l'Administration des ponts et chaussées.

Ce ne sera qu'une fois les différentes lignes de bus identifiées, que leurs fonctions respectives donneront une indication de l'exploitant le plus approprié. La question de l'exploitation pourra alors être traitée, ligne par ligne, y inclus pour le BHNS entre Pétrange et Dudelange et pour les lignes transfrontalières.

Question 3167 (19.11.2020) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) concernant les lits d'hôpitaux :

Laut dem Rapport „Le système de santé au Luxembourg - une comparaison internationale“ N° 10 vum September 2020 vun der Inspection générale de la sécurité sociale, hat Lëtzebuerg 2009 5,5 Spidolsbetter pro 1.000 Awunner zur Verfügung. 2018 wiegen et némmen nach 4,5 Better pro 1.000 Awunner ginn, an dovunner 3,7 Better fir d'Soins curatifs an 0,8 Better fir d'Soins de réadaptation.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministes stellen:

1. Aus wéi engem Grond ass d'Zuel vun de Spidolsbetter eroftaangen an deene leschte Joren?

2. Wéi vill Better ginn et momentan an alle Kliniken zu Lëtzebuerg? Wéi vill dovu sinn Intensivbetter?

3. Laut eisen Informatione wieren d'Intensivbetter a verschidde Spideeler d'lescht Joer ém dës Zäit scho komplett besat gewiescht, kann d'Regierung dëst confirméieren?

Réponse (17.12.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

ad 1. Laut den Donnéeën vun de „Cartes sanitaires“ aktualiséiert Versioun vun 2017 an 2019 (in

press), ass d'Gesamtzuel vun de Spidolsbetter liicht eroftaangen térsent 2011 an 2019 (2.716 Spidolsbetter am Joer 2011 an 2.569 Spidolsbetter am Joer 2019). Wérend dësem Zäitraum huet ee follgend Feststellung kenne maachen:

- Ännunge vun der Definitioun vu Spidolsbetter, dést a Verbindung mam Akraaftrie vum Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018 (z. B. d'Klasséierung vun de Better aus de Palliativpflegeservicer énnert d'Better vum „moyen séjour“, d'Émännerung vun der Aktivitéit vum Kolpecher Schlass (Château de Colpach) zu engem Rehabilitationszentrum Château de Colpach).

- Eng Erhéijung vun de Better „moyen séjour“.

- Eng Erhéijung vun den Dagesklinikplazzen a better a Verbindung mam ambulante System an d'Schaffung vun Dagesklinikservicer.

- Eng Erhéijung vun der Awunnerzuel (vu 511.1840 Awunner am Joer 2011 op 613.894 op den 01.01.2019).

D'zesumfassend Indicateure vun der Spidolsaktivitéit weisen eng Erhéijung vun der Aktivitéit a vun den ambulant duerchgefouerten Akten un.

Joer	Unzuel vun den Openhalter	Unzuel vun de Spidolsopenthaltsdeeg	% vun den Openhalter an der Dagesklinik	Beleeungsprozentsaz
2013	126.885	633.481	36,8 %	73,4 %
2018	138.546	645.605	43,9 5	74,1 %

Auszuch: Carte sanitaire - Versioun 2019 (in press): Spidolsopenthalter vu Spideeler (ouni Rehabilitatiounaktivitéit)

Et sieg awer och ze bemierken, dass laut der Annex 1 vum Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018 de Maximum vu Better, deen theoreetesch kann autoriséiert ginn, bei 3.107 läit.

ad 2. Laut den Donnéeën aus der „Carte sanitaire“ vun 2019 beleeft sech d'Gesamtzuel vun de Spidolsbetter op 2.659.

D'Spidolsgesetz vum 8. Mäerz 2018 gétt keng Definition vun engem Intensivbett, mee d'Annex 2 vun deem selwechte Gesetz definéiert déi zwee Servicer, déi Intensivbetter benotzen, an zwar sinn dat de Service „Soins intensifs et anesthésie“, mat engem nationale Maximum vun 100 Better, an de Service „Soins intensifs pédiatriques“, mat engem nationale Maximum vu fënnef Better.

Et ergëtt sech aus dësen Zuelen, dass et an enger Period „hors pandémie“ 105 Intensivbetter (intensive care beds) an eise Spideeler ginn, déi exklusiv vun de spezialisierten Dokteren an der Anesthésie réanimation benotzt ginn.

Wärend der Pandemie konnten a kenneen dës Capacitéiten un Intensivbetter au fur et à mesure erhéicht ginn, fir sech der Evolution vun der Pandemie unzepassen an dat énnner anerem, well während der eischter Well eng ganz Rétsch Respirateuren ugeschaافت konnte ginn.

Et ginn awer niewent den Intensivbetter och nach aner Better (lits de surveillance intensive, de middle care oder den intermediate care), déi fir eng Intensivfleeg vu Patiente benotzt kenne ginn, mee déi net vun Dokteren, déi spezialiséiert an der Anesthésie réanimation exploitéert ginn an déi an anere Servicer si wéi de Service „Soins intensifs et anesthésie“ a „Soins intensifs pédiatriques“. Dést ass zum Beispill de Fall an de Servicer vun der Chirurgie neurovasculaire (stroke unit), Cardiologie, Neurochirurgie, etc.

D'Gesamtzuel vun dëse Better beleeft sech laut den Donnéeën vun der Carte sanitaire op 153 (105 Intensivbetter an 48 Lits de surveillance intensive, de middle care ou de intermediate care).

ad 3. D'Servicer vum Gesondheetsministère hu keng Dagesopenthaltszuele pro Mount, déi sech spezifesch op d'Intensivbetter fir dës Period bezéien.

Question 3168 (19.11.2020) de Mme Martine Hansen et M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) concernant la déprogrammation de certains soins hors Covid-19 :

Fir d'Gesondheetsversuergung während der Covid-19-Pandemie beschtméiglech ze garantéieren, gétt et e Plang fir d'Organisation vun de Spideeler, dee véier Phase virgesäßt. Vun der Phas 3 un ass virgesinn, datt net urgent Agréffter verréckelt ginn. Säit dësem Dënschdeg sinn eis Spideeler an der Phas 4.

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi vill Agréffter an Operationen an eise Spideeler goufe scho verréckelt?

2. Wéi giëft do den Tri gemaach? Zielt just déi medizinnesch Noutwendegkeet oder ginn och aner Critérien wéi z. B. d'Peng vum Patient mat a Beschruecht gezunn?

Réponse (18.12.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

De Gesondheetsministère verweist op d'Antwort zur Question parlementaire urgente N° 3273, déi déi honorabel Deputéiert Martine Hansen den 10. Dezember gestallt hat an an dár eng Rei Elementer scho beäntwert gi sinn.

ad 1. De Gesondheetsministère huet keng Donnéeën iwwert déi genau Unzuel vun Agréffter an Operationen, déi an de Spideeler opgrond vum Covid-19 hu misse verréckelt ginn. Waardelëschte vun Operationen, déi net presséieren, gi jo an den Dokteschpraxe gefouert. Dës Operationen ginn eréischt an de Reservatiounssystem vum Spidol aginn, wann e konkreeten Datum muss mam Patient fixéiert ginn. Global gesi stellen d'Spideeler an de leschte Wochen eng Reduktioun vun der chirurgischer Aktivitéit fest, déi zwische 14,5 %-50 % jee no Institutoun läit.

ad 2. D'Entscheidung, ob eng Operationen stattfénnt oder verréckelt gëtt, gëtt vum Dokter, no Récksprooch mam Patient, geholl. Déi Operationen, déi vum Dokter zesumme mam Patient als net presséiert ageschat ginn, ginn als éischter verréckelt.

Question 3170 (19.11.2020) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) concernant la stratégie concernant les lits d'hôpitaux dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :

Den Här Dokter Philippe Turk huet de 17. November an engem Interview mat RTL énnertstrach, datt d'Kapazitéit vun eise Spideeler extreem belaascht wiegen. Notamment géif ee sech méttlerweil an der 4. Phas vum Spidolstufelang befannen, wat e „shutdown“ vu gewëssene Spidolsaktivitéit mat sech bréngt géif an esou némmen nach urgent Aktivitéit funktionéiere géifen. Lëtzebuerg géif bei der Beleueing vun den Intensivbetter par rapport zu der Awunnerzuel iwwert Frankräich leien.

Wéi vun der Regierung kommuniziert, missten d'Spideeler an der 4. Phas émorganiséieren, esou datt bis zu 264 Better an de Soins normaux an ém déi 100 Better an de Soins intensifs zur Verfügung stinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Fro un d'Regierung stellen:

- Vu d'Unzuel vun den deeglechen Neinfektionen mam Covid-19 extrem héich ass (den 18. November 2020 goufen et 891 Neinfektionen), wat ass der Regierung hir Strategie, wann d'Unzuel u Better an de Soins normaux an an de So



1. Denkt d'Regierung drun, fir d'Gültigkeet vun de Bongen, déi am Émlaf sinn, ze verlängeren?
2. Huet d'Regierung Kenntnis driwwer, wéi vill Bongen nach an den nächste Wochen, speziell wat d'Chrëschtzäit ugeet, sollten agelést ginn?
3. Denkt d'Regierung alternativ drun, dës Aktioun nach emol komplett ze widderhuelen? Et ass jo dovunner auszegoen, dass Leit, déi déi éischte Kéier vun déser Initiativ Gebrauch gemaach hunn, dést och eng zweete Kéier géife maachen?

4. Iwwer dräi Milliounen Euro huet d'Aktioun „Iwwernuechungsbongen“ bis Enn Oktober den Hoteller a Campingen direkt abruecht. Huet d'Regierung Kenntnis iwwert déi ganz Envergure, déi dem Lëtzebuerger Tourismus duerch dës Bongen zegutt komm ass (Restauratioun; touristesch Aktivitéiten; etc.)?

Réponse (21.12.2020) de M. Lex Delles, Ministre du Tourisme :

ad 1. Jo, d'Gültigkeet vun de Bongen, déi am Émlaf sinn, gëtt bis den 18.04.2021 verlängert. Bis haut si 94.097 Bongen agelést ginn.

ad 2. Säitdeem Enn November nei covidbedéngte Restriktiounen agefouert gi sinn, an notamment d'Restauranten hir Dieren erëm hu missen zoumaachen a keng organiséiert Fräizäitaktivitéité méi konnte stattfannen, ass e Sejour an engem vun eisen Hebergementsbetriben an dése Wochen natierlech och erëm manner interessant fir potenziell Clienten ginn.

Aus dësem Grond huet d'Regierung d'Decisioun geöfft, d'Validitéit vun de Bongen nach emol ze verlängeren.

ad 3. Aktuell lafe keng Diskussiounen an dësem Senn.

ad 4. Aus den Enquêtes, déi LFT bei de Lëtzebuerger Residenten am Joer 2019 duerchgefouert huet, geet ervir, dass e groussen Interêt fir d'Visitt vun historeschen a kulturelle Sitte besteet (Buergen, Schlässer, Muséeën, Kierchen, etc.), an dass Wan deren a Vëlofuere beléiften Aktivitéite vun de Residente sinn.

An de Méint Juli bis Oktober 2020 goufen an enger grousser Unzuel Attraktiounen däitlech méi Visiteuren aus Lëtzebuerg gezielt. Dës sinn an der Moyenne ca. + 40 % bei Fräizäitsitten, + 60 % bei Buergen, a méi wéi eng Verdueblung vun de Visitten an den touristeschen Informatiounsbüroen iwwer Land. D'Enquête vun LFT hunn ausserdeem gewisen, dass 69 % vun eisen Hotelieren an 61 % vun eise Campingsbedreiber an der Saison 2020 eng Haussé vu Clienten aus Lëtzebuerg festgestallt hunn.

Question 3172 (19.11.2020) de M. Léon Gloden (CSV) concernant l'entretien des cours d'eaux :

D'Ufere vun de Baachen uechtert d'Land ze botzen ass eng wichteg Aufgab fir ze verhënneren, datt et zu schlëmmen Iwwerschwemmunge kënnt, zemol bannent den Uertschaften. Dést kann zum Beispill geschéie bei schwéiere Reefäll, wou vill doudégt Holz, Steng a Bulli matgeschwemmt ginn. Des Weideren, wa laang net gebotzt gëtt, wiisst vill Onkrat aus de Baachbett, wat och erëm d'Waasser staut.

Allerdéngs gëtt et hei Onkloerheeten, wat d'Kompetenzen ugeet, well engersäits d'Administration de la gestion de l'eau (AGE) eng Kompetenz huet, anereräits awer och d'Gemengen hir Responsabilitét mussen huelen. Aussoe vu Responsabele vun der AGE no géifen et hei scho jorelaang Diskussiounen, well et kee legalen Text gëtt, deen d'Aufgabe kloer definéiert.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Minister fir Émwelt, Klima an nohalteg Entwicklung an un d'Madamm Inneminister stellen:

- Kann d'Regierung dës Aussoe confirméieren?

- Wa jo, gedenkt d'Regierung eng legal Basis auszuschaffen, fir d'Kompetenzopdeelung kloer ze reegelegen? Wann nee, aus wéi enge Grënn?

- Wann dës Aussoen net stëmmen, kann d'Regierung d'Gemengen driwwer informéieren, wéi dës Situations an Zukunft ze handhaben ass?

Réponse commune (17.12.2020) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et de Mme Taina Boffering, Ministre de l'Intérieur :

- Am Laf vun de leschten 20 Joer gouf et ee Paradigmewiessel beim Theema Ênnerhalt vun de Baachen, an zwar am Senn vun engem integréierten Natur- a Gewässerschutz. Virum Akraaftridde vum ofgeännerete Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 sinn d'Baachen an hir Uwänner reegelméisseg „curiéiert“, dat heescht gebotzt ginn, deelweis och mam Bagger, fir dass d'Waasser esou séier wéi méiglech kann oflafen a propper ausgesäit. Dést war doduerch begrënnt, dass deemoos vill

Schmotzwaasser an eis Baache gelaf ass, vill Knascht matkomm ass, et oft gestonk huet an esou munich Pabeierfatzen a Fäkalien ze gesi waren.

Mat der Direktiv (2000/60/CE; Kaderdirektiv iwwert d'Waasser) am Joer 2000 an hirer Émsetzung a lëtzebuergescht Recht duerch d'ofgeänneret Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 gouf lues a lues mat dése Praktiken opgehal, well engersäits méi Kläranlage gebaut gi sinn, d'Waasser also méi propér ginn ass, an anersäits de Fokus op den Aspekt Ekosystem an déi ekologesch Funktionalitéit vun de Baache geluecht ginn ass, esou wéi souwuel d'Direktiv ewéi och d'Waassergesetz et virschreiwen. D'Baache ginn haut net méi als Transportwee vu Schmotzwaasser gesinn, mee als wichtige Liewensraum fir Fauna a Flora, deen et ze schütze gëllt. An deem Senn ass et vu grousser Wichtegkeet, d'Baache sech selwer ze iwwerlosseen, soudass déi verschidden Aarte sech kënnen entfallen an de Liewensraum Baach net gestéiert gëtt. D'Uwänner, grad ewéi d'Baachbett si peupliert vun enger Onmass vun Déieren a Planzen, déi noutwenneg sinn, fir eis Baachen an ee gudden ekologeschen Zoustand ze bréngen. Dést ass och de Grond, wisou d'Waasserverwaltung d'Énnerhaltsaarbechte koordinéiert an iwwerwaacht, soudass déi europäesch Virgabe vun der Kaderdirektiv iwwert d'Waasser agehale ginn.

D'Héichwaasser iwwerhëlt déi natierlech Funktioun vum Botze vun de Baachen. All Héichwaasser hëlt Sedimenten vun den Uwänner an dem Baachbett mat ewech a leet se op enger anerer Plaz niddar, bis dat nächst Héichwaasser se nees mat weiderhëlt. Sou ginn d'Uwänner stänneg net modéliséiert. Dést gehéiert zur natierlecher, hydrologescher an hydromorphologescher Dynamik déi eise Baache gutt deet.

De Mensch léiss der Baach net émmer genuch Platz, fir sech fräi ze entwéckelen, well ze no un d'Uwänner gebaut gëtt, dës befestegt ginn a Brécken iwwert d'Waasser gebaut ginn. Aus deem Grond ass et a verschiddene Fäll noutwenneg, Beem a Gestrépp aus der Baach ze huelen, fir ze verhënneren, dass sech esou vill Material géif oflageren, dass net méi den néidegen Offloss duerchlafe kann an et esou eventuell zu méi Schied bei Iwwerschwemmunge kënnt. Och dést ass e Grond, wisou d'Waasserverwaltung d'Énnerhaltsaarbechte koordinéiert an iwwerwaacht, soudass d'Oplo vun der Héichwaasserdirektiv (2007/60/CE) am Aklang mat deene vun der Kaderdirektiv iwwert d'Waasser (2000/60/CE) ausgeféiert ginn. Dës Attributione sinn och an deem Senn am uewe genannte Waassergesetz gereegelt.

- D'Kompetenzen am Beräich Ênnerhalt vun Uwänner vun de Baache gi sech vu verschiddenen éffentlechen Instanzen (Waasserverwaltung, Naturverwaltung, Gemengen) a Privatleit gedeelt a sinn deemono och a verschiddene juristeschen Texter gereegelt, déi am Kompetenzberäich vun de Gemengen a verschiddene Ministère leien, awer och am Code civil. Et hänkt kloer dovun of, wiem d'Baach gehéiert. Zousätzlech kénne souwuel d'Gemengen ewéi och Privatleit e Subsid vum Waasserpeng kriéie fir den Ênnerhalt vun de Baachen. D'Héicht vun dësem Subsid hänkt dovun of, wéi ekologesch den Ênnerhalt ass.

- D'Waasserverwaltung plant, fir e Guide pratique zum Theema Ênnerhalt vun de Fléissgewässer auszeschaffen. Dést Dokument soll fir d'Gemengen an de Public méi Transparenz an d'Aarbechte vun der Verwaltung am Kader vum Ênnerhalt bréngen an och d'Demarché beschreiwen, déi noutwenneg sinn, fir esou e Projet unzegoen. D'Dispositiounen zu den uewegenannte Subside sinn an der neier Circulaire N° 3774 vum 8. Oktober 2020 vun der Émweltministresch zu de Subsidiendispositiounen vum Waasserpeng am Detail erkläert.

Question 3174 (19.11.2020) de M. Fred Keup (ADR) concernant la sécurité dans le cadre de la natation scolaire :

Am Gesetz vum 29. Oktober 2020 „portant : 1° dérogation à l'article 27 de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ; 2° modification de la loi modifiée du 29 juin 2005 fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ; 3° modification de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées“ geet et énner anerem drëm, neit Ersatzpersonal fir an der Grondschooul ze rekruitéieren. Hei ass festgesat, datt déi Leit ausser engem Premièresdiplom keng weider Qualifikatioun brauchen.

Laut Règlement grand-ducal du 31 juillet 1990 établissant des mesures de sécurité dans l'intérêt de la natation scolaire, deen de 4. September 2014 nach eemol publiziéert gouf, ass den Titulaire vun enger Klass responsabel fir de Schwammcours. Hie muss awer dofir énner anerem e Rettungsbrevet hunn. Dat ass eng Dispositioun, déi am Kader vun der elementarer Sécherheet geholl gouf.

Hei ass den Auszuch aus dem Reglement:

« Art. 7. Peuvent être chargés des cours de natation dans les différents ordres d'enseignement a) les professeurs d'éducation physique ; b) les instituteurs de l'enseignement primaire et de l'éducation préscolaire ; c) les chargés de direction, les chargés de cours et les remplaçants des personnes visées sous a) et b) ; d) les instructeurs de natation.

Art. 8. Le niveau de qualification est basé sur des connaissances et capacités fondamentales dans les matières renseignées ci-après et à acquérir, pour les personnes visées sous b) et c) de l'article 7 ci-devant, dans le cadre de la formation initiale et continue : pédagogie et technique relatives à l'organisation et au déroulement des cours d'apprentissage de la nage ; nage, plongée et plongeon ; premiers secours, sauvetage et réanimation ; hygiène des eaux.

Le niveau de qualification déterminé ci-dessus est vérifié dans le chef a) des instituteurs ayant terminé leur formation avant l'entrée en vigueur du présent règlement ainsi que b) de remplaçants pouvant se prévaloir d'une formation adéquate ou chargés de l'enseignement de la natation avant l'entrée en vigueur du présent règlement. De par leur formation professionnelle, la qualification pédagogique est dans tous les cas acquise aux instituteurs. »

Wann awer elo ee Klassentitulaire, dee selwer sää Schwammunterrecht gehalen huet, vun engem Remplaçant ouni Rettungsbrevet ersat gëtt, misst jo de Remplaçant och selwer mat der Klass schwamme goen, wat awer dann net méi dem Règlement entsprécht an e Sécherheitsrisiko fir d'Kanner duerstellt.

Des Weidere gesäßt dat besotent Règlement vir, datt den Titulaire a verschiddene Fäll kéint dispenséiert ginn, de Schwammunterrecht ze halen:

« Art. 11. L'enseignement de la natation appartient au titulaire de la classe. Toutefois, le titulaire peut être déchargé de cette obligation et remplacé pour tout ou partie des charges inhérentes au cours de natation par décision des autorités scolaires. Dans ces cas, celles-ci concluent un arrangement avec l'autorité responsable de la piscine. »

Well an dëse Punkten am Beräich vum Schoulsport, notamment am Schoulschwammen, am Gesetz keng Prezisioone stinn, wéll ech dem Här Schouleminister gäre follgend Froe stellen:

1. Ass eventuell virgesinn, en aneren Intervenant mat der Klass schwamme goen ze loessen, wann de Remplaçant net déi néideg Qualifikatiounen huet? Wéi vill vun de Remplaçanten, déi haut do sinn, erfëllen d'Bedéngunge vum Règlement iwwert d'Schoulschwammen?

2. Wat heescht den Art. 11 vum Règlement konkreet? Soll de Schwammmeeschter aus der Piscine de Schwammunterrecht halen?

3. Ass dat och de Fall, wann de Remplaçant kee Rettungsbrevet huet?

4. Ass assuréiert, datt déi Sécherheitsdispositiounen agehale ginn, wann d'organisatoresch Dispositiounen ganz séier iwwert d'Bün goe müssen?

5. Denkt de Schouleministère generell net dorriwwer no, fir all den Titulaires oder Chargéen, déi Sport halen, eng Rei Iddie fir d'Gestaltung vun engem Unterrecht zoukommen ze loessen, deen de sanitäre Mesuré gerecht gëtt (Spiller ouni Kierperkontakt, Eenzelübungen asw.)?

6. Erkläert sech d'Vergiesse vun der Sécherheet vun de Kanner an esou engem wichtige Gesetz aus därt extreem kuerzer a séierer Prozedur, mat därt et geholl ginn ass? Wat gedenk den Här Minister ze énnerhuelen, fir datt sái Ministère méi Proaktivitéit an de legislative Prozess kritt, fir datt net Gesetzer bannent véier Deeg duerch den Instanzewee ginn?

Réponse (08.01.2021) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

ad 1. Am Kader vun der SchoulorGANISATIONEN gëtt déi Persoun definéiert, därt d'Tâche vum Schwammcours zougedeelt gëtt. Dést ass entweder den Titulaire de classe oder ee Chargé de cours, deen, wéi am Artikel 15 respektiv am Artikel 27 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental festgehalen, een net besatene Poste kann iwwerhuelen. Am Kontext vum Erstelle vun der SchoulorGANISATIONEN ass deemono sécherzestellen, datt d'Persoun, déi de Schwammcours hält, och déi néideg Viraussetzungen erfëllen. Och virum Akraaftridde vum Gesetz vum 29. Oktober 2020 war de Schwammcours net Deel vum Stage, deen eng Persoun huet missen ofleeën, fir Remplaçant ze ginn. An dësem Kontext hate vill Remplaçanté scho virdrun e Brevet de sauvetage oder hunn dësen nogeholl, nodeems si de Stage gemaach haten. Hei ass op en Neits ze betounen, datt eng Persoun selbstverständliche eréischt dann dierf Schwammcoursen encadréieren, wa se déi néideg Konditiounen erfëllt.

Question 3175 (19.11.2020) de MM. Dan Biancalana et Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la mémoire des volontaires des brigades internationales :

Aujourd'hui les mérites des 102 volontaires partis du Luxembourg pour se battre entre 1936 et 1938 pour la cause démocratique aux côtés des troupes républicaines espagnoles contre les troupes du général Franco sont généralement reconnus. Les brigadiques sont considérés comme résistants de la première heure contre les mouvements fascistes et nazis et contre les futures dictatures en Europe « en montrant la voie à ceux qui allaient bientôt les suivre » comme s'était exprimé le Premier Ministre Jean-Claude Juncker en 1997.

Considérés pendant trop longtemps comme « hors la loi » au Luxembourg, les brigadiques luxembour-

déi néideg Konditiounen erfëllt, fir de Schwammunterrecht ze encadréieren, a setzt dést Léierpersonal entspreechend an. Hinne lieien um regionalen Niveau déi néideg Informatione vir, fir och am Fall vun engem Remplacement ee sécheren Oflaf vum Schwammcours ze garantéieren.

Sollt kee Remplaçant méi disponibel sinn, deen déi néideg Viraussetzungen erfëllt, da kann ausnamsweis en aneren Enseignant de Schwammunterrecht assuréieren, wärend de Remplaçant dësem Enseignant seng Klass iwwerhëlt.

D'Sécherheet ass grad am Kader vum Schwammcours e prioritaire Facteur. Aus dësem Grond ass nieft dem Enseignant ausserdeem zu all Moment, wéi am Artikel 2 vum Règlement grand-ducal du 31 juillet 1990 établissant des mesures de sécurité dans l'intérêt de la natation scolaire virgesinn, ee Schwammmeeschter present, deen sech ausschliisslech ém d'Sécherheet an der Schwämm këmmert.

ad 2. + 3. Den éischten Artikel vum Règlement grand-ducal du 24 mars 2014 fixant le taux de participation de l'État aux frais des prestations de services fournies par les instructeurs de natation dans le cadre de l'assistance aux titulaires de classe de l'enseignement fondamental ou à leurs remplaçants ainsi que les modalités de remboursement des frais par l'Etat aux communes ou syndicats de communes schreift vir, datt et am Prinzip dem Enseignant ass, deen de Schwammcours hält: « Dans l'enseignement fondamental, le cours de natation est assuré par le titulaire de classe ou son remplaçant. Dans le cadre de l'organisation du cours précédent, celui-ci peut être assisté par un instructeur de natation lors de l'instruction d'élèves non nageurs sur décision émanant de l'autorité communale, siège de la piscine. »

Op d'Decisioun vun de Gemengenautoritéité kann deemono e Schwammmeeschter zur Verfügung gestallt ginn, fir den Enseignant respektiv de Remplaçant bei sengem Cours ze assistéieren a bei den Netschwämmer eng Hand beim Cours unzepaken. An dësem Fall iwwerhëlt de Ministère fir Education, Kanner a Jugend een Deel vun de Käschten. Den Enseignant bleibt allerdéngs weiderhi fir den Encadrement vum Cours responsabel.

ad 4. Am Kader vun der Gestioune vun der Remplaçanter gräifen d'Regionaldirektiounen, respektiv d'Gemengeservicer, op d'Informatiounen zeréck, déi si um regionalen Niveau am Virfeld scho gesammelt hinn, fir esou ze garantéieren, datt de Remplaçant déi néideg Kompetenzen huet, fir de Schwammcours kënnen ze halen.

ad 5. Am Kader vun der Gestioune vun der Remplaçanter, wéi si e Schwammcours organiséieren. Laut dem Artikel 6 vum Personalgesetz ass all zoukëntgeften Enseignant-fonctionnaire, deen an der Grondschooul wëll intervenéieren, dru gebonnen, virum UFank vu sengem Stage ee Rettungsschwämmerbrevet ze absolvéieren, fir esou sécherzestellen, datt am Noutfall déi richteg Mesuré kenne vum Personal ergraff ginn. Den Enseignant kann och iwwer seng Grondausbildung eraus sech am Centre



geois dont un quart sont morts au front ou ont été blessés, ont finalement été réhabilités en 1997 sans néanmoins se voir accorder un statut de résistant.

Sous l'impulsion des Amis des brigades internationales du Luxembourg (ABIL) et avec le soutien du sculpteur luxembourgeois Lucien Wercollar, un monument à la mémoire des brigadiers, partis du Luxembourg, fut érigé au quartier Italie à Dudelange où une cérémonie de commémoration est organisée chaque année.

Dans un même ordre d'idées, l'ABIL a adressé une lettre au Gouvernement proposant l'installation d'une plaque à la mémoire des volontaires des brigades internationales au Monument du souvenir « Gëlle Fra », symbole de la résistance face à la répression nazie.

1) Cette demande étant restée sans réponse jusqu'à ce jour, nous aimerais savoir de Monsieur le Premier Ministre si le Gouvernement entend donner une suite à la demande de l'ABIL, ceci d'autant plus qu'une plaque en souvenir des volontaires luxembourgeois de la Guerre de Corée est déjà apposée au Monument du souvenir ?

2) Dans l'affirmative, quelle est l'autorité qui décide de l'apposition de cette plaque ?

Réponse (17.12.2020) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État :

ad 2) La loi du 21 juin 2016 portant création d'un Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale décrit la mission de ce dernier comme suit dans son article (2).

Le comité a pour mission :

a) de perpétuer la mémoire des événements de la Deuxième Guerre mondiale ;

b) d'intervenir auprès des instances publiques dans l'intérêt des résistants, des enrôlés de force, des victimes de la Shoah et des victimes de la Deuxième Guerre mondiale en général ;

c) de participer à l'organisation de la commémoration officielle de la Deuxième Guerre mondiale ;

d) de formuler des recommandations concernant l'organisation de la commémoration de la Deuxième Guerre mondiale et l'identification et la valorisation des lieux de mémoire ;

e) d'entreprendre des actions de sensibilisation du public et plus particulièrement de la jeunesse en relation avec la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale.

Le Gouvernement sollicite l'avis du comité sur toutes les questions en relation avec la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale.

Le comité est consulté par le Gouvernement pour l'organisation de la Journée nationale du souvenir qui constitue la commémoration annuelle officielle de la Deuxième Guerre mondiale.

Le Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale est ainsi le partenaire privilégié du Gouvernement dans le cadre de la question sous objet et un avis y relatif a été demandé au Comité.

ad 1) Les honorables Députés soulignent les mérites des quelque 102 volontaires partis du Luxembourg en 1936 pour se battre dans la guerre civile en Espagne, aux côtés des troupes républicaines contre les troupes du général Franco. Les mérites de ces volontaires dans leur combat contre les mouvements fascistes et nazis, à un moment où ni la Société des Nations, ni les gouvernements européens n'avaient su reconnaître les dangers d'une Deuxième Guerre mondiale, sont aujourd'hui reconnus.

Il est utile de rappeler ici la loi du 13 avril 1937 destinée à empêcher la participation à la guerre civile en Espagne de Luxembourgeois et d'étrangers résidant sur le territoire luxembourgeois. Cette loi avait eu comme but de préserver la neutralité du Grand-Duché de Luxembourg.

Cette loi de 1937 a été abrogée par la loi du 27 juillet 2003 relative à la réhabilitation des volontaires de l'Espagne républicaine.

En tenant compte de ce qui précède, le Gouvernement s'aligne sur l'avis et les recommandations du bureau exécutif du Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale (CM2GM) qui a consulté les membres des trois communautés représentées et qui, « tout en réitérant sa conviction que notre pays a un devoir moral de reconnaissance vis-à-vis des volontaires partis du Luxembourg en Espagne pour combattre le fascisme et le nazisme » suggère de ne pas apposer de plaque supplémentaire sur la « Gëlle Fra ».

Cela étant, et afin de (mieux) faire entrer dans le conscient de nos citoyen-ne-s l'engagement de ces volontaires à un moment où les libertés démocratiques élémentaires étaient écrasées, le comité a soumis les propositions suivantes :

- Le CM2GM se propose d'inclure dans sa liste des commémorations nationales, la Journée No Pa-

sarán à Dudelange, la cérémonie commémorative en l'honneur des volontaires des brigades internationales.

- Le Gouvernement soutient cette proposition.

- Dans ce même ordre d'idées, le CM2GM propose de consulter ses membres sur l'idée suivante : Comme le Gouvernement avait décidé de placer la Journée de commémoration nationale du 18 octobre 2020 sous le signe du rôle et des souffrances des femmes pendant la Deuxième Guerre mondiale, le CM2GM analysera la possibilité de placer cette journée en 2021 sous le thème de la résistance avant le début de la Deuxième Guerre mondiale.

- Le Gouvernement soutient cette proposition.

- Le CM2GM se propose également d'organiser entre autres au cours des prochaines années :

- un large sondage auprès de la population du Grand-Duché, (Luxembourgeois et non-Luxembourgeois incluant les travailleurs frontaliers), sur les connaissances du grand public des causes ayant provoqué la Deuxième Guerre mondiale et ses effets sur la société d'aujourd'hui ;

- un cycle de conférences grand public, des ateliers pédagogiques pour un public de jeunes 15 plus pour travailler sur les causes et les effets de la Deuxième Guerre mondiale ;

- les détails seront élaborés par les groupes de travail respectifs du CM2GM.

- Le CM2GM se propose également de sensibiliser le public sur son nouveau site Internet <https://cm2gm.lu/> et d'y rajouter un chapitre consacré aux brigades internationales.

Question 3176 (19.11.2020) de Mme Francine Closener (LSAP) concernant le bilan de la foire des étudiants :

Wéinst dem Covid-19 konnt déi 34. Studentefoire net wéi gewinnt organiséert ginn. Fir den zukünftege Studenten awer eng Orientierungshélfel ze ginn, gouf den Internetsite studentefoire-goes-digital.lu, wou virun allem Universitéiten a Studentercerelen sech presentéiert hunn, agericht. „Richeteg vill Klicks goufen et an deenen zwee Deeg op studentefoire-goes-digital.lu, ob dat elo op eenzel Stänn war oder a Webinaren eran oder am Chatroom“, stet dann och um Internetsite vum CEDIES ze liesen.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Héichschoulminister dés Froe stellen:

1. Wéi fält de Bilan vun der Studentefoire aus? Wéi vill Klicks sinn et während deenen zwee Deeg op dése Site ginn? Anesch ewéi de CEDIES weisen sech Studentevertrieder a Studentercerelen eischter enttäuscht, wat den Zoulaf, zum Beispill an den Chatrooms, ueget. Huet de Minister Kenntnis vun Zuelen, wéi vill esou direkt Echangen et gi sinn?

2. Wéi huet d'Zuel u Participanten un der online-Studentefoire par rapport zu Versiounen a regulären Zäite variéiert? Wéi huet d'Zuel u Visiteuren op der Studentefoire iwwert déi lescht Joren evoluéiert?

3. Wier et net méiglech, esou e Site an enger liicht adaptéierter Form laangfristeg online ze lossen, fir datt Schüler a Studente permanent an op ee Bléck déi verschidde Studieméiglechkeeten a Studentercerle keínte gesinn?

Réponse (17.12.2020) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

Ech reagéieren op der honorabler Deputéierten Hir Froe mat follgende Prezisiounen:

ad 1. Den Héichschoul- a Fuerschungsministère ass de Moment amgaangen, de generelle Bilan vun der Studentefoire 2020 ze zéien, deen en Ableck soll ginn an déi grouss Tendenzen, déi sech bei déser alleréischter virtueler Editiou vun der Foire gewisen henn. Fir en Evenement an däi Grésstenverdnung a mat engem ganz neie Konzept ass et wichteg, all concernéiert Acteuren an dës Evaluatioun mat anzebannen.

À ce stade kann ee scho mat Gewëssheet soen, dass d'Haaptzil vun déser virtueler Foire, nämlech d'Schüler a Schülerinne vun den 2^{es}. a 1^{res}.Klassen aus dem Enseignement secondaire beschtméiglechst ze informéieren iwwer d'Studieméiglechkeeten, d'Studenteliewen an och iwwer d'Perspektiven an der Beruffswelt, erreecht gouf. Besonnesch gutt ukomm ass d'Konzept vun enger sougenannter „Phase d'exploration“, dat dora bestanen huet, dass während den dräi Deeg virun der eigentlecher Foire déi digital Plattform schonn zougänglech war, esou dass ee scho kontt duerch déi verschidde Hale vu Stand zu Stand navigéieren a sech d'Informatiounsmaterial vun den Exposanten (Flyeren, Broschüren, Videoen etc.) ukucken. Dëst huet et de Schüler a Schülerinnen erlaabt, sech mat deem neien Outil vertraut ze maachen a sech, mat der Ênnerstëtzung an der Berodung vun de Membere vun de Cellules

d'orientation aus de Lycéeën, ganz geziilt op hir Vi-sitt vun der eigentlecher Foire virzebereeden.

Am Ganze können 107.424 Visitten op de Stänn verzeechent ginn, wou vun der 39.425 während der „Phase d'exploration“ (vum 9. bis den 11. November 2020) a 68.036 während der „Phase d'interaction“, also der eigentlecher Foire (vum 12. bis den 13. November 2020), geziilt goufen.

Des Weidere weist d'Zuel vun 29.327 Klicken, dass e groussen Interessi un de Broschüren an de Vi-deoe vun den Exposantë bestanen huet.

Wichteg ze ernimmen ass, datt et sech bei désen Zuelen em Klicken handelt, déi net onbedéngt individuell an eemoleg Visitten duerstellen, wou ee Klick eng Persoun géif duerstellen, mee déi vun all de Visiteuren zsummegedroe gi sinn. Fir déi Zuelen e bëssen an de Kontext ze setzen, sief preziséiert, dass 2020/2021 am Ganzen 8.848 Schüler a Schülerinnen op enger 2^{es}- oder 1^{res}-Klass (Enseignement secondaire classique, Enseignement secondaire général an Diplôme du technicien) age-schriwwen sinn.

Doriwwer eraus konnte bal 4.000 aktiv Participatiounen un de Webinairé geziilt ginn. Dës Zuel spiegelt den allgemeng grousse Succès erëm vun déser neier Komponent am Konzept vun der Studentefoire.

Ausserdeem hunn iwwert déi zwee Deeg vun der Foire 1.769 Gespréicher am Chatberäich stattfonnt.

ad 2. Wéi uewe schonn ernimmt, ass d'Natur vun de Klicken eng aner wéi déi vun enger „regulärer“, physescher Visitt op der Studentefoire. Anesch wéi dëst Joer, wou d'Presenz op der Studentefoire unhand vun eenzelle Klicke kann illustréiert ginn, sinn déi leschte Jore keng änlech Zuelen erhuewe ginn, woubäi muss betount ginn, datt en direkte Verglach vun zwee esou énnerschiddleche Modelle vun der Studentefoire net méiglech ass.

ad 3. Dëst Joer hat den Héichschoul- a Fuerschungsministère sech fir eng punktuell Plattform entscheet, déi beschtméiglechst den Esprit vun enger „traditioneller“ Foire sollt erëmginn, esou dass dat dann och eng Plattform war, déi, genee wéi eng „physesch“ Foire, zäitbegrenzt bestanen huet. Et kéint ee sech duerchaus e Konzept virstellen, wou déi Plattform e puer Deeg oder och esou-guer e puer Woche méi laang accessibel wier, mee dorriwwer eraus géif sech de Problem vun der Mise à jour vun den Donnéeën, déi jo vun deene méi wéi 180 Exposanten op déi Plattform gesat goufen, stellen.

An deem Kontext wéilt ech drop hiwiesen, dass den Internetsite www.cedies.lu vun den zwee zoustännege Servicer vum Héichschoul- a Fuerschungsministère, dem Service Informations études supérieures an dem Service Aides financières, d'ganzt Joer iwwer eng Hellewull Informatiounen bitt ronderëm d'Studéieren zu Lëtzebuerg esou wéi an enger ganzer Rei anere Länner, zu verschidde Beräicher an zu bestëmmten, aktuellen Thematiken, genee wéi och zu de Méiglechkeete vun enger staatlecher Studiebähel. Dës Informatiounen gi reegelméisseg à jour gehalen.

D'Servicer beäntwerten och individuell Froen zu spezifischen Héichschoulinstitutiounen a Formatiounen, a beruffe sech hei op déi offiziell an disponibel Informatiounen vun de jeeweilegen Institutiounen a Länner. Ausserdeem huelen d'Vertieder vun deenen zwee Servicer reegelméisseg un Informatiounsveranstaltunge vun de Lycéeën del, déi sech souwuel un d'Schüler a Schülerinne vun den Ofschlossklassen wéi un hir Elteren adresséieren.

Den Internetsite vun der ACEL, dem Daachverband vun de Lëtzebuerg Studentecerlen, reggruppéiert sengersäits alles ronderëm d'Studenteliewen an d'Cerlen an hält dës Informatiounen émmer op neistem Stand.

Question 3177 (19.11.2020) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant les pratiques des huissiers de justice :

Mir gouf zougedroen, datt verschidde Dierwiechter (Huissiers de justice) et sech zur gängeger Praxis gemaach henn, am Kader vun der Executioun vu Justizentscheidung vun verschidde Personen als lescht Warnung e Pechbild op d'Dieren ze pechen.

Konkreet läit mir eng Foto vun esou engem Sticker mam Logo vun den Huissiere vir, op deem an Handscrëft drop geschriwwen steet: „Dernier avertissement avant ouverture forcée“, suivéiert vun der Telefonsnummer vun Huissier an der Dossiersnummer vun Client.

Et ass besuergeserregend, wann Dierwiechter, déi Decisiounen am Numm vun der Justiz ausféieren, den Dateschutz vu Persounen manifestement énnergruewen, well, an de Parties communes oder op den Entréesdiere vu Residencen d'Allgemengheet vun Dossiere vun den Huissiers gewuer gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Ass der Justizministesch an der Procureur d'Etat déi uewe genannte Praxis vun Dierwiechter bekannt? Wéi eng Meenung vertrëtt d'Justizministesch géigenwuer dëser Praxis, virun allem aus Siicht vun Datenschutz?

2. Firwat ginn an dësem Kontext sensibel Informatione vun de betraffene Persounen net einfach an diskreet an d'Bréifkësch geheit?

3. Kann ausgeschloss ginn, dass eng Persoun, déi d'Dossiersnummer an den Numm vun der betraffene Persoun kennt, per Telefon Accès op d'Informatione vun Dossier kréie kéint?

4. Nom Gesetz vum 4. Dezember 1990 iwwert d'Organisatioun vun den Dierwiechter waacht de Procureur d'Etat iwwert d'Uerdnung bei den Huissieren. Wéi vill Kontrolle goufen an deene leschte fënnet Joer gemaach a wéi eng Infraktiounen goufen heibäi festgestallt?

Réponse (18.12.2020) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice :

ad 1. Op Nofro bei der Chambre des huissiers de justice schéngt et esou ze sinn, dass déi Praxis an eenzele Fäll ugewart ginn ass.

Eng Indikatioun vun der Telefonsnummer vum Huissier an der Dossiersnummer vum Huissier ass keng Violatioun vum Datenschutz, vu dass keng personell Donnéeën do affichéiert sinn.

Dobäi kënnt, dass déi Moosnam (Interventioun vum Huissier) no engem Urteil kënnt an dass op base vum Artikel 88 vun der Verfassung souwuel Sëtzunge wéi de Prononcé vun engem Urteil an enger effentlecher Sëtzung ofgehale ginn.

ad 2. D'Chambre des huissiers preziséiert, dass esou Fäll just stattfannen, wann den Debiteur vir-drin net op seng Ufroe reagéiert huet. Dës Praktik ass och motivéiert doduerch, fir eng forcéiert Exekutioun mat Interventioun vun engem Schlässer an der Police an d'Wunneng vum Debiteur ze evitéieren.

ad 3. Donnéeën vun engem Dossier gi vum Huissier de justice net no bausse kommunikiert. De Secret professionnel spiltt.

ad 4. Den Artikel 29 vum Gesetz vum 4. Dezember 1990 seet:

« Le procureur d'Etat veille au maintien de l'ordre et de la discipline des huissiers de justice de l'arrondissement et à l'exécution des lois et règlements qui les concernent.

Il instruit les affaires dont il est saisi sur plainte ou dont il se saisi d'office et les défère au tribunal d'arrondissement, chambre civile, s'il estime qu'il y a infraction à la discipline. Il en informe la Chambre des huissiers pour demander un avis. »

De Procureur d'Etat kann also Affären instruéieren an un d'Geriicht weiderginn. An de leschte fënnet Joer goufe vum Procureur d'Etat dräi Affären instruéiert, wouvun der zwou un d'Geriicht weiderginn. Keng vun deenen Affäre war am Zesummenhang mat dem Objet vun déser parlamentarescher Fro.

Question 3178 (20.11.2020) de MM. Jeff Engelen et Fred Keup (ADR) concernant l'offre de formation pour les étudiants en médecine à l'Université du Luxembourg :

Den nationalen Zenter fir affektiv a sexuell Ge-sondheet (CESAS) huet eng Missioun, déi hie fir seng véier Tutellesministères erfëllt, also fir den Educationministère, de Gesondheetsministère, de Familljeministère an de Ministère fir Gläichstellung tëscht Mann a Fra. D'Missioun ass, d'Approche vun enger affektiver a sexueller Gesondheet bekannt ze maachen. Si sollen dofir suergen, dass dës Approche d'Informatioun, d'Formatioun an d



1. Kann d'Regierung eis erklären, wat genau deen Outil ass a wat dése virgesäit? Wéi a wou iwwerall soll dësen Outil agesat ginn?

2. Wéi gesät dése Formatiounsprogramm fir Medezinsstudente konkreet aus? Aus wéi vill Coursé besteeet dee Programm? Wien alles huet beim Ausschaffe vun désem Formatiounsprogramm matgewirkt?

3. Wien hält dës Formatiounscourses op der Uni Lëtzebuerg? Gehéiert dës Formatioun zum Fluchtprogramm vun de Lëtzebuerger Medezinsstudenten oder ass et eng Optiou?

Réponse commune (24.12.2020) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé, et de **Mme Taina Boffering**, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

ad 1. Am Januar 2019 ass den nationalen Aktionsplan fir d'Förderung vun der affektiver a sexueller Gesundheet am Kader vum nationale Programm „Promotion de la santé affective et sexuelle“ a Kraaft getrueden. Dëse gouf - ènnert der Tutelle vum Gesundheetsministère - an Zesummenarbecht mam Bildungsministère, mam Chancéglächheetsministère a mam Familljeministère definéiert.

Am Kader vum viregten nationalen Aktionsplan 2013-2018, ass de CESAS (Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle) an d'Liewe geruff ginn. Déi véier uewe genannte Ministère schaffen enk mam CESAS zessummen.

En internen Aarbeitsgrupp vum CESAS mat diversen éffentlechen an associative Vertrieber (HIV-Berodung, Planning Familial, LGBTQ+ Centre CIGALE, APEMH, ECPAT a BEE SECURE) huet déi zweet Edition vum „Guide en matière de santé affective et sexuelle des jeunes à destination des professionnels“ ausgeschafft.

2015 gouf schonn eng éischt Edition vun désem Guide erstallt, an déi nei Edition gouf den aktuelle gesellschaftleche Besoinen ugepasst.

D'Zil ass et, de Professionellen aus de Schoulen an de psycho-sozio-éducatives Strukturen, déi direkt oder indirekt dësen Theemeberäich mat Kanner an/oder Jugendliche behandelen, e praktesch Outil ze bidden, deen am Alldag ka benotzt ginn, fir bei de Kanner a Jugendlechen e gesonden Ëmgang mat hirem Kierper, hirem Emotiounen an hirer Sexualitéit unzereegen an ze férderen. Den Outil ass e Classeur mat eenzele Fichen, déi kënnen erausgeholl ginn an als Aarbeitsdokument kënnen benotzt ginn. Ugefaange beim Mënsch a sengem Kierper, iwwert d'Léift an d'Sexualitéit, ginn och d'Verhütung, d'ISTen an déi sexuell Rechter ofgedeckt.

De Bildungsministère assuréiert d'Diffusioun an d'Distributioun vum Outil innerhalb vun all de Strukturen aus sengem Kompetenzberäich.

Dësen Outil gouf offiziell am Kader vun der Eröffnung vun der „Semaine de la santé affective et sexuelle“ de 7. Dezember 2020 virgestallt. De CESAS bitt 2021 Informationsseancé fir déi Professionell un, déi mam Guide wëlle schaffen.

ad 2. + 3. Am Kader vum Formatiounsprogramm vun der Universitéit Lëtzebuerg fir Medezinsstudente gouf am Wantersemester 2019/2020 een Online-Seminaire vun enger Dauer vu véier Stonnen organiséiert. Déi Responsabel vun der Medezinsformatioun op der Universitéit Lëtzebuerg an d'Representanté vum CESAS hu sech iwwer de Programm vun deem Seminaire concertéiert. Follgend Theeme goufen an déser Formatioun abordéiert: „plaisir et anatomie; violences, chemsex et consentement; infections sexuellement transmissibles et contraception“. Den Online-Seminaire war fakultativ, mee gouf de Studente recommandéiert. Een zweeten Online-Seminaire vun dräi Stonnen iwwert d'sexuell Gesondheet huet de 4. Dezember 2020 statfonnt a war fir d'Medezinsstudente vum éischte Joer obligatoresch.

D'Universitéit Lëtzebuerg wäert dës Formatioun, déi bis elo némme virgesinn ass fir d'Medezinsstudenten aus dem éischte Joer, weiderféieren, andeems se eventuell och de Studenten aus anere Formatiounen oder de Studenten aus dem zweeten oder drëtte Bachelorjoer am Kader vum Modüll iwwert déi transversal Kompetenzen ugebuede gëtt. Den Online-Seminaire gëtt gehale vu Mataarbechter vum CESAS, déi an deem Beräich spezialiséiert sinn.

Noutsituatioun profitiert a Produiten an Europa an zu Lëtzebuerg verkraaft hunn, déi den europäischen Normen net entsprach hunn. Eng ganz Rei Masken, déi der Verpackung no als FFP2-, N95- oder KN95-Mask mam entspreechende Filterpotential gekennzeichnet waren, sinn an uschléissenden Tester duerchgefallo, well se d'Standarde vun den europäischen Normen net erfëlle konnten.

Zousätzlech erschwéiert d'Differenzierung téscht Masken, déi dem FFP2-Standard entsprechen, mee net fir en Asaz am medezinesche Beräich gëegeet sinn, an FFP2-Masken, déi souwuel an der Industrie ewéi och am professionelle medezinesche Beräich zum Asaz komme kënnen, de Konsumenten de Choix vum richtege Produkt.

Och de Lëtzebuerger Staat hat an de vergaangene Méint Bestellung vu Masken ze verzeechnen, déi net den europäische Standarden entsprach hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Konsumenteschutz a Gesondheet dës Froestellen:

1. Wéi vill Masken (chirurgesch Masken an FFP2/KN95/N95 oder anerer, opgeschlësselt no der Aart vu Mask), déi de Lëtzebuerger Staat kaf huet, waren net konform mat den europäische Standarden?

2. Wéi vill Masken (chirurgesch Masken an FFP2/KN95/N95 oder anerer, opgeschlësselt no der Aart vu Mask), déi de Lëtzebuerger Staat kaf huet, goufen u Professioneller a Privatleit verdeelten an hunn am Nachhinein mussen zeréckgeruff ginn, well sech erausgestallt huet, dass d'Masken net konform waieren?

Falls dës Masken u bestëmmte Beruffsgruppe verdeelten goufen: Wéi eng Beruffsgruppe ware bestraft?

3. Wéi iwwerpréift d'Regierung, ob d'Masken (chirurgesch Masken an FFP2/KN95/N95 oder anerer), déi si kaf huet, den europäische Standarde fir en Asaz am medezinesche Beräich entsprechen?

4. Ass et richteg, dass zu Lëtzebuerg just nach FFP2-Masken a keng KN95- oder N95-Maske méi verkaf däerfe gi fir den Asaz am medezinesche Beräich?

5. Stinn de Professionellen aus dem Beräich vun der Santé aktuell genuch FFP2-Masken zur Verfügung, déi den europäischen Norme fir en Asaz am medezinesche Beräich entsprechen?

Falls net: Denkt d'Regierung driwwer no, Masken, déi zwar net als FFP2-Maske gekennzeichnet sinn, mee konform zu den EN-Norme sinn, fir en Asaz am medezinesche Beräich zouzeloussen (beispillsweis KN95-Maske mat enger EN14683 Kennzeichnung)?

6. Wéi probéiert de Ministère fir Konsumentenschutz, Persounen, déi sech wëlle Maske kafen, fir sech virum Covid-19 ze schützen, viru Verkeever mat mangelhafte Produkten ze protegéieren?

Réponse commune (24.12.2020) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé, et de **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie :

ad 1. Mam Ausbroch vun der Pandemie am Mäerz dëst Joer waren d'Marché vu verschidde Schutzmaterial saturéiert an et war net méi möiglech, déi néideg Quantitéiten u Schutzmaterial an Europa ze kafen. Aus deem Grond huet d'Cellule logistique vum Gesondheetsministère Schutzmaterial a China akaf.

Dëst Material gouf ènnert dem zäitlech befristeten Arrêté vum Wirtschaftsministère vum 2. Abréll 2020 kaf an op de Marché bruecht. Dësen Arrêté gëtt eng Derogatioun zum europäische Reglement (UE) 2016/425 iwwert d'„équipements de protection individuelle“ (EPI), an huet et esou erméiglecht, d'Masken, déi equivalenten auslänneschen Normen entsprechen (wéi zum Beispill KN95- an N95-Masken), konform zu der EU-Legislatioun op de Lëtzebuerger Maart ze bréngen.

D'Cellule logistique huet decidéiert, d'Masken aus dem Stock national dem belschen ATP Test ze ènnerzéien, dést no internationale Meldunge vu Masken, déi net déi néideg Filtratioun hunn. Dës Tester si vum belschen SPF Économie (Ministère de l'Économie) ausgeschafft gi fir ze assuréieren, dass d'Masken déi néideg Schutzmesuren erfüllen, woubái haaptsächlech d'Filtratioun vum Mask getest gëtt.

Bei dësen Tester huet sech erginn, dass Maske vun zwee verschidde Hiersteller, déi als KN95 gekennzeichnet waren, net déi néideg Filtratioun vu 94 % erreicht hunn. Am Ganzen handelt et sech dobäi ém 850.000 Masken.

ad 2. Vun den uewegenante Maske goufen der am Ganzen 279.400 verdeelten. Dovu sinn der 200.000 un d'Klinicke verdeelten ginn, fir et hinnek ze erläben sech ee Reservestock zouzeleeën. Weider 63.000 Maske goufen un d'Zäindoktere verdeelten, a 16.400 Maske goufen u staatlech Administratiounen verdeelten. D'Cellule logistique huet dës Masken zeréckgeruff an den Destinatäre Masken offréiert, déi iwwer déi néideg Filtratioun verfügt hunn. Et goufe keng FFP2-Masken u Privatleit verdeelten.

ad 3. Masken, chirurgesch Masken an FFP2-Maske musste konform zu der applicabeler Legislatioun

sinn a CE markéiert sinn. De CE Marquage impliziert, dass d'Masken enger Prozedur zur Evaluatioun vun der Konformitéit ènnerzu goufen. Den Hiersteller stellt eng „déclaration de conformité“ aus. Bei FFP2-Masken ass zousätzlech en Organisme notifié/benannt Stell an der Evaluatiounsprozessur impliziert an de CE Marquage ass vu véier Nummere suivéiert.

D'Masken déi ènnert dem zäitlech befristeten Arrêté vum Wirtschaftsministère vum 2. Abréll 2020 kaf an op de Marché bruecht goufen, huet d'Cellule logistique Tester duerchfeiere gelooss.

ad 4. FFP2-Masken sinn „équipements de protection individuelle“ (EPI) a mussen dem europäische Reglement (UE) 2016/425 entsprechen, fir op den europäische Marché gesat kënnen ze ginn/kommerzialiséiert kënnen ze ginn, onofhängeg dovun, ob dat fir de medezinesche Beräich ass oder net.

Den zäitlech befristeten Arrêté vum Wirtschaftsministère vum 2. Abréll 2020, deen et erlaabt huet Schutzmaterial ouni CE Marquage op de Lëtzebuerger Marché ze bréngen, ass um Enn vum État de crise ofgelaf.

Allgemeng dierfen um Lëtzebuerger Marché also keng KN95- oder N95-Maske méi verkaf ginn. Et däerfen némme Schutzmaske verkaf ginn, déi konform zum europäische Reglement UE 2016/425 sinn, wéi zum Beispill d'FFP2-Masken.

ad 5. D'Cellule logistique ass bis haut an engem regelméisseg Echange mat de Spideeler, fir èmmer genee ze wëssen, ob et Enkpäss um Marché gëtt oder net. Keen Indicateur weist am Moment drop hin, dass et Enkpäss um Marché vun den EPI-e gëtt.

ad 6. D'Kommunikatioun an déi regulär Aktivitéit vun der Surveillance vum Marché erméiglechen et, net konform Produite vum Marché ze verbannen.

Den ILNAS (Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services) ènnerhëlt, als kompetent Autoritéit fir d'Surveilance de Marché vun de perséinleche Schutzequipmenter (EPI), déi néideg Mesuré wat d'Kontrollen an de Geschäftter betréfft.

Den ILNAS féiert stéchprouwenaarteg Kontrollen an de Geschäftter an Apdikten duerch, fir eventuell net konform Schutzmasken ze detektéieren. Falls bei dëse Kontrollen net konform Maske fonnt ginn, ginn déi néideg Mesuren ènnerholl, fir dës Masken vum lëtzebuerger Marché zeréckzezéien, respektiv beim Benutzer zeréckzeraffen. Des Weidere kontrolléiert den ILNAS Schutzmaske vun zweihälften Qualitéit, op déi en duerch extern Ufroen oder Informatiounen opmierksam gemaach gouf.

Den ILNAS mécht och de Suivi vun der wéchtelecher Lësch vum europäische Schnellwarnsystem vun der Europäischer Kommission, wou all déi geféierlech Produiten, déi vun anere Memberstaaten notifiéiert goufen, drop stinn. Am Fall wou Schutzmasken och zu Lëtzebuerg am Èmlaf kéinte sinn, ginn déi néideg Mesuren ènnerholl, fir dës Masken aus dem lëtzebuerger Marché zeréckzezéien, respektiv beim Benutzer zeréckzeraffen. Den ILNAS informéiert an deem Fall och de Krisestaf.

Question 3182 (20.11.2020) de **Mme Diane Adehm** (CSV) concernant l'immeuble « Darwin » situé à la Cloche d'or :

Dans un article paru le 18 novembre 2020 sur reporter.lu, il est question de « liaisons à risque » de l'ancien Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense et de la Sécurité intérieure et Ministre de la Santé avec un promoteur immobilier luxembourgeois.

Fin décembre 2017, ledit ministre aurait pour ses besoins personnels signé un contrat de bail pour trois ans avec une société appartenant audit promoteur. Il aurait même eu droit à trois mois et demi de gratuité de loyers. Au-delà, le loyer aurait été largement en deçà des prix du marché.

Pour de prétextées raisons d'économie, il cherchait, dans sa fonction de ministre des services de la Force publique, à regrouper dans un même immeuble lesdits services. Et c'est en 2018 que les services du Ministère des Finances tombent sur le projet Darwin en cours de réalisation par le promoteur susmentionné.

L'article de presse fait ensuite état de discussions ayant eu lieu avec les représentants de l'état-major, de la Direction de la défense, du ministre de tutelle et des membres de son cabinet autour du contrat à signer.

- Il aurait été question du prix du bâtiment estimé à quelque 60 millions d'euros et de la nécessité de passer par une loi de financement.

- Le scénario initial portait sur une procédure de location-vente permettant de diminuer le prix en dessous des 40 millions d'euros, la construction envisagée aurait été « monstrueuse » et aurait risqué à aboutir à un prix d'achat final de 60 à 70 millions d'euros.

L'ancien ministre aurait d'ailleurs fait pression sur ses services pour faire avancer le dossier avant les élections de 2018.

Après les élections d'automne 2018, le projet rejoint au Ministère de la Santé à la tête duquel se trouve l'ancien Ministre de la Défense. Ledit ministre nie avoir été impliqué dans les négociations du contrat liant actuellement l'Etat au promoteur immobilier. Il renvoie la balle au Ministère des Finances. En tout état de cause, les conditions exactes du bail finalement conclu n'ont pas été communiquées.

Au vu de tout ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'Etat, à Monsieur le Ministre des Finances, à Monsieur le Ministre de la Défense et à Madame le Ministre de la Santé :

- Le Gouvernement peut-il nous communiquer le détail du contrat liant l'Etat audit promoteur au Ban de Gasperich ?

• S'agit-il d'un contrat de location-bail ?

• Quelle est la durée du bail, le loyer à régler par l'Etat et pour quelle surface ?

• Quel est le prix final à payer (loyers compris) ?

- Le Gouvernement peut-il nous indiquer s'il est de pratique courante de recourir à un contrat location-vente pour ne pas dépasser le plafond rendant nécessaire le passage par une loi de financement ? Combien de contrats de location-vente l'Etat a-t-il conclu dont le prix global (loyers compris) dépasse 40 millions d'euros ? Où sont localisés ces immeubles ?

- Quand les ministres, voire les services étatiques, ont-ils pour la première fois signalé au promoteur immobilier leur intérêt pour la location/l'acquisition dudit immeuble ?

- Les ministres peuvent-ils nous fournir un récapitulatif des négociations menées avec ledit promoteur au sujet de l'immeuble en question ?

- Le Gouvernement peut-il confirmer que ledit immeuble devait à l'origine héberger les services de la défense et de l'armée ? Comment se fait-il que l'immeuble en question doive actuellement accueillir les services du Ministère de la Santé ? L'ancien Ministre de la Défense et ancien Ministre de la Santé y était-il pour quelque chose ?

- Les ministres disposent-ils d'informations d'une implication directe ou indirecte de l'ancien Ministre de la Défense et de la Santé dans les tractations contractuelles ? Les ministres disposent-ils d'informations sur le fait que les services du Ministère de la Défense, voire de la Direction de la défense, auraient été mis sous pression pour faire aboutir ledit contrat encore avant les élections d'octobre 2018 ?

Réponse commune (18.12.2020) de **M. Pierre Gramegna**, Ministre des Finances, de **M. François Bausch**, Ministre de la Défense, et de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé :

D'abord il y a lieu de préciser qu'en ce qui concerne l'immeuble en question sis rue Charles Darwin à Luxembourg, il ne s'agit pas d'un contrat de location-vente, mais d'un contrat bail de neuf ans, assorti d'une option d'achat au profit de l'Etat. L'option d'achat pourrait, le cas échéant, être tirée pendant une période de 30 mois après la remise du bâtiment à l'Etat.

L'immeuble dispose de surfaces de bureaux de 4.676 m², de surfaces d'archives de 508 m² et de 34 emplacements parking.

Le prix fixé dans le contrat de bail correspond aux conditions de marché usuelles pour ce type d'immeuble. En ce qui concerne l'option d'achat prévue dans le contrat au profit de l'Etat, celle-ci s'élève à 41,31 millions d'euros.

Lors de chaque projet de prise en location d'un nouvel immeuble, il est de pratique courante d'essayer de négocier avec le propriétaire de l'immeuble une option d'achat. Ceci permet à l'Et



en 2017 et avaient effectivement pour but de trouver un immeuble pour y loger les services de la défense et de l'armée.

Lorsque le nouveau Ministre de la Défense a repris son ressort en décembre 2018, il a réévalué le projet pour lequel un avant-projet détaillé (APD) n'avait pas encore été validé. Il est arrivé à la conclusion que l'immeuble n'était pas adéquat pour la défense. Par ailleurs, au regard des spécificités du projet, dont l'envergure aurait dépassé les 40 millions d'euros, le ministre ne souhaitait pas investir dans un bâtiment dont l'État n'aurait été que locataire avec option d'achat, avant le vote d'une loi autorisant, le cas échéant, un tel achat.

Suite à ce constat, les mesures spéciales de sécurité requises pour la défense ont été abandonnées et il a été décidé d'orienter les planifications en cours dans le sens d'un immeuble de bureau normal. Ceci a d'ailleurs permis d'augmenter sensiblement le taux d'occupation potentiel de l'immeuble jusqu'à 200 personnes.

Lorsque le nouvel accord de coalition 2018-2023 prévoyait d'affecter le site de la Villa Louvigny à d'autres fins, une solution de rechange a été recherchée pour les occupants de ce site. À ce moment, l'immeuble Darwin s'est montré être une alternative adéquate pour satisfaire à ce besoin.

Les ministres n'ont pas d'informations sur une implication directe ou indirecte de l'ancien Ministre de la Défense et de la Santé dans les négociations.

Question 3184 (20.11.2020) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant l'extension du réseau de fibre optique :

D'Post hat sech d'Zil vun engem flächendeckenden Ausbau vum Glasfasernetz gesat. Pro Joer ginn an dësen Ausbau ronn 30 Milliouen Euro investéiert, zousätzlech kommen nach 50 Milliouen déi nächst Joren derbäi. D'Coronapandemie, verbonne mat Heemaarbecht, huet gewisen, datt dësen Ausbau vu Wichtegkeet ass.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Wirtschaftsminister:

1. Wéi vill Kilometer Glasfaser goufe bis elo verluecht?

2. Wéi vill Kilometer Glasfaser bleiwen nach ze verleeën, fir datt all Stot am Land un de Reseau ugeschloss ass?

3. Bis wéini kann een ongefíerder dímat rechnen, datt de ganze Reseau am Land op Glasfaser ausgebaut ass?

4. Huet d'Post e verbindleche Kalenner? Wéi vill Retard huet d'Post par rapport zu deem leschte verbindleche Kalenner, dee si annoncéiert oder publiziert hat?

5. Ass séchergestallt, datt all Resident ka vun der Glasfaser profitéieren an datt och an Appartementshaiser de Glasfaseruschloss fir all Partei méiglech ass?

Réponse commune (18.12.2020) de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, et de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias :

Wann et ém den Uschloss vun all Resident un den ultra-séieren Internet geet, ass et wichteg ze wëssen, dass et nieft der Glasfaser och aner Technologië wéi z. B. de Koaxkabel oder 5G gëtt, déi den Accès op den ultra-séieren Internet erläben, esou wéi dëst och an der Antwort op d'parlementaresch Froen 2872 an 3018 beschriwwen gouf. Donieft ass POST Lëtzebuerg och net deen eenzegen Operateur vun engem Glasfasernetz am Land.

POST Lëtzebuerg gëtt op Nofro hin un, dass se Enn 2019 méi wéi 1.371.000 km Glasfaser verluecht hat. Wat d'Quantitéit vu Kabel, déi nach ze verleeën ass, ubeet, weist POST drop hin, dass dëst vu ville Facteuren ofhänkt, zum Beispill wat fir Weeér benotzt ginn, wéi vill Kapazitéit gebraucht gëtt, wou a wéi vill gebaut gëtt an ob dëst Wunnquartieren, Industrie- oder Aktivitéitszone sinn. Et ass also net méiglech, eng genee Zuel ze nenne vu Kilometer Glasfaser, déi nach ze verleeë sinn.

POST weist drop hin, dass se d'Extensioun vum hirrem Netz als Operateur plangt, deen en akzeptabele Rendement fir seng Investitiounen erwirtschaften wëllt, an déi néideg Schancker och wéinst dem Impakt op d'Awunner an d'Wirtschaft op e Minimum reduzéiere wëllt. Esou Infrastrukturaarbechte ginn also vu POST, wann et némme geet, zesumme mat de Gemengen, der Administration des ponts et chaussées an anere Concessionnaire vun énnierdeschen Netzer wéi Stroum, Waasser a Gas koordinéiert. Eng konkreet Virausso, wéini de ganze Reseau steet, ka POST dowéinst net maachen.

POST erkläert, dass se d'Glasfaser bis an d'Gebai eraleet, dat heescht bis bei de Boitier vun der POST. Dat gëllt fir all Zort vu Gebai, also och fir Appartementshaiser. Am Appartementshaus selwer ass et

awer um Proprietaire, oder un de Proprietairen, fir eng intern Verkabelung vun den eenzelen Wunnuniten ze maachen, esou wéi dat an den Antwerten op d'parlementaresch Froen 2872 vum 22. September 2020 an 3018 vum 22. Oktober 2020 erkläret gouf. Wéi an der Antwort op d'parlementaresch Fro 3018 och beschriwwen, ass am Fall vun engem Koaxschloss, wann dee schonn an Appartementshaiser läit, keng Modifikatioun un der interner Verkabelung néideg.

Question 3185 (20.11.2020) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant les transports publics dans le contexte de la pandémie de la Covid-19 :

An engem Artikel vum 17. November am Tageblatt ass rieds iwwert voll Busser beim TICE. Wéi den TICE-Direktor hei am Interview erklärt, hat den TICE op ee Lockdown säitens der Lëtzebuerger Regierung spekuléiert an de Fuertakt vu verschidde Buslinne reduziert, fir méi Kapazitéite fir de Schülertransport ze hunn. Och wann den TICE net vum Staat, mee vun engem Gemengesyndikat verwalt gëtt, esou ass den éffentlechen Transport, virun allem a Coronazäiten, vun allgemengem éffentlechen Interessi an dem Passagéier ass et a leschter Instanz egal, wéi eng éffentlech Organisationen organiséiert. Voll Busser sinn, egal wou am Land, ze evitéieren, wann d'Zil soll sinn, datt d'Passagéier kënnen d'Gestes barrières an d'Sécherheitsdistanzen zoueneen anhalen. Dat war, wéi op ville Fotoen am Netz ze gesi war, an de leschte Wochen, virun allem zu Spëtzestonnen, net de Fall.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Gouf de Minister am Viraus iwwert d'Reduktioun vum Takt beim TICE a Kenntnis gesat?

Falls jo, wat war seng Reaktioun?

2. Gouf de Minister des Weidere vun de Responsable vum TICE kontaktéiert, fir d'Fueraktivitéiten vum TICE am Kader vun der Coronapandemie ze éinnerstëtzen?

3. Ass de Minister der Meenung, datt den éffentlechen Transport - speziell a Coronazäiten - iwwerall am Land sollt zu de Spëtzestonnen um Maximum lafen, wat de Fuertakt an d'Kapazitéite betréfft, an dat am Interessi vun der Gesondheet vun de Passagéier an onofhängeg dovunner, ob d'Busser énnert engem Gemengesyndikat oder énnert dem Minister senger Responsabilitéit fueren?

4. Besteet d'Méiglechkeet, datt de Minister mam TICE kéint zesummeschaffen, fir de Fuertakt vum éffentlechen Transport am Süde vum Land op engem héijen Niveau ze halen a soumadder d'Sécherheitsdistanze vun de Passagéier am éffentlechen Transport kënnen ze garantéieren?

5. Ass et, zum Beispill, méiglech, datt den TICE vu staatlecher Säit aus kéint Buschauffere geléint kréien, fir de Fuertakt zu Spëtzestonne kënnen ze assuréieren?

6. Wäert de Minister wärend dëser Pandemie derfir suergen, datt d'Gestes barrières an d'Distanzen zoueneen iwwerall am éffentlechen Transport kënnen assuréiert ginn?

Réponse (01.12.2020) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

Allgemeng ass zum Sujet Covid-19 am éffentlechen Transport ze soen, dass de gesamten éffentlechen Transport dermat ze kämpfen huet, wann d'Fuerpersonal a Quarantän oder krank ass. Dës Pandemie stellt och de Secteur vum éffentlechen Transport viru grouss Herausforderungen. D'Kapazitéitsproblemer goufen é. a. och scho vum honorablen Deputéierten an anere parlamentaresche Froen opgeworf, esou z. B. N° 2769, wou schonn drop hi gewise gouf, dass net all Schoulfaarte kéinte verduebelt ginn, well net esou vill Reserven, weeder u Bussen nach u Chaufferen, disponibel sinn.

Als Mobilitéitsminister kucken ech permanent mat menge Mataarbechter, zesumme mat den Acteuren um Terrain, fir d'Offer der Situationsunzepassen, am Sénn vun der gesondheetlecher Sécherheet fir d'Benutzer, do wou et nouwenneg ass a wann et och méiglech ass.

ad 1. De Mobilitéitsministère ass vun der Mesure vun der Taktreduktioun beim TICE am Viraus a Kenntnis gesat ginn.

Dëst ass am Aklang mat de Consignen, fir prioritär de Schoultransport ze garantéieren. An der offizieller Kommunikatioun vun de Ministere François Bausch a Claude Meisch war déi Prioritéit kloer annoncéiert ginn.

ad 2. De Mobilitéitsministère ass a stännegem Kontakt mat all den Operateuren, och mam TICE, fir sech auszetauschen an een deen aneren ze énnertstëtzen.

ad 3. All Operateur probéiert och a Coronazäiten, fir den Zerwiss opechzeerhalen, besonnesch an de Spëtzestonnen. Dëst ass fir all Operateur wichtig

an et gëtt keen Énnerscheed gemaach, ob et sech elo ém den TICE-Reseau handelt oder den RGTR-Reseau. Ma et ginn awer leider Limitten, souwuel beim Fuerpark ewéi och bei de Chaufferen. An dësem Fall ass eis éischt Prioritéit, de Schoultransport ze füeren, duerno geet et dréims, den Zerwiss flächendeckend opechzeerhalen. Eng vun den éischt Mesuren ass et deemno, fir den Takt ze reduzieren. Dëst geschitt haapsächlech an den Niewenzäiten an net an de Stousszäiten, wou och am regulären éffentlechen Transport vill Leit matfueren. D'Taktreduzeierung vum TICE ass éeréisch no der Spëtzestonn, vun 8.45 Auer un, op verschidde Linnen émgésat ginn.

ad 4. Wéi scho geschriwwen, schafft de Minister scho mam TICE zesummen, mee muss mat all den Operateuren zesummeschaffe fir den Zerwiss opechzeerhalen, a kéint net einfach Fuerpersonal vum RGTR ewechzéien, wann do och keng Reservéi ass. Den TICE fiert vum 23. November 2020 un op zwou Haaptlinnen erëm riicht duerch am Véierelstontakt.

ad 5. De Mobilitéitsministère iwwerpréift den Ament, wéi ee ka geziilt do d'Bussen assetzen, wou se och wierklech gebraucht ginn, a wéi ee kéint op zousätzlech Personal zréckgräifen. De Moment gouf eng Léisung fonnt, fir souwuel den Takt am Süden ze füeren a gläichzäitig d'Schoulfaarten ze verstären.

Question 3186 (20.11.2020) de M. Marc Baum (déi Lénk) concernant l'évolution du chômage durant la pandémie de la Covid-19 :

L'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) publie tous les mois un bulletin avec les chiffres-clés du marché de l'emploi. Ces bulletins montrent qu'une augmentation considérable du nombre de personnes au chômage a pu être constatée à la suite des effets économiques de la pandémie de la Covid-19 et que ces chiffres - même si une légère baisse a pu être observée en été - se situent toujours largement au-dessus du niveau pré-Covid. Selon les projections macroéconomiques à moyen terme du Statec publiées en septembre 2020³, le taux de chômage resterait élevé en 2021 et en 2022 et pourrait même atteindre 8 % ou plus si la pandémie connaissait une résurgence.

Même si les bulletins précités donnent un aperçu sur un nombre restreint de chiffres en relation avec le chômage et le marché de l'emploi, ils ne donnent pas nécessairement des indications sur les évolutions des chiffres et les dynamiques au sein des différentes catégories de personnes inscrites au chômage, surtout pendant une période de crise marquée par des mutations importantes et abruptes de la population au chômage. De plus, ils ne permettent pas de cerner les effets des mesures en matière d'insertion qui ont été prises au début de l'été en réaction à la hausse du chômage.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'emploi :

1) Quel est le nombre des personnes qui sont inscrites à l'ADEM depuis le début du confinement du 16 mars 2020 ? Quel est le nombre des demandeurs d'emploi qui ont pu trouver un emploi rémunéré ou pour lesquels un emploi rémunéré a pu être trouvé par l'ADEM depuis la décision de confinement en mars 2020 ?

2) Combien de personnes dont l'inscription comme demandeur d'emploi à l'ADEM est postérieure au début du confinement du 16 mars 2020, ont entre-temps retrouvé un emploi rémunéré ? Combien de personnes restent inscrites à l'ADEM comme demandeur d'emploi ?

3) Combien de demandeurs d'emploi indemnisés sont concernés par une prolongation de leurs droits aux indemnités de chômage sur base de l'article L. 521-11 du Code du travail ?

4) Combien de demandeurs d'emploi sont actuellement encore inscrits à l'ADEM qui perçoivent encore des indemnités de chômage du fait que la période de l'état de crise a été neutralisée pour le calcul de la durée des droits aux indemnités ?

5) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si possible la part des emplois à durée indéterminée parmi tous les emplois trouvés par des demandeurs d'emploi depuis le début du confinement en mars 2020 ?

6) Quelle est la part des postes vacants à durée déterminée déclarés auprès de l'ADEM par rapport à la totalité des postes déclarés ? Cette part a-t-elle évolué depuis le début du confinement en mars 2020 ?

7) Combien de demandeurs d'emploi ont accepté un contrat de réinsertion-emploi depuis que les conditions d'accès à ce type de contrat ont été élargies à tous les demandeurs d'emploi âgés de 30

ans au moins et inscrits depuis au moins un mois à l'ADEM ?

8) Combien de demandeurs d'emploi ont accepté un stage de professionnalisation depuis que les conditions d'accès à ce stage ont été élargies à tous les demandeurs inscrits depuis au moins un mois à l'ADEM ?

9) Combien de jeunes âgés de moins de 30 ans se sont inscrits comme demandeurs d'emploi à l'ADEM depuis le début du confinement ? Parmi ces personnes, combien sont à la recherche d'un premier emploi ? Quelle est la part des jeunes inscrits auprès de l'ADEM bénéficiant de l'indemnité de chômage ?

10) Parmi les jeunes demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, combien font actuellement partie d'une mesure d'emploi dans le cadre du dispositif garantie jeunesse ? Comment a évolué le nombre de jeunes concernés par le dispositif de la garantie jeunesse depuis le début du confinement en mars 2020 ?

11) Monsieur le Ministre peut-il également nous fournir des données sur l'évolution des durées d'inscription au chômage et d'inactivité ainsi que sur le niveau de diplôme des jeunes demandeurs d'emploi ayant intégré une mesure du dispositif garantie jeunesse depuis le début du confinement en mars 2020 ?

Réponse (15.12.2020) de M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

ad 1) Entre le 16 mars et le 30 novembre 2020, l'ADEM a ouvert 22.970 dossiers de demandeurs d'emploi. Pour savoir si un demandeur d'emploi a trouvé un emploi, l'ADEM calcule un indicateur appelé « sorties vers l'emploi ». Cet indicateur recense les demandeurs d'emploi qui occupent un emploi rémunéré au Luxembourg, trois mois après la clôture de leur dossier à l'ADEM. Le recul est nécessaire pour avoir des chiffres suffisamment stables et fiables. À l'heure actuelle, l'indicateur des sorties vers l'emploi est disponible jusqu'à la fin de juillet 2020. D'après cet indicateur, 5.317 personnes, dont le dossier était clôturé entre le 16 mars et le 31 juillet 2020, se trouvaient en emploi trois mois après.

ad 2) Parmi les 22.970 personnes qui se sont inscrites à partir du 16 mars 2020, 2.220 ont retrouvé un emploi et 12.508 sont toujours inscrites (en date du 30 novembre 2020). Comme au point précédent, les sorties vers l'emploi ne concernent que les demandeurs d'emploi dont le dossier a été clôturé entre le 16 mars et le 31 juillet 2020.

ad 3) 12.460 personnes sont concernées par la prolongation de leurs droits.

ad 4) Au début du mois de décembre 2020, 7.317 personnes se trouvent dans cette situation.

ad 5) Cette information n'est pas disponible dans les données que l'ADEM exploite pour calculer les sorties vers l'emploi.

ad 6) De mars à novembre 2020, 15 % des emplois déclarés à l'ADEM étaient des contrats à durée déterminée et 15 % des missions de travail intérimaire. De mars à novembre 2019, 12 % des emplois déclarés à l'ADEM étaient des contrats à durée déterminée et 11 % des missions de travail intérimaire. Le tableau ci-dessous renseigne l'évolution mensuelle de ces taux entre janvier 2019 et novembre 2020.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 7) Entre le 24 juillet 2020, date où les conditions d'accès ont été élargies, et le 30 novembre 2020, 104 contrats de réinsertion-emploi ont été signés.

ad 8) Entre le 24 juillet 2020, date où les conditions d'accès ont été élargies, et le 30 novembre 2020, 181 stages de professionnalisation ont été signés.

ad 9) Entre le 16 mars et le 30 novembre 2020, 8.765 personnes âgées de moins de 30 ans se sont inscrites comme demandeur d'emploi à l'ADEM. Parmi elles, 2.411 déclarent être à la recherche d'un premier emploi. Parmi tous



le cadre de la garantie pour la Jeunesse. Les durées d'inscription (au début de la mesure) et les niveaux d'éducation de ces jeunes sont affichés dans les deux tableaux ci-dessous.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3187 (23.11.2020) de **M. Sven Clement (Piraten)** concernant la réduction de l'offre des transports publics :

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 2917, hunn ech de Minister iwwert d'Ännnerungen um RGTR-Netz befrot. De Minister huet a senger Äntwert uginn, dass et nëmme bei enger eenzeger Buslinn zu enger Reduzéierung vun de Frequenze komm ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Fros stellen:

1. Ass d'Linn 192 (Bous-Weiler-la-Tour-Luxembourg) déi eenzeg, bei där d'Frequenz erofgesat gouf?

Bei wéi ville Buslinne gouf d'Frequenz vun den Trajet reduzéiert?

2. Wéi vill Buslinne fueren elo manner Arrêteun un ewéi virum 13. September?

Réponse (01.12.2020) de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics** :

Ogrond vu menger Äntwert zur parlamentarescher Fro N° 2917 fäert den honorablen Députéierten, dass et zu enger Reduzéierung vun der Offer am öffentlechen Transport um Busnetz vum RGTR kënnet. An déser Äntwert hat ech bestätigt, dass et bei der Linn 192 Bous-Weiler-zum-Tuerm-Létzebuerg an den Niewestonnen zu enger Reduzéierung vum Takt kënnet.

An den öffentlechen Informatiounswender zur Reorganisatioun vun de Buslinne vum RGTR, déi am November an Dezember iwwer live-Streaming stattfannen, gëtt ganz kloer gesot, dass den neie Reseau eng beträchtlech Erhébung vun de Kilometerleeschunge mat sech bréngt. Et ass bei der konkreeter Emsetzung gekuckt ginn, op Basis vun de sëllegen Donnéeën a Studien, fir de Bierger eng Offer unzubidden, déi op d'Besoinen ofgestëmmet ass, esou wéi et néideg a vertriebar ass. Den neie Fuerplang ass ugepasst ginn, esou datt mir elo eng equitabel Verdeelung vun der ÖPNV-Offer hunn.

Streng geholl ass d'Linn 192 net déi eenzeg, bei där d'Frequenz no ennen ugepasst gouf.

Ech wéll mir awer net soe loossem, dass meng Äntwerten net transparent oder souguer falsch wieren.

Beim neie Reseau geet et net duer, eenzel Linnen erauszippen, fir dann ze soen, eng Linn huet e manner gudden Takt, oder manner Arrêteun, an dat dann als Verschlechterung un de Pranger ze stellen. Et muss een et als Ganzt gesinn, well de Reseau ass komplex opgebaut, an et gëtt net just schwarz a wäiss. An de Reseau ass, ech widderhuelen et émmer nees, op d'Donnéen aus de Comptagen an de Studien opgebaut.

Bei verschidde Linne gëtt d'Frequenz op der Linn zwar erofgesat, wat kéint bedeuten, dass déi betraffen Dierfer net esou dacks e Bus hunn. Allerdéngs ginn d'Linnen op verschidde Plazzen esou matenee kombinéiert, fir dass se op engem gewëssenen Deel vun Trajet am Zesummespill erëm méi en héijen Takt ubidden, well d'Leit kënnen op e puer Linnen zréckgräifen.

D'Linnen 192, 194 an 195, déi all eng Funktioun „Eurobus“ haten, d. h. dass hiren Trajet an der Stad dee selwechte war an d'Bussen téschent Bouneweg Route de Thionville iwwert d'Gare am Hamilius op de Kierchbierg gefuer sinn, fir op där Streck och e reng urbane Verkéier ze assuréieren, fueren net méi den Trajet esou wéi virdrun; d'Linn 144 ass komplett iwwerschafft ginn. Genee déi Streck duerch d'Stad, also Bouneweg-Gare-Hamilius-Kierchbierg war awer eigentlech d'Ursaach, wisou den Takt esou héich war. Eleng duerch d'Passagéier vun de regionalen Dierfer wier déi staark Frequenz net gerechtfertegt gewiescht. Dës Uertschaften hu jorelaang vun enger iwwerproportionaler Offer profitéiert, wann ee mat aneren Nopeschdierfer vergläicht.

Duerch d'Aféiere vum Tram verléiert den RGTR an haapsächlech déi Eurobus-Linnen hir Funktioun an der Stad. Schlusseendlech geet et dréms, de Kär vun der Stad ze entlaaschte vun de regionale Bussen. Doduerch, ass et fir dës Linnen zu enger Reduktoun vum Takt komm, wat vu veschiedene Lokalitéiten an deene betraffene Bierger als Verschlechterung vun der Offer ugesi gëtt.

D'Fro, wéi vill Buslinnen elo manner Arrêteun ufuere wéi virum 13. September, ass net global ze beäntwerfen.

- Déi nei Express-Buslinne fueren z. B. manner Arrêteun, fir méi séier ze sinn; dofir fueren déi regional Buslinnen, déi parallel dozou fueren, eng besser Téschebedienung mat méi Arrêteun.

- Bei ville Linnen ass den Trajet geännert. Doduerch ass d'Zuel vun den Arrêteun net méi déi selwecht.

- Bei der Reorganisatioun ass Wäert drop geluecht ginn, dass all Awunner am Ëmkrees vun ca. 500 m eng Méiglechkeet huet, op den öffentlechen Transport zréckzegräifen.

Question 3188 (23.11.2020) de **MM. André Bauler et Max Hahn (DP)** concernant le taux de TVA réduit dans le cadre des travaux de construction d'un logement :

Afin de stimuler la création de logements, l'État soumet les travaux de construction d'un logement au taux de TVA réduit de 3 %, à condition qu'il soit affecté à des fins d'habitation principale pendant un délai de deux ans. À défaut de répondre à ces conditions, les investisseurs doivent payer le taux normal de la TVA sur l'achat de biens immobiliers qui s'élève à 17 %. En outre, certains cas de figure empêchent une application directe du taux de TVA réduit et impliquent dès lors une demande de remboursement de TVA.

En observant les offres des sociétés de construction immobilière, on constate que la majorité des prix annoncés sont calculés à partir du taux de TVA réduit. Cette pratique d'affichage des prix constitue cependant un risque pour le consommateur dans le sens qu'il n'est informé que du plafond minimal des coûts de son investissement.

Dans leur réponse à la question parlementaire n° 1301 du 8 octobre 2019, Madame la Ministre de la Protection des consommateurs et Monsieur le Ministre du Logement ont annoncé qu'ils analyseraient la possibilité de standardiser les annonces de biens immobiliers afin de contribuer à une meilleure transparence des prix.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

- Madame la Ministre a-t-elle abordé cette problématique lors de ses dernières entrevues avec la Chambre immobilière ? Dans l'affirmative, quelles conclusions ont été retenues ?

- Madame la Ministre peut-elle informer sur l'avancement de son idée de standardiser les annonces de biens immobiliers ? Est-ce qu'au cours de cette année de nouvelles mesures ont été décidées, voire seront encore mises en œuvre afin d'harmoniser l'affichage des prix immobiliers ?

- Madame la Ministre se propose-t-elle d'introduire, dans un avenir proche, une loi exigeant l'application du taux normal de TVA (17 %) pour les prix affichés par les sociétés de construction immobilière ?

- Quels autres moyens pourrait-elle envisager pour assurer la transparence des prix sur le marché immobilier ?

Réponse (17.12.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs** :

Les travaux pour faire avancer le dossier concernant une meilleure transparence des annonces immobilières sont actuellement en cours.

Concernant la question relative à l'indication du taux de TVA dans les publicités de vente de biens immobiliers, il y a lieu de distinguer selon la qualité de l'acheteur considéré.

Un acheteur qui souhaiterait faire l'acquisition d'un bien à des fins d'habitation, ne sera pas induit en erreur par l'indication du taux réduit de 3 % dès lors qu'il lui est applicable. En revanche en cas d'acquisition par un acheteur expérimenté à des fins d'investissement, la qualité d'acheteur averti permet difficilement de conclure à un risque réel de confusion ou d'erreur quant au prix.

Je rejoins toutefois les honorables Députés pour dire que cette situation mérite d'être clarifiée davantage. J'entends dès lors me concerter avec les autres départements compétents pour évaluer l'opportunité d'introduire d'une obligation visant à indiquer expressis verbis dans une annonce « taux de TVA réduit » dès lors qu'il est fait application du taux de 3 %.

Question 3189 (23.11.2020) de **M. Max Hahn (DP)** concernant le non-respect du port du masque dans les transports publics :

Et ass mir scho méi dacks zu Ouere komm, respektiv ech hunn et selwer erlief, dass émmer nees Leit d'Obligation, eng Mask am öffentlechen Transport unzedoen an déi och während dem ganzen Trajet unzehalen, net respektéieren.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechte follgend Frostellen:

- Gehéiert et zu den Aufgabe vun den Zuchbegleeder, d'Clienten op d'Maskeflicht hinzuweisen?

- Falls jo, dierfen d'Zuchbegleeder Passagéier, déi sech net drun halen, op iergendeng Manéier sanktionéieren?

- Falls net, op wéi eng Manéier gedenkt den Här Minister, de Respekt vun der Maskeflicht an den Zich duerchesetzen?

- Gi reegelméisseg Stéchprouwen an de Busser gemmaach, fir de Respekt vun der Maskeflicht ze kontrolléieren?

- Wa jo, wat ass d'Resultat vun dëse Kontrollen?

- Huet den Här Minister Donnéeën iwwert d'Heefgekeet vun esou Virfäll, wou e Passagéier sech net un d'Maskeflicht gehalen huet?

Réponse (08.01.2021) de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics** :

D'Zuchpersonal ass ugewisen, fir während de Kontrollgäng an den Zich sécherzestellen, dass all Passagéier d'Maskeflicht respektéiert.

Onglécklecherweis profitéieren awer verschidde Passagéier, fir nom Passage vum Kontroller fir Mask erëm erofzehuelen. Wann d'CFL-Personal feststellt, dass ee Client ouni Mask am Zuch sëtzzt, gëtt dësen onverzüglech gebieden, d'Mask erëm unzedoen. Am Fall vun engem Non-respect, fir déser Fuerderung nozekommen, huet d'Zuchpersonal d'Méiglechkeet, fir de Passagéier aus dem Zuch ze verweisen.

Dem Zuchpersonal ass et rechtlich net erlaabt, d'Passagéier ze sanktionéieren. Dës Méiglechkeet ass der Police an der Douane virbehalen, déi ongekënnet an a reegelméisseg Ofstänn Kontrollen am öffentlechen Transport duerchfieieren.

An deem Zesummenhang huet d'CFL zesumme mat der Douane bis ewell un zéng Deeg an an 49 verschidde Zich Kontrollen organiséiert an si 15 taxéiert Avertissementer ausgestallt ginn.

Am Kader vun enger Kontroll an der Gare Létzebuerg si 65 taxéiert Avertissementer geschriwwen.

Zesumme mat der Police huet d'CFL u véier Deeg a 34 verschidde Zich verstärkt kontrolléiert, woubäi keen taxéiert Avertissement huet missen ausgestallt ginn.

Insgesamt si bei dëse Kontrollen an den Zich 5.192 Leit kontrolléiert ginn.

Do dernieft ginn et keng weider Donnéeën, wou d'Passagéier am Zuch sech net un d'Maskeflicht gehalen hunn.

Question 3190 (23.11.2020) de **M. David Wagner (déi Lénk)** concernant les postes de direction dans les lycées :

Selon mes informations, un grand nombre de directeurs et, surtout, de directeurs adjoints de lycées et de services du MENJE ont démissionné de leurs postes ces dernières années. Il s'agirait, entre autres, des :

directeurs du SCRIPT et du Lycée Hôtelier Alexis Heck ainsi que des directeurs adjoints des lycées et écoles suivants :

- Lycée de Garçons de Luxembourg (LGL),

- Lycée technique d'Esch-sur-Alzette,

- Atert Lycée Réiden (ALR),

- Lénster Lycée International School (LLIS),

- École nationale pour adultes (ENAD),

- Lycée Michel Rodange Luxembourg (LMRL),

- Lycée des Arts et Métiers (LAM),

- Lycée technique de Bonnevoie (LTB),

- Lycée Michel Lucius (MLM).

D'autres, tels les directeurs adjoints de l'École de Commerce et de Gestion et du Lycée classique d'Echternach ont été intégrés dans les services du MENJE, sans pour autant avoir démissionné de leur poste.

De plus, le Service de la formation professionnelle a connu trois directeurs différents en un espace de temps assez court avec en plus au moins un directeur adjoint qui a démissionné de son poste et une directrice adjointe dont le mandat n'aurait pas été prolongé par le Gouvernement.

Ce nombre important de démissions et de changements de service de membres de direction depuis 2014 m'interpelle. Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer les démissions et changements de service énumérés ci-dessus ?

2) Peut-il me fournir les causes qui ont mené à ces démissions et changements de service ?

3) Monsieur le Ministre peut-il me fournir une liste détaillée de toutes les démissions de directeurs et de directeurs adjoints et des chargés de direction depuis 2014, comprenant tous les lycées, écoles et services concernés (donc également les directions de l'enseignement fondamental et celles des centres de compétences), avec une énumération des causes qui ont mené à ces démissions ?

4) Monsieur le Ministre peut-il me fournir la même liste pour la période de 2004 à 2013 ?

Il m'a également été rapporté que certains de ces fonctionnaires ont réintégré d'autres directions de lycées, tel par exemple l'ancienne directrice adjointe du LTB qui est devenue attachée à la direction au LLIS, ou l'ancien directeur adjoint du AR qui lui aussi a intégré la direction du LLIS.

5) Étant donné que Monsieur le Ministre affirme ne plus trouver de personnel adéquat pour occuper les postes de direction dans ses services et les lycées, j'aimerais savoir s'il n'aurait pas considéré de procéder à une politique volontariste et de contacter les fonctionnaires démissionnaires, mais disposant manifestement d'une grande expérience en la matière, pour, à l'instar de ce qui se passe au LLIS, les intégrer dans des directions d'autres lycées et services ?

Réponse (08.01.2021) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse** :

ad 1) - 4) Je puis confirmer qu'un certain nombre de fonctionnaires ont en effet démissionné de leur poste, tandis que le mandat de certains autres n'a pas été renouvelé. Toutefois, je suis au regret d'informer l'honorables Députés qu'en raison des règles qui nous sont imposées en matière de protection des données à caractère personnel, mon Ministère ne dispose pas d'un répertoire des fonctionnaires ayant démissionné de leur poste de direction.

Quant aux raisons à la base d'une démission, elles peuvent être liées à l'état de santé ou à l'âge, de même qu'à un nouveau projet personnel ou professionnel de l'agent en question. En tout état de cause, dans ce domaine aussi, les impératifs résultant de la protection des données à caractère personnel nous interdisent de révéler les causes d'une démission, si tant est qu'elles nous sont connues.

ad 5) Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse mène en matière de pourvoir des postes de direction la politique volontariste souhaitée par l'honorables Député en contactant, en cas de vacance d'un poste de direction, non seulement des fonctionnaires démissionnaires, mais également d'autres fonctionnaires qui, par leur expérience et leurs compétences, répondent aux exigences requises pour l'exercice d'une fonction dirigeante.

Question 3191 (23.11.2020) de **M. André Bauler (DP)** concernant les adaptations au niveau des transports en commun tant au niveau national qu'au niveau de la capitale :

En date du 19 novembre dernier, Monsieur le Ministre a annoncé certaines adaptations au niveau des transports en commun tant au niveau national qu'au niveau de la capitale, qui entreront en vigueur le 13 décembre.

Or, il s'avère que ces modifications risquent d'avoir un impact négatif sur certaines lignes de bus du transport scolaire à proprement parler. En effet, en ce qui concerne la ligne 545 Heiderscheid-Ettelbrück et vu les nouveaux horaires, les élèves arrivent soit en retard à leur lycée (vers 08.03 heures), soit une heure en avance (vers 07.05 heures).

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre est-il au



- Par conséquent, mes services ont déjà réagi à la situation. En effet, en ce qui concerne la ligne 545 Heiderscheid-Ettelbrück, elle a été renforcée avec 2 courses supplémentaires (avis RGTR 2020/186 du 27 novembre 2020 et Avis RGTR 2020/192 du 14 décembre 2020).

- Je suis également au courant que d'autres lignes de bus du transport scolaire sont directement concernées par l'impact de cette récente réorganisation. En conséquence, les lignes réorganisées 522, 536, 540, 560, 568, 571 et 572, ayant eu des modifications similaires, ont entre-temps été renforcées avec des courses supplémentaires afin de garantir aux usagers et aux élèves une offre appropriée.

Question 3192 (24.11.2020) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la fuite d'informations auprès du Service de renseignement de l'Etat :

An der Antwort op meng parlamentaresch Fro (N° 3111) informiert den Här Staatsminister, datt et engem Staatsbeamten opgrond vun engem technesche Méssel effektiv gelonge wier, eng Rei Mataarbechter vum SREL ze identifizieren. Weider heeschet et an der Antwort:

„D'Identitéit vun de Mataarbechter vum SRE muss am Exercice vun hirer sensibeler Missiou am Déngscht fir déi national Sécherheet beschtméiglech geschützt ginn. D'Regierung schafft permanent dorun, deem Rechnung ze droen.“

Den Här Staatsminister informiert dann awer och, datt et a sengen Aen net noutwendeg war, de Parquet ze saiséieren, well d'Lësch vun de Mataarbechter néierens publiziert gouf.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Staatsminister an un den Här Policeminister:

1. Wien dréit d'Verantwortung dofir, datt et zu sou engem Incident konnt kommen? Wéi kann et sinn, datt d'Sécherheet vum Geheimdéngscht informationsch net besser protegéiert gouf?

2. Gouf an der Vergaangeneet net getest, wéi sécher déi Donnée vum SREL sinn? Wéi kann et sinn, datt eng Privatpersoun mat deenen einfachste Mëttelen un esou Informatioune kënnt?

3. Datt d'Lësch vun den Nimm vun de besote SREL-Mataarbechter net publiziert gouf, heeschet net, datt se net iwvert en anere Wee, deen der Regierung eventuell net bekannt ass, no bausse gedroe ginn ass oder datt aner Déngschter, Organisationen oder Personen, net och un déi selwecht Donnée konnte kommen. Kann d'Regierung sécherstellen, datt déi besote Lësch net awer iwvert aner Wee no bausse gedroe ginn ass?

4. Wa jo, op wat baséiere sech den Här Staatsminister an den Här Policeminister, fir d'Netveröffentliche vun däri Lësch ze garantéieren?

5. Ass an deem Kontext séchergestallt, datt d'Anonymitéit vu SREL-Mataarbechter weiderhin zu all Moment garantéiert ass?

6. Hunn als Konsequenz vun deem Date-Leak SREL-Mataarbechter misse versat ginn oder kruten Eenzeler vun hinnen eng nei Tâche zougedeelt?

7. Wéi eng konkreet Moosname gi geholl, fir esou e Leak an Zukunft ze verhënneren? Ginn och Moosnamen um Niveau vum Centre des technologies de l'information de l'Etat geholl?

8. Och an der Police gëtt et Unitéiten, déi besonesch sensibel Missioune erfëllen. Ass no déser Affär beim SREL iwverpréift ginn, ob d'Sécherheet vun deene Beamte geschützt ass?

Réponse commune (23.12.2020) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat, et de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure :

D'Regierung énnersträcht, datt et net „zu engem Incident“ komm ass, wéi dat an der parlamentarescher Fro duergestallt gëtt. Et kann och net rieds si vun engem „Date-Leak“. Et gouf zu kengem Moment d'Méglechkeet, vu baussen op Donnéeën zerékzegräifen, déi sech um staatlechen informatesche Reseau befannen an doudher geschützt sinn.

Wéi d'Regierung schonn op déi parlamentaresch Fro N° 3192 geäntwert huet, war et deem Staatsbeamte just méiglech, sou eng Lësch ze erstellen, well e wéinst senger Funktioun beim Staat en Accès huet op den internen, geschützten informatesche Reseau vum Staat. D'Duerstellung, et géing sech bei deem Beamten ém eng „Privatpersoun“ handelen, déi „mat deenen einfachste Mëttelen un esou Informatioune kënnt“, ass deemno falsch.

Et ass den Detenteur vun der Lësch, dee responsable ass fir hire Gebrauch. De concernéierte Beamten ass och drop higewise ginn, wat d'Riske wiere vu engem Deelen oder Diffuséiere vun däri Lësch un Drëtter. Der Regierung ass kee weidere Gebrauch vun der Lësch bekannt.

De Geheimdéngscht huet seng intern Mesurë fir d'Protektioun vu senge Mataarbechter weider verschärfert.

Wéi schonn an der Antwort op d'parlamentaresch Fro N° 3192 ze liesen ass, muss d'Identitéit vun de Mataarbechter vum SRE am Exercice vun hirer sensibeler Missiou beschtméiglech geschützt ginn. D'Regierung schafft permanent dorun, deem Rechnung ze droen. Dozou gehéiert och eng enk Zesummenaarbecht téscht dem SRE an dem CTIE.

Déi parlamentaresch Kontrollkommissioun vum Geheimdéngscht gëtt permanent iwvert Mesuren an dësem Kontext informéiert.

Bei der Police müssen all d'Prozedure kontradiktoresch kenne gefouert an all Kontestatioun vum Bierger muss kenneen iwverpréift ginn. Dat verlaagt dofir, dass d'Identitéit vun de concernéierte Beamte bekannt sinn. An deem Sénior droen z. B. d'Protokoller esou wéi och d'rapporten d'Nimm vun all de konstatierende Beamten. Et ginn awer och e puer Missioune an der Police, déi méi sensibel sinn, a wou d'Affektatioun vun de Beamten an deenen Unitéiten méi diskret behandelt gëtt, ouni et awer am selwechten Ausmooss ze gesi wéi dat beim SRE de Fall ass.

Question 3193 (24.11.2020) de MM. Fernand Kartheiser et Fred Keup (ADR) concernant les armoires à livres installées dans les villages :

Op ville Plazzen am Land si Bicherschief ze fannen. Dëst ass eng gutt Initiativ, fir de Bierger en onkompliziérten Zougang zur Kultur a Literatur ze erméiglechen. Et schéngt awer esou ze sinn, ewei wann d'Initiativ, fir Bicherschief ze placéieren, virun allem vun de jeeweilege Gemengen ausgéing.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung confirméieren, datt d'Initiativ, fir Bicherschief ze placéieren, eleng vun de Gemengen ausgeet?

2. Ginn an deem Kontext op Regierungsniveau Ustrengungen énnerholl, fir d'Gemengen ze encouragéieren, d'Konzept vum Bicherschaf ze propagéieren? Wa jo, wéi gesinn dës Ustrengunge konkreet aus?

3. Huet d'Regierung Informatioune iwver énner-schiddlech Konzepter vu Bicherschief? Fonctionnéieren dës émmer nom Konzept vun engem Tosch, wou ee sech e Buch eraushélt an dobäi awer opgefuerert ass, en anert Buch eranzestellen, oder ginn et och Bicherschief, wou ee sech Bicher eraushuele kann an dës domat geschenkt krut?

4. Ginn et Méglechkeeten, fir esou Echangen oder Kaddeo iwer lokal Bibliothéiken ze organiséieren? Wa jo, wéi eng lokal Bibliothéike géifen do a Fro kommen?

5. Ginn et Initiativen, duerch déi Leit nei oder gebrauchte Bicher kenne spezifesch u sozial schwaach Leit viru ginn? Gëtt et dobäi och speziell Méglechkeeten, fir Kannerbicher u méi aarm Kanner ze ginn?

Réponse commune (15.12.2020) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture, et de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur :

ad 1. Verschidde Bicherschief gi vun der Gemeng selwer oder vun der lokaler éffentlecher Bibliothéik initiéiert an organiséiert. Verschidener si mat Hélfel vun engem Syndicat d'initiative entstanen an nees anerer sinn op privat Initiativ hin an d'Liewe geruff ginn. Dacks ass et och eng Kooperationschéit verschidde Partenaires, wéi beispieleweis der Gemeng, der éffentlecher Bibliothéik, POST Lëtzebuerg, verschidde gemengnétzegen Assoziatiounen, Jugendhaiser oder Spideeler, déi sech d'Gestioun deelen. An deene meeschte Fäll huet d'Bibliothéik näischter oder némén eng niewesächlech Roll an der Gestioun vum Bicherschaf. D'Propperhaalen, déi reegelméissig Kontroll vun de Bicher an hirem Zoustand, erfuerdere Moyenen, déi a ville Bibliothéike feelen. Deelweis hëlfen d'éffentlech Bibliothéiken, d'Bicherschief mat ausgesénnerte Bicher opzeféllen.

ad 2. Op Regierungsniveau ginn et aktuell keng Bestriewungen, fir d'Konzept vum Bicherschaf auszubauen. Et sief awer drop hinzuweisen, datt d'Bibliothéiksgesetz vum 24. Juni 2010 d'Erweiterung vun éffentleche Bibliothéiken iwvert de ganzen Territoire vum Grand-Duché als Zil huet, fir esou den égalitéären Accès zum Wéssen, zur Informatioune, zur Bildung an zur Kultur ze verstärken. An den zwielef Bibliothéiken, déi den Agrement als „bibliothèque publique“ hunn, sinn d'Consultatiounen an de Prét vu Bicher souwéi aner Servicer, wéi den Internet-Accès an Aktivitéiten déi d'Liesen an d'Wéssen promouvéiere fir all Mënsch gratis. An dësem Kader huet de Staat 2020 déi éffentlech Bibliothéike mat Subsiden an Héicht vu 559.000 EUR énnerstëtzzt.

Donieft sief och nach op d'Existenz vum Bicherbus higewisen, dee mat senge 14 wéchentlechen Tournée ronn 82 Uertschaften ofdeckt, an esou den Awunner Accès op de gesamte Katalog vum Reseau bibnet.lu offréiert.

ad 3. Bicherschief sti fräi zougänglech op éffentleche Plazzen, esou dass si fi jidderee gutt accessible sinn. An deene meeschte Fäll kann de Bicherschaf jiddenzäit benotzt ginn. De grondsätzleche Prinzip ass den Tosch. D'Leit si supposedéiert Bicher matzehuelen an anerer amplaz ofzeginn. Eng Iwwerwaachung vun dësem Tosch gëtt et awer net. Eng Alternativ zum Bicherschaf kenneen d'Bicher-këschte sinn, déi net op éffentleche Plaze stinn, mee a geziilt ausgewielte Lokalitéite wéi enger Maison relais, dem Entréesberäich vum Gemengenhaus oder engem Foyer installéiert ginn. Dës Këschte gi vun der éffentlecher Bibliothéik mat ausrangéierte Bicher oder Done geféilt. D'Leit dierfert dës Bicher mathuelen ouni en anert Buch dozeloessen.

ad 4. All Gemeng souwéi all Bibliothéik ass fräi, fir op eegen Initiativ esou Aktiounen ze lancéieren. D'Roll vun den éffentleche Bibliothéiken ass et, fir Kollektiounen jidderen gratis zur Verfügung ze stellen. Jiddieren, onofhängig vu sengem soziale Stand, sengen Originen, sengem Geschlecht oder Alter, ka vun dësem Service profitéieren. D'Bibliothéike bidde vu sech aus eng grouss Offer un Dokumenter un, déi engem gewësse Qualitéitsproch entspricht a si kenneen hire Benutzer domat och eng deementsprechend Informatiounskompetenz vermittelten. Eng éffentlech Bibliothéik bitt vill méi wéi en ausschliisslechen Echange vu Bicher.

ad 5. Et ginn Associatiounen, déi Bicher sammelen a fir wéineg Geld fir de gudden Zweck weiderverkafen (z. B. Nei Aarbecht, Refugibary, Croix-Rouge etc.). De Comité national de défense sociale (CNDS) huet zum Beispill eng Initiative, TABA, wou Spillsaachen a virun allem Kannerbicher gesammelt ginn, déi dann u Kanner aus Foyer oder aus finanziel schwaache Famillje weidergi ginn. Et gëtt zu Beetebuerg och d'Librairie sociale „De Bicher-Kueb“, wou et Bicher zu reduzéierte Präisser gëtt oder gebrauchte Bicher. Et sief och op d'Lëtzebuerger Bicherfrénn higewisen, déi an der Pabeierscheier zu Buerglënster oder awer an der Bicherstuff zu Wolz Bicher zu abordabele Präisser ubidden.

Duerch hir sozial Roll an hir gratis Offer kenneen éffentlech Bibliothéike sécherlech awer och als direkt Ulfstell fir manner priviléiert Kanner an Erwuessener ugesi ginn. No dem reegelméissigen Desherbage vun hire Kollektiounen gi vill éffentlech Bibliothéiken hir ausgesénnert Dokumenter gratis un hir Benutzer oder soss Ariichtunge weider. Duerch reegelméissig Participatiounen u Liesungen oder aneren Aktivitéite vun der Bibliothéik, hu Kanner a verschidene Bibliothéiken d'Méglechkeet, Stempelen ze sammelen. Bei enger voller Stempelkaart kréie si dann en neit Buch geschenkt. Sporadesch stëfté munch éffentlech Bibliothéike Bicher u Kanner. Dës Offer riicht sech un all Kand, onofhängig vu senger sozialer Situatioun.

Zousätzlech kenneen op dëser Plaz och d'Schoulbibliothéiken ernimmt ginn, déi jiddet Kand opstinn.

Question 3194 (24.11.2020) de MM. André Bauler et Max Hahn (DP) concernant la mise en œuvre des plans d'aménagement particulier (PAP) dans les différentes communes du pays :

La crise du logement invite tous les acteurs concernés de planifier et de mettre en œuvre de manière plus conséquente et rapide des plans d'aménagement particulier (PAP) dans les différentes communes du pays. Il nous semble donc intéressant de dresser l'état actuel d'avancement de ces PAP en vue d'améliorer nos regards sur le secteur immobilier et sur ses potentiels de développement futur.

C'est pourquoi nous aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Madame la Ministre de l'Intérieur peut-elle informer sur le nombre de PAP en cours d'analyse auprès du Ministère de l'Intérieur ?

2) Combien de ces PAP sont en voie de finalisation et peuvent être mis en œuvre dans un avenir assez proche ?

3) Madame la Ministre peut-elle dire quel est le nombre de logements potentiels qui peuvent être créés dans ce contexte ? Dans quels intervalles de temps respectifs sont-ils réalisables ?

4) Combien de logements à coût abordable sont programmés dans le cadre des PAP en voie de finalisation ?

Réponse commune (18.12.2020) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, et de M. Henri Kox, Ministre du Logement :

Les honorables Députés s'enquièrent sur l'état d'avancement auprès du Ministère de l'Intérieur des procédures d'adoption relatives aux plans d'aménagement particulier « nouveau quartier » (« PAP

NQ ») et aux plans d'aménagement particulier « quartier existant » (« PAP QE »).

Les réponses formulées ci-dessous reflètent la situation au 9 décembre 2020.

ad 1) À ce jour, trois projets de PAP NQ et 18 projets de PAP QE sont en attente d'être avisés par la Cellule d'évaluation du Ministère de l'Intérieur. Celle-ci a avisé 136 PAP (NQ et QE) entre le 1^{er} janvier 2020 et le 9 décembre 2020.

ad 2) Concernant les PAP en voie de finalisation, 18 PAP NQ et 18 PAP QE pourront être soumis à l'approbation ministérielle qui se fera au plus tard en mars 2021.

Par ailleurs, 149 PAP (NQ et QE) ont été approuvés entre le 1^{er} janvier 2020 et le 9 décembre 2020.

Dès l'approbation ministérielle des PAP, il pourra être procédé à leur publication, telle que prévue par l'article 82 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988. Dès leur entrée en vigueur, la mise en œuvre pourra être entamée.

ad 3) + 4) Actuellement 1.858 unités de logement sont prévues par des PAP en voie d'approbation ministérielle.

Les PAP approuvés entre le 1^{er} janvier 2020 et le 9 décembre 2020 prévoient 5.014 unités de logement.

Étant donné que la réalisation des PAP dépend des initiateurs respectifs, il n'est pas possible de donner des précisions quant aux délais de réalisation.

Parmi les unités de logement prévues par les PAP NQ en voie de finalisation, 176 sont aujourd'hui réservées aux logements à coûts modérés.

Plus encore, 433 unités de logement à coûts modérés sont envisagées dans les PAP NQ ayant fait l'objet d'une approbation ministérielle entre le 1^{er} janvier 2020 et le 9 décembre 2020.

Question 3199 (25.11.2020) de Mme Francine Cloesener (LSAP) concernant les feux d'artifice de la Saint-Sylvestre 2020-2021 :

Fir de Gesondheetssystem ze entlaaschten huet Holland viru Kuerzem annoncéiert, de Verkaf grad ewéi d'Zündé vu Freedefeier ze verbidden. Dëse Verbuet soll dozou bäidroen, d'Spideeler iwwer Silvester ze entlaaschten, awer och de Feinstaub, deen duerch Freedefeier massiv an d'Loft geréit, ze reduzéieren. Et gëtt prognostiziéiert, dass dëse Stébs eng zousätzlech Belaaschtung fir Leit, déi u Corona erkrankt sinn, kéint sinn.

An deem Zusammenhang wollt ech der Madamm Gesondheetsministesch, der Madamm Inneministesch an der Madamm Émweltministesch dës Fro stellen:

1. Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zum Ofschéisse vu Freedefeier beim Joreswiessel 2020/2021?

2. Iwwert d'Dekreter vu 1789 a 1790 souwéi d'Artikel 29, 58 a 67 vum ofgeännerde Gemenggesetz vum 13. Dezember 1988 kenneen d'Gemengenautoritéiten haut scho Mesuren huelen, fir déi éffentlech Sécherheet ze garantéieren. Gedenkt d'Madamm Inneministesch, doriwver eraus national Mesurë fir dëse Silvester ze huelen?

3. Huet d'Madamm Gesondheetsministesch Zuele vun deene leschte Jores



ad 2. D'Gemengenautoritéit kënnen, op Basis vun den Dekreter vu 1789 a 1790 souwéi den Artikelen 29, 58 a 67 vum ofgeännerte Gemenggesetz vum 13. Dezember 1988 déi noutwenneg Mesuren huelen, fir d'effentlech Sécherheet an d'Rou vun de Biergerinnen a Bierger ze garantéieren. Duerch d'Gemengenautonomie kënnen déi Mesuré vu Gemeng zu Gemeng verschidde sinn.

D'Schéisse vu Freedafeier ass a ville Gemengen an deene meeschte Fäll verbueden a just ausnamsweis énnér verschidde Émstänn a Konditiounen erlaabt. Verschidde Gemengen hunn ugefaangen, Alternativen ze erläben, fir bei feierlechen Evenementer d'Schéisse vu Freedafeier zum Beispill duerch „light shows“ oder „light painting“ ze ersetzen.

D'Regierung huet de Moment keng Absicht, d'Modalitéité fir d'Schéisse vu Freedafeier ze adaptéieren oder anescht ze reegelen. Vu dass de legale Kader de Gemenge bekannt ass a vill vun hinnen entspreechend Reglementerunn, ass et de Moment och net néideg, fir Recommandatiounen un d'Gemengen ze ginn.

ad 3. D'Spideeler hu keng genau Donnéeën zu der Unzuel vu Patienten, déi op de leschte Joreswiessele wéinst Verletzungen oder soss kierperleche Schied ageliwwert gi sinn, well Verletzungen duerch Feierwicker net mat engem spezifesche Code an de System vun den Urgencen agedroe ginn.

Op Silvester 2019 huet d'Spidol, dat an der Region Zentrum Garde hat, ee Patient mat liichte Brandverletzungen am Gesicht en charge geholl souwéi ee Patient, deen eng Brandverletzung un der Héft hat. Béid Patiente kruten ambulant Soinen.

ad 4. D'Miessunge vun de Feinstaubkonzentratiounen an der Loft duerch d'Émweltverwaltung weisen émmer an de Stonne ronderém de Joreswiessel een Unzéie vun de Wärter op de stättesche Statiounen, dat, jee no Wiederlag, méi oder manner héich austäfft. Esou konnten an de leschte Jore Stonneméttelwärter vu Feinstaub PM10, also deene Partikelen, déi am Duerchmiesser méi kleng sinn ewéi 10 µm, vun iwwer 200 µg/m³ observéiert ginn. D'est war besonnesch dann de Fall, wann Inversiounswiederlage mat schlechten Ausbreedungsbedingunge fir d'Loftschuedstoffen virlouchen. Zum Vergleich, am Joresméttelwäert leien d'PM10-Wärter zu Lëtzebuerg bei ém déi 20 µg/m³. Wat d'PM10-Kuerzzäitgrenzwärter ueget, esou gëtt et kee fir de Stonneméttelwäert, mee ee fir den Dagesméttelwäert, an deen däerf net méi oft ewéi 35-mol pro Joer iwwer 50 µg/m³ leien. Bei de leschte sechs Joreswiessele gouf den Dagesméttelwäert vu 50 µg/m³ just eemol op enger Statioun iwwerschratt. Meeschters war um Niveau vum Dagesméttelwäert quasi keen Énnerscheid téschent der Silvester-nuecht/Neijoerschdag an normalen Deeg ze gesinn. D'est war ewéi gesot an deene Fäll op déi fir d'Loftqualitéit gënschtech Wiederkonditiounen zréckzeféieren. Et sief nach bemierkt, datt d'Emissiounsinventairé vun der Émweltverwaltung am Joer 2018 ee landeswáiten Ausstouss vu Feinstaub PM10 vun 1.495 Tonnen ausweisen, wouwunner 3 Tonnen (0,2 %) op d'Freedafeieren zréckzeféiere sinn.

Nofro hi bemierkt, datt et en deskriptive Rapport wier mat kenger besonnesch entwéckelter Methodologie. Den Här Paul Wilmes vun der Covid-19-Taskforce hätt zudeem bemierkt, datt de leschte Kontakt téscht der Covid-19-Taskforce an dem Educationsministère am September gewiescht wier.

Aus dëse Grénn wölle mir follgend Froen un den Här Minister fir Education, Kanner a Jugend stellen:

- Vu datt den Educationsministère selwer kommuniziert huet, datt Enn Oktober néng Klassen am Zenario 4 waren an datt och laut de Statistiken, déi de Ministère béniden Zeitungen zoukomme gelooss huet, an der Woch vum 9. November eelef Klassen am Zenario 4 gewiescht wieren, mengt d'Regierung net, datt et falsch ass am Communiqué vum 18. November ze behaapten, et wiere keng nei Infektionsketten derbäikomm?

- Kann d'Regierung eis matdeelen, wien um „Rapport d'analyse sur la situation de la Covid-19 dans les établissements scolaires du 15 septembre au 1^{er} novembre 2020“ matgewierkt a -geschriwwen huet? Wien huet d'Analys gemaach?

- Kann d'Regierung bestätigen, datt den Educationsministère sät September kee Kontakt méi mat de Wéssenschaftler vun der Covid-19-Taskforce hat?

- Aus wéi engem Grond schafft de Ministère, deem säi Minister jo och Héichschoul- a Fuerschungsmister ass, net zesumme mat eise Wéssenschaftler?

Réponse (09.12.2020) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

Déi honorabel Deputéiert wölle wéissen, wien den Auteur vun dem Rapport ass, deen den 12. November 2020 virgestallt ginn ass. Ech géing déi honorabel Deputéiert dofir invitéeieren, d'Introduktiouen vun dem concernéierte Rapport ze liesen. Do steet dran, datt de Rapport vum Educationsministère erstallt ginn ass, op der Basis vun den offiziellen Zuele vun der Inspection sanitaire. Iwwert d'Zil vum Rapport renseignéiert d'Introduktiouen och: « Les conclusions qui se dégagent de cette analyse orientent le Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse dans ses prises de décision, qu'il s'agisse du maintien ou de l'adaptation des mesures en place ou de l'introduction de mesures sanitaires ou organisationnelles complémentaires qui permettraient, le cas échéant, d'alimenter le dispositif sanitaire de l'éducation nationale sur des mesures de portée générale décidées par le Gouvernement. » De Rapport ass deemno eng statistesch Auswäertung vun den offiziellen Zuelen duerch den Educationsministère an huet d'Zil, eng transparent Informatioun vun der Éffentlechkeet ze assuréieren an de Ministère a sengen Entscheidungsprozesser ze orientéieren. Datt et sech dobäi net ém eng wéssenschaftlech Fuerschungspublikatioun handelt, dierft op den éischte Bléck ersichtlich sinn.

Un dem Rapport matgewierkt hu Leit aus follgende Gremien a Servicer:

- Memberen aus dem „Comité de pilotage Covid-19 & Education“;
- Mataarbechter aus der „Cellule de coordination“ vum MENJE an der Inspection sanitaire;
- Mataarbechter aus der „Division du traitement de données“ vum SCRIPT.

Dës Mataarbechter hunn och schonn un dem éischte Rapport d'analyse iwwert d'Vergebung vum Covid-19-Virus an de Schoulen am August 2020 matgeschafft an erstellen och déi Zuelen an Analysen, déi de Ministère all Woch publizéiert. Et handelt sech dobäi engersäits ém erfure Statistiker an Data-Analysten, déi zanter Joren d'Kontributiounen vu Lëtzebuerg zu nationalen an internationales Etüden erstellen, an anerersäits ém déi responsabel Beamte fir d'Covid-19-Strategie an de Beräicher vun de Grondschoulen an de Lycéeën.

Esou wéi d'Aarbechte vum Educationsministère am Summer schonn d'Basis ware fir eng wéssenschaftlech Publikatioun duerch d'Fuerscher vun der Covid-19-Taskforce vun der Uni.lu a Membere vun der Inspection sanitaire, wäerten och d'Donnéen vum aktuelle Schouloer fir eng wéssenschaftlech Publikatioun genotzt ginn. Dobäi huet den Héichschoulministère e permanente Kontakt mat de Fuerscher vun der Taskforce.

Ech stellen dann awer fest, datt et bis haut kaum inhaltlech Kriticken un der Qualitéit vum Rapport vum Educationsministère gëtt. D'Kritik fokuséiert op d'Auteuren, déi Beamten aus dem Educationsministère sinn. D'Froe vun den honorabelen Deputéierte confirméieren dëst nach eng Kéier.

Ech bedauer, datt eng sachlech Ausernanersetzung mat dem Rapport net stattféint, mee sech amplatz op d'Auteuren ageschoss gëtt. Auteuren, déi Experten a vereedegt Beamten aus deene verschidde Verwaltunge vun der Education sinn an déi hirer Aarbecht mat Devouement an Impartialitéit noginn.

Ech erlabe mer an deem Zesummenhang, meng grouss Suerg auszedrécken, wann an déser Krisesituatioun d'Intégritéit vun den éffentleche Verwaltungen onbegrënnt a Fro gestallt gëtt. Wouhinner dat féiert, wann d'Glaifwierdegkeet vun de staatechen Institutionen énnergruewe gëtt an eng sachlech Diskussioun net méi méiglech ass, gesi mir bei verschidde Protestbewegungen an eisen Nopeschlänner. Déi honorabel Deputéiert wäerte mer zoustëmmen, datt mir esou eng Situation zu Lëtzebuerg net wëllen.

Ech bedauer dann awer och, datt den Zeitungsartikel aus dem „Luxemburger Wort“, op dee sech déi honorabel Deputéiert an hirer Fro bezéien, méi zur Konfusioun wéi zur Opklärung vun der Éffentlechkeet bäägedroen huet.

D'Presseufro vun dem „Luxemburger Wort“ bestoung doranner, en Ableck an d'Infektionszuele pro Schoul a Lycée ze kréien. Den Educationsministère hat eng Auswiell vu Gebaier a sengem Rapport d'analyse belicht. An deene Graphike gi pro Etablissement all d'Klassen opgeléscht entspreechend der Unzuel vu positive Schüler, déi et an der Klass zanter dem Schoulufank gouf. Dës Graphike renseignéiere guer net doríwwer, wéi dës positiv Fäll an Infektionsketten (Zenarie 4) zesummenhänken, an och net doríwwer, wéini dës Infektionskette stattfonnt hunn.

Trotzdem versicht d'„Luxemburger Wort“ sech an dem concernéierten Artikel doranner, dës Schlussfolgerungen ze zéien a Widderspréch an d'Zuele vum Educationsministère eran ze interpretéieren. Dobäi ginn d'Zuelen aus dem Kontext gerappt, falsch gedeit an och déi falsch Conclusiounen dorauser gezunn.

Ech bedauer zudéifst, datt duerch dës sachlech falsch an ontransparent Aart a Weis virzeogo, d'Analysen an d'Zuele vum Educationsministère éffentlech a Fro gestallt gi sinn, an domadder och d'Vetraue vun den Enseignanten, Elteren a Schüler an d'Aarbechte vum Educationsministère énnergruewe sollte ginn.

Ech erlabe mer an deem Zesummenhang, och nach eng Kéier op d'Aussoe vum Communiqué vum Educationsministère vum 18. November 2020 zeréckzkommen. Dëse Communiqué belicht d'Zuele vun der Woch vum 9. bis de 15. November 2020, an där et net zu engem neiem Zenarie 4 komm ass. Fir engem falschen Androck aus de Schoulen a Lycéeën entgéintzwerken, preziséiert de Communiqué gläichzäiteg, datt fir d'Woch duerno eng Rei vu potentielle Zenarie 4 amgaange wieren analyséiert ze ginn.

« Au cours de la période indiquée, aucune nouvelle chaîne d'infections (scénario 4) n'a été constatée, ni dans les écoles fondamentales ni dans les établissements de l'enseignement secondaire (...). Plusieurs cas potentiels de scénario 4 sont actuellement analysés pour la semaine du 16 novembre, dont le cas de l'école fondamentale de Steinsel. »

Am Communiqué vum 27. November 2020 geet den Educationsministère dann och op dräi Fäll an, bei deenen en Zenarie 4 virlouch.

commune ni un office social ne peut leur venir en aide lorsqu'ils perdent leur logement ?

- Lors de la séance publique du 17 novembre 2020, Monsieur le Ministre a répondu à ma question parlementaire n° 0148 que certaines communes ont recours à des chambres d'hôtels pour pouvoir assurer leur rôle en matière de relogement. Combien de relogements dans un hôtel ont eu lieu et dans quelles communes ? Quelle est la procédure exacte lors de tels relogements ? Est-ce que les opérateurs hôteliers sont contraints d'accepter ces situations ?

- Lors de la même réponse, Monsieur le Ministre a également souligné l'importance du Pacte logement 2.0. De quelle manière ce nouveau pacte avec les communes peut-il aider à résoudre le problème du relogement ?

- Existe-t-il des communes qui ne disposent ni de logements adaptés ni de chambres d'hôtel pour reloger des personnes qui sont dans le besoin, notamment lors de déguerpissements ? Quelles solutions sont envisagées pour ces communes ?

- Lors d'un article récent paru dans le « Tageblatt », on peut lire que les bureaux d'aide sociale recommandent parfois à des personnes concernées par un déguerpissement d'aller chercher un logement au-delà des frontières luxembourgeoises. Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de telles pratiques ? Ne serait-il pas opportun de créer des structures nationales permettant de reloger de manière temporaire les personnes ayant subi un déguerpissement ?

Réponse (08.01.2021) de M. Henri Kox, Ministre du Logement :

Comme le Député le soulève à bon escient, la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation prévoit dans son article 26 que les communes ont la mission d'assurer dans la mesure du possible le logement de toutes les personnes qui ont leur domicile sur leur territoire. C'est sur base de cet article que les communes relogent des personnes qui ont perdu leur logement. Toutefois, comme il n'existe pas de données sur le recours à ce mécanisme, je ne suis pas en mesure de répondre à la plupart des questions soulevées par l'honorable Député.

Par ailleurs, les situations qui rendent le relogement de personnes indispensables sont des plus diverses.

Ainsi, il peut s'agir notamment de relogements rendus nécessaires à cause de l'insalubrité dont souffrent certains biens donnés en location qui ne répondent pas aux critères de salubrité, de sécurité et d'habitabilité. Dans le cas d'une décision du bourgmestre de fermer le logement concerné, il appartient à l'exploitant, ou à défaut, au propriétaire, de pourvoir au relogement des occupants. Le cas échéant, le bourgmestre y procède pour le compte et aux frais du propriétaire ou de l'exploitant. Les coûts liés au relogement devront dans ce cas être pris en charge par le propriétaire ou l'exploitant pour une durée maximale de 3 mois.

Dans d'autres cas, par exemple en cas d'incendie ou d'une catastrophe naturelle, le relogement peut effectivement être temporairement pris en charge, dans la mesure du possible, par la commune ou l'office social du territoire concerné.

Dans tous ces cas, les responsables communaux et les offices sociaux peuvent évidemment s'adresser respectivement aux bailleurs sociaux, tels que le Fonds du logement, la SNHBM ou aux bailleurs associatifs, voire aux organismes actifs dans le domaine de la gestion locative sociale.

Question 3205 (26.11.2020) de M. Yves Cruchten (LSAP) concernant les déguerpissements :

Lors de récents échanges à la Chambre des Députés, sur la question des déguerpissements, Monsieur le Ministre du Logement a rappelé à juste titre la loi sur le bail à loyer et a souligné que : « Les communes ont la mission d'assurer dans la mesure du possible le logement de toutes les personnes qui ont leur domicile sur leur territoire. » Dès lors, les communes sont tenues de reloger ces personnes afin de ne pas les mettre à la rue.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

- Combien de cas de relogements ont eu lieu les dernières années ? Quelle est l'évolution en matière de relogement ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur le nombre de logements effectifs dont disposent les communes luxembourgeoises à cet effet ? Combien de ces logements sont occupés actuellement ?

- Quelles sont les communes où le nombre de relogements a été le plus important ces dernières années ? Monsieur le Ministre peut-il me fournir une liste détaillée par commune avec les informations sur le nombre de déguerpissements et sur le nombre de logements à disposition dans de telles situations ?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que toutes les communes subviennent à leur obligation de reloger les personnes dans le besoin ? Comment le ministère vérifie-t-il que lesdites dispositions de la loi sur le bail à loyer sont observées ?

- Existe-t-il un service auquel les personnes dans le besoin peuvent s'adresser dans le cas où ni une

multinationale américaine vient de signer plusieurs accords avec des journaux français afin de rémunérer l'utilisation de leurs contenus. Ceci constitue une première mondiale qui s'inscrit dans le cadre de la législation européenne sur les droits voisins.

Ces droits voisins prévoient une rémunération pour les contenus des éditeurs de presse, notamment pour les photos, vidéos et textes utilisés par les plateformes en ligne et apparaissant dans les résultats de recherche.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Communications et des Médias si des discussions comparables ont été entamées par le géant du Net ou autres avec les éditeurs luxembourgeois.

- Étant donné que « Google » entend renforcer substantiellement sa présence au Luxembourg, Monsieur le Ministre entend-il encourager de tels accords ?

Question 3200 (25.11.2020) de Mme Martine Hansen et M. Claude Wiseler (CSV) concernant le communiqué du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse sur l'état de la situation dans les écoles luxembourgeoises au 15 novembre 2020 :

Den 18. November huet den Educationsministère e Communiqué publizéiert mam Titel „Covid-19 : état de la situation dans les écoles luxembourgeoises au 15 novembre 2020“ an deem et heesch, « aucune nouvelle chaîne d'infections (scénario 4) n'a été constatée, ni dans les écoles fondamentales ni dans les établissements de l'enseignement secondaire »,

an dëst téscht dem 9. November an dem 15. November.

Laut engem Artikel vun der Zeitung „Luxemburger Wort“ vum 25. November 2020, hätt den Educationsministère béniden Zeitungen „d'Land“ a „Luxemburger Wort“ op Nofro hin en Ableck a seng Statistike ginn. Dëse Statistiken no wieren an der Woch vum 9. November eelef Klassen am Zenario 4 gewiescht. Och laut dem „rapport d'analyse sur la situation de la Covid-19 dans les établissements scolaires du 15 septembre au 1^{er} novembre 2020“ vum Educationsministère wieren téscht dem 26. Oktober an dem 1. November néng Secondairesklassen am Zenario 4 gewiescht.

Des Weidere geet aus deem selwechten Artikel aus dem „Luxemburger Wort“ ervir, datt am „Rapport d'analyse sur la situation de la Covid-19 dans les établissements scolaires du 15 septembre au 1^{er} novembre 2020“, keng Wéssenschaftler matgewierkt sollen hunn. Tatsächlich hätten nämme Mataarbechter vum Ministère un désem Rapport matgeschafft. Och den Dr. Jean-Claude Schmit hätt op



Réponse commune (05.01.2021) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie* :

La directive 2019/790 du 17 avril 2019 sur les droits d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique a été adoptée en 2019 après deux ans et demi de négociations. La transposition de cette directive qui doit intervenir pour le 7 juin 2021 est actuellement en cours.

Entre autres, cette directive impose aux États membres de l'Union européenne de prévoir dans la législation nationale un nouveau droit voisin au profit des éditeurs de presse en ligne pour l'utilisation en ligne de leurs publications de presse par des fournisseurs de services de la société de l'information. La plupart des États membres de l'Union européenne sont actuellement dans la phase de transposition de cette directive et l'entrée en vigueur de ce nouveau droit voisin n'est pour le moment pas encore obligatoire pour les États membres. La France est le premier État européen à avoir transposé les dispositions relatives à ce nouveau droit.

Au Luxembourg, le Gouvernement n'a à l'heure actuelle pas connaissance de négociations entre les éditeurs de presse en ligne et les fournisseurs de services de la société de l'information tels que Google.

Dans le cadre des échanges du Gouvernement avec Google autour du projet d'implantation d'un data center au Luxembourg, il n'y a pas eu de discussions à ce sujet.

Question 3208 (26.11.2020) de **Mmes Simone Asselborn-Bintz et Francine Closener (LSAP)** concernant l'accès à Internet :

Bedéngt duerch d'Coronakris, de Lockdown an déi respektiv Restriktiounen gouf d'Digitalisierung zu Lëtzebuerg acceleréiert. Vill Salariéé mussen Homeoffice maachen, vill Schüler sinn op den Homeschooling uwewisen an et ass net ofzegesinn, ob a wéini sech dat nees weesentlech ännert. Fir een optimaal Schaffen a Léieren ass eng gutt a stabel Internetverbindung deemno absolutt onverzichtbar.

An deem Zesummenhang wollte mir dem Här Wirtschaftsminister, dem Här Digitaliséierungs-, Kommunikatiouns- a Medieminister an dem Här Educationssminister dës Froe stellen:

- Huet 2020 jiddereen zu Lëtzebuerg ee Fiber-Accès, sou wéi de Premier et 2016 ugekënnegt hat?

- Wann net, wéi gesät déi prozentual Unzuel u Stéit pro Gemeng aus, déi un dëst Netz ugeschloss sinn?

- An der Antwort vum 17. Januar 2019 vun dem Wirtschaftsminister an dem Kommunikatiouns- a Medieminister op d'parlementaresch Fro Nr. 0081 geet ervir, dass virun allem méi rural Géigende kaum un de séieren Internet ugeschloss sinn. Awéiwäit huet sech dat verännert?

- Sinn de Ministere Problemer bekannt, wou Schüler net um Enseignement à distance konnten deelhuefen, well si keng fiabel Internetconnectioni hunn? Sinn de Ministere sou Problemer vu Salariéen am Teletravail bekannt?

- Wat huet d'Regierung wölles fir Schüler ze maachen, déi aus technesche Grénn, un deene si net Schold sinn an déi si och net kënnen änneren, net un Onlinecoursé kënnen deelhuefen?

Réponse commune (08.01.2021) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie*, et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias* :

Lëtzebuerg ass aktuell ee vun de Virreiderläänner, wat den Uschloss mat ultrahéijem Debit un den Internet uteget. Esou geet aus dem ILR sengen Rapport statistique vun 2019 ervir, datt d'lescht Joer iwwer 67 % vun de Stéit e Fiberuschloss haten a 85 % vun de Stéit via e Koaxuschloss mat der schneller Docsis 3.x-Norm verbonne sinn. Domat missten haut insgesamt ca. 95 % vun de Stéit d'Méiglechkeet hunn, fir vu Vitesse vun 100 Mbps ze profitéieren, an 90 % kíinte vun 1 Gbps profitéieren.

Wat méi spezifesch POST uteet, sou gëtt si op Nofro hin un, datt se sech am Kader vun hirer Strategie engagéiert huet, fir bis Enn 2023 75 % vun de Stéit mat Glasfaser un hire Reseau unzeschleissen. Um Stand vun haut wierte méi wéi 70 % vun de Stéit mat Glasfaser un eng Telefonsentral oder un e POP vun der Post ugeschloss. Fir Enn 2020 gesäit POST 72 % vir. POST gëtt och un, datt dësen Ausbau och duerno nach wäert virugoen, op laang Siicht wäerten 100 % vun der Bevölkerung mat engem ultrahéijem Debit connectéiert sinn. Dëst wäert awer net onbedéngt mat Glasfaser réaliséiert ginn, well aner gläichwäerteg Techniken am Eenzelfall méi appropriéiert këinne sinn. Weider Detailer heizou sinn an der Antwort op d'parlementaresch Fro Nr. 3018 vum 22. Oktober 2020 erémzefannen.

POST Lëtzebuerg énnersträicht, datt se beméit ass, eng qualitativ gutt a fiabel Konnektivitéit mat héijem Debit fir 100 % vun de Stéit zur Verfügung zu stellen, dat onofhängeg vun der Technik, déi agesat gëtt. Wat de Postreseau uteet, kënnen haut 95 % vun de Stéit eng Internetverbinding mat 100 Mbps Debit a méi wéi 98 % vun de Stéit eng Internetverbinding mat 30 Mbps Debit kreien.

Et sief allerdéngs bemierkt, datt POST Lëtzebuerg net deen eenzege Bedreiwer vun engem Glasfaser-Netz zu Lëtzebuerg ass.

Um Site vum Geoportail ka sech all Bierger iwwert d'Situatioun vum Internetaccès informéieren (Fiber a Koax zesummen) an déi verfügbar Vitesse visualiséieren.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

De „Broadband Coverage in Europe“-Survey vun der Europäischer Kommission weist, datt 2019 iwwer 80 % vun de Stéit a ländleche Géigenden iwwer en Internetuschloss verfügt hunn, deen 100 Mbps oder méi bitt, iwwer 70 % konnte schonn 1 Gbps notzen. 2020 wäerten dès Zuelen nach eng Kéier méi héich leien. Ziel vun der Regierung ass et, datt all Stéit zu Lëtzebuerg iwwer en 100 Mbps-Accès op den Internet zougräife kënnen an dat iwwert déi énnerschiddlech lokal verfügbar Technologien.

Vum Ufank vun der Pandemie un ass de Status vun der Internetkonnektivitéit vum SMC an ILR am A behale ginn. Obwuel den Trafic deelweis staark zugehol hat, si keng gréisser Problemer mat den nationaler an internationaler Konnektivitéit bekannt. Eventuell Enkpäss goufe vun den Operateure séier erkannt a nogebessert. D'Situatioun huet sech zénterhier och erém entspaant, woubäi net den Teletravail oder den Enseignement à distance fir héijen Trafic suergt, mee éischter dat méi intensiiv Notze vu Streamingdéngschter. Eventuell Problemer sinn och éischter op der Serversäit wéi op der Notzäit sätzit se sichen oder resultéieren aus dem parallelen Zougréff op énnerschiddlech Internetressourcen.

Un den Educationssministère goufen an deem Zesummenhang keng Problemer erugedroen. Sollt awer e Schüler keng Internetconnection doheem hunn an esou net iwwer „Teams“ oder aner Online-applicatiounen kënnen um aktiven Unterrecht deelhuefen, kann hie sech all Moment un de Regent vu senger Klass wenden, fir gehollef ze kréien. Och wann den Internet et erlaabt, den Enseignement à distance multimedial an interaktiv ze gestalten, muss dès Form vu Schoulhalen a Léieren net onbedéngt exklusiv online stattfanden.

Question 3213 (26.11.2020) de **Mme Chantal Gary (déri gréng)** concernant la violence domestique au Luxembourg lors de la crise de la Covid-19 :

Lors d'une conférence de presse le 11 juin 2020, Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes a mis le point sur les évolutions et les mesures d'aide en ce qui concerne la violence domestique au Luxembourg. Lors de cette conférence de presse, elle a souligné qu'au cours de la crise du Covid-19, la coopération de son ministère avec les institutions policières et judiciaires et les services d'aide dans le cadre de la loi sur la violence domestique avait été renforcée. Dès le début de la crise, un dispositif de gestion de crise aurait été mis en place pour éviter une augmentation substantielle de la violence domestique.

Ce dispositif prévoyait notamment un monitoring hebdomadaire sur l'évolution de la violence domestique, le développement du site d'information « violence.lu », la mise en place d'une helpline téléphonique (tél. : 2060 1060) pour les victimes et le maintien des dispositifs d'expulsion et la prise en charge des auteurs.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Est-ce que Mesdames et Monsieur les Ministres peuvent nous fournir l'évolution des statistiques en ce qui concerne les expulsions et les interventions policières depuis la mise en place du monitoring hebdomadaire de la violence domestique ?

2) Quelles sont les conclusions que le Gouvernement tire de l'évolution de ces données ?

3) Le site « violence.lu » est disponible en langue française et contient une rubrique FAQ « Violence domestique et Covid-19 » en langues luxembourgeoise, portugaise, française et anglaise. Est-ce que Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes partage notre avis, qu'il serait utile de mettre à disposition le site entier dans les quatre langues susmentionnées ainsi que dans la langue allemande ?

4) Depuis quand la helpline pour les victimes est-elle opérationnelle ? Combien d'appels ont été enregistrés et quelles ont été les raisons principales des appels ?

Réponse commune (16.12.2020) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes*, de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

Partant du constat que la violence domestique sous ses multiples visages et formes est inacceptable et intolérable tant pour les femmes, que les hommes et les enfants et que la lutte contre ce fléau sociétal relève de la responsabilité de la société toute entière, Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Madame la Ministre de la Justice et Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure ont dès le début de la crise sanitaire liée au Covid-19 renforcé leur collaboration avec leurs principaux acteurs de terrain, notamment les institutions policière et judiciaire, les associations d'assistance aux victimes et des auteurs-e-s œuvrant dans le domaine de la lutte contre la violence et les partenaires conventionnés du Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes, afin d'éviter une augmentation et une aggravation substantielle des cas de violence domestique au Luxembourg en ces temps de crise sanitaire, sociale et économique.

Le dispositif de gestion de crise mis en place par Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Taina Bofferding, prévoit en effet un monitoring hebdomadaire mesurant l'évolution de la violence domestique, la continuité des mécanismes et procédures légales, réglementaires et administratifs en place, des alternatives de logement en cas de surpopulation des structures d'accueil d'urgence, le développement du site d'information « violence.lu », la mise en place d'une helpline 2060 1060 s'adressant aux victimes de violence domestique et la pérennité du soutien financier par l'État. Ces mesures assurent le fonctionnement discontinu du dispositif d'aide et permettent aux associations conventionnées avec le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes de maintenir une prise en charge effective et efficace des victimes de violence et de violence domestique ainsi que des auteurs-e-s de violence domestique.

- Le monitoring hebdomadaire précité a été mis en place dès le début de la crise sanitaire avec les principaux acteurs de terrain précités dans l'optique de pouvoir d'une part, collecter en temps réel des données clés et évaluer de semaine en semaine la situation d'augmentation des risques de conflits, de comportements violents et d'actes de violences domestiques liée au Covid-19 obligeant les familles et les couples à vivre de manière continue dans une promiscuité inhabituelle et de longue durée et d'autre part, réajuster à tout moment les mesures nécessaires et appropriées pour garantir leur effectivité et leur efficacité dans l'intérêt du public cible.

En se référant sur les données administratives collectées jusqu'à présent dans le cadre du monitoring hebdomadaire, la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes est néanmoins disposée à relever que les chiffres préliminaires laissent supposer une situation plutôt stable par rapport aux semaines et mois comparables de l'année 2019. Un constat qui peut être confirmé en comparant les chiffres des interventions policières et des expulsions par mois. Notons, dans ce contexte, que le nombre des interventions policières s'est élevé en novembre 2019 à 77 et celui des expulsions à 29 et que les données pour novembre 2020 restent comparables avec 79 interventions policières et 28 expulsions enregistrées par la Police Grand-Ducale.

Cette stabilité peut s'expliquer notamment par :

- la mise en place, le suivi de sa mise en œuvre et l'adaptation régulières depuis 2003 d'un cadre législatif efficace et d'un mécanisme procédural d'intervention, d'actions et d'assistance y relatif de prise en charge et de protection des victimes, de poursuite et de prise en charge des auteur-e-s en coordination et en synergie avec les principaux acteurs de terrain,

- la mise en place, dès le début de la crise sanitaire, d'un dispositif spécifique de gestion de crise, tel le monitoring, la helpline violence domestique, les campagnes régulières de prévention via les médias et les réseaux sociaux à l'attention tant des victimes, que des auteur-e-s et des témoins de violence domestique, le soutien par des mesures adaptées d'urgence des partenaires conventionnés du Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes, mesures pour assurer le plus en amont possible l'accueil et l'assistance aux victimes de violence domestique, et la prise en charge des auteur-e-s en situation de conflits en amont d'une situation de violence domestique.

Pour ce qui est des données officielles collectées en matière de violence domestique, les ministres

se permettent de réitérer que c'est le Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence (ci-après « Comité de coopération violence ») instauré par la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique et mis en place par le règlement grand-ducal modifié du 24 novembre 2003 qui centralise et étudie les statistiques en la matière, y inclus les chiffres par rapport aux expulsions et aux interventions policières, données collectées par ses différents membres qui sont également les principaux acteurs de terrain, à savoir la police, les Parquets Luxembourg et Diekirch, les services d'assistance aux victimes majeures et mineures de violence domestique, le SAVD, le Psy EA et Alternatives et le Service prenant en charge les auteur-e-s de violence domestique, le « Riicht Eraud ». Les chiffres officiels sont communiqués annuellement sous forme d'un rapport écrit soumis au Gouvernement et approuvé par lui. Ainsi les chiffres pour l'année 2019 sont consultables dans le rapport annuel officiel du « Comité de coopération violence » publié sur le site du Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes⁴. Une analyse complète de l'évolution des statistiques en matière de violence domestique entre 2019 et 2020 sera disponible dans le rapport au Gouvernement du « Comité de coopération violence » pour l'année 2020.

- Le site « violence.lu » a été mis en place en 2010 pour sensibiliser sur toutes les facettes et formes de la violence à l'égard des femmes, des hommes et des enfants, pour informer sur le réseau d'aide et pour rassembler tous les acteurs publics et non publics dans le domaine de la lutte contre la violence. Depuis son lancement, le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes a régulièrement mis à jour ce site suivant les évolutions et les besoins en matière de violence fondée sur le sexe et de violence domestique. Un prochain réaménagement du site « violence.lu » afin de le rendre plus actif et accessible pour les victimes, les auteurs et les témoins de violence domestique et de violence fondée sur le sexe, ainsi que les professionnels est prévu en 2021. Compte tenu de la situation linguistique au Luxembourg et de la multiculturalité de notre pays, il a été décidé de mettre à disposition ce site en langues allemande, anglaise, française et portugaise. Un choix qui reflète largement les besoins identifiés par nos partenaires au terrain.

- Dès le début de la crise liée au Covid-19, la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes a soutenu le lancement par ses partenaires conventionnés, d'une nouvelle helpline violence domestique pour femmes et hommes pris dans la spirale de la violence qui est joignable 7 jours sur 7 de 12.00 à 20.00 heures au numéro 2060 1060 ou par courriel à l'adresse info@helpline-violence.lu. Opérationnelle depuis avril 2020, cette helpline permet de prévenir voire de stopper le plus en amont possible des situations de violence domestique par l'écoute, le soutien et au besoin la réorientation des appelants pour une prise en charge adaptée à leurs besoins. Le projet en question va faire l'objet d'une évaluation externe dans les semaines à venir. Outre cette initiative, le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes continue ensemble avec ses partenaires à promouvoir ce service auprès des associations actives dans la lutte contre la violence et auprès du grand public ainsi que dans ses nombreux messages de prévention via les médias et les réseaux sociaux.

Dans cette optique, la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes a lancé lors de l'Orange Week une campagne d'affichage sur la violence domestique informant sur le dispositif d'aide dans les pharmacies et les offices sociaux pour ainsi atteindre, informer et sensibiliser un maximum de personnes.

Les Ministres de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Justice et de la Sécurité Intérieure profitent de cette occasion pour informer Madame la Députée qu'ils ont, en novembre 2019, instauré un groupe de travail interministériel « Violence domestique » pour réunir autour d'une même table les institutions publiques directement impliquées et les acteurs de terrain y associés afin d'analyser la nécessité d'adapter le cadre, le mécanisme et le dispositif actuellement en vigueur. Les travaux sont toujours en cours.

Question 3215 (27.11.2020) de **M. Roy Reding (ADR)** concernant les aides financières pour les entreprises impactées par la pandémie de la Covid-19 :

Am Kader vum Confinement hu vill Betriber staatlech Hëllef vissprach kritt. Ëmmer nees héiert een, datt et beim Ausbezuele vun dëse Sue Schwiereg-

⁴ Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence - Rapport au gouvernement 2019 : <https://mega.public.lu/fr/publications-publications-ministere/2020/Rapport-au-gouvernement-2019-Comite-Violence/Brochure-Rapport-au-gouvernement-2019-Comite-Violence.html>.



keete gétt, och wann de Betrib all Euro bluttnéideg kéint brauchen.

Duerfir hatt ech dës Froen un den Här Finanzminister, un den Här Wirtschaftsminister an un den Här Méttelstandsminister:

1. Wéi eng Reegelen a Prozeduren huet de Staat am Fall, wou e Betrib Hëllef aus dem Fonds de relance économique zegutt huet, awer nach géint-iwwer aneren Administratiounen (z. B. Fonds pour l'emploi, Steierverwaltung ...) Scholden huet?

2. Ass et virkomm, datt zugesoten Hëllefen zeréckbehale goufen, bis déi Ausstänn gereegelet waren?

3. Ass et net méiglech, Betriber an dësem Fall en Delai ze ginn, fir hir Scholden ze begläichen, an déi benéidegt Finanzsprätz direkt ausbezuelen, ier et fir de Betrib ze spéit ass?

4. Tauschen d'Staatsverwaltungen Informationen iwwert d'Finanzsituatioun vun engem Betrib ènnereen aus, och wa keen direkten Zesummenhang besteeet, z. B. bei enger neier ekonomescher Hëllef duerch de Fonds de relance économique an enger Schold beim Fonds pour l'emploi? Wat ass dofir d'rechtech Grondlag a wéi ass dat an Accord mam Dateschutz?

Réponse commune (08.01.2021) de **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, et de M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes :**

Net remboursabel staatlech Bäihëllefe vum Wirtschaftsministère an der Generaldirektioun vum Méttelstand am Kader vun der Covid-19-Pandemie ginn un d'Betriber ausbezuelt, onofhängeg dovun, ob dee betraffene Betrib nach Scholde géintiwwer aneren Administratiounen huet. Hei kënnt et deemno och net zur Situations, dass eng Hëllef zréckbehale gétt wéinst eventuelle Réckstänn bei aneren Administratiounen an deementsprechend ginn och keng Informatione fir esou Zwecker téscht Staatsverwaltungen ausgetosch.

Et bleift ze betounen, dass d'Ausbezuele vun enger Avance remboursable oder enger Bäihëllef fir Investitiounen oder Fuerschungsprojeten am Kontext vun der Covid-19-Pandemie allerdéngs am Kader vun den europäesche Richtlinnen un d'Konditioun gebonnen ass, dass de Betrib net schonn am Virfeld vun der Pandemie an enger finanzieller Schiflag war, dëst entsprechend de Krittäre vun der „entreprise en difficulté“, déi an de Reglementer vun der Europäescher Kommissiou festgeluecht sinn.

Beim Gros vun den Hëllefe muss de Betrib all Informatiounen an Dokumenter erareechen, déi néideg sinn, fir seng Demande ze traitéieren. Bei verschiddenen Hëllefen ass et néideg, dass sech d'Staatsverwaltungen ènnerteneen austauschen. An deem Fall ass awer ze bemierken, dass all Betrib a senger Ufro sain Accord zu dësem Austausch muss ginn, ausser wann et am Gesetz anesch virgesinn ass.

de Bongen, déi eventuell net vun de Leit ageléist ginn, iwwer en anere Wee un déi concernéiert Betriber verdeelt gétt?

Réponse (04.12.2020) de **M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes :**

Erlaabt mir, fir d'éischt op d'Beweeggrénn anzeoen, firwat d'Aktiou vun den Iwwernuechungsbongen agefouert gouf: Den Tourismussecteur ass mat Sécherheet ee vun de Secteuren, deen am schlëmmste vun der Covid-19-Pandemie getraff gouf. Zanter dem Fréijoer 2020 ass d'Unzel vun den auslänneschen Touristen dramatesch gefall an de Businesstourismus ass quasi inexistent. No dësem massiven Abroch vun der traditionelle Demande gouf mam Aféiere vun den Iwwernuechungsbonge probéiert, fir eng nei Demande fir de Secteur ze schafen: De Lëtzebuerger Public sollt den Tourismus zu Lëtzebuerg fir sech nei entdecken, getrei dem Motto „Lëtzebuerg, dat ass Vakanz“. Eng Aktiou, déi och den ugepeilte Succès konnt ervibréngen.

Am Géigendeel zum Tourismussecteur besteht d'Clientèle vum Eenzelhandel zu engem groussen Deel aus enger vill méi lokaler Population. D'Ausdeelee vu Bonge géif deemno keng substanziell nei Nofro schafen. Well d'Regierung sech der systemescher Relevanz vum Eenzelhandel bewosst ass, leet si émsou méi Wäert op eng cibléiert Ènnerstëtzung. Sou si wären der Period vum éischt Confinement zwou Direkthëllefen agefouert ginn:

- eng Direkthëllef vu 5.000 € fir d'Geschäfter, déi hir Dieren hu missen zouraachen;

- eng weider Direkthëllef vu 5.000 €, respektiv 12.500 € am Fall vun engem Abroch vum Ëmsaz vu minimal 50 %.

Fir d'Méint Juli, August a September ass e spezielle Regimm op d'Bee gestallt ginn („Aide spécifique pour le commerce de détail en magasin“), fir den Eenzelhandel geziilt ze stäärken. Hei war eng Direkthëllef von 1.000 € pro Mataarbechter am Mount Juli méiglech, vu 750 € fir de Mount August a vu 500 € fir de Mount September.

Fir déi kommend Méint wäerten och nach weider Mesuren ergraff ginn, déi geziilt op den Eenzelhandel ausgeluecht sinn: Mat der neier „Aide de relance“ kann den Eenzelhandel fir d'Méint November 2020 bis Mäerz 2021 eng Hëllef vun 1.250 € pro aktive Mataarbechter an Usproch huelen a vu 500 € pro Salarié, deen am Chômage partiel ass.

Erlaabt mir och, op d'Wichtegkeet vun der Onlineplattform LetzShop hinzuweisen. Si bitt eng wichteg komplementar Léisung zum klasseschen Eenzelhandel a kann et de Betriber erlauben, sech iwwert de Wee vum Online-Handel e Basisakommes ze sécheren. D'Covid-19-Kris huet gewisen, dass et wichteg ass fir e Betrib, seng Wuern iwwert méi Weeér unzubidden. D'Plattform LetzShop dréit dofir ee substanziellem Deel dozou bái, fir dass den Eenzelhandel e gesonde Mix téscht klaseschem Verkauf an Onlinepresenz ka fannen.

4. Wéi vill Plaintiffe sinn an deene leschte fénnef Joer géint Personal vu Sécherheetsfirmen am Asaz deposéiert ginn?

5. Wéi eng Objeten dierfen dës Agente mat sech féieren, fir sech géint eventuell Ugrëffer ze verdedegen?

6. Dierfe si, wa se am Asaz sinn, suspekt Persounen duerchsichen?

Dierfe si suspekte Persounen d'Rucksäck oder d'Poschen duerchsichen?

Réponse commune (29.12.2020) de **M. Henri Cox, Ministre de la Sécurité intérieure, de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, et de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie :**

Entspréchend den Zuele vum Répertoire des entreprises luxembourgeoises 2019 vum Statec ginn et zu Lëtzebuerg 30 Betriber an der Kategorie „activités de sécurité privée“, déi dem NACE-Code 80.100 entsprécht. An der iwwergeuerdenter méi breeder Kategorie vun den „enquêtes et sécurité“, déi dem NACE-Code 80 entsprécht, ginn et 51 Betriber (déi 30 Betriber aus der Kategorie 80.100 sinn an dëser Zuel mat dran). Detailléert Informatiounen zum Emploi an dësem spezifische Secteur sinn net disponibel.

Um Justizministère sengem Internetsite ass doniett eng reegelméisseg aktualiséiert Oplëschung virzelfannen, wéi eng Betriber eng Autorisation énnert dem Gardiennage-Gesetz vum 12. November 2002 kruten (cf. Annex, no Matière opgélészcht).

D'Gesetz vun 2002 preziséiert och, wéi eng Critères d'Betriber musse respek téieren, fir eng Autorisation ze kréien, esou wéi verschidden aner Elementer vun hirer Missioun an hirem Optriede par rapport zum Bierger.

D'Artikale 4 bis 10 vum Gesetz fixéiere generell Prinzipien a Konditiounen, déi fir all Autorisation gällen:

« Art. 4.

Les demandes d'autorisation sont à adresser au Ministre de la Justice et doivent indiquer :

1. les noms, prénoms, lieu et date de naissance, nationalité, profession et domicile du requérant ou, s'il s'agit d'une société, la dénomination ou la raison sociale, la forme de la société et son siège social, ainsi que les noms, prénoms, lieu et date de naissance, nationalité, profession et domicile des directeurs, gérants et administrateurs ;
2. une description précise des activités projetées ;
3. les moyens techniques dont dispose le requérant ;
4. la liste du personnel engagé ;
5. l'aspect détaillé de l'uniforme porté par le personnel ;
6. le spécimen de la carte de légitimation portée par le personnel ;
7. le règlement de service.

La demande introduite par une société doit être accompagnée d'une copie des statuts coordonnés, d'un extrait récent du registre de commerce ainsi que d'une copie de l'autorisation délivrée par le ministre ayant dans ses attributions les autorisations d'établissement. La liste du personnel engagé visée au point 4. ci-dessus comprend l'indication des nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité et domicile des personnes concernées, en y joignant un curriculum vitae, un extrait récent du dossier judiciaire, une copie de l'examen médical d'embauchage, selon les prescriptions de la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail, et une copie de la carte d'identité. La production de ces documents est, hormis la copie de l'examen médical d'embauchage, également requise pour les directeurs, gérants et administrateurs visés au point 1. ci-dessus. L'aspect de l'uniforme visé au point 5. ci-dessus est à documenter par une description détaillée des différentes pièces le composant et des photos couleurs y afférentes. L'uniforme doit être conçu de façon à ne pas pouvoir être confondu avec l'uniforme porté par les forces de l'ordre.

Art. 5.

L'autorisation est refusée, si le requérant ne dispose pas du personnel et des moyens techniques suffisants pour exercer les activités envisagées ou s'il ne bénéficie pas de l'honorabilité professionnelle requise.

Un accord de principe quant à l'exercice d'une des activités prévues à l'article 2 est délivré dès lors que les conditions prévues à l'article 4 sub 1°, 2°, 5°, 6°, et 7° sont remplies. L'autorisation est délivrée dès que les conditions prévues à l'article 4 sub 3° et 4° sont également remplies.

Avant de se prononcer sur la conformité avec les obligations légales et réglementaires des moyens techniques à la disposition d'un requérant, le Ministre de la Justice peut soumettre le dossier aux services spécialisés du ministre ayant l'Inspection

du travail et des mines dans ses attributions, au ministre ayant la Police grand-ducale dans ses attributions, au ministre ayant le contrôle technique des véhicules automoteurs dans ses attributions et au ministre ayant les services d'incendie et de sauvetage dans ses attributions. L'autorisation est retirée, si le requérant ou les dirigeants de la société ne se conforment pas aux dispositions légales, s'ils ne respectent pas les conditions fixées par l'autorisation ou s'il est établi que les conditions fixées à l'alinea 1er ne sont plus remplies.

Art. 6.

L'autorisation est délivrée pour un terme de cinq ans. Elle peut être assortie d'obligations et de conditions.

Elle est renouvelable, chaque fois pour une nouvelle période de cinq ans.

Art. 7.

Tout changement au sein du conseil d'administration, de la direction et de la gérance doit être communiqué sans retard au Ministre de la Justice.

Art. 8.

L'engagement du personnel chargé des missions énumérées à l'article 2 de la présente loi doit être approuvé par le Ministre de la Justice.

L'autorisation d'engager est refusée si :

1. l'agent est âgé de moins de dix-huit ans ;
2. l'agent ne remplit pas les conditions d'honorabilité nécessaires ;
3. l'agent exerce des activités jugées incompatibles avec ses missions.

Art. 9.

Le personnel doit obligatoirement porter une carte de légitimation durant ses missions de gardiennage et de surveillance. Ce document, dont le modèle est à agréer par le Ministre de la Justice, doit contenir la photo de l'agent concerné, ainsi que ses nom et prénoms. Il doit indiquer le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'employeur et, pour les personnes morales, l'indication qu'il s'agit d'une société privée de gardiennage et de surveillance.

La carte de légitimation doit être exhibée sur demande des agents des forces de l'ordre.

Art. 10.

Le règlement de service visé à l'article 4 point 7° est un document qui contient toutes les dispositions générales utiles au fonctionnement du service et qui constitue pour le personnel le manuel de référence en cas de difficulté.

Ce document contient, entre autres, obligatoirement les dispositions suivantes :

1. les obligations découlant du secret professionnel ;
2. les principes de la légitime défense ;
3. le comportement de l'agent durant son service ;
4. l'organisation interne du service et la désignation des chefs hiérarchiques ;
5. les personnes de référence en cas de difficultés ;
6. les instructions relatives à l'octroi et au port de l'uniforme et de la carte de légitimation ;
7. l'obligation d'informer les forces de l'ordre en cas de constatation d'une infraction pénale ayant trait aux activités de gardiennage et de surveillance ;
8. en cas de port d'armes, les instructions relatives à l'octroi, à l'utilisation et au dépôt de ces armes, ainsi que l'obligation de participer régulièrement à des exercices de tir.

Le règlement de service doit être agréé par le Ministre de la Justice qui peut exiger l'insertion de toute autre disposition qu'il juge nécessaire à l'exécution des activités projetées.

Toute modification du règlement de service doit être approuvée au préalable par le Ministre de la Justice.

Art. 11.

La législation sur les armes et munitions est applicable aux personnes exerçant les activités visées par la présente loi. Les titulaires d'un port d'armes établi pour exercer des missions de gardiennage et de surveillance ne sont autorisés à porter ces armes que pendant le temps où ils sont en service et ils doivent se soumettre, quatre fois par an au moins, à des exercices de tir sous la surveillance d'un agent des forces de l'ordre. Un règlement grand-ducal peut fixer les conditions et les modalités de ces exercices de tir.»

Doniett gëlle spezifesch Konditiounen fir verschidenden Aktivitéiten.

Esou preziséieren d'Artikale 15 bis 17 Konditiounen fir Prestatairen am Beräich vum Gebai- an Objektschutz:

Question 3216 (27.11.2020) de **MM. Fernand Kartheiser et Roy Reding (ADR)** concernant les bons d'hébergement :

Den Här Méttelstandsminister huet sech iwwert de Succès vu senger Aktiou mat Iwwernuechungsbongen zefridde gewisen. Déi kleng a mëttel Handels- an Déngschtleeschtungsbetriber leiden och énnert de Konsequenzen vun den neie Covid-moosnamen. Besonesch déi nei Fermeture vu Restauranten a Caféé wäert d'Attraktivitéit vun de Stied an de Foussgängerzonen an de klengen Handel am Allgemengen impaktéieren. An deem fir den Handel an d'Déngschtleeschter esou schwéiere Kontext hätt ech dës Froen un den Här Méttelstandsminister:

1. Wéi steet den Här Minister zu däri liddi vun der Verdeelung vu Consommationsbongen un d'Bevölkerung, déi beim Lëtzebuerger Handel a bei Déngschtleeschter kéint an engem bestëmmten Delai ageléist ginn?

2. Wéi gesäßt den Här Minister d'Méiglechkeet, dës Bongen op déi Geschäfter ze beschränken, déi beim éischt Confinement am Fréijoer 2020 hu misseen zouraachen?

3. Wann d'Regierung wéilt op de Wee vun der Verdeelung vu Consommationsbonge goen, wéi e budgetäre Volume wéilt si da fir deen Zweck engagéieren a wat géing dat fir all eenzelle Stot bedeuten?

4. Ass an deem Fall sécherzestellen, datt d'Gesamtvaleur vun de Bongen, déi un d'Bevölkerung verdeelt ginn, och beim klengen Handel an den Déngschtleeschter ukënnnt, datt also d'Valeur vun

Question 3217 (27.11.2020) de **M. Marc Goergen (Piraten)** concernant les sociétés de sécurité privées :

De 25. November gouf bekannt, dass d'Stad Lëtzebuerg plangt, privat Sécherheetsfirmen a verschidene Quartieren an der Stad patroulliéieren ze loossen. Dës Firme ginn haut schonn oft genutzt, fir d'Sécherheet vu Geldtransporter oder op Concerten ze garantéieren. Och wann d'Konzept vu private Sécherheetsleit net nei ass, esou stellen sech awer eng Rei Froen zu de Rechter a Flichte vun de private Sécherheetsfirmen an hiren Employéen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir bannenzeg Sécherheet, fir Justiz a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill privat Sécherheetsfirma sinn hei zu Lëtzebuerg ugemellt?
- Wéi eng Autorisation mussen dës Firmen ufroen, fir hei am Land als privat Sécherheetsfirma dierfen ze fungéieren?
- Iwwert wéi vill Employéen verfügen dës Firmen ze summegezielt?
- Ginn et Krittären, déi eng Sécherheetsfirma muss respektéieren an iwwerpréiwen, am Fall wou si neit Personal astellt?
 - Falls jo, ém wéi eng Krittären handelt et sech?
 - Falls nee, firwat net?
- Mussen dës Firmen och no dem Astelle vum Personal nach iwwerpréiwen, ob d'Personal d'Krittären erfëllt?
- Mussen dës Employéen sech ausweise können, wa si am Asaz sinn?
 - Falls jo, op wéi eng Manéier musse si de Leit ronderëm sech matdeelen, dass et sech bei hinnen ém privat Sécherheetsleit handelt?
 - Falls nee, firwat net?



« Art. 15.

Pour obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de surveillance de biens mobiliers et immobiliers, le requérant doit disposer de trois voitures de service au moins et avoir une équipe de quinze agents de surveillance au moins sous contrat. Il doit en outre disposer d'un central équipé d'une chambre forte qui doit être sous surveillance permanente.

Art. 16.

Le règlement de service doit, de manière détaillée et complète, prévoir les modalités concernant la conservation et la remise des clés des immeubles et des biens mobiliers surveillés ainsi que les règles à observer en cas de dépôt temporaire d'objets de valeur dans la chambre forte.

Art. 17.

Le port de l'uniforme de service est obligatoire pour les agents placés à l'intérieur des bâtiments à surveiller et pour ceux circulant en patrouille. Les agents de patrouille doivent être équipés d'un système de liaison radio avec le central ou du moins d'un téléphone mobile. »

Fir d'Matière vun der Gestion de centres d'alarme gëllen iwwerdeem follgend supplementär Konditiounen:

« Art. 19.

Pour obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de la gestion de centres d'alarmes, le requérant doit disposer de trois voitures de service au moins, d'une équipe de vingt agents au moins et d'un central fortifié.

Art. 20.

Le central doit être équipé d'un sas d'entrée avec des portes blindées et être occupé en permanence par deux agents de garde au moins. Il doit disposer d'un groupe électrogène ainsi que d'un équipement radio et téléphonique permettant de joindre en toute circonstance le réseau d'intervention des forces de l'ordre. Un règlement grand-ducal peut définir des conditions de sécurité supplémentaires auxquelles ce central doit répondre.

Art. 21.

Le règlement de service doit, de manière détaillée et complète, prévoir des dispositions concernant l'ouverture des portes du sas, le tri des personnes autorisées à pénétrer au central, les missions et la relève du personnel affecté au central, prévoir un contrôle permanent des patrouilles et contenir des instructions précises relatives aux suites à réservier aux alarmes reçues. Le règlement de service doit prévoir en outre un responsable de la conservation des plans des systèmes installés et des clés techniques qui sont obligatoirement à déposer dans un coffre-fort.

Il doit également déterminer les modalités quant à la consultation des plans et au retrait temporaire des clés techniques. »

Fir de Geldtransport ze encadrer, gëtt et och nach emol matièrespezifesch Exigenzen:

« Art. 23.

Pour obtenir l'autorisation d'exercer l'activité de transport de fonds ou de valeurs, le requérant doit disposer au moins de trois voitures de service, de trois fourgons, d'une équipe de vingt agents et d'un central fortifié.

Art. 24.

Le central doit être équipé d'un sas d'entrée avec des portes blindées, d'un lieu protégé permettant le chargement et le déchargement des fourgons à l'abri du regard de toute personne étrangère au service, ainsi que d'une salle de coffres permettant d'entreposer en toute sécurité les fonds ou valeurs qui ne peuvent pas être acheminés immédiatement vers leur destination. Le central doit être occupé en permanence par deux agents de garde au moins et être relié directement par une ligne spéciale au centre d'alerte de la police grand-ducale. Il doit disposer d'un groupe électrogène ainsi que d'un équipement radiotéléphonique permettant de joindre en toute circonstance le réseau d'intervention des forces de l'ordre. Le central doit en outre disposer d'un système de contrôle permettant de suivre constamment, dans un rayon de soixante-quinze kilomètres au moins, la position exacte des différents fourgons en mission.

Un règlement grand-ducal peut définir des conditions de sécurité supplémentaires auxquelles le central doit répondre.

Art. 25.

Les fourgons doivent être surveillés en permanence. S'ils renferment des fonds ou valeurs, il faut qu'un agent au moins se trouve en permanence à l'intérieur du véhicule. S'ils ne sont pas utilisés, ils doivent être stationnés sur un parking clos qui est constamment surveillé.

Art. 26.

Le règlement de service doit, de manière détaillée et complète, prévoir des dispositions concernant l'ouverture des portes du sas, le tri des personnes autorisées à pénétrer dans les différentes parties du central, les missions et la relève du personnel affecté au central, les contrôles concernant la salle des coffres, les opérations de chargement et de déchargement ainsi que le stationnement des fourgons. Il doit en outre contenir toutes les instructions nécessaires concernant les opérations de transport : la désignation des chauffeurs, des convoyeurs et du responsable des itinéraires, les recommandations d'observation et de prévention, les mesures de sécurité à prendre lors du chargement et du déchargement des fonds ou valeurs, les modalités du stationnement des fourgons, les directives concernant la collaboration avec les forces de l'ordre pour sécuriser les itinéraires et assurer une protection efficace des fonds ou valeurs transportés en cas d'attaque ainsi que la conduite à adopter pour riposter aux différents types d'agressions.

Art. 27.

Le port de l'uniforme de service est obligatoire pour les agents en service dans les fourgons. Les agents circulant en voiture de service doivent être équipés d'un système de liaison radio avec le central et d'un téléphone mobile. »

Wat d'Fro no der Zuel vu Plainte géint privat Sécherheetsagenten ubeet, esou gëllt, dass beim Ophuele vu Plainten d'Androe vum geneéé Beruffstand keng relevant Donnée fir déi weider Strofverfolgung ass. Aus deem Grond ass et eis net méiglech, Statistiken zu désem Punkt ze liwweren.

Wat d'Fro zu de Befugnisser vun de Sécherheetsagenten ubeet, esou ginn déi net iwwert d'Befugnisser vum normale Bierger eraus. De private Sécherheetsagent duerf deemno keng vun de Missionen vun der Police iwwerhuelen - ergo och keng Persoun zwéngen, sech enger Fouille ze énnerzéien - mee muss am Geforefall d'Police raffen.

Question 3218 (27.11.2020) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) concernant les indemnités et jetons de présence des membres du conseil d'administration de la Coque :

Onsen Informatiounen no sinn d'Opwandsentschiedegung pro Mount souwei d'Jetons de présence fir de Conseil vum Centre national sportif et culturel d'Coque rezent erhéicht ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann de Sportsminister dës Informatiounen bestätigen?
2. Wa jo, wat sinn d'Grénn fir dës Erhéitung?
3. Wa jo, ém wéi vill sinn Opwandsentschiedegung a Jetons de présence eropgaangen an op wiem seng Initiativ hin?

Réponse (08.01.2021) de M. Dan Kersch, Ministre des Sports :

Op d'Fro vun der honorabeler Députéierter iwwer d'Indemnitéité respектив d'Jetons de présence vun de Membere vum Verwaltungsrot vum Centre national sportif et culturel ass fir d'éischt ze soen, datt dem Artikel 3 Punkt 9 vum ofgeännerte Gesetz vum 29. Juni 2000 no, dat de Centre national sportif et culturel organiséiert, d'Indemnitéitéen an d'Jetons de présence vun de Membere vum Verwaltungsrot vum Centre vum Regierungsrot fixéiert ginn, an „à charge“ vum Centre selwer sinn, dee sech ronn zur Hallschent duerch Egeméttel finanzéiert.

Dës Indemnitéiten a Jetons de présence sinn zanter dem September 2000 net méi ubeastet ginn a waren och net indexéiert.

Am Kader vun der Ernennung respектив der Erneierung vun de Mandater vum Verwaltungsrot vum Centre am Juli⁵ dést Joer huet d'Regierung och op Demande aus dem Émfeld vum Verwaltungsrot hin d'Indemnitéiten an d'Jetone souwuel der Deierecht, spréch der Inflatioun, ewéi och der méi grousser Verantwortung vum Verwaltungsrot vum Centre,

⁵ Arrêté grand-ducal du 23 juillet 2020 portant nomination des membres du conseil d'administration du Centre national sportif et culturel « d'Coque ».

deen an Tëschenzäit ronn 90 Leit beschäftegt, ugepasst.

D'Indemnitéiten an d'Jetons de présence aus dem Joer 2020 sinn deemno opgrond och vun désen Iwwerleeunge finallement an der Moyenne verduebelt ginn am Verglach zu den Indemnitéité respектив Jetonen, déi am Joer 2000 fixéiert gi waren. Och sinn d'Indemnitéiten elo indexéiert, esou datt eng weider Upassung an Zukunft, am Prinzip, net méi déidig wäert sinn.

Question 3219 (27.11.2020) de Mme Martine Hansen et M. Claude Wiseler (CSV) concernant la gratuité du vaccin :

Le vaccin contre le Covid-19 est indispensable afin d'endiguer la circulation du virus. Les ministres de la Santé de la Belgique ont d'ailleurs annoncé les lignes directrices de leur campagne de vaccination contre le Covid-19 qui aura comme objectif de vacciner 70 % de la population belge avec un vaccin gratuit mais non obligatoire.

Notre groupe politique a déjà plaidé à plusieurs reprises pendant les débats publics pour que le futur vaccin soit gratuit pour la population du Grand-Duché. Cependant, le Gouvernement ne s'est à aucun moment exprimé à ce sujet, ni pendant les débats publics, ni dans sa réponse à notre question parlementaire n° 3130. Par ailleurs, la majorité gouvernementale a voté en date du 25 novembre contre une motion plaident en faveur de la gratuité d'une telle vaccination.

C'est dans ce contexte que nous aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Est-ce que le Gouvernement envisage de rendre le vaccin contre le Covid-19 gratuit ?
- Si tel n'est pas le cas, le Gouvernement pourrait-il nous donner plus de détails sur le prix à payer respectivement la partie que devront couvrir les citoyens pour se faire vacciner ?
- La question de la gratuité de ce vaccin a-t-elle déjà été soumise au Conseil gouvernemental tel qu'indiqué dans la réponse à notre question parlementaire n° 3130 ?

Réponse (29.12.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

Comme annoncé dans la réponse du 12 novembre à la question parlementaire n° 3130, la question de la gratuité du vaccin a été soumise au Conseil de Gouvernement, ensemble avec la stratégie vaccinale, lors de sa séance du 4 décembre 2021. Le Gouvernement a décidé que les vaccins seront mis à disposition de manière gratuite - comme d'ailleurs dans une très grande majorité d'États membres -, indépendamment du fait que les personnes disposent ou non d'une assurance maladie.

Question 3222 (30.11.2020) de M. Sven Clement (Piraten) concernant les échanges individuels dans le cadre des bilans intermédiaires :

An enger Circulaire vum Educatiounministère vum 25. November 2020 en d'Léierpersonal aus de Cycles 2 bis 4 iwwert d'Bilans intermédiaires heescht et:

Remarque :

Il est rappelé que les parents des élèves des cycles 2-4 participeront à des échanges individuels organisés par le titulaire de classe avant les vacances de Noël. Les entretiens avec les parents se dérouleront, dans la mesure du possible, en présentiel à l'école et ceci dans le respect des mesures de protection des gestes barrière qui s'imposent.

Verschidde Persounen hei am Land (Leit vum Léierpersonal grad ewéi och verschidden Elteren) gëllen als vulnerabel a sollten am beschten all direkte Kontakt mat Leit vu bausse vermeiden.

Doriwwer eraus sollen awer och net vulnerabel Leit am Moment op all net essenzielle Kontakt verzichten.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Hält de Minister et fir richteg, d'Léierpersonal unzeweisen, d'Eltereversammlungen an der Schoul ofzehalen?

Sollt dës Decisioun net de Concernéierten um Terrain iwwerlooss ginn, fir esou d'Léierpersonal ze summe mat den Elteren déi bescht Approche fir een Treffen auswielen ze loosser?

2. Wat mengt de Minister, wann hie seet, dass dës Entretien sech sollen „dans la mesure du possible“ an de Schoulen ofhalen?

Réponse (08.01.2021) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- ad 1. + 2. Ewéi den honorabelen Här Deputéierte richteg a senger parlamentarescher Fro seet, steet

an der Circulaire zu de Bilans intermédiaires, datt d'Entretiene mat den Elteren „dans la mesure du possible“ sollen an der Schoul ofgehale ginn.

Dëst bedeit gläichzäiteg och, datt d'Méglechkeet besteet, d'Entretien op eng alternativ Aart a Weis ofzehalen, sollt dëst vum Enseignant oder vun den Eltere gewünscht sinn. D'Léierpersonal steet a reegelméissegem Kontakt mat den Elteren, esou datt si zesumme kënnen decidéieren, wéi eng Approche déi richteg fir si ass. Deemno kann, zum Beispill am Fall wou den Enseignant oder ee vun den Eltere vulnerabel ass, och op eng Video- resp. Audio-konferenz zeréckgegraff ginn.

Question 3223 (30.11.2020) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant l'exercice du culte dans le cadre de la pandémie de la Covid-19 :

Säit 2005 gëtt et zu Lëtzebuerg d'Glawengemeinschaft vum Flying Spaghetti Monster (FSM). Hier Nuddelmass feieren déi Gleeweg an engem Restaurant.

Den Horeca-Secteur muss, bedéngt duerch dat neit Covidgesetz, seng Dieren awer op d'mannst bis de 15. Dezember zoumaachen.

D'Gesetz vum 25. November 2020 hält am Artikel 3ter nämlech fest:

« Les établissements destinés à l'exercice du culte sont autorisés à rester ouverts exclusivement pour cet exercice, dans le respect des dispositions de l'article 4, paragraphes 2 à 6. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Kultusminister dës Froe stellen:

1. Dierfen d'Membere vun der Glawengemeinschaft vum FSM sech an hirem Établissement destiné à l'exercice du culte treffen, fir hire Glawen auszéübén?

- Falls nee, wou dierften dës Gleeweg dann hire Glawen auszéübén?

- Berécksüchtegend, datt déi Gleeweg vum FSM hi Massen émmer op Plazien halen, déi a Verbindung mat lesse stinn, wier et méiglech, dass d'FSM-Memberen sech a Restaurants oder Kantinen treffen, falls dës dee Moment just fir d'Nuddelmass benutzt ginn?

2. Huet de Ministère sech während dem Ausschaffe vun dësem Gesetz mat de Glawengemeinschaften zu Lëtzebuerg zesummegesat?

Falls jo, ém wéi eng Gemeinschaften handelt et sech a wéini hunn dës Treffe stattfonnt?

3. Wéi definéiert de Ministère „les établissements destinés à l'exercice du culte“ aus dem Artikel 3ter? Wéi eng Konditiounen muss eng Glawengemeinschaft erfëllen, fir vum Artikel 3ter vum neie Covidgesetz profitéieren ze können?

4. Kann all Gebai vun enger Glawengemeinschaft zu hirem Établissement destiné à l'exercice du culte erklärert ginn?

Kéint eng Glawengemeinschaft esou, zum Beispill, fir Zeremonien an engem Centre culturel oder enger Privatwunneng auszéübén, wann d'Distanzregeln an d'Maskeflicht respektéiert ginn?

Falls jo, wat muss eng Glawengemeinschaft maachen, fir dése Sitz unerkannt ze kréien?

Réponse (05.01.2021) de M. Xavier Bettel, Ministre des Cultes :

ad 1. Dem Artikel 3ter vun der Loi modifiée portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 no kënné sech all Reliounsgemeinschaften an de Gebailechkeeten treffen, déi normalerweis an exklusiv dem Ausübe vun hirem Glawen déngén.

Den Exercice vum Glawen ass awer duerch all déi aner Dispositiounen vun deem Gesetz limitéiert. Et muss ee spezifesch kucken, ob aner Dispositiounen an deem Gesetz sech op de spezifische Glawen applizéieren oder net.

Fir se alleguer gëllen awer d'Dispositiounen vum Artikel 4 Paragrafen 2 bis 6 vun dem Gesetz.

ad 2. D'Glawengemeinschafte waren net um Ausschaffe vun dësem Gesetz bedeegte. D'Gesetz ass vum Gesondheetsministère ausgeschafft ginn a Koordinatioun mam Kultusdepartement, wat de Volet vun der Reliounsausübung ugeet.

De Ministère hat den 22. Mee 2020 an de 14. Dezember 2020 en Echange mat de konventionéierte Reliounsgemeinschaften, fir iwwert d'Auswirkunge vun der Covidkris an hirem Secteur ze diskutéieren.

ad 3. Et gëtt hei op den Avis complémentaire vum Conseil d'Etat zum Projet de loi N° 7964 verwisen: « L'article 3ter, alinéa 2, prévoit que les établissements destinés exclusivement à l'exercice du culte sont autorisés à rester ouverts, sous condition de respecter les règles relatives aux rassemblements. »



Fir de Rescht ass d'Ausübe vun der Relioun vum Artikel 19 vun der Verfassung gereegelt. D'Regierung huet net wéllés, weider Critères anzeféieren.

ad 4. E Gebai muss normalerweis an exklusiv vun enger Reliounsgemeinschaft benotzt gi fir den Exercice du culte.

Déi ugeschwaten Zeremonié sinn net vum Artikel 3ter (2. Alinea) erlaabt, well se sech net op Plazien ofspillen, déi normalerweis an exklusiv fir den Exercice du culte reservéiert sinn. Wéi schonn am Commentaire des articles erkläert, geet et hei dréms, sou Zeremonien ze evitéieren.

Question 3224 (30.11.2020) de M. Marc Goergen (Pirates) concernant les mesures sanitaires dans les galeries marchandes :

Wien de leschte Weekend ee vun de gréissere Shoppingzenteren am Land besicht oder d'Fotoen op Social Media gesinn huet, deen huet sech ee Moment wéi an d'Normalitéit viru Corona zeréckversat gefillt. D'Akafszentere waren deelweis esou voll, datt d'Schlaange virun de Geschäfter matenee verschmolt sinn.

Datt d'Akafszentere grad a Coronazäiten oppbleiwen, wou d'Leit eigentlech zum gréissene Deel doheembleiwe sollen, fir sech kengem onnéidegen Infektionsrisiko auszesetzen, ass op d'politesch Decisioun vun der Regierung zeréckzeféieren, d'Shoppingzenteren net zozemaachen.

Et war virauszesginn, datt mat deene leschte Mesuren an trotz héjén Infektionszuelen hei am Land d'Leit d'Zäit virun de Chrëschdeeg nach notze géien, fir zu bëlleger Präsesser hir Kadouen anzekafen. D'Biller aus deene verschidde Shoppingzenteren hei am Land sinn awer, grad an Zäite vun dëser Pandemie, méi wéi besuergneserregend a loessen Zweifel un de Mesurë vun der Regierung opkommen.

Wéi mir vu verschidde Verkeefer zougedroe gouf, war et weeder an de Galerien nach a ville Geschäfter méiglech, d'Hygiènesmesuren an d'Distanzen anzhalen. Mataarbechter berichten, datt se zum Deel aacht Stonnen um Stéck face-à-face mat de Leit stoungen, honnerte vun Artikelen a Keessenticketen ugepaakt henn an dacks net konnten hir Hänn desinfizéieren. Gesot gouf mir och, datt vill Leit hiert lessen aus dem Takeaway einfach matten an der Galerie um Buedem konsuméiert hätten an dat ouni Mask, wat dorobber zérezczeschléissen ass, datt d'Regierung d'Restauranten an d'Caféen zogemaach huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an de Ministere fir bannenzeg Sécherheet, Gesondheet a Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Kontrollen henn am Virfeld vum Black Friday stattfonnt, fir ze iwverpréiwen, datt all d'Geschäfter a Galerien déi néideg Sécherheetsmesurë virum Black Friday getraff henn?

2. Wéi vill Kontrolle goufen dëse Weekend vun effentlecher Säit aus gemaach, fir ze iwverpréiwen, datt d'Shoppingzenteren d'Maximalkontingenter u Visiteuren anhalen? Wéi vill Protokoller goufen ausgeschwat, well sech net un d'Maximalkontingenter gehale gouf?

3. Huet d'Regierung bei hirer Decisioun, d'Shoppingzenteren opzeloosser, och un d'Sécherheet vun de Salariéen an de Shoppingzentere geduecht? Falls jo, wat gouf vun effentlecher Säit aus énnersholl a wéi gouf d'Sécherheet vun de Leit sur place kontrolléiert?

4. Aus wéi engem Grond goufen d'Shoppingzenteren net am Kader vun de Covid-19-Mesurë berécksichtegt? Kann d'Regierung d'Proportionalitéit erklären, firwat Kinoen a Kulturaktivitéite gestoppt goufen, während Konsumaktivitéiten, déi dausende vu Leit op enkem Raum zesummeféieren, net weider ageschränkt goufen? Steet d'Regierung zu hirer Decisioun, d'Shoppingzenteren opzeloosser?

5. Ass no dësem Massenstuerm op d'Geschäfter ee Pic un Neiinfektionen am Dezember ze erwaarden?

6. Kann ausgeschloss ginn, datt verschidde Regierungsmemberen Interessekonflikter henn, well se selwer, oder duerch Bekannter, a kommerziell Aktivitéiten an der Branche vum Commerce „non essentiel“ involvéiert sinn?

7. Hunn d'Ministeren, déi Participatiounen a Firme mat Verkäfsfläch an Akafszentern henn, sech bei den Diskussiounen an den Entscheidungen iwwer covidbedéngte Fermeturen am Commerce enthalten?

Réponse commune (05.01.2021) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et de M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes :

ad 1. Am Ganze sinn an de véier Deeg virum „Black Friday“ ronn 90 Kontrolle vun der Police ausge-

fouert ginn, déi sech net op de Couvre-feu bezunn henn. Vu dass d'Police déi Kontrollen am Kader vun hirer normaler Surveillance générale de l'ordre public duerchgefouert huet, kann net statistesch separat erausgefiltiert ginn, wéi eng sech op Geschäftter a Galerië bezunn henn.

ad 2. De Weekend vum „Black Friday“ selwer sinn an deem Kontext ronn 50 Kontrolle gemaach ginn, awer mat der nämmelechter Reserv wéi énnner ad 1. Vun der Police ass kee Protokoll opgestallt ginn an et gouf der Police och keen Téschefall an deem Kontext gemellt.

ad 3. D'Generaldirektioune fir Méttelstand ass am permanente Kontakt mat den Acteure vum Secteur. Fir sécherzestellen, datt d'Distanzen an d'Hygiènesmesuren an den Akafszentere respektéiert ginn, goufen eng Panoplie u Reegelen opgestallt an entsprechend Mesuren agefouert. Esou ass d'Droe vum Mask an den Akafszenteren obligatoresch. Zudeem dierfe Butteker mat méi wéi 400 Meterkaree Surface net méi wéi ee Client op zéng Meterkaree eralossen. Fir dat ze kontrolléieren, henn d'Akafszentere op verschidde Methoden zérezckgraff. Hei gouf et virun allem e Comptage vun den eenzele Clientë respектив eng Limitatioun vun de Parkplazien. D'Regierung huet des Weideren am neie Covidgesetz zousätzliche Mesuren agefouert. Esou ass d'Consommatioun vun lessens oder Gedrénks an den Akafszenteren explizitt verbueden ginn. Zudeem müsssen d'Akafszentere en individuell Sécherheitskonzept erstellen, dat de Respekt vun den Distanzen an den Hygiènesmesurë souwéi eng besser Zirkulatioun sécherstellt.

ad 4. Zum Zäitpunkt, wou den honorabelen Députéierten dës parlamentaresch Ufro gestallt huet, huet d'Covidgesetz eng Limitt vun engem Client pro zéng Meterkaree fir all kommerziell Exploitatioun vun enger Surface de vente vu méi wéi 400 Meterkaree virgesinn. An der Definitioun vun der Surface de vente sinn d'Galeries marchandes ausgeschloss ginn, par analogie zu der Definitioun vun de Surfaces de vente am Gesetz vum 2. September 2011 („réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales“). Et huet sech awer an der Praxis erwisen, dass et an de Galeries marchandes zu gréisseren Usammlunge vu Leit an zu Situations de vente vun onvirsiichtegem Verhale komm ass, wéi z. B. Consommatioun vun lessens oder Drénken ouni Maskeschutz a phyesch Distanzéierung. Et hu sech dorriwer eraus grouss Waardeschlaange virun de Geschäftter an de Galeries marchandes gebilt. Aus dësem Grond ass an der Ofännerung, déi seit dem 16. Dezember applikabel ass, virgesinn, dass all Exploitant vun engem Centre commercial, deen eng Galerie marchande huet, gehalen ass, ee sanitäre Protokoll en place ze setzen, fir de Flux vun de Clienten ze reglementéieren an ze kontrolléieren.

ad 5. Iwwert déi zwou éischte Woche vum Dezember konnt kee Pic vun Infektionen, mee éischter ee Plateau festgestallt ginn, d. h. d'Infektionen sinn op engem héijen Niveau bliwwen. Ob een direkte Lien mat dem „Black Friday“ besteet, ass net méiglech ze soen.

ad 6. + 7. Den Artikel 7 Alinea 2 vum Code de déontologie fir d'Regierungsmembere gesäßt vir: « Il n'y a pas de conflit d'intérêts lorsque le membre du Gouvernement tire un avantage du seul fait d'appartenir à la population dans son ensemble ou à une large catégorie de personnes. » Regierungsmembren, déi Participatiounen a Firmen henn, déi an der parlamentarescher Fro viséiert ginn, gehéieren zur „large catégorie de personnes“ vu Leit, déi sou Participatiounen zu Lëtzebuerg henn an zéie kee besonneschen an disproportionéierte perséinleche Virdeel aus dem aktuelle sanitäre Mesuren. Et läit deemno keen Interessekonflikt vir.

Question 3225 (01.12.2020) de M. Fred Keup (ADR) concernant la mise à disposition de désinfectants dans les écoles :

An der Stad Lëtzebuerg kruten d'Enseignantë sät der Rentrée de 25. Mee en Desinfektionsmittel, fir an der Klass reegelméisseg kenne Flächen ofzemaachen. Et ass awer ze héieren, datt dat sät Oktober awer elo net méi esou ass, mat der Begrénnung, datt d'Kanner net méi an der Klass iessen.

Et ass awer esou, datt déi kleng Collatioun moies dacks an der Klass op der Bänk geholl gëtt. Dobái kënnt, datt bei verschidde Fächer, z. B. den Appui, VieSo oder Cours d'accueil, all Stonn aner Kanner an de selwechte Klassesall erkommen an d'Bänk benotzen.

Vu datt déi aktuell Infektionszuelen héich sinn an d'Schoulen sech als Hotspot erausgestallt henn, wéilt ech dem Här Schouminister follgend Froe stellen:

1. Ass et esou, datt d'Enseignanten an der Grondschoul keen Desinfektionsmittel méi ausgehändigt kréien?

2. Kann den Här Minister confirméieren, datt en Enseignant wéinst Allergiegeför keen Desinfektionsmittel, dat hie privat kaift huet, benotzen duerf, fir d'Bänke vun de Kanner ofzewëschen?

3. Denkt den Här Minister net, datt dat awer eng wichteg Moossnam wier, fir d'Infektione méi kleng ze halen?

4. Gesäßt den Här Minister et net als problemesch un, wann en Enseignant net desinfiziere kann a Säll, wou all Stonn aner Schüler kommen?

5. Sollt net all Enseignant en Desinfektionsmittel henn, fir Objete wéi Kopiesmaschinn, Schneitemaschinn asw. virum oder nom Gebrauch kenneen ze desinfizéieren?

Réponse (05.01.2021) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

ad 1. + 5. Am Kader vun der sanitärer Kris goufen d'Gemenge während dem Deconfinement an am Ufank vum aktuelle Schouljoer an enger éischter Phas doduerch énnertéztzt, dass si bei mengem Ministère dat néidegt Material fir d'Émsetzung vun de Geste-barrièrë konnte bestellen an datt si dëst Material dee Moment gratis an déi eenzel Grondschoule geliwwert kruten. Vu dass de Bedarf u Produitten, mat deenen déi néidegt Preventiouns- an Hygiènesmesurë sollten émgesat ginn, virun allem fir d'Reprise vun de Courses de 25. Mee 2020, nei war, huet dës Offer dozou báigedroen, d'Schoule mat déi néidegen Equipment ze versuergen.

Ewéi am Artikel 58 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental festgehalen, ass et un de Gemengenautoritéiten, fir déi néidegt Infrastrukturen an d'Equipement fir den Enseignement fondamental zur Verfügung ze stellen an hiren Entretien ze assuréieren. Huet mäi Ministère an enger éischter Phas énnertéztend un der Versuergung vun de Grondschoule mat de Produitten, déi eng adequat Émsetzung vun den temporairé Recommandatiounen am Kontext vun der sanitärer Kris erlaben, deelgeholl, esou fält den Approximation vun de Grondschoulebaier mat den néidege Produitten an de Kompetenzberäich vun de Gemengen.

Et ass deemno un de Gemengen ze klären, ob d'Veerdeele vun Desinfektionsmittel un d'Léierpersonal hinnen eng opportun Preventiounsmeasure ze si schéngt. Méi sénnergé schéngt et, op deene Plazien, op deene méi Leit een nämmelechten Objet benotzen, enen Desinfektionsmittel hindestellen, fir dass d'Utilisateur vun zum Beispill enger Kopies- oder Schneitemaschinn, virum a nom Benotzen hir Hänn kenneen desinfizéieren. Complementaire heizou kann eventuell eng periodesch Interventioun vun de Botzequuppen op dëse Plazien organiséiert ginn.

ad 2. D'Assuréiere vun der Hygiène vun de Grondschoulebaier énnertézt der Autoritéit vun de Gemengen. D'Gemenge stellen esouwuel dat néidegt Personal ewéi och d'Material heifir zur Verfügung. Gläichzäiteg énnertézt et och der Verantwortung vun de Gemengen, d'Frequenz vun de Botzinterventionen der aktueller a lokaler Situations no ze analyséieren a festzeleeën. Esou e Fall, ewéi den honréierten Députéierten a senger Fro beschreift, ass mir net rapportéiert ginn.

ad 3. De Respekt vun der Hygiène ass zemoools an der aktueller sanitärer Kris besonnesch wichteg. Aus dësem Grond gouf énnner anerem an de „recommandations sanitaires temporaires de la Direction de la santé dans le cadre de la crise sanitaire liée au Covid-19 à l'attention du personnel enseignant et éducatif et des élèves fréquentant les cycles 1 à 4“ festgehalen, datt et wichteg ass, d'Klassesall esou wéi och d'Material an d'Miwwelen reegelméisseg ze botzen an ze desinfizéieren.

Ewéi virdru scho beschriwwen énnertézt d'Organisation vun der Interventioun vun de Botzequuppen an d'Bereetstelle vum néidege Material der Verantwortung vun der jeeweileger Gemeng.

Question 3226 (01.12.2020) de M. Fred Keup (ADR) concernant l'utilisation de la langue française pour les avertissements taxés :

Zu Lëtzebuerg kritt ee vun der Police d'Protokoller zugeschéckt, wann een ze séier fier oder eeben op d'Fénster vum Auto gepecht, wann ee falsch parkt. Dës Protokoller sinn zu Lëtzebuerg eesproocheg - op Franséisch.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Policeminister:

1. Firwat sinn d'Protokoller eesproocheg an net méisproocheg?

2. Firwat sinn d'Protokoller just an enger vun eisen dräi Amtssproochen a firwat net an eiser Landessprooch?

3. Wier et net logesch, fir an engem Land, dat sech esou mat Multilinguismus bretzt, d'Protokoller op méi Sproochen ze maachen?

4. Fir déi allermeeschste Lëtzebuerg ass franséisch eng schwéier Friemsprooch an och fir déi meeschten Ausländer ass dat esou. Ongeféier 15 % vun den Awunner si franséisch Mammesproochler. Kéint een hei net de Bierger entgéintkommen an d'Protokoller a méi Sprooch maachen, déi si méi einfach verstinn?

5. Wann e Polizist oder e Pechert e Protokoll op der Hand schreift, huet hien dann d'Recht, eng vun eisen dräi gläichberechtigten Amtssproochen ze benotzen oder ass et him verbueden, déi eng oder aner vun eisen Amtssproochen ze benotzen? Wa jo, wéi eng Sprooch däarf hien net benotzen an aus wéi engem Grond ass dëst verbueden?

6. Wann e Lëtzebuerg an Däitschland geblézt gëtt, kritt en e Protokoll aus Däitschland op Lëtzebuerg geschéckt an deen ass dann op Franséisch. Firwat verfaasst Däitschland e Protokoll op Franséisch, fir en op Lëtzebuerg ze schécken, wou dach Däitsch eng Amtssprooch hei ass? Kann de Minister bestätigen, datt dëst esou ass, well Lëtzebuerg ass op internationalem Plang festgeluecht huet?

7. Wa jo, ass de Minister net der Meenung, datt et onsnenneg ass, datt Lëtzebuerg festleet, datt Däitschland e Protokoll fir einen Awunner vu Lëtzebuerg muss op Franséisch schreiwen?

8. Ausser bei de Gesetzer sinn eis dräi Amtssproochen eigentlech gläichberechtigt. Firwat gëtt hei da Franséisch besser behandelt an déi aner Amtssproochen diskriminéiert?

Réponse (17.12.2020) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure :

Bei de „Protokoller“, déi an déser parlamentarescher Fro ugeschwat sinn, handelt et sech a Wierlechkeet net ém e Protokoll, mee ém den Avertissement taxé, d'Convocation respектив de Papillon am Strosseverkéier.

ad 1. D'Gesetzer an d'groussherzoglech Reglementer am Kader vum Strosseverkéier sinn all op Franséisch, dat heescht all Infraktioun am Strosseverkéier ass op Franséisch libelléiert. Doduerch gëtt och en AT (avertissement taxé), eng Convocation oder ee Papillon a franséischer Sprooch geschriwwen. Am modifizierte groussherzoglech Regelement vum 26. August 1993 ass de Modell vum AT, der Convocation an esou weider vum Legislateur op Franséisch festgehalte ginn. D'Police hält sech un de gesetzleche Kader, dee vum Legislateur festgeluecht ginn ass.

ad 2. - 4. Mir verweise op d'Äntwert énnner ad 1.

ad 5. Wéinst dem gesetzleche Kader ass den Text um AT, um Papillon oder op der Convocation op Franséisch ze schreiwen. Dëst ass och an den internen Déngschvirschréfte vun der Police esou festgeluecht.

Ad 6. Dës Procedere goufe festgeluecht duerch d'Direktiv 2011/82/UE vum 25. Oktober 2011 „facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité“. Dës Direktiv ass vun den europäesche Länner an hiert nationaalt Recht transposéiert ginn, zu Lëtzebuerg ass dëst d'Gesetz vum 19. Dezember 2014 „facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière“.

An Däitschland gesäßt de Paragraf 27 vum „Strafverkehrsgesetz“ Folgendes vir:

§ 27 Informationsschreiben

Hat die Verwaltungsbehörde in einem Bußgeldverfahren den Halter oder Eigentümer eines Kraftfahrzeugs auf Grund einer Abfrage im Sinne von Artikel 4 der Richtlinie 2011/82/EU des Europäischen Parlaments und



notzt, fir ze „genderen“. Zum Beispill „jede/-r Einwohner/-in“ (aus: Was ist... das Parlament?) oder „Luxemburger*innen“ (am Duerchbléck Nr. 3). Dës Broschüren an hir Inhalter wende sech un d'Schüler a sollen an de Schoule benotzt ginn.

Weeder de Genderstärchen nach de Genderbannen-I si virgesinn an den offizielle Rechtschreiberegeln. „Genderen“ ass also en orthografesche Feeler.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Schoulminister:

1. Ass de Minister der Meenung, datt déi offiziell Orthografie soll an de Schoulen ugewannt ginn?

2. Wéi steet de Minister dozou, datt Broschüren, ewéi z. B. déi vum Zentrum fir politesch Bildung, deen ènnert der Tutelle vum Schoulminister steeet, mat orthografesche Feeler erausgi ginn?

3. Wéi steet de Minister dozou, wann an de Schoule Broschüren - oder soss Aarbechtsmaterialien - mat orthografesche Feeler, ewéi z. B. dem Genderstär, verdeelt a benotzt ginn?

Réponse (08.01.2021) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :**

ad 1. Et ass wuel fir jiddereen evident, dass an de Schoulen déi offiziell Orthografie vun de jeeweilege Sproochen ze respektéieren ass.

ad 2. + 3. Den Zentrum fir politesch Bildung (ZpB) ass eng Fondatioun, déi onofhängeg vu partopolitesch a weltanschauech gebonnenen Organisatiounen ass. D'Fondatioun, hir Gremien an hiert Personal féiere keng Regierungspolitik aus a schaffen net op Instruktou vu Ministère oder Autoritéiten.

Wéi vill aner Acteuren ass och den ZpB fräi, Publikatiounen ze erstellen, déi sengem Objet an senge Missiounen entspriechen an déi an de Schoule kënne benotzt ginn.

Och wann et an den zitierte Beispiller ém déi däitsch Orthografie geet, sou ginn awer a ville Sproochen d'Gendermarkéierungen énnerschiddech benotzt, wat awer net als orthografesch Feeler ze bewäerten ass, mee éischter als Schreifvariancen, déi am Kader vun émmer méi grosse Beméiungen ze verstoe sinn, fir sproochlech Diskriminéierung vun deem engen oder anere Geschlecht ze vermeiden. Et weist op e Bedierfnis hin, eppes auszedrécken, wat et an der Gesellschaft gëtt, wat awer nach net offiziell an de sproochleche Reegelwicker festgeluecht ass. Sprooche sinn eppes Lieweges a veränneren sech lafend.

Och fi d'Lëtzebuerger Sprooch ginn aktuell Iwwerleeuungen zu engem gendergerechte Sproochgebrauch gemaach. Den Zentrum fir d'Lëtzebuerger Sprooch an de Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch schaffen u Recommandatiounen, fir déi Leit, déi gendere wëllen. Zum aktuellen Zäitpunkt sinn awer keng Virschrëften an deem Zesummenhang virgesinn.

Wat déi däitsch Sprooch ugeet, sou huet den Aarbechtsgrupp „Geschlechtergerechte Schreibung“ vum Rat für deutsche Rechtschreibung an désem Zesummenhang de 16. November 2018 no enger ganz interessanter Analys eng Rei Recommandatioun publiziert, déi een hei noliese kann:

http://www.rechtschreibrat.com/DOX/rfdr_2018-11-28_anlage_3_bericht_ag_geschlechterger_schreibung.pdf

Question 3228 (01.12.2020) de **M. Gusty Graas (DP)** concernant les transferts d'argent par des entités internationales vers l'Inde :

Fin novembre, la loi sur les transferts d'argent de l'étranger vers l'Inde, « The Foreign Contribution Act (FCRA) » fut modifiée par le Gouvernement en Inde. Cet amendement règle l'admission et l'usage de fonds en provenance de pays tiers et impacte directement le travail et les opérations des ONG locales soutenues par des organisations à l'étranger.

Récemment, une ONG luxembourgeoise a contacté ses membres et communiqué que « l'application étendue de la FCRA place toutes les activités des ONG directement sous le contrôle du Gouvernement » et que le compte de leur correspondant en Inde « a été bloqué pour tout transfert de fonds venant de l'étranger ». Selon l'ONG, les changements dans le FCRA rendront impossible leur travail sur le terrain et, par conséquent, la décision aurait été prise d'arrêter toute activité en soutien et de dissoudre l'ASBL.

Selon les informations disponibles, le règlement amendé vise à régler la réception de fonds réceptionnés par des individuels, entreprises et associations, ceci dans un effort de prohiber toute acceptation de fonds reçus pour des activités nocives à l'intérêt national. Le Gouvernement demande entre autres qu'au futur, les fonds puissent seulement être reçus sur des comptes enregistrés chez la « State Bank of India », enregistrés en tant que comptes FCRA.

L'ouverture d'un tel compte est en outre sujet à un enregistrement préliminaire et l'obtention d'une permission d'y procéder. En condition supplémentaire, l'organisation qui cherche à s'enregistrer doit avoir existé pour un minimum de trois ans et avoir dépensé un minimum de quinze roupies de Lakh (1,5 millions de roupies) pour le bénéfice de la société pendant les trois années passées.

Tandis que les amendements sont expliqués par la volonté d'éviter la fraude ou que des entités sans permission ne puissent avoir accès à des fonds internationaux, d'autres voix expriment que les conditions strictes servent comme mesures d'intervention contre des adversaires politiques et des organisations de bénévoles et non gouvernementales en mission d'aider les couches sociales en besoin. Plusieurs groupes de droits de l'homme se sont déjà exprimés contre les mesures du Gouvernement, dont Amnesty International qui, suivant leur site Internet, aurait aussi cessé ses activités suite au blocage de ses comptes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant des nouvelles restrictions et conditions impactant les transferts d'argent par des entités internationales vers l'Inde ?

2) Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre est favorable aux amendements effectués ?

3) Dans la négative, serait-il envisageable de négocier des conditions pour les entités luxembourgeoises à travers des accords sur le niveau de la coopération ?

4) Étant donné que certaines ONG regrettent devoir arrêter leurs missions sur le terrain dans les conditions actuelles, comment le Gouvernement peut-il assurer une continuation des aides en Inde au niveau de l'aide humanitaire ?

5) Quelles ONG luxembourgeoises sont impactées par la nouvelle régulation ?

6) Quelle sera l'affectation des fonds déjà versés en tant que dons pour aider les associations si les comptes étaient en effet bloqués ?

Réponse (29.12.2020) de **M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :**

En réponse aux questions posées par l'honorable Député, il peut être indiqué ce qui suit.

ad 1) À travers notre ambassade basée à New Delhi, nous avons pris connaissance des nouvelles restrictions impactant les transferts d'argent par des entités internationales vers l'Inde. Le Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) a également pris connaissance des divers impacts de ces nouvelles mesures sur le travail des ONG luxembourgeoises actives en Inde en octobre via la plateforme du Cercle de coopération des ONG de développement (ONGD). Une réunion a été organisée entre le MAEE et les ONG actives en Inde pour faire le point sur la situation en novembre 2020.

ad 2) Au nom des 27 États membres de l'Union européenne, la Délégation de l'Union européenne à New Delhi a effectué des démarches auprès des autorités indiennes pour faire partie de nos préoccupations quant à l'impact éventuel de ces nouvelles mesures sur la société civile et les entités internationales basées en Inde.

ad 3) Comme indiqué précédemment, nous sommes en contact avec nos homologues européens ainsi qu'avec la Délégation de l'Union européenne sur le sujet.

ad 4) À l'heure actuelle, le MAEE ne soutient pas de projet d'aide d'urgence en Inde, mais seulement des projets sous le volet coopération au développement. Il n'y a donc pas d'impact au niveau de l'aide humanitaire pour ce qui est de projets soutenus par le MAEE.

ad 5) Certaines associations ou fondations actives en Inde seront éventuellement impactées par les nouvelles mesures. Actuellement, la Coopération au développement cofinance huit ONGD qui mettent en œuvre des projets ou programmes en Inde. Il s'agit des ONGD suivantes : Les Amis du Tibet, Dignity, Entwicklung d'uerch e gerechten Handel, Action Solidarité Tiers Monde, ECPAT Luxembourg, Programme d'Aide au Développement des Enfants du Monde, Aide à l'Enfance de l'Inde et du Népal, Fondation Partage Luxembourg, Fondation Caritas Luxembourg, Christian Solidarity International et Pharmaciens sans Frontières.

ad 6) La nouvelle loi, entrée en vigueur le 29 septembre 2020, modifiant la loi intitulée « Foreign Contribution Amendment Act (FCRA Regulation Act) » régit la manière dont les organisations à but non lucratif actives en Inde peuvent recevoir des financements étrangers. Les partenaires locaux qui perçoivent un financement étranger de la part des ONGD devront se conformer aux nouvelles dispositions légales, c'est-à-dire, entre autres, obtenir un enregistrement FCRA et ouvrir un compte bancaire auprès de la State Bank of India à New Delhi.

Le MAEE est en contact étroit avec les ONGD luxembourgeoises actives en Inde pour faire en sorte que les fonds qui seront envoyés en 2021 le soient seulement vers des partenaires locaux disposant d'un enregistrement FCRA. La majorité des ONGD luxembourgeoises travaillant avec des partenaires locaux n'ayant pas ce statut ni de compte bancaire auprès de la State Bank of India sont actuellement en train d'accomplir des démarches pour se conformer aux nouvelles dispositions légales. Le risque de voir des fonds déjà versés bloqués est donc très limité, compte tenu des mesures de mitigation mises en place par les ONGD actives en Inde.

urbain du pays que sont l'« Agglolux », et l'« Agglosud », le seul fait que la Nordstad (« Agglonord ») compte 24.000 habitants montre qu'un tramway y serait très largement surcapacitaire par rapport à la demande.

Concernant les planifications en cours, notamment pour le Plan national de mobilité 2035, je renvoie l'honorable Député à ma réponse à la récente question parlementaire n° 3021 des honorables Députées Francine Closener et Cécile Hemmen. En résumé, un système de transport multimodal adapté à la demande projetée pour l'horizon 2035, couvrant naturellement aussi la Nordstad, sera présenté à la fin 2021. Ce Plan national de mobilité ne vise pas à doter toutes les régions du pays d'un mode de transport en particulier, mais d'offrir à un maximum de résidents et de travailleurs frontaliers des connexions attractives, avec idéalement un seul transbordement vers les principales destinations du Grand-Duché.

Le changement de paradigme consiste donc à partir, région par région, des besoins en mobilité de la population, pour en conclure quelle combinaison de modes de transport est la plus adaptée à leur situation spécifique.

Question 3229 (01.12.2020) de **MM. Jeff Engelen et Fred Keup (ADR)** concernant le Commissaire à l'éducation physique et aux sports :

D'Sportsproffe sinn net d'accord mat der geplante Reform beim Poste vum „Commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports“, eng Plaz, déi dacks aus de Reie vun den Enseignante besat ginn ass. Den Titel selwer soll an Zukunft nach just „Commissaire aux sports“ sinn. Doraus ergi sech e puer Froen, déi mir dem Här Sportsminister an dem Här Schoulminister gäfe stellen:

1. Ass sécherstellt, datt an Zukunft d'Kommissäre fir Sport a Schousport mussen en akademische Master-Ofschloss am Sport hinn?

2. Ass sécherstellt, datt si déi dräi Amts-sproochen op héijem Niveau meeschteren?

3. Garantéiert den Här Sportsminister, datt den Anciennetéitsprinzip am éffentlechen Déngscht respektéiert bleift an datt d'zukünfteg Kommissären a leedend Staatsbeamten a sengem Ministère niet hirer akademischer Ausbildung och eng laang genuch Erfahrung an der staatlecher Verwaltung hinn?

4. Huet dee Kommissär am Sportsministère niet senger berodender Aufgab fir de Minister net och eng Koordinationsverantwortung am Sportswiesen? Wär et dann net méi logesch, wann hie weiderhin d'Sportsaktivitéiten an de Schoule géing koordinéieren?

Réponse commune (07.01.2021) de **M. Dan Kersch, Ministre des Sports, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :**

D'Froe vun den honorabelen Député, bezéie sech op d'Funktioun vum Sportskommissär, déi, niewent villen anere Bestëmmungen, och an der Gesetzesvirlag N° 7708 e Sujet ass. Dofir verweist d'Regierung op d'Äntwert vum Sportsminister op déi parlamentaresch Fro N° 3153 zum selwechte Sujet, respektiv op den Text vun der Gesetzesvirlag N° 7708, déi den 18. November 2020 an der Chamber deponiert ginn ass.

Question 3231 (01.12.2020) de **M. André Bauler (DP)** concernant la mise en place d'un tram pour la « Nordstad » :

Depuis des années, le nombre d'habitants de la « Nordstad », troisième pôle de développement urbain du pays, va croissant, d'où également une intensification du trafic et la nécessité de mieux organiser la mobilité sur le territoire des cinq communes concernées, voire au-delà.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre juge-t-il opportun la mise en place d'un tram pour la « Nordstad » ?

- Dans l'affirmative, est-ce que des études à ce sujet ont déjà été réalisées ?

- À quel stade les travaux au sein du ministère se trouvent-ils ? Quand Monsieur le Ministre pourrait-il présenter un projet concret au public ?

- Monsieur le Ministre peut-il se prononcer d'ores et déjà sur un tracé provisoire ? Quelles localités seraient, le cas échéant, desservies par le tram ?

- Est-ce que le réaménagement de la gare d'Ettelbrück a été conçu de façon à pouvoir intégrer une ligne de tram à l'avenir ?

Réponse (28.12.2020) de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :**

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert de l'opportunité d'un tramway pour la Nordstad et de l'avancement d'éventuelles études en ce sens.

Sans parler de l'urbanisation diffuse, en partie rurale, de la Nordstad et du fait que ses centralités principales sont déjà directement reliées par une voie ferrée - non seulement entre elles, mais également avec les deux autres pôles de développement

urbain du pays que sont l'« Agglolux », et l'« Agglosud », le seul fait que la Nordstad (« Agglonord ») compte 24.000 habitants montre qu'un tramway y serait très largement surcapacitaire par rapport à la demande.

Concernant les planifications en cours, notamment pour le Plan national de mobilité 2035, je renvoie l'honorable Député à ma réponse à la récente question parlementaire n° 3021 des honorables Députées Francine Closener et Cécile Hemmen. En résumé, un système de transport multimodal adapté à la demande projetée pour l'horizon 2035, couvrant naturellement aussi la Nordstad, sera présenté à la fin 2021. Ce Plan national de mobilité ne vise pas à doter toutes les régions du pays d'un mode de transport en particulier, mais d'offrir à un maximum de résidents et de travailleurs frontaliers des connexions attractives, avec idéalement un seul transbordement vers les principales destinations du Grand-Duché.

Le changement de paradigme consiste donc à partir, région par région, des besoins en mobilité de la population, pour en conclure quelle combinaison de modes de transport est la plus adaptée à leur situation spécifique.

Question 3232 (01.12.2020) de **M. Fred Keup (ADR)** concernant l'impact de l'obligation du port du masque sur les enfants :

Et geet ém d'Maskeflucht an de Schoulen a Betreuungsstrukturen. Hei hu rezent eng Rei Orthophonisten an aner Spezialiste festgestallt, datt d'Maskeflucht vum Personal negativ Auswirkungen op d'Kanner kann hinn. Dat an deem Senn, datt d'Kanner net méi dat ganzt Gesicht vun de Bezeichsperson gesinn. Doduerjer kënne gewësse Problemer optrieden, virun allem beim Léiere vun der Sprooch. An der Haapsaach betréfft dat kleng Kanner an de Crèches, déi amgaange si schwätzien ze léieren. Betraff sinn awer och Kanner mat Dyslexie oder Kanner, déi Friesprooche léieren. Et ass deemno wichtig, datt sou e Kand d'Lépse an de Mond vum Enseignant oder Educateur ka gesinn. Dowéinst wéilt ech follgend Froen un d'Regierung stellen.

1. Ass sech d'Regierung déser Problematik bewosst?

2. Am Fall wou d'Maskeflucht nach méi laang gëllt, si Mesuré virgesinn, fir dësem Problem entgéintzieren?

3. Wär et méiglech, fir dat betraffent Personal vun der Maskeflucht ze befreien, wa si am Déngscht sinn?

4. Wéi eng Moossnamen hëlt d'Regierung, fir Defiziter vun de betraffene Kanner opzefänken?

Réponse (08.01.2021) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :**

ad 1. + 2. Duerch de Mask ass et esou, datt de Mond verdeckt ass an d'Kanner d'Stëmm vum Erzéier oder Enseignant net ganz esou däitlech hériere wéi ouni e Mask.

Aus dësem Grond besteet am nonformale Bildungsberäich vun de klenge Kanner (Crèches) keng Maskeflucht fir d'Personal am Émgang mat de Kanner. Mat de steigenden Infektionszuelen ass allerdéngs eng Consigne erausgaangen, laut där de Mask fir d'Personal an der Crèche „fortement recommandé“ ass. Et gëtt gläichzäiteg drop higewisen, datt de Gestionnaire soll op transparent Masken zeréckgräifen, besonnesch fir de Kanner ze erméglechen, d'Mimik vum Personal zu all Moment ze erliewen.

ad 3. Schuler mat Beanrächtegeunge sinn heefeg vun der Maskeflucht entbonnen opgrond vu Certificaté vun hirem jeeweilegen Dokter.



Deemno hunn déi däitsch Apdikten a Krankekeess-versécherungen uginn, datt den Ëmsaz un Houscht-a Schnappmëttelen ém ronn 40 Prozent eroftaangen ass par Rapport zum leschte Joer. Och konnt eng vun deene gréissten däitsche gesetzleche Krankeeesen e Sechstel manner ageschriwwen Employéen, déi opgrond vun Otemweeerkrankunge krankgeschriwwen sinn, registréieren.

An dësem Kontext géif ech gäre follgeng Froen un d'Gesondheetsministesch an un de Minister fir sozial Sécherheet stellen:

- Kann d'Regierung matdeelen, ob och zu Lëtzebuerg sät dem Hierscht eng Baisse un Erkältungen, respektiv Otemweeerkrankungen, festzestellen ass?

- Ass den Apdikten hiren Ëmsaz un Houscht-a Schnappmëttelen zu Lëtzebuerg och eroftaangen? Wa jo, ém wéi vill Prozent?

- Konnt eis national Gesondheetskeess och eng Baisse vun den Employéen, déi opgrond vun Otemweeerkankunge krankgeschriwwen sinn/waren, par Rapport zum leschte Joer feststellen? Wa jo, ém wéi vill Prozent ass dës Zuel par Rapport zum leschte Joer eroftaangen?

Réponse commune (21.12.2020) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale :**

Erkältungen an Otemweeerkankunge gehéieren net zu de meldeflichtegen Infektiounen. Dofir huet d'Santé do keng komplett Statistiken.

D'Direktioun vun der Santé, den nationale Ge-sondheetslaboratoire, d'Generalisten an d'Pediatre bedreiwen awer e sougenannte „réseau sentinelle“ (projet REVILUX), deen énnner anerem sät dem 13. Oktober d'Frequenz vun de Consultatiounen fir ARI (acute respiratory infection)-Symptomer evaluéiert.

Deen Taux läit an der Woch 48 (vum 23. November bis 29. November) bei 16,9 %. Am Verglach mam leschte Joer an op d'Population vum Land normaliséiert ass dësen Taux net wierklech verschidden iwwert den Zäitraum vun der Woch 41 bis 48, wéi och de Graphique vun dem European Centre for Disease Control and Infection (ECDC) weist:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Zur gläicher Zäit analyséiert den LNS och Echantillon aus den zwee „centres de consultation Covid-19“ op verschidde respiratoresch Viren an huet do an 11 % d'Presenz vun engem HRN (human rhinovirus) festgestallt.

D'Inspektioun vun der sozialer Sécherheet kann awer dozou méi genee Donnée liwweren, mee dat eréisch Enn Mäerz 2021. Déi Donnée vum Hierscht, déi den honorabelen Deputéierte freet, sinn aktuell nach net all disponibel.

Question 3234 (02.12.2020) de **M. Marc Goergen (Piraten)** concernant les gardes champêtres :

Laut dem Artikel 97 vum Text coordonné vun der Loi communale vum 13. Dezember 1988 kann eng Gemeng een oder méi Gardes champêtres (Bannhider) astellen. Dës kéinten da laut Gesetz verschidde Kompetenze kréien:

« Il concourt, sous l'autorité du bourgmestre, à l'exécution des lois et règlements de police ainsi qu'au maintien du bon ordre et de la tranquillité dans la commune. »

Am Artikel 14-2 vum Code de procédure pénale zu de Gardes champêtres heescht et:

« Ils conduisent devant un officier de police judiciaire tout individu qu'ils surprennent, dans les limites de leur compétence territoriale, en flagrant crime ou délit. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an der Madamm Inneminister dës Fros stellen:

1. Kéinen d'Ministere confirméieren, dass dës Gesetzer nach esou applizéiert kenne ginn?

2. Kéinen d'Ministere bestätigen, dass d'Position vum Bannhider haut nach kann als Funktioun de Gemengebeamten uvertraut ginn?

3. Kéinten dës Bannhider am Kader vun den uewe genannte Gesetzer d'Police also an hirer Aarbecht énnerstézzen?

Réponse commune (16.12.2020) de **M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, et de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur :**

ad 1. Den Artikel 97 vum ofgeännerte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 an den Artikel 14-2 vum Code de procédure pénale sinn a Kraaf a kënnten zu all Moment applizéiert ginn.

ad 2. De Garde champêtre respectiv de Bannhider huet och weiderhin de Statut vum Gemengebeamten an d'Qualité vum Agent de police judiciaire, fir Infraktiounen ze recherchieréieren a festzestellen „qui portent atteinte aux propriétés forestières et rurales (...) et pour lesquelles compétence leur est attribuée par des lois spéciales“.

Ergänzend dozou ass awer nach ze bernierken, dass de Gesetzesprojet N° 7126 iwwer d'Sanctions administratives virgesäit, dass d'Fonctioun vum Bannhider auslafe wäerten, an dass d'Agents municipaux déi Fonctioun wäerten iwwerhuelen an zousätzlech Kompetenze kréien.

Dat heesch, dass an Zukunft d'Agents municipaux Avertissements taxés kénnen austelle wéinst Falschparken, Infraktioun géint Gemengereglementer kenne feststellen, déi via Sanctions administratives oder Amende pénale bestrooft ginn. Ausserdem iwwerhelt den Agent municipal dem aktuelle Bannhider seng Fonctiounen op Basis vum Artikel 14 vum Code de procédure pénale.

Déi Agents municipaux, déi d'Qualité als Agent de police judiciaire kréien, müssen zousätzlech Weiderbildung maachen an de Promotiounsexame vun hirer Carrière bestan henn.

ad 3. Am Kader vun hire Kompetenzen, déi am Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 an den Article 14 bis 14-2 vum Code de procédure pénale festgehalte sinn, kénnen d'Bannhider d'Police duerchaus an hirer Aarbecht an deenen énnert ad 1. zitéierte limitéierte Kompetenzberäicher énnerstézzen. Dozou muss een awer preziséieren, dass et sech hei ém ganz spezifesch Infraktiounen am Kader vun de Gemengereglementer an dem Naturschutz handelt, déi d'Bannhider duerch Procès-verbaux, déi un den zoustännege Parquet adressséiert ginn, aktéiere müssen. All weider Amtshandlung kenne se just a Presenz vun engem Policebeamte maachen, deen de Statut vum Officier de police judiciaire huet.

Question 3235 (02.12.2020) de **MM. Gusty Graas et Gilles Baum (DP)** concernant les masques transparents :

Le port du masque constitue une mesure efficace pour la limitation de la propagation du Sars-CoV-2. En même temps, il peut poser un réel défi au développement langagier des jeunes enfants.

Or, de nombreux articles et témoignages de médecins indiquent que l'impossibilité de voir ni le mouvement des lèvres ni les expressions du bas de visage peut avoir un impact négatif sur l'apprentissage du langage des enfants.

À cet égard, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Les Ministres jugent-ils utile d'approvisionner le personnel du cycle 1 et les SEA d'une certaine quantité de masques transparents ? Dans l'affirmative, de quelle manière entendent-ils procéder ?

Réponse (08.01.2021) de **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :**

Le contexte de la crise sanitaire sans précédent auquel nous faisons face depuis presqu'un an a induit une série de mesures dans les services d'éducation et d'accueil en vue de protéger les populations à risque. Outre les gestes barrière, le port du masque constitue une mesure qui s'avère efficace pour limiter la propagation du Covid-19.

Vu l'augmentation des cas, il a été décidé d'introduire des mesures supplémentaires au sein des services d'éducation et d'accueil pour enfants scolarisés où le port du masque est devenu obligatoire.

Cette obligation ne s'applique cependant pas aux services d'éducation et d'accueil pour jeunes enfants. En effet, il est essentiel pour le développement cognitif et social des enfants qu'ils puissent observer les mimiques et l'expression du visage du personnel d'encadrement. Dès lors, il a été communiqué que le port du masque pour le personnel d'encadrement est fortement recommandé et il a été précisé de privilégier le recours à des masques transparents.

À ce jour, les structures d'accueil concernées n'ont pas formulé de demande en la matière auprès du ministère. Chaque gestionnaire, en tant qu'employeur, doit fournir le matériel de travail nécessaire à son personnel en vue de lui permettre d'exécuter son travail dans le respect des consignes sanitaires et dans le respect de sa mission pédagogique. Bien entendu, les frais relatifs au matériel de travail, y compris les masques transparents, sont éligibles au niveau de la convention. Dès lors, le ministère n'a à ce stade pas envisagé de fournir des masques transparents aux services d'éducation et d'accueil.

Question 3237 (02.12.2020) de **MM. Laurent Mosar, Gilles Roth et Léon Gloden (CSV)** concernant les activités de gardiennage et de surveillance exercées par des entreprises privées au profit de l'Etat :

La loi modifiée du 12 novembre 2002 soumet à l'agrément les activités privées de gardiennage et de surveillance.

Son article 2 définit le champ d'application des activités en question dont il y a lieu de citer plus particulièrement (i) la surveillance de biens mobiliers et immobiliers et (ii) la protection des personnes.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'Etat, à Madame le Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Combien de sociétés disposent actuellement de l'agrément ministériel pour l'exercice des activités en question ?

- Combien de services, administrations, établissements publics étatiques et autres personnes investies par l'Etat d'une mission de service public ont actuellement conclu des contrats avec ces sociétés ?

- Combien de ces contrats permettent aux agents de gardiennage et de surveillance des contrôles d'accès à l'enceinte voire aux bâtiments publics tout court ?

- Combien de ces contrats permettent aux agents des sociétés en question d'exercer l'activité de protection des personnes ?

- Serait-il possible d'obtenir une liste complète de ces contrats avec la précision du cocontractant « étatique », des activités couvertes par lesdits contrats et des prestations accessoires éventuellement prévues ?

- Quel est le budget total projeté par les acteurs étatiques pour les activités de gardiennage et de surveillance respectivement pour la protection des personnes ?

- À quelles données ces sociétés privées de gardiennage ont-elles accès pour accomplir leurs missions ? Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir des précisions à cet égard pour chaque type de contrat de prestation concerné et l'intégrer dans la liste mentionnée supra ? La législation sur la protection des données est-elle respectée dans ce contexte ?

Réponse commune (04.01.2021) de **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat, de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, et de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure :**

Il n'existe pas de liste centralisée de contrats de gardiennage conclus par les services, administrations, établissements publics étatiques et autres personnes investies par l'Etat d'une mission de service public. Il existe néanmoins dans une multitude de cas un besoin certain pour le gardiennage privé de bâtiments et d'objets divers. Dans ce cas, des contrats de gardiennage sont conclus suivant la législation en vigueur.

Question 3238 (02.12.2020) de **M. Jeff Engelen (ADR)** concernant l'utilisation privée de locaux commerciaux :

Et kënnt dacks vir, datt d'Patrone vu Geschäfts- an Horescalokaler Leit privat an dës Raimlechkeeten alueden.

An deem Kontext hätt ech follgeng Froen un den Här Minister fir Mëttelstand:

1. Wa Patrone vu Geschäfts- an Horescalokaler Leit privat an hir Raimlechkeeten alueden, gëllen dës dann och offiziell net méi als éffentleche Beräich a müssen an deem Hibleck och d'Covidbestëmmunge vun der Regierung net méi anhalen?

2. Wéi eng Autoritéé sinn am Horescabéräich alles befuugt, Kontrollen därfen ze maachen an zu wéi engen Auerzäite kenneen dës Kontrolle gemaach ginn?

Réponse commune (08.01.2021) de **M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure :**

ad 1. Sät der Gesetzesänderung vum 25. November 2020 dierfen Horescalokaler net méi privatiséiert ginn. Dëst gëllt och fir Geschäftslokaler sät der Entrée en vigueur vum Gesetz vum 24. Dezember 2020. Dës Etablissementer si fir de Public zou an also net accessible. D'Patrone kenneen deemno d'Raimlechkeeten net un Drétpersoune víruverlounen.

Ee Patron, deem säi Geschäftslokal respektiv sain Horescalokal awer op der selwechter Adresse ass

wéi sain Domicile (z. B. eng Duerfwiertschaft), dierf Leit an dës Raimlechkeeten invitéeieren. An deem Fall gëlle selbstverständliche och d'Covidbestëmmungen, sou wéi se vun der aktuell applicabeler Gesetzgebung festgehalte sinn:

« Les rassemblements à domicile ou à l'occasion d'événements à caractère privé, dans un lieu fermé ou en plein air, sont limités aux personnes qui font partie du même ménage, qui cohabitent ou qui se trouvent au domicile dans le cadre de l'exercice d'un droit de visite et d'hébergement ou dans l'exercice des résidences alternées, et à un maximum de deux visiteurs qui font également partie d'un même ménage ou qui cohabitent. » (article 4 de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19)

De Patron an d'Leit aus sengem eegene Stot oder déi mat him zesummeliewen dierfen deemno nach zwee Leit aus engem anere Stot invitéeieren. Dës Leit mussen awer allen zwee dem selwechte Stot ugehéieren.

ad 2. Hei muss een énnerscheeden téscht Kontrollen, déi am normale legale Kader oder am Kader vun de Covidbestëmmunge gemaach ginn.

Am normale gesetzleche Kader dierfe souwuel Beamte vun der Police wéi och speziell forméiert Beamte vun der Douane, ITM, Santé oder Veterinärsinspektion Kontrollen an Horescalokaler duerchférieren, an dëst zu allen Auerzäiten, wou déi Lokaler op sinn. Dëst gëllt awer just fir dee jeeweilege Beräich, wou déi eenzel Beamte gesetzlech Kompetenzen henn.

Am Kader vun de Covidbestëmmunge gëlle follgeng Reegelen am Horescabéräich. All Aktivitéit vun engem Horescalokal am Kader vum Artikel 3bis (2) si verbueden, dat betréfft och Aktivitéit wéi „divertissement en salle“. Laut dem Artikel 3 ter (1) sinn, mat Ausnamen, all „établissements relevant du secteur culturel“ fir de Public zou. Och den Artikel 3 quater alinéa 1^{er} gesäßt vir, datt allgemeng „établissements de restauration et de débit de boissons“ fir de Public zou sinn.

D'Infraktioun géint Covidbestëmmungen, och am Horescabéräich, gi vun de Beamte vun der Police an der Douane konstatiert. An dësem Senn si Covidbestëmmungen ee Spezialgesetz an d'Beamte vun der Police an der Douane kenneen zu allen Dages- an Nuetszäiten an den Horescalokaler kontrolléieren, virausgesat, déi Autoritéiten hu fräien a legalen Zougang zu dëse Lokaler.

Question 3239 (02.12.2020) de **MM. Jeff Engelen et Fernand Kartheiser (ADR)** concernant la digitalisation des démarches administratives :

Grad eeler an/oder sozial méi schwaach Matbierger hunn dacks kee Computer. Elo ass et awer esou, datt een zu Lëtzebuerg séllege Verwaltungsvirgäng just nach iwwert den elektronische Wee ofwéckele kann, esou muss een z. B. och d'TVA-Eklärung elo digital aarechen. D'Regierung forcéiert bewosst de Wee an d'Digitalisierung, och well si sech op dës Manéier eng Reduzéierung vum Pabeiverbrauch versprécht.

An deem Kontext hätte mir follgeng Froen un d'Regierung:

1. Ass d'Regierung sech bewosst, datt duerch déi uewe beschriwwen Émstänn all Bierger, respektiv Stot, lues a lues forcéiert gëtt, sech e Computer mam néidegen Internetuschloss unzeschafen?

2. Wa jo, ass d'Regierung sech bewosst, datt dëst fir vill Matbierger aus finanziellen, sozialen oder Altersgrënne schwierig oder esouguer net méiglech ass? Kann d'Regierung iwwerhaapt op iergendgong gesetzlech Basis zeréckgräifen, fir émmer méi Leit quasi ze forcéieren, sech e Computer mat Internetuschloss unzeschafen?

3. Gedenkt d'Regierung deene Leit entgéintzkommen, déi sech aus den uewe genannte Grénn kee Computer uschafe kenneen?

4. Wa jo, wéi soll dës Énnerstëtzung konkreet ausgesinn?

5. Wéi hé



fir digital Inclusioun auszeschaffen. Dëse Plang, deen ugangs 2021 wäert färdeggestalt ginn, beinhalt eng Rei vun Initiativen, déi sollen hëllef en, engem digitale Gruef entgéintzwerken. De Ministère fir Konsumenteschutz ass och an désem Aarbechtsgrupp vertrueden an énnerstättet natierlech och all Initiativ, déi zu enger digitaler Inclusioun bâdréit. Ëmmer méi Marché ginn digital, an et ass wichteg, dass all Konsument Zougang zu all Marché huet.

Den Digitalisérungsministère huet och schonns 2019 eng Ëmfro bei TNS ILReS an Optrag ginn, fir erausfannen, wéi d'Biergerinnen an d'Bierger d'Digitalisierung vun de Servicer empfannten a wat wir Erwaardungen an deem Kontext sinn. Hei ass emol als alleréischt d'Feststellung, dass Lëtzebuerg sech duerch eng exzellent Connectivitéit auszeechen. Iwwer 95 % vun de Befrote ginn un, reegelméissig Internetdéngscher ze notzen, deemno och d'Méiglechkeet ze hunn, op dës zéckzegräifen. Dës Zuele ginn och Joer fir Joer am Digital Economy and Society Index (DESI) vun der Europäischer Kommissioune bestätigt, an deem Lëtzebuerg an der Rubrik Connectivitéit an deene leschten dräi Joer émmer énnert deene beschte véier Länner am europäesche Vergläch war. Et ass awer och an der Ëmfro 2019 erauskomm, dass et eng gewëssen Demande un déi éffentlech Instanze gëtt, fir Formatioun am Digitalen unzubidden. All dës Erkenntnisser wären natierlech an den nationalen Aktionsplang fir digital Inclusioun mat afleissen.

Zousätzlech muss een énnersträichen, dass et fir déi ganz grouss Majoritéit vun administrativen Demarchen och nach émmer eng „net digital“ Alternativ gëtt. Et läit awer an der Responsabilitéit vun deene enzelne Ministère a Verwaltunge fir festzelleen, énnert wéi enger Form si hir Demarchen ubidden.

Wichteg ass an dësem Kontext awer ze ernimmen, dass Biergerinnen a Bierger, déi Schwiergekeeten henn, hir Demarchen online ofzeweckelen, well si beispillsweis kee Computer, Smartphone oder Tablett besëtzen oder Problemer henn, dës digital Hélfesmittel ze notzen, émmer d'Méiglechkeet henn, sech an de physesche Guichet vu Guichet.lu ze deplacéieren. Hei steet hinnen déi néideg Hélfel zur Verfügung, fir déi administrativ Demarchen ofzeweckelen. Ausserdem kann een och bei Guichet.lu ufroen, fir seng Formulaireen énner Form vu PDF-Dokumenter ausgedréckt ze kréien, wann dëst an der Demarche virgesinn ass.

Och wann dat éischte Uleies vun der Digitalisierung vun administrativen Ofleef doranner besteet, de Biergerinnen a Bierger den Alltag ze vereinfachen, esou ass d'Reduzéierung vum Pabeiverbrauch sécherlech och een interessanten Nieweneffekt, deen net ze énnerschätzen ass. Wéi héich aktuell den Undeel um Stromverbrauch, respektiv un équivalente Kuelendioxidemissionen vun den elektro-neschen Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien ass, a virun allem wéi en sech an deenen næchste Jore weiderentwéckelt, ass schwéier anzeschätzen, well detailliert Donnéeën opgrond vun der Diversitéit vun Technologien an Uwennungen an och weinst dem Datenschutz net émmer virleien. Opgrond vun der wirtschaftlecher, demografescher an technologescher Entwécklung ass awer dervun auszegoen, dass de Stroumbedarf insgesamt an den næchste Jore weider wäert klammen. Energieeffizienzmesuren, énnert annerem och am Beräich Digitalisierung, müssen dowéinst en héije Stellewäert kréien, notamment am Beräich vun Ofwäermenotzung a Kille vun IT-Infrastrukturen an Datenzentren. Donieft muss d'Energieconsumatioun vun der Digitalisierung natierlech émmer och an de Kontext gesat gi wéi zum Beispill enger doduerch erreechter Reduzéierung vu physeschen Displacementer am Kader vun der Ofwécklung vun administrativen Demarchen.

Question 3241 (03.12.2020) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant la note de la direction du TICE concernant les chauffeurs :

Beim TICE suergt aktuell eng Note de service interne fir vill Onmüt bei de Chaufferen. Bis viru kuerzem duerften d'Chaufferen no engem Schichtwiessel vir an der Chaufferskabinn als Bäifuerer Platz huelen. Wann zum Beispill op enger Gare ee Schichtwiessel stattféennt, ass et Usus, datt de Chauffer, deen am Feierowend ass, nach ee kuerzt Stéck matfiert, fir bis bei säin Auto ze kommen. Zénter dem Ufank vun der Covid-19-Pandemie zu Lëtzebuerg droen d'Chaufferen, déi sech am viischten Deel vum Bus befannen, dofir och eng Mask.

An enger Note de service vun der TICE-Direktioun ginn d'Chaufferen elo opgefuerdert, no engem Schichtwiessel net méi als Bäifuerer vir beim Chauffer ze sétzen, mee hanne bei de Passagéier.

Wien d'Auslaaschtung vun de Busser an de leschte Woche gesinn huet, dee ka sech ausmolen, datt de Risiko, als Passagéier am éffentlechen Transport

matzfueren, méi héich ass, wéi vir ofgeschott hanner engen Ofspärung ze sétzen. Net fir näischt goufen d'Chauffere vir am Bus hanner engen Ofspärung vun der Passagéier isoléiert. D'Chauffere müssen nämlech gesond bleiwen, well si systemrelevant sinn, an ouni si den éffentlechen Transport zum Erleie kënnt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Wéssend, datt de Minister a stännegem Kontakt an Austausch mam TICE ass, ass hien iwwert d'Decisioun beim TICE a Kenntnis gesat ginn? Besteht de Minister dës Mesure als sénnvoll?
2. Gëllen änlech Consigné wéi beim TICE och bei anere Busoperauteuren am éffentlechen Transport? Falls nee, firwat net? Falls jo, zénter wéini a firwat?
3. Wou existéiert, dem Minister no, eng gréisser Infektiounsgeföhr fir d'Chaufferen: vir an der Kabinn oder hanner am Bus (wéssend, datt d'Chaufferen alle bëid Masken unhnunn)?
4. Geet den TICE mat déser Mesure ee Risiko an, datt nach méi Buschauffere riskéiere krank ze ginn, wat erém dozou féiere këint, datt de Fuertakt misst eroft gesat ginn?

Réponse (16.12.2020) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

ad 1. D'Decisioun fir eng Note de service interne un d'Mataarbechter beim TICE erauszeginn, wou d'Chauffere gebiede ginn, no engem Schichtwiessel net méi als Bäifuerer vir beim Chauffer ze sétzen, ass vun der TICE-Direktioun getraff ginn, ouni de Mobilitéitsministère a Kenntnis ze setzen, well et eng reng intern Organisationsentscheidung vum TICE ass, déi näischt mam Linneverlaf oder der Taktveränderung ze dinn huet. D'Decisioun ass beim TICE getraff ginn, och fir de Chauffeur an der Ausübung vun senger Aarbecht maximal ze schützen, well hie jo däarf ouni Mask fueren.

D'Lëtzebuerger Douane huet bei enger Kontroll op der Escher Gare d'Direktioun vum TICE op de Problem opmiersam gemaach, datt Mataarbechter vum TICE sech vir am confinéierte Beräich vum Chauffer géifien ophalen.

ad 2. Fir d'Entreprise vum RGTR-Netz souwéi bei den CFL treffen dës Consignen net zou, well am Géigesaz zum TICE e Fuererwiessel net op der Streck stattfénnt. De Problem stellt sech also hei net.

ad 3. Am Ufank vun der Pandemie ass decidéiert ginn, datt de Chauffer am Bus soll maximal geschützt ginn. Dofir bleibt d'Dier vir am Bus zou an déi éischte Sétzrei gëtt gespaart fir d'Benutzer vum éffentleche Persounentransport. An enger zweeter Phas gouf decidéiert, datt de Chauffer, vu datt hie jo am confinéierte Beräich sétzt, keng Mask méi brauch unzedoen, well déi hie bei der Ausübung vu senger Aarbecht këint negativ beaflossen.

ad 4. D'Mitfahrt vun der Escher Gare bis bei den Depot vum TICE dauert knapp zéng Minuten an et besteeft keng Geföhr, wann d'Chaufferen am Passagéierdeel matfueren, wou all Mënsch eng Mask unhuert, am Géigesaz zum Chauffersberäich, wou de Chauffer ouni Mask fueren däarf. Dës Decisioun ass am Averständnis vum „Délégué à la sécurité“ vum TICE geholl ginn.

Wéi aus enger weiderer Note de service interne vum 8. Dezember 2020 un d'Mataarbechter beim TICE ervirgeet, huet d'Direktioun - no Ofsprooch mam Aarbechtsdokter vun der Fonction publique, mam Délégué à la sécurité vum TICE, mam President vun der Personaldelegatioun souwéi mam President vum Syndicat - d'Erlabnis ginn, dass d'Chaufferen däerfen als Bäifuerer am confinéierte Beräich sétzen, énnert der Konditioun, dass si eng Mask unhnunn, an de Chauffer vum Bus eng Mask unhuert, an dass si sech bei der Faart vun der Gare bis an den Depot op ee vun den zwee Sétzer an der éischter Rei sétzen.

Question 3242 (03.12.2020) de MM. Roy Reding et Jeff Engelen (ADR) concernant la classification du bénévolat comme activité de loisir :

An der Antwort op d'parlementaresch Fro N° 3210 vum Députierte Guy Arendt heescht et, datt d'Madamm Émweltminister d'Dreifjuegd als Fräizäitaktivitéit klasséiert, obwuel am Gesetz vun 2011 d'Juegd als gemengnëtzeg Aktivitéit („intérêt général“) bezeichnet gëtt, déi an deem Senn vun Benevolle gemaach gëtt. Eist Land ka sech a ville gesellschaftliche Beräicher op déi vill Benevolle verloossen, déi am Déngsch vun der Allgemengheet eng wichteg Aarbecht maachen. An deem Kontext siegf. a. un déi vill Benevolle bei der Caritas a beim Roude Kräiz erénnert an un d'Organisationen, déi am Beräich vum Streetwork schaffen a grad an de Wanterméint derfir suergen, datt Leit, déi op der Strooss liewen, mam Néidegste versuergt sinn.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Regierung:

1. Klasséiert d'Regierung gemengnëtzeg Aarbecht vu Benevolen als Fräizäitaktivitéit an? Wa jo, mat wéi enger Begründung?

2. Goufe bis elo schonns Organisationen respektiv Veräiner, déi am gemengnëtzige Benevolat schaffen, um Ausübe vun hirer Aarbecht gehénnert duerch, datt hiren Engagement als Fräizäitaktivitéit klasséiert gouf? Wa jo, ém wéi eng Organisationen handelt et sech hei?

3. Kann d'Regierung kloer definéieren, wéi eng Aktivitéiten an Aarbechten am Beräich vum Benevolat als Fräizäitaktivitéit a wéi eng als „d'intérêt général“ klasséiert sinn?

4. D'Juegd ass eng Aktivitéit, déi „d'intérêt général“ ass an trotzdem gouf d'Dreifjuegd vum Émweltministère als Fräizäitaktivitéit klasséiert. Wéi ass sech gestallt, datt änlech Inkohärenzen net och an anere Beräicher vun der gemengnëziger Benevolatsaarbecht optrieden?

Réponse commune (07.01.2021) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, et de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

Den Artikel 2 vum Jueggesetz gesäßt net vir, dass d'Juegd u sech eng Aktivitéit „d'intérêt général“ ass. Wéi schonns an der Antwort op d'parlementaresch Fro N° 3210 preziséiert, kann eng Juegd némme stattfannen, wa se am Intérêt général ausgefouert, datt ass ee fundamentalen Énnerscheed.

Eng Fräizäitaktivitéit ass eng Aktivitéit, déi kee professionellen, also beruffleche Charakter huet, mee déi Mënschen an däi Zäit maachen, an däi se net schaffen. De Benevolat ass am Prinzip och e fräiwöllegen an onentgeltlechen Engagement, dee Mënschen henn, deen onofhängeg vun hirer Aarbecht ass - also an hirer Fräizäit stattfénnt.

All Aktivitéiten am Beräich vum Benevolat können a müssen also, genee wéi d'Juegd, am Respekt vun de gesetzlechen Oplagen ausgefouert ginn. Dobäi ass et duerhaus méiglech, dass an engem spezifische Beräich komplementar Reegèle gëllen, déi sech op ee Secteur oder ee Gebai bezéien.

Question 3243 (03.12.2020) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les mesures sanitaires lors de cérémonies religieuses :

Am Kader vun de gesetzleche Bestëmmunge vum ofgeännerte Covidgesetz sinn an der kathoulescher Kierch nei an nach méi strikt Reegèle a Krafft getrueden. D'Ofstandsregel an d'Maskeflucht gëllen elo och fir d'Sänger, d'Kantoren, d'Organisten an d'Dirigenter. Dovunner ausgeholl ass quasi némme nach de Paschtouer, deen d'Mass hält.

An dem Zesummenhang wéilt ech dem Här Premier- a Kultusminister dës Froe stellen:

1. Firwat muss en Dirigent, en Organist oder e Kantor d'Maskeflucht anhalen, och wann en d'Ofstandsregel respektéiert oder souguer eleng u sengem Pult ass oder eleng virun engem Mikro séngt?

2. Ass et den Här Kultusminister, deen déi nei méi strikt Bestëmmunge fir d'kathoulesch Kierch definiert an decidéiert huet? Gouf et virdrun eng Koordinatioun mat anere Ministère an/oder mat der kathoulescher Kierch? Gëtt et fir all dës Dispositionen am Kultusberäich eng prezis legal Basis oder berouen dës Reegelungen op eegenen Interpretatiounen vum Här Kultusminister?

3. Wa jo, da stellt sech d'Fro, ob déi méi streng Ofstandsregel a Maskeflucht och fir déi aner reliéis Communautéiten am Land gëllen? Wéi eng Reegelungen huet de Kultusministère fir déi netkathoulesch reliéis Communautéiten am Land erausginn?

Réponse commune (05.01.2021) de M. Xavier Bettel, Ministre des Cultes, et de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

Virop sief énnerstrach, dass d'Interaktioun téscht Mënsche wärend déser Pandemie am Prinzip émmer mat engem gewëssene Risiko vun enger Infektioun mam Sars-CoV-2 verbonnen ass an et trotz dem Anhale vu Gestes barrières och kann zu enger Infektioun kommen - woubäi dee Risk natierlech staark ka reduzéiert ginn duerch d'Distanzahalen an de Port du masque.

Et besteht dorriwwer eraus wëssenschaftleche Konsens, dass do, wou haart geschwatt oder gesonge gëtt, de Risk méi héich ass ewéi an anere Situationsen.

Wat d'Maskeflucht fir d'Membere vun engem Chouer fir d'kathoulesch Kierch ugeet, sou ass dës zusammen am Kader vum Aktualiséiere vum Gesundheitsprotokoll an der kathoulescher Kierch téscht dem Bistum, dem Kultusdepartement an der Santésdirektioun festgeluecht ginn, fir den Infektiounsrisk duerch d'Sangen an enger Mass nach weider ze reduzéieren.

All konventionéiert Reliounsgemeinschaft huet hiern eegene Protocole sanitaire ausgeschafft, dee

vun der Santésdirektioun, op Basis vum aktuelle Wëssensstand iwwert de Sars-CoV-2, analyséiert gouf.

D'Santésdirektioun kann eventuell Recommandatiounen dozou ausschwätzen.

Question 3244 (03.12.2020) de M. Roy Reding (ADR) concernant les mises en faillite demandées par des administrations :

Am Joer 2019 goufen op de Beziersgeriichter Lëtzebuerg an Dikrech respektiv 1.091 an 136 Faillitennurteeler geschwatt. No mengem Wëssensstand ginn déi meesch Faillitten op Assignatiounen duerch d'Enregistrementsverwaltung, d'Steieramt oder d'CCSS zeréck.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. A wéi vill vun deen Urteeler waren déi genannte Verwaltunge jeeweils Demandeur vun der Mise en faillite?

2. Besteet eng Méiglechkeet, déi Fuerderungen a Krisenzäiten ze echelonéieren?

3. Henn déi dräi Staatsverwaltunge sech am Kader vun der Coronasituatioun mat hiren Assignatiounen e bësse méi zeréckgehalen am Verhältnes zu de Jore virdrun? Konkrekt: Wéi vill Assignatiounen goufen 2020 vun dëse Verwaltunge lancéiert?

4. Sinn déi zoustänneg Ministeren net der Meenung, datt grad elo misst méi virsichteg mat dësem Mëttel vum Recouvrement vun de Creancen éengaange ginn?

Réponse commune (08.01.2021) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale, de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, et de M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes :

ad 1. Am Laf vum Joer 2019 gouf, opgrond vun enger Demande vun der Enregistrementsverwaltung, fir 255 Gesellschaften d'Faillite gesprach.

Fir d'Joer 2019 huet d'Enregistrementsverwaltung insgesamt 463 Assignatiounen en faillite zougestallt.

Am Laf vum Joer 2019 ass, opgrond vun enger Demande vun der Steierverwaltung (Administration des contributions directes), fir 477 Gesellschaften d'Faillite gesprach ginn. Vun deene 477 Gesellschaften huet et sech an 305 Fäll ém eng Gesellschaft gehandelt, wou den Dierwiechter kee méi op der Plaz fonnt huet, wou en d'Assignatioun zougestallt huet.

Fir d'Joer 2019 si vun der Steierverwaltung 689 Assignatiounen en faillite zougestallt ginn.

Am Joer 2019 huet de Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) am Ganzen 302 Assignatiounen en faillite initiéiert.

D'Receiveure vun de Steierverwaltungen hu sech un de Kontext vun der Pandemie ugepasst. Dossieren, déi an normalen Zäiten op d'Lësch komm wiere fir eng eventuell Assignatiounen en faillite, ginn en suspens gehalde, wou de Receiveur weess, datt de Betrieb am Ableck net schaffe kann oder manner verdéngt duerch de Kontext vun der aktueller Kris.

Éier d'Decisioun geholl gëtt, fir effektiv op de Wee vun enger Assignatiounen en fa



- no de Besteierungen, wou d'Echeance nom 28. Februar 2020 louch, konnt de Contribuabel een Delai de paiement vu véier Méint ufroen, deen automatesch accordéiert gouf;

- déi Contribuabel, déi den Delai, fir eng Demande ze maachen, verpasst haten, konnten nodréiglech eng Demande maachen, fir den Delai accordéiert ze kréien;

- déi Contribuabel, déi den Delai, fir eng Demande ze maachen, verpasst haten, konnten eng Remise gracieuse fir d'Zénsen ufroen.

Doniewent ginn et déi follgend normal Méiglechkeiten:

- mat enger motivéierter Demande kann de Contribuabel de Steierbüro froen, datt d'Avancen erofgesat ginn;

- no enger Besteierung a virun der Echeance vun déser Besteierung kann de Contribuabel een Delai de paiement ouni Zénsen (véier Méint) oder mat reduzierten Zénsen (fénnef Méint bis dräi Joer: 0,2 %) beim Steierbüro ufroen.

All déi Méiglechkeete sinn um Internetsite vun der Steierverwaltung publizéiert a kenne vum Contribuabel consultéiert ginn.

Bei der Enregistrementsverwaltung besteht och d'Méiglechkeet, Fuerderungen ze echelonéieren, dëst souwuel a Krisenzäite wéi och ausserhalb vun dësen Zäiten. Am Joer 2019 huet d'Enregistrementsverwaltung zum Beispill 1.176 Plans d'apurement accordéiert.

Mam Ufank vum État de crise am Mäerz 2020 huet den CCSS eng Suspensioun vun de Recouvrementsprozedure bis November 2020 decidéiert. Duerno goufen eenzel Scholdepläng ausgeschafft, déi sech iwwert en Zäitraum vun zwee Joer zéien, fir den Debiteuren ze erméiglen, hir Schold vis-à-vis vum CCSS ze bezuelen. Zénter dem 26. November 2020 ginn et erém nei sanitär Mesuren. Dëst huet den CCSS dozou bruecht, déi Debiteuren, déi an engem Secteur schaffen, dee ganz staark vun der Kris beträff ass, ze schützen. Fir dës Debiteur goufen déi eenzel Scholdepläng vun de soziale Cotisationen an de forcéierte Recouvrement fir eng gewëssen Zäit suspendéiert.

ad 3. D'Enregistrementsverwaltung huet am Zesummenhang mat der Covid-19-Kris vill Versteesdech gewisen, andeems se während dem État de crise téscht dem 18. Mäerz an dem 24. Juni keng Faillitten ugefrot huet. Doriwwer eraus si während dem Joer 2020, bis den 30. November, an 294 Fäll d'Faillitten ugefrot ginn. Et gëllt heibäi ze énnersträichen, dass dës Demandé gréissstendeels am Zesummenhang sti mat Scholden, déi virun der Krisenzäit entstanen sinn. Heivu beträff ware gréissstendeels Entrepriseen, déi net méi aktiv waren.

Am Laf vum Joer 2020 gouf, opgrund vun enger Demande vun der Enregistrementsverwaltung, fir 173 Gesellschaften d'Faillite gesprach.

Fir d'Joer 2020 si vun der Steierverwaltung 806 Asignatiounen en faillite zuoustallt ginn.

Opgrund vun enger Demande vun der Steierverwaltung ass am Laf vum Joer 2020 fir 529 Gesellschaften d'Faillite gesprach ginn. Vun deene 529 Faillitten sinn der 23 gesprach ginn op Basis vun enger Zoustellung vun der Assignatioun, déi am Joer 2019 gemaach ginn ass, also virun der Pandemie. Vun deene 529 Gesellschaften huet et sech des Weidere bei 405 Gesellschaften ém eng Gesellschaft gehandelt, wou den Dierwiechter kee méi op der Plaz fonnt huet, wéi d'Assignatioun zuoustallt gouf.

Déi Assignatiounen en faillite, déi den CCSS initierat hat, goufen zénter dem État de crise suspendéiert. Am September 2020 huet den CCSS bestëmmten Dossieren, wou de forcéierte Recouvrement vun de soziale Cotisationen scho laang virum État de crise lancéiert gouf, un déi zoustänneg Autoritéité weiderginn.

De follgenden Tableau weist d'Zuel vun den Dossieren, wou eng Assignatioun en faillite lancéiert gouf, pro Joer an Trimester.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Et stellt ee fest, datt 2020 d'Unzuel staark erofgeet, wat domadder ze dinn huet, datt den CCSS de forcéierte Recouvrement vun de soziale Cotisationen suspendéiert hat. Vum CCSS gouf am zweeten Trimester vum Joer 2020 keng Mise en faillite lancéiert.

ad 4. D'Explikatiounen hei virdru weisen, dass d'Mëttel vun der Assignatioun en faillite am Zesummenhang mat der aktueller Kris mat vill Fangerspätzegéifill a virsichteg ugewannt gouf.

Bedéngt duerch d'Pandemie huet d'Regierung eng ganz Rëtsch u Mesuré geholl, fir d'Wirtschaft ze stabiliséieren. Eng vun de wichtigste Prioritéiten ass, derfir ze suergen, dass d'Liquiditéiten an de Firme garantéiert bleiwen, fir dass si weider kenne

funktionéieren. Bei den direkte Steiere krut de Contribuabel, wéi schonn hei virdrun explizéiert, d'Méiglechkeet, d'Avancé fir déi zwee éischt Trimestere vun désem Joer ze annuléieren an op einfach Ufro huet d'Steierverwaltung och Délaies de paiement accordéiert. Op de Stand vum 30. November 2020 huet de Staat opgrond vun déser Mesure op Liquiditéité verzicht an Héicht vun 231,7 Milliouen Euro. Ausserdem gouf den Delai verlängert, fir d'Steiererklärung ofzeginn.

Gläichzäiteg goufen d'Remboursementer vun der TVA acceleréiert, wat zousätzlech Liquiditéiten den Entreprise bruecht huet. Tëschent Januar an November 2020 louchen déi bei 1,6 Milliarden Euro. Eleng am Mäerz an Abrëll, um Héichpunkt vum Confinement, louchen d'TVA-Remboursementer bei 460 Milliouen Euro, wat enger Haussé vu +79 % par rapport zum leschte Joer zur selwechter Zäit entsprécht.

All dës Mesuré bewiesen, dass d'Regierung sech am Kontext vun der Kris hirer Verantwortung bewosst ass an dofir och weiderhin deene Betriber énnert d'Äerm gräife waert, déi duerch déi konjunkturell Situations vun der Pandemie vum Covid-19 an eng prekär Situations gerode sinn.

Question 3245 (03.12.2020) de Mme Diane Adehm (CSV) concernant le test rapide pour le diagnostic de la Covid-19 :

Déi däitsch Autoritéiten hunn haut ugekënnegt, datt vu muer un d'Léierpersonal grad esou wéi d'Educatrices an Educateuren no enger kuerzer Formation Antigen-Schnelltester och dierfe bei sech selwer maachen. Bis elo hunn déi Tester misse vu medezinnesch geschoultem Personal duerchgefieriéiert ginn.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wier et virstellbar, datt och zu Lëtzebuerg verschidde Beruffskategorien sech selwer testen dieren?

2. Wa jo, deelt d'Madamm Minister d'Meenung, datt et sénnvoll wier, wann och d'Fleegepersonal aus den Altersheemer a vun de Reseauen sech dierft selwer testen, grad esou wéi d'Spidolspersonal?

3. Wann nee, aus wéi enge Grénn?

Réponse (31.12.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

Dem Website vum Bundesministerium für Gesundheit (BMG) no (Stand 3. Dezember 2020) huet die Bundesgesundheitsminister Spahn follgend Deklaratioun gemaach: „Lehrer werden sich selbst testen dürfen. Und die Schulträger können bei Bedarf mit geschultem Personal Tests vor Ort durchführen. Das ist eine weitere alltagstaugliche Option, um Kindern auch während der Coronapandemie den Kita- oder Schulbesuch zu ermöglichen.“

De selwechte Site preziséiert awer op der selwechter Säit: „Es handelt sich hierbei ausdrücklich um Schnell- und nicht um Selbsttests. Die Änderung der Medizinprodukte-Abgabeverordnung bedeutet lediglich, dass z. B. eine Apotheke PoC-Antigentests auch an Schulen und Kitas abgeben dürfen. Der gesamte Testablauf (Schutzkleidung, Einweisung usw.) muss im Detail von den Ländern vorgegeben werden.“

No direktor Récksprooch mam Bundesministerium für Gesundheit kenne mir bestätigen, dass an Däitschland d'Selbsttester bis op Weideres net autoriséiert sinn.

Dëst ass och de Fall zu Lëtzebuerg, esou dass et zu désem Zäitpunkt net méiglech ass, op d'Froe vun der honorabeler Deputéierten ze äntwerpen.

Question 3246 (03.12.2020) de MM. Max Hahn et Gusty Graas (DP) concernant la pollution lumineuse :

D'Madamm Ministesch huet den 28. Juni 2018 de Guide „Leitfaden ‚Gutes Licht‘ im Außenraum“ virgestallt, fir d'Lüchtverschmotzung zu Lëtzebuerg ze reduzéieren an notamt d'Gemengen dobäi ze énnerstëtzten.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Émwelt, Klima an nohalteg Entwicklung an dem Här Minister fir Mobilität an öffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

1. Wéi bewäert d'Madamm Ministesch den Impakt vum Guide um Terrain?

2. Wéi vill Projeten huet den Émweltministère zénter der Publikatioun bis elo an deem Beräich énnerstëtzten?

3. Gëtt et ee Conseiller am Émweltministère, deen Interessenten, z. B. d'Gemengen, mee och Firmen an Individuen, bei hire Projeten, fir d'Pollution lumineuse ze reduzéieren, berode kann?

4. Ass, no der Etüd vun 2016, eng weider Etüd zur Lüchtverschmotzung zu Lëtzebuerg geplant, fir d'Evoluoun vun der Lüchtverschmotzung kenne bewäerten? Wa jo, fir wéini wier dës ugesat? Fir wéini kéint mat Resultater gerechent ginn?

5. Wéi eng Initiative gëtt et vu Säite vum Staat, fir déi egee Beliichtunge bei staatlechen Infrastrukture méi émweltfréndlech ze gestalten? Kann den Här Minister e Bilan vun de Projeten an däi Hisiicht während de leschte fénnef Joer maachen?

6. Wéi eng Projete si fir d'Zukunft geplant?

7. Ginn et eventuell Pilotprojeten, fir speziell Technologien ze testen, z. B. Luuchten, déi bei enger Beweegung uginn a fir de Rescht hir Intensitéit eröffueren? Wann net, sinn esou Projete geplant?

Réponse commune (08.01.2021) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

ad 1. De Guide ass ee Leitfaden, deen eng Rei Recommandatioun fir ee besseren Asaz an a bestëmmte Fäll souguer d'Vermeidung vun der Aussebeliichtung liwwert an d'Zil verfollegt, op eng Reduktioon an d'Vermeidung vun der Lüchtverschmotzung zum Schutz vun der Natur an der Émwelt hin ze sensibiliséieren. Vu de kuerzen Zäitraum säit der Publikatioun vum Leitfaden am Joer 2018, ass eng Aschätzung vum Impakt vum Guide um Terrain némme schwéier méiglech. Et ass awer dovunner auszegoen, datt sech d'Impakter vum Leitfaden bis elo virun allem op regionalem a lokalem Niveau konzentriert hinn, dat zum Beispill och bei Projeten, déi bei der Émsetzung d'Prinzipie vum Leitfaden als Basis huele respektiv geholl hinn. Ech erlabe mir, hei och op d'Antwort op déi zweet Fro ze verweisen.

Des Weideren appliziéiert de Ministère fir Émwelt, Klima an nohalteg Entwicklung (MECDD) de Grondprinzip vum Leitfaden a sengen Naturschutzgenehmigungen, nämlech eng Aussebeliichtung an der Gréngzon némme op deene Plazen ze autoriséieren, wou se och absolutt noutwendeg ass, zum Beispill bei landwirtschaftleche Betriber oder bei Verbindungsweeér zum öffentlechen Transport. Dës Geneemegunge sinn da mat Krittäre konditionéiert, déi d'Aussebeliichtung vun Infrastrukturen an d'Belichtung op dése Plaze reegelen, wéi zum Beispill den Zäitraum vun der Belichtung, d'Faartemperatur an d'Ausrichtung vun der Belichtung. Dëst huet deemonne een direkten positiven Impakt op de Landschafts an Naturschutz.

ad 2. Säit 2018 si siwe Pilotprojeten, déi d'Thematik vun der Lüchtverschmotzung behandelten, vum MECDD iwwert den Émweltschutzfong énnerstëtzzt ginn. Et gouf ee Gesamtmontant vu ronn 700.000 € an deem Kader ausbezelt.

Nieft désen Aidé sinn awer och d'Aiden opzelschten, déi fir Gemenge sät 2014 am Kader vum Émweltschutzfong fir d'Opreschtung vun hirer öffentlecher Beliichtung op LED (Stroossen a Weeér) kenneen accordéiert ginn. Och bei désen Aidé gëtt op d'Anhale vu Krittäre gekuckt, déi zu enger Reduktioon vun der Lüchtverschmotzung bäidroen, wéi z. B. d'Minimisierung vun de Lüchtemissionen an déi iewescht Hemisphär. Den MECDD accordéiert op reegelméissegger Basis Aidé fir dës Zort Projeten.

De Koalitiounsaccord 2018-2023 gesät och vir, den Interventiounsberäich vum Émweltschutzfong fir exemplaresch Projeten, déi mat de Prinzipie vum Guide fir eng gutt Aussebeliichtung alignéiert sinn, ze adaptéieren.

ad 3. Den Energieministère an den MECDD sti bei Informatiounsufroen zur Verfügung, sief dat vu Gemengen, Entrepriseen, Bierger oder eventuell nach aneren Acteuren.

Doriwwer eraus bitt den Naturpark Kloer Ureizer, fir datt d'Gemengen am Beräich Lüchtverschmotzung méi aktiv ginn. Am Kader vum Naturpark wäert den Naturparkberoder d'Gemengen drop hiwiseisen, datt se fir de Volet Reduktioon vun der Lüchtverschmotzung kenne Punkte sammelen. Dëse Beroder wäert awer net émmer spezialiséiert genuch sinn, fir d'Emsetzung vun de Moossnamen um Terrain an deem Beräich ze plangen. Dobäi kenne Gemengen dann och op extern Expertisen an deem Beräich zréckgräifen.

Den MECDD bedeelegt sech iwwert den Émweltschutzfong mat 50 % um Finanzement vun engem onofhängege Lüchtberoder iwwert eng dräijäreg Pilotphas bis inklusiv 2021, dee fir d'Membergemege vum Naturpark Our an den Entrepriseen a Privatleit aus däi Regioun als Usprichpartner zur Verfügung steet a se an hire weideren Demarchen a Projete berode kann.

ad 4. Fir de Moment ass keng weider Etüd zur Lüchtverschmotzung zu Lëtzebuerg virgesinn.

ad 5. Nieft der Energieeffizienz vun de Luchten ass bei de Projete vun der Bauteverwaltung d'Vermeidung vun onnéutzer Lüchtverschmotzung am Bauserraum zanter e puer Joer ee wichtegt Ziil.

An deem Kontext gëtt jeeweils fir all neie Projet a fir all Erneierung vu Baussebeliichtungen ee Konzept ausgeschafft, bei deem d'Belichtungsstärkert an all Beräich am Bauserraum vun de Gebaier engem Minimum entsprécht, deen duerch internationale Norme fir d'Personnesécherheit gefrot ass.

Zousätzlech gëtt d'Gewiicht dorop geluecht, datt d'Belichtung konsequent no énne geriicht ass an net no uewen ofstraalt, virun allem bei Gebaibeiliichtungen. Ausserdem gëtt och eng méiglechst waarm Liichtfaarf ugestrieft.

Beispiller vu Projeten, wou dës Strategie éingesat gouf, sinn d'Alentoure vum Lycée Edward Steichen zu Clief souwéi vun der Nationalbibliothéik um Kierchbierg, bei däi och d'Belichtung vun der Fassad op méiglechst geréng Lüchtverschmotzung optimiéert ass.

Als Erneierung vu bestoender Beliichtung ass rezent de Bausseberäich vum Hôtel Saint-Maximin an der Stad souwéi de Parvis vum Athénée ze erнимmen.

ad 6. Als Beispill vun neie Projete stim d'Baussebeliichtung vum Lycée agricole zu Gilsdréf, dem CIPA zu Käerjeng an dem Centre pénitentiaire um Uerschtrëfferhaff um Programm. Des Weideren ass d'Erneierung vun de Beliichtunge vum Campus Geeseknäppchen a vum Park „Schlass Senneng“ virgesinn.

ad 7. An alle Gemenge vum Naturpark Our souwéi och bei villen anere Gemengen hei am Land sinn déi nei Strosseluuchte mat LED-Technologie esou programméiert, datt se hir Intensitéit an domadder och hir elektresch Leeschtung während de Randstonnen eröffueren.

Beweegungsgesteiert Luuchten an der öffentlecher Beliichtung sinn technesch eréischt sénnvoll méiglech sät der Aféierung vun der LED-Technik. Et gëtt bei eis am Land métterweil eng Rei interessant Pilotprojeten, wou Erfarunge gesammelt ginn, wat net némme ekologesch méiglech ass, ma awer och de Faktor Mensch a seng Bedürfnisser respektéiert.

Fir e puer däi Installatiounen ze nennen:

Gemeng Biekerech - Duerf Liewel, Stroossebeliichtung;

Gemeng Wolz - Salzbaach, Busarréten;

Gemeng Dippech, ee Spadséierwee;

Gemeng Rammeref - Duerf Hueschtert, Stroosseluuchten ouni Stroumusploss, gespeist duerch Fotovoltaikpannoen an eenzel gesteiert mat Bewegungsmelder.

Am Naturpark Our ass fir dat éischt Trimester 2021 virgesinn, an der Gemeng Veianen op ronn 250 Meter téscht der Cité Scheierhaff an engem Bauerhaff eng beweegungsgesteiert Stroossebeliichtung mat 10 Liichtpunkten ze realiséieren.

Eng zweet interessant Techn



maîne de l'eau et de l'assainissement directive risquerait d'engendrer, le cas échéant, une procédure d'infraction pour le Luxembourg. Partant, un retard supplémentaire dans la réalisation des projets, dont tant la nécessité et les obligations y afférentes découlant des textes communautaires précités étaient connues depuis de nombreuses années, n'est pas envisageable et un décalage des projets ne pourrait être accepté.

Il convient également de rappeler que les projets d'infrastructures d'eaux usées sont censés être financés à travers la tarification de l'eau, qui conformément à l'article 12 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau doit prendre en compte les coûts réels des services liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement en tenant compte des principes de l'utilisateur-paiement et du pollueur-paiement. C'est pour cette raison que les consommateurs paient une redevance assainissement, établie par règlement communal. Conformément à l'article 14 de la loi précitée, la redevance couvre l'ensemble des charges liées à la conception, la construction, l'exploitation, l'entretien et la maintenance des infrastructures nécessaires à l'assainissement des eaux usées, y compris les amortissements de ces infrastructures.

Question 3252 (04.12.2020) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant la classification de la chasse comme activité de loisir :

D'Émétminesch huet an hirer Äntwert Nr. 3210 d'Klappjuegd als Fräizäitaktivitéit définieert a schreift, datt d'Ausübung vun der Juegd am Kader vun eiser Gesellschaft muss anescht encadréiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Émwelt, Klima an nohalteg Entwécklung des Froe stellen:

1. An der Äntwert op meng Fro Nr. 0538 iwwert de massiven Ofschoss vu Wéllschwäin hat d'Ministes nach geäntwert:

„D'Klappjuegd ass eng vun de gesetzlech erlaabte Juegdmethoden, fir Wéld ze bejoen, déi am Moment am Kader vun enger breeder Diskussiouen evalueréiert gëtt.“

Ugesichts der Tatsaach, datt d'Ministes d'Klappjuegd elo als Fräizäitaktivitéit definieert huet an och schreift, datt d'Ausübung vun der Juegd muss recadréiert ginn, wäert si sech derfir aseten, datt d'Klappjuegen zu Lëtzebuerg wäerte verbuede ginn? Falls jo, wäert dëst nach an dëser Legislatur-period geschéien?

2. Sinn och Dréckjuegen als Fräizäitaktivitéit ze begräifen an deemno elo am Kader vum neie Covidgesetz verbueden?

3. Wann d'Klappjuegd némmen eng Fräizäitbeschäftegung ass: Wéi eng Krittare muss dës Fräizäitbeschäftegung erfällen, fir datt een den Accès vun ganze Grondstécker Bësch derfir späre kann?

4. Wéssend, datt verschidden Déiereschutzorganisationen oder Veräiner sécherlech och gären een Nomëtteg de Bësch fir hir Aktivitéite beusproche wéilten: Fir wéi eng aner Fräizäitaktivitéite kann een de Bësch soss nach späre loessen?

5. No wéi enge Krittare muss eng Fräizäitbeschäftegung wéi d'Klappjuegd signaliséiert bzw. ausgeschéldert ginn?

6. Wéi gi Schoukklassen oder Veräiner, déi an de Bësch ginn, am Viraus virun enger Klappjuegd gewarnt? (nieft den eventuelle Krittare vum Ausschëlderen aus der viregter Fro)

Réponse commune (08.01.2021) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

ad 1. Nee. De Koalitiounsaccord gesäit keng Ännérung an dësem Sënn vir.

ad 2. Am neie Projet (Nr. 7743) zum Covidgesetz (Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19) gëtt et d'Notioun vun der Fräizäitaktivitéit net méi. D'Reegle fir d'Juegd sinn déi selwecht wéi fir all aner Rasseblementer.

ad 3. Den Accès gëtt wärend enger Klappjuegd net gespaart, mee et muss op d'Gefor higewise ginn, déi besteet.

ad 4. D'Juegdrécht erlaabt dem Juegdviechter vun engem Lous, an domat op de Parzellen, déi an engem Lous sinn, ze joen. Fir dës Aktivitéit huet de Piechters also d'Recht, eng Parzell ze begoen, a muss dofir eemol d'Joer Juegdpacht bezuelen. Déi Proprietären, déi aus eethesche Grénn net d'accord dermat sinn, datt op hire Parzelle gejot gëtt, kënne vum Artikel 24 vum Jueggesetz Gebrauch maachen.

All aneren Accès op eng Parzell kann eleng vum Proprietär accordéiert oder refuséiert ginn.

ad 5. D'Sécherheetsmesuren, déi bei enger Klappjuegd musse respektéiert ginn, stinn am Règlement grand-ducal du 13 mars 2015 déterminant les mesures de sécurité à respecter par les chasseurs et les tiers (<http://www.legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2015/03/13/n1/jo>).

ad 6. D'Gemenge musse vum Juegdviechter iwwert d'Klappjuegen informéiert ginn a si gehalen, déi am Raider ze annoncéieren. Domat dierft et och ganz einfach sinn, déi Datumen u Schoulen a Veräiner weiderzeginn.

Déi responsabel Persoune sollte sech èmmer am Viraus op geoportail.lu informéieren, ob eng Klappjuegd an hirer Géigend ass.

Question 3253 (04.12.2020) de M. Roy Reding (ADR) concernant les aides pour le secteur Horeca :

Vill Betriber aus dem Horeca-Secteur sinn duerch den neie Lockdown an enger schwiereger finanzieller Situations. Et riskiéiert zu engem massive Verloscht vun Aarbechtsplazien an zu sëllege Faillitten ze kommen. Dofir hunn déi Responsabel vum Secteur nei Fuerderunge gestalt an hunn d'Regierung opgefuerdert, fir dem ganzen Secteur weider Hëllefen zoukommen ze loessen. Et gëtt sech doriwwer beklot, datt d'Regierung d'Gastronomie op en Neits zougemaach huet, iwwerdeems d'Butteker oppliwwen sinn a vill Akafszenteren um leschte Weekend „schwarz“ vu Leit waren. Nodeems den Här Staatsminister Xavier Bettel zouginn hat, datt den Horeca-Secteur responsabel mat der Coronasituatioun géif èmgoen, géif elo, no der Decisioun vun der Regierung, d'Recetté komplett ausbleiben. Dat wär net acceptabel a finanziellement géif dat bedeuten, datt vill Betriber net méi iwwert d'Ronne kënne kommen. Gefuerdert gëtt ènnert anerem, datt de Staat all déi fix Käschten, während der Period wou de Secteur muss zoubleiwen, iwwerhält. Weider misst d'Gültigkeit vun den Iwwernuechungsbongen fir weider 12 Méint verlängert ginn. Fir den Horeca-Secteur misst dann och e Moratoire ouni Zënsen agefouert ginn, dat wat d'Payementer un öffentlech Verwaltungen oder fir d'TVA uteet. Fir d'Joer 2021 fuerderen déi Responsabel vun der Horesca, datt d'TVA fir all d'Servicer vum Secteur nees op 3 % eroft gesat gëtt.

An deem Kontext géif ech gär follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Ass d'Regierung gewëllt, fir d'Fuerderunge vun der Horesca allegueren ze erfëllen?

- Fixkäschten

- Iwwernuechungsbongen

- Payementer öffentlech Verwaltungen

- TVA op 3 %

2. Wann nee, wat fir enge Fuerderunge vun der Horesca plangt d'Regierung nozekommen a wat fir engen net?

Réponse commune (06.01.2021) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et de M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes :

D'Regierung ass sech der Wichtegkeet vum Horeca-Secteur voll a ganz bewosst a stet dofir an enkem a reegelmësse Kontakt mam betraffene Secteur. D'Regierung wäert dofir och weiderhin deene Betriber ènnert d'Aerm gräifen, déi net duerch en eegent Feelverhalen, mee duerch déi konjunkturell Situations vun der Pandemie vum Covid-19, an eng prekär Situations gerode sinn.

An deem Kontext schéngt et eis wichteg, op déi nei Hëlfel vun enger Kompensatioun vun de Käschten hinzuweisen („Aide coûts non couverts“); eng Hëlfel, déi sech ènnert anerem un de Secteur vum Horeca riicht a fir d'Méint November 2020 bis Mäerz 2021 kann ugefrot ginn. De Grondgedanke vun dëser neier Hëlfel ass et, fir deene Betriber, déi massiv Aboussen an hirem Ëmsaz hinn, beim Stemme vun hire Käschten zur Sätz ze stoen an hinnen e groussen Deel vun hire Käschten ze kompensiéieren.

Esou kann zum Beispill ee klenge Restaurant mat männen wéi 50 Mataarbechter d'Differenz téschent senge Recetten a 75 % vu sengen Ausgabe geltend maachen. Vun dëser Differenz kann de Staat dann 90 % iwwerhuelen an a Form vu staatlechen Hëlfen-fen ausbezuelen. Bei engem Betrib vu 50 oder méi Mataarbechter kann de Staat 70 % iwwerhuelen. Well d'Decisioun fit d'Restauranten an d'Caféen zouzemaachen awer ee besonnesch groussen Impact op d'Tresorerie vun de betraffene Betriber wäert hinn, ass et fir d'Méint November, Dezember a Januar virgesinn, dass de Betrib net just 75 %, mä 100 % vu sengen Ausgabe ka geltend maachen.

Des Weideren huet d'Regierung d'Decisioun getraff, d'Validitéit vun de 50-Euro-Iwwernuechungsbongen nach emol bis den 18. Abrëll 2021 ze verlängeren.

Doriwwer eraus huet d'Regierung schonn am Mee 2020 eng Panoplie vu steierleche Mesuren en place gesat, fir Betriber ze ènnerstëtzen, déi mat Liquiditätsschwierigkeiten ze kämpfen hinn, notamment d'Méiglechkeet, eng Annulatioun vun den Avancé vum éischen an zweeten Trimester 2020 beim Steierbüro ze froen, an d'Méiglechkeet, fir no de Besteierungen, wou d'Echeance nom 28. Februar 2020 louch, een Delai de Paiement vu véier Méint ze froen, deen automatesch accordéiert gouf. Och den Delai, fir d'Steiererklärung vun 2019 ofzeginn, gouf vun Enn Mäerz 2020 op Enn Juni 2020 verlängert. Des Weidere konnt een zusätzlichen Delai bis den 31. Dezember ugefrot ginn. Den 21. Dezember huet d'Regierung decidéiert, dësen Delai èm weider dräi Méint bis den 31. Mäerz 2021 ze verlängeren, an den Delai fir d'Steiererklärung vun 2020 ofzeginn, vun Enn Mäerz 2021 op Enn Juni 2021 ze verlängeren. All dës Mesurë sinn natierlech fir de ganzen Horeca-Secteur applicabel.

Och bei der TVA weist d'Enregistrementsverwaltung am Zesummenhank mat der Covid-19-Kris vill Verständnis, appliziéiert déi Toleranz beim Depot vun den Deklaratiounen an ass tolerant, wat d'Bezuele vun der TVA ueget.

A fir speziell de klenge Betriber ènnert d'Aerm ze gräifen, rembourséiert d'Verwaltung zäitno all „soldes créditeurs“ an der TVA ènnert engem Montant vun 10.000 Euro.

Och besteet d'Méiglechkeet, beim Enregistrement d'Fuerderungen ze echellonnéieren, dëst souwuel a Krisenzäite wéi och ausserhalb vun dësen Zäiten.

Wat d'TVA vun 3 % fir all d'Servicer aus dem Horeca-Secteur uteet, esou gëtt et momentan keng Pläng, fir iwwert den aktuelle Regimm erauszegeen.

Question 3254 (04.12.2020) de M. Marc Baum (délégué) concernant le respect des obligations sanitaires dans le contexte d'activités professionnelles :

Des informations publiées par le journal en ligne reporter.lu mettent en doute le respect par une chaîne de supermarchés au Luxembourg des conditions sanitaires destinées à limiter la propagation du Coronavirus et à protéger la santé des salarié(e)s. En effet, selon des témoignages relayés par l'article en question, des mesures de protection de base ne seraient pas respectées : ainsi, des salarié(e)s qui ont eu un contact à risque avec une personne dont l'infection est confirmée seraient incité(e)s par la hiérarchie à poursuivre le travail et de ne pas respecter la mise en autoquarantine prescrite par la législation en vigueur. De plus, dans ce même article, il est question de mesures sanitaires prises par la direction de l'entreprise qui n'auraient pas été l'objet d'une consultation préalable de la délégation du personnel et notamment du/de la délégué(e) à la santé et à la sécurité. Ces informations soulèvent des questions fondamentales en ces temps de pandémie à propos du contrôle du respect des règles sanitaires sur les lieux de travail, notamment dans les magasins d'alimentation et de la répartition des responsabilités au sein des entreprises en cas de non-respect de ces règles.

En effet, le Code du travail impose aux chef(fe)s d'entreprise de garantir la sécurité et la santé de leurs employé(e)s (Art. L 321). Dans les entreprises disposant d'une délégation du personnel, le/la chef(fe) d'entreprise est en plus tenu(e) de consulter et de renseigner le/la délégué(e) à la sécurité et à la santé du personnel sur tous les aspects liés à la sécurité et à la santé des employé(e)s (art. L 414-14). L'Inspection du travail et des mines est chargée de contrôler le respect des réglementations e. a. en matière de sécurité et de santé et, le cas échéant, de mettre fin aux situations en contradiction avec les réglementations en vigueur et de constater des infractions (Art. L 611-2).

La loi du 17 juillet 2020 portant introduction d'une série de mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 a introduit des mesures sanitaires spécifiques.

Les dispositions (dont notamment l'obligation du port de masque) s'appliquent aux activités commerciales qui accueillent un public et qui se déroulent en lieu fermé sont régies par l'article 3 de la loi en question. Toutefois l'article 12 de la loi ne prévoit que des sanctions à l'égard de personnes physiques en cas d'infractions aux dispositions prévues à l'article 3. Les relations professionnelles souvent caractérisées par un lien de subordination entre l'employeur et l'employé(e) ne font donc pas l'objet de dispositions spécifiques.

Ainsi, les chefs d'entreprises qui sont - suivant le Code du travail - responsables du respect des réglementations en matière de sécurité et de santé ne semblent pas l'être dans les situations sanitaires réglementées par la loi dite Covid-19 précitée. Le respect des obligations en matière sanitaire dans le contexte de la pandémie de la Covid-19 serait donc

plutôt la responsabilité des personnes physiques que des personnes morales. Ainsi, les personnes physiques exerçant une activité professionnelle en tant que salarié(e) subordonné(e) à un(e) employeur/employeuse, seraient susceptibles d'être sanctionnées pour non-respect des réglementations sanitaires appliquées à leur domaine de travail et à l'exercice de leur profession.

Selon les informations disponibles sur le site d'information covid19.lu, le non-respect des instructions en vigueur concernant l'isolement est possible d'une amende pour toute personne concernée par une mesure d'isolement. De ce fait, la responsabilité légale incombe à la personne malade testée positive au Covid-19. De même que toute personne potentiellement infectée en attente de confirmation de son état de santé doit se mettre en autoquarantine sans pour autant être soumise à une sanction en cas de non-respect de cette prescription. Or, si la personne testée positive ou potentiellement infectée est soumise à l'injonction de son employeur/employeuse de maintenir sa présence physique au travail, la question du transfert des responsabilités du/de la salarié(e) vers l'employeur se pose d'autant plus que le salarié se trouvant provisoirement en autoquarantine peut ne pas avoir à sa disposition une preuve certifiée par l'inspection sanitaire de son état de santé à risque.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi, à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Combien de verbalisations ont été dressées par les agents et officiers de police administrative de la Police grand-ducale et par les agents de l'Administration des douanes et accises depuis l'entrée en vigueur de la loi dite Covid-19 du 17 juillet 2020 à l'encontre de personnes physiques sur base de l'article 3 de la loi précitée ?

2) Parmi ces verbalisations, combien ont concerné des violations commises par des personnes physiques pendant leur temps de travail et dans le cadre d'accomplissement de tâches prévues par leurs contrats de travail ?

3) Si de telles verbalisations ont été enregistrées, ont-elles été dressées à l'encontre d'employé(e)s ou à l'encontre des employeurs/employeuses respectivement des gérants ou autres personnes responsables des activités en question ?

4) L'Inspection du travail et des mines réalise-t-elle des contrôles spécifiques au sujet des mesures sanitaires en vigueur au sein des entreprises tombant sous l'application de l'article 3 de la loi précitée, notamment en ce qui concerne la protection de la santé des salarié(e)s ?

5) Dans l'affirmative, combien et quels types de violations ont pu être constatées par les agents de l'ITM ?

6) Existe-t-il une coopération entre la police administrative de la Police grand-ducale respectivement entre l'Administration des douanes et accises et l'ITM dans le contexte des contrôles du respect des mesures sanitaires sur le lieu du travail, sachant qu'une violation d'une réglementation prescrite par la loi précitée constatée par un agent ou officier de police peut être en relation avec le non-respect de dispositions sanitaires prescrites par le Code du travail constaté par un agent de l'ITM et vice-versa ?

7) Est-il prévu de procéder à des contrôles plus systématiques dans les entreprises et grandes surfaces commerciales par les organes de contrôle habilités à faire respecter les mesures sanitaires inscrites dans la loi Covid en question ?

8) Messieurs et Madame les Ministres sont-ils d'avis que le principe de la responsabilité légale de l'employeur/employeuse à l'égard du respect des réglementations en matière de sécurité et de santé des employé(e)s selon le Code du travail devrait être précisé dans la loi Covid actuellement en vigueur ?

Réponse commune (08.01.2021) de M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure :

ad 1) - 3) Toutes les verbalisations dressées dans le contexte du non-respect des dispositions sanitaires sont enregistrées sous un code identique. Par conséquent, il est impossible d'effectuer des recherches spécifiques parmi les verbalisations enregistrées, comme par exemple sur la qualité de l'auteur. La Police grand-ducale n'est pas conséquente pas en mesure de répondre à ces questions.

ad 4) Conformément aux articles L. 312-1 et L. 312-2 du Code du travail, l'employeur est effectivement obligé d'assurer la sécurité et la santé des salariés dans tous les aspects liés au travail et, dans le cadre



nels, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens nécessaires.

De même, en application de l'article L. 313-1 du Code du travail, il incombe à chaque salarié de prendre soin, selon ses possibilités, de sa sécurité et de sa santé ainsi que de celles des autres personnes concernées du fait de ses actes ou de ses omissions au travail, conformément à sa formation et aux instructions de son employeur.

L'article L. 612-1 du Code du travail prévoit que l'Inspection du travail et des mines (ITM) est chargée notamment :

« a) de veiller et de faire veiller à l'application de la législation dont notamment les conditions de travail et la protection des salariés ;

b) de conseiller et d'assister les employeurs et les salariés et de fournir des informations juridiques et techniques pratiques dans la mise en œuvre des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de travail et de sécurité et santé au travail ainsi que d'assumer une fonction d'interlocuteur commun en vue de prévenir et d'aplanir des conflits sociaux individuels ;

c) de mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de travail et de sécurité et santé au travail ;

d) de constater les infractions dans les domaines relevant de sa compétence et d'en aviser le procureur d'Etat ; [...]. »

Les dispositions de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 s'appliquent notamment aux personnes physiques et donc a fortiori également aux salariés.

Outre les dispositions de la loi modifiée du 17 juillet 2020 précitée, le Ministère de la Santé a établi des recommandations sanitaires pour les différents secteurs économiques qui s'inscrivent dans le cadre des dispositions de la loi modifiée du 17 juillet 2020 précitée ainsi que de celles du Code du travail et qui s'appliquent aux employeurs et aux salariés.

Par conséquent, les employeurs sont obligés de transposer les dispositions de la loi modifiée du 17 juillet 2020 précitée et de suivre les recommandations sanitaires au sein de leur entreprise. Les salariés doivent suivre les instructions de leur employeur afin de garantir, d'une part, leur propre sécurité et santé et, d'autre part, de ne pas mettre en péril la sécurité et la santé des autres salariés de l'entreprise.

Dans le cadre de ses contrôles, l'ITM veille notamment à ce que les dispositions légales en matière de sécurité et de santé au travail ainsi que les recommandations sanitaires, qui s'inscrivent dans le cadre des dispositions de la loi modifiée du 17 juillet 2020 précitée et de celles du Code du travail, soient respectées tant par les employeurs que par les salariés.

ad 5) Entre le 18 mars 2020, date de début de l'état de crise en raison de la pandémie Covid-19, et le 31 décembre 2020, l'ITM a effectué 2.102 contrôles spécifiques en matière de sécurité et santé au travail dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19 dans tous les secteurs économiques et a veillé à ce que les mesures y relatives soient appliquées tant par les employeurs que par les salariés.

Suite à ces contrôles, les entreprises concernées ont été enjointes de se conformer aux dispositions légales en matière de sécurité et de santé au travail ainsi qu'aux recommandations sanitaires y afférentes.

Les types et les nombres de violations aux dispositions légales ainsi qu'aux recommandations sanitaires suivants ont été constatés lors des contrôles de l'ITM :

- 38 infractions pour avoir omis de mettre à la disposition des salariés des équipements de protection collective ou bien des équipements de protection individuelle ;

- 24 infractions pour avoir omis, soit de faire appliquer aux salariés les principes relatifs à la distanciation physique, soit de faire porter aux salariés des masques ou tout autre dispositif permettant de recouvrir efficacement le nez et la bouche ;

- 38 infractions pour avoir omis d'aménager les postes de travail ;

- 68 infractions pour avoir omis, soit de mettre en place des points d'eau, du savon et des serviettes en papier jetables, soit de mettre à la disposition des salariés du gel hydroalcoolique ;

- 124 infractions pour avoir omis, soit d'informer les salariés en la matière, soit d'afficher les mesures de prévention au sein de l'entreprise ;

- 64 infractions pour avoir omis de mettre en place les mesures de sécurité ensemble avec la délégation du personnel.

13 amendes administratives ont été infligées à l'encontre d'entreprises n'ayant pas régularisé leur si-

tuation et trois arrêts de travail ont été prononcés à l'encontre d'entreprises qui n'avaient pas respecté lesdites dispositions légales ou recommandations sanitaires.

En outre, entre le 20 mars 2020 et le 19 avril 2020, période de fermeture des chantiers de construction, l'ITM a effectué 3.207 contrôles spécifiques sur de tels chantiers. Lors de ces contrôles, 18 entreprises ont été verbalisées pour ne pas avoir respecté les règles de confinement.

ad 6) + 7) Il n'existe pas de coopération spécifique entre la Police grand-ducale, l'Administration des douanes et accises et l'ITM dans le contexte des contrôles du respect des mesures sanitaires sur le lieu de travail.

La Police grand-ducale veille au respect de ces mesures dans le cadre de la surveillance générale de l'espace public et des patrouilles ordinaires respectivement dans le cadre des interventions sur appel estimées nécessaires.

ad 8) Le Code du travail prévoit déjà la responsabilité légale de l'employeur à l'égard du respect des réglementations en matière de sécurité et de santé des salariés (cf. ad 4)) de sorte qu'il n'y a pas besoin de la préciser de nouveau dans la loi Covid.

Question 3255 (07.12.2020) de MM. Laurent Mosar et Gilles Roth (CSV) concernant la vente de participations par la BCEE et la SNCI :

Laut Informatiounen, déi eis zougedroe gi sinn, solle d'Spuerkeess an d'SNCI envisagéieren, hir Particiapiounen an eenzele Gesellschaften ze verkafen, ënnner anerem bei enger weltwält operéierender Entreprise beim Bau vun Héichiewen, Kokereien an émwelttechneschen Ekipementer fir den Eisen- a Stolsecteur.

Mir wéilten dofir follgend urgent Froen un den Här Finanzminister an un den Här Wirtschaftsminister stellen:

- Kann d'Regierung eis dës Informatiounen bestätigen?
- Wa jo, èm wat fir eng Gesellschaften handelt et sech hei am Prezisen?
- Wa jo, ginn et prezis Grénn fir dëse Verkaf?
- Wa jo, wéini soll dëse Verkaf iwwert d'Bün goen an zu welche finanzielle Konditiounen?
- Wéi gesäßt d'Investitiounspolitik vum Lëtzebuerger Staat a vun den Établissements publics an Zukunft aus?

Réponse commune (08.01.2021) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie :

An hirer parlamentarescher Fro bezéie sech déi honnabel Députéiert Laurent Mosar a Gilles Roth op d'Participatioun, déi de Staat, zesumme mat der SNCI an der Spuerkeess, un enger privater Entreprise am Stol- an Héichiewesecteur hält.

Et ass ze bemierken, dass de Staat seng Participatioun an d'r Firma am Kader vun der Finanzkris vun 2008 geholl huet. Haut ass d'Situatioun vun deem Secteur an d'r Firma eng aner wéi deemoos. An Zukunft wäerten an deem Beräich nei Technologien op de Marché kommen, déi et erméiglechen, fir Stol hierzestelle mat staark reduzéierten CO₂-Emissiouen. D'Entreprises, déi an deem Secteur tätege sinn, musse sech op déi Erafuerderungen astellen a sech entspreechend opstellen. D'Regierung wéllt dës Technologien um Standuert Lëtzebuerg férderen an hei nei Émwelttechnologien entwéckelen. Am Moment lafen an deem Senn Gespréicher téscht den Aktionären.

Generell sief gesot, dass de Portefeuille vun de Participatioun vum Staat iwwert d'Zäit èmmer evaluéiert an ugepasst gëtt. Esou kann de Staat zum engen de Fonctionnement vu strategeschen Infrastrukturen a Servicer sécherstellen a sech zum aneren aktiv un Entreprise bedeelegen an deene Fäll, wou eng staatlech Interventioun sénnvoll oder souguer néideg ass, fir ee Secteur ze stabiliséieren oder nei wirtschaftlech Aktivitéiten entstoën ze losseen. An deem Senn muss de Staat d'Méiglechkeet behalen, fir an de leschtgenannte Fäll Émstrukturéierungen am Aktionariat ze begleeden, wa sech d'Situatioun eréim stabiliséiert huet oder sech do-duerch nei Opportunitéite fir de Standuert kënnen er-

Le savez-vous ?

HUIS CLOS

Les séances de la Chambre sont publiques, sauf décision contraire émanant de la majorité des membres du Parlement. Dans ce cas la Chambre siège à huis clos et la séance est tenue en secret.

ginn. Dës Investitiounspolitik gëtt vun der Regierung ènnert der Leedung vun de jeeweileg zoustännege Ministere suiviert an èmgesat. Eventuell Changemerter am Aktionariat vun Entreprisen, an deenen de Staat Participatiounen hält, ginn an all Fall offiziell matgedeelt, soubal déi nouwendeg Prozeduren duerchlaf sinn.

ad 4. Op déi hypotheetesch Fro kënnne mir keng Antwort ginn.

ad 5. Déi international Diskussioune lafen am Prinzip op Englesch, soudass en däitschen Homolog déi Sprooch och beherrscht.

ad 6. - 10. Déi Situatioun gëtt et jo schonn, dass spezialiséiert Agenten eng Derogatioun iwwert de Regierungsrot kritt hunn, fir eng oder zwou administrativ Sproochen net müssen ze beherrschen. Dat féiert forcément dozou, dass am Alldag net méi némme Lëtzebueresch geschwat oder geschriwwen gëtt.

Et ass ons net bekannt, dass dat zu Schwierigkeit gefouert hätt, warscheinlech doduerch, well op dár enger Säit kee Problem ass, fir déi dräi Sproochen ze schwätzen, an op dár anerer Säit de Wellen do ass, fir z. B. Lëtzebueresch ze léieren.

Ouni e konkrete Fall ze hunn, ass et natierlech schwéier ze soen, ob e Verhale ka bestrooft ginn oder net. Wann en Agent sech esou behélt, dass dat géint seng Obligation vu Kollegialitéit géif verstoessen, da kann dat disziplinairesch Konsequenzen hunn (« [...] il doit prêter aide à ses collègues dans la mesure où l'intérêt du service l'exige », Art. 9 vum Statut).

ad 11. Well déi éffentlech Ariichtungen administrativ a juristes eegestänneg Entitéite sinn, déi net zentral vum Staat verwalt ginn, hu mir déi Informationen net.

Question 3257 (07.12.2020) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant les postes vacants au sein des directions de l'enseignement fondamental :

Laut mengen Informatiounen sinn an de Regionaldirektiouen eng Partie A1-Posten als „employé de l'État“ ausgeschriwwen ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung dëst confirméieren?
2. Wéi vill dár Poste sinn ausgeschriwwen ginn?
3. Wéi ee Profil, Ausbildung hunn déi Leit, déi engagéiert gi si fir dës Posten?
4. Firwat sinn dës Posten net fir Fonctionnaire ausgeschriwwen ginn?
5. Wéi eng hierarchesch Befugnisser hunn dës Employé vis-à-vis vun den Enseignanten an de Schouldirektiouen?

Réponse (05.01.2021) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

ad 1. Ech ka confirméieren, datt effektiv Plazen innerhalb vun de Regionaldirektiouen als Employé de l'État, groupe d'indemnité A1, sous-groupe administratif, ausgeschriwwen waren a sinn.

ad 2. Am Kader vum Rekrutement an de Regionaldirektioune war initial eng Platz pro Direktioune ausgeschriwwen. Op Nofro vun zwou Direktioune kruten dës jeeweils ee weidere Posten accordéiert. Esou sinn am Ganze 17 Plazen an de Regionaldirektiouen ausgeschriwwen gewiescht.

ad 3. Dës Poste waren a sinn am Kader vun der Karriär A1 am administrative Beräich ausgeschriwwen. Dëst bedeut, datt d'Kandidaten ee Masterdiplom müssen hunn. Zousätzlech ware weider Kompetenzen vun de Kandidate gefrot. Hei en Extrait aus der Publikatioun vun de Posten, deen ee méi detailiéiert Bild vum gesichte Profil zeechent:

« Connaissances, compétences opérationnelles et techniques :

- 1) Système éducatif et ses enjeux
- 2) Connaissances juridiques et budgétaires générales
- 3) Connaissances générales des ressources humaines
- 4) Techniques de la rédaction administrative
- 5) Méthodologie de conduite de projet
- 6) Jouer le rôle de conseil et d'aide à la décision du domaine
- 7) Travailler en équipe
- 8) Mettre en œuvre des procédures et des règles
- 9) Savoir planifier et respecter des délais
- 10) Réaliser des synthèses
- 11) Rédiger et mettre en forme des textes administratifs et des comptes rendus
- 12) Utiliser des logiciels spécifiques au domaine
- Compétences comportementales :
- 13) Sens de l'initiative
- 14) Capacité d'adaptation
- 15) Sens de l'organisation
- 16) Réactivité
- 17) Sens relationnel



- 18) Sens de la confidentialité
19) Sens de l'innovation et de la créativité
20) Rigueur et fiabilité »
ad 4. D'Posten innerhalb vun de Regionaldirektion si Posten, déi nei kreeiert gi sinn an aus dësem Grond net intern ausgeschriwwen ginn. Fir de Rekrutement fir méiglechst vill Leit opzemaachen, goufen dës Posten als Employé de l'Etat ausgeschriwwen. Dëst erlaabt et och Persounen, déi kee Staatsexame gemaach hunn, sech op dës Posten ze mellen. Émgekéiert ka selbstverständliche och eng Persoun mam Staatsexamen émmer fir ee Posten als Employé de l'Etat postuléieren.

ad 5. Dës Mataarbechter vun de Schouldirektiouen hu keng hierarchesch Befugnisse par rapport zu den Enseignants an dëst onofhängeg vun hirem Statut. Ewéi am Artikel 60 vun der Loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental festgehalen, huet nämnen den Direktor e Pouvoir hiérarchique:

« [...] »

Le directeur veille au bon fonctionnement des écoles publiques de l'enseignement fondamental de la région et il est responsable de la gestion pédagogique et administrative des écoles de la région. Le directeur représente le ministre auprès des communautés scolaires de la région et il soutient le dialogue, ainsi que la concertation entre les partenaires scolaires.

Il est le chef hiérarchique :

- 1) du personnel intervenant dans l'enseignement fondamental tel que défini à l'article 67 ;
 - 2) des directeurs adjoints ;
 - 3) du personnel administratif de la direction.
- [...] »

Question 3259 (07.12.2020) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant le délai de remboursement :

Duerch d'Coronakris verdénge vill Leit, déi elo an der Kuerzaarbecht sinn, just nach 80 Prozent vun hirem urspréngliche Salaire. Dës finanziell Belaaschtung gëtt nach doudherch verstärkt, wa weider Käschten duerch medezinnesch Leeschungen ufalen, déi déi Beträffen an Uspruch huelen. An deem Senn ass et elo essenziel, datt déi Beträffen net onnéideg laang op de Remboursement vun de Käschten duerch d'Krankekeess waarde mussen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet:

1. Wéi hu sech am Kader vun der Coronakris d'Waardezäite fir de Remboursement vu medezinnesche Leeschungen duerch d'Krankekeess entwéckelt?

2. Wat gedenkt d'Regierung konkreet ze énnerhuelen, fir d'Waardezäite fir de Remboursement vu medezinnesche Leeschungen duerch d'Krankekeess esou kuerz wéi méiglech ze halen?

Question 3343 (18.12.2020) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant le délai de remboursement :

Suite à la crise du Covid-19 et aux mesures positives décidées pour amortir les suites de cette crise surtout en faveur des familles, la Caisse nationale de santé a dû assurer un surplus de travail considérable.

- J'aimerais dès lors savoir du Ministre de la Sécurité sociale si la crise actuelle et ses répressions ont eu un impact sur les délais des remboursements par la « Gesondheetskeess »

- Quelle a été l'étendue de la charge supplémentaire de travail pour le personnel de la CNS ?

- Quels sont actuellement ces délais et, le cas échéant, quelles sont les mesures qui ont été prises pour parer à d'éventuels retards ?

- Est-ce que le personnel de la CNS a été renforcé pour être à même d'assumer le travail supplémentaire ?

Réponse (05.01.2021) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale :

An deene leschte Woche gouf et, saisonal bedéngt, eng Erhéijung vun den Demandé fir d'Remboursement. Den Departement vun den Naturalleeschungen (Departement PN) vun der Gesondheetskeess kritt pro Dag an der Moyenne 22-23 Keesen, déi ongefier 800 Remboursementsdemandé beinhalten, fir ze traitéieren. Zäitweis kann esouguer e Pic vun 28 Keesen pro Dag erreichet ginn.

Et sief ze bemierken, datt virun der Covid-19-Kris den alen Departement „National Remboursement“ vun der Gesondheetskeess 16-18 Keesen pro Dag traitéiert huet.

Aktuell braucht d'Gesondheetskeess 6 bis 8 Wochen fir de Remboursement. Dëst ass ze erklären duerch méi héich Remboursementsdemanden, awer och duerch méi laang Krankeschäiner oder duerch Pen-

sionsdeparten, déi nach net konnte remplacéiert ginn, an eeben och duerch Projete mat enger grousser Envergure, déi vill Ressourcë vum Personal vum Departement PN beusprochen. Zudeem kommen och nach vill Appellen an E-Mails, déi musse beantwort ginn, grad och wéinst dem Retard vun de Remboursement.

D'Gesondheetskeess ass amgaange sech intern ze reorganiséieren, fir dës Retarde kënnen opzehuelen. Dozou gehéiert zum Beispill d'Mise en place vun engem neien optesch liesbare System vun de Rechnungen, fir kënnen e méi héije Volume ze traitéieren. Dëse Changement ass awer eréischt effektiv, wann déi intern Reorganisatioun fäerdegt ass (Reaffektatioun a Formation vum Personal).

Den Departement PN huet ausserdem seng Preparatiouns- a Validationsprozeduren iwwerschafft, huet 15 nei Kollaborateure forméiert, zwee befriste Kontrakter an een onbefriste Kontrakt agetallt, déi sech elo grad an der Formation befannen, an huet e serréierte Monitoring en place gesat.

Zudeem ginn déi aktuell Delaien um Site vun der Gesondheetskeess an op Facebook publizéiert an an de Waardeschlaangen um Telefon leeft eng automatesch Info, déi iwwert d'Delaien informéiert. Um Site vun der Gesondheetskeess kréien d'Leit och rappeléiert, datt se kënnen direkt iwwer Chèque rembourséiert ginn, wann d'Rechnung iwwer 100 Euro ass.

D'Gesondheetskeess huet nach e weidere Renforcement vum Personal ugefrot. Bis dëse Renforcement accordéiert ass, wat eng Ännérung vun engem groussherzogleche Reglement mat sech bréngt, huet d'Gesondheetskeess vun der Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) 3 CDD-Kontrakter accordéiert kritt fir d'Joer 2021. Dovunner geet een an den Departement PN an et ginn 3 Leit vum Service Courrier provisoresh an den Departement PN detachéiert.

Am Laf vum éischten Trimester vun 2021 wäert d'Gesondheetskeess en digitalen Dispositif a Produktioun ginn, dee progressiv soll héllefen, den analogen Austausch vun Dokumenter ze reduzéieren, deen énnert de Prestatairen, den Assuréen an de verschidde Verwaltunge stattfénnt. Dësen digitalen Dispositif wäert et den Assuréen erméiglechen, Applikatiounen um Handy ze benotzen, mat deenen se kënnen hir Honoraires, Krankeschäiner an Ordonnancé geréieren. Esou kann d'Prozedur vum Remboursement acceleréiert a vereinfacht ginn.

Question 3261 (08.12.2020) de Mmes Francine Cloesener et Cécile Hemmen (LSAP) concernant l'intégration des réfugiés :

Eng gelongen Integratioun an eis Gesellschaft ass fir jidderee vu grousser Wichtegkeet. Fir Ménschen, déi viru Misär, Aarmut a Krich hu misse flüchten an zum groussen Deel aus anere Kulture kommen, zielt dat émsou méi. Lëtzebuerg ass gutt opgestallt mat séllege Servicer, fir déi Beträffen op all Etapp vun hirer Integratioun beschréiglechst ze begleeden.

An deem Zesummenhang wollte mir der Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wéi huet d'Zuel vu Flüchtlingen, déi an de Grand-Duché komm sinn, déi lescht Méint iwwer evoluéiert?

2. Wéi gesäßt d'Integratioun vu Flüchtlingen an eis Gesellschaft a Pandemieszäiten aus?

Wéi huet d'Situatioun vun dése Ménschen an der Pandemie evoluéiert? Wéi gesäßt hien Alldag aus a sinn duerch d'Pandemie nei Problemer bääkomm, zum Beispill wat d'Sich no enger Aarbecht ugeet?

3. Wéi eng Outilen, fir d'Integratioun virunzudreiwen, gi vum Famill- an Integratiounsmistère zur Verfügung gestallt? Wéi eng Acteure si fir d'Integratioun vu Flüchtlingen zoustänneg? Wéi gesäßt d'Zesummenaarbecht téscht de verschidde Acteuren aus?

4. Wann en Demandeur de protection internationale (DPI) op Lëtzebuerg kënnt, gëtt e fir d'éischt vum Office national de l'accueil (ONA) betreit. Erhält en de Statut a gëtt zum Bénéficiaire de protection internationale (BPI), leet den ONA d'Betreitung an d'Hänn vum LISKO, dem Lëtzebuerger Integrations- a Sozialkohesiunscenter. Wéi eng Prozedur gëtt hei ugewannt? Geschéfft dat automatesch fir all BPI? Wann net, wéi eng Leit gi prioritar un dése Service weidergeleet a wéi e Prozentsaz mécht dat aus?

5. Wéi gesäßt d'Madamm Ministesch de Rôle vum LISKO? A wéi wäit gëtt dés Initiativ, déi vum zousättege Ministère konventionéiert ass, vun der Madamm Ministesch énnerstëtzzt? Awéiwäit huet dem LISKO säi Fonctionnement, awer och säin Zoulaf sät senger Grénnung evoluéiert?

Réponse (18.12.2020) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration :

ad 1. Den éischten Tableau weist d'Zuel vun de Leit, déi iwwert déi lescht Méint eng Demande de protection internationale agereecht hunn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Den zweeten Tableau weist d'Evolutioun vun dësen Zuelen iwwert déi lescht Joren.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Den drëtten Tableau gëtt weider Prezisiounen iwwer d'Decisiounen, déi am Beräich vun der Protection internationale geholl gi sinn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. D'Situatioun vun de Flüchtlingen ass a Pandemieszäite, wéi fir all aner Bierger, méi schwierig wéi an normalen Zäiten. D'Aschränkunge vum Alltag treffe si genau sou haart wéi och déi aner. Si kënnen natierlech, wéi zu normalen Zäiten, op d'Servicer vum Staat zielen an zu all Moment froen, fir Hélfel a Begleedung ze kréien. Wa si de Statut nach net hunn, kréie si eng Begleedung vum ONA, am Zesummespill mat aneren Acteuren vum Staat. Soubal si de Statut hunn, kënnne si, esou wéi all aner Bierger, op d'Hélfel vum Office social zeréckgräifen. Den Office social kuckt hinen da weiderzehélfen, entweider sur place oder andeem si d'Person weiderorientéiere bei eng kompetent Instanz. Bei der Sich no enger Aarbecht ass d'ADEM den Usprechpartner a si begleeden all hir Clienten, ouni Ausnam, duerch déi schwierig Zäit, wou d'Situatioun um Arbechtsmaart och ugespaant ass.

ad 3. D'Integratioun vun de Flüchtlingen ass en Deel vun eiser Integratiounspolitik. All Persoun, déi hei zu Lëtzebuerg ukënnnt, ka vun den Integratiounsmesuré profitéieren, fir datt d'Zesummeliewe gutt kann oflafen. Fir datt dat gutt funktionéiert, muss jiddereen hei am Land mathéllafen. De Staat setzt de legale Kader an huet duerch de Contrat d'accueil et d'intégration (CAI) an de Parcours d'intégration accompagné (PIA) zwee Programmer, déi souwuel Flüchtlingen ewéi och aneren auslännesch Matbierger eng Aféierung an d'Liewen hei zu Lëtzebuerg ginn an hinen och erläben, d'Sproochen, déi hei geschwat ginn, ze léieren. D'Gemenge spiller och eng wichteg Roll, andeem si deene Leit, déi sech bei hinnen nidderloessen, Informatiounen mat op de Wee ginn iwwert d'Liewen an der Gemeng an erklären, wéi eng Aktivitéiten et gëtt a wien d'Usprechpartner sinn, wann si Hélfel brauchen. Dëst maache si zesumme mat hiren Integratiounskommissiounen. De Plan communal d'intégration ass en Outil, deen dës Aktivitéit énnerstëzt, an 2021 wäert weider Gemenge sou ee Plang émsetzen. D'Zivilgesellschaft ass och e staarken Acteur, deen duerch ganz vull verschiddenen Aktivitéiten dofir suergt, datt all d'Bierger sech hei zu Lëtzebuerg wuel llen. Si ginn och vum Staat iwwer Konventionen finanziell énnerstëzt. Doniet huet och de Conseil national pour étrangers eng wichteg Roll ze spiller.

D'Kommunikatioun an d'Informatioun ass e wichtegen Aspekt, besonnesch an dësen Zäiten. Fir datt d'Informatiounen iwwert d'Pandemie fir d'Flüchtlingen, mee och fir all aneren Auslännere, deen hei zu Lëtzebuerg lieft, esou gutt wéi méiglech zougänglech ass, huet de Staat iwwert déi ganz Zéit dofir gesuergt, datt d'Informatiounen och a verschidde Sproochen disponibel waren. Et ass och eng „Toolbox“ zesumme gestallt ginn an un d'Acteure vun der Integratioun verschéckt ginn, fir datt all déi, déi mat de Flüchtlingen an aneren net lëtzebuergesche Matbierger a Kontakt sinn, all d'Informatiounen op enger Plaz erémfannen.

Niewent dem Guichet unique huet de Staat och Konventionen mat verschiddenen Associationen fir Guichete, wou d'Leit, souwält et méiglech ass, och an hirer Sprooch Hélfel kréien. Fir 2021 ass ee weider Poste virgesinn, fir dës Aktivitéit ze stäärken. D'Zesummenaarbecht téscht de verschidde Acteuren ass an der Integratioun ganz wichteg. D'Zesummespill téscht de verschidde Ministère gëtt iwwer de Comité interministeriel gestäärkt, deen och vun Dezember 2020 un op ass fir Representante vun der Zivilgesellschaft, fir och do eng méi staark Collaboratioun ze garantéieren. Och am Kader vum Plan d'action national an dem Appel à projets schafft de Famill- an Integratiounsmistère ganz enk mat anere Ministères zusammen, fir sécherzestellen, datt d'Integratioun eng transversal Dimensioun ass, déi sech an alle Ministère erémfannet, a fir datt och nei an innovativ Integratiounspjekte kënnen op laang Zäit finanziéiert ginn. D'Zesummespill téscht dem Ministère an de Gemengen an dem Syvicol wäert och

an den nächste Joren duerch d'Émsetze vun de Plans communaux d'intégration weider gestäärkt ginn. Dës Zesummenaarbecht betréfft all Beräicher vun der Integratioun, souwuel déi vun de Flüchtlingen ewéi och déi vun aneren auslännesch Bierger, déi an d'Land kommen.

ad 4. De Staat leet vill Wäert drop, datt d'Bénéficiaires de protection internationale (BPI) genau esou behandelt ginn ewéi och all aner Bierger. Si huet natierlech Accès op all Servicer vum Staat, ouni Ausnam. Bei soziale Froe solle si sech dofir prioritär un den Office social vun hirer Gemeng adresséieren, wou si kompetent Hélfel kréien. Den Office social ka sech, wann dat gebraucht gëtt, méi spezialiséiert Hélfel froe vun enger anerer Administration oder engem externe Service. De LISKO ass ee vun dësen externen Acteuren, deen an de leschte Jore ganz vill Énnerstëtzung ugebueden huet, besonnesch bei interkulturelle Froen, déi och d'Flüchtlinge betreffen. Den Office social ass also deen Acteur, deen decidéiert, wéi eng Persoun soll prioritär vum LISKO encadréiert ginn. De Familljen- an Integratiounsmistère ass amgaang, zesumme mat den Offices sociaux, eng Analyse ze maachen, fir besser ze verstoen, wéi eng Besoinen d'Agente vun den Office sociaux hunn, wann et drëm geet, den Encadrement vu Flüchtlingen an anere Leit mat engem Migratiounshannergrund esou gutt wéi méiglech ze organiséieren. Opgond vun désem Austausch wäert de Ministère dann och Conclusionsen zéien, wéi d'Offices sociaux nach kënnen besser outilléiert ginn, fir hir Aufgab gerecht ze ginn. Dat kann eng intern Énnerstëtzung sinn duerch eng Verbesserung vun den administrative Métteilen a Formationen zum Beispill am interkulturnelle Beräich, oder awer eng weider Énnerstëtzung duerch extern Partner wéi de LISKO.

ad 5. De LISKO wäert och an Zukunft eng Roll spiller als Énnerstëtzung vun den Offices sociaux, do wou d'Agente vun den Offices sociaux op hir Limitte stoussen am Encadrement vu spezifische Situationsen. Dës Situationsen müssen net onbedéngt nämme Flüchtlingen oder Auslännner betreffen, mee Beräicher, an denen d'Croix-Rouge Lëtzebuerg eng Kompetenz huet an doduerch d'Offices sociaux kann énnerstëtzten. De Familljen- an Integratiounsmistère wäert an den nächste Méint, zesumme mam LISKO a mat den Offices sociaux, definéiere, wou d'Zesummenaarbecht am meeschen Impakt huet an da kann d'Missioun ugepasst ginn, wann dat noutwenneg wier.

Question 3263 (09.12.2020) de Mmes Martine Hansen et Françoise Hetto-Gaasch (CSV) concernant le remboursement de la psychothérapie :

Am Joer 2015 huet d'Chamber d'Gesetz gestëmmt, dat de Beruff vum Psychotherapeut zu Lëtzebuerg unerkent a regelt. Am selwechte Gesetzestext ass virgesinn, datt Psychotherapie-Akten an der Nomenclature ageschriwwen ginn an domat vun der CNS rembourséiert ginn.

Am Januar 2018 hat d'Fédération des associations représentant des psychothérapeutes au Grand-Duché de Luxembourg (Fapsylux) Gespréicher mat der CNS ugefaangen, fir eng Konvention iwwert d'Modalitéité vum Remboursement auszehandelen. No sechs Méint kontest keen Accord fonnt ginn an och an der Mediatioun ass een sech net eens ginn, esou datt d'Gespréicher ofgebrach goufen.

Den 29. November 2019 huet de Sozialminister dem Staatsrot e groussherzogleche Reglement fir Avis zoukomme gelooss, an deem hien déi Punkten, déi eigentlech duerch d'Konvention sollte festgehale ginn, reegele wollt. An hirer rezenten Avis huet déi héich Kierperschaft dësen Text vum Minister allerdéngs als contrarie zur Verfassung rezékgewisen. Énner anerem gesäßt den Text vum Gesetz námlech vir, datt d'Psychotherapeuten hire Beruff kënnen autonom an ouni Aschränkungen ausüben. Am proposéierte groussherzogleche Reglement wëllt de Minister awer virschreiwen, datt de Patient eng Psychotherapie vun engem Dokter muss verschriwwen kréien an och e Behandlungsplang vun der CNS muss geneemegt ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:



Esoubal dëst Reglement publiziert ass, kënnen erëm Verhandlunge gefouert ginn tëschent der Gesondheetskeess an der Fapsylux, fir déi Punkten ze definéieren, déi net ènnert déi obligatoresch Dispositioune falen.

De Staatsrot huet dëst Reglement awer elo fir verfassungswiddreg erklärt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wat sinn dem Minister seng nächst Schrëtt an dësem Dossier?

2. Wäert de Minister sech elo erëm mat de Representant vun der Fapsylux zesummesetzen?

Wa jo, fir wéini sinn éischt Gespréicher geplant?

Réponse (05.01.2021) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale :

D'groussherzoglecht Reglement befénnt sech aktuell an der normaler reglementarescher Prozedur.

Déi zoustänneg Servicer sinn amgaangen den Avis vum Staatsrot ze analyséieren a wäerten de Reglement doropshin adaptéieren. Deemno wéi eng Upassunge gemaach ginn, muss de Staatsrot nach eng Kéier saiséiert ginn.

Duerro gëtt dat groussherzoglecht Reglement publiziert an d'Verhandlungen tëschent der Gesondheetskeess an der Fapsylux wäerten erëm opgeholl ginn, fir déi Punkte vun der Konvention ze definéieren, déi net ènnert déi obligatoresch Dispositioune falen.

Gläichzäiteg gëtt dann och nach d'Nomenclature vun den Akten ausgeschafft an de Remboursement vun der Gesondheetskeess definéiert.

Question 3264 (09.12.2020) de M. Sven Clement (Piraten) concernant l'accueil des patients au Centre Hospitalier du Nord :

Rezent hu sech Stëmmen zu Wuert gemellt, déi bemängelen, dass et am Centre Hospitalier du Nord zu Ettelbréck e Problem géif gi bei der Prise en charge vu Patienten, déi opgrond vu Verletzungen oder Krankheeten an d'Spidol mussen an net um Covid-19 leiden.

Aus sanitäre Grénn musse Patienten, déi um Covid-19 leiden, wa se am Spidol ukommen, un enger anerer Entrée empaange gi wéi Patiente mat anere gesondheetleche Problemer.

Vill Spideeler am Land, an dorënner och de Centre Hospitalier du Nord zu Ettelbréck, hunn awer némmen eng richteg Ambulanzzaufaart. Esou ergëtt sech de Problem, dass déi eng Patiente regulär iwwert de Wee vun enger Ambulanzgarage kënnen am Spidol opgeholl ginn, wärend fir déi aner eng alternativ Entrée muss genotzt ginn, déi leider oft méi schlecht accessibel fir d'Ambulanzen an/oder net iwwerdaacht ass.

An de vergaangene Méint gouf am Centre Hospitalier du Nord zu Ettelbréck probéiert, dése Problem duerch eng Zeltanlag ze léisen, mee säit Kuerzem sinn och dës Zelter net méi do. Esou kënne Patiente, déi net um Covid-19 leiden, aktuell zu Ettelbréck vun der Ambulanz just nach bis virun d'Spidol gefouert ginn a müssen dann awer nach ènner fräiem Himmel e Stéck ze Fouss bis an d'Spidol trëppelen oder mat engem Rollstull oder Brancard gefouert ginn. Jee nodeem, a wéi engem Zoustand sech e Patient befénnt a wéi d'Wieder ass, kann dësen zousätzleche Wee duerch dat kalt an naasst Wieder eng erhiefléch Belaaschtung duerstellen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Ass der Ministesch den duergestallte Problem bekannt?

2. Ginn et nach aner Spideeler am Land, an deenen et Problemer géit, well net genuch iwwerdaachten Zoufaarte fir Ambulanzen existéieren?

3. Wäert d'Ministesch sech mat de betraffene Spideeler a Kontakt setzen, fir eng Léisung auszeschaffen, déi weeder Patienten, déi um Covid-19 erkrankt sinn, nach Mënschen, déi aus anere Grénn an d'Spidol mussen, benodelegt?

Réponse (08.01.2021) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

Den Accès fir Ambulanzen ass am Centre Hospitalier du Nord (CHdN) fir all Patient garantéiert, esou gutt fir Covidpatienten wéi fir Netcovipatienten.

Wéinst de raimleche Spezifissitéit vum CHdN huet awer missem d'Ambulanzgarage an eng Covidurgence èmfunktionéiert ginn amplaz vum Arméizelt, dat am Mäerz/Abrëll 2020 fir dës Urgencé benotzt gi war.

D'Lokaler vun der Ambulanzgarage sinn nämlech am Wanter gutt ze hëtzen, wat bei den Zelter net de Fall gewiescht wär.

D'Konsequenz vun der Èmnotzung vun der Ambulanzgarage ass, datt d'Patiente mat der Ambulanz am Haff ageliwwert ginn. Dëst geschitt esou no wéi méiglech zu den Agäng vun de Covid- an Noncovidsecteur vun den Urgencen.

Eng Iwwerdaachung (ouni Pottoen) vun der Urgenceentree Noncovid a Covid, wou d'Ambulanz kéint drënner fueren, ass aus architektonesche Grünn net méiglech.

Déi aner Spideeler hunn eisen Informatiouen no keen esou e Problem an hiren Ambulanzgaragen, well si duerch hir spezifesch architekturnal Gegeebeneeten hir Covidfilière an Noncovidfilière an den Urgencen anesch organiséiere konnten.

Question 3265 (09.12.2020) de M. Sven Clement (Piraten) concernant les tests à domicile :

Leit mat schwéiere Krankheeten, déi reegelméissig an d'Klinik mussen, fir Radio- oder Chemotherapie, si gebieden, sech virdrun testen ze loessen.

Déi Tester ginn am Prinzip och doheem ugebueden, et schéngt awer, wéi wann d'Leit oft ze laang misste waarden, bis ee bei si heem ka kommen, fir den Test ze maachen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Personal steet zur Verfügung, fir Tester bei Leit heem maachen ze goen?

Wéi vill Ufroe ginn et all Woch, fir esou Tests à domicile ze maachen?

2. Wéi laang muss eng vulnerable Persoun, déi esou een Test fir doheem ufreet, am Schnëtt waarden, fir den Test kënne gemaach ze kréien?

3. Wéssend, datt vulnerable Leit sech esou mann wéi méiglech sollen deplacéieren a Pandemieszäiten, gedenkt d'Ministesch, d'Testcapacitéiten an dësem Domän ze erhéijen?

Réponse (08.01.2021) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

Eisen Informatiouen no schécken d'Spideeler kee Spidolpersonal bei Patienten heem, fir Covid-19-Tester ze realiséieren. Leit, déi reegelméissig an d'Klinik mussen goen an e negative Covid-19-Test virweise mussen, kréie vun de Spideeler eng Ordonnance ausgestallt. Mat déser Ordonnance hunn d'Patienten de libre Choix vum Prestataire a kënnen da bei ee private Laboratoire goen, fir den Test ze maachen.

Et ass richteg, datt verschidde Privatlaboratoiren och d'Méiglechkeet ubidden, datt d'Leit e Prelèvement (bei sech doheem ufroe kënnen. D'Capacitéit vun de Privatlaboratoiren, fir dése Service unzébidden, sinn awer limitéiert, well sou e Service natierlech och zousätzlech Personal bedeit. Deemno kënnen d'Waardedelaien, fir en Test doheem maachen ze kënnen, jee no Laboratoire och méi laang daueran.

Vu datt et sech bei de Laboratoiren, déi e Service doheem ubidden, ém privat Laboratoiren handelt, ass et dem Gesondheetsministère net méiglech, virzeschreiwen, awéiwäit d'Laboratoiren hir Capacitéiten, fir Tester bei de Leit doheem ze maachen, eropsetze sollen. Et sief awer bemierkt, datt sät dem Ufank vun der Kris d'Testcapacitéiten fir den Diagnostic permanent eropgesat gi sinn, mee de Mangel u Personal bleift e Problem.

Question 3267 (09.12.2020) de M. André Bauer (DP) concernant le trafic routier aux entrées du village de Bettendorf :

Il me revient que le trafic routier aux entrées du village de Bettendorf dans le canton de Diekirch va non seulement croissant, il risque également de devenir de plus en plus périlleux. Ainsi, en venant d'Echternach, certains conducteurs de véhicules qui passent par l'allée de hêtres qui précède le panneau d'agglomération, doublent d'autres, mouvements osés qui peuvent être à l'origine d'incidents critiques, voire d'accidents.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics peut-il informer sur l'évolution du trafic sur la N19 entre Bleesbruck et Reisdorf au fil des cinq dernières années ?

2) Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure peut-il dire si des contrôles de vitesse y ont été effectués ces derniers temps ?

3) Est-il prévu d'améliorer la signalisation à l'entrée de Bettendorf en venant de Bleesbruck afin d'éviter des excès de vitesse en cet endroit précis ?

4) Au vu des situations critiques qui peuvent se présenter dans l'allée de hêtres à la sortie de Bettendorf en direction de Bleesbruck, ne serait-il pas nécessaire d'adapter le marquage horizontal dans les délais les meilleurs ?

5) De même, à l'intérieur du village, ne faudrait-il pas également adapter le marquage horizontal en certains endroits critiques étant donné que certains conducteurs y doublent de manière périlleuse ?

Réponse commune (15.01.2021) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, et de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure :

En ce qui concerne l'évolution du trafic sur la N19 entre Bleesbruck et Reisdorf, les moyennes journalières suivantes dans les deux sens de circulation ont été enregistrées par les postes permanents de comptage du trafic : 7.259 véhicules en 2015, 7.239 en 2016, 6.124 en 2017, 7.327 en 2018, 7.435 en 2019 et 6.661 en 2020. On constate que le trafic n'a pas évolué lors des cinq dernières années. Les quelques variations notées, plutôt vers le bas, sont certes dues à la réalisation de chantiers routiers en cet endroit ou dans les environs pour les années en question. À l'égard d'une éventuelle nouvelle signalisation à l'entrée de Bettendorf en venant de Bleesbruck, des pourparlers ont déjà eu lieu avec les édiles communaux et il est envisagé de réaménager l'entrée en localité du village de Bettendorf. Toutefois, il y a lieu d'attendre l'entrée en vigueur d'un nouveau Plan d'aménagement général (PAG). Ensuite, en tenant compte des éventuelles répercussions que le nouveau PAG aura sur les respectives limites d'agglomération, l'Administration des ponts et chaussées se concertera avec les édiles communaux pour reconfigurer les entrées en village.

Durant l'année 2020, la Police grand-ducale a effectué 56 contrôles de circulation sur le territoire de la commune de Bettendorf. Le tronçon de route mentionné dans la présente question parlementaire a durant cette même période fait l'objet de 19 contrôles de circulation dont trois contrôles de vitesse moyennant radar mobile.

Actuellement, il y a une bande ralentisseur à l'entrée de Bettendorf en venant de Bleesbruck, et de l'autre côté de la localité sur la N19, en venant de Moestroff, une bande ralentisseur pourrait également être envisagée.

Le marquage horizontal, actuellement en place dans l'allée des hêtres à la sortie de Bettendorf en direction de Bleesbruck, est jugé tout à fait suffisant. Devant les grands arbres il avait été procédé à la mise en place de glissières de sécurité et la vitesse maximale autorisée de 90 km/h en venant de Bettendorf, a été réduite à 70 km/h à l'approche de Bleesbruck.

Enfin, à l'intérieur de Bettendorf, où la vitesse maximale est limitée à 50 km/h, la commune de Bettendorf est compétente pour la signalisation en place, donc aussi pour une adaptation du marquage horizontal, si cela devrait s'avérer nécessaire.

Question 3269 (09.12.2020) de M. Claude Haagen (LSAP) concernant les mesures sanitaires dans les salles d'audience :

Il me revient que des parties concernées par un procès en cours se voient parfois refuser l'entrée dans des salles d'audience en raison de l'exiguïté de celles-ci et dans un souci de respecter les règles de distanciation visant à endiguer la pandémie Covid-19. Ceci semble notamment être le cas pour le Conseil arbitral et le Conseil supérieur de la sécurité sociale.

Or, la loi du 25 novembre 2020 modifiant : 1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ; 2° la loi modifiée du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux prévoit de manière explicite que les parties au procès en cours ne sont pas soumises à l'obligation de garder une distance interpersonnelle minimale de deux mètres dans les salles d'audience. Par ailleurs, par respect de l'article 88 de la Constitution, le public ne peut être exclu des audiences, ce qui rend l'interdiction d'entrée en salle d'audience pour les parties concernées difficilement acceptables.

1) Madame la Ministre de la Justice a-t-elle connaissance de telles situations où la loi précitée ne serait pas appliquée ? Dans l'affirmative, comment cette situation peut-elle être redressée ?

2) Madame la Ministre est-elle d'avis que des solutions alternatives à la présence physique du public sont envisageables ? Si oui, lesquelles ?

Réponse (18.12.2020) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice :

ad 1) L'article 88 de la Constitution ne prévoit pas que le public ne peut être exclu des audiences,

mais cet article dispose que les audiences des tribunaux sont publiques, ce qui signifie qu'elles ne peuvent se dérouler à huis clos que si un tribunal le déclare par un jugement. Cette publicité reste de toute manière relative, puisqu'en toutes circonstances, elle est limitée par la taille de la salle.

L'article 7 (7) de la loi du 25 novembre 2020 dispose ce qui suit :

« Dans les salles d'audience des juridictions constitutionnelle, judiciaires, y compris les juridictions de la sécurité sociale, administratives et militaires, l'obligation de respecter une distance minimale de deux mètres ne s'applique pas :

1° aux parties au procès en cours, leurs avocats et leurs interprètes, ainsi qu'aux détenus et aux agents de la Police grand-ducale qui assurent leur garde ;

2° aux membres de la juridiction concernée, y compris le greffier et, le cas échéant, le représentant du ministère public, si la partie de la salle d'audience où siègent ces personnes est équipée d'un dispositif de séparation permettant d'empêcher la propagation du virus Sars-CoV-2 entre ces personnes.

En faisant usage de sa prérogative de police d'audience, le magistrat qui préside l'audience peut dispenser du port du masque une personne qui est appelée à prendre la parole dans le cadre du procès en cours, pour la durée de sa prise de parole, si cette personne est en situation d'handicap ou si elle présente une pathologie et est munie d'un certificat médical. »

Les personnes concernées par un procès en cours ne se voient jamais refuser l'accès dans les salles d'audience du tribunal d'arrondissement dans lesquelles se déroule leur affaire.

En ce qui concerne le Conseil supérieur de la sécurité sociale il faut noter ce qui suit :

Depuis la reprise des audiences devant le Conseil supérieur de la sécurité sociale après le premier confinement, les parties et leurs représentants sont convoqués à heure fixe pour limiter le nombre des personnes présentes dans la salle d'audience. Le Conseil supérieur siège dans les salles d'audience 2.28 et 2.29 situées au deuxième étage de la Cour supérieure de justice. Ces salles sont spacieuses et permettent de respecter sans problèmes les règles de distanciation, compte tenu du nombre limité de personnes présentes dans la salle au vu du système de convocation prédicté.

La présidente de la juridiction souligne qu'aucune personne n'a jamais été renvoyée de la salle d'audience du Conseil supérieur de la sécurité sociale sous prétexte du respect des règles de distanciation.

ad 2) Étant donné que le principe de la publicité des audiences est ancré dans la Constitution, aucune solution alternative n'est envisagée.

Question 3270 (09.12.2020) de Mme Cécile Hemmen (LSAP) concernant le risque de pauvreté :

Och wann 2020 wéinst der Covid-19-Pandemie d'Wirtschaft zum Deel zesumgebrach an d'Inflation op méi en déiwen Niveau gefall ass, geet d'Präisdeierecht zu Lëtzebuerg nawell an d'Luucht. Laut dem leschte „rapport travail et cohésion sociale“ vum Statec louch den Aarmutsrisiko zu Lëtzebuerg virun der Pandemie bei iwwer 18 %; ouni Sozialtransferte léich en eng 10 % méi héich. Nieft désen Transferten, de finanziellen Héllefzen awer och de Sachleeschtunge vum Staat sinn déi Leit, déi vum Aarmutsrisiko betrifft sinn, nach op ganz aner Héllefzen ugewisent.

An deem Zesummenhang wollt ech der Madam Ministesch fir Famill dës Froe stellen:

1. Leien der Madam Ministesch schonn éischt Zuele vir, wéi den Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg 2020 evoluéiert huet?

2. Huet d'Madam Ministesch en Iwwerbléck, wat den Zoulaf an de sozialen a solidaires Butteker vu beispillsweis der Caritas oder dem Roude Kräiz, awer och de verschidde Gemengen ueget?

3. Wéi gi betraffe Leit hei zu Lëtzebuerg iwwert déi verschidde Héllefzariichtungen an Instrumenter, wéi zum Beispill déi genannte Butteker, wou si méi bëllig kënnen akafen, informéiert?</p



sech aus der EU-SILC-Etüd iwwert d'Revenuen an d'Liewenskonditoune vun de Stéit. Dés Enquête gëtt all Joer vum Statec mat engem Echantillon vun 3.500 bis 4.000 private Stéit an 10.000 individuelle Persounen gemaach. D'Donnéeë gi vun Enquêteure bei de Leit doheem an engem individuelle Questionnaire erfasst.

Des EU-SILC-Etüd beriffet sech èmmer op d'Donnéeë vun dem Joer virdrun. Zum Beispill bezitt d'Etüd vun 2020, déi elo grad färddeg ginn ass, sech op d'Revenuen, déi d'Leit wärend dem Joer 2019 kritt hinn. Déi final Indicateure sinn awer nach net publiziert, well de Statec déi brut Zuelen nach muss korrigéieren.

Fir kunnen den Impakt vun der sanitärer Kris op d'Revenue vun 2020 ze rechnen, brauch ee sämtlech Donnéeë vun deem Joer an déi kritt de Statec eréischt 2021. D'Etüd um Terrain gëtt dann 2021 gemaach an no de Korrekture kunnen ugangs 2022 consolidéiert Donnéeë produzéiert ginn.

ad 2. Zwielef Epiceries sociales, dräi Centbutteker, „Eis Epicerie Zolwer“ an d'Banque alimentaire bedelege sech um FEAD, dem Fonds européen d'aide aux plus démunis, iwwert dee Leit an der Nout gratis Liewensmëttel verdeelt kënne kréien.

Wann een den Accès vun de Beneficiairen an d'Epicierie vun dem Joer 2019 mat dem Joer 2020 vergläicht, stelle mer fest, datt et net zu engem méi groussen Zoulaf am Joer 2020 am Verglach mam Joer 2019 komm ass.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. Déi 30 Offices sociaux an déi 43 agreeiert Associatiounen aus dem Sozialsektor kënne Leit Accès an d'Epiceries sociales an an d'Centbutteker ginn.

Déi betraffe Leit kréien d'Informatiounen iwwert d'Epiceries sociales deemno virun allem iwwert d'Offices sociaux an d'Associatiounen aus dem Secteur, grad esou ewéi vun den Epiceries sociales selwer.

ad 4. D'Offices sociaux hunn d'Missioun, de Leit all d'Informatiounen iwwert déi méiglech Hëllefen ze ginn; dofir kréien déi allermeeschte Leit hir Informatioune vun den Offices sociaux selwer. D'Associatiounen aus dem soziale Secteur sinn och do, fir de Léit déi néideg Informatiounen ze ginn. Natierlech kënneen d'Leit och beim Ministère selwer oder bei enger vun den Administratiounen déi néideg Informatioune kréien.

Question 3271 (09.12.2020) de MM. Max Hahn et Claude Lamberty (DP) concernant le recrutement interne auprès de la Police grand-ducale :

Den 28. August 2020 war den Här Francis Lutgen, Personaldirekter bei der Police grand-ducale, Gaascht bei RTL Radio Lëtzebuerg.

Am Interview ass hier dorop agaangen, dass iwwert déi nächst dräi Joer sollen iwwer 800 nei Poliziste rekruitéiert ginn. Och iwwert déi nei Formatiunsprozeduren an d'Changementer beim Rekrutement ass geschwätzt ginn. Esou géif d'Police säit enger Zäit och iwwert de Site Govjobs.lu rekruitéieren.

Op d'Fro hin, ob beim momentane Besoin u Personal net och kíent op Fonctionnaires zerékgegraff ginn, sot den Här Lutgen, dést wier bis ewell net méiglech gewiescht. Mat den Ännunge beim Rekrutement wier dést allerdéngs eng Optioun, déi ee géif an d'A faassen.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir d'Fonction publique an dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet follgend Froe stellen:

1. Gëtt beim Rekrutement vu Polizisten an Zukunft de „recrutement en interne“ aus dem éffentlechen Déngscht envisagéiert?

2. Falls jo, ab wéini a wien aus der Fonction publique ass dofir eligibel?

Falls nee, wisou net?

Réponse commune (06.01.2021) de M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique, et de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure :

ad 1. Prinzipiell appliziéiert sech dat Gesetz iwwert den interne Rekrutement (Changement d'administration) och op d'Police.

Verschidde Poste vum Zivilkader bei der Police sinn och scho säit längerer Zäit iwwert dee Wee ausgeschriwwen ginn an et sinn och Leit aus dem Zivilkader an eng aner Verwaltung gewiesselt.

Et ass och scho virkomm, dass Leit aus dem Policekader an eng aner Verwaltung gewiesselt sinn, mee bis elo ass dat nach net fir de Rekrutement vu Poliziste selwer gemaach ginn.

ad 2. No der Rekrutementscampagne vun désem Joer, wou sech jo ganz vill Kandidaté gemellt hinn, wäert d'Police eng Evaluatioun maachen an awer och analyséieren, ènnert wéi enge Konditiounen esou ee Changement d'administration beim Rekrutement vun de Poliziste kíent émgesat ginn.

Eng vun den Haaptausfuerderungen an deem Kontext betréfft d'Ausbildung vun deene Beamten. Et muss och iwwerpréift ginn, wéi dës Beamten an d'Anciennetétschlësch vun der Police, un därf dann och d'Qualitéit vum „agent de police judiciaire/administrative“ (APJ/APA), respektiv „officier de police judiciaire/administrative“ (OPJ/OPA) druhänkt, kënneen agegliiddert ginn.

Question 3272 (10.12.2020) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) concernant l'enquête sur la facturation dans le secteur de la santé :

Eis national Gesondheetskeess (CNS) realisiert aktuell eng Enquête iwwert d'Facturatiounen am Gesondheetswiesen.

Deemno hu laut mengen Informatiounen de Kinéen vun Patienten e Formulaire zougeschéckt kritt, op deem de Relevé mat de facturéierte Prestatiounen, dee vum Kiné „par voie de tiers-payant“, also direkt am Numm vum Patient an d'Gesondheetskeess zougeschéckt gëtt, figuréiert. Op désem Formulaire sinn d'Patienten gebieden, auszefällen, ob déi eenzel Prestatiounen op deem vum Kiné kommunizierten Datum tatsächlech effectuéiert gi sinn.

An désem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Aus wéi engem Grond gëtt dës Enquête am Kinés-secteur gemaach?
- A wéi enge weidere Beräicher ginn esou Enquête gemaach?
- Si schonn an anere gesondheetleche Secteuren esou Enquête gemaach ginn?
- Wann dëst de Fall ass, a wéi engen?
- Wat ass de Käschtepunkt vun esou enger Enquête?
- Sinn d'Leit obligéiert, op dése Courrier ze äntworten?

Réponse (08.01.2021) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale :

Bei déser Enquête handelt et sech ém eng generell Enquête am Domaine vun der Kinesitherapie. Dës Enquête ass e wichtegen Instrument am Kader vun der neier Politik vun der Lutte géint d'Abusen a Fraudé vun der Gesondheetskeess (CNS).

Am Kader vun der CNS hirer Missioun vun der Kontroll vun de Rechnungen, och am Beräich vun der Kinesitherapie, huet d'CNS misse vun verschidene Fäll Inkoherenze feststellen. Dozou gehéiert zum Beispill, datt verschidde Kinéen Datumer vun enger Prestatioun geánnert hinn, nodeems d'CNS e Refus erausginn huet, oder datt verschidde Kinéen scho moies eng Facturatiounsliche eraginn hinn fir Prestatiounen, déi eréischt am Laf vum Dag realiséiert gi sinn.

Ausserdem gouf d'CNS éfters vun Assuréë kontaktéiert, datt verschidde Prestatiounen, déi facturéiert goufen, awer net geleescht goufen.

All dést huet d'CNS dozou bruecht, hir Kontrollen ze erweideren an dës Enquête ze lancéieren, fir déi verschidde Fäll méi am Detail ze analyséieren, och op Basis vun den Äntworten, déi d'CNS duerch dës Enquête wäert kréien.

Et sief awer ze preziséieren, datt kee Soupçon bessteet wéinst enger generaliséiter Fraude géigénwirr vun de Prestatairen, weider bei därf heiter Enquête, nach bei änlechen Enquêteen, déi wäerten an Zukunft gemaach ginn. Wann elo vill Inkoherenze festgestallt ginn, wäert d'CNS an Zukunft méi systematesch a méi approfondéiert Analyse maachen, fir esou vill wéi méiglech Feeler an eventuell och Frauden ze evitéieren.

Dat heiten ass elo déi éischt Enquête mat esou enger grousser Envergure, mee d'CNS envisagéiert awer, an Zukunft méi reegelméissig op esou Enquêteen zerékzegräifen a se och op déi aner Beräicher vun der Krankeversécherung an och an der Fleegeversécherung auszubreeden.

An der Vergaangeneet huet d'CNS och alt emol Enquêté gemaach, awer net an der selwechter Grésstenuerdnung wéi elo bei därf heiten. Et sinn alt emol punktuell Enquêté bei Patienten gemaach ginn, wann e Verdacht do war, datt ee bestémmte Prestataire sech net un d'Legislation gehalen huet. Dës punktuell Enquêté goufe bei Prestatairen aus dem medezinnesche Beräich gemaach, awer och zum Beispill bei Fournisseure vu medezinneschem Material.

D'Fraise vun esou enger Enquête limitiéiere sech op d'Fraise vum Personal an op d'Fraise vum der Post, fir d'Bréiwer ze verschécken. D'Käschte kënneen an deem heite Fall esou op 10.000 bis 15.000 Euro ge-

schat ginn. D'Participatioun un esou enger Enquête ass selbstverständliche op fräiwëllerger Basis. D'CNS hofft natierlech op esou eng grouss Participatioun wéi méiglech, fir esou vill Informatione wéi méiglech kënneen ze sammelen. D'Assuréë kënneen esou d'CNS énnerstétzzen an hier Missioun fir ze garantéieren, datt hir Cotisationen um Niveau vun der Leeschtungserbréngung richteg agesat ginn.

Question 3274 (10.12.2020) de M. Fred Keup (ADR) concernant la brochure sur la Deuxième Guerre mondiale au Grand-Duché de Luxembourg :

Den 9. Oktober huet de Staatsminister am Sennenger Schlass eng Broschür iwwert den Zweete Weltkrich zu Lëtzebuerg presentéiert. An dëser Broschür vun 30 Säite gëtt eis deemoeg Groussherzogin zweemol erwähnt, an zwar op der Säit aacht iwwert d'Zeréckkommen am Abréll 1945. Den Numm „Charlotte“ gëtt net eng eenzeg Kéier erwähnt! D'Nimm vum Prénz Jang a vum Prénz Felix, déi den 10. September 1944 zesummat mat den Amerikaner d'Stad befreit hinn, ginn net eng eenzeg Kéier an därf ganzer Broschür erwähnt!

Au vu

- vun der historescher patriotescher Leeschtung vun eiser groussherzoglecher Famill am Zweete Weltkrich, déi sech duerch den onermiddlechen Asaz bei auslänneschen Autoritéiten am Exil fir eist Land gewisen huet;

- vun de ville reegelméissege Radioemissionen vun der BBC, wou d'Groussherzogin Charlotte de Lëtzebuerg Mutt zougeschwat huet (Film: A Royal at War [Leif Lëtzebuerg]);

- vun der Befreiung, wou de Prénz Felix an de Prénz Jean mat den Amerikaner d'Stad befreit hinn;

1. Wier et net historesch wichtig gewiescht, der Groussherzogin Charlotte, hirer Famill an hire Leeschtunge fir eist Land eng Plaz an därf Broschür ze ginn?

2. Ass de Staatsminister net der Meenung, datt déi uewe beschriwwen Émstänn e Manktem u Consideratioun géigenwirr eiser groussherzoglecher Famill ass an doríwwer eraus och e Manktem un historescher Wourecht?

3. Ass eventuell geplant, eng iwwerschaffte Broschür ze publizéieren?

Réponse (07.01.2021) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat :

Déi historesch Leeschtung vun der Groussherzogin Charlotte an der groussherzoglecher Famill am Kontext vum Zweete Weltkrich ass onémstridden. Déi Broschür, déi an der parlamentarescher Fro viiséiert ass, gouf a ganz viller fräiwëllerger an onofhängeger Aarbecht vum Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale, mat der Énnerstézung von Historiker a vum Zentrum fir politesch Bildung editéiert an erausbruecht. Si huet net den Usproch, all Aspekt vun déser un historesch wichtigen Evenementer räicher Zäit am Detail duerzleeën.

Question 3275 (10.12.2020) de M. Sven Clement (Pirates) concernant le transfert de données par les compteurs intelligents :

Op Basis vum ofgeánnerte Gesetz vum 19. Juni 2015 iwwert d'Organisatioun vum Strommarché ginn zuräit iwwerall am Land déi nei intelligent Strommoossapparater „Smart“ installéiert. Dës Generatioun vu Compteur huet gewësse Virdeeler: De Verbraucher kritt méi Informatiouen iwwert säi Stromverbrauch an d'Firme brauchen d'Moossapparater net méi offliesen ze komme fir de Stromverbrauch ze schätzen.

300.000 Compteure solle bis Enn 2020 installéiert ginn. Dëst och an der Hoffnung, dass dës Informatiouen héllegen de Stromverbrauch ze senken, well eng méi preisz Aschätzung vum Stromverbrauch feiert dozou, datt de Stromverbrauch kann optimiséiert an d'Ressourcëverschwendung verhénert ginn. Elo ass et awer esou, dass net némmen d'Verbraucher dës Informatiounen kréien, mee natierlech och d'Fournisseure vum Strom.

Laut groussherzoglechem Reglement vum 27. August 2014 ginn d'Daten zum Stromverbrauch all 15 Minuten um Moossapparater gespäichert a mindes tens eemol den Dag un d'Zentral geschéckt. Do ginn se da bis zu 15 Joer gespäichert.

Vun der Firma heescht et dozou:

« La granularité (quart-horaire ou horaire) des données de consommation globale de l'installation client ne permet pas d'identifier les appareils individuels du client, ni d'en déduire des comportements précis d'occupants. »

D'CNPD schreift dozou an hirem Avis (N° 566/2013) vum 13. Dezember 2013 Follgendes:

« La Commission nationale estime qu'une conservation des données au "quart-horaire" [...] pour une période de quinze ans permet d'obtenir un profilage extrêmement détaillé des habitudes des individus, de sorte que les intérêts et les droits et libertés de la personne concernée prévalent sur les intérêts des gestionnaires de réseaux [...]. »

Um Internetsite vun der CNPD heescht et weider:

« En collectant les informations toutes les 10 à 30 minutes, ils génèrent une masse de données dont on peut déduire des informations très personnelles sur les habitudes des usagers. De plus, si on connaît la consommation d'électricité d'une maison, il est notamment possible de savoir dans quelle pièce se trouvent les habitants, quand ils sont présents et quand ils dorment. »

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien a fir Energie dës Froe stellen:

1. Firwat ass entscheet ginn, d'Informatiouen iwwert de Stromverbrauch vun de Leit an esou engem intensive Rhythmus ze sammelen?

2. Firwat huet d'Regierung trotz dem kriteschen Avis vun der CNPD entscheet, fir dése Rhythmus am groussherzogleche Reglement festzehalen?

3. Am Senn vum Dateschutz: Fannen d'Ministeren, dass een dem Konsument muss d'Méiglechkeet ginn, fir kënne bei der Firma unzefroen, dass seng Informatiouen net an engem 15-Minuten-Takt vum Moossapparat gespäichert ginn, mee zum Beispill némme eemol den Dag?

4. Fannen d'Ministeren net, dass déi gesammelt Daten, nodeems se fir hir ugeduechten Zwecker genutzt goufen, zesummegefaasst an dann no engem méi kuerzer Zäit komplett geläscht misste ginn, esou wéi d'CNPD dat och an hirem Avis proposéiert hat?

5. Wäert d'Regierung Ännérungen um groussherzogleche Reglement virhuelen an, falls jo, wéi eng a bis wéini?

Réponse (14.01.2021) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie :

ad 1. D'Zil vun der Installatioun vun intelligenten Zieler ass, dem Client d'Méiglechkeet ze ginn seng Consommatioun besser kënneen ze kontrolléieren, a kënne méi aktiv un den Energiemarchéen deelzehuelen.

De véierelsténdleche Rhythmus vum Stromzieler ass deemno gewielt ginn, well en dem Rhythmus vum europäische Strommarché entsprécht. Effektiv funktionéieren den däitsch-lëtzeburgesche Grousshandsmarché am Strom, grad wéi de Marché vum Equilibrage vum Stromsystem deemno och op véierelsténdlecher Basis, an och d'Netzbedreiver huelen dëse Rhythmus als Referenz fir hir Netzer ze steieren.

Fir zukünfte Entwicklungen am Stromsystem kënneen ze erméiglen, gëtt et èmmer méi wichtig, och bei klenge Clienté Verbrauchs- oder Produktiounsdonnéen an enger Granularitéit ze hinn, déi därf vum Marché entsprécht. Zum Beispill gesäßt d'EU-Direktiv 2019/944/EC vir, dass all Client e Recht op en dynamicsche Stromtarif kritt, deen d'Variatiounen vum Prâis op de Grousshandsmarchéen erëmpigelt, déi mindestens den Ofrechnungsintervallen op dëse Marchéen entsprécht. Och fir den Eegeverbrauch vu selwer produziéiertem Strom ouni techneschen Embau ze erläben a fir den



beräich, an eng Kenntnis vun de Geräter, déi de Client benutzt, noutwenneg.

Wéi an der Äntwert op d'Fro 1 erklärert, gi Véierelstonnewärter gebraucht fir dem Client d'Méiglechkeet ze ginn, säi selwer produzéierte Stroum ze verbrauchen a korrekt ofgerechent ze kréien, oder mat aneren ze deelee respektiv méi eng aktiv Roll um Marché ze spillen. Dëst souwuel fir Accès u Präissignalen vum Grousshandschmarché ze kréien, wéi fir Incitationen ze kréien, fir iwwerpréifbar Flexibilitéitszerwissen un den Netzedreiwer ze ginn a fir verschidden nei Zerwisser unzubidden, déi an der europäischer Energiegesetzgebung virgesi sinn.

ad 3. De Stroum, deen e Fournisseur fir seng Clienten akeeft, gëtt dem Fournisseur an Zukunft op Basis vum reelle Verbrauch op Véierelstonnebasis verrechent, an net méi op Basis vu sougenannte Standardlaaschtpiller, mat deenen dem Client säi Joresverbrauch op déi eenzel Véierelstone verdeelt ginn ass. Dat wäert eng méi prezis Ofrechnung erméiglechen an erméiglecht dem Fournisseur, och potenziell dem Client eng Erspuernis weiderzereechen, falls dësen zu besonnesch gënschtege Momenter verbraucht.

Et gëtt och dríwwer nogueduecht, fir an Zukunft Netztarifmodeller anzeféieren, déi op der maximaal Leeschung, déi de Client gebraucht huet, baséieren an de Client domat incitierié sollen, säi Verbrauch besser iwwert den Dag ze verdeelen, statt punktuell méi an der Spëtzt ze verbrauchen. Dës Maximalleschungswärter ginn ermëttelt iwwert den héchste Stroumverbrauch vun enger Véierelstönn an engem Joer. Aus Verrechnungsgrënne ass et dofir wichteg, dass dës Wäarter och iwwert eng gewëssen Zäit musse gespäichert ginn.

Wann allegueren déi intelligent Zieler aktivéiert sinn, wäert d'Verrechnung grondsätzlech iwwert reell verbrauchte Véierelstonnewärter geschéien.

Besonnesch wichteg ass awer, datt de 15-Minuten-Takt den Netzedreiwer helleft, eng besser Planung vum Verbrauch ze maachen, wat zur Versuergungssécherheet bähréit. De Vorschlag vun engem Widderprochtsrecht („droit d'opposition“) fir de Konsument këint dozou féieren, dass d'Donnéen zu der Consommation, déi d'Fournisseuren an d'Netzedreiwer brauchen, net méi vollstänneg a koherent wieren an dës de reelle Verbrauch net méi richteg anticipéiere kënnen. Den europäischen Datenschutzreglement (RGPD) (Artikel 21 Paragraph 1) gesäßt an dësem Senn vir, dass verschidde legitim a schutzwürdeg Grënne („motifs légitimes et impérieux“) fir en Traitement dem Recht zum Widder sprach vun der eenzeler Persoun iwwergeuerdent kënnen sinn.

Op alle Fall muss den Traitement vun de concernéeire perséinlechen Donnéeën émmer onbedéngt den Ufuerderunge vum europäischen Datenschutzreglement (RGPD) entspriechen.

ad 4. An der Äntwert op d'parlementaresch Fro N° 1500 vum 20. November 2019 hunn d'Ministären erklärert, dass déi gesammelten Donnéeën esou konservéiert ginn, fir ze assuréieren, dass all concernéeire Acteuren (Consommateuren, Fournisseuren a Gestonnairé vum Reseau) sech kënnen op dësem Wanter am Fall vun engem Contentieux beruffen. Den honorablen Deputéierte fénnt zu dësem Punkt detalliert Informatiouen an der genannter parlementarescher Äntwert.

ad 5. Aus deenen hei dríwwer beschriwwene Grënne ass aktuell net virgesinn, Ännnerungen um groussherzogliche Reglement virzehuelen.

Question 3276 (10.12.2020) de M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) concernant le surplus de vaccin contre la grippe :

Nodeems et am Oktober eng Penurie u Grippenimpfung gouf an d'Apdikten net genuch Vaccine konnte geliwwert kréien, ass Ufank der Woch eng Circulaire un d'Dokteren erausgaangen, aus däer een erausliese kann, datt vill ze vill Vaccine fir d'Leit an de Gesondheetsberuffer bestallt goufen an datt déi iwwerflësse Dosen elo den Dokteschcabineten zur Verfügung gestallt ginn, fir Risikopatienten ze impfen.

Mengen Informatiouen no war och am Summer eng grouss Quantität vu Pneumovax géint Longenentzündung bestallt ginn. Well dése Vaccin awer just ganz kuerz haltbar ass, hätte vill Dosen dovun elo missen zerstéiert ginn.

Am Kader vun enger nationaler Impfstrategie ass et effektiv sënnvoll, déi vulnerabel Leit neift enger Impfung géint de Covid och géint déi saisonal Grippe an d'Pneumocoquen ze impfen. An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Minister fir Gesondheet stellen:

1. Stëmmt et, datt elo op eemol ze vill Grippevacine bestallt goufen?

2. Wa jo, wéi vill Vaccine goufen ze vill bestallt? Wat ass de Käschtepunkt?

3. Besteet elo net de Risiko, datt d'Apdikten op hiernen Dose sëtze bleiwen?

4. Wéi laang sinn dës Vaccinen haltbar a kënne se eventuell d'nächst Joer nach genotzt ginn?

5. Kann d'Regierung d'Informatioun bestätigen, datt ze vill Pneumovax bestallt gouf an datt vill Dosen hu missen zerstéiert ginn? Firwat war keng Impfcampagne heivir lanciéert ginn?

6. Wa jo, aus wéi enge Grënn huet d'Regierung deemoos keng Campagne gemaach mam Opruff, sech impfen ze loessen?

7. Wéi vill hunn déi Dose kascht, déi hu missen zerstéiert ginn?

Réponse (16.12.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

Ech erlabe mer, den honorablen Deputéierten op meng Äntwert op seng dréngend parlamentaresch Fro vum 16. Oktober 2020 (QP N° 2989) ze verweißen, wou am Detail expliziert gouf, wéi d'Situatioun vun der Grippenimpfung dëst Joer ass, a firwat d'Direktioun vun der Santé, no engem Gespräch am Juni dëst Joer mam Syndicat des pharmaciens luxembourgeois (SPL), deen eis op de Risk vun enger Penurie higewisen huet, decidéiert huet, selwer 30.000 Dose Vaccin ze kafen, zousätzlech zu de Vaccinen, déi iwwert d'Apdikte bestallt gi waren. Dës Dose sinn elo wéi geplant ukomm. Den Akafspräis pro Dosis läit bei 9,50 Euro HTVA.

Vun den 30.000 Dose ginn der 5.000 ausgedeelt u verschidde Servicer an Administratione vum Staat, déi normalerweis hir Leit am Oktober impfen, mee dëst Joer fräiwëllig gewaart hunn, fir vulnerabile Persounen de Virtrétt ze loessen, souwéi u verschidde Gesondheetsberuffler an och u Leit, déi a sozial prekäre Situatioun liewen.

De Rescht vun den Dosen ass disponibel iwwert d'Dokteren, fir vulnerabel Leit ze impfen, déi bis elo keen Impfstoff kritt hunn. D'Informatioun vun der Disponibilitéit vum Vaccin ass un all d'Doktere gaange wéi och un d'Press.

Eiser Meenung no besteet elo kee Risiko, dass d'Apdikten op Dose sëtze bleiwen, well sät Woche keng Grippenimpfung méi an den Apdikten disponibel sinn. Dës potenziell Penurie vu Grippenimpfung war jo och den Objet vun dem honorablen Deputéierte senger parlamentarescher Fro am Oktober.

Mir wëssen effektiv net genau, wéi vill vulnerabel Leit sech nach wëllen impfe loessen, mee mir kréie reegelméisseg Ufroe vu besuergte Bierger, déi kee Vaccin méi fannen. D'Grippenimpfung ass jo dëst Joer èm sou méi wichtig, wou mir an der Pandemie Covid-19 sinn a mir Duebelinfektionen wëlle vermeiden.

Als Apdikter weess den honorablen Deputéierten och, dass d'Grippenimpfung all Joer changéiert an dass een dofir net kann d'Impfung vun dësem Wanter den nächste Wanter nach benotzen.

De Staat huet effektiv 3.220 Dose Pneumovax am Summer bestallt. Den Akafspräis pro Dosis war 20,50 Euro HTVA. Den Expirationssdatum vum dësem Vaccin war leider relativ kuerz. Vun der Liwwerung sinn der 83 direkt benotzt gi via verschidden Dokteren an eng Officine, de Rescht ass vum Comptoir pharmaceutique luxembourgeois iwwerholl ginn a koum an d'Vente iwwert d'Apdikten. Op dësem Wee sinn 1.002 weider Dose bei d'Patiente komm. Déi reschtlech 2.135 Dose si gehale ginn, bis den Expirationssdatum ofgelaf war an hunn doño missen zerstéiert ginn, well de Produzent, no internationale Reegelen, den Impfstoff net méi kann zeréckhuelen, wann e bis eemol sain Depot verlooss huet.

De Gesondheetsministère mécht selwer oder énnerstéztzt sät Jore Campagné fir d'Vaccination géint de Pneumocoque bei den eelere Leit oder bei Leit mat chronesche Krankheeten. Esou eng Campagne ass och dëst Joer am Hierscht gelaf, notwithstanding als TV-Spot op engem nationale Fernsehsender, zur beschter Sendezäit just virun oder no den Owesnorichteten. Leader huet dës Campagne net erlaabt, d'ganz Quantitéit vun disponibelem Impfstoff net méi kann zeréckhuelen, wann e bis eemol sain Depot verlooss huet.

Question 3277 (10.12.2020) de MM. Mars Di Bartolomeo et Yves Cruchten (LSAP) concernant les prêts logement :

Récemment la CSSF a présenté un resserrement des conditions d'octroi des crédits immobiliers. Ainsi, un primo-acquéreur peut recevoir jusqu'à 100 % du montant du bien visé sous forme de prêt et un propriétaire qui souhaite étendre son patrimoine immobilier ne peut recevoir qu'un crédit dans les limites de 80 % du montant de son investissement. Les experts de l'immobilier pensent que ces changements ne vont pas vraiment avoir d'effets sur le marché immobilier national, même si la limitation du prêt hypothécaire à 80 % pourrait inci-

ter les investisseurs à s'intéresser à d'autres options d'investissement que le logement.

Dans ce contexte, nous aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre du Logement :

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance du nombre respectivement du pourcentage des emprunts qui sont octroyés à 100 % ? Est-ce que les institutions financières n'exigent pas d'ores et déjà une certaine proportion de capitaux propres lors de l'octroi d'un emprunt ?

- Est-ce qu'actuellement les instituts financiers constatent une augmentation du nombre de bénéficiaires de crédits hypothécaires qui ne sont plus à même de rembourser leurs mensualités et ceci plus particulièrement depuis le début de la crise sanitaire ?

- Lors de la réponse à la question parlementaire n° 2316, Monsieur le Ministre du Logement a indiqué le nombre de garanties de l'Etat pour prêts hypothécaires. Dans combien de cas, cette garantie locative a-t-elle été invoquée ? Quel montant l'Etat a-t-il dû mobiliser pour couvrir ces garanties réclamées ?

Réponse commune (12.01.2021) de M. Henri Kox, Ministre du Logement, et de M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances :

Sur base d'informations recensées par la CSSF, la proportion des prêts hypothécaires octroyés par des banques luxembourgeoises pendant le 1^{er} semestre 2020 et affichant un ratio « prêt-valeur » supérieur à 100 % représentait 5 % du total des prêts octroyés durant cette période. Ce chiffre amène dès lors à conclure que la majorité des financements de biens immobiliers incluaient un apport personnel de fonds propres par l'emprunteur.

À la fin du mois de septembre 2020, le ratio des prêts hypothécaires non performants se situait à 1,5 %, contre 1,3 % à fin décembre 2019.

La question parlementaire n° 2316 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo concernait les garanties locatives, c'est-à-dire l'aide que peuvent demander les personnes qui ne disposent pas des moyens nécessaires pour financer une caution exigée par le bailleur lors de la location d'un logement. Pour ce qui est des garanties de l'Etat pour des prêts hypothécaires dans le cas d'une acquisition de logement, nous pouvons informer l'honorables Député que jusqu'à présent cette garantie n'a été invoquée qu'une seule fois.

Question 3278 (10.12.2020) de MM. Mars Di Bartolomeo et Yves Cruchten (LSAP) concernant la construction de logements :

Selon les prédictions du Statec, pour combler la demande des années à venir, chaque année plus de 7.500 nouveaux logements devraient venir s'ajouter à notre parc national de logements. Pourtant en réalité seulement plus ou moins 3.000 unités de logements sont créées par année.

Dans ce contexte, nous aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

- Le Luxembourg dispose-t-il de suffisamment de ressources en main-d'œuvre pour augmenter, voire doubler la construction de logements ? Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des ressources disponibles par corps de métier ? Existe-t-il des pénuries pour des secteurs spécifiques ?

- Les constructeurs actifs sur le marché national du logement disposent-ils de capacités suffisantes pour pouvoir assurer une hausse considérable des constructions ? Quelle est la part de nouvelles constructions réalisée par des entreprises venant de l'étranger ?

- Quelles sont le cas échéant les initiatives que le Gouvernement entend prendre avec le secteur de la construction pour parer à d'éventuelles pénuries en main-d'œuvre spécialisée ?

Réponse commune (12.01.2021) de M. Henri Kox, Ministre du Logement, de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, et de M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes :

Conscient du fait que le secteur de la construction fait face à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, le Gouvernement a initié et/ou soutenu bon nombre d'initiatives pour contrecarrer cette problématique. Ces initiatives peuvent être scindées entre celles visant la formation d'une main-d'œuvre qualifiée et celles visant à améliorer l'image du secteur auprès du grand public, en essayant de transmettre une image positive du secteur, tout en mettant en avant ses perspectives d'avenir et l'attractivité de ses métiers.

En ce qui concerne la formation d'une main-d'œuvre qualifiée, on peut citer notamment les Centres de compétences Génie technique du Bâtiment et Parachèvement qui ont pour vocation de

fournir aux entreprises artisanales des mesures de gestion des compétences, afin qu'elles puissent disposer des compétences nécessaires pour être compétitives sur les marchés et faire face aux nouvelles évolutions technologiques, réglementaires et économiques.

Il convient également de mentionner la future Stratégie nationale « Talent Attraction » qui a pour objectif de coordonner les efforts des ministères et administrations et d'élaborer une stratégie nationale pour attirer, développer et retenir les talents nécessaires.

En matière de promotion de l'entrepreneuriat, il faut également faire état des efforts de l'ASBL « Jonk Entrepreneuren Luxembourg ». Cette ASBL, avec le soutien de la Direction générale des classes moyennes, a pour objectif d'expliquer et d'apprendre aux jeunes tout au long de leur cursus scolaire que le statut d'indépendant est une alternative concrète à l'emploi salarié et de leur donner le goût d'entreprendre, d'innover, de créer et de prendre des initiatives.

Quant aux différents projets visant à améliorer l'attractivité de l'artisanat en général, nous nous permettons de renvoyer à la réponse à la question parlementaire 3183.

Finalement, nous tenons à préciser que le Gouvernement a des échanges réguliers avec le secteur. À cet égard, le « Haut comité PME » s'avère être un organe utile, car décideurs politiques et représentants des secteurs peuvent s'y échanger et élaborer des réponses communes face aux différents défis auxquels les entreprises sont confrontées.

Question 3280 (10.12.2020) de M. Paul Galles (CSV) concernant le bénévolat :

De 5. Dezember war den internationalen Dag vum Benevolat. Dësen Dag gehéiert deene Persounen, déi sech éierenamtlech fir d'Allgemengheit engagéieren.

Eng Gesellschaft ass op de Benevolat ugewisen a sollt och énnerstéztzt ginn. D'Leit vum Terrain fuerderen an deem Kontext eng besser Organisatioun vum Benevolat, d'Aféiere vun enger „flächendecker Assuranc“ respektiv eng Validation des acquis de l'expérience.

An dësem Zesummenhang géif ech der Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun gär follgend Froe stellen:

- Wat ass d'Position vun der Familljeministesch zu dëse Proposéen?
- Gedenkt d'Madamm Ministesch an dës Direktioun mat ze goen?
- Wa jo, wat ass virgesinn?
- Wann nee, firwat net?

Réponse (07.01.2021) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration :

De Benevolat spilt eng ganz wichteg Roll an eiser Gesellschaft an et ass dëser Regierung och drugeleéen, de Benevolat weider ze promouvéieren an ze developpéieren. Dofir huet d'Regierung och am Accord de coalition 2018-2023 konkreet Moossname festgehal.

Esou gesäßt den Accord de coalition 2018-2023 vir, datt eng Strategie ausgeschafft soll ginn, déi de Benevolat méi effizient a méi attraktiv soll maachen. An dësem Zesummenhang wäert d'Agence du bénévolat e strukturéierten Dialog mat den implizierter Partner organiséieren. Dësen Dialog soll déi verschidde Besoinen thematiséieren, déi de Benevolat concernéieren.

Fir datt dësen Dialog op enger fondéierter Basis ka stättfannen, schafft de Familljeministère am Moment et Cahier des charges aus, deen als Basis fir déi am Accord de coalition ugekënnegt Etüd wäert déngent.

D'Etüd soll a Kollaboratioun mat den implizierter Ministeren an och mat der Agence du bénévolat ausgeschafft ginn.

D'Etüd wäert e quantitativen an e qualitative Volet hinn. Esou gëtt net niemmen eng Analys vun der aktueller Situatioun vum Benevolat gemaach, mee et geet och dréim, Besoinen ze identifizéieren a konkreet Verbesserungsvorschläi vun den Associationen, ewéi och vun de Benevolle selwer, ze erfassen, fir duerno déi néideg Mesuré kennen ze huelen.

Esou wäerten d'Punkte vun enger flächendeckender Assurance, ewéi och vun der Validation des acquis de l'expérience, an dëser Etüd behandelt ginn.

Question 3281 (10.12.2020) de Mme Octavie Modert (CSV) concernant le transport



momentan och manner Transportschäffer op der Musel énnerwee wieren.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechte stellen:

1. Wéi ass d'Entwicklung vum Tonnage op der Musel dëst Joer am Verglach zu 2019?

2. Ass e Réckgang an der Schéffaart a beim Wuerentransport op der Musel zénter dem Ufank vun de Beschränkungen duerch d'Pandemie ze verzeechnen?

3. Wa jo, wat heescht dat fir d'Lëtzebuerger Muselschleisen?

4. Wéi eng Entwicklung gëtt et am Hafe vu Mäertt zénter Märt 2020? Ass e grousse wirtschaftleche Schued duerch d'Covidpandemie entstanen?

Réponse (28.12.2020) de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :**

An hirer parlamentarescher Ufro freet déi honorabel Députéiert Informatiounen iwwert d'Entwicklung vum Wuerentransport op der Musel an am Hafe vu Mäertt.

ad 1. Zu der éischter Fro vun der Entwicklung vum Giddertransport op der Musel an dësem Joer am Verglach mam leschte Joer ass ze soen, datt vu Januar bis November 2019 5.243.135 Tonne Gidder duerch d'Schleis Grevenmacher transportéiert goufen an an dem nämmelechten Zäitraum 2020 4.664.899 Tonnen, dat ass en Énnerscheid vu - 578.236 Tonnen an deemno e Réckgang vun 11,03 % am Giddertransport.

Et ass ze bemierken, datt dee Réckgang sech och deckt mat engem Réckgang vun 11 %, dee wärend dem éischte Semester 2020 op dem Rhäin festgestallt gouf.

ad 2. Et ass och e Réckgang am Opkommes vun de Schéfferaart wärend der Period vun der Pandemie, ab Märt 2020, ze verzeechnen, deen sech follgendermoossen an de verschiddene Kategorie vu Schéfferaart duerstellt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Et ass kloer, datt d'Pandemie en Impakt op de Wuerentransport an op de Persounentransport hat.

Esou ass europawäit ze konstatéieren, datt besonnesch d'"Trockengüterfahrt" gelidden huet, wat sech domat erklärt, datt verschidde Industriezweige ewéi de Beräich „Automobilindustrie“ zäitweise net operationell war an domat den Transport vu Stol an Ärzer eroftaangen ass. Bei den Tankschäffer, déi Pétrol oder aner flëssig Gidder transportéieren, ass awer de befierchten Abroch net ze konstatéieren.

Doriwwer eraus ass ze bemierken, datt vill aner Faktoren sech op de Volume vum Wuerentransport op der Waasserstrooss auswieren, a besonnesch d'Periode vum Niddregwaasser um Rhäin, déi definiéieren, wéi vill d'Schäffer ofluede können. Och gouf d'Schéffaartsspär dëst Joer coronabedéngt an de September verréckelt, esou datt am Mount September verglächweis weineg Wueren duerch d'Schleisen op der Musel transportéiert goufen.

Wat de Persounentransport ugeet, esou sinn déi grouss Réckgäng (- 35,98 % am Joer 2020 par rapport zu 2019 fir Persouneschäffer an - 64,69 % fir Sportsbooter) direkt op d'Beschränkungen (Ausgangsbeschränkungen, Quarantainereegelen, zoue Grenzen etc.) vun de verschiddene Länner am Grenzberäich vun der Musel an an der Benelux zeréckzféieren.

Et geet aus engen Etüd vun der Zentralkommission vum Rhäin ervir, datt a Frankräich mat engen Reduktioun vum Chiffre d'affaires an der Passagéierschéffaart vun 220 Milliouenen Euro an den éischten aacht Méint vun 2020 gerechent gëtt an an Däitschland fir dat éischter Semester 2020 mat engen Perte vun 142 Milliouenen Euro. An deem Beräich ass och d'Aussicht fir d'Zukunft nach net kloer an et gétt weiderhi mat groussen Abousse fir de Secteur gerechent.

ad 3. Dank dem onermiddlechen Asaz vum Personal an de Mesuren, déi geholl goufen, fir de physische Kontakt op e Minimum ze reduzéieren, konnt de Betrib vun de Schleise Grevenmacher a Stadtbredimus bis elo 24/24 Stonnen a 7/7 Deeg garantéiert ginn.

ad 4. Wat d'Entwicklung am Hafe vu Mertert ugeet, esou ass de Gesamtëmschlag an Tonne wärend den éischten eelef Méint vun dësem Joer am Verglach mat där selwechter Period vun 2019 ém 4,91 % zeréckgaangen. Dobäi sinn déi eenzel Produktruppen énnerschiddech beträff. Esou ass zum Beispill den Export vu fäerdege Stolprodukter ém 5,62 % zeréckgaangen an den Import vu Schrott fir d'Stolindustrie ém 26,89 %. An där selwechter Zäit ass den Import vun Uelegprodukter ém 13,49 % zeréckgaangen.

Den Import vun Uelegprodukter op Lëtzebuerg geschitt momentan nach zum groussen Deel iwwert d'Strooss. E gréisseren Undeel iwwert de sécheren an émweltfréndleche Waasserwee wär mat engem Ausbau vun den Installatiounen am Hafen zu Mertert méiglech.

Dank der Investitiouns- an Diversifikatiounspolitik, wéi zum Beispill vun 2015 un de Containerëmschlag, konnt de Schued agegrenzt ginn. Esou ass d'Unzuel vun de Containere vu 7.622 op 10.889 ugewuess.

Question 3282 (11.12.2020) de MM. Max Hahn et Claude Lamberty (DP) concernant l'activité de location subventionnée du Fonds du logement :

Den effentleche Wunnengsbau konzentriert sech déi lescht Jore méi staark op d'Locatioun amplaz op d'Vente. D'Locatioun vun dése subventioniéierte Wunnenge riicht sech u Stéit mat niddregem Akommes. De Fonds du Logement huet am Beräich vun der Locatioun déi lescht Joren - an an Zesummenaarbecht mat de Gemengen - eng Réi Efforte gemaach, fir méi abordabel Locatiounswunnengen op de Marché ze bréngen.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister vum Logement follgend Froe stellen:

- Deelt den Här Minister eis Aschätzung, datt zousätzlech Efforte néideg sinn, fir d'Akzeptanz vu subventioniéierte Locatiounswunnenge bei de Gemengepolitiker a bei de Bierger ze verbesseren?

- Ass den Här Minister der Meenung, datt e Virrecht op subventioniéiert Locatiounswunnenge fir eligibel Bierger aus der concernéierter Gemeng eng Piste ass, déi d'Akzeptanz bei de Bierger ka verbesseren?

- Wann net, fénnnt den Här Minister, datt e Virrecht op subventioniéiert Locatiounswunnenge fir eligibel Bierger aus de concernéierten Offices sociaux eng Piste ass, déi d'Akzeptanz bei de Bierger ka verbesseren?

- Ass den Här Minister eiser Meenung, datt e Virrecht op subventioniéiert Locatiounswunnenge fir jenk Bierger aus der concernéierter Gemeng dem Duerf- oder Stadliwen an dëser Gemeng zegutt wäert kommen?

Réponse (17.12.2020) de **M. Henri Kox, Ministre du Logement :**

Déi éierwäerten Députéiert Claude Lamberty a Max Hahn bemierke ganz richteg, datt d'Prioritéit am effentleche Wunnengsbau scho vun der viregter Regierung op d'Schafe vun abordabele Locatiounswunnengen orientéiert gouf.

Dést gouf iwwregens an der rezenter Debatt zum Finanzierungsgesetz fir de Wunnengsbaprojet Elmen nach eng Kéier vun engem Rei Vertriebler an der Chamber als e wichtige Schratt begréisst. Och dowéinst wäert dës Regierung un därf Prioritéit festhalen. Et entsprécht ganz einfach dem Bedarf vun deene Leit, déi Schwierigkeiten henn, sech eng bezuelbar Wunneng ze leeschten, an deenen de profit-orientéierte private Wunnengsmaart zu Lëtzebuerg keng Optioun bitt.

Bei menge ville Kontakter um Terrain erliewen ech och reegelméisseg dat grouss Engagement vu responsabile Politiker a Beamten um kommunale Plang, déi sech fir d'Schafe vun abordabelem Wunnraum aseten. An de leschte Joren huet sech op ville Plazen eng exzellent Zesummenaarbecht téchscht de Gemengen an dem Fonds du Logement oder der SNHBM opgebaut, wouduerch eng Rei nei Projete konnte lanciéert ginn.

Dës Initiative gi vun der Regierung och finanziell énnerstëtzzt mat Subventiounen, déi bis zu 75 % vun den Investitiounskäschten ausmaachen. De Projet de budget pluriannuell, deen nach dëser Deeg an der Chamber zum Vott gestallt an ugeholl gouf, weist och kloer, datt d'Regierung an d'Parlament d'Zeeche vun der Zäit erkannt henn an déi néideg finanziell Énnerstëtzzung wäerten oprechterhalen.

Dësen nationalen Effort ass grad an Zäite vun enken effentleche Keesen en Zeeche vu Solidaritéit a Wäitsiicht a kann net genuch wäertgeschätzt ginn. Ech kann dofir och kee Feele vun Akzeptanz fir dës Wunnengsbaupolitik erkennen, weeder um kommunalen, nach um nationale Plang.

Wat déi sougenannten „Attributiounskrittären“ ugeet, sou schéngt et mir selbstverständlech, datt Wunnengen, déi zu 75 % vun nationale Steiergelder finanzieréiert ginn, och alle Bierger am Land sollen opstoan, wa si de soziale Krittären entsprechen. Nëmmen esou kenne mer de Bierger am Land glafwierdeg maachen, datt d'Stärkung vun der sozialer Kohäsion keen eidelt Versprechen ass, mee eng Realitéit soll si fir all Mënsch, deen hei wunnt oder schafft.

Am Moment si meng Servicer amgaang, d'Attributiounskrittären ze iwwerschaffen, wéi se haut am sougenannten 98er Reglement virgesi sinn. Et ass geplant, do och eng Rei regionspezifesch Krittären anzeféieren, esouwält se sozial- a familljepolitisches oder landesplaneresch sénnvoll sinn a recht-

lech net géint Antidiskriminéierungsreegle verstoessen. Beispillsweis solle Famille mat Kanner d'Méiglechkeet kréien, prioritär fir eng Wunneng ze kandidéieren, déi et de Kanner erlaabt, an hirem gewinnte Liewensémfamme bleiwe. Grad esou ass et wichteg, datt mer dem Krittár vun der Aarbeitsplatz eng gewéisse Wichtegkeet zougestinn, fir datt d'Leit méiglechst no bei hirer Aarbeitsplatz kenne wunnen an doduerch u Liewensqualitéit gewannen a manner Zäit am Trafic verléieren.

Esoubal dës Krittäre bis iwwerschafft sinn, wäert ech déi der Chamber an de Gemengevertrieber presentéieren.

- Quelles sont, le cas échéant, les conséquences pour le Luxembourg ?

- Quelle est l'échéance pour l'introduction de ce système harmonisé et quelles sont les exceptions prévues par ledit accord ?

Réponse (17.12.2020) de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :**

L'honorables Députés souhaitent s'informer sur le récent accord des ministres des Transports concernant de nouvelles règles en matière de péage pour poids lourds.

Lors de leur visioconférence du 8 décembre 2020, les ministres des Transports se sont globalement mis d'accord sur le contenu d'une position commune concernant la révision de la directive dite « Eurovignette ». Cette position commune ouvre la voie vers les négociations du Conseil avec le Parlement européen. Il est donc trop tôt pour se prononcer sur le contenu de la future directive modificative.

Par conséquent, il n'y aura pas de conséquences directes pour le Luxembourg.

La future directive modificative n'introduira pas de système harmonisé pour toute l'Union européenne, mais apportera des modifications à la directive cadre actuelle et continuera à permettre aux États membres à adopter différents systèmes selon leurs choix et besoins. Ainsi, les exceptions seront celles que les différents États membres jugeront utiles, dans les limites de la directive.

Question 3289 (11.12.2020) de M. Georges Mischo (CSV) concernant les infirmiers de la médecine scolaire :

Eisen Informatiounen no sinn aktuell an engem Rei vu Schoulen d'Infirmières/Infirmière vun der Médecine scolaire, déi integral vun de Gemenge bezuelt ginn, am „Leerlauf“.

An dësem Zesummenhang géif ech der Gesundheitsministesch an dem Bildungsminister gärt follgend Froe stellen:

- Kann den Här Educationssminister mer dës Informationen confirméieren?

- Firwat ginn dës Infirmières/Infirmierinnen net an den Testekippe beim Asaz an de Schoulen agesat, respektiv an den Impfzentren, fir matzehélfelen?

Réponse commune (15.01.2021) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :**

Als éisch ass et wichteg ze preziséieren, datt et schoulmedezinnesch Infirmierinnen/ères, déi vun de Gemenge finanzieréiert ginn, just a vereenzelte Gemenge ginn, wéi an der Stad Lëtzebuerg, Esch/Uelzecht, Diddeleng, Schéffleng a Péiteng. Fir de Rescht gëtt den Depistage am Enseignement fondamental och zum Deel vum Personal vum Volet médico-scolaire vun der Ligue médico-sociale gemaach. Am Enseignement secondaire gëtt dësen Depistage vun der Gesundheitsdirektioun assuréiert.

Uganks dësem Schouljoer gouf eng generell Evaluation vun der sanitärer Situatioun gemaach souwéi eng Analys vum Benefice/Risiko-Verhältnis, wa Gruppe vu Schüler zesummekommen, déi bei normale pedagogeschen Aktivitéiten net onbedéngt a Kontakt stinn, esou wéi dat de Fall bei der Schoulmedezin ass. Schliisslech gouf decidéiert, d'Énnererschungen an de Schoulen an an de Lycéeën temporaire ze suspendéieren, fir zousätzlech Gruppéierung vu Schüler ze vermeiden. Dést bedeit awer net, datt d'Ékippe vun der Schoulmedezin wärend dëser Period kenger Aufgab nogaange sinn an „am Leerlauf“ waren.

An dësem Kontext henn d'Infirmierinnen/ères och spézifisch Formatione gehalen, wéi z. B. iwwert de PAI oder nach d'Uwendung vu spézifische Medikamente a Schoulen a Crèches op vereenzelten Ufro vun Enseignanten.

Zousätzlech henn d'Infirmierinnen/ères vertraulich medezinnesch Informatiounsblieder a Questionnaire gesammelt a sinn amgaangen, d'Impfkaarte vun de Schüler ze kontrolléieren, esou wéi dat all Joer, am Kader vun de preventive Missioune vun der Schoulmedezin, de Fall ass. Si sinn och vereenzelt op Ufro vun den Enseignanten hin bei Schüler intervenéiert.

Zénter November sinn och verschidde Infirmierinnen/ères vum Volet médico-scolaire vun der Ligue médico-sociale am Asaz a verschidde Testzentren, fir Prelevementen bei Kanner téssent zwee a sechs Joer ze maachen.

D'Infirmierinnen/ères vun der Schoulmedezin vun der Gesundheitsdirektioun sinn zénter Märt virun allem beim Contacttracing matagebonnen.

An der Vollekszielung 2011 ass de Sproochgebrauch esou erfrot ginn: „Welche Sprache(n) sprechen Sie üblicherweise?“ Gefrot ginn ass nom Sproochgebrauch „zuhause, mit den Angehörigen“ an „in der Schule, am Arbeitsplatz“. Zur Wiel stoungen: „Luxemburgisch, Französisch, Deutsch, Portugiesisch, Italienisch, Englisch, eine andere Sprache“, mat der Méiglechkeet, e puer Sproochen ze nennen.

3. Ass geplant, an der Vollekszielung vun 2021 déi selwecht Froen ze stelle wéi 2011?

2. Ass geplant, fir weider Froen ze stelle an zu wéi engem Theema?

An der Vollekszielung 2011 ass de Sproochgebrauch esou erfrot ginn: „Welche Sprache(n) sprechen Sie üblicherweise?“ Gefrot ginn ass nom Sproochgebrauch „zuhause, mit den Angehörigen“ an „in der Schule, am Arbeitsplatz“. Zur Wiel stoungen: „Luxemburgisch, Französisch, Deutsch, Portugiesisch, Italienisch, Englisch, eine andere Sprache“, mat der Méiglechkeet, e puer Sproochen ze nennen.

3. Ass geplant, déi Fro vun 2011 iwwert de Sproochgebrauch geneet esou och 2021 ze stelle?

Réponse (08.01.2021) de **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie :**

D'Vollekszielung, déi den 1. Juni 2021 duerchgeführt gëtt, gëtt virgeschrifte vum „Règlement (CE) n° 763/2008 concernant les recensements de la population et du logement“ souwéi vum „Règlement d'exécution (UE) 2017/543 établissant les règles pour l'application du règlement (CE) n° 763/2008 du Parlement européen et du Conseil concernant les recensements de la population et du logement en ce qui concerne les spécifications techniques des thèmes et de leurs subdivisions“.

Déi europäesch Gesetzgebung huet net vill geändert am Verglach mat der leschter Vollekszielung vun 2011. De Statec weist also op Nofro drop hin, dass déi Froen, déi 2021 wäerte gestallt ginn, zu engem groussen Deel déi nämmelecht sinn, och wa verschidde Formulatiounen iwwerschafft goufen.

De Statec preziséiert, dass d'Froen iwwert d'Ausstattung vun engem Stot (Toilette, Garage, Fernsee, Telefon...) bei der nächster Vollekszielung net méi gestallt ginn. Et ginn aner Émfroe vum Statec, déi et erläben, fir dës Froe besser an och méi reegelméisseg ze stellen.

Dorriwwer sammelt de Statec verschidde Informatiounen net méi direkt bei de Stéit, wéi zum Beispill déi iwwert d'Demografie (Nationalitéit, Familljestand, Gebuertsland...), well dës Informatiounen aus dem nationale Persouneregester kënne geholl/gezu ginn.

De Statec erklärt, dass fir d'Verständnis vun de Froen bei der nächster Vollekszielung ze vereinfachen, souwuel déi elektronesch Questionnaire wé



- de Besoin, fir ze renovéieren, respektiv déi energetesch Renovatioun vun de Logementer.

De Statec preziséiert, dass d'Froen iwwer d'Sproochen déi nämmlech sinn, déi och schonn 2011 bei der Vollekszielung gestallt goufen, just wat d'Formuléierung betréfft, si liicht Upassunge gemaach ginn. Zousätzlech gëtt et fir 2021 och eng Infobox, déi preziséiert, wat mat „op der Aarbecht“ an „an der Schoul“ gemeengt ass.

Dés Froe si follgend:

- Wat ass Är Haaptsprooch, dat heescht déi Sprooch, op där Dir denkt an déi Dir am beschte schwätzt?

- Wéi eng Sprooch(en) schwätzt Dir gewéinlech doheem resp. mat de Personen, déi lech nostinn? (Méi Äntwerte méiglech)

- Wéi eng Sprooch(en) schwätzt Dir gewéinlech op der Aarbecht resp. an der Schoul oder op der Universitéit? (Méi Äntwerte méiglech)

D'Äntwertméiglechkeete sinn déi nämmlech wéi 2011 mat Ausnam vun der éischter Fro, bei där d'Modalitéit dobäigesat gouf: „Nach net al genuch, fir ze schwätzen“.

ning mis en place, les développements devraient être terminés pour la fin de l'année 2021, de sorte qu'une mise en ligne de la procédure est prévue pour le 31 décembre 2021.

Question 3306 (15.12.2020) de Mme Cécile Hemmen (LSAP) concernant le tram rapide :

Énnert dem Slogan „Le tram rapide et son contexte multimodal entre Luxembourg-ville et la région Sud“ gouf viru Kuerzem de séieren Tram an d'Strategie, wéi een d'Stad Lëtzebuerg besser mam Süde vum Land kéint verbanne, presentéiert. An deem gläichen Zäitraum ass eng Etüd⁶ erauskomm, déi analyséiert huet, wéi laang e Bierger an Europa duerchschnëttlech brauch, fir op seng Aarbechtsplatz ze kommen. Zu Lëtzebuerg waren dat 2019 29 Minuten, dat ass eng vun den héchsten Zäiten a véier Minute méi wéi déi europäesch Moyenne.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

- Läit dem Här Minister eng méi detailliéiert Analys vir, wéi sech dës Moyenne zesummesetzt? Aus wéi enge Regioune vum Land brauch ee beispillsweis méi laang? Hänkt dëst mat der Ubannung un den éffentlechen Transport zesummen? Esou brauche 36,3 % vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg schaffen, téscht 30 an 59 Minute fir op hirer Aarbechtsplatz unzukommen; europawäit brauchen duerchschnëttlech just 26,3 % vun de Leit esou laang.

- Wéi ass d'Evolutioun vun dësen Zuelen?

- „A 14 Minutte vun der Cloche d'Or bis an den neie Quartier Alzette“, esou gëtt de Projet vum séieren Tram an de Süde beschriwwen; heimat kéint d'Moyenne vun 29 Minuten also gesenkt ginn. Sinn esou Projeten och fir déi aner Regioune vum Land, notamment den Norden an den Osten, déi haut scho méi schlecht ugebonne sinn, geplangt?

- E „séieren Tram“ bis op Jonglënster stoung emol als Iddi am Raum; gëtt där Iddi nach nogaangen?

- Beim Tram an de Süde gëtt ervirgestrach, dass um éischten Deelstéck laanscht d'Autobunn, de Staat majoritär Proprietär vun den Terrainen ass. Wéi gesäit d'Situatioun laanscht d'Stroosser an den Osten, zum Beispill op Jonglënster-lechternach aus?

Réponse (14.01.2021) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

ad 1) En ce qui concerne l'année 2020, on peut effectivement noter une augmentation significative du nombre de permis de pêche délivrés.

Depuis le 1^{er} mai 2019, la délivrance des permis se fait par le biais du portail « guichet.lu ». Tout permis délivré à partir de cette date est systématiquement délivré moyennant le système de génération de permis de pêche du Gouvernement, même ceux émis dans les guichets physiques de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED). Depuis cette date, les renouvellements des permis de pêche par l'apposition d'un timbre de chancellerie ne sont plus possibles et un nouveau permis de pêche est donc délivré pour chaque requête.

Rappelons que les renouvellements des permis de pêche pour les eaux intérieures pouvaient jadis se faire par l'apposition d'un timbre de chancellerie et ceci jusqu'à huit renouvellements. Ceux-ci n'étaient, jusque-là, pas comptabilisés séparément par l'AED et n'apparaissaient dès lors pas dans les statistiques. Il s'avère donc difficile de comparer les chiffres de façon totalement univoque, respectivement d'expliquer ou d'attribuer l'augmentation du nombre de permis de pêche délivrés par un effet lié directement à la pandémie.

ad 2) Le tableau ci-dessous reprend les permis de pêche délivrés, lors des trois dernières années, selon le type de permis permettant d'exercer la pêche dans les eaux frontalières avec l'Allemagne ou dans les eaux intérieures luxembourgeoises.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En 2020, un total de 9.707 permis de pêche a été délivré. Le nombre de permis délivrés en ligne s'élève à 8.741 permis, soit un pourcentage de plus de 90 %.

ad 3) Un projet de digitalisation de la procédure de délivrance du permis de chasse est en cours. À l'instar de la procédure concernant le permis de pêche, la démarche concernant les permis de chasse se fera par le biais du portail « guichet.lu ». La procédure d'obtention d'un permis de chasse est néanmoins légèrement plus complexe que celle pour obtenir un permis de pêche et nécessite des développements supplémentaires, notamment pour les pièces à joindre à la demande. Selon le plan-

esou wéi hiert Zesummespill mat den RGTR-Bussen, déi am Verspéléungsfall iwwert déi nei Leetstell méi oft kenne mat den CFL ofgestëmmt ginn.

Question 3309 (15.12.2020) de MM. Laurent Mosar et Serge Wilmes (CSV) concernant la vidéosurveillance :

De 16. Juni 2018 huet d'Lëtzebuerger Wort getitled: „La vidéosurveillance étendue dès cet automne dans la capitale“ a weider:

« Cet automne, tout le quartier de la gare sera couvert : la rue de Strasbourg, l'aire de jeux place de Strasbourg, la rue 1900, une section de la rue Adolphe Fischer, la rue Glesener, la rue du Commerce et la rue du Fort Wedell.

Le quartier de Bonnevoie est aussi concerné : des caméras viseront la place Léon XIII, une partie de la rue de Bonnevoie et les aires de jeux de la rue Sigismond et de la rue des Ardennes. »

A méi wäit:

« Dès l'achèvement du projet Royal-Hamilus, qui devrait avoir lieu mi-2019, 21 caméras seront installées sur la place publique, la rue de la Poste, la rue Aldringen et une partie de la Grand-Rue. »

Den 31. August 2018 huet den deemolege Minister fir bannenzeg Sécherheet an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro Follgendet geschriwwen:

« (...) on peut mentionner que d'autres zones de sécurité, en dehors de la gare, sont prévues sur la passerelle de vélos sous le pont Adolphe ainsi qu'à Bonnevoie ».

Den 23. Januar 2019 schreift den neie Policeminister:

« (...) j'encourage la poursuite du projet d'extension du système de vidéosurveillance dans la continuité de ce qui avait été annoncé par mon prédécesseur ». Hien huet dunn awer weider Etüden annoncéiert.

Am Juli 2019 schreift deen nämmlechte Minister:

« Pour conclure, je reste d'avis que la vidéosurveillance ne constitue pas un remède miracle pour la prévention de la criminalité et que son exploitation doit être strictement limitée et clairement encadrée. »

Virun enger Woch si mer du gewuer ginn, dass eng Émfro bei de Leit zu deem Sujet amgaangen ass. An anere Wieder huet sech zanter den Annoncé vum Juni 2018, wéineg bis guer näischt an déi Richtung gedoen.

Mir sinn awer elo gewuer ginn, dass an nächster Zäit Iwwerwaachungskameraen am Tram an op de Quaien installéiert wäerte ginn. D'Regierung huet an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro vum 25. September 2019 Prezisiounen gi betreffend d'Kameriwwerwaachung an den Zich, Bussen a Garen:

- Sou sinn téscht dem 25. Mee 2018 an dem 3. Oktober 2019 114 Demandé fir d'Visualisatioun vun den Enregistrementer an den Zich gemaach ginn,

- 22 Mol sinn d'Biller an de Busse visualiséert ginn,

- 246 Mol sinn d'Videoopzeichnungen an de Garë consultéiert ginn.

Mir wéilten duerfir follgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten an un den Här Minister fir Kommunikatioun a Medie stellen:

1. Kennen d'Häre Minister bestätigen, dass an nächster Zäit Iwwerwaachungskameraen am Tram an op de Quaien kommen?

2. Waren d'Häre Ministeren doriwwer informéiert a wat ass hir Aschätzung dozou?

3. Gouf déi national Dateschutzkommissioun (CNPD) mat engem Avis saiséiert? Wann net, firwat net? Wa jo, wat waren d'Konklusioun vun der CNPD dozou?

4. Kennen d'Häre Ministeren eis erklären, firwat also d'Kameriwwerwaachung op deene Plazen am éffentleche Raum kuerzfristeg méiglech, aner laang annoncéiert Projeten nach émmer net émgesat sinn?

5. Kennen d'Häre Ministeren eis aktualiséiert Zuele liwweren iwwer d'Consultatioun vun Enregistrementer, déi iwwer d'Videosurveillance am éffentleche Raum realiséiert goufen (opgeschlësselt no Plaz: Zuch, Bus, Gare, aner Sécherheetszone wou d'Kameriwwerwaachung bedriwwwe gëtt)?

Réponse commune (19.01.2021) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, et de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias :

ad 1. Op de Quaien wéi och am Tram si schonn Iwwerwaachungskameraen installéiert.

Iwwerwaachungskameraen am Tram selwer déi d'Passagéier filme sinn aktiv an d'Biller ginn enregistréert. Dëst Bildmaterial gëtt zéng Deeg gehalen. Eng Autorisatioun vun der CNPD gouf 2018 ausgestallt, iert dat neit Datenschutzgesetz a Kraakt getrueden ass, énnert deem d'CNPD keng Autorisatioun mei aussellt.

D'Kameraen, déi op d'Quaien a Kräizungen ausgerichtet sinn, sinn aktiv, d'Frontkamera vum Tram ass awer ausgeschalt. D'Bedenken, déi vun der CNPD geäussert goufen, hunn dozou gefouert, dass d'Frontkamerae vum Tram net aktivéiert gi sinn an d'Biller op de Quaien an op de wichtige Kräizungen net enregistréiert ginn.

ad 2. Jo, d'Ministere waren doriwwer informéiert. Haaptzil vun de Kameraen op de Quaien a Kräizungen ass et net Leit ze iwwerwaachen, mee am Fall vun engem Tëschefall (zum Beispill bei engem Accident oder enger Pann vun engem Gefier) séier kenne betriblech Entscheidungen ze treffen.

No Ofstëmmung mat der CNPD huet de Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten decidéiert, d'Kameraen op de Quaien an op wichtige Kräizungen ze aktivéieren, awer kee Bildmaterial ze späicher, fir de Recommandatioun vum Datenschutz Rechnung ze droen.

Et ass also net d'Police, déi dëse System exploitéiert a si ass och net de Responsabele vum Traitement, mee Luxtram.

ad 3. Dëi national Dateschutzkommissioun (CNPD) huet follgend Elementer zum Theema vun der Videoiwwerwaachung publizéiert:

- Lignes directrices en matière de vidéosurveillance (17/08/2018) :

D'CNPD huet Richtlinne fir d'Videoiwwerwaachung veröffentlecht, an deenen d'CNPD d'Prinzipien aus dem Datenschutzreglement (RGPD) an désem Beräich erklärert. Dës Richtlinne wennen sech un de Responsabele vum Traitement vun den Donnéeën.

An dëse Richtlinnen erklärert d'CNPD énner anrem, dass et net néideg ass, eng Autorisatioun vun der CNPD ze froen, fir e Videoiwwerwaachungssystem ze installéieren.

- Avis de la CNPD relatif à la vidéosurveillance des espaces et lieux publics à des fins de sécurité publique (15/03/2019) :

An dësem Avis recommandéiert d'CNPD, dass d'Videoiwwerwaachung zu polizeilechen Zwecker, déi net dem RGPD énnerläit, mee dem Gesetz vum 18. August 2018 iwwer „la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale“, spezifesch sollt encadréiert ginn. De viregte Minister fir bannenzeg Sécherheet huet am Oktober 2019 de Gesetzes-projet N° 7498 depositéiert, deen d'Videoiwwerwaachung vun der Police encadréiert.

- Avis de la CNPD relatif au recours à la vidéosurveillance par les communes (10/05/2019) :

An dësem Avis rappeléiert d'Dateschutzkommissioun, dass keen Avis muss gefrot ginn, fir e Videoiwwerwaachungssystem kenneen ze installéieren, mee dass d'Prinzipie vum Datenschutz musse vum Responsabele vum Traitement agehale ginn. (« La nouvelle législation [le RGPD] a supprimé l'obligation pour les responsables de traitement de données à caractère personnel d'effectuer une demande d'autorisation à la CNPD avant l'installation de dispositifs de vidéosurveillance. Les communes, en tant que responsables de traitement, sont à présent tenues de respecter les principes et obligations consacrés par le RGPD lorsqu'elles mettent en place des systèmes de vidéosurveillance. »)

ad 4. D'Videoiwwerwaachung ka verschidde Finalitéiten hunn, a laut Datenschutzbestëmmungen zwee verschidde Gesetzestexter énnerleien, a befollegt deemno och aner Prozedure wat hir Mise en place ugeet.

D'Videoiwwerwaachung vun der Police (VisuPol) beispillsweis émfaasst déi Kameraen am éffentleche Raum, déi vun der Police installéiert an exploitéiert ginn, a fir déi si de Responsabele vum Traitement ass. Dësen Traitement fält wéi gesot énnert d'Gesetz vum 18. August 2018 iwwer „la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel en matière pénale ainsi qu'en matière de sécurité nationale“ an net énnert den RGPD.

Wat den Dispositiv VisuPol vun der Police ugeet, ass en Deel vun den annoncéierte Projeten 2019 émgesat ginn: Am Mee 2019 gouf d'Zon „C“ Gare erweidert an émfaasst elo d'Plaz virun der Gare, d'Place de la Gare esouwei eng Rei Stroossen aus dem Quartier Gare (rue d'Anvers, rue Adolphe Fischer, rue Glesener, rue de Strasbourg, rue Wilson, rue des États-Unis, rue André Duchscher, rue 1900, Place de Strasbourg). Am Mee 2019 gouf och d'Zon „F“, Vélos- a Foussgängerwee énnert dem Pont Adolphe, a Betrib geholl.

Am Quartier Bonnevoie gëtt et nach keng Videosurveillance; d'Zon, déi et bis virum Reamenagement

⁶ Eurostat - "Employed people by commuting time and country 2019" (28.10.2020) - [https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=File:Employed_persons_by_commuting_time_and_country_2019_\(%25\).png&oldid=500387](https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=File:Employed_persons_by_commuting_time_and_country_2019_(%25).png&oldid=500387)



vum Centre Hamilius gouf, ass och nach net reaktiviert ginn.

De viregte Minister fir bannenzeg Sécherheet huet am Fréijoer 2019 d'Inspection générale de la police (IGP) mat enger Etüd iwwer d'Efficacitéit vun der Videoiwerwaachung vun der Police („VisuPol“) beoptraagt. D'Resultater vun déser Etüd wäerten eis deemnächst virleien. Des Weideren ass de Gesetzesprojet N° 7498 nach um Instanzewee. Dës Elementer wäerten eis erlaben, eng nei Analys zu maache vun der Opportunitéit vun der Videoiwerwaachung am Quartier Bonnevoie an dem Royal-Hamilius.

ad 5. D'Videosurveillance vun der Police limitiéiert sech op den éffentleche Raum. Et gëtt keng Videosurveillance sätters der Police an de Garen, den Zich oder de Busse gemaach. Wat den Dispositif VisuPol ubelaangt, goufen et vum 1. August 2019 bis den 31. Juli 2020 abgegraff 291 Consultatiounen. Vum 1. August 2020 bis den 21. Dezember abgegraff waren et 154 Consultatiounen.

D'Enregistrementer vun der Kamera am Tram, déi d'Passagéier filmt a vu Luxtram exploitéiert ginn, goufe bis elo zwielef Mol vun der Police consultéiert no diversen Tëschefäll.

Wat d'Videoiwerwaachung vun de Bussen, Zich an Garen ubelaangt, goufen am Joer 2020 bei der CFL follgeng Consultatiounen gemaach:

Am Zuch: 113

Am Bus (CFL): 16

Am Bus (RGTR): 22

Op den Arrête/Garen (CFL): 183.

Question 3314 (16.12.2020) de MM. Laurent Mosar, Léon Gloden, Emile Eicher et Paul Galles (CSV) concernant la situation dans les structures d'accueil pour demandeurs de protection internationale :

Depuis un certain temps déjà, le taux d'occupation des structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale (DPI) est préoccupant. À cela s'ajoute que la crise sanitaire actuelle constitue non seulement pour la population autochtone, mais aussi pour ces personnes déjà fragilisées une charge mentale supplémentaire. À cet égard, la nouvelle d'un décès dans une de ces structures, à la suite d'une altercation, nous a attristés et en même temps révoltés.

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Madame le Ministre de la Justice :

1) Le Gouvernement peut-il nous fournir la liste des structures d'accueil gérées respectivement par Caritas, Croix-Rouge et l'ONA ?

2) Quel est le nombre de résidents par structure d'accueil ? Quelle est la proportion des bénéficiaires de protection internationale (BPI) logés dans chacune de ces structures ?

2.1) Le Gouvernement peut-il confirmer que le taux d'occupation de ces structures d'accueil est toujours à un point critique ?

2.2) Quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour désamorcer cette situation ?

2.3) Comment le Gouvernement entend-il p. ex. faire en sorte que des places occupées actuellement par des BPI soient libérées pour les DPI ?

3) Quel est le nombre de personnes d'encadrement affectées sur place à chacune des structures d'accueil (hors personnel de sécurité) ?

4) Dans quelle mesure et par quels moyens les autorités communales sont-elles informées de la vie des structures d'accueil ?

5) Comment les structures d'accueil sont-elles équipées en matériel informatique pour permettre aux enfants et jeunes d'y suivre l'enseignement à distance ?

6) Quelles sont les mesures spécifiques prises relatives à la pandémie : tests, quarantaine, etc.? Le poste mobile pour les tests dont disposent les services de l'Éducation nationale est-il mis à contribution ?

7) Quelles sont les précautions spécifiques que le personnel de sécurité doit prendre ?

8) Lors de la plénière du Ronnen Dësch le 15 juin 2019 à Platen, il a été annoncé que toutes les structures d'accueil seraient équipées d'une cuisine. Où en est ce déploiement ?

9) Le Gouvernement peut-il nous informer des projets pilotes lancés pour contribuer à l'autonomisation des DPI ? Quels enseignements ont été tirés de ces projets pilotes ?

10) Le Gouvernement peut-il nous fournir des informations sur la sécurité des personnes hébergées

dans ces structures d'accueil ? Combien d'agents de sécurité sont déployés sur place (dans les différentes structures d'accueil) pour y subvenir ? Comment la sécurité des personnes y hébergées pourrait-elle davantage être garantie ?

11) Combiné de fois les agents des forces de l'ordre ont-ils dû intervenir dans ces structures d'accueil au cours des neuf derniers mois ? Le Gouvernement dispose-t-il d'autres informations permettant d'appréhender si la situation au sein des structures d'accueil s'est améliorée voire détériorée par rapport aux années précédentes ?

Réponse commune (15.01.2021) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, et de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

ad 1) L'ONA gère une totalité de 54 structures d'hébergement pour demandeurs de protection internationale (DPI). Au moment du dépôt de la question parlementaire, la Croix-Rouge luxembourgeoise est mandatée pour assurer la gestion de 14 structures et Caritas Luxembourg est mandaté pour la gestion de douze structures d'hébergement selon les accords de collaboration actuels conclus avec l'ONA.

ad 2) Au moment du dépôt de la question parlementaire, les BPI résidant dans les structures d'hébergement pour DPI représentent une proportion totale de 49 %. La ventilation des BPI par structure n'est pas disponible.

ad 2.1) Oui, les structures d'hébergement sont structurellement saturées.

ad 2.2) L'ONA compte renforcer encore la collaboration avec les institutions compétentes. La solidarité active des communes est également un facteur important.

ad 2.3) L'ONA collabore activement avec les instances compétentes pour le suivi et la prise en charge des BPI, tels que l'Agence immobilière sociale ou les services de LISKO (Croix-Rouge luxembourgeoise) et LogIS de la Fondation Caritas, conventionnés par le Ministère de la Famille et de l'Intégration.

Veuillez-vous référer également à la réponse à la question parlementaire n° 3261 du 8 décembre 2020 (points 2, 4 et 5).

ad 3) Le nombre du personnel d'encadrement affecté dépend du type de structure et du nombre de lits disponibles.

ad 4) Les autorités communales ont la possibilité de participer à des comités de suivi qui se réunissent régulièrement. Ces comités sont composés de représentants de l'administration communale, de membres des commissions communales, d'agents de l'ONA et du personnel encadrant. Ils traitent de questions organisationnelles et de l'encadrement des structures.

ad 5) Dans le cadre de l'enseignement à distance, les établissements scolaires ont fourni aux élèves le matériel informatique nécessaire à la poursuite de leurs apprentissages. Dès lors, en vertu du principe de l'égalité des chances, les élèves en structures d'accueil ont bénéficié, au même titre que tous les élèves résidents, de ces dispositions. L'ONA garantit une connexion wi-fi dans toutes les structures d'hébergement pour DPI, permettant aux élèves de maintenir le lien avec l'école et de continuer leur éducation.

ad 6) L'ONA s'est donné comme priorité la protection des personnes vulnérables et la mise en place de mesures pour éviter la propagation du virus dans les structures d'hébergement, même avant le décret de l'état de crise en 2020. Des structures d'urgence temporaires ont été mises en place courant 2020. L'ONA continue de chercher des solutions pour isoler les personnes vulnérables et collabore avec les autorités compétentes de la Santé et du Haut-Commissariat à la protection nationale pour trouver des structures d'hébergement supplémentaires dans le cadre de la crise sanitaire.

Du matériel et de l'équipement de protection sont mis à disposition des agents et des prestataires travaillant dans les structures d'hébergement, ainsi que pour les personnes hébergées.

L'ONA collabore également étroitement avec l'Inspection sanitaire, afin de garantir un dépistage et une prise en charge des résidents des structures d'hébergement testés positifs au Covid-19, similaire à la prise en charge du grand public au Luxembourg.

En cas de besoin, des campagnes de dépistage à large échelle ont été effectuées et seront effectuées dans les structures d'hébergement collectif, afin de pouvoir isoler les personnes au mieux et dans la mesure des places d'hébergement disponibles. Dans certains cas, les personnes infectées sont isolées dans des centres d'isolement spécialisés.

ad 7) Il appartient aux employeurs de garantir la sécurité de ses employés. L'ONA met toutefois à dis-

position le matériel de protection nécessaire et informe ses partenaires et prestataires des mesures de sécurité et des gestes barrières à respecter, selon les mesures décidées par le Gouvernement.

ad 8) Il a été annoncé que toutes les futures structures d'accueil seraient équipées de cuisines, non pas l'ensemble des structures d'hébergement pour DPI existantes. En effet, les structures à construire seront des modules d'hébergement équipés de cuisines et d'un aménagement moderne.

Actuellement, l'ONA gère 51 structures durables, dites de phase 3. Environ 80 % de ces structures durables sont équipées de cuisines ou de kitclettes, permettant aux résidents de cuisiner. Trois de ces structures permettent de cuisiner seulement de manière ponctuelle et planifiée, par exemple lors d'ateliers cuisine, pour des raisons d'organisation et dépendant du système des allocations de repas en place dans ces structures.

L'ONA continue néanmoins ses efforts pour augmenter l'autonomisation des DPI.

ad 9) Un projet d'autonomisation de carte prépayée pour les DPI sera évalué courant février et mars 2021.

Un second projet pilote d'autonomisation a été lancé le 1^{er} novembre 2020, permettant aux DPI résidant dans des structures définies de disposer des allocations mensuelles et des aides étatiques sous forme de versements sur leur compte. L'objectif est de responsabiliser les DPI et de leur permettre de gérer un budget. Une première évaluation pourra se faire au mois d'avril 2021 au plus tôt.

ad 10) L'ONA travaille avec trois entreprises de sécurité, dont les agents sont mandatés de veiller à la sécurité des résidents des structures d'hébergement. Les missions sont fixées dans un cahier des charges. Le nombre d'agents actifs, ainsi que les missions de ces agents, sont évolutifs et adaptés en fonction des ouvertures et fermetures des structures d'hébergement.

L'ONA accorde la plus grande importance au volet de la sécurité et collabore étroitement avec les responsables et les coordinateurs des différentes entreprises, afin d'améliorer continuellement les conditions de vie des résidents, mais aussi les conditions de travail de toute personne travaillant dans une de ses structures.

ad 11) La Police grand-ducale ne relève pas de statistiques spécifiques sur ses interventions dans les structures d'accueil. Le système de dispatching ELS ne répertorie par ailleurs que les interventions des unités de police administrative, sans tenir compte des interventions d'autres unités pouvant entrer en ligne de compte.

Question 3325 (17.12.2020) de MM. Gilles Roth et Marc Lies (CSV) concernant la gestion locative sociale :

Sur son site Internet, le Ministère du Logement vante les multiples avantages de la gestion locative sociale :

- loyer garanti,
- encadrement de l'occupant du bien par une équipe de professionnels du domaine social,
- disponibilité du bien en cas de besoin personnel du propriétaire,
- surveillance de l'entretien du bien et intervention en cas de menus travaux de réparation, et
- une exonération d'impôts (à hauteur de 50 %) des revenus locatifs, compensant substantiellement le fait de louer son bien environ 30 % à 40 % moins cher que sur le marché privé.

À ce dernier égard, il nous revient désormais que si le revenu locatif net est négatif (en présence de dépenses déductibles en relation avec le bien supérieures aux recettes), le même taux de 50 % serait appliqué aux revenus (négatifs) en question, réduisant donc de moitié le montant pouvant être fait valoir sur les revenus nets des autres catégories de revenus du contribuable.

Prenons donc l'exemple d'un contribuable lambda qui décide de suivre l'appel du Gouvernement et de confier son bien à un organisme conventionné de la gestion locative sociale :

- si son bien générât des revenus locatifs nets de 5.000 euros, il ne serait imposable que sur 2.500 euros (tranche de 50 % exempte d'impôts). Avec un taux d'imposition de 40 %, il payerait donc 1.000 euros d'impôts sur ces revenus au lieu de 2.000 euros ;
- si, au contraire, son bien générât des revenus locatifs nets de -5.000 euros, le montant que le contribuable pourra déduire de ses autres revenus soumis à imposition serait réduit de moitié, i. e. -2.500 euros (au lieu de -5.000 euros). Supposons toujours un taux d'imposition de 40 %, ledit contribuable payera 1.000 euros d'impôts en sus par rap-

port à une personne qui loue son bien sur le marché privé.

Le contribuable sera donc deux fois perdant : une fois en raison des moins-values de loyers et une seconde fois en raison de l'application irrationnelle de l'exemption de 50 % appliquée sur les revenus nets locatifs (négatifs).

Au vu de ce qui précède, nous aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et du Budget et à Monsieur le Ministre du Logement :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer nos informations ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer que telle ne peut pas avoir été l'intention du législateur ?

- Messieurs les Ministres ne considèrent-ils pas qu'il faille réserver aux propriétaires de biens immobiliers confiés à des organismes conventionnés de la gestion locative sociale un traitement au moins aussi favorable qu'aux propriétaires d'immeubles louant leur bien sur le marché privé ? Que tel devrait donc également être le cas en présence de revenus locatifs nets négatifs ?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils exclure que l'Administration des contributions directes (ACD) n'applique l'article 115, numéro 22a de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) de la manière décrite dans la partie introductive de notre question parlementaire ?

- Messieurs les Ministres entendent-ils intervenir auprès du directeur de l'ACD afin que la loi soit appliquée de manière uniforme à travers les services de cette administration dans le sens d'un traitement plus favorable pour le propriétaire « social » ?

- Messieurs les Ministres seraient-ils enclins à revoir l'article 115, numéro 22a de la L.I.R. dans le sens d'une exonération à 50 % du loyer brut ?

Réponse commune (08.01.2021) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et de M. Henri Kox, Ministre du Logement :

Les informations des honorables Députés ne peuvent pas être confirmées et ne reflètent ni l'interprétation de l'Administration des contributions directes (ACD) ni l'intention des auteurs du projet de loi numéro 7020 portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017.

L'article 115, numéro 22a de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.), introduit par la loi du 23 décembre 2016 portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017, prévoit une exemption des loyers imposables à cinquante pour cent au cas où la location est assurée par l'intermédiaire d'organismes conventionnés exerçant la gestion locative sociale prévus dans la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

Les honorables Députés se demandent si l'exemption de la tranche de cinquante pour cent s'appliquerait également si les frais d'obtention étaient supérieurs aux recettes.

Dans le commentaire des articles, il est précisé que le projet de loi « a pour objectif d'exempter de l'impôt sur le revenu une tranche de cinquante pour cent du revenu net positif (c'est-à-dire que les dépenses déductibles supportées par le propriétaire en relation avec le bien loué sont inférieures aux recettes) provenant de la location de biens qui sont mis à la disposition d'organismes conventionnés exerçant la gestion locative sociale ».

Le directeur des contributions a publié en date du 9 novembre 2017 la circulaire L.I.R. n° 115/10 qui traite de l'exemption partielle du revenu net provenant de la location de biens dans le cadre de la gestion locative sociale. À la deuxième page, il est précisé que « par revenus nets, il y a lieu d'entendre la différence (positive) entre les recettes et les frais d'obtention relatifs au logement concerné ». Pour éviter toute ambiguïté, le directeur a clarifié que « [lorsque, en ce qui concerne le logement visé, les frais d'obtention sont supérieurs aux recettes, le montant intégral de la perte est compensable avec d'autres revenus (positifs) de la même catégorie de revenu net ou, à défaut, avec des revenus positifs d'autres catégories de revenu net ». Un exemple concret est donné à la fin de la circulaire afin de visualiser cette interprétation. L'ACD n'applique donc pas l'article 115, numéro 22a L.I.R. de la manière décrite dans la partie introductive de la question parlementaire des honorables Députés.

Outre le fait que les propriétaires, mettant à disposition leur logement à un organisme conventionné, profitent de cet avantage fiscal, la gestion locative sociale constitue un instrument efficace dans la lutte contre l'exclusion sociale par le logement et un levier de mixité sociale. Le Gouvernement ne voit donc aucune nécessité de changer le présent cadre qui s'avère efficace dans l'objectif d'accroître l'offre de logements locatifs sociaux au Grand-Duché de Luxembourg.



Question 3326 (17.12.2020) de **MM. Max Hahn et Claude Lamberty (DP)** concernant l'**impact des radars fixes** :

Viru bal fénnef Joer sinn déi éischt fix Radaren zu Lëtzebuerg installéiert ginn. Zéenterhier sinn der eng Rei derbäi komm, mat engem Total vun haut 25 fixe Radaren. Dés goufe bekanntlech op strategesche Plazzen opgericht, fir do d'Unzuel un Accidenter ze reduzéieren an d'Verkéierssécherheet ze verbesseren.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechte follgend Froestellen:

- Ass dést Zil erreecht ginn? Ass op de Strecken, op deenen e fixe Radar steet, d'Unzuel un Accidenter däittech eroftgaangen?

- Wéi ass d'Evolution vu geblätzte Gefierer pro fixe Radar? Kann den Här Minister fir all fixe Radar d'Unzuel u geblätzte Gefierer pro Mount, zénter dass de Radar installéiert gouf, opgeschlüsselt no der Gravitéit vum Verstouss (Avertissement taxé 45 €, Avertissement taxé 145 € + retrait 2 points, Procès-verbal) nennen?

Réponse commune (19.01.2021) de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, et de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure** :

Mat hire parlementaresche Froen froen déi éierbar Hären Députéiert no Informatiounen zu den automatesche Radaren. An désem Zesummenhang sief dorops higewisen, datt am Moment némnen Zuele fir de gesamte Reseau disponibel sinn an net fir eenzel Streckenosfchnëtter.

Insgesamt kann een awer festhalen, datt an deene leschte Jore generell gekuckt d'Zuel vun de schwéieren Accidenter mat Doudegen a schwéieren Blesséierten eroftgaangen ass. Sinn am Joer 2016, dat Joer wou den éischté Radar a Betrib geholl ginn ass, nach 32 Leit bei engem Verkéiersaccident ém d'Liewe komm, esou waren et der 2019 (déi definitiv Zuele fir 2020 leien nach net vir) just nach 22. Noweislech ass d'Haaptursaach vu schwéieren Accidenter eng ze héich Vitess. Déi fix Radaren hunn dozou báigedroen, datt op eise Stroossen insgesamt méi lues gefuer gëtt. Dést ass awer net némmen op déi fix Radaren zeréckzeféieren, déi jo op an der Vergaangenhett besonnesch geféierleche Plazzen opgestallt goufen, mee genausou op déi reegelméisseg Kontrolle vun der Police an den Asaz vun de mobilien an de Chantiersradaren, esou datt e Chauffer elo émmer Gefor leeft kontrolléiert ze ginn, an net némmen do wou e fixe Radar steet. Och de Streckeradar, deen 2020 a Betrib geholl ginn ass, huet sain Deel dozou báigedroen. Par Rapport zum fixe Radar dee virdrun do stoung, sinn d'Infrastruktiounen beim Streckeradar nennswäert eroftgaangen.

Am November 2019 goufen am Kader vun der „mise à jour du plan stratégique national pour la réduction des accidents de la circulation par intervention sur l'infrastructure“ d'Stroossen op Verbesserungs-méiglechkeete vun der Infrastruktur op Basis vun der „accidentologie“ énnersicht. Hei goufe fir déi Tronçonen, wou Radaren opgestallt goufen, follend Feststellung gemaach:

Bei siwen Tronçonen, déi mat engem Radar équipiert sinn, huet sech d'Situatioun verbessert:

- CR101: Kopstal - Schoenfels (Diréndall)
- N12: Heiderscheidergrund - Heiderscheid
- N12: Wincrange - Asselborn (Emeschbaach)
- N13: Welfrange
- N14: Stegen
- N7: Hoscheid - Marnach (Dorscheiderhaischen)
- N8: Brouch - Reckange.

Op zwee Tronçon bleift d'Situatioun onverännert:

- N28: Oetrange - Bous (Pleitréng)
- N3: Hesperange - Frisange (Schlammesté).

Op engem Tronçon huet sech d'Situatioun verschlechtert:

- N5: Bascharage - Helfent (Niderterhaff).

Am Allgemengen ass festzestellen, dass op deene Strecke virun an hannert de Radaren, d'Radaren e positiven Afloss op d'Behuele vun den Automobilisten hunn. D'Radaren hunn noweislech als eng vu méi Moosnamen dozou báigedroen, fir d'Verkéierssécherheet op eise Stroossen ze verbesseren.

Wat elo d'Unzuel u geblätzte Gefierer pro fixe Radar ugeet, esou huet dës Zuel am Allgemengen eng falend Tendenz. D'Zuele gesi wéi folgt aus, woubäi awer ze bemierken ass, datt d'Mise en service vun engem neie Radar allgemeng net um Ufank vun engem Joer ass, wat natierlech d'Statistik vun dem éischté Joer beaflosst.

Nombre de véhicules flashés par année/mois inventorié selon la gravité de l'infraction

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la

Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3335 (18.12.2020) de **Mmes Octavie Modert et Diane Adehm (CSV)** concernant la **sonorisation du pavillon luxembourgeois à l'Expo 2020 Dubaï**:

An engem Interview mam Radio 100,7 vum 15. Dezember 2020 bedauert de Lëtzebuerger Komponist an Dirigent Gast Waltzing, datt d'Musek am Lëtzebuerger Pavillon fir d'Expo 2020 zu Dubai net vu Komponisten aus Lëtzebuerg kénnt. Tatsächlich gëtt de Lëtzebuerger Pavillon mat Kläng vum Berliner Kling Klang geféilt.

Och d'Federatioun vun de Lëtzebuerger Auteuren a Komponisten (FLAC) schwätzzt an engem Communiqué vun engem Affront géint déi Lëtzebuerger Komponisten.

Wéssend, datt de Pavillon op enger Weltausstellung en Aushängeschéld fir e Land duerstelt a besonnesch d'Méiglechkeet bitt, fir d'Kenne vu senge Kënschtler a Kulturschafenden ze weisen an ze promovéieren, gradsou wéi dat vun anere vu senge Secteuren an am Generelle vu senge Awunner, wéilte mir follgend Froen un d'Madamm Kulturministesch stellen:

- Aus wéi engem Grond si keng Komponisten, déi hei am Land wunnen, resp. Lëtzebuerger, déi am Ausland wunnen, fir d'Musek fir de Lëtzebuerger Pavillon op der Weltausstellung 2020 zu Dubai engagéiert ginn?

- Wat huet verhennert am Cahier des charges festzehalen, dass e Komponist aus Lëtzebuerg misst fir d'Museksstécker geholl ginn?

- Ass d'Regierung net och der Meenung, datt Lëtzebuerg ege Kënschtler huet, déi dës Missioun exzellent géife meeschteren?

- Mengt d'Regierung net och, datt Lëtzebuerg, bei esou engem groussen Evenement a wichtegem Optrag, am Ganze misst representéiert ginn? Dést am Generellen, mee och zemoools wann ee bedenk, datt eis Kënschtler duerch d'Pandemie scho leiden an de Kultursektor duerch déi aktuell Pandemie-situatioun staark beträff ass.

Question 3348 (19.12.2020) de **M. Fred Keup (ADR)** concernant l'**Expo 2020 à Dubaï**:

D'Weltausstellung zu Dubai ass ee Joer no hanne verluecht ginn. Um Internet ass Lëtzebuerg awer scho present. En Interview vum 15.12.2020 mam Gast Waltzing um Radio 100,7 iwwert d'Weltausstellung zu Dubai huet den Titel „Si mir net gutt genuch?“ Als Introductioun steet op der Internetsäit vum Radio 100,7: „Si mir net gutt genuch?“ Dës Fro stellt sech de Komponist an Dirigent Gast Waltzing am Kader vum Lëtzebuerger Pavillon fir d'Expo 2020 zu Dubai. Geféilt gëtt dee mat Kläng vum Berliner Kollektiv Kling Klang Klong. An deem Kader hätt ech e puer Froen un den Här Wirtschaftsminister, un d'Madamm Minister fir nohalteg Entwicklung an un d'Madamm Kulturminister.

1. Den Internetsite <http://www.luxembourgexpo2020dubai.lu> ass op Franséisch an Englesch. Firwat si grad dës Sproochen eraugesicht ginn a keng aner?

2. Ass de Minister net der Meenung, datt ee kéint am Kontext vun enger Weltausstellung, wou Lëtzebuerg sech virun der Welt virstellt, grad d'Eege-naarte vun eisem Land duerstellen, hei an désem Fall engersäits eis Lëtzebuerger Sprooch, an anersäits de Fakt, datt mir e Land mat enger Nationalsprooch, awer dräi Amtssprooche sinn?

3. Ass et virgesinn, de Site och op Lëtzebuergesch an Däitsch an eventuell anere Sproochen ze veréffentlechen?

4. Wéi wäert Lëtzebuerg seng Joerhonnerten al Geschicht am Pavillon zu Dubai virstellen?

5. Wat fir eng Roll wäert déi groussherzoglech Famill an der Duerstellung vun eisem Land zu Dubai spiller? Wéi gëtt si am Pavillon duergestallt?

6. Wéi wäert Lëtzebuerg seng typesch lëtzebuer-gesch Kultur zu Dubai virstellen?

7. Wéi e Stellewäert wäert eisen typesche Miseler Wäin op der Weltausstellung zu Dubai spiller? Wéi kënnen eis Wénzer dovu profitéieren?

8. Wéi e Stellewäert, wéi eng Platz am Pavillon a wéi eng Platz op der Dubai-Internetsäit vu Lëtzebuerg ass virgesi fir d'Kultur, an dat am Verglach zur Wirtschaft?

9. Op der Internetsäit sinn de Wirtschaftsministère an de Ministère fir nohalteg Entwicklung an Infrastruktur als Partner vermerkt. Wéi eng Roll spilt der Kulturministère fir d'Weltausstellung?

10. Wien huet déi wirtschaftlech Interessegemeinschaft (GIE), déi sech ém de Projet këmmert, zsummegestallt? Firwat ass do keng Persoun aus dem Kulturberäich vertrueden?

Wat elo méi speielli d'Kritik ugeet, déi am Interview mam Gast Waltzing ukléngt:

11. Énnert dem Titel „So who is Luxembourg?“ liest et sech op der Internetsäit, wéi wa Lëtzebuerg e Land wier, dat haapsächlich vun externen Afléiss lieft. Kee Wuert iwwer eis Eege-naarten, eis Dynastie, eis kathoulesch a weltlich Traditionen a Rituler, eis Nationalsprooch, d'Konscht an d'Literatur an eis Geschicht, also ganz wéineg iwwert eis Kultur, déi et trotz friemen Afléiss behalen huet. Wär net och bei der Gestaltung vun der Internetsäit den Apport vum Kulturministère wichtig gewiescht?

12. Lëtzebuerg gëtt zu Dubai am Pavillon musikalesch vertrueden vun engem Berliner Kollektiv, an net duerch Lëtzebuerger Komponisten. Sinn d'Ministren der Meenung, datt déi Lëtzebuerger Komponisten net gutt genuch sinn?

13. Wier et net méi logesch an och éierlech, op enger Weltausstellung, wou d'Land sech als Nation soll virstellen, och op national Komponisten zeréckzegräifen? Och fir eis Kulturschafend domat ze énnerstéten?

14. Wéi e Budget ass virgesi fir deen dote musikaleschen Optrag?

Réponse commune (15.01.2021) de **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, et de Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture**:

D'Theema vun der Weltausstellung 2020 zu Dubai ass „Connecting minds, creating the future“. De Lëtzebuerger Pavillon zu Dubai steet énnert dem Motto „Resourceful Luxembourg“. Et geet doréms fir Lëtzebuerg an all senge Facetten duerzestellen. Deemno ass d'Haaptzil vun der Szenografie vum Pavillon, fir esou vill Secteure wéi méiglech ze weisen a fir d'Promotioun vun den Atouche vun der Lëtzebuerger Wirtschaft bei engem internationale Public ze maachen. Dofir waren och Vertrieder vu ville verschiddene Secteure bedeelegt beim Ausschaffe vun deem, wat am Pavillon gewise gëtt.

An der Szenografie gëtt Lëtzebuerg a fénnef Kapitele beliicht, esou dass villes vun deem, wat déi Lëtzebuerger Eege-naarte sinn, kann duergstallt ginn. Dozou gehéieren nieft de wirtschaftlechen Aspektér och d'Monarchie, d'Méisproochegkeet an déi dräi offiziell Sproochen, d'Regiounen a Landschaften, d'Leit an d'Bezéilungen zu Europa an dem Rescht vun der Welt. An all dése Beräicher ginn déi Saache gewisen, déi Lëtzebuerg besonnesch auszeechnen. De Visiteur soll am Pavillon dat Lëtzebuerg vun haut kenneléieren an och dem Land seng Originne verstoen.

De Groupement d'intérêt économique (GIE), dee vum Wirtschaftsministère an d'Liewe geruff ginn ass, huert, wéi gesetzlech virgeschriften, eng europäesch Ausschreibung fir de Gesamtprojekt vum Pavillon gemaach, also och fir d'Szenografie. De Cahier de charges huet den Theema fir d'Szenografie virginn. De Gewënner vum Appel à candidatures ass de Lëtzebuerger Architektbüro Metaform, dee sech mat engem däitsche Prestataire, engem spezialiséierte Büro aus Däitschland, zsummegedoent huet, deen op esou Realisatiounen spezialiséiert ass an och international dofir bekannt ass.

Am Cahier de charges war net virgesinn, dass eng speziell Musek sollt komponéiert ginn. Awer beim Ausschaffe vun der Szenografie huet et sech erginn, dass nieft der visueller och eng akustesch Komponent nützlech wär, mat Geräischer an Hannergrondvertounung, fir d'Biller esou ze begleeden.

Well dës Hannergrondvertounung een integrale Bestanddeel vun der Szenografie ass, huet sech och den däitsche Prestataire drëms bekëmmert.

Dat ganzt Konzept fir d'Szenografie ass am Laf vum Joer 2019 am Kader vun de Préparatiounsaarbechte fir d'Konstruktoun an de Bannenausbau vum Pavillon ausgeschafft ginn an ass deemno och am Gesamtprojekt a-budget intégréiert. D'Expo sollt jo den 20. Oktober 2020 opmaachen, éier se wéinst der Covidkris verluecht ginn ass.

Well de GIE och de kulturelle Secteur vu Lëtzebuerg wollt promovéieren, ass schonn 2019 den OPL gefrot gi fir bei Filmsequenzen deelzehuelen, bei deenen och d'Hannergrondvertounung produzéiert sollt ginn. Esou gouf deem Ganzen eng wichteg duebel Lëtzebuerger Signature ginn: d'Sonorisation ass vum Lëtzebuerger Orchestre philharmonique énnert der Leedung vum renomméierte Lëtzebuerger Museker Gast Waltzing réalisiert ginn. Just d'Kompositioun selwer vun der Hannergrondvertounung ass effektiv net iwwert e Lëtzebuerger Komponist gemaach ginn, mee iwwert den däitsche Prestataire ausgeschafft ginn.

Doriwwer eraus ass déi allgemeng artistesch Presenz am Lëtzebuerger Pavillon weesentlech. De Comité de sélection artistique, dee vun der Generalkommisárin vum Lëtzebuerger Pavillon présidéiert gëtt, huet, zsumme mam GIE, e Kollektiv vun aacht Kënschtler selektionéiert fir eng artis-

tesch Presenz um Pavillon ze assuréieren. Mat der Énnertstzung vum Kulturministère a vum Focuna ass dése Kollektiv, an deem déi verschidde Kulturparten (Literatur, Danz, Theater, Konscht, Musék, Film, Design) representéiert sinn, amgaangen déi kulturelle Projeten ze realisiéieren, déi an den nächste Méint d'Diversitéit, d'Kreativitéit an d'Exzellenz vun der Lëtzebuerger Kulturzeen um Lëtzebuerger Pavillon énnert Beweis stelle wäerten. Dorénnner sinn och musikalesch Kreatioune vum Patrick Müller. D'Lëtzebuerger Kultur wäert dann och am Kader vun der Semaine culturelle um Lëtzebuerger Pavillon nach emol spezifesch en valeur gesat ginn.

D'Presenz an de Stellewäert vun der Lëtzebuerger Kultur hunn nach bis haut bei kenger Weltausstellung, wou de Grand-Duché derbäi war, esou e grosse Rôle gespielt ewéi bei der Expo zu Dubai.

Niewent der Konscht sollen och Lëtzebuerger Produiten am Pavillon zur Geltung kommen. Énnert anerem gëtt dofir am Restaurant vum Pavillon, dee „Schengen Lounge“ heescht, Muselwain zerwéiert an de Menü fir d'lesse wäert sech bei den typesche Lëtzebuerger Platen inspiréieren, déi an Zesummenaarbecht mat der EHTL - École d'Hôtellerie et de Tourisme du Luxembourg - ausgeschafft ginn.

Question 3336 (18.12.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)** concernant le « **Batterygate** » :

Après des plaignants aux États-Unis, en France et en Italie qui ont attaqué en justice la puissante multinationale ayant comme emblème la pomme pour avoir manipulé leurs smartphones sans en informer les détenteurs, Test Achats Belgique vient de porter plainte à son tour.

En effet la multinationale s'est vue reprocher d'avoir installé sur son modèle 6 en 2017 une fonction visant à allonger la durée de la batterie au prix de performances dégradées et ceci à l'insu des utilisateurs.

Ce « Batterygate » a déjà mené la pomme à verser cette année 500 millions de dollars à des plaignants américains.

En France, l'affaire a intéressé la direction générale de la concurrence et a mené à une transaction de l'ordre de 25 millions d'euros. En Italie, le dédommagement a atteint un montant de 10 millions d'euros.

- J'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Protection des consommateurs et de Monsieur le



Léisung a mécht den éffentlechen Transport fir dës Leit extrem oninteressant.

De Mobilitéitsministère huet eng Navett agefouert, déi bis op de Kierchbierg fier, wat ze begréissen ass. Laut mengen Informatiouen zirkuléiert dës Navette téscht 9.00 a 16.00 Auer awer leider just am Stonnentakt, wat de Besoine vun de Leit net gerecht gëtt.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechte stellen:

- Kann dës Navette téscht 9.00 a 16.00 Auer net op d'mannst am 30-Minuttentakt téscht der Rocade an dem Kierchbierg zirkuléieren?

- Wat sinn d'Alternative fir déi Leit, déi mam Bus aus de Gemenge südlech vun der Stad Lëtzebuerg wëllen an d'Stad fueren?

Réponse (21.01.2021) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

Am Kader vun der Reform vum RGTR Busnetz an dem Fuerplangwiessel vum 13. Dezember 2020 huet de Mobilitéitsministère, opgrond vu verschid denen Demanden, eng Buslinn agefouert, déi d'Passagéier déi aus dem Süde kommen, weider bis op de Kierchbierg bréngt. Selbstverständlech gëllt dat am émgedréite Wee och: Déi Leit, déi aus dem Oste kommen a séier an de Quartier Gare wëllen, hunn och d'Méiglechkeet, esou vum Pôle d'échange Luxexpo op d'Rocade ze kommen.

Mäin Departement vum Transport huet kuerz virun der Reorganisatioun vum 13. Dezember 2020 d'Initiativ ergraff, deene Leit, déi op der Rocade ukommen an op de Kierchbierg wëllen, dës Navett zur Verfügung ze stellen. Et ass de Moment als provisoesch Léisung unzugesinn, well d'Linn vun de Servicer vum RGTR exploitéert gëtt, mee awer den Territoire vun der Stad Lëtzebuerg bedéngt. Fir déi Leit, déi mam Bus aus de Gemenge südlech vun der Stad Lëtzebuerg wëllen an d'Stad fueren, sinn als Terminus jo haapsächlech d'Pôle d'échange Rocade, Gare Lëtzebuerg an Howald P&R Lux-Sud virgesinn.

Vu dass d'Navett haapsächlech geduecht ass, fir an de Spëtzestonnen téscht bénide Pôle d'échang en ze fueren, wou d'Nofro am gréisssten ass, gouf d'Kadenz ausserhalb vun de Spëtzestonne manner staark geplant, also just am Stonnentakt. Deplacementer um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg gi vun der AVL vu Luxtram assuréiert. Den Tram ass d'Alternativ, fir den Zentrum vun der Stad ze erreichen. Vum P&R Lux-Sud aus verbënnt d'Linn 5 vun der AVL de südlechen Deel vum Territoire vun der Stad mat der Uewerstad.

Question 3342 (18.12.2020) de MM. Mars Di Bartolomeo et Dan Biancalana (LSAP) concernant la liaison ferroviaire Luxembourg-Chine :

Il y a presque deux ans, la première liaison de fret ferroviaire directe Luxembourg-Chine a été lancée. Un convoi formé de 41 conteneurs avait quitté la plateforme multimodale de Dudelange/Betttembourg à destination de Chengdu (Province de Sichuan).

À cette occasion, les responsables des CFL et du Gouvernement avaient annoncé que cette nouvelle liaison devrait adopter un rythme hebdomadaire à partir de la mi-2019. Même si ce premier test a été concluant, une relation ferroviaire régulière n'a pas encore pu être mise en place.

En réponse à la question parlementaire n° 0818 du 20 juin 2019, Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics avait expliqué ces retards par le fait que le projet relevait surtout des négociations commerciales entre les CFL et leur partenaire chinois.

Par ailleurs, Monsieur le Ministre avait évoqué une concurrence directe entre les hubs logistiques de Dudelange/Betttembourg d'un côté et de Duisbourg et Hambourg d'un autre côté.

Or, force est de constater que le hub de Duisbourg accueille depuis 2019 entre 40 et 60 trains en provenance de la Chine et qu'entre-temps une autre liaison ferroviaire entre la Chine et Trilogiport de Liège a été établie.

- Comme le directeur général des CFL n'a pas évoqué la liaison avec la Chine dans une récente interview, nous aimeraisons savoir de Monsieur le Ministre si le projet de liaison ferroviaire reste toujours d'actualité.

Réponse (15.01.2021) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

La réponse à la question parlementaire n° 0818 en date du 20 juin 2019 mentionnait que la décision finale concernant le démarrage de nouvelles connexions ferroviaires entre les terminaux chinois et européens revient aux partenaires chinois qui eux seuls décident d'attribuer les subventions nécessaires à la viabilité de ces services.

Pour l'heure, les partenaires chinois n'ayant pas fait le choix de Luxembourg, les CFL se sont concentrés sur le développement de leur réseau intermodal européen, avec notamment le démarrage d'une connexion intermodale régulière sur Kiel (Allemagne) à raison de trois allers-retours par semaine depuis janvier 2020, ainsi que sur Rostock (Allemagne) à partir de janvier 2021 afin de connecter de manière régulière le Luxembourg à la Scandinavie. Par ailleurs, les CFL ont pour projet de mettre en place des connexions intermodales entre le Luxembourg et la Pologne d'une part, et la Hongrie d'autre part, d'ici fin 2021 à début 2022. Cela dépendra cependant de l'évolution de la crise sanitaire et de la demande du marché.

Le réseau européen ainsi complété permettra d'offrir indirectement la destination ferroviaire vers la Chine au départ de Luxembourg, puisque plusieurs de ces pays disposent de connexions régulières vers l'Asie.

Question 3344 (18.12.2020) de MM. Gusty Graas et André Bauler (DP) concernant les drones de l'armée luxembourgeoise :

D'Lëtzebuerger Arméi huet eng Rei Drone fir Observatiounen an Iwwerwaachungen a Krichsgebiddere ze maachen. Dés Drone si schonn agesat ginn, besonnesch am Mali.

A Kollaboratioun mat der Lëtzebuerger Arméi soll d'nächst Joer e Formatiounscenter fir d'Fléie vun esou Dronen am Mali installéiert ginn. Dësen Zenter gëtt och vu Lëtzebuerg finanzéiert.

An de Medie war weider ze liesen, dass nach zousätzlech Drone solle kaaft ginn.

Dofir wëlle mir follgend Froen un den Här Minister fir d'Verdeedegung stellen:

- Wéi vill Dronen huet d'Lëtzebuerger Arméi?
- Kann de Minister confirméieren, dass nach weider Drone fir d'Arméi solle kaf ginn?
- Wa jo, wéi vill a wéi eng Zort vun Drone solle kaf ginn?
- Gi mat deenen Drone reegelméisseg Formatiounen an Übung gemaach?
- Wa jo, op wéi engem Territoire?
- Wat sinn d'Krisegebiddere, wou d'Lëtzebuerger Arméi mat deenen Dronen aktiv ass?
- Wéi eng eethesch Prinzipien a Recommandatiounen zitt eis Arméi a Betruerch, ier et zum Asaz a Krisegebiddere kënnnt?
- Wou sollen dës Dronen an noer Zukunft nach agesat ginn?

Réponse (15.01.2021) de M. François Bausch, Ministre de la Défense :

Zanter dem 13. November 2020 setzt d'Lëtzebuerger Arméi Mikro- a Mini-Observatiunsdronen am Mali an, fir d'Europäesch Trainingsmissioun (EUTM Mali) ze énnerstëtzen. Dësen Asaz ass bis den 19. Juni 2022 geplant.

Allerdéngs ass am Géigesaz zu den Aussoen an der Ufro vun den honorablen Députéierte weeder ee Finanzement vu Lëtzebuerg nach eng Kollaboratioun mat der Lëtzebuerger Arméi virgesinn, fir e Formatiounscenter fir d'Fléie vun Dronen am Mali ze installéieren.

D'Asätz vun der Lëtzebuerger Arméi a Krisegebiddere fanne exklusiv am Kader vun enger Missioun énnert internationalem UNO-, EU- oder NATO-Mandat statt. An de jeeweilege Missiounen definéieren UNO, EU oder NATO „Rules of Engagement“, déi sech un d'internationale humanitaire Recht a Völkerrecht halen an déi d'Lëtzebuerger Arméi beim Asaz vun hiren Observatiunsdronen applizéiert.

D'Lëtzebuerger Arméi huet am Moment véier verschidden Zorte vu rengen Observatiunsdronen, déi weeder arméiert nach arméierbar sinn. Et handelt sech ém Dronen aus de Klasse Mikrotron mat 1,5 kg, Minidron mat 2 kg respektiv 7 kg souwéi Medium Taktesch Dron mat 75 kg Gesamtgewiicht.

Am Detail huet d'Arméi:

- an der Klass Mikrotron:
- 12 Dronen,
- an der Klass Minidron:
- 6 Systemer à 3 Drone vun 2 kg an
- 8 Systemer à 3 Drone vu 7 kg,
- an der Klass Medium Taktesch Dron:
- 2 Systemer à 2 Dronen.

Am Kader vun der Erneierung an der Modernisierung vun hire Kapazitéiten am ISR-Béräich (Intelligence, Surveillance, Reconnaissance) wäert d'Arméi hiren Dronepark weider ausbauen, ouni dass scho prezis Pläng bestinn.

D'Formatiounen an d'Übung fannen an dofir prédefinierte Loftrair zu Lëtzebuerg, an der Belsch, Holland a Spuenien statt.

Question 3345 (18.12.2020) de MM. André Bauler et Gusty Graas (DP) concernant la production de légumes :

Malgré le fait que la production de légumes au Luxembourg ne cesse de croître, elle semble rester une production de niche. Dans l'accord de coalition, le Gouvernement luxembourgeois a annoncé que la diversification de l'agriculture sera soutenue, notamment dans les domaines de la culture de légumes.

Dans ce contexte, nous aimeraisons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

- 1) Combien d'exploitations au Luxembourg produisent des légumes (salades, carottes, tomates, oignons, ail, asperges et autres) ?
- 2) Combien de ces exploitations sont issues de l'agriculture biologique ?
- 3) Combien cultivent de manière conventionnelle ?
- 4) De quels subsides peut profiter actuellement ce secteur ?
- 5) Des changements sont-ils prévus à ce niveau dans le plan stratégique pour la PAC 2021-2027 ?

Réponse (15.01.2021) de M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

ad 1) - 3)

Graphique I. Évolution de la surface de production et du nombre d'exploitations actives dans la production de légumes et de fraises de 1999 à 2019
(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Pour l'année 2020, un total de 88 exploitations agricoles ont indiqué dans leur déclaration de surface

un total de 177 hectares de production maraîchère. Parmi celles-ci figurent dix entreprises qui sont certifiées en agriculture biologique pour une surface de 27 hectares.

ad 4) La loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales prévoit un certain nombre de régimes d'aides accessibles au secteur maraîcher. Comme il a déjà été mentionné dans la réponse à la question parlementaire n° 1973 de Monsieur le Député André Bauler de 2020, les producteurs peuvent bénéficier des aides à l'investissement, de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et de la aide pour les primes d'assurance en relation avec les phénomènes climatiques défavorables. Comme déjà annoncé dans la même réponse, la prime pour les cultures maraîchères de plein champ a été augmentée sensiblement, de façon à inciter les producteurs à se lancer dans cette production. Les producteurs peuvent aussi bénéficier d'aides pour des modules de conseil. Les producteurs maraîchers qui remplissent les conditions, peuvent également bénéficier du régime d'aides pour l'installation des jeunes agriculteurs. Finalement une aide destinée au démarrage pour le développement des micro-exploitations, qui a été proposée dans le projet de modification de la loi précitée, devrait être intéressante aussi pour développer de nouvelles entreprises maraîchères qui jusqu'ici ne pouvaient guère bénéficier des autres régimes d'aide.

ad 5) Les travaux au niveau du plan stratégique sont en cours, il est donc encore trop tôt pour annoncer des conclusions de ces discussions.

Question 3353 (21.12.2020) de M. Sven Clement (Piraten) concernant l'évaluation et le contrôle de l'état de santé des assurés par le Contrôle médical de la sécurité sociale :

A menger Fro vum 26.10.2020 (N° 3043) huet de Sozialversicherungsminister erklärt, dass, esou wéi et am Code de la sécurité sociale virgesinn ass, néminnen op ausdrécklech Demande vum Patient eng Diagnos vum Kontrolldokter erstallt gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversicherung dës Froe stellen:

1. Ass garantéiert, datt, wann den Assuré esou eng Demande gestallt huet, en d'Diagnos vum CMSS kommunizéiert kritt, fir esou eventuell een zweeten Avis bei sengem eegenen Dokter kënnen unzefroen?
2. Sinn dem Minister Fäll bekannt, an deenen eng Diagnos festgehale gouf, ouni dass de Patient dës ausdrécklech gefrot hat?
3. Op wéi engem Wee ass virgesinn de Patient ze informéieren, falls de Kontrolldokter eng Aarbeits-onfægkeet (Incapacité de travail) feststellt?

Réponse (15.01.2021) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale :

ad 1. All Assuré, deen ufreet fir eng Diagnos vum Kontrolldokter erstallt a kommunizéiert ze kréien, kritt dës och matgedeelt.

ad 2. Esou e Fall ass net bekannt.

ad 3. Falls dem Assuré seng Aarbeits-onfægkeet weiderhi gerechtfäerdeg ass, kritt hien dat vum Kontrolldokter an der Sëtzung matgedeelt. De Code vun der sozialer Sécherheit gesäßt dofir awer keng spezifesch Prozedur vir.

Question 3356 (21.12.2020) de M. Fred Keup (ADR) concernant la carence en vitamine D :

Et ass schonns méi laang bekannt, dass iwwer 80 % vun den Awunner aus eisem Land e Manktem u Vitaminn D opweisen. Et sinn an de leschte Méint Studien erauskomm déi besoen, dass e Manktem u Vitaminn D zu engem méi schwéiere Verlaf bei engen Infektionen duerch de Coronavirus géift. Och wann de Vitaminn D net virum Virus selwer schützt an och keen Heilmittel ass géint de Virus, sou kann e Manktem awer schiedlech sinn an dat och net némmer am Hibleck op de Coronavirus, mee allgemeng.

Ech wollt dofir d'Madamm Gesondheetsminister froen:

1. Zénter e puer Joer gëtt bei Blutanalysen d'Analys vum Vitaminn D-Spigel net méi zeréckbezuelt. Wat waren d'Grénn fir dës Entscheidung?
2. Ginn et aktuell Zuelen zum Manktem u Vitaminn D an der Bevölkerung?
3. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass dëse Manktem allgemeng fir de gesondheetlechen Zoustand vun der Bevölkerung e Problem duerstell?
4. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass de Staat sollt agräifen, z. B. mat Sensibilisierungscampagnen, fir dem Manktem u Vitaminn D bei den Awunner entgéintziewieren?

Le saviez-vous ?

Enquête parlementaire

L'article 64 de la Constitution réserve à la Chambre le droit d'enquête qui lui confère la possibilité d'entendre des témoins et de consulter des experts pour réunir des éléments d'information sur une question d'intérêt public. La Chambre exerce ce droit par une commission formée en son sein. L'exercice du droit d'enquête est réglé par la loi du 27 février 2011 qui a abrogé l'ancienne loi du 18 avril 1911. La commission, ainsi que son président, peuvent prendre toutes les mesures d'instruction prévues par le Code de procédure pénale.

Groupe politique

Un groupe politique est une formation interne de la Chambre des Députés réunissant des membres de celle-ci d'après leurs affinités politiques. Pour être reconnu, un groupe politique doit comprendre au moins cinq membres. Chaque groupe politique désigne un président qui le représentera au sein de la Conférence des Présidents et se voit mettre à sa disposition des locaux et des crédits calculés sur base de sa représentation proportionnelle à la Chambre.



5. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass eng besser allgemeng Versurgung mat Vitamin D, grad elo an der Coronakris, eng Hëllef wier, bei schwéiere Krankheetsverleef am Fall vun enger Infektion?

Réponse (21.01.2021) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

Et ass effektiv esou, dass an de meeschten europäesche Länner d'Bevölkerung e relativ déiwen Taux u Vitamin D huet, woubäi d'Expertise sech net émmer eens sinn, wat dann elo een Taux ass, dee wierklech e Manktem duerstellt. Eng representativ Etüd bei Erwuessene vun 2015 zu Lëtzebuerg weist, dass 15,5 % vun der Bevölkerung eng „Deficiency“ u Vitamin D huet (manner wéi 25 nmol/L vun der Form 25-hydroxy-Vitamin D am Blut), 40,4 % hunn eng „Insuffisance“ (25-49 nmol/L), 27,1 % hunn een „inadequaten“ Niveau (50-74 nmol/L), a 17,1 % hunn een „desirabelen“ Niveau (75 nmol/L a méi). Wat dës eenzel Niveauen awer als Konsequenzen op d'Gesondheet hunn, ass net einfach ze soen, ausser fir Leit, déi kloer énnert 25 nmol/L leien, wou de Manktem dann Effekter op d'Muskelen an d'Schanken huet (Osteomalacie, Osteoporos...).

Déi selwecht Etüd huet och gewisen, dass de Problem besonnesch bei Leit festgestallt gouf déi fëmmen, iwergewiichteg sinn, reduzéiert Blutwäerter vun dem „gudde“ Cholesterol (HDL-Cholesterol) hunn, an och eng schlecht Meenung iwvert hiren eegene Gesondheetszustand hunn. De Manktem war och méi prononcéert bei Leit, déi keen Alkohol drénken, a Leit aus aneren europäesche Länner, déi zu Lëtzebuerg liewen.

Et gëtt aktuell eng Rei Publikatiounen, déi probiéieren e Rapport ze fannen zwëschent dem Manktem u Vitamin D an enger méi schwéierer Form vu Covid-19. Dës Etude sinn awer deelweis kontradiktoresch, sinn net émmer methodologesch richteg opbereet, a kommen dann och net émmer zum selwechte Resultat. Et ass och net kloer, ob zwëschent dem Vitamin D Mangel an dem schwéiere Verlaf vum Covid-19 e kausale Rapport besteet, oder ob de Vitamin D Mangel just een Indicateur ass, datt dës Leit eng allgemeng manner gutt Gesondheet hunn, an deemno méi vulnerabel sinn. An dësem Fall géif ee Supplement vu Vitamin D warscheinlech net wérken, well domat zwar en eenzelle Blutwäert korrigéiert géif ginn, den Allgemengzustand awer net domat verbessert wär.

Eng änlech Diskussiouen gouf et och schonns virun enger Rei Joren, wou behaapt gouf, dass Vitamin D Mangel d'Evolutioun vun der Hepatite C, an och vun aneren Infektionskrankheeten, schlecht beaflosse géif. No laangen Diskussiouone konnt dëst awer schlussendlech net bewise ginn.

Am Zesummenhang mam Covid-19 ass et aktuell net méiglech, eng definitiv Ausso ze maachen op Basis vun zolitte wëssenschaftlechen Erkenntnisser.

Et ass net richteg ze soen, datt d'Gesondheetskeess dës Blutanalys net méi zeréckbezielt. D'Prise en charge vun de Vitamin D-Dosagé gëtt awer effektiv net méi systematesch iwwerholl, mä ass u verschidde Konditiounen gebonnen, déi opgrond vun de Recommandatioun vum Conseil scientifique iwwer d'Supplementation an den Dosage vun der Vitamin D festgehale gi sinn.

Vitamin D kann duerch d'lessen opgeholl ginn, mee gëtt haaptsächlech och vum Kierper selwer produzéiert, wann ee sech dem Sonnenlicht aussetzt. Eng gesond Liewensweis ass dofir essentiell (lessen, net fëmmen, normaalt Kierpergewiicht halen...) a gëtt och schonns sät Jore vun der Direction vun der Santé geférdert, z. B. am Programm „Gesond iessen, Méi bewegen“.

Referenz:
Prevalence and correlates of Vitamin D deficiency and insufficiency in Luxembourg Adults: evidence from the observation of cardiovascular risk factors (ORISCAV-LUX) study. A. Alkerwi, N. Sauvageot, G. Gilson and S. Stranges. Nutrients 2015; 7:6780-96.

poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de la Famille :

- Mesdames les Ministres peuvent-elles nous expliquer qui devra consentir à la vaccination de personnes incapables d'exprimer leur consentement (personnes démentes, etc.) ? Qu'en est-il plus particulièrement des personnes sans famille ou autre personne de confiance déclarée ?

- Alors que le Gouvernement a déclaré tous azimuts que la vaccination devrait se faire sur une base volontaire, est-ce que les résidents de structures d'accueil et d'hébergement qui hésitent à se faire vacciner/souhaitent attendre n'ont pas à craindre d'être discriminés pour cette raison ? Le Gouvernement peut-il exclure que les résidents précités soient isolés au sein des établissements en question ou pire être invités à déguerpir ?

Réponse commune (22.01.2021) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration :

- C'est le médecin traitant de la personne concernée qui pose l'indication de vaccination et qui recueille le consentement éclairé du patient. Le personnel soignant qui réalise l'injection agit sur prescription médicale.

Lorsqu'une personne est dans l'incapacité de manifester sa volonté, le médecin fait appel à une personne de confiance afin d'établir la volonté présumée de la personne concernée. Lorsqu'aucune personne de confiance n'a été déterminée, le médecin peut avoir recours à une autre personne susceptible de connaître l'opinion du résident. Cette procédure est conforme à l'article 11 de la loi modifiée du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient⁷.

Un résident qui ne dispose plus de toutes ses facultés permettant une gestion de ses affaires financières et qui est placé de ce fait sous curatelle ou sous tutelle, mais qui peut néanmoins encore exprimer son avis quant à une vaccination, prend lui-même cette décision après avoir reçu une information adaptée à son état. Cette procédure est conforme à l'article 14 (2) de la loi du 24 juillet 2014⁸.

Le consentement écrit du résident à se faire vacciner n'est pas nécessaire ; en conformité avec l'article 8 (8) de la loi du 24 juillet 2014 le consentement peut être tacite⁹.

Il est à noter que cette procédure n'est pas spécifique à la vaccination contre la Covid-19, mais qu'elle est appliquée lors des campagnes de vaccination annuelles contre la grippe saisonnière ou le pneumocoque.

- Les résidents des structures d'hébergement pour personnes âgées ont la possibilité de se faire vacciner prioritairement. La campagne de vaccination dans les 52 structures d'hébergement pour personnes âgées a débuté le 6 janvier 2021 ; des équipes mobiles se déplacent dans les maisons de soins et dans les CIPA afin de donner à tous les résidents la possibilité de se faire vacciner.

La vaccination est facultative. Si un résident d'une structure pour personnes âgées ne souhaite pas être vacciné lors de la campagne qui vient de débuter, il ne sera réinvité à se faire vacciner qu'à la fin de la campagne de vaccination.

L'organisation d'une mission de vaccination au sein d'une structure d'hébergement pour personnes âgées prévoit que, dix jours avant la date prévue de la vaccination, la liste des personnes pouvant être vaccinées est transmise à la cellule de coordination par la direction de la structure concernée.

Pour les personnes qui ne seraient pas recensées sur cette liste parce que nouvellement entrées dans la structure ou rentrées d'une hospitalisation après la date butoir, la direction de la structure pourra transmettre les coordonnées de ces personnes jusqu'à au plus tard deux jours avant la date prévue pour la vaccination. Au-delà de ce délai, l'ajout de nouvelles personnes à vacciner sera

⁷ Article 11 : « De la volonté du patient hors d'état de manifester sa volonté. (1) Si le patient est, de façon temporaire ou permanente, hors d'état de manifester sa volonté, le prestataire de soins de santé cherche à établir sa volonté présumée. Dans le cadre de l'établissement de cette volonté, le professionnel de santé fait appel à la personne de confiance éventuellement désignée conformément à l'article 12 ci-après. Il peut faire appel à toute autre personne susceptible de connaître la volonté du patient. (...) »

⁸ Article 14 (2) : « Sans préjudice de ce qui précède en ce qui concerne le consentement du tuteur, du curateur ou de la personne spécialement désignée pour agir dans l'intérêt du patient, le patient sous régime de protection est associé à l'exercice de ses droits suivant sa capacité de compréhension et reçoit une information adaptée à son état. Son consentement personnel est recherché dans la mesure du possible. »

⁹ Article 8 (8) : « Le consentement ou le refus de consentir du patient est en principe donné de façon expresse. Le consentement peut être tacite lorsque le professionnel de santé, après avoir adéquatement informé le patient, peut raisonnablement déduire du comportement de ce dernier qu'il consent aux soins de santé conseillés. (...) »

soumis à l'accord du médecin-fonctionnaire chef d'équipe, le jour de la vaccination.

Question 3361 (23.12.2020) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant la stratégie de vaccination contre la Covid-19 :

Déi däitsch Bundesregierung huet rezent eng detailiéiert Impfstrategie public gemaach, wou preziséiert gëtt, wéi eng Personen - nodeems en Impfstoff verfügbar ass - elo als éischt solle geimpft ginn. D'Bundesregierung huet sech egeenem Aussoen no, wat dës Strategie ueget, zu 99 Prozent un d'Virgaben an Empfehlunge vun der „Ständigen Impfkommision“ (STIKO) gehalen.

Um Site vun der Santé kann een aktuell (Stand 21. Dezember 2020) follgend Informatiounen fannen:

„Die Fachkräfte des Gesundheitswesens und das in Krankenhäusern und Altenheimen tätige Personal gehören zu denjenigen, die am stärksten gefährdet sind, Covid-19 ausgesetzt zu werden, und verdienen daher besondere Beachtung und speziellen Schutz, auch um einen ‚sanitären Gürtel‘ um die in ihrer Obhut befindlichen infizierten Personen zu bilden.

Ebenso werden Personen, die in Altenheimen leben, vorrangig geimpft. In der Tat sind das Alter und das Vorhandensein von Komorbiditäten nicht zu vernachlässigende Risikofaktoren.

Über die Priorisierung anderer Personenkategorien wird zu einem späteren Zeitpunkt entschieden, je nach Verfügbarkeit zusätzlicher Impfstoffdosen.“

E Méindeg (22.12.) war dann an der Press ze liesen, datt de Premierminister bekannt ginn huet, datt elo an enger éischter Phas emol dat medezinnesch Personal geimpft soll ginn. Vum 30. Dezember u soll dann och d'Personal an de Fleegeheemer geimpft ginn. Déi meescht europäesch Länner prioritserien an hirer Impfstrategie dann och déi eeler Leit.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Goufen am Kader vun der Impfstrategie vun der Regierung déi eenzel Persounegruppen, déi elo solle prioritär geimpft ginn, schonn informéiert?

2. An enger éischter Phas soll d'Personal vun de Gesondheets- a Fleegeariichtunge geimpft ginn: Huet d'Regierung dorriwwer eraus schonn e Konzept ausgeschafft, wéi eng Persounegruppen duerno prioritär solle geimpft ginn?

3. Wa jo, wéi gesäßt dëst Konzept konkreet aus an a wéi engem zäitleche Kader können déi betraffe Persounegruppen domat rechnen, informéiert ze ginn?

4. De Gesondheetsministère weist jo besonnesch drop hin, datt grad déi eeler Leit prioritär geimpft solle ginn. Ewéi de Premierminister elo awer bekannt ginn huet, sollen elo mol prioritär aner Persounegruppe geimpft ginn. Huet dës Verzögerung vun der Impfung bei eelere Leit als Grond, datt deen zu Lëtzebuerg zougeloosseen Impfstoff iwwerhaapt net an der néideger Quantitéit verfügbar ass?

5. Huet dës Verzögerung vun der Impfung bei eelere Leit net och als Grond, datt den Impfstoff iwwerhaapt nach net un der Persounegrupp vun den eelere Leit getest gouf? Wéi wär et an deem Kontext ze veräntwerten, datt eis eeler Leit zu engem spéideren Zäitpunkt mat engem Impfstoff solle geimpft ginn, iwwert deen et bis dato am Hibleck op d'Uwendung op eeler Persounegruppen nach iwwerhaapt keng Erkenntnisser ginn?

6. Wann dëst net de Fall ass: Wéi eng Erkenntnisser hunn sech aus deenen Tester, wat d'Sécherheit vum Impfstoff op déi eeler Leit ueget, erginn?

Réponse (22.01.2021) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

Fir méi detailliéiert Informatiounen iwwert d'Impfstrategie erlabe mir eis op déi rezent parlamentaresch Ufroen, déi gestallt a beantwert goufen, ze verweiseen, z. B. d'Froen Nr. 3219, 3297, 3357, 3364, 3373, 3381, 3412, 3443, 3447, 3451 an 3473.

ad 1. D'Persounegruppen, déi op Basis vun der éischter Phas vun der Impfstrategie prioritär geimpft ginn, sinn och dorriwwer informéiert ginn.

ad 2. D'Regierung huet schonns festgehalen, wien an der éischter Phas vun der Impfung prioritär soll geimpft ginn. Et sinn an deem Séenn véier Kategorien vun Leit festgehale ginn:

- d'Gesondheetsberuffler an d'Personal aus de Spideeler;
- déi liberal Gesondheetsberuffler;
- d'Personal aus den Altersheemer souwéi d'Personal vun de Réseaux d'aide et de soins;
- d'Residenten aus den Altersheemer.

D'Regierung huet och schonns eng éischt Proposition gemaach fir déi nächst Impfphasen. Dës Proposition ass vun der Gesondheetsministesch an der Chamber am Kader vun der Heure d'actualité

den 8. Januar presentéiert ginn. Et gëtt awer nach op den Avis vun der Commission nationale d'éthique (CNE) gewaart, ier dës nächst Phasen definitiv vum Regierungsrat festgehale ginn.

ad 3. De geneeën zäitleche Kader fir dës nächst Phasen ass schwéier ze bestëmmen, well dést vun der Liwwerung vun den autoriséierte Vaccinen ofhänkt an och vun eventuell neien Zouloossunge vu weideren Impfstoffer.

ad 4. Wéi schonns preziséiert, ginn och déi eeler Leit prioritär geimpft wa si an Alters- a Fleegeheimer wunner. Aner eeler Leit wäerten esou schnell wéi méiglech wann d'Impfstoffer bis disponibel sinn och un d'Rei kommen.

ad 5. Un den Etüden, déi fir d'Zouloossunge vun den Impfstoffer genutzt goufen, hu Leit bis zu 85 Joer participéiert. Entre-temps goufen och schonns mat dësen Impfstoffer ganz vill eeler Leit a verschidde Länner geimpft, z. B. a Grossbritannien oder an Israel. Et bestinn dowéinst gutt Erfahrungswärter fir dës Impfstoffer bei eelere Leit.

ad 6. Op Basis vun de rezenten Erfarunge vu Leit, déi och a verschidde Länner geimpft gi sinn an op Basis vun den Etüden an och de verschidde Länner, kann ee soen, dass den Impfstoff sécher ass bei eelere Persounen, ausser si wiere ganz gebréechlech an hätte schwéier Virerkrankungen.

Question 3362 (23.12.2020) de Mme Martine Hansen et M. Claude Wiseler (CSV) concernant le report de traitements à cause d'une infection Covid-19 :

E positive PCR-Test féiert zwangsleefeg zu enger Quarantän. Déi meescht Patiente ginn no enger Ustiechung mam Covid-19 erém ganz gesond a sinn och deemno net méi positiv. An e puer seelene Fäll kann et awer esouguer no der Geneesung erém zu engem positiven Testresultat kommen. Esou weist de Robert-Koch-Institut (RKI) an engem Communiqué vum 30. November 2020 op senger Internetsäit rki.de mam Titel „Hinweise zur Testung von Patienten auf Infektion mit dem neuartigen Coronavirus Sars-CoV-2“ drop hin, dass en Infiziereten nach Wochen nodeems seng Symptome ausgebrach sinn, positiv getest ka ginn. Den RKI beseet weiderhin „dass diese positiven RT-PCR-Ergebnisse bei konvaleszenten Patienten nicht zwingend mit Kontagiosität gleichzusetzen sind, wurde mehrfach gezeigt, zum einen durch die parallele Durchführung von PCR und Virusanzucht und zum anderen durch eine großangelegte Studie des koreanischen CDC, die unter anderem Kontaktpersonen von gesunden Patienten mit erneut positiver PCR untersuchte.“

Tageblatt.lu bericht an engem Artikel vum 22. Dezember 2020 vun engem Fall, an deem eng Persoun dréngend eng Daarmspigelung an engem Spidol misst gemaach kréien. Dës Koloskopie hätt missen Enn Oktober gemaach ginn, mee opgrond vun enger Ustiechung mam Covid-19 konnt dës net stattfannen. D'Persoun ass a Quarantän gaange bis de 7. November, se ass dono erém schaffe gaangen an d'Koloskopie ass op den 11. Dezember verréckelt ginn. Zwee Deeg virun der Daarmspigelung huet dës Persoun erém missen e Covid-19-Test maachen, deen erém oder nach émmer positiv ausgefall ass. De Rendez-vous vun der Koloskopie ass doropshi vum Spidol ofgesot ginn an op Mëtt Januar verluecht ginn. D'Persoun muss zwee Deeg virdrun erém en Test maachen, am Fall wou deen erém positiv wier, kéint d'Persoun dann erém net énnersicht ginn.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Minister fir Gesondheet stellen:

- Kann d'Regierung dëse Fall bestätigen, wou Persounen, déi dréngend e Service an der Klinik misst gemaach kréien, dëse refuséiert kréien opgrond vun engem positive PCR-Test, och wann d'Quarantän schonns Wochen oder Méint zeréckläit?

- Huet d'Regierung Kenntnis geholl vun den Studien, déi bewisen, datt eng Persoun, nach relativ laang dono kann e positiv Test opweisen an datt dëst net forcement heescht datt déi Persoun nach ustiechend ass?

Déi besote Persoun krut anscheinend vum Gesondheetsministère gesot, se sollt sech beim Service des plaigntes mellen oder am beschte mam concernéierte Spidol schwätzen.

- Wéi oft huet de Service des plaigntes vum Gesondheetsministère schonns esou Fäll traitéiert?

- Wat gëtt an deem Fall, wou eng Persoun, déi (nach émmer) e positiven Test opweist, an déi awer dréngend op eng Analys oder en Agréff am Spidol ugewisen ass, gemaach?

Réponse (22.01.2021) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :



Eng Etüd¹⁰ bei jonke Leit, a gudder allgemenger Gesondheet, a mat liichte Covid-19-Symptome, huet gewisen, dass am Duerchschnëtt e PCR-Test bis zu 20 Deeg positiv bleie kann. Allgemeng geet een doven aus, dass d'Leit no maximal zéng Deeg net méi ustiechend sinn, dofir huet d'Lëtzburger Gesetz jo d'Dauer vum normalen Isolement op zéng Deeg festgeluecht. De Conseil supérieur des maladies infectieuses recommandéiert, dass een um Enn vun der Isolementsperiod keen neie PCR-Test maache soll, ebe grad well deen nach positiv ka sinn, obwuel keng Ustiechungsgeförméier besteeht. Eng rezent hollännesch Etüd¹¹ beweist, dass d'Leit am Duerchschnëtt no aacht Deeg kee Virus méi ausscheeden, a confirméiert domat eis Approche fir den Isolement ze limitiéieren.

Et gëtt awer wéi émmer an der Medezin Ausnamen, z. B. wann de Patient no zéng Deeg nach Symptome huet.

Do gëtt ugeroden, dass de Patient da Récksprooch mat sengem Dokter hëlt, fir ze decidéieren, wéi ee weider virgoe soll.

D'Direktioun vun der Santé recommandéiert ee PCR-Test ze maachen ier eng Persoun stationär an e Spidol opgeholl gëtt, si recommandéiert net een Test ze maache fir just eng Énnersichung, wéi z. B. eng Daarmspigelung. D'Spideeler sinn natierlech fräi fir weider Mesuren ze huelen, wa si déi fir néideg fannen. Si hu schlussendlech d'Responsabilitéit fir d'Sécherheit vun hire Patienten.

An deem Senn ass ganz kloer, dass et fir e Spidol wichteg ass ze wëssen, wéi ee Patient eventuell ustiechend ass, fir säi Personal an och aner Patiente zu schützen. Et ass awer och esou, dass eng dréngend Énnersichung oder eng Hospitalisation ni däerf verluecht ginn, wa si da wierklich dréngend ass. Et ginn all Dag esou Patiente mat Covid-19 a de Spideeler opgeholl (z. B. no Accidenter, oder bei Hærzinfarkt, etc.), mat deenen néidege Virsichtsmosssnamen (Isolement, Mask etc...), déi sech imposéieren.

D'Regierung kann an dësem Eenzelfall natierlech keng Ausso maachen iwwert de Grad vun Drénglechkeet, deen hei virlouch. Dëst ze beurteilen ass d'Responsabilitéit vum Dokter, dee gegeebefalls mat dem Dokter, deen Prescriptioun vum der Énnersichung gemaach huet, Récksprooch huele muss.

Question 3363 (23.12.2020) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant la fermeture du secteur Horeca :

An engem RTL-Interview vu Mëtt Dezember huet den Här Mëttelstandsminister op d'Fro hin, firwat d'Regierung decidéiert huet, den Horesca-Secteur ganz zouzemaachen, Follgendes geäntwert:

«La fermeture décidée par le Gouvernement n'est pas aléatoire, il y avait des raisons bien précises.»

Fir vill Leit - net némmen aus dem Horesca-Secteur - war dës Decisioun allerdéngs net novezollzéien. Den RTL huet iwwerdeems den 8. Dezember en Artikel veréffentlech mat follgendem Inhalt:

„Oppe Restauranten a Cafén hu keen negativen Effekt op d'Infektionszuelen. Au contraire géif oppe Restauranten d'Zuel vun den Infektionen weider erofdrécken. Dat ass d'Conclusion vum hollänneschen Institut fir éffentlech Gesondheet. Dës baséiert virop der Observatioun, dass de Reproduktiounstaux erém an d'Lucht gaangen ass, wéi d'Restauranten hir Dieren hu missen zouzamaachen.“

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Mëttelstandsminister:

1. Kann den Här Minister preziséieren, wat déi „raisons bien précises“ geneé sinn a wéini dës geneé veréffentlech goufen?

2. Goufen d'Leit aus dem Horesca-Secteur iwwert déi „raisons bien précises“ informéiert? Wa jo, wéini an iwwert wéi e Medium?

3. Wann nee, wéi ass et an den Ae vun der Regierung ze veräntwerten, datt e ganzen Aarbechts-a Gesellschaftsberäich, deen elo mat finanziellen an existentielle Suerge konfrontéiert ass, net eemol iwwert d'Noutwennegkeet vun däer Decisioun informéiert gouf?

4. Ass der Regierung déi uewe genannten hollännesch Etüd bekannt?

5. Wa jo, firwat goufen d'Conclusion vun dëser Etüd net iwwerpréift, respektiv zeréckbehalten?

Réponse (20.01.2021) de M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes :

¹⁰ Duration of Sars-CoV-2 detection in Israel Defense Forces soldéiers with mild Covid-19. T Tamly et al. J Med Virol 2021; 93(2): 609-10

¹¹ Duration and key determinants of infectious virus shedding in hospitalized patients with coronavirus disease-2019 (COVID-19). JJA van Kampen et al. Nature Communications 2021; 12, 267, published January 11, 2021

Am Géigesaz zum klassischen Handel müssen d'Clienten hire Mask ausdoen, wann si an engem Restaurant wëllen iessen. Ouni Mask sinn d'Leit dem Virus zwangsleefeg méi exposéiert wéi mat Mask.

Bei der Entwicklung vum Reproduktiounstaux ass ze bemerken, dass den Effekt vun enger neier Mesure net direkt ze moossen ass, mä an der Zäit decaléiert ass. Dëst ass é. a. bedéngt duerch d'Inkubatiounszäit vum Virus. Déi nei Moosnamen hunn awer, op d'mannst zum Deel, déi erhoffte Resultater erreecht an de Reproduktiounstaux ass zanter dem Akraafftrie vun den neie Mesuré wéitlerweil zeréckgaangen.

A Saachen Etude kann d'Regierung dem honorablen Députéierten Engelen versécheren, dass all disponibel Etüd mat deem néidege Sérieux analyséiert gëtt an dass zu all Moment probéiert gëtt, déi adequat Mesuren anzeleeden, fir d'Allgemeng-wel beschtméiglechst ze schützen.

Question 3366 (24.12.2020) de MM. Laurent Mosar et Gilles Roth (CSV) concernant les décisions de blocage de transactions financières sur ordre de la Cellule de renseignement financier (CRF) :

Plusieurs personnes nous ont fait part de leur dé-sarroi face au blocage de leurs transactions financières par la CRF. Même si ces blocages font partie de l'arsenal à disposition de la CRF, leur utilisation devrait rester exceptionnelle et ne pas impacter le citoyen lambda intégrale. Si les rapports annuels de la CRF fournissent des informations quantitatives sur le nombre de blocages ordonnés, aucune information n'est fournie sur la qualité des blocages opérés, i. e. des blocages injustifiés.

Au vu de ce qui précède, nous aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Finances et du Budget :

- Madame et Monsieur les Ministres disposent-ils d'informations sur d'éventuels ordres de blocage donnés de manière injustifiée par la CRF ?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils exclure que des transactions des personnes à la moralité irréprochable aient récemment été bloquées ? Y a-t-il éventuellement eu un bug au niveau du traitement des informations reçues par la CRF ?

- La responsabilité de l'État pourrait-elle être engagée si des blocages d'opérations financières ordonnées par la CRF avaient causés des dommages aux personnes concernées ?

- Les personnes en question ont-elles accès aux informations les concernant traitées par la CRF conformément aux règles et principes généraux applicables en matière de protection des données à caractère personnel ?

Réponse (22.01.2021) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice :

- Les ordres de blocage de la CRF peuvent faire l'objet d'un recours devant la Chambre du conseil, conformément à l'article 9-3 de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme. Comme ces recours sont introduits directement, par requête, auprès de la Chambre du conseil, la CRF ne tient pas de statistiques détaillées au sujet des recours contre les décisions de blocage. D'une façon générale, il apparaît que la grande majorité des blocages ordonnés par la CRF sont confirmés par la Chambre du conseil. Lorsque la Chambre du conseil déclare le recours fondé, elle ordonne une mainlevée de l'ordre de blocage.

- Il n'y a pas eu de bogue au niveau du traitement des informations reçues par la CRF. Dans certains cas, la CRF ordonne un blocage pour empêcher une infraction tentée de se consommer. Ainsi la CRF a bloqué le transfert de fonds liés à des cas de fraude dite « au président » ou encore le transfert de fonds de victimes d'un abus de faiblesse pour empêcher que les fonds ne se transforment en produit d'une infraction dès leur remise. Il convient de rajouter que les transferts vers des juridictions lointaines sont en général irréversibles, puisque les auteurs des fraudes ou leurs complices prélevent les fonds dès leur réception. Par ailleurs, le blocage d'opérations ou de comptes d'une victime est en général partiel et ne vise que les transactions en lien avec la tentative de fraude. Par ailleurs, la CRF ordonne immédiatement la mainlevée de la mesure si l'analyse de la CRF ou les enquêtes diligentées par le parquet ne confirment pas le soupçon initial ou que la victime révoque l'ordre litigieux.

- La loi du 1^{er} septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'Etat et des collectivités publiques

règle la question de tout dommage causé par le fonctionnement défectueux de leurs services, tant administratif que judiciaire, sous réserve de l'autorité de la chose jugée.

- La CRF répond à toutes les demandes d'information reçues des personnes concernées. Le délégué à la protection des données vérifie systématiquement si le traitement des données remplissait bien les conditions fixées par la loi.

Question 3380 (05.01.2021) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant la helpline du large scale testing :

Nodeems et ufänglech eng Rei Diskussioune gi war, well een net direkt e Rendez-vous fir e Large-Scale-Test (LST) konnt iwwer Telefon ausmaache mee just iwwer de Site www.covidtesting.lu, ass dës Méiglechkeet dono ageriicht ginn an d'Leit konnte sech op der Helpline melle fir hire Rendez-vous fir en Test festzeleeën.

Mir gouf elo rezent awer e puermol rapportéiert, datt et am Moment bal onméiglech wier, e Rendez-vous iwwer d'Helpline ze kréien, well entweeder dauernd all d'Telefonslinne besat sinn oder ee gesot kritt et géif een zeréckgeruff kréien, wat dann awer net de Fall ass. Et muss een also feststellen, datt Leit, déi keen Internetuschloss hunn oder net esou bewandert an den neie Medie sinn, nach émmer benodeelegt si wat den LST ugeet.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un d'Madamm Minister fir Gesondheet stellen:

1. Ginn et am Moment Problemer mat der Helpline vum LST?

2. Wa jo, wéi eng?

3. Wann nee, wéi erklärert d'Madamm Minister sech déi uewe beschriwwen Informatiounen?

4. Wat ass an de leschte Méint konkreet geschitt, fir och de Leit ouni Internetzougang e gudden Accès zum LST an och anere covidrelevanten Informatiounen ze garantéieren?

5. Wat ass an dësem Kontext geplangt, fir d'Rendez-vous fir d'Impfung géint de Covid-19?

Réponse (20.01.2021) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

Am Kader vum Large-Scale-Testing 2 (zénter dem 16. September) ass d'Helpline elo 7 Deeg op 7 vun 8.00 bis 19.00 Auer op. Tëschent dem 16. September an dem 31. Dezember hunn eis Agenten do 147.018 Appeller krut. Vun all dësen Appeller konnten némmen 2.833 net ugeholl ginn. Domat hu mir e ganz héijen Taux de réponse vun 98,7 %.

Am Duerchschnëtt huet et némmen néng Sekonne gedauert, bis en Appell ugeholl ginn ass.

Aus dëser Analys schléissee mir, datt et kee prinzipielle Problem zwéischent der Zuel vun Agenten an der Quantitéit vun Uriff gëtt.

Och de qualitative Feedback, deen d'Leit no dem Uriff kënnen hannerloessen, ass ganz positiv mat enger Moyenne vun 3,68 op e Maximum vu 4.

Mir wéssen allerdéngs och, datt eng Rei Leit verschidden aner Nummeren uruffen, fir Froen iwwert de Large-Scale-Testing ze stellen, oder fir ze probéieren nach e Rendez-vous ze kréien, obwuel déi gewünschte Kalennerplagen net méi disponibel sinn. Sou kritt den Helpdesk vum guichet.lu reegelméisseg Uriff zu deem Theema, ewéi och aner covidrelevant Hotlinen. Dat kann zu Confusioen a Frustration féieren. Mir probéieren dofir, déi rich-teg Nummer esouwält ewéi méiglech an de Virderrond ze setzen (op der Websäit, op der Invitatoun, op der Confirmation etc.), fir d'Leit richteg ze orientéieren.

An 58,8 % vun allen Uriff geet et ém eng Hélléf fir e RDV ze huelen oder ze verleeeën, oder eng Confirmation nach emol geschéckzt ze kréien. Fir ganz vill vun dëse Leit maachen d'Agenten de RDV dann direkt am System, well dës Leit dat net selwer kënnen oder wëllen. D'Leit kréien dann d'Confirmation per Post heemgeschéckt. Leit ouni Internetaccès oder den néidege Kenntnisser sinn also do net benodeelegt.

Wat d'Informatiounen ugeet, esou notzt d'Direction vun der Santé all disponibel Kommunikatiounskanal, fir der Bevölkerung Informatiounen zur Verfügung ze stellen. Dat geet vun der Press bis zu Informatiounsblieder vum Typ „toutes-boîtes“. Natierlech besteet och nach émmer eng Hotline fir generell Covid-19-Froen.

Fir d'Impfung besteht och e Reservatiounssystem iwwer Internet, wou een op Invitatoun kann eng Plage-horaire reservéieren. Et wäert och kuerzfristeg eng speziell Hotline fir d'Impfung ginn.

Question urgente 4649 (12.07.2021) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant les tests PCR pour les voyages en avion :

Vill Leit, déi kuerzfristeg mam Fliger verreese wëllen, hunn am Moment Problemer, fir mat Zäit en entspreechenden Antigen- oder PCR-Test ze kréien. Dëst, well d'Apdikten, d'Laboen an och déi entspreechend Teststatoun no der Erfahrung un hir Kapazitéitsgrenz stoussen, während gläichzäiteg eng Rei informatesch Problemer optrieden, déi d'Veraarbechtung vun der Demande nach méi schwéier machen. Wa kee gélégéen Test virläit, bleibt de Leit näischts anesch iwwreg, wéi de Fluch ofzesoen.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesondheetsminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister dës Informatiounen confirméieren? Wa jo, wéi gedenkt si dorop ze reagéieren?

2. Wéi eng Reegèle gëllen um Fluchhafen bis de 14. September 2021 an der Hypothees, datt déi aktuell Propositioone vun der Regierung esou vun der Chamber akzeptéiert ginn an als Gesetz gestëmmt ginn? Gëtt d'Regierung eng kloer Instruktoun eraus, an däi all Leit, déi wëlle mam Fliger reessen, genee gesinn, wéi eng Zertifikater oder Tester si brauchen an a wéi enger Form si déi musse kënnen dokumentéieren?

3. No mengen Informatiounen ass et och scho vir-komm, datt eng iresch Lowcost Airline Passagéier de Fluch vum Findel aus verweigert huet, well si net geimpft waren. Sinn d'Dispositiounen vum 3G fir d'Fluchgesellschaften am Senn vun enger Maximal-restriktoun gesetzlech verflächent, oder dierfen si dorriwwer eraus nach eegen, zousätzlech Aschränkunge fixéieren?

Réponse (13.07.2021) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

ad 1. Am Kader vum Large-Scale-Testing, wou een einfach ee Rendez-vous online fir fréistens den nächsten Dag buche kann, waren déi lescht zwou Wochen nach all Dag Rendez-vous fräi. Verschieden Drive-in wéi den Howald oder Bouillon si besser besicht, soudass et ka virkommen, dass déi ausgebucht sinn, an een dann op een aneren Drive-in auswälche muss. Virun 20.00 Auer ass eng Reservation nach fir den nächsten Dag méiglech.

D'Laboratoires d'analyses waren eises Wëssens no déi lescht zwou Wochen och net ausgebucht, an och do war et nach méiglech, kuerzfristeg e Rendez-vous fir ee PCR-Test ze buchen. Des Weideren ass eis och näsicht bekannt, wat déi zertifiéiert Antigen-Tester ugeet, och wann do d'Kapazitéiten e bësse méi kleng si wéi am Large-Scale-Testing.

D'Teststationen um Fluchhafen si weiderhin nach aktiv a bidde follgend Méiglechkeiten un:

Déi Passagéier, déi vum Findel fortfléien, hinn d'Méiglechkeet, e Rapid-Antigen-Test, e PCR oder en Express-PCR-Test géint Bezuvelung d'Urgenzen ze loissen. Dës Tester gi vum Fluchhafenbedreiwer a Kooperatioun mat engem approuvéierte Laboratoire ubegeben an organiséiert. D'Passagéier sollen am Viraus e Rendez-vous iwwert den Internet-site vum Fluchhafenbedreiwer maachen, well d'Kapazitéit limitéiert sinn.

Déi Passagéier, déi um Findel ukommen, hinn d'Méiglechkeet, e PCR-Test am Kader vum Large-Scale-Testing ze maachen. D'Passagéier kréien e Bong fir e gratis PCR-Test, deen se direkt op der Plaz maache können. Dës Tester gi vum Gesondheetsministère ubegeben. Et ginn also eng ganz Rei Méiglechkeete fir vun engem Test ze benefisséiere fir Leit, déi eng Vakanz geplangt hinn an en Noweis vun engem negativen Test müssen hu fir anzereesen. D'Leit musse just am Virfeld fir Dispositiounen huelen, fir den Dag vun der Ofrees och déi néideg Dokumenter ze hinn.

ad 2. D'Areesbestëmmungen a Lëtzebuerg sinn net am Kader vum Covidgesetz fixéiert, mee baséieren op enger Ordonnance vum Direktor vun der Santé, déi a Fonction vun der Situation kann adaptéiert ginn. Wat d'Areesbestëmmungen ubelaangt, muss all Persoun sech am Virfeld iwwert d'Areesbestëmmung vum Land, an dat hie reest, informéieren an ofklären